

Collection Démocratie & Sociétal

L'Esprit du Societhon Monthome

Volume 4 Hastags sociétaux #31 à #40



Texte intégral pour lecture gratuite, usage privé et familial

M3 Editions Numériques

L'Esprit du Societhon

Volume 4 Hastags sociétaux #31 à #40



Monthome

Prix : 10€
M3 Editions Numériques
SAS au capital de 30 000€
Route de St Sever - 40250 Mugron - France
www.societhon.com - www.bookiner.com
Courriel : contact@bookiner.com
ISBN : 9782905151780

Sommaire

#31. La mentalité du citoyen est à l'image de la société du moment	4
#32. Pourquoi les citoyens ne réagissent-ils pas tous de la même manière ?	35
#33. La néocitoyenneté est plurielle	67
#34. Citoyen vs certaines pratiques systémiques	89
#35. Ami ou ennemi ? Citoyen vs Services de l'État et systèmes dominants	107
#36. Citoyen vs collectivité : Positif ou négatif ?	190
#37. Citoyen vs citoyen : Frères antagonistes !	262
#38. Encore bien loin de la citoyenneté et de la démocratie avancée	295
#39. Le vote entonnoir un véritable contresens démocratique	334
#40. Les 4 saisons sociétales de l'Été démocratique des libertés à l'Hiver systémique des interdits	358

Ce **quatrième volume** aborde les rapports hyper importants et croisés entre le citoyen, les systèmes dominants, l'État, les collectivités territoriales, dans une mosaïque de notions et d'usages expliquant pourquoi, un peu partout dans le monde, la démocratie et la citoyenneté sont imparfaites et surtout perfectibles. L'avenir sociétal doit être l'Enjeu des enjeux impliquant de se poser individuellement les bonnes questions pour apporter collectivement les bonnes réponses.

Le Societhon est une matrice culturelle évolutionnaire à vocation universelle adaptée aux grands enjeux sociétaux du III^e millénaire. En tant que nouvelle culture mère appliquée à la dimension sociétale moderne, elle se place au-dessus des idéologies et des régimes politiques, au-dessus des religions, au-delà des philosophies et des sciences, en les unifiant sur l'essentiel. Comprendre et adopter l'Esprit du Societhon, c'est prendre véritablement conscience de la réalité et de la finalité des conditions humaine, citoyenne et collective dans le monde actuel. C'est aussi devenir un citoyen ou un futur citoyen adulte, discerné, motivé, capable d'appliquer par lui-même et avec les autres les fondements, les solutions et les valeurs évolutionnaires de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM). Voir Hastags [#0](#) et [#1](#).

Monthome est un citoyen penseur français dont la principale vocation contributive est d'être un passeur de conscience dans la complexité du monde, un alerteur de sens face aux erreurs de gouvernance, un transmetteur de savoir, un producteur de contenus, un ouvrier de pistes et de solutions, afin de rendre possible un avenir évolutionnaire pour tous. Voir Hastag [#Monthome](#)

Le mot **Hastag** est un néologisme francisé signifiant document numérique identifié par un chiffre (**tag #**) comprenant à la fois une approche **Heuristique** (piste ciblée de compréhension parmi 60) incluant une citation originale et un visuel **Authoriste** concernant le **Societhon**. Tous les visuels sont accessibles sous forme de reproductions sur toile signées par l'auteur (www.societhon.com).



Hastag #31

**La mentalité du citoyen est à l'image
de la société du moment**

Sommaire

- . Introduction
- . Les racines de la mentalité
- . De l'influence exogène aux effets mimétiques
- . L'égo-centralisation ou un monde d'égo-citoyens
- . L'arrière-boutique sociétale à l'origine de la mentalité collective
- . L'échelle de mentalité
- . L'enjeu sociétal majeur de la communication
- . La mentalité comme porte dérobée de l'influence politique
- . L'asymétrie structurelle de l'Offre sociétale
- . Le terreau de la mentalité
- . Manœuvres d'influence agissant directement sur la mentalité du citoyen moderne

Résumé

Cet **Hastag** aborde les causes structurelles influençant la mentalité populaire, ainsi que la mentalité individuelle. La mentalité représente l'état d'esprit du quotidien orientant les attitudes et les comportements en mode réflexe. Elle explique beaucoup de choses dans la vie privée et collective, notamment la manière dont est utilisée l'intelligence humaine, dont est pratiquée la morale, dont est appliqué le savoir-vivre, dont sont alimentés le jugement et l'opinion. Elle définit les grandes lignes de la personnalité, la prévisibilité (ou non) des décisions et des actions menées par les hommes et femmes de toute condition sociale.

La mentalité est un marqueur profond de l'état d'esprit d'un individu, d'un groupe, d'une communauté, d'une population donnée. Toute mentalité est le résultat de la pression sociale, familiale, sociétale, exercée sur chaque individu par les groupes primaires et secondaires, ainsi que par les cultures dominantes (cadre démocratique ou non démocratique, idéologie politique, discrimination raciale, religion, niveau social...). Elle correspond à une façon de penser et de se comporter, à des dispositions psychologiques et morales de fond animant ou bridant l'ensemble des 34 valeurs évolutionnaires ou leurs contraires (Hastag #14), les 17 états d'être (Hastag #8) et +200 besoins humains (Hastag #19). On peut comparer la mentalité à un nuancier général de l'activité mentale pouvant se révéler relativement négatif ou objectivement positif, toxique ou bénéfique, primitif ou humaniste, sain ou malsain, réservé ou ostentatoire, dynamique ou attentiste, humble ou vaniteux, transparent ou opaque... Elle traduit clairement ce qu'est et/ou est devenu un individu en rapport direct avec son milieu de vie, son rôle social et/ou professionnel. Il s'agit d'observer la manière dont se manifeste en lui ou elle le traitement sensoriel, physique et cognitif de la réalité et des choses (posture, gestuologie, regard, mimique, expression verbale, décision prise, manière d'agir...) pour avoir une idée de ce que l'on peut et/ou doit en attendre. La mentalité est la carte d'identité visible de la personnalité profonde synthétisant les bons et les moins bons aspects présents en chaque individu. Elle interagit en permanence avec l'attitude dominante du sujet parmi les 5 principales : passivité, agressivité, manipulation, imposition de soi, affirmation de soi (Hastag #28). Elle en dit également long sur sa propre image et représentation sociale, ses motivations profondes, ses blocages et inhibitions, le tout à l'insu de la conscience.

Les racines de la mentalité

Bien qu'il existe une générosité inhérente à l'humain, la vie sociale placée sous contrainte systémique tend à la réduire, l'atrophier, au lieu de l'augmenter et la développer. Il en résulte généralement que la mentalité des autres est soit jugée incompatible ou détestable (mauvaise mentalité), soit compatible, acceptable, respectable, exemplaire (bonne mentalité). S'intéresser à la mentalité d'autrui ou ambiante, c'est découvrir la réalité psychique dominante animant la nature des rapports sociaux. De ce point de vue, la mentalité correspond à la « seconde impression » que l'on peut avoir d'un individu après la première impression relevant généralement de l'anatomie, des traits du visage, des gestes, de l'habillement et autres postures physiques. Sur le fond, la mentalité correspond à un rapport étroit avec le naturel, le systémique et le socioculturel.

Les principales matrices de la mentalité

Toute mentalité procède d'une adaptation naturelle, forcée ou contrainte, de la psyché humaine par :

- . L'environnement naturel, les limites du corps humain, les conditions de vie
- . L'environnement systémique, ses lois, règles et contraintes
- . L'environnement socioculturel dans ses multiples apports immatériels

Les 3 principales matrices naturelles de la formation puis de l'entretien de la mentalité individuelle et collective

La récurrence des mêmes schèmes mentaux, la constance dans l'état d'esprit (tendances pulsionnelles, instinctives, habituelles, vision stéréotypée du monde, adaptation comportementale...) induisent forcément des plis et des courbures mentales que seuls la résilience par la volonté et un niveau élevé de conscientisation permettent de dominer et contrôler. La combinaison des dimensions psychique, anatomique et somatique en chaque individu détermine l'orientation de la mentalité selon que l'on est... :

- . **Positif**, en bonne santé, sain de corps et d'esprit, en pleine possession de ses moyens, dans la satisfaction régulière de ses besoins dominants, fort(e) physiquement, beau/belle avec une anatomie avantageuse, intellectuellement avantaagé(e), compétent(e) dans la maîtrise.
- . **Négatif**, malade, traumatisé(e), inhibé(e), déprimé(e), stressé(e), souffrant d'incapacité à agir, d'un sentiment d'échec, d'une insatisfaction chronique de certains besoins et/ou fortement handicapé(e), fragile, faible, avec une anatomie non avantageuse, une mauvaise image de soi.
- . **Neutre**, avec une adaptation au fil du courant de la vie, sans se poser vraiment de question, sans a priori ni jugement de valeur, en étant fataliste, dans l'acceptation passive, méditative, des choses et des événements.

Les 10 principales causes systémiques de la formation puis de l'entretien de la mentalité individuelle et collective

L'influence de l'organisation sociétale via l'ensemble de sa structuration systémique (État central, pouvoirs publics, institutions, entités et organisations intermédiaires, intervention et comportement des agents et intervenants officiels, législation, normalisation, méthodes officielles...) approfondie les plis et les courbures naturelles de manière plus moins forte, orientée, intense selon les individus. C'est le cas notamment avec... :

- . **Le système judiciaire** et le maillage plus ou moins étroit des lois, codes, réglementations, procédures...
- . **Le système moral** et conservateur avec l'importance directe des usages, devoirs, interdits, tabous à respecter...
- . **Le système de coercition étatique** et institutionnel avec le niveau de peur du gendarme, de sanction fiscale, judiciaire, de dépendance directe aux autres...
- . **Le système technoadministratif** avec les contraintes de conformité et les pressions exercées en matière d'obtention ou non de droits civiques.
- . **Le système professionnel** du travail, des métiers et activités, avec la garantie ou l'incertitude d'employabilité, de salaire, d'évolution statutaire...
- . **Le système hiérarchique** avec la soumission, la subordination ou non, aux ordres du chef, à l'obéissance inconditionnelle, à l'autorité...
- . **Le système bancaire et financier** avec le droit de vie ou de mort sociale selon que l'on dispose d'un niveau suffisant ou insuffisant de capacité de paiement, d'endettement, d'épargne, de consommation, d'équipement...
- . **Le système économique** dans l'ensemble des activités industrielles, de services, de commerce, exerçant les lois du marché, les méthodes de management, les prix et marges, les principes de l'Offre dominante, l'influencabilité et le conditionnement par les méthodes souvent déceptives du marketing, promotion, publicité...
- . **Le système médiatique** au sens large avec l'exposition publique, le traitement de l'actualité, l'orientation éditoriale, toutes les techniques de

- communication d'influence, de désinformation, de politiquement correct...
- . **Le système politique** et son organisation des pouvoirs imposant des décisions unilatérales, des plans et cadres collectifs, un ordre de marche à suivre...

Les 10 principales causes socioculturelles de la formation puis de l'entretien de la mentalité individuelle et collective

Toute mentalité subit enfin un matricage plus ou moins intense et fort de nature exogène à partir d'une combinaison d'intrants socioculturels majeurs parmi lesquels :

- . L'influence directe de la famille, du partenaire, du groupe primaire, de référence et/ou d'appartenance, par les référentiels coutumiers, les usages, les traditions, les modes de vie (langue, vestimentaire, habitudes culinaires, loisirs)...
- . Les lignes de conduite à adopter en fonction des normes écrites, orales, comportementales, les règlements intérieurs dits ou non-dits, les lois applicables...
- . Le cadre démocratique ou non démocratique permettant, ouvrant ou fermant, la liberté d'expression, de choix, d'action, de pensée, d'existence...
- . Le fait d'être riche ou nanti, pauvre ou misérable, comme accélérateur ou frein à l'accession aux biens de consommation, aux équipements, aux technologies, aux savoirs, aux biens culturels, à la santé, à la diversité expérientielle...
- . L'enseignement initial, secondaire, supérieur, impliquant un niveau éducatif général, de formation spécialisée, d'apprentissage terrain, selon que celui-ci soit académique, normatif, rigide, monospécialisé ou épanouissant, riche, diversifié, induisant de la maîtrise et de la polycompétence...
- . L'influence directe dans les activités du quotidien des dogmes politiques, économiques, conservateurs, théoriques, procéduriers, moraux, des croyances, rituels, idéologies partisanses...
- . La portée relationnelle et d'image du statut social et professionnel que le rôle soit honorifique, élitiste, à forte notabilité, de commandement ou subalterne, inférieur, de subordination...
- . Le recours habituel ou non à des valeurs fortes ou évolutionnaires dans un cadre d'affirmation saine et positive de soi ou, au contraire, dans un cadre de peur du gendarme, de peur de la sanction fiscale, judiciaire, familiale, hiérarchique...
- . La tendance à réfléchir logiquement, à filtrer l'information, à utiliser son libre arbitre, son discernement, ou agir et réagir au premier degré sous l'effet du conditionnement mental, de la culpabilisation, de l'infantilisation, de la pensée unique, de l'obéissance, de la dépendance alimentaire ou fonctionnelle...
- . L'exposition permanente à l'information orientée, la désinformation, les infox, fakenews, les manipulations de masse, les mensonges d'État, les discours populistes, lénifiants, dramatisants, ou la capacité à s'en extraire.

De l'influence exogène aux effets mimétiques

Il semble malgré la qualité relative de l'Offre globale et les principes démocratiques en usage dans la plupart des nations occidentales, que la mentalité générale n'évolue pas très vite dans un sens plus qualitatif et vertueux, voire même régresse peu à peu. Les principales raisons relèvent non pas directement de la génétique humaine, mais de l'ensemble des influences systémiques et socioculturelles exercées et subies par tout être humain et citoyen.

Ces influences exogènes proviennent aussi bien de la famille, que du milieu éducatif, social, collectif, médiatique, économique, étatique, professionnel. On s'aperçoit ainsi que la plupart des régimes politiques dans les sociétés dites démocratiques sont devenus sans le vouloir des générateurs de « mauvaise » mentalité limitant ou faisant stagner les valeurs de l'idéal démocratique.

Les principales raisons structurelles et conjoncturelles concernant la combinaison de 7 grandes évidences, en observant que la plupart des nations modernes sont... :

... Relativement **superficielles** par l'excès de communication, de marketing, de technocratie, de médiatisation à outrance, de valorisation permanente des élites, élus, people, riches et influents notoires du moment, de cérémoniaux et solennités d'État...

... Assurément **fragiles** au moindre problème, à la moindre émotion jugée insupportable, au moindre événement naturel ou inhabituel, ainsi que par les excès victimaires et prudentiels dans tous les domaines jusqu'à l'abus d'usage du principe de précaution dès que l'on ne sait pas.

... Structurellement **artificielles** par les abus technocratiques et technologiques dans les activités industrielles, marchandes et de services, la surveillance de masse, les réseaux sociaux, ainsi que par les réponses d'automatisation fortement dépersonnalisées avec le recours de tous les artefacts relevant des procédés automatisés, de l'Intelligence Artificielle (IA).

... Fortement **normalisées et codifiées** afin de contenir la vie collective et éviter aux citoyens de sortir des chemins convenus, aussi bien sous l'angle de la vie sociale et publique que de l'académisme officiel, de la traite fiscale, de la conformité administrative, des standards professionnels.

... Largement **indifférentes** aux malheurs des autres, aux étrangers, aux immigrés, en ne s'intéressant qu'à elles-mêmes, au « mort kilométrique », sans aucun sens de la relativité ni de l'humanité altruiste en faveur des gens anonymes et des populations en danger à l'autre bout du monde ou dans le pays voisin.

... Socialement **égocentrées** sur le petit univers de la vie locale et professionnelle, le confort de vie individuel et de chaque ménage, en filtrant l'entrée et l'accès à autrui dans son propre périmètre existentiel (fonction psychosociale « Off » intolérante, fermée, dans le sens allant d'autrui vers soi), tout en profitant pleinement des autres et de l'existant externe (fonction psychosociale « On » intéressée, calculée, dans le sens allant de soi vers l'extérieur).

... Constamment **stressées** par la couverture médiatique quotidienne préférant la dramatisation, le psychodrame, le « sociodrame », le sensationnel en boucle, à l'information temporisée, positive et utile, comme en surgonflant le moindre petit « pet d'actualité » dès lors que celui-ci affecte les habitudes de vie, les services de l'État, les membres dirigeants et associés aux systèmes en place.

Les 7 grands anachronismes de la citoyenneté face à la modernité du monde

Les comportements citoyens comme la mentalité générale procèdent d'un véritable effet mimétique entre le citoyen lambda, l'État, la conduite des institutions et organisations morales. En d'autres termes, l'individu-citoyen est constamment influencé sans le vouloir, ou le savoir, par son environnement direct en réagissant souvent par mimétisme ou en miroir non conscientisé. On observe ainsi une corrélation étroite entre le « mauvais » état d'esprit du citoyen lambda

et celui manifesté par les représentants de l'État, les responsables et acteurs des grandes institutions et services publics. C'est notamment le cas avec...

1... Le cercle non vertueux de la mentalité qui procède en 4 temps avec : l'influence déterminante des référentiels sociétaux (contenus officiels, dogmes, morale, valeurs, usages, pratiques politiques, judiciaires, sociales, économiques...) sur la conduite des instances dirigeantes (État, institutions, administration, organisations intermédiaires...); le matricage et formatage mental des responsables et acteurs agissant au sein des systèmes et instances dirigeantes ; la diffusion ciblée des référentiels sociétaux, la propagation à grande échelle de la mentalité des responsables et acteurs des systèmes dominants sur l'état d'esprit et le comportement des individus et citoyens soumis aux instances dirigeantes ; la répétition en boucle des référentiels sociétaux vers les acteurs systémiques puis dans la conduite des instances dirigeantes puis vers l'individu lambda puis en faveur de la consécration légale ou légitime des référentiels sociétaux.

En réaction au mauvais exemple étatique et institutionnel l'individu-citoyen réplique à l'identique l'existant connu par obligation, suivisme, appartenance, mimétisme, voire même en l'exagérant, l'altérant ou le déformant.

2... Le citoyen lambda qui tend à ne rien faire de plus ni donner gratuitement de soi, ou alors le minimum vital et syndical, en misant d'abord sur le contrat écrit, le deal juridique et/ou le retour matérialiste, par manque d'altruisme, de bienveillance et surtout de confiance dans la loyauté, la présence et/ou la parole de l'autre.

C'est une réaction au mauvais exemple étatique et institutionnel dont l'effet mimétique de masse se justifie par le formidable maillage normatif et législatif imposant en permanence à chacun des règles, lois, codes et procédures à suivre, ainsi que des postures de distanciation statutaire et hiérarchisée.

3... Le citoyen lambda qui n'a de cesse de prendre, accaparer, occuper des places, profiter au maximum de l'Offre disponible au détriment de tout équilibre et équité avec les autres, voire d'une harmonie souhaitable avec la nature, en n'hésitant pas à s'imposer par l'autorité, la force, la ruse, la malhonnêteté, le rapport dominant/dominé, ainsi que l'ensemble des stratagèmes de manipulation.

C'est une réaction au mauvais exemple étatique et institutionnel qui se nourrit de l'importance de l'autoritarisme unilatéral, de la prédation fiscale et taxative, des contraintes imposées, de la surveillance étroite des individus et des peuples, et de tout ce qui interdit et oblige sous peine de sanction.

4... Le citoyen lambda qui se comporte en propriétaire (maître, possédant, dominant) dès qu'il le peut par le titre, le rang, le statut, le rôle, l'argent, le niveau de vie, comme si la destinée de l'homme était de toujours faire mieux que les autres, au-dessus des autres et/ou exercer un quelconque pouvoir sur autrui, de la coercition, de la domination, dès que cela devient possible.

C'est une réaction au mauvais exemple étatique et institutionnel qui répond généralement de manière absolutiste, directive, intransigeante, aux actes et initiatives jugés non conformes, aux manœuvres non officielles, aux méthodes perçues comme trop libres dans la conduite des hommes et des affaires.

5... Le citoyen lambda qui agit et réagit dans un esprit permanent de concurrence et d'opposition aux autres afin d'être le premier, le mieux placé avant les autres, le plus connu ou mieux récompensé, sachant que tant que les hommes et les peuples s'opposent entre eux, la gouvernance a beau jeu de justifier ses

méthodes de régulation, de coercition, d'imposition de règles, d'autoritarisme.

C'est une réaction au mauvais exemple étatique et institutionnel qui impose à grande échelle les principes de notation et de sélection par les diplômes et concours, la valorisation par le mérite académique à être un « bon élève » appliqué, c'est aussi le conditionnement de masse à apprendre et appliquer à la lettre les contenus appris, c'est aussi le scoring social.

6... Le citoyen lambda qui est animé d'une volonté d'enrichissement personnel, d'une ambition à gagner un maximum d'argent comme seconde grande religion du monde (voire première pour certains), sans plus savoir s'arrêter à un juste et raisonnable niveau, en ne voyant dans la destinée des hommes et des sociétés que la réussite économique et financière avec l'ensemble de ses attributs sociaux et d'image, tout en faisant n'importe quoi ou presque pour s'approprier et/ou obtenir égoïstement de l'argent.

C'est une réaction au mauvais exemple étatique et institutionnel qui brasse en permanence l'argent public, qui glorifie la réussite sociale de ses élites, qui budgète et gère d'innombrables projets et dépenses somptuaires, qui valorise constamment tous ceux et celles qui suivent et pratiquent les modèles issus de l'économie de marché, voire de la corruption et concussion dans certains pays.

7... Le citoyen lambda qui ne craint pas de mentir délibérément, de tromper sur ses intentions et l'évidence des faits, d'être intellectuellement malhonnête et sans véritable esprit de responsabilité, de ne rien dire qui puisse le rendre coupable et sanctionnable ou l'exposer à la vindicte judiciaire ou collective.

C'est une réaction au mauvais exemple étatique et institutionnel qui agit en permanence dans le secret, manipule l'opinion publique, oriente l'information, désinforme volontairement, se déresponsabilise juridiquement de beaucoup d'affaires et problématiques sociétales.

Il est clair que tout cela contribue à entretenir une mentalité générale en miroir se perpétuant de génération en génération et expliquant l'itération de la plupart des grands dysfonctionnements sociétaux modernes.

À qui profite le « crime » ?

Vue des autorités de tutelle, la production et l'entretien d'une mentalité générale relativement contrôlée, formatée pour filtrer et orienter la compréhension de la réalité n'est pas du tout anodine, voire même déterminante, pour assurer la continuité d'une dominance, conserver un ordre apparent dans l'existant social, protéger des intérêts majeurs, assurer la continuité des affaires privées et publiques. Toute orientation volontairement conservatrice, partisane, culpabilisatrice, prudentielle, apeurée, infantilisante, guerrière, raciale..., profite en général aux 7 types d'acteurs sociétaux suivants... :

- . **Influents conservateurs** connus et inconnus tirant les ficelles sociétales (religion, partis politiques, élus, politiciens, industrie, finance, économie...).
- . **Gouvernants, dirigeants**, managers, responsables, décisionnaires, au sein des systèmes en place en leur permettant de diriger plus facilement les affaires et conduire les masses dans le sens souhaité.
- . **Opérateurs, agents et acteurs** de terrain demandeurs de consignes, de règles à suivre, de motivation à agir et/ou obligés de suivre des procédures strictes, de les justifier moralement, légitimement, légalement.
- . **Institutions, services publics**, collectivités territoriales et organisations intermédiaires en interface directe avec les citoyens, dont la raison d'être

- consiste à réguler l'Offre disponible et uniformiser la Demande afin de créer des standards partagés, conditionner les réponses dans le sens souhaité.
- . **Soldats en cols blancs**, costumes ou tailleurs stricts se répartissant dans toute la société civile et publique (technocrates), dont le rôle consiste à être des porteurs de « vérité systémique », tout en essayant de faire adhérer les autres citoyens aux mêmes principes, règles, valeurs...
 - . **Marchands et acteurs économiques** qui tendent à orienter et conditionner sans cesse la Demande, les attentes, désirs, besoins humains, à l'Offre disponible.
 - . **Citoyens peu éduqués**, dociles, obéissants, suiveurs, qui se contentent largement de ce qu'ils ont, de ce qu'offre la société, de leur statut acquis, en essayant uniquement de le protéger, de le conserver en l'état, sans chercher plus, mieux ou autrement, stabilisant et fixant ainsi constamment leur mentalité à un niveau intermédiaire et/ou sans aucune ambition qualitative ni évolutionnaire.

En fait, tout ce qui relève du mimétisme social, du commun dénominateur, de l'égalité dogmatique, du niveau conforme aux autres, devient le moteur central alimentant la mentalité générale !

L'égocentralisation ou un monde d'égo-citoyens

La mentalité représente une forme de bulle cognitive protectrice contre toute forme d'intrusion extérieure non voulue et contre toute forme de déstabilisation psychologique interne. Il en résulte que chacun trouve ainsi sa ligne de conduite entre les normes imposées à suivre et subir, et ses dispositions et capacités personnelles. L'analogie mentale est celle s'appliquant à la conduite sur route avec d'un côté, le code de la route à respecter et de l'autre, les limites de sa propre compétence dans la maîtrise opérationnelle du véhicule. Le fait d'assagir les esprits est une bonne chose en soi dès lors qu'il s'agit de calmer le jeu, d'une salutaire prise de conscience, de bons conseils utiles et pratiques à suivre, voire d'une récompense ou d'une valorisation pour un mérite objectif. La problématique en matière d'influence cognitive et mentale est dans la récurrence d'obligations interdictives, coercitives, négatives ou frustrantes qui, à force, induisent le bridage de la volonté, l'inhibition des droits et libertés légitimes, l'insatisfaction chronique de certains besoins dominants. De la même manière, certaines formes de distanciation dans l'information donnée, la non-disponibilité relationnelle, la prise de recul dans la décision ou l'action, sont tout à fait compréhensibles dans un milieu où règne la faible éducation ou intelligence, l'opposition destructive ou radicale, la non-information ou la désinformation constante, le non-savoir ou la non-compétence, la non-capacité d'échange ou d'intervention. Toutefois, toute forme de contrôle, voire d'asservissement mental, est hautement critiquable lorsque celle-ci réduit le discernement, la vision globale, la conscience, d'une majorité d'individus au sein d'une population donnée. En réaction à cela, il est alors naturel que tout individu intelligent et correctement éduqué tende à s'isoler par lui-même de l'emprise systémique jusqu'à s'extraire du monde courant, créer le change, jouer la comédie, voire s'opposer, pour ne pas subir les effets délétères d'une mentalité générale appauvrie ou médiocrisée. La réponse la plus sensée est celle de « l'égocentralisation » positive en tant que contraire de la décentralisation sur autrui (délégation, déplacement de responsabilité, représentation par un tiers...) et qui consiste à :

- . S'affirmer par soi-même via le vécu terrain et l'audace dans l'expérientiel
- . Opter pour un autodidactisme choisi complémentaire à l'éducation officielle
- . Choisir par soi-même ses groupes d'appartenance, son mode de vie
- . Filtrer à la source toute l'impureté médiatique au sens large
- . Décider seul de ce qui est bon, juste, adéquat, souhaitable, nécessaire
- . Recourir d'abord au discernement et non au réflexe ou l'injonction
- . Refuser la directivité politique, l'autorité imposée, la standardisation
- . Agir dans un cadre prioritaire de légitimité et non de légalisme docile
- . Mentaliser et pratiquer la réalité à partir de valeurs évolutionnaires
- . Défendre sa propre survie existentielle afin de favoriser celle des autres

La mauvaise mentalité ou « égocentralisation » négative

C'est celle qui ramène tout à soi au détriment ou aux dépens des autres. C'est celle qui consiste à ne rien dire lorsque l'on sait, à ne pas agir quand on le peut, à ne pas vouloir croire les évidences, à ne rien faire par peur, excès de prudence ou lâcheté. C'est celle qui ne sait utiliser que le verbe, le raisonnement sophistique et/ou l'émotion défouloir pour seule réponse où l'indignation publique donnant bonne conscience. C'est elle qui amène à... :

- . Ne voir le monde qu'au travers de ses propres attentes, besoins et intérêts
- . Ne se référer qu'à des pratiques connues, conformistes, conservatrices
- . S'enfermer dans une bulle d'habitude, de rites, de protocoles, de routines
- . Opposer en permanence son périmètre existentiel à tout autre différent
- . Avoir une défiance permanente envers autrui, les systèmes dominants
- . S'identifier à des modes, vagues, genres, coutumes, traditions
- . Exclure l'étranger, l'inconnu, l'immigré, faire preuve de chauvinisme
- . Être sectaire et intolérant, tendance au fanatisme, à la psychorigidité
- . Refuser le changement, la transformation possible, la nouveauté
- . Dénier aux autres les mêmes droits et libertés que les siens

La désunité démocratique

Le fonctionnement des démocraties modernes dans la plupart des sociétés modernes est voué à la désunité par une égocentralisation négative à grande échelle. Une sorte d'hyper fragmentation des typologies mentales, sociologiques, voire socioprofessionnelles, en provenance d'une majorité de citoyens éduqués animant le cœur des classes moyennes et médianes. Les inflexions et adaptations démocratiques traduisent le contraire des affirmations officielles affirmant l'unité, l'homogénéité, le consensus, la cohésion, le syncrétisme, l'unisson... au sein des populations. Le recours aux idéaux démocratiques est intrinsèquement dépendant, subordonné, aux mentalités structurelles des peuples en plus d'être soumis aux manœuvres politiques, à la technocratisation, aux stratagèmes de communication et de manipulation couramment utilisés par les services de l'État et les systèmes en place. Tout cela explique pourquoi la plupart des citoyens modernes se comportent en « égocitoyens » se souciant d'abord d'eux-mêmes, de leur famille, de leur image, de leur statut, de leur notoriété, de leurs revenus alimentaires, avant de soucier de ce que font les autres, sauf lorsque ceux-ci viennent perturber le jeu habituel. Si les autres forment le cadre animé de la vie sociale et professionnelle, ils sont aussi considérés comme relativement transparents, secondaires, mineurs, voire concurrents à abattre. En matière de mentalité fondée sur l'égocentralisation négative il ne peut y avoir de véritable cohésion, sauf pour la préservation d'intérêts vitaux communs, de véritable coopération sauf sur des aspects conjoncturels précis, d'altruisme entre citoyens

sauf en étant soi-même frappé par le malheur. La cohabitation forcée n'est pas la cohésion, même si celle-ci se drape d'un voile de démocratie, de liberté, de fraternité. Il faut utiliser des forces de cohésion et de coercition puissante pour maintenir l'unité apparente, sans quoi l'éclatement arrive très vite. C'est la base même de la structuration républicaine, monarchique, communiste, féodale, fasciste, dictatoriale. Cela explique la complexité des mentalités entre soumission apparente et refus profond, conformisme et envie de changement, docilité par la peur et désobéissance aux interdits...

Les principales forces de cohésion et de coercition

Tous les systèmes étatiques et dominants utilisent en permanence un faisceau de méthodes et de moyens obligeant le citoyen à se conformer aux directives, à rester sous pression morale, sociale, économique, politique, académique, normative, légale..., parmi lesquels :

- . Code civil et pénal, instance judiciaire, pénitentiaire, sécuritaire répressive
- . Sévérité éducative, sélectivité académique, sélection sociale augmentée
- . Menace permanente de la sanction, rétrogradation, exclusion
- . Pression fiscale, bancaire, financière et économique sans pitié
- . Normalisation et standardisation obligatoire au sein de toute activité
- . Obligations strictes liées à l'emploi, au travail, aux conditions d'exercice
- . Hiérarchisation structurelle forte entre le management et les collaborateurs
- . Morale culpabilisante, information contrôlée, infantilisation de masse
- . Mobilisation défensive ou offensive contre un ennemi intérieur, extérieur
- . Postures de surveillance, flicage, régulation par les autres, la collectivité

L'arrière-boutique sociétale à l'origine de la mentalité collective

La formation de la mentalité (ou de l'état d'esprit) chez un individu est toujours la résultante d'influences dominantes de nature morale, psychologique, informationnelle et communicationnelle en provenance de l'entourage, du système étatique, de la société civile elle-même. La mentalité est le parfait reflet du bain sociétal dans lequel se matrice, se façonne, se formate l'esprit des enfants, des hommes et des femmes, des citoyens. En ce sens, elle correspond à un marqueur, à un indicateur du niveau réel des conditions humaine, citoyenne et sociétale à un moment *t*. Elle en dit long sur le fonctionnement endogène des sociétés modernes que celles-ci soient démocratiques ou non. C'est aux sciences humaines et sociales que d'en décrire la phénoménologie précise, sachant qu'aux répercussions observées au sein des populations doivent s'additionner les effets directs sur le fonctionnement systémique et institutionnel, les orientations politiques prises, les conséquences géopolitiques, etc. Il est ainsi possible de dire qu'une société ne se juge pas seulement à sa vitrine médiatique, mais à son arrière-boutique institutionnelle. C'est toujours dans l'arrière-boutique sociétale que se forge la mentalité collective derrière le comportement et le discours des élus, les décisions politiques et mesures gouvernementales, les postures officielles et académiques, le traitement médiatique national de l'information. Des lieux où s'activent à huis clos, dans l'Entre soi, le non visible, des cohortes de décisionnaires et influents qui propagent ensuite par de multiples relais publics et organisations privées, avec la participation de groupes primaires et secondaires, tout un ensemble de messages propices à motiver et entretenir la mentalité collective à partir d'intentions, d'initiatives, de projets, d'objectifs, de stratégies,

sensés satisfaire au mieux l'intérêt collectif et de certains. L'arrière-boutique sociétale est la fabrique qui produit et encourage le contenu endogène de la mentalité. C'est aussi celle qui le propage et le communique par le biais des structures et des moyens disponibles.

De ce point de vue, le rapport entre l'arrière-boutique et la vitrine sociétale du moment nourrit et oriente la mentalité de tous. L'interaction régulière entre les émetteurs et les récepteurs, ainsi qu'entre les récepteurs entre eux (individus, citoyens, entités privées) produit 4 composantes majeures de la mentalité individuelle et collective qui s'agrègent ensuite dans des proportions différentes ou équivalentes, afin de former au final une métamentalité individuelle, de groupe, territoriale, nationale.

Les 4 principales composantes de la mentalité individuelle et collective (cx)

1. La mentalité familiale, clanique, tribale, communautaire (c1) : Elle est souvent la plus puissante (surtout jusqu'à l'âge adulte) en se distinguant des autres par le caractère atavique des individus, les interactions intimes au sein du principal groupe primaire, le rôle décisif de la parenté, de l'entourage familial au sens large. C'est elle qui forge l'âme, l'état d'esprit et la personnalité depuis la plus tendre enfance. C'est la seule mentalité qui interagit directement sur l'affirmation de soi (en bien ou en mal), voire sur l'agressivité structurelle (faible, régulière, forte). Lorsque l'influence familiale est forte, celle-ci tend à influencer toutes les autres composantes.

2. La mentalité collective locale, territoriale (c2) : Elle représente le bain social obligé par son caractère environnemental, géographique, ethnologique, induisant des particularités socioculturelles dans l'échange et les relations interindividuelles. L'influence des groupes secondaires en matière de voisinage, d'éducation, d'association, de recours collectif aux mêmes référentiels culturels (langage, coutume, usage, tradition, culte religieux, lieu d'achat...) joue un rôle décisif dans le comportement authentique, emprunté ou imité pour des raisons identitaires, de grégarisme, de conformisme...

3. La mentalité professionnelle, business, économique (c3) : Elle recouvre une vision des rapports humains relevant du rapport de force, du pouvoir de dominance sur soi (ambition, orgueil, compensation, mégalomanie, rêve, délire, paranoïa...) et contre les autres (affrontement, concurrence, compétition, antagonisme...). Elle s'active généralement par la nécessité de vivre et survivre, d'accéder à des éléments ciblés de l'Offre disponible, de réaliser des envies et désirs, de satisfaire un certain nombre de besoins, de récompenser l'effort consenti, le travail effectué, le temps mobilisé, d'honorer un contrat, un accord, d'atteindre des objectifs précis, de bénéficier d'un différentiel de statut social supérieur, un meilleur niveau de vie et de confort. L'univers lié à l'argent induit des attitudes et des comportements dominateurs d'un côté et de soumission de l'autre, mais aussi tout ce qui relève de la bassesse humaine (cupidité, vénalité, jalousie, convoitise, envie, concupiscence, vanité, égoïsme, morgue, corruption, avarice, rapacité...). L'aspect positif relève uniquement de l'oblation, de l'altruisme, de la solidarité, du partage, de la générosité, de la philanthropie, du progrès et des activités utiles à tous... La focalisation sur l'argent, sa détention, sa gestion, l'accumulation bancaire et financière, les placements et investissements, l'épargne, le profit, le gain, déforme la mentalité par tout un ensemble de

stratagèmes à vocation manipulatrice et/ou agressive, le recours à la séduction, à l'influence mentale, à la coercition légale, selon la position économique des uns et des autres (prêteur, détenteur, producteur, fournisseur, client, vendeur, marchand...). Face à la nécessité économique pour la simple survie (alimentaire, santé, famille, logement, énergie...), ainsi que pour l'employabilité, le travail, le commerce, les échanges, voire la spéculation, la mentalité des individus est directement impactée jusqu'à devenir une religion. Une religion de l'argent-roi qui complète les autres grandes religions et/ou les surpasse, faisant qu'il n'est pas possible d'atteindre ainsi un bonheur fiable et durable seulement de la satisfaction temporaire et fragile avec la certitude d'une instabilité mentale permanente (équilibre erratique, échec, retard, adversité, mécontentement, stress, crise, conflit, problèmes à résoudre, maux psychosomatiques divers, le tout alternant avec la joie, l'émotion, le plaisir, le succès ponctuel, l'euphorie...). Autant de variations psychologiques et d'alternances mentales qui malmènent l'esprit et le corps humain en permanence. En se blindant ainsi le caractère et la personnalité, la mentalité n'en est que plus fermée, exclusive, entêtée. Il en découle à la fois le meilleur du progrès collectif avec des pics agréables de satisfaction personnelle, mais aussi le pire de l'humanité dans la course au compte bancaire, à la propriété, la possession, la prédation, le rapport de force, la concurrence, la compétition, les bassesses humaines... L'intensité des ressentis, du confort relatif et des vécus personnels ne doit pas occulter le fait que les valeurs conservatrices mobilisées pour gagner de l'argent sont généralement très limitées, primaires (2D), voire fortement ringardes et obsolètes dans l'excès d'appropriation.

4. La mentalité publique, systémique, administrative, technocratique (c4) : Elle n'est pas naturelle et s'acquiert par la proximité d'échange et d'interaction avec les organes publics, l'adhésion aux valeurs systémiques en place. Elle s'applique à tous ceux qui travaillent, collaborent, sont rémunérés et/ou sont sélectionnés dans les organismes d'État, les pouvoirs publics et territoriaux, en s'engageant à suivre des règles comportementales internes précises, des valeurs et des principes spécifiques dans l'exercice de leur fonction. Le citoyen fonctionnaire ou assimilé devient alors un agent actif au service de la puissance publique en se plaçant lui-même sous contrainte comportementale, bien plus que comme un citoyen libre de ses dires, décisions et actions. La mentalité dominante est celle de l'obéissance, de la discipline, de la procédure, de l'ordre appliqué à la lettre, en limitant forcément le libre arbitre.

Un indicateur de retard ou d'avancée démocratique

On s'aperçoit-là comment l'une ou l'autre, voire plusieurs des 4 composantes de la mentalité individuelle et collective (c1, c2, c3, c4 = cx), peuvent devenir dominantes selon que la pression extérieure exercée sur le cerveau humain est intense, fréquente et/ou permanente. Tout dépend de la construction mentale de chaque individu faisant que plus celui-ci est affirmé, autonome, discerné, cultivé, compétent, disposant d'un bon niveau de conscientisation, et moins ces composantes ont un impact déformant ou filtrant. À l'inverse, plus l'individu est fragile mentalement, atteint psychologiquement, influençable, peu cultivé, peu compétent et/ou peu discerné avec un niveau de conscientisation faible, et plus ces composantes prennent le pouvoir sur l'esprit humain en se hiérarchisant entre elles. Il est alors évident que plus la communication externe (informations médiatiques, savoirs officiels, flux de stimuli visuels, auditifs, tactiles...) est omniprésente et orientée, plus elle tend à exercer une pression prédominante sur l'activité mentale (conditionnement, suggestion, orientation, contrôle mental,

formatage, matriçage culturel...). Dans ces conditions, on peut considérer que plus un individu est soumis à une autorité forte (parentale, étatique, systémique, professionnelle, institutionnelle, sociale...), plus il calquera ses réponses décisionnaires, attitude et comportementales habituelles sur celles des autres et/ou de ses proches par les biais de l'adhésion, de l'identification, de l'appartenance, du mimétisme. Si le caractère est affirmé, c'est alors le contraire qui se passe en s'opposant, en refusant, en s'extrayant du moule dominant. Sous l'angle sociétal, il en résulte que plus les référentiels socioculturels et/ou l'exposition aux mêmes stimuli externes sont identiques avec les autres, s'exercent dans un champ réduit ou encadré avec le contrôle des droits et des libertés humaines et citoyennes, plus l'effet entonnoir conduit à adopter des réponses mentales standardisées, voire analogues.

Il en découle toutefois une fausse homogénéité des populations imposant artificiellement aux citoyens les mêmes règles civiques et légales, les mêmes conditions d'exercice de la citoyenneté (droit, devoir, obligation, contrainte...) conduisant à forger implicitement les bases d'une même « mentalité citoyenne » (*cc*) selon l'époque, le pays, la nation ou le territoire. La corrélation entre l'influence de l'autorité exercée par le régime familial, communautariste, professionnel, politique, de gouvernance, de management, ou systémique au sens large (*au*), sur la prédominance d'une ou plusieurs composante individuelle et collective de mentalité (*cx*), ainsi que sur la « mentalité citoyenne » (*cc*) applicable aux différents rôles du citoyen (usager, administré, salarié, contribuable, votant, consommateur, assujetti, adhérent, membre...) en y ajoutant la pression communicationnelle, informationnelle et/ou référentielle subie (loi, morale, règles, rituel...) de type (*cir*) induit, au final, le substrat agrégatif que l'on appelle mentalité. La notion globale de communication s'applique également à la non communication verbale (silence, se taire, écouter plus que parler...) ainsi qu'à la communication non verbale (gestualité, posture, mimique, écrit, art, image...). Il est ainsi possible de dire que plus l'autorité (*au*) est dominante et oppressive (parentale, étatique, religieuse, éducative, entreprise, leadership...), plus elle façonne une mentalité dominante orientant la vie publique, privée et intime des individus. De la même façon, plus la pression du *cir* est omniprésente et insistante, plus elle influence les 2 autres composantes *cx* et *cc* en produisant un déterminant majeur de la mentalité. Il en résulte une relation « mentalisatrice » fondée sur une moyenne sociale pondérée :

$$\text{Mentalité} = (au+cx+cc+cir)/4$$

L'échelle de mentalité

Sous l'angle relationnel, l'échelle de mentalité intègre forcément un matriçage culturel de type 1D à 4D (Hashtags [#14](#), [#15](#), [#17](#)) + une attitude psychologique dominante parmi les 5 principales (Hashtag [#28](#)) :

- 0 - inactivité psychique totale
- 1 - mentalité hyper négative 1D avec passivité, irresponsabilité, dépendance
- 2 - mentalité négative 1,5D avec agressivité forte, animalité, intolérance
- 3 - mentalité négative 2D- avec imposition de soi, binarité, manichéisme fort
- 4 - mentalité négative 2D0 avec manipulation adaptative, intelligence rusée
- 5 - mentalité sociable 2D+ avec alternance des 5 attitudes, adaptabilité

- 6 - mentalité positive 3D, affirmation saine de soi, loyauté, gentillesse
- 7 - mentalité positive 3D+ réalisation de soi, bienveillance, altruisme, bonté
- 8 - mentalité positive 4D épanouissement de soi, abnégation, plénitude
- 9 - mentalité hyper positive 4D+ aboutissement de soi, rayonnement solaire

La fourchette négative de la mentalité va de 1 à 4, le niveau 5 traduit une sociabilité évidente s'adaptant aux émotions et aux situations. C'est à partir du niveau 6 que l'intelligence relationnelle positive se manifeste jusqu'à atteindre l'aboutissement de soi dans la conscientisation la plus élevée. En général, la mentalité collective selon les ethnies, les époques et les pays se situe entre 3 et 5, sauf dans certains cercles religieux ou à vocation humaniste, où elle peut dépasser le niveau 6 et atteindre pour les meilleurs le niveau 8. Le niveau 9 est rarissime, car il suppose une grande sagesse intérieure doublée d'une tolérance hautement discernée, le tout couplé à une disponibilité permanente et prévenante envers les autres.

Avoir une bonne mentalité

Si l'on considère que la bonne mentalité est forcément positive, fiable, stable, bienveillante, compétente, altruiste, il est nécessaire d'obtenir une équation dans laquelle chacune des 4 composantes majeures de la mentalité ($au+cx+cc+cir$) atteigne puis dépasse un niveau supérieur ou égal à 60. Pour rappel : 0 = aucune activité psychique ; 50 = alternance d'états psychiques différents, variabilité de l'humeur et du comportement (entre 50 et 59) ; 100 = aboutissement de soi/rayonnement solaire. Si la mauvaise mentalité (<50) n'est jamais en but en soi, voire un objectif à proscrire, c'est tout le contraire avec la bonne mentalité qui nécessite une somme permanente d'efforts qualitatifs à accomplir avec :

au > 60 : autorité exercée et/ou subie devenant de plus en plus juste, congruente, équitable, empathique, compétente, intègre, respectable...

cx > 60 : composante mentale individuelle de plus en plus sainement affirmée, équilibrée, proactive, fiable, loyale, fondée sur l'intelligence relationnelle...

cc > 60 : comportement citoyen de plus en plus autodiscipliné, responsabilisé, discerné, solidaire, participatif, contributif, éclairé, humaniste...

cir > 60 : influence cognitive et médiatique de plus en plus utile, vraie, essentialisante, « synthésinale »¹

Mentalité positive avec ($au+cx+cc+cir/4$) comprise entre <60 et 100>

¹ : *qui traite l'information, le message et le savoir vers un 360° de manière pratique, concrète, en favorisant l'autonomisation du jugement, le respect de l'intégrité psychique, l'honnêteté intellectuelle, le discernement, la maîtrise du sujet, la vision globale, la conscientisation éclairée.*

L'enjeu sociétal majeur de la communication

Mentalité et flux communicationnel (*cir*) sont intimement liés faisant que plus la communication visuelle, auditive, écrite, symbolique, verbale et/ou non verbale est omniprésente pour expliquer, décrire, justifier, éclairer, embellir, mais aussi noircir, désinformer, mentir, rétrécir ou augmenter anormalement des aspects ciblés au détriment d'autres, plus celle-ci s'éloigne d'une manière ou d'une autre de la réalité objective et/ou du 100% de la matérialité exacte des faits. Les mots (représentation cognitive couplée à la raison, la mémoire, l'imaginaire...) sont des

objets linguistiques qui ne définissent jamais complètement le 360° de la chose en question et/ou en détournent le sens objectif, d'autant plus que le sens donné au vocabulaire est à la base peu nuancé, limité, stéréotypé. De la même manière, le non verbal (image, représentation physique, sensorielle...) impliquant tous les sens humains (5 sens, intuition, clairvoyance..) nécessite une contextualisation précise pour être pleinement compris dans le signifiant de la situation. Dans les deux cas, il est observable que communiquer par les mots n'ait pas la même précision dans la représentation de la réalité que communiquer par les images et/ou le non verbal que ceux-ci soient fidèles à la réalité ou non.

Il existe 4 principaux modes de communication interagissant en fond de mentalité :

- A. **Verbal précis** (juste, objectif, exactitude dans le sens donné aux faits...)
- B. **Verbal imprécis** (généralité, approximation, confusion, abstraction...)
- C. **Non verbal contextualisé** (authenticité, représentation fidèle à la réalité, précision sans équivoque...)
- D. **Non verbal décontextualisé** (faux, manipulé, partial, partiel, déformé, comédie...)

Dès lors, l'évolution positive de la mentalité ne peut s'effectuer que par l'association AC, voire la dominance de A ou C, alors que la mentalité négative s'entretient indéfiniment par l'association BD, voire la dominance de B ou D. Plus les substrats cognitifs préexistants dans le cerveau humain (mémoire, souvenir, vécu personnel, a priori, opinion, émotion, sensation...) sont positifs ou de qualité (sc+), plus la mentalité dans sa dynamique mentale forme un substrat psychoculturel stable et spontanément positif. À l'inverse, lorsque la majorité des substrats cognitifs sont globalement négativés (sc-) par conditionnement, parti pris, désinformation..., la mentalité devient instable, variable, sans pouvoir évoluer dans un sens favorable, sinon stagner, voire régresser.

Plusieurs configurations sont possibles avec le *cir* :

- . Si sc+ avec ***cir* positif** de type A, C ou AC = dynamique mentale évolutionnaire sur base d'Intelligence Relationnelle (IR) stable.
- . Si sc- avec ***cir* positif** de type A, C ou AC = ouverture conscientielle ponctuelle modifiant et affirmant plus favorablement le comportement et l'attitude du moment.
- . Si sc+ avec ***cir* négatif** de type B, D ou BD = dynamique mentale ponctuelle perturbée, démotivation, stress négatif, voire refus, offensivité.
- . Si sc- avec ***cir* négatif** avec B, D ou BD = fermeture conscientielle et récurrence dépréciative avec défaut d'IR.

Il apparaît évident que le fait d'abreuver l'esprit de messages faux, d'infox, de mots et/ou de raisonnements imparfaits, orientés, mensongers ou encore d'images fausses, partielles, hors contexte (*cir*⁻), agit directement sur la négativité structurelle de la mentalité d'autant plus durablement que l'autorité exercée (*au*⁻) est directive, castratrice, psychorigide, intolérante... Il faut alors à l'individu une force mentale bien trempée, une personnalité forte pour s'extraire de ce type de contexte afin de continuer à qualifier positivement sa propre communication verbale et non verbale (AC) et surtout maintenir une existence quotidienne motivante et saine. Ce qui est sûr, c'est que plus la pression (*au* + *cir*⁻) est forte et omniprésente, plus elle tend à déformer, inhiber, limiter le substrat cognitif (sc)

dont la résultante est d'impacter négativement une partie ou la totalité des modes de communication (ABCD). En ce sens, plus le couple *aucir* est dominant dans sa pression externe, plus il détermine la mentalité collective et individuelle en tel lieu et en telle époque. Cela explique aussi pourquoi le systémique et le sociétal sont toujours coresponsables du comportement source des individus.

Les effets pervers du « *cir* »

Dans un monde éduqué, plus on communique avec récurrence, intensité et fréquence sous l'angle institutionnel (discours, allocution, prêche, message, communiqué...) ou économique (campagne publicitaire, annonce promotionnelle, mise en avant d'un produit/service...), plus on laisse une trace mémorielle résiduelle qui n'est pas forcément motivante ou positive. Si l'information médiatisée non demandée peut intéresser quelques instants, elle est le plus souvent vite oubliée, voire même de nature à saturer l'envie et la motivation. La récurrence de l'information perçue comme parasite, générique, non ciblée, de type bourrage de crâne et/ou sans aucun intérêt de concrétisation, devient une aversion pour l'individu adulte, bien éduqué. Pour l'individu peu éduqué, naïf ou captif, la réception informationnelle au sens large ne présume nullement d'un intérêt réel, seulement au mieux une réponse conditionnée, un réflexe standardisé, un mode habituel empruntant la voie unique imposée parmi bien d'autres possibles. Il ne faut donc pas confondre l'information utile, hyper ciblée, précise, opérationnelle, donnée au bon moment et l'information générique, non ciblée, générique, abstraite, théorique, qui embrouille et encrasse plus l'esprit qu'elle ne le rend plus agile et pertinent. La même information donnée au même moment peut ainsi prendre 2 directions opposées à 180° selon l'adéquation ou non aux attentes intimes de la cible. Dès lors, la réception à haute dose ou la prise en compte contrainte d'un *cir* (communication, information, référentiel) peut avoir des effets antinomiques, voire nocifs, selon que la conscience vive est favorablement interpellée ou que celle-ci est anormalement mobilisée et/ou contrainte de voir et écouter. Il en est exactement de même avec le ressenti d'une manœuvre de manipulation, d'un artifice linguistique, marketing ou publicitaire d'influence, d'une accroche artificielle de séduction. Dans le cadre du *cir*, il existe une très grande différence entre le fait d'attirer l'attention quelques instants et le passage à l'acte réfléchi. L'écart final peut être de 179,9% entre la disposition d'esprit hyper positive et le pur rejet !

Que la communication s'exprime dans l'échange, l'écoute, le débat, l'émotion, le texte, l'image, la voix, la vidéo, l'objet, la virtualisation, le reportage..., elle devient vite suspecte et/ou propice à une réactivité mentale et cognitive, dès lors qu'elle utilise abusivement la redondance, la directivité, l'injonction, la mise en scène... Le recours non discerné aux moyens technologiques et d'influence de masse est un accélérateur de réactivité négative. Seul le *cir* fondé sur une démarche vraie, simple, sincère, authentique, utile, est de nature à interpeller favorablement la conscience individuelle dans la durée la plus longue. Il est ainsi possible de dire que tout ce qui tend à survaloriser ou dévaloriser artificiellement tel fait, telle situation, tel individu, telle initiative, telle entité, telle mesure politique, telle action géopolitique, telle décision économique, dans le résumé d'un fait, d'un communiqué, d'un slogan, d'une photo, d'un symbole, d'une affirmation péremptoire, devient foncièrement sujet à caution amplifié selon qui dit quoi et qui fait quoi. Ainsi, lorsqu'à l'échelle sociétale la communication par les médias, la gouvernance, les réseaux sociaux, les marques et enseignes, les différents supports multicanaux, l'Internet, les télécoms, envahissent le quotidien, il y lieu

d'être constamment vigilant à protéger l'intégrité de sa propre activité mentale et celle de ses proches. La quantité multiforme, omniforme ou moniforme d'informations mal traitées, partielles, voire contradictoires, joue toujours contre la qualité de la conscientisation humaine, donc contre l'évolution possible de la mentalité collective. Plus l'information est massive, multiple et permanente, plus il est nécessaire de s'autoprotéger face aux influences extérieures plus ou moins désinformatives, manipulatrices, orientées et/ou à conditionnement subtil. Même les meilleurs filtres cognitifs liés à l'entendement (raison, logique, bon sens, intuition, intelligence, méthodologie, connaissance, conscience, lucidité...) s'encrassent vite face à la marée, bouillasse, sédimentation informationnelle, voire se radicalisent dans la psychorigidité, la divergence, le rejet de principe...

Se méfier du verso du *cir*

Il ne doit y avoir aucun angélisme en matière de réceptivité du *cir* que celle-ci soit d'origine étatique, gouvernementale, systémique, médiatique, marchande, professionnelle, politique, réseautique, administrative, institutionnelle et/ou provenant de la famille, d'ami(e)s, d'une entité alliée ou ennemie. Ce qu'il y a derrière l'information, son verso (arrière-pensée, stratégie d'influence et domination, volonté de manipuler et orienter le jugement, transfert involontaire ou contagion de fausses informations, ignorance, bêtise humaine, crédulité, simplisme, premier degré, ironie...) est souvent plus important que l'information elle-même. En d'autres termes, le verso du *cir* est autant, voire plus décisif encore que son recto immédiatement visible, compréhensible. Il est pourtant nécessaire d'exposer son esprit à l'information comme il est nécessaire d'exposer régulièrement son corps à la lumière ou au soleil. Il faut toutefois le faire avec discernement et mesure, d'autant plus que certaines composantes du *cir* peuvent être perçues comme intrusives, insistantes, hypnotisantes, oppressantes, déstabilisantes, stressantes, déconcertantes, voire à l'inverse euphorisantes, enthousiastes ou stimulantes jusqu'à perdre momentanément le sens de la réalité. C'est la raison pour laquelle on peut mesurer la mentalité instantanée d'un individu, d'un groupe ou d'une population, à l'intensité de son exposition ou irradiation au rayonnement communicationnel, informationnel et/ou référentiel (*cir*). Il est ainsi possible de dire qu'il existe une corrélation étroite (acceptation ou refus) entre le contenu propagé dans l'ensemble de l'Offre sociétale (ou dans le cadre d'une offre systémique dominante) et la mentalité des individus récepteurs. L'impact du *cir* se divise obligatoirement en deux entre l'individu (*cx*) et le citoyen (*cc*). Si l'individu peut rester relativement libre dans ses pensées intimes et sa vie privée, il n'en est pas de même pour le rôle quasi obligé de citoyen dans le domaine social et public. La prégnance des systèmes administratifs, bancaires, académiques, médiatiques, institutionnels, professionnels, marchands..., impose à tout citoyen(ne) d'adopter un format de réponse comportementale et un schéma de pensée plus ou moins convenu, standardisé, voire stéréotypé.

Les effets de l'exogénose en provenance du *cir* (intoxication de l'esprit humain)

Dans toutes les nations modernes, on observe que plus le *cir* s'impose dans la vie quotidienne des gens, plus l'esprit devient conditionné, influençable, inconstant, versatile, sur les grands sujets de société. Il existe même une corrélation étroite entre la dimension prudentielle, culpabilisante, infantilisante, dramatisante, portée conjointement par le *cir* et l'autorité systémique (*au*) et, la fragilisation psychique et psychosomatique d'une majorité d'individus. L'excès de prévention,

d'appréhension du présent et de l'avenir (travail, pouvoir d'achat, fiscalité, contraintes administratives...), d'aseptisation des modes de vie, de normalisation sécuritaire, civique, sanitaire, alimentaire, technologique..., couplé au politiquement correct des acteurs systémiques et à des contenus médiatiques fortement policés, conduit à matricer des mentalités docilisées, obéissantes, suiveuses, repliées sur l'égocentralisation. La communication, l'information comme les référentiels sociétaux sont, par nature, des intrants artificiels qui à haute dose annihilent les antidotes naturels provenant du libre arbitre conscientiel, de l'affirmation de soi et des valeurs évolutionnaires. Ces intrants accélèrent anormalement d'autres processus cognitifs mobilisant l'intelligence logico-mathématique, la mémoire, l'agitation mentale (parler rapidement, brasser les mots, jongler avec les arguments, jouer avec le raisonnement, mobiliser une agilité intellectuelle de surface...) avec, au final, peu de profondeur conscientielle. De ce point de vue, l'exogénose communicationnelle et informationnelle à polarité négative (penchant cognitif addictif aux médias) devient vite une drogue douce jusqu'à être surinformé superficiellement sur tout dans un vernis culturel, un relatif vide conscientiel (manque de hauteur de vue, de vision globale, de synthèse), voire manifester une grande fragilité compétentielle sur le terrain de la réalité pratique. Sous l'effet d'un *cir* jugé négatif, le cerveau n'évolue pas en qualité ni en puissance de traitement, mais en excès de toxémie cognitive (infox/désinformation, généralité/poncif, focalisation/idée fixe, mythe/croyance...). Malgré l'intelligence du sujet, l'activité mentale n'évolue pas en termes de conscientisation, elle tend même à se déformer, s'appauvrir, régresser, au lieu de se développer, se fortifier, s'élever. En fait, l'exogénose issue du *cir* mobilise très peu la mémoire positive en évacuant +98% des flux d'informations (non-apprentissage, faible rétention, difficulté à restituer), à l'instar du tube digestif et des intestins confrontés quotidiennement à une alimentation trop riche ou mal équilibrée. Elle contribue surtout à entretenir une mauvaise santé psychologique (mal-être ou idées fixes, anxiété ou stress, agressivité ou passivité, démotivation ou imposition de soi, victimisation ou pulsion de dominance, jalousie ou tromperie...).

Tout individu croyant que son propre cerveau filtre « miraculeusement » de lui-même ce qui est bon et utile pour lui, de ce qui ne l'est pas, se trompe. Les filtres de la logique et de la raison peuvent être constamment détournés, trompés, abusés, dupés, par de nombreux stratagèmes manipulateurs (Hastag #28). En fait, le *cir* fonctionne comme un Janus immatériel et irresponsable à deux têtes (voire une hydre à plusieurs têtes) jouant allègrement au gré des circonstances, des événements du passé, de l'actualité du présent, que les faits soient réels ou non, objectifs ou non, favorables ou non, positifs ou non. Réalité et virtualité se mélangent, efficacité et inefficacité se combinent jusqu'à ne plus savoir qui est quoi, où l'on va vraiment, quel est le vrai résultat final, sauf à se l'approprier si celui-ci est jugé bon ! Le *cir* est complètement irresponsable de ses conséquences et effets, aussi bien à l'échelle sociétale, que collective et individuelle. C'est la raison pour laquelle il existe en permanence une part d'irresponsabilité chronique dans la mentalité des individus, des peuples, des systèmes et des États. Ce phénomène est accentué, voire accéléré, lorsque l'on devient addict à l'information pour l'information, subjugué par le spectacle communicationnel et médiatique quotidien, demandeur pressant de référentiels pour guider ses propres décisions, opinions et actions. Dans la plupart des cas, l'individu et le citoyen lambda deviennent vite une cible hautement contrôlable, suggestible, téléguidable, endoctrinable, manipulable à souhait. Pour échapper au *cir*, il faut produire beaucoup d'efforts de lucidité, de hauteur de vue, de compétence, de

prise de distance, afin de filtrer utilement les effets directs et indirects de la communication, de l'information, de l'emprise systémique sur son propre cerveau. Sans autonomisation et libre arbitre, sans discernement et conscience éclairée, tout individu devient vite l'esclave, le prisonnier, l'otage, le pantin, le protégé, des maîtres de l'autorité, de la communication, de l'information médiatique, de l'enseignement académique, de la propagande, du marketing économique et politique !

La mentalité comme porte dérobée de l'influence politique

Lorsque le verbe devient une raison d'agir, le monde recule ! Le besoin régulier d'alimentation cognitive par le *cir* donne l'impression de se sentir relativement maître de la situation par la maîtrise des mots et du verbe. Pourtant il est largement trompeur dans le fait de voir tout de loin ou de haut dans l'imprécision et la non-essentialisation, sans jamais être vraiment juste ni en cœur de cible. Sous l'angle sociétal, on peut même observer que... :

... **Lorsque** l'individu se sent exister socialement, être quelqu'un ou capable de s'imposer dans son milieu de vie grâce aux effets de la communication, de l'information et/ou des référentiels sociétaux, on est sûr qu'une bonne partie de son activité mentale (via le formatage, matricage, conditionnement, influence...) est placée sous la coupe du système étatique et/ou d'un système en particulier.

... **Lorsque** les principales institutions agissant au sein des 34 grands épiphénomènes sociétaux (Hastag [#15](#)) s'engagent dans la course aux formules, aux slogans, au langage « corporate » (et non en faveur de mesures évolutionnaires), on est sûr que la technocratie exerce un pouvoir systémique d'influence décalé des véritables attentes du peuple.

... **Lorsque** la gestion (politique du résultat, priorité donnée aux coûts et aux profits, budgétisation rigoureuse...) accompagne une communication fortement valorisante des actions menées, amplificatrice et/ou sélective des faits, on est sûr du grossissement anormal de tout ce qui est petit et secondaire dans l'actualité du moment et/ou par rapport aux vrais idéaux démocratiques.

... **Lorsque** la mentalité gestionnaire ouvre sur tout un univers prudentiel, préventif, sécuritaire, rigoureux, dans le contrôle directif et normatif, dans la surveillance et l'interdiction, on est sûr que la manière conservatrice dont est gérée le quotidien repose en grande partie sur l'injonction autoritaire, la culpabilisation, l'infantilisation, la dramatisation, voire joue sur la croyance, l'imaginaire, le superficiel, l'artificiel.

... **Lorsque** le couplage entre la gestion et la communication associé à l'autoritarisme institutionnel et la directivité étatique devient une arme soft de conditionnement mental à grande échelle, on est sûr que l'enjeu du pouvoir et de l'exercice politique consiste à utiliser tous les bras de levier permettant d'orienter la conduite des masses dans le sens premier des intérêts institutionnels, publics, systémiques.

... **Lorsque** l'autoritarisme institutionnel (*au-*), la communication politique, l'information médiatique nationale et les référentiels civiques et moraux (*cir-*), le suivisme docile du citoyen (*cx-* et *cc-*) et la gestion sociale et économique prudentielle s'agrègent ensemble, on observe que ce mariage entre la carpe et du lapin forment un sextuor favorisant la médiocrité collective dans une orientation docilisée des masses. Un mix qui devient relativement nocif pour l'esprit individuel et la dynamique sociétale (pas de valeurs stables bien enracinées, variabilité dans le comportement selon le sens du vent et de l'opinion publique, peur et anxiété constantes de ne pas être à la hauteur ou dans les clous, anxiété sur sa propre

efficacité et avenir proche, enthousiasme en feu de paille, suivisme passif...).

... **Lorsque** le pouvoir évocateur des chiffres et des statistiques est utilisé à bon escient dans le respect de l'intelligence collective, l'impact cognitif et conscientiel est jugé positif même si provisoirement décevant ou dérangeant. À l'inverse, tant que les chiffres et les statistiques utilisées par les institutions et les acteurs systémiques artificialisent une fausse réalité ou justifient les « bonnes » décisions prises par le biais d'écarts insignifiants montés en épingle (en dessous de 1, 2 ou 3%), voire même en se félicitant à partir de décimales après le 0, il est à craindre que la mentalité collective soit constamment plombée par de fortes illusions d'optique.

... **Lorsque** l'écart entre l'emphase médiatique (hyper sélectivité des sujets traités, hyper fréquence des messages, hyper grossissement artificiel de certains faits d'actualité mis en avant...) et l'amplification émotionnelle de la communication sociétale au sens large (intensité dans la dramatisation, l'exagération, la mystification, la culpabilisation...) ne sera pas réduit de manière drastique dans le raisonnable, la transparence, l'utilité, le respectueux de l'intelligence individuelle et collective, il n'est pas vraiment possible de faire évoluer la mentalité générale d'un territoire ou d'une nation. C'est même un signal fort de « démentalisation systémique » en cours, à la fois cynique et hautement technocratisé, à l'encontre des peuples.

L'influence permanente des murs de pierres et de verre

Il est évident que l'évolution des sociétés modernes n'est pas uniquement liée à la capacité de réformer, produire, relancer l'activité générale, gérer pour atteindre de meilleurs résultats économiques ou stratégiques, ou encore irradier la collectivité d'informations tous azimuts. Il ne faut pas confondre l'Offre sociétale de surface favorable à l'image et à la crédibilité des systèmes en place, à l'appareil d'État, aux structures officielles, à l'exercice dominant des régimes politiques, aux intérêts des entités financières et économiques affiliées, avec la profondeur sociétale correspondant aux attentes légitimes, réelles, voire divergentes des citoyens, c'est-à-dire du plus grand nombre d'individus. L'évolution sociétale profonde comme celle de la mentalité générale (sauf en termes d'opinion publique conjoncturelle) n'est pas possible par le seul pouvoir des mots, des formules rhétoriques, des discours ambitieux, des réformettes institutionnelles, des rêves électoralistes et autres promesses politiques presque toujours déçues, dès lors que s'intercalent entre l'idéalisation et la réalité des murs de pierres et de verre.

Se heurter aux murs de pierres et de verre

Il existe 5 grands types de freins sociétaux à grande échelle générateurs de toutes les mentalités collectives :

- . La **dictature politicienne** du pouvoir en place (totalitarisme, autocratie, tyrannie, oligarchie, monarchie dynastique...).
- . Des **tiers ou représentations parlementaires** décidant pour le peuple en étant eux-mêmes soumis structurellement au leadership des partis dominants (parlement, sénat, basse chambre, haute chambre...).
- . Des **alternances politiques** régulières et exclusives idéologiquement opposées entre partis dominants au pouvoir (droite/gauche, démocrate/républicain...), sans aucune considération des autres représentations de la volonté du peuple.
- . L'**influence déterminante** des grands lobbies sur la gouvernance sociétale (économie, finance, industrie, commerce, religion, culture...).

Il existe également un **cinquième rempart** majeur, même si relativement informel, bloquant l'accès à toute dynamique évolutionnaire aussi bien dans les esprits que dans les faits. C'est celui formé par la présence continue des mêmes méthodes, des mêmes types de fonctionnement, des mêmes institutions, des mêmes têtes, des mêmes profils recrutés, des mêmes idéologies politiques... Une structuration systémique commune à la plupart des nations du monde qui repose sur un fonctionnement binaire du pouvoir avec, d'un côté, la politique de la carotte et de la main tendue et de l'autre son contraire, le bâton et la sanction. Cette approche en 2D devient de plus en plus obsolète face à des populations adultisées, intelligentes, cultivées, en prolongeant indéfiniment des pratiques infantilisantes, même jugées efficaces sur le court terme. Elles ne favorisent aucunement l'épanouissement serein des individus, le libre arbitre discerné, la prise de risque maîtrisée, le courage et l'audace, mais ancrent davantage au fond de l'esprit la peur, le suivisme, la docilité, le stress inhibant ou paralysant. Elles contribuent à façonner et entretenir une mentalité générale à finalité d'inaboutissement chronique de soi d'un côté et, de l'autre, un contrôle asservissant (domination, autoritarisme, contrainte, obligation...) de la grande majorité des individus-citoyens.

La réponse individuelle par 4 dispositions d'esprit

Pour sortir de l'emprise d'une mentalité fortement encadrée et médiocrisée par les systèmes en place, il est nécessaire de proagir, agir et réagir en associant 4 types de réponses comportementales et attitude :

- . **Motivation et positivité en premier** et non-soumission docile et apeurée à la contrainte, au devoir, à l'obligation forcée de subir.
- . **Réciprocité proportionnée en second** et non-bâton indifférencié de la loi en répondant à la fermeté systématique par la fermeté citoyenne.
- . **Objectifs clarifiés et réalisables en troisième** et non-acceptation de promesses, de discours manipulateurs, de rétention abusive d'informations.
- . **Récompense et valorisation pour tout effort fourni en quatrième** et non mépris pour l'échec, exclusion, notation sélective...

C'est dans ces conditions que la mentalité individuelle et collective peut évoluer vers le haut et ouvrir sur un nouveau champ des possibles.

L'asymétrie structurelle de l'Offre sociétale

Toutefois, il est clair que la modernité apparente de l'Offre sociétale n'est pas vraiment symétrique des attentes profondes du citoyen adulte. Par exemple, si les voyages d'affaires et de tourisme, les échanges interpersonnels et commerciaux sont possibles à partir d'une même langue commune, l'état d'esprit profond des individus, des gens et des peuples concernés, bouge peu en réalité dans un cadre où chacun défend d'abord avec force sa propre culture et sa vision des choses. Chacun ne fait qu'adopter des codes plus ou moins civilisés en surface du comportement, comme il en est exactement de même entre le « Moi » de chaque individu et son rôle dans la citoyenneté. On peut même observer que plus les individus ayant une culture différente se confrontent régulièrement et plus, en dehors des banalités et stéréotypes obligés, ceux-ci s'enferment dans leur univers

malgré les ponts tendus. On s'aperçoit même que leur mentalité se fige, voire régresse (racisme, communautarisme, ségrégation, haine de l'Occident ou de telle religion, discrimination, séparatisme, sentiment de supériorité...). Ce phénomène est observable presque partout, faisant que plus le monde bouge et plus la nécessité de se raccrocher à un existant national ou territorial fusse-t-il médiocre, décalé ou obsolète, devient une nécessité d'être. Aussi, tant que les fondamentaux sociétaux n'évoluent pas d'un pays à l'autre, d'une ethnie à l'autre, d'un individu à l'autre, par le biais d'une métaculture universelle, la mentalité collective sera toujours prise en tenaille entre la culture matricielle de base et les aspirations individuelles de l'autre, entre les référentiels institutionnels nationaux et ceux imposés ailleurs. Une sorte de grand écart qui s'élargit constamment en compliquant la vie au lieu de la simplifier.

Pourquoi le brassage social renforce-t-il les mentalités d'appartenance ?

Chaque type de culture se renforce « mécaniquement » par l'affrontement, la cohabitation, le frottement avec d'autres cultures et modes de vie. C'est d'ailleurs uniquement par la comparaison avec d'autres « objets culturels » qu'une culture dominante se détermine en chaque individu et collectivité. La confrontation fondée sur un minimum de savoir (vrai ou faux) sollicite le recours à des référentiels connus et couramment pratiqués s'imposant ensuite dans tout l'espace mental comme principales réponses et réflexes. Il est ainsi possible de dire que plus une culture s'oppose ou se dissocie d'une autre, plus elle se renforce de manière endogène comme justification essentielle donnée à sa propre vie, à son propre passé, à ses propres décisions et actions. Il est donc trompeur de croire que le mixage culturel améliore fondamentalement la mentalité individuelle et collective. Il ne fait que temporiser, apaiser, modérer, les relations nécessaires au quotidien chez certains et renforcer la haine, la concurrence, la violence, la jalousie, pour d'autres. Entre les deux, on peut également assister à un mélange hybride entre référentiels moraux, valeurs attitudinaires et nuances comportementales, donnant naissance à une sous-culture comme il en est exactement du mélange entre le café et le lait. C'est la non-similarité qui active la mentalité culturelle en obligeant tout individu à puiser dans certains référentiels acquis et/ou conditionnés et pas dans d'autres afin d'être en mesure d'apporter des réponses instantanées. Confrontation et non-similarité sont à la base de toute forme de mentalité jusqu'à devenir des usages et des habitudes dont on ne se rend même plus compte. Il existe pourtant 3 grandes sources culturelles de mentalité induisant à la base la psychologie et le comportement, tout en renforçant simultanément les besoins d'appartenance et d'identification propres à chacun(e).

La mentalité monoculturelle

Elle est exclusive sur toutes les autres avec des fondements systémiques et des fondations cognitives fortes, ciblées, typées (langue, race, ethnie, communauté, valeurs, croyance, coutumes, histoire, arts, patrimoine, rôle de la famille...). Elle ne craint pas de s'opposer, de se défendre ardemment, voire d'être hégémonique, en utilisant pour cela tous les moyens disponibles (manipulation, passivité, agressivité, imposition de soi, affirmation de soi). Le problème majeur se concentre sur un conservatisme omniprésent fondé, en partie, sur un terreau de certitudes souvent biaisées, fausses ou dépassées.

La mentalité biculturelle

Elle penche toujours du côté de l'influence du milieu familial et/ou communautaire même si elle intègre, en partie et en surface, des référentiels distincts et des règles différentes provenant des obligations du milieu de vie national ou collectif, de la présence directive des systèmes en place. La tendance majoritaire est presque toujours à privilégier en premier la culture issue de ses propres origines, de son passé familial, des valeurs actives au sein des groupes primaires fréquentés. Il existe ainsi un conflit permanent entre 2 flux de référentiels pas toujours complémentaires, souvent contradictoires. Le problème majeur est que la bipolarité culturelle et mentale conduit à une forme d'erraticisme comportemental, de réversibilité, dont il convient de se méfier par sa capacité de retournement rapide dans les actes et les paroles.

La mentalité multiculturelle

À l'opposé de la dimension biculturelle, le multiculturel forme une synthèse cognitive assumée entre plusieurs sources de valeurs et de référentiels bien identifiés au départ. La vision du monde et de la réalité est claire et sereine en puisant à l'idéal dans le meilleur et l'utile disponibles. Le problème jugé majeur (mais qui n'en est pas un) est qu'il n'existe pas vraiment d'appartenance et d'identification ciblée à une culture dominante donnée, surtout lorsque celle-ci est au pouvoir ou dans l'opposition.

Le reflet de l'âme humaine

Au-delà des signaux émis en surface de la vie sociale (obéissance/désobéissance, politiquement correct/impolitesse, conformisme/anticonformisme, pacifisme/bellicisme, modération/excès...), la mentalité reflète les forces et les énergies animant le fond de la personnalité. Il en est exactement de même que pour l'iceberg avec 10% de partie publique visible et 90% d'intentions intimisées et de mobiles cachés. Les effets d'optique sont donc souvent trompeurs dans l'unité apparente des opinions et des accords donnés en surface de vie collective, faisant que si l'on creuse plus avant, on découvre très vite des différences, voire des oppositions structurelles fortes entre individus d'un même groupe. Et cela, d'autant plus, que la matrice culturelle initiale est puissante à fracturer les motivations, frustrer les désirs, malmener les attentes des uns et des autres, pour imposer un semblant d'unité comportementale. Il est ainsi possible d'affirmer que plus la pression systémique exercée sur le cerveau humain est forte et intransigeante, plus la mentalité de surface est fragile, fausse et/ou réversible, et plus l'activité mentale et cognitive profonde est divergente. Aussi, il ne suffit pas de faire de grands discours fédérateurs, de créer des opérations de marketing politique destinés à mobiliser les peuples, de grands événementiels publics stimulant l'adhésion du moment, des participations citoyennes et débats hautement médiatisés, des rencontres internationales sur des sujets porteurs, pour envisager un monde qui change positivement. Les effets resteront indéfiniment minimales ou à court terme, voire dévoyés, tant que prédominent l'ensemble des murs de pierres et de verre et que ne s'appliquent pas ou mal les 4 dispositions d'esprit essentielles (voir ci-dessus). Les postures conservatrices qui en découlent ne peuvent que conduire à une répétition sans fin des mêmes causes et des mêmes effets, sans un changement radical en matière de sourcing sociétal évolutionnaire. De toutes les façons envisagées (autoritarisme, directivité, répression, tolérance zéro, laisser-faire, fausse empathie, enthousiasme avec

arrière-pensée, récompense au mérite...), la seule bonne réponse consiste d'abord à oublier définitivement tous les modèles issus d'approches conventionnelles et/ou d'un passé conservateur. Il s'agit également d'instaurer dès le plus jeune âge, puis de développer et valoriser en chaque individu-citoyen, des valeurs évolutionnaires fortes en les accompagnant de vraies programmations de renouveau politique, organisationnel et sociétal, aussi bien sur le court terme, le moyen terme, le long terme que le très long terme. C'est seulement dans ces conditions que la mentalité individuelle et collective peut objectivement se positiver en surface comme en profondeur.

Que l'on ne s'y trompe pas, il existera toujours face aux citoyens éclairés, informés, discernés, proactifs, solidaires, humanistes, des individus irrémédiablement psychorigides, non raisonnables, immatures, animés de croyances, de rancœurs, de traumatismes, de perversions, de problèmes psychologiques multiples et divers. Des individus dont l'état d'esprit et la tendance comportementale consistent d'abord à jalouser, dénigrer, vandaliser, agresser, voler, escroquer, critiquer et/ou médire sur les autres. Le recours à la légalité ne change pas grand-chose aux déviances profondes de l'esprit et même à la délinquance de fond d'une minorité d'individus à la mentalité profondément négative. Elle ne fait que rassurer ceux qui sont peu ou non déviants, insuffisamment affirmés et/ou ne savent pas user correctement du droit à la légitimité (réciprocité, fermeté et solidité mentale, esprit de responsabilité, détermination dans le passage à l'acte...). Il est ainsi possible de dire que le gros du maillage législatif, normatif, répressif et/ou autoritariste justifié pour punir, réfréner et réguler les minorités délinquantes, ne sert pas vraiment à qualifier la mentalité du plus grand nombre, sauf à la lisser dans le sens voulu par les pouvoirs en place. Il en résulte tout naturellement ce qui doit arriver, c'est-à-dire une médiocratisation et/ou un plombage de la mentalité générale avec des abcès psychiques, des kystes psychologiques, des maux comportementaux, partout et à tout moment. Tout ce qui remue constamment la boue sociétale (vie de la famille, vie collective, vie des systèmes et des organisations, vie de la nation et du monde...) sans savoir la traiter correctement en amont (méthodes et valeurs évolutionnaires), sinon par un empilement infini de mesures autoritaires, punitives, rigides, technocratiques, partisans, ne peut faire émerger dans toute société humaine que la constance de relents malsains (anxiété, peur, lâcheté, émotion négative, prudence inhibitrice, discours agressif et manipulateur...). Elle entretient la permanence d'émanations fétides provenant aussi bien d'une partie du peuple que des méthodes institutionnelles en 2D (communication d'influence et désinformation, populisme et marketing politique à visée clientéliste, décision étatique et politique contre l'avis ou l'intérêt du citoyen lambda...).

Une pollution systémique permanente

Il ne faut donc pas se tromper sur l'origine source de la mentalité individuelle et collective. En fait, tout ce qui encourage publiquement une forme de fuite en avant communicationnelle, informationnelle, législative, fiscale, économique..., afin de cacher la misère sociétale ou le déficit de gouvernance du moment est forcément voué à user et abuser de tout un ensemble de stratagèmes destinés à duper ou orienter artificiellement le jugement, à réduire le champ de la libre pensée, à anesthésier le libre arbitre. On peut évoquer-là une forme de pollution systémique encrassant le mental des individus et des citoyens honnêtes. Dans le même temps, on observe qu'il existe presque toujours une relation inverse entre l'importance des effets d'annonce et/ou le volume de « mousse médiatique » et le

déficit de moyens, le manque de volonté, le défaut de capacité réelle de changement en profondeur, malgré la façade institutionnelle « ripolinée » et/ou voulue dynamique. On peut même considérer que plus la communication systémique ou organisationnelle est enjolivée, amplifiée, dramatisée, grossie, et plus il existe de grandes lacunes fonctionnelles, des faiblesses structurelles et/ou des difficultés conjoncturelles que l'on souhaite cacher. Ce qui est sûr, c'est que la mentalité des jeunes, puis des citoyens, en est directement affectée d'une manière ou d'une autre. Toute chose égale par ailleurs, un individu sain, normalement satisfait dans ses besoins dominants, lucide sur la réalité, ne génère aucune forme de mentalité négative, ni manque, ni frustration, ni jalousie, le poussant à manifester de la négativité dans l'état d'esprit, l'humeur ou l'opinion. C'est forcément l'insatisfaction chronique dans tel ou tel besoin dominant (ou à l'inverse la satisfaction régulière) qui active puis alimente la réaction comportementale, la réaction mentale, la réaction attitudinaire, que celle-ci soit négative ou positive. À cet égard, le citoyen est toujours à l'image de son milieu de vie, et/ou de la société du moment, qui est lui-même directement façonné ou influencé par les institutions en place. Des structures qui sont elles-mêmes animées et gérées par des hommes et des femmes placés, à la fois, sous l'influence de diffuseurs officiels de cultures étatiques, sociales et économiques, ainsi que sous l'autorité de responsables et élites du moment formés et formatés par les grands moules académiques. Autant dire une boucle qui se renforce d'elle-même avec le citoyen au milieu. Cherchez l'erreur !

Le terreau de la mentalité

En fait, en partant de l'origine source (matrissage collectif des individus, satisfaction/insatisfaction des besoins dominants), toute mentalité est potentiellement améliorable mais aussi réversible. L'incroyable plasticité du cerveau humain permet à chaque homme et chaque femme de s'adapter à tout et à son contraire en fonction directe de son milieu de vie, de son mode de vie, des acteurs et forces en présence. Les gouvernants, dirigeants, managers et influents le savent bien et en usent largement dès lors qu'il s'agit de conduire les équipes, groupes et masses sans les braquer et/ou les intéresser à leur cause. Le terreau de la mentalité varie ainsi d'une époque à l'autre, d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre, d'un village à l'autre, d'une entreprise ou organisation à l'autre, d'une équipe dirigeante à l'autre. Il existe ainsi des tendances dominantes au sein de chaque mentalité animant les groupes humains.

Exemples de couples fondateurs en matière de mentalité individuelle et collective

Chaque couple peut s'additionner avec d'autres et chaque polarité de couple fondateur de mentalité s'oppose à son contraire (vs).

- . Bêtise et premier degré vs lucidité et discernement
- . Binarité et 2D(+0-) vs Conscientisation 3D+, 4D
- . Individualisme et égoïsme vs altruisme et solidarité
- . Neutralité et suivisme vs esprit partisan et proactivité
- . Conformisme et conservatisme vs activisme et dissidence
- . Esprit borné et focalisation vs esprit ouvert et curieux
- . Méchanceté et jalousie vs bonté et compassion

- . Peur et esprit prudentiel vs audace et courage
- . Intolérance à l'étranger et racisme vs tolérance et bienveillance
- . Agressivité et confrontation vs pacifisme et entraide
- . Hypocrisie et mensonge vs transparence et loyauté
- . Agressivité et violence vs cordialité et empathie
- . Mensonge et malhonnêteté intellectuelle vs contre honnêteté et vérité
- . Esprit tordu et malsain vs esprit éclairé et sain
- . Économe et accro à l'argent (fourmi) vs partage et générosité (cigale)
- . Effort et discipline vs laisser-aller et indiscipline
- . Obéissance et docilité vs autonomie et affirmation de soi
- . Critique et cancanage vs mesure et pondération
- . Insouciance et frivolité vs application et assiduité
- . Esprit borné et entêté vs curiosité intellectuelle et adaptabilité

On s'aperçoit clairement que la polarité dominante (négative, neutre ou positive) dans les sociétés modernes est à l'origine source de la plupart des mentalités collectives et individuelles, comme il en fut à d'autres époques de la passivité ou de l'agressivité structurelle. Si le négatif appelle le négatif, tout esprit sain correctement affirmé tend à fuir le négatif en pratiquant son contraire (le positif appelant alors le positif). Il peut le faire de manière ponctuelle pour préserver des intérêts précis ou de manière continue comme mode de vie et de penser. Pourtant, dans la plupart des systèmes étatiques et organisationnels, le positif n'est que ponctuel et ciblé avec un « fonds de commerce » plutôt orienté négatif (peur, prudentiel, pression, coercition, devoir, obligation...) ou relativement neutre (chacun à son poste, dans un rôle prédéfini, dans l'obéissance et/ou au sein d'un encadrement normatif et réglementaire). De manière générale, tout concourt sous l'angle systémique et étatique à ce que le citoyen lambda suive docilement les voies édictées et se noie dans la masse et que la masse suive le plus possible la direction imposée par la gouvernance ou le leadership du moment. Tout le monde sait comment les tactiques et les manœuvres dilatoires, politiques, de diversion, d'illusionnisme et autres manigances communicationnelles et médiatiques, sont nombreuses et subtiles en jalonnant toute l'histoire de l'humanité.

Manœuvres d'influence agissant directement sur la mentalité du citoyen moderne

Il existe une douzaine de grandes manœuvres dilatoires, manipulatrices et/ou de prises de contrôle de la volonté, dont l'art consiste à ce que ce soit le citoyen lui-même qui les demande, les revendique, les assume, les intègre dans son quotidien. Autant de stratégies qui interagissent sur les choix existentiels, civiques, politiques, sociaux, économiques, financiers..., alors que ceux-ci ont été préalablement suggérés, conditionnés, voire imposés de force ou de manière subtile. L'intelligence et le savoir ne suffisent pas pour s'en extraire, voire même en sont directement complices. L'habitude sans réfléchir, la réceptivité sans discernement, le suivisme passif, la délégation 100% à autrui, sont directement coresponsables de la propagation à grande échelle des limites endogènes de toute forme de mentalité humaine. C'est le cas notamment avec :

1. **Le recours à tout un arsenal technocratique inventif** de méthodes et mesures le plus souvent à effet ciblé, contraignant, négatif, liberticide, privatif, dolosif, en l'accompagnant généralement d'une pression psychologique

irrespectueuse de l'intégrité psychique des individus (dramatisation, culpabilisation, infantilisation, autoritarisme à vocation de sanction, de peur, d'anxiété, de déstabilisation, de recours au mensonge, de discrimination). C'est aussi dans le meilleur des cas le recours à la communication euphorisante, au discours lénifiant, à la désinformation masquée, à la rétention d'information... Autant de pratiques inhibitrices assez courantes en provenance des institutions et des organisations dominantes dans le but de forcer « en douceur » l'attitude, contraindre le comportement, faire plier l'individu d'une manière ou d'une autre.

2. **Le rapport de force** tactique, stratégique, cynique, calculateur, induisant un gagnant-perdant (gagnant relatif ou illusoire pour celui qui initie la méthode et perdant temporaire pour celui qui subit et supporte). Il s'agit-là d'une démonstration de pouvoir, de dominance, d'imposition de soi, destinée à rappeler au plus « faible » dans l'échelle hiérarchique ce qu'il est, ce qu'il a, ce qu'il doit faire. La conscience vive du rapport de force avec ses aspects discutables est le premier « must » du façonnage de la mentalité individuelle et collective permettant de stabiliser la situation et conduire les hommes à façon, à la baguette (le monde militaire, sécuritaire, religieux..., en sont des exemples directs).

3. **La menace et l'intimidation** avec possibilité de sanction, de punition, d'action coercitive, pour mieux gouverner et diriger, mais aussi pour déstabiliser l'individu, l'obliger à modifier ses plans. C'est aussi dans le pire des cas l'usage de la contrainte financière, de la pression administrative, judiciaire, fiscale, du harcèlement moral..., en n'accordant d'autre choix raisonnable que subir par soumission, acceptation, docilité, obéissance, ou contrevenir aux règles, lois et normes avec, à la fin, des conséquences connues. C'est le second grand « must » du formatage mental obligeant l'individu à accepter les conditions imposées ou s'exposer à des retours négatifs.

4. **L'interdit** (loi, contrainte, morale, code, procédure, usage, norme...) qui induit *de facto* une soumission aux règles en vigueur avec ses corollaires comme l'acceptation inconditionnelle de l'autorité et l'autolimitation de ses propres besoins. De tout temps, la mentalité collective a été soumise aux interdictions en tous genres comme justification sociétale d'adhésion et de normalité. C'est aussi la meilleure façon de créer chez l'individu une autocensure mentale préventive permettant de maintenir les équilibres sociaux et hiérarchiques, protéger les biens, les acquis et grands intérêts, ou encore faire respecter les rituels, usages, symboles, droits et devoirs systémiques existants.

5. **La privation de droits et libertés** qui s'inscrit dans un jeu psychologique et mental plus ou moins subtil et/ou pervers d'autoritarisme, de morale, de fermeté, d'arbitraire. Le but est autant de circonscrire le champ légitime, naturellement expansionniste de la Demande humaine, dans un périmètre permissif, formaliste, limitatif et/ou disponible constamment placé sous contrôle. Une autre résultante en matière d'insatisfaction chronique de certains besoins dominants, ou idéalement projetés, est de générer un état ponctuel d'insuffisance activant la prise de conscience de ce qui était possible avant ou ailleurs, de l'offre existante même réduite, ou encore d'apprécier la situation telle qu'elle est en évitant de faire des comparatifs défavorables.

6. **Le faux recours au sourire, à l'amabilité, à la cordialité de circonstance** afin de créer de la confiance, faire baisser la garde, la réserve

naturelle. Il s'agit d'une technique relationnelle largement utilisée pour libérer la parole, faire parler de manière plus spontanée, en savoir plus sur certains faits, faciliter le lien, le rapprochement. Cette technique est souvent utilisée par les agents « bienveillants » (bon garçon) de l'administration dans le but de faire parler et connaître la réalité des faits. Dans ce cas, tout est généralement consigné et peut se retourner ensuite contre celui ou celle qui a été trop honnête, trop prolixe, trop candide.

7. **La démagogie** politique, électoraliste, de complaisance, est fondée sur du rêve, de l'illusion, une partie vraie couplée à une partie fausse, des promesses qui ne seront pas tenues face aux obstacles du concret et de la réalité. Elle se présente généralement sous la forme d'un discours bien conçu dans l'absolu, flatteur dans la projection, motivant dans un contexte idéalisé, paraissant vraisemblable sur le fond et la forme en associant souvent raison et émotion, voire un entrain optimiste. Le but manipulateur consiste à jouer sur les cordes sensibles, les attentes déçues, la frustration ressentie, en faisant croire qu'un changement favorable est possible, qu'il existe une solution à portée de main (ou de vote), un horizon individuel et collectif offrant un avenir meilleur. En agissant directement sur le besoin de croire et l'imaginaire de chacun, la démagogie repose principalement sur une interprétation de l'idéal, des idées et des mots, dont chacun devient finalement le seul responsable en se créant un positif virtuel dont il est souvent difficile de prouver la tromperie initiale.

8. **L'espoir trompeur ou le faux espoir** est un cran supérieur d'influence psychologique, au-dessus de celui de la démagogie, destiné à tromper délibérément le jugement et la raison issus de la réalité connue. Il s'agit d'une pratique courante dans toute forme d'organisation fermée (secte, religion, ésotérisme, sciences occultes, spiritisme, magie...) en implémentant la virtualisation issue de l'imaginaire (rêve, fantasme, mythe, fiction, romanesque...) au cœur même de la réalité du quotidien. Selon la puissance d'invocation des mots, des symboles, des émotions, des attributs utilisés, l'hybridation mentale entre réel et fictionnel ne permet plus de discerner précisément la réalité brute de la réalité virtualisée.

L'espoir et le faux espoir sont alimentés par deux phénoménologies majeures :

. **La dynamique d'espérance** destinée à favoriser une conscientisation penchant du côté des tendances cognitives, psychologiques et psychiques dominantes (besoins dominants à satisfaire, croyance, foi, ritualisation...), tout en évacuant de la sphère mentale la plupart des contingences triviales de la réalité vécue. C'est dans ces conditions que l'individu peut se lâcher dans l'intimité et donner libre cours, sans autocontrôle, à ses seules émotions, envies, désirs et pulsions profondes. Parallèlement, il est bien compris que le fait de ne pas suivre les instructions, le modèle proposé ou la voie encouragée, est potentiellement générateur d'entropie, de problèmes, de conséquences négatives, obligeant ainsi l'esprit à se concentrer, à focaliser l'activité mentale sur le but à atteindre, évacuant ainsi parallèlement toute immixtion du doute et/ou de réflexions parasites. Rappelons que c'est toujours par l'espérance (gain, avantage, statut...) que l'on fidélise le mieux et le plus longtemps les individus à une cause donnée.

. **L'autosuggestion ou la soumission à la suggestion de tiers** faisant croire à l'obtention prochaine de nouveaux pouvoirs, d'argent, de bonheur, d'amour, de réussite... En ce domaine, la probabilité que cela se réalise vraiment est de 33%

dans un sens positif (*p*), 33% dans un sens négatif (*n*), 33% sans que rien ne change vraiment (*o*). Au final, les 2/3 de l'invocation et/ou de la mobilisation mentale sont réalisables (*po*) et seulement 1/3 porteur d'un pur risque de déception (*n*). À cela, s'ajoutent les forces positives de l'esprit (volonté, motivation, imagerie mentale, visualisation, sophrologie...) qui contribuent à faire pencher la balance du bon côté, à influencer un résultat (*p*) ou (*po*) rassurant, ou celles plus négatives (*n*) ne permettant pas de renverser l'ordre des choses par trop de scepticisme, de rigidité, de fixation mentale !

9. **La pseudo-liberté ou liberté partielle** en laissant croire que le contexte démocratique est protecteur et libérateur avec des droits augmentés, alors qu'il est fondamentalement encadré, surveillé, contrôlé, soumis à tout un maillage de lois, de règlements et de procédures plus ou moins coercitifs. L'idéal démocratique prolibertaire (monarchie, république conservatrice ou libérale...) a pour objectif de créer et entretenir une illusion collective d'accès au vrai et au meilleur du moment. Avec plus de droits et de libertés permises qu'auparavant ou ailleurs, tout fonctionne sur le principe sociétal que « *Les choses n'ont d'importance que si on leur en accorde* », signifiant par-là que le fait de croire en la démocratie instaure *de facto* la démocratie. Peu importe ici l'objectivité de la réalité ambiante, c'est l'idée que l'on s'en fait qui est important !

10. **Le bluff, le pari, le péremptoire** dans l'audace, l'aveuglement ou la bêtise d'argumenter sur des éléments mineurs, faux, incertains, sont devenus monnaies courantes de la part des leaders politiques, des influents économiques et médiatiques. La prise de parole sur tout et n'importe quoi contribue à polluer constamment l'esprit humain par toute une accumulation de contre-vérités, de désinformation, de fausses pistes, de convictions hautement subjectivées ou empiriques. À force de cumuler la réalité avec la virtualité, le vrai avec le faux, l'objectif avec le subjectif, la raison avec l'émotion, les frontières du discernement se distendent fortement et deviennent non étanches. Elles favorisent la présence du doute, de l'indécision, de l'incertitude, de la variabilité, de la fluctuation morale, faisant que plus l'information diffusée est impropre, faussée, impure, plus elle nourrit une mentalité médiocrisée, voire détestable. Les émetteurs, les diffuseurs, les propagateurs de telles « nourritures » cognitives et informationnelles, sont directement coresponsables de l'état mental des populations visées.

11. **Le marronnier sociétal** (y compris celui médiatique) qui ressasse régulièrement les mêmes sujets récurrents (immigration, sécurité, géopolitique, économie, célébration, sanitaire, cuisine et alimentation, alcoolisme, tabagisme, drogue, écologie, climat...) parmi des centaines d'autres possibles aussi majeurs ou importants, produit une intoxication permanente de l'esprit des populations par saturation et overdose. Tout est fait pour ne pas mobiliser l'esprit critique, ne pas répondre aux grandes attentes et espoirs des peuples en orientant délibérément l'opinion publique, en produisant des écrans de fumée, en réalisant des tours de passe-passe sur la vérité et la réalité. Il en découle *in fine* un véritable vernis culturel sur des sujets secondaires, voire tertiaires, des pis-aller de savoir, une myopie structurelle sur l'essentiel, ainsi qu'un manque cruel de vision globale, de synthèse utile, malgré l'intelligence et l'éducation des populations.

12. **La solennité, le formalisme et le politiquement correct** qui privilégient la forme du message plutôt que le fond en orientant le sens et le signifiant à donner. Cette tendance fortement institutionnalisée est elle-même articulée sur un

retour mémoriel au « glorieux » passé, sur la normalisation procédurale, sur la standardisation conformiste des comportements, soit un ensemble réel de freins humains, sociaux et sociétaux puissants. En privilégiant les rituels, l'académisme officiel, l'étiquette, les protocoles, l'entregent entre personnes bien élevées, c'est toute une aseptisation du relationnel qui s'impose aux membres concernés. On est alors bien loin de la spontanéité, du naturel, de l'authenticité, de la sincérité, qui soudent et rapprochent les hommes en créant les conditions d'une bonne et qualitative synergie humaine.

C'est la conjugaison de l'ensemble de ces manœuvres qui produit une sorte de spirale sans fin vers le bas dont il est difficile de sortir indemne. Le constat inquiétant, voire pessimiste, est que tous ces agissements en société se réalisent avec l'assentiment passif de tous, ou presque, et surtout que leur efficacité relative est souvent inversement proportionnelle à la réalité vécue et/ou se voit décalée des priorités de la vraie vie. Pour sortir de ces pièges manipulateurs, de ces emprises néfastes, de cette schizophrénie collective à accepter tout et son contraire, il est nécessaire d'appliquer plusieurs postures réflexes. Des règles de vie qui sont destinées à éviter de bloquer le discernement, de façonner des mentalités médiocres, inabouties, productrices de postures gagnant-perdant ou perdant-perdant, dans lesquelles rien n'est à gagner de manière saine et durable, mais tout à perdre ou à souffrir inutilement.

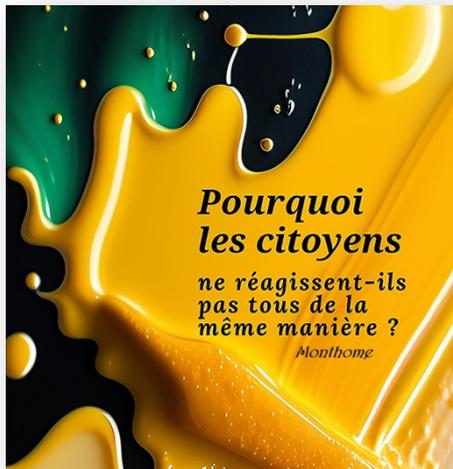
4 règles simples pour sortir des jeux manœuvriers

. La **première règle** consiste à n'utiliser, se référer, pratiquer et transmettre que les 34 valeurs évolutionnaires (Hastag [#14](#)) en oubliant tout le reste. Le chemin existentiel de chaque homme, femme et génre peut alors se tracer automatiquement de lui-même dans le bon sens.

. La **seconde règle** implique que celui (ou celle) qui dirige les hommes, qui dit la loi, qui propose des solutions, qui décide pour tous, fasse de lui-même exactement ce qu'il dit, ce qu'il impose, ce qu'il conseille, ce qu'il enseigne aux autres. La parfaite adéquation entre ce qui est dit et fait évite toute mauvaise interprétation résultant du verbe et du vocabulaire, des envolées « littéraires » de l'argumentation, d'une théorisation trop belle ou trop parfaite pour être vraie. Cela permet également d'éviter de grossir ou minimiser une situation, de travestir les faits, de mentir, d'induire en erreur, en se confrontant soi-même à la pratique du réel que celui-ci soit physique, mental, compétentiel.

. La **troisième règle** repose sur l'obligation de contrepartie et/ou de réciprocité proportionnée (Hastag [#25](#)) en réponse à toute décision majeure, action engagée, afin qu'une légitimité discernée et affirmée s'instaure si nécessaire dans les rapports humains et soit propice à la conscientisation la plus élevée possible.

. La **quatrième règle** conduit à rechercher systématiquement dans tous les domaines induisant du relationnel, des échanges, un accord, une négociation..., au minimum un Donnant-Donnant, au mieux une attitude partenariale et à l'idéal un Gagnant-Gagnant (voir [Négociation assertive](#) sur www.bookiner.com). Le but évident est que toutes les parties concernées soient satisfaites en même temps sans différentiel anormal ou non équitable de gain, sans individualisme ni égoïsme au profit de l'un et aux dépens de l'autre, sans imposition de soi ni rapport de force ou concurrence stérile. C'est aussi le meilleur moyen de favoriser une bonne et belle mentalité dans les rapports humains, sociaux, économiques, professionnels, et même devenir un accélérateur permanent de réussite personnelle et non un frein à l'évolution collective !



Hastag #32

Pourquoi les citoyens ne réagissent-ils pas tous de la même manière ?

Sommaire

- . Introduction
- . Définir d'abord la citoyenneté et la notion de citoyen
- . Derrière les apparences, de nombreux « trous dans la raquette »
- . Choisir son mode de citoyenneté ou en être complice
- . Lutter contre l'altération de la citoyenneté moderne
- . Le match citoyen-système
- . Les limites du politique en matière de citoyenneté
- . Revoir la manière de gouverner les peuples
- . Miser sur le rôle adulte du citoyen moderne
- . Élimination ou forte réduction des 5 « zéros systémiques »
- . Le syndrome du caillou dans la chaussure

Résumé

Cet **Hastag** aborde le cercle plus vicieux que vertueux du « caillou dans la chaussure » dans lequel est entraîné, voire enchaîné, le citoyen lambda du fait de la complexité croissante du monde moderne. Une complexité qui additionne à la fois un univers politique et académique qui s'enferme dans des méthodes passéistes et une mentalité d'un autre âge, une technocratie pléthorique usant et abusant de méthodes gestionnaires et normatives, une technologie invasive dans tous les domaines. C'est aussi une production continue de lois et de mesures comme autant de pansements sociétaux et de cadrages à court terme destinés, non pas à l'amélioration sereine et positive du cadre de vie général, mais pour contrôler au plus près l'évolution de la citoyenneté. Le rôle du citoyen moderne est de ce fait constamment soumis à un écartèlement entre des attentes et des besoins légitimes insatisfaits et des contraintes légales de plus en plus nombreuses. Un dilemme qui rend le quotidien particulièrement stressant et difficile à vivre, alors qu'il pourrait en être facilement autrement (ou presque).

La plupart des gens pensent qu'ils savent tout sur leur condition citoyenne, qu'ils ont tout compris de leurs droits et devoirs. C'est faux ! Le conditionnement sociétal, les habitudes acquises, les routines civiques, masquent l'essentiel à connaître. Si la citoyenneté essaie d'unifier par la standardisation et la normalisation les comportements sociaux et civiques des peuples, chaque citoyen réagit d'abord en humain avant d'appliquer fidèlement le rôle que l'État, la démocratie et les régimes politiques lui assignent depuis qu'il a atteint l'âge légal de la majorité. Derrière la citoyenneté, le citoyen s'exprime toujours en humain avec ses qualités et ses défauts. Aussi, au-delà des définitions officielles et académiques concernant la citoyenneté, c'est en fait une quadrature qui interagit en permanence au centre du comportement citoyen. Il est intéressant de relire à ce sujet l'ensemble du [Hastag #21](#) consacré à la citoyenneté, les différents types de citoyens, le néocitoyen... Dans ce prolongement, il est possible de dire que tout État démocratique qu'il soit républicain, monarchique ou relevant d'un autre régime politique, repose sur 4 piliers majeurs :

- . L'humain dans ses différences innées, raciales, ethniques, psychologiques
- . Le fonctionnement des systèmes dominants, les forces systémiques en jeu
- . La citoyenneté en tant que statut civique placé sous contrôle institutionnel
- . Le citoyen en tant que rôle dévolu dans la cité, + ou – matricé et formaté

Définir d'abord la citoyenneté et la notion de citoyen

En fait, rien n'est vraiment simple ni naturel dans la citoyenneté et pas davantage dans le comportement voulu modèle du citoyen moderne. On peut même affirmer qu'il s'agit, à la base, d'un domptage ou d'un dressage (comme pour l'animal), d'un assujettissement forcé et organisé des tropismes humains, par et en faveur principale des forces systémiques en place. Le but de la citoyenneté derrière l'habillage de la sociabilité consiste à faire en sorte que les hommes et femmes modernes de plus en plus éduqués et informés se conforment volontairement aux règles et usages en vigueur. C'est tout l'enjeu des modèles sociétaux, des régimes politiques, des gouvernances en présence, que de perpétuer ainsi leur ascendant, leur pouvoir, leur autorité, leur emprise, sur l'ensemble du peuple. En général, il s'agit d'un brillant mélange de droits et de devoirs, d'obligations et de permissivités, destinés à convenir aussi bien aux attentes principales de l'humain qu'aux stratégies de domination des systèmes. C'est la raison pour laquelle il convient préalablement de recadrer les notions de citoyenneté et de citoyen, de voir derrière les habillages académiques, car les enjeux présents pour les contemporains et surtout futurs sont immenses.

La citoyenneté

Cette notion définit un **statut** sociétal fondé sur un ensemble de droits, libertés et devoirs, d'obligations, contraintes et permissions. Ce statut est applicable à l'ensemble des individus constituant une communauté d'appartenance ou un peuple réuni sur un ou plusieurs territoires géographiques (de la cité à l'empire en passant par les colonies) ayant des origines communes ou dissociées, une culture unique ou multiple, une histoire parallèle, le tout dans un cadre étatique quasi identique. La présence, la pression et l'influence systémique sont ici déterminantes, même si chaque culture nationale intègre ses propres référentiels comme modèle sociétal à suivre.

Exemples de fondements habituels de la citoyenneté moderne (liste non exhaustive) :

- . Disposer de la nationalité du pays d'accueil et d'un âge légal de majorité
- . Identification et appartenance ciblées à un territoire, une culture nationale
- . Filiation, adhésion, nécessité de naître et/ou vivre sur un territoire précis
- . Allocation d'une identité officielle reconnue localement
- . Bénéfice de la protection potentielle des services de l'État, d'une fédération
- . Officialisation de la nationalité par différents documents administratifs
- . Adhésion de principe à des valeurs sociétales, à la morale dominante
- . Acceptation inconditionnelle des règles, codes, lois, procédures en vigueur
- . Être en règle administrative avec tous les devoirs et obligations imposés
- . Ne pas être en situation d'exclusion judiciaire, sociale, économique
- . Capacité de vote, libre participation (ou non) à une élection
- . Exercice de libertés et droits inscrits dans la législation, la constitution
- . Pratiques encadrées d'usages, de coutumes, de savoir-vivre en collectivité
- . Obligation de faire preuve de civisme, civilité, envers les concitoyens
- . Obligations de cotiser, régler des taxations, être soumis à l'imposition
- . Obéir, se soumettre à l'autorité, accepter la primauté de l'État sur le citoyen
- . Comportement plus ou moins respectueux envers les services de l'État
- . Manifester de la loyauté envers son pays, les accords signés, les biens
- . Se montrer discipliné, autodiscipliné face à l'ordre sécuritaire, étatique
- . Passage obligé par l'éducation nationale, matriçage académique
- . Acceptation et soumission aux conditions d'accueil, de travail, contrat
- . Respecter les symboles et valeurs en place, le cadre politique
- . Pratiquer la délégation en faveur des élus, de la représentation nationale
- . Défendre son pays d'accueil jusqu'à donner sa propre vie si nécessaire
- . Ne pas agir contre les intérêts de son propre pays, ne pas trahir les siens
-

Le citoyen

Cette appellation générique définit un **rôle** civique, social, économique, politique, en tant que membre reconnu et accepté au sein d'une organisation, d'un État, d'une nation, d'une fédération. Par principe, le rôle de citoyen découle directement de l'ensemble des limites encadrant la citoyenneté en vigueur. Ce rôle intègre également une large partie d'humanité avec les qualités et les défauts humains faisant qu'il n'est pas aussi prévisible, linéaire, standardisé, que souhaité par les systèmes en place. En tant que membre à part entière de la « Cité » et de la nation, le citoyen dispose d'une capacité d'obligeance, mais aussi de nuisance (aspects négatifs) à pouvoir jouer dans la vie sociale, publique et politique un rôle d'opposition, d'inertie, de suivisme docile et passif, mais aussi d'activisme, de participation, de décision. Aussi, au-delà des permissivités collectives en matière de citoyenneté, tout citoyen adulte doit pouvoir revendiquer le haut d'un rôle crucial au sein de toute démocratie moderne comme par exemple :

- . Le droit légitime de s'affirmer dans l'ensemble des droits et libertés humaines en tant qu'homme, femme ou généré.
- . La légitimité de ne pas faire comme les autres, de ne pas vivre comme les autres, de ne pas ressembler aux autres...
- . L'utilisation sous condition de l'ensemble des dispositifs légaux et/ou ceux relatifs aux droits de l'homme.
- . Le droit de s'opposer, revendiquer, manifester, s'exprimer pour ou contre, décider de ce qui est bon ou mauvais pour lui-même, pratiquer l'objection de conscience.

- . La possibilité d'orienter directement ou indirectement la vie publique, collective (loi, vote, participation aux décisions collégiales, association...)
- . La capacité de contribution, de créativité, de participation, d'engagement, d'enrichissement à des fins personnelles ou collectives.
- . La prise d'initiatives non dérogoires aux lois, usages, normes existantes, avec ou sans le soutien des autorités de tutelle, avec ou sans le contrôle des institutions.
- . Un permis légal d'accéder à la satisfaction régulière de certains besoins humains, couplé à la légitimité d'en choisir les modalités d'accès et de pratique, la fréquence, l'intensité...
- . Un recours personnalisé, original, singularisé, aux valeurs morales, spirituelles, culturelles, professionnelles, évolutionnaires...
- . Une différenciation identitaire par le mode de vie, le statut social, le rôle hiérarchique, le choix entre secteur privé et fonction publique...
- . L'acquisition ou non de titres honorifiques, de propriété, d'argent, de biens d'équipement et de consommation...
- . Le choix entre une multitude de métiers, d'activités, de loisirs récréatifs, motivationnels, passionnels...
- . L'usage bienveillant et éclairé, primaire ou strict du pouvoir, de l'autorité hiérarchique, du rapport à l'intelligence relationnelle...
- . La recherche de valorisation au mérite, de reconnaissance systémique, de récompense, l'intégration dans des cercles fermés, élitistes, secrets.
- . L'option de refuser telle forme de participation, de limiter son rôle de citoyen, d'engagement dans le collectif ou, au contraire, apparaître comme bon élève modèle, obéissant, appliqué, sérieux...
- . Un libre usage du savoir-vivre, de la bienséance, de la décence, des bonnes manières ou, au contraire, de l'imposition de soi, de l'impolitesse, de l'incorrection, du je-m'en-foutisme...
- . La possibilité de déléguer ou non à autrui, à des élus, à des tiers institutionnels, une partie de ses droits et devoirs.
- . La liberté relative de décider, contractualiser, échanger, négocier, se déplacer, choisir un mode de vie commun ou original...
- . L'amplitude contrôlée dans la manifestation d'une humeur, d'une émotion, se prévaloir d'un avis contraire, d'une opinion changeante ou différente...
- . La récurrence d'une attitude dominante (parmi les 5 principales), dès lors que rien ne vient l'interdire, la limiter, la sanctionner.
- . Le pouvoir d'agir au quotidien en fonction directe de son libre arbitre, de ses désirs, avec ou sans discernement, compétence et/ou maîtrise de la situation.
- . Le fait d'assumer des différences physiques, culturelles, ethniques, raciales, sexuelles, genrées, de ne pas être dans la norme, la mode du moment, le conformisme, le politiquement correct...
- . L'ambition de s'imposer ou pas, d'être un loup ou un mouton, un courageux ou un poltron, un leader ou un suiveur, un winner ou un loser...
-

Derrière les apparences, de nombreux « trous dans la raquette »

Au premier degré, il est réconfortant de croire que la citoyenneté est une avancée sociétale, républicaine, monarchique, démocratique. Il est également rassurant de considérer que le citoyen a de la chance de disposer de droits civiques et de libertés fondamentales, même sous contrôle permanent des institutions d'État. Dans ce relatif contentement, il est normal d'être légaliste en acceptant que l'État

et les systèmes en place puissent guider le peuple pour son bien avec dirigisme et autorité. Il est même relativement aisé intellectuellement de corroborer le fait que le citoyen est accompagné tout au long de sa vie par tout un ensemble de mesures, de moyens, d'institutions, d'entités spécialisées, destinés à le protéger contre lui-même et les autres, à le sécuriser contre les événements et les aléas de la vie. La problématique centrale est qu'entre l'idéalisation de la citoyenneté, voire sa célébration par la communication politique, institutionnelle, médiatique, et la réalité de la vraie vie vécue sur le terrain par le citoyen lambda, il existe de nombreux « trous dans la raquette ». Des « trous » qui concernent directement le manque de personnalisation des réponses étatiques et systémiques apportées, voire une dépersonnalisation chronique alimentée par un temps de réactivité trop long et/ou un parcours d'accès et d'obstacles jugé souvent insurmontable en temps réel. On observe même très souvent que les conditions requises pour en bénéficier ne sont pas réunies et/ou bloquent le temps de réponse espéré par le citoyen lambda. Il en découle mécaniquement de nombreux hiatus sociétaux, des dissonances relationnelles entre le citoyen et les représentants (élus, gouvernants, agents, fonctionnaires, technocrates...) gérant l'immense arsenal systémique. On s'aperçoit même du côté citoyen qu'il existe un trop plein de mesures défensives et protectrices à l'avantage du fonctionnement des systèmes en place et de l'autre, un grand nombre d'insuffisances, de manques, de carences, de génériques inutiles, dont ne profite pas le citoyen lambda, voire même en subit les effets à son détriment. Il suffit d'observer au quotidien le ciblage restrictif des moyens utilisés, leur indisponibilité, voire leur inadéquation avec le cas précis des citoyens concernés. Ce déséquilibre fait que la citoyenneté moderne s'applique fondamentalement de manière partielle, bancale, imparfaite, inéquitable, voire déviante.

Lorsque le système crée les conditions du conformisme citoyen

Il est ainsi vain de croire qu'un système aussi sophistiqué soit-il, puisse entièrement satisfaire et/ou contrôler le comportement et l'esprit de ses membres. Même le conditionnement, le matricage, le formatage, la suggestion, l'éducation, l'information, fussent-ils à polarité positive, ne peuvent détenir une emprise définitive sur l'esprit humain. C'est le miracle du vivant supérieur que de ne jamais être complètement asservi, sauf lobotisation et « zombification ». Le seul véritable moyen social « soft » d'isoler le citoyen singulier, non conforme (hors emprisonnement, exclusion ou élimination) est de créer autour de lui un champ d'indifférence, de silence, de peur, de répulsion, de distance morale, de démotivation, de dénigrement, en le considérant ainsi clairement différent des autres, voire nocif pour tous les autres. De ce point de vue, le conformisme, le conservatisme, l'appartenance, l'identification, l'adhésion, sont des remparts sociétaux puissants permettant d'éviter l'intégration d'éléments jugés hors-normes, anticonformistes, non désirés. Il en ressort que seul le passage obligé par le moule de la normalisation des comportements est la véritable arme systémique « démocratique » de masse. Elle permet de manière temporelle de séparer et évacuer les citoyens atypiques par effet centrifuge, tout en favorisant parallèlement un effet centripète rassemblant tous ceux et celles qui se ressemblent dans les mêmes pratiques, par les mêmes comportements standardisés, le même état d'esprit général, les mêmes croyances, us et coutumes au quotidien. L'axiome systémique de base étant d'abord de protéger sa propre pérennisation en évitant tout changement notable porteur d'un risque de perturbation critique. Pourtant, c'est toujours par l'anticonformisme, la rupture créative, qu'évoluent les sociétés de l'intérieur et très rarement par le

prolongement inertiel de l'orthodoxie et/ou par l'aveuglement provenant de certitudes conservatrices. Aussi, bien qu'il soit évident que l'anticonformisme s'oppose à la standardisation de masse, on constate que c'est presque toujours après un long purgatoire, ou après leur mort, que l'on célèbre les véritables grands citoyens dans l'âme alors qu'ils sont souvent critiqués, incompris, voire rejetés, de leur vivant. En d'autres termes, les États et les systèmes en place ne favorisent, valorisent et récompensent généralement que les citoyens adoptant un mode de vie et de pensée conforme aux attendus sociétaux du moment. Le bon comportement « nominal » du citoyen ([Hastag #21](#)) doit forcément s'inscrire dans une trajectoire linéaire allant des bancs de l'école à ceux des formations académiques, puis dans les fonctions et statuts professionnels conventionnels. C'est la raison pour laquelle derrière la citoyenneté et le comportement de base du citoyen lambda s'activent de manière dominante les 4 principales attitudes humaines négatives (voir [Hastag #28](#) avec imposition de soi, agressivité, passivité, manipulation). Ces 4 attitudes sont celles qui justifient *in fine* la permanence de la puissance tutélaire dans toutes les organisations systémiques et d'État, en permettant le recours légal et normalisé de la force, de l'autorité, du pouvoir. Elles sont aussi les plus contrôlables par toutes les formes d'autorité hiérarchique, les plus « formatables » par le travail, la condition sociale, la formation académique, les plus conditionnables par la peur de la loi et de la sanction, les plus « surveillables » par l'implication d'agents dédiés de la puissance publique, les plus punissables par les structures judiciaires et pénitentiaires, mais aussi les plus valorisables et faciles à mettre en avant (médailles, titres, éloges...) lorsque les règles du jeu sont correctement appliquées.

Le côté obscur du citoyen

La simple dominance d'attitudes négatives en les additionnant ensemble (+51%) suffit à orienter, entretenir, le comportement citoyen du point de vue systémique sous l'angle de l'obéissance, de la docilité, du conformisme, de la soumission, de la subordination, de la résignation, de la peur, de la discipline, du suivisme collectif, de la dépendance... Naturellement, toute inclination majoritairement négative devient forcément déterminante, dominante dans les conséquences comportementales directes et indirectes, aussi bien au plan individuel et citoyen que dans l'exercice de la citoyenneté. De ce fait, il est facilement observable que la plupart des populations du monde accusent une majorité d'attitudes négatives dominantes couplée à une minorité d'attitudes positives (affirmation de soi ou assertivité) rééquilibrant en partie le niveau général (sociabilité, passage à l'acte, discernement, partage, écoute active...). S'il est toujours possible d'influencer « vers le haut » les tendances attitudinaires générales en jouant sur certains leviers psychologiques, émotionnels et/ou affectifs positifs, voire en prenant certaines décisions agissant sur la motivation, il n'est pas possible de modifier les tropismes mentaux et comportementaux, dès lors que ceux-ci sont récurrents dans le vécu quotidien. En ces domaines, même la résilience à ses limites, même l'extrême volonté de « bien faire » suppose des efforts constants et vigilants sans quoi « le soufflet » retombe vite. Il est très difficile de contrôler l'ensemble de ses propres jugements, opinions, pensées, sentiments, mimiques, gestes, dès lors que certaines attitudes de base tirent la pulsion, le besoin, l'humeur, la conduite humaine, irrésistiblement vers l'instinct, la tension relationnelle, le bas de la conscience, la médiocrité de l'engagement. Il en résulte alors forcément la prédominance de l'une ou de plusieurs attitudes citoyennes à polarité négative s'exprimant généralement dans l'intimité de la sphère privée, mais aussi dans la

sphère sociale et professionnelle. La dominance de ces attitudes se caractérise par leur fréquence, leur intensité, leur récurrence, dans certaines situations courantes de l'existence.

. Attitude citoyenne d'imposition de soi

Elle s'exerce directement sur autrui via la concurrence et la compétition pour être le premier ou le meilleur, dans le rapport de force pour gagner et faire perdre l'autre, dans la contrainte statutaire ou physique pour faire plier les volontés, la velléité d'opposition. En général, l'imposition de soi consiste à forcer le comportement d'autrui, à orienter le déroulement d'une situation, à être le « leader » du moment, afin d'en tirer le maximum d'avantages pour soi souvent aux dépens des autres, voire contre le système d'appartenance. L'imposition de soi se caractérise par le « Moi je » en produisant un individualisme exacerbé, de l'égoïsme, de l'égoïsme, du narcissisme, du nombrilisme, un autisme social, voire certains troubles de la personnalité...

Dans l'exercice habituel de cette attitude, ce type de citoyen à une forte tendance à critiquer, minimiser ou surdimensionner de manière fortement empirique tout ce qu'il rencontre sur son passage. Il est le profil type de celui ou celle qui affirme, qui défend ou qui descend en flammes, qui se comporte en « grande gueule » en forçant la voix, en utilisant la somatotonie+ inhérente à son anatomie (force, poids, grandeur, énergie, beauté, autorité naturelle...), en faisant des mimiques intimidantes, en fixant de manière insistante son regard dans celui de l'autre pour le faire baisser, en ayant un port de tête relevé avec le menton en avant démontrant ainsi de la supériorité, du mépris, de la fatuité...

. Attitude citoyenne de passivité

Elle découle de l'esprit moutonnier, du grégarisme primaire, de l'influencabilité à faire comme les autres, de l'acceptation à suivre de manière inconditionnelle les règles imposées. Elle traduit une relative docilité, soumission et obéissance face à l'autorité de tutelle, d'un manque d'initiative, de proactivité, de volonté, en restant globalement suiveuse ou passive face au déroulement en temps réel des événements. C'est aussi une tendance profonde à accepter un rôle inférieur, d'être aux ordres et subordonné, d'être dépendant d'une autorité, voire volontairement dominé. Elle produit une mentalité d'acceptation inconditionnelle pour tout ce qui provient du chef, du commandement, ainsi que la constance de réflexes défensifs et prudents, la fuite face aux épreuves mentales et de dépassement de soi, la déresponsabilisation, la délégation de principe, la non-implication face au danger, la versatilité des positions, l'inconstance dans l'opinion... Elle se caractérise psychologiquement par un retournement d'attitude inversement proportionnel, faisant que plus l'individu est passif en certaines circonstances (milieu social, professionnel, lâcheté...) et plus il se déchaîne sur les plus faibles, se venge de la hiérarchie lorsqu'une erreur est commise ou qu'une faiblesse apparaît, manifeste de l'énervement ou de la violence défouloir sur tout sujet et objet sur lesquels il détient un ascendant (couple, enfant, famille, animaux, biens...). On observe également une tendance accrue aux maux psychosomatiques, aux maladies liées au stress, un recours important aux médicaments, au système de santé.

Dans la répétition régulière de cette attitude, ce type de citoyen est inconstant en allant généralement du côté du plus fort, de celui qui fait rire, de celui qui a pris le leadership du moment. Le port de tête est souvent baissé, le regard porté vers le bas avec une majorité de gestes de fermeture (mains, bras ou jambes croisés), une forte inhibition corporelle (ne pas s'aimer), des postures stéréotypées d'enfant sage en parlant peu ou pas devant le chef, mais en s'exprimant beaucoup derrière son dos, une difficulté à prendre clairement position sauf à

suivre le mouvement général.

. Attitude citoyenne d'agressivité

Elle induit des actes physiques et/ou verbaux, des postures animales ou barbares, des expressions menaçantes, des pulsions incontrôlées, traduisant une violence intérieure sourde ou à fleur de peau, une agitation mentale permanente, de l'irascibilité face à ce qui contrarie le quotidien, de l'impétuosité envers tout ce qui freine, ralenti le rythme. Elle produit également la constance d'une pression physique et mentale exercée contre soi-même, contre les autres, contre tout ce qui apparaît faible, victimaire, non conforme. Les critiques sont souvent vives et nombreuses contre l'ordre existant, les représentants des systèmes en place et/ou les personnels aux commandes.

Avec ce type de citoyen, les relations humaines sont compliquées, instables, difficiles, réversibles. La réactivité est grande devant tout ce qui représente une erreur, une faute, une fragilité, une faiblesse, une victimisation, voire envers les comportements autoritaires, irrespectueux, eux-mêmes violents. Tout peut devenir un prétexte pour manifester de la violence physique ou verbale tellement l'individu est mal dans sa peau, haineux, jaloux (hors survie et adversité à combattre). Dans ces moments de forte intensité comportementale, le regard devient dur, la pupille se rétracte, les gestes au niveau des mains et des doigts sont pointés, tranchants ou en coup de poing, le rythme verbal est accéléré avec des mots cinglants, blessants et/ou provocateurs. L'agressivité citoyenne se retourne plus contre les symboles, les élus et les personnels représentatifs du système, que contre l'idéologie ou le fonctionnement systémique de base.

. Attitude citoyenne de manipulation

Elle repose sur une « maladie de l'intelligence » à ne pas savoir s'autocontrôler dans la sérénité et la paix intérieure supposant que l'individu manipulateur en veut d'abord à lui-même tout en exerçant sa frustration et son insatisfaction sur autrui. Intelligent, il évite de s'exposer au risque ou à l'échec en préférant agir et réagir de manière indirecte, à l'insu de la conscience d'autrui et en sa défaveur. Il manifeste une relative incapacité à assumer ses actes, ses propos et/ou ses décisions, à se regarder objectivement dans le miroir, à revendiquer la responsabilité d'une implication. Il préfère le jeu d'échec ou à distance dans une certaine forme de lâcheté, d'indignité, de peur à vivre un affrontement frontal avec les autres. Le relationnel est toujours fondé sur une construction mentale tactique et/ou stratégique privilégiant la ruse, la fausseté, le mensonge, le bluff, la rumeur, le faux-semblant, l'hypocrisie, l'euphorie, l'intrigue, la pression psychologique, la menace, la déstabilisation, la délinquance en col blanc et tout ce qui trompe la confiance d'autrui... L'attitude manipulateur consacre une intellectualisation forte des situations et des faits à partir d'arguments et de raisonnements fallacieux, mensongers, résultant de calculs froids et raisonnés. Les recours au « On ou Il », voire au dédoublement de la personnalité, sont fréquents. Il n'y a pas d'abnégation altruiste chez le manipulateur ou la manipulatrice face à un risque physique, financier, une atteinte au statut social ou à l'image personnelle, ainsi que peu de véritables émotions authentiques et d'amour sincère.

Parmi les attitudes récurrentes chez ce type de citoyen, on observe un jeu politique dans tous les domaines, comme à agir et donner des coups de poignard dans le dos, trahir facilement les idées comme les hommes. Hors jeu relationnel et comédie, les signaux émis par le non verbal sont importants. C'est le cas, par exemple, avec le déport du regard, la contraction anormale de la pupille, la difficulté à soutenir le regard de l'autre ou à regarder droit dans les yeux ou alors

de manière excessivement fixe sans battement palpébral (paupières). La fausse décontraction, les mimiques contrôlées, la prise de distance (recul, évitement), la présence de gestes parasites comme se toucher le nez, avoir une main molle et humide, mettre les mains devant la bouche en parlant ou recourir à des postures de convenance (sourire forcé montrant davantage les dents du bas, mettre esthétiquement l'index sur la tempe...) traduisent le contraire de l'authenticité, de la spontanéité, de la franchise, de la sincérité.

L'ombre systémique et ses empreintes psychiques

Tous ces signaux non verbaux, postures, comportements et attitudes rencontrés communément dans tout groupe primaire et secondaire trahissent clairement les effets directs et indirects de la présence systémique, de ses méthodes et mesures, de ses dispositifs et moyens utilisés. Aucun cerveau humain ne naît avec une attitude négative dominante, sauf traumatisme intra-utérin, malformation ou mutation génétique. Aussi, derrière tout comportement humain devenu plus ou moins agressif, pervers, autoritaire, rigide, instable, docilisé, manipulateur, politiquement correct..., se profilent l'ombre systémique et ses empreintes psychiques par le fait du fonctionnement administratif, technocratique, politique, sécuritaire, académique, médiatique, économique, culturel, social... Cette relation de cause à effet ne peut être déniée tant l'histoire et la géographie confirment la permanence de ces observations au sein de toutes les populations du monde. Sous l'angle de la citoyenneté, les conséquences du couplage entre les différentes attitudes négatives activent en permanence au fond du cerveau humain 5 grandes réactions animales :

- . **La soumission** par la coercition de la loi et la force publique : bureaucratisation, répression, sanction, autoritarisme, surveillance, contrainte judiciaire, fiscale, économique, psychologique...
- . **La peur** en jouant sur toutes les faiblesses psychologiques par la dramatisation des faits et de l'information : stress quotidien, menace d'occurrence, crainte d'évènements à venir, doute sur le résultat, anxiété financière, vision pessimiste...
- . **La fuite en avant** en se focalisant uniquement sur l'immédiat, le court terme en suivant aveuglément le mouvement général : désintérêt des conséquences ultérieures, manque d'anticipation, certitudes et vrais-faux raisonnements scientifiques infirmés dans la réalité vécue...
- . **L'espoir** reposant sur le besoin de croire à un autre possible, en aspirant à autre chose avec : la promesse d'un avenir meilleur, l'idéalisation du futur, la virtualisation par l'imaginaire, l'hyperréalisme en augmentant anormalement l'intérêt ou le sens commun des choses...
- . **L'automatisation** des comportements dans l'habitude, la routine, l'assuétude, dépersonnalisant à la fois les relations humaines et entraînant toute une cohorte d'effets secondaires : délégation, déresponsabilisation, focalisation, indifférenciation, généralisation...

Choisir son mode de citoyenneté ou en être complice

Le citoyen est davantage trompé par les systèmes en place que placé au centre de la vérité. Des systèmes incluant l'État central, dont les représentants utilisent trop le secret, les stratagèmes alambiqués, le manque de transparence, l'hypocrisie et les coups bas en leur sein, les décisions à huis clos sans aucune prise directe par le citoyen (ou après et dans l'absolu), une technocratie gestionnaire aux ordres, un fonctionnement autarcique autoprotégé, isolé de la

vie quotidienne de la grande majorité du peuple en formant autant de microcosmes influents (des États dans l'État), tout en faisant la pluie et le beau temps au sein du macrocosme sociétal, etc. C'est clair et net, l'avenir du citoyen est en miroir ou dans le prolongement du fonctionnement étatique et systémique. Aussi le produit résultant des 4 attitudes à polarité négative et leurs 5 principales conséquences engendre de nombreux constats alimentant la médiocratisation citoyenne des comportements en ne dissociant plus vraiment l'individu du citoyen. On observe ainsi tout un ensemble d'habitus chez le citoyen moderne, comme c'est le cas avec 35 constatations (liste non exhaustive) démontrant des comportements récurrents et prévisibles pour la plupart d'entre eux, comme :

1. **Se réfugier dans la croyance**, le rêve, la virtualisation, l'imaginaire, la théorisation, au lieu d'agir et proagir, de prendre le taureau par les cornes, de faire la boule de feu face aux événements, aux obstacles rencontrés, aux doutes existentiels.
2. **S'enfermer volontairement dans des routines** de vie privée, familiale et professionnelle, comme bulle protectrice évitant de s'exposer au risque, de prendre des décisions, de s'engager dans l'inconnu, en se montrant peu audacieux et volontaire face au changement en le subissant plus qu'en le souhaitant et le dominant.
3. **Accepter une inévitable fragilisation mentale** (mal-être, faible estime de soi, frustration, infantilisation, culpabilisation, influençabilité...), d'impact négatif sur sa propre santé, forte incapacité à se débrouiller seul(e) face aux aléas de la vie, dès lors que l'on accepte de manière forcée ou passive les diktats de l'Offre sociétale dans ses impositions sécuritaires, sanitaires, civiques, sociales, économiques, culturelles...
4. **Ne pas chercher à s'affirmer et s'autonomiser** en préférant la discipline à l'autodiscipline, l'ordre à suivre que la prise de décision responsabilisée, à copier ce que font les autres au lieu de se différencier, à suivre le mouvement général sans manifester de véritable libre arbitre.
5. **Être prompt(e) à changer de cap**, de leader par le vote, à faire tomber les têtes pour se venger, à rejoindre sans état d'âme un nouveau leadership, à se mettre dans l'opposition par réaction émotionnelle, sans voir souvent plus loin que les mots du discours et les promesses faites.
6. **Se laisser abuser par la toute-puissance autoproclamée de l'État** et des services publics, de leur capacité à résoudre favorablement tous les problèmes, alors qu'il ne s'agit le plus souvent que de procédures strictement appliquées, de réponses standardisées, adaptées aux situations connues, avec une efficacité bien plus réduite dans les cas imprévus et inconnus.
7. **Penser être juste dans l'avis** et l'opinion, se croire au centre de la vérité et de la réalité du monde et des événements sous l'effet euphorique de l'âge, de l'expérience, du statut social ou hiérarchique, d'une bonne rémunération, d'un diplôme, de la qualité de propriétaire et/ou en disposant d'un bon compte en banque.
8. **Manquer intellectuellement de modestie** et d'humilité en constatant que moins l'individu possède de connaissances, de maîtrise, d'expérience ad hoc, et plus il est gonflé de certitudes alimentées par la croyance, la désinformation et la mal-information.
9. **Croire que son propre cerveau** analyse toujours parfaitement l'essentiel des données de la situation, jusqu'à faire des déclamations autoréalisatrices comme s'il suffisait de dire, de vouloir ou d'invoquer pour que les choses se réalisent d'elles-mêmes, en croyant qu'être informé d'une partie des faits et des événements permet d'élargir « mécaniquement » sa vision du monde et sa profondeur de jugement, ce qui est souvent le contraire.

10. **Se faire constamment manœuvrer** par le personnel politicien, se faire régulièrement berner par les attraits du marketing politique et industriel, se laisser bercer d'illusions par les discours et promesses électorales, jusqu'à en perdre son esprit critique.
11. **Adhérer à des idéologies et à des causes secondaires** multiples (écologie, animalisme, véganisme, wokisme, changement climatique, féminisme, sécurité routière...) en les considérant comme prioritaires sur toutes les autres, jusqu'à produire et accepter pour certaines des mesures liberticides et interdites simplement parce que l'on est contre par principe, traumatisé(e) ou par incompétence dans d'autres domaines.
12. **S'impliquer dans une kyrielle de minorités influentes** ou non, en croyant ainsi se différencier par appartenance et identification, donner artificiellement un sens à sa vie par des actions de surface très ciblées, en s'éloignant ainsi de l'essentialisation existentielle et en aggravant la fragmentation du corps social afin de satisfaire d'abord des idées fixes, des attentes personnelles inaccomplies, des frustrations profondes...
13. **Agir de plus en plus par délégation**, procuration, automatisation, machines interposées, dans la dépendance des technologies et de l'IA, voire sous la conduite standardisée des services de l'État eux-mêmes placés sous la directivité d'une technocratie diplômée, collaborante, enfermée dans son microcosme.
14. **Se laisser aller paradoxalement à la régression** dans un néoconservatisme reposant sur les idéaux d'hier, des pratiques fortement conformistes, voire féodales, fascistes, autocratiques, carrément à l'envers de ce qui devrait être, en ressassant le passé comme principal modèle à suivre, sans être capable de prévoir l'avenir ni tracer de nouveaux chemins évolutionnaires.
15. **Inverser le naturel évolutif** propre aux hommes et femmes bien éduqués, sociabilisés, formés et informés, devant normalement tendre et accéder à une condition humaine et citoyenne toujours plus avancée, en subissant au contraire des freins puissants par la dominance d'obligations limitatives multiples, de réflexes prudeniels imposés, de recours au principe de précaution (ne pas faire plus que nécessaire, ne pas s'exprimer contre, ne pas pratiquer en dehors des règles, ne pas prendre de risque en se contentant de l'existant, suivre servilement les ordres et les consignes...) plutôt que l'affirmation de soi dans l'initiative, l'audace, l'engagement, le dépassement de soi.
16. **Se complaire dans un niveau d'inaboutissement chronique** par vénéralité, recherche de confort et de sécurité, manque de motivation, en cherchant uniquement à se mettre au même niveau que ses semblables, tout en se gonflant de certitudes académiques, de surinformation inutile, de références techniques, historiques, scientifiques, apportant une crédulité faisant personnellement défaut, sans oser penser différemment ni expérimenter autrement par soi-même.
17. **Appliquer le mimétisme à la lettre** en se fondant dans la masse de ses pairs jusqu'à être généralement bon après les événements et dans l'explication, souvent nul avant dans la prévision et l'anticipation et moyen durant le temps de l'action.
18. **Privilégier le plus possible la rente de situation** avec les avantages et facilités offertes après le temps de l'effort éducatif et formatif (diplôme, concours), après le temps de l'intégration professionnelle ou collective (maîtrise du rôle et des tâches), après le temps de la normalisation de la vie privée et sociale (vie de couple et de famille, prises d'habitudes en groupe...).
19. **Se ranger socialement le plus tôt possible** en acceptant les conditions de sélection, de travail, de rémunération, de conduite de vie, imposées, encadrées, hiérarchisées, au lieu de s'en affranchir pleinement par des choix courageux de

rupture, d'autonomisation, permettant de vivre plus librement sa vie.

20. **Préférer les métiers non manuels**, les projets professionnels reposant sur des activités fonctionnelles, sédentarisées, de gestion, de middle management, à celles plus opérationnelles de terrain, de développement, d'entrepreneuriat, d'auto-emploi en se mettant à son compte.

21. **Privilégier un relationnel à distance** via les moyens technologiques et les réseaux sociaux en pratiquant massivement le paraître, l'image donnée, voire le défoulement et la dépersonnalisation des relations, tout en subissant en retour un plus grand isolement, de la déprime, de l'anxiété...

22. **Se montrer davantage badaud**, voyeur, curieux, spectateur, en assistant et commentant en expert les événements mais sans l'être vraiment, en laissant aux autres le soin de s'impliquer, de prendre la responsabilité, de jouer, de s'affronter, de prendre les coups, sans être capable d'intervenir soi-même ou prendre des initiatives utiles.

23. **Avoir la critique facile et le verbe acerbe** sur tout ce qui dérange intellectuellement, sort du champ des habitudes, déplaît ou contredit une certitude, mais sans capacité d'objectivité ni prise de hauteur de vue.

24. **Justifier la logique des mesures systémiques**, approuver par principe le discours des gouvernants en ne se fiant qu'au premier degré de ce que l'on voit, entend ou comprend, en se rangeant derrière la majorité ou dans le sens de l'opinion publique.

25. **Opter par souci du paraître** et de l'image donnée aux modes et styles identitaires, vestimentaires, alimentaires, de tatouage..., tendance à imiter, ressembler à des modèles représentant un idéal, des canons ou archétypes jugés parfaits, en prenant le risque de perdre sa personnalité innée pour une autre plus artificialisée, façonnée de toute pièce.

26. **Accepter de manière relativement fataliste** les événements, l'Offre politique, sociétale et marchande du moment fût-elle liberticide, médiocre, inadaptée, contrariante, en essayant de ne pas s'extraire du peloton, du troupeau, de la masse.

27. **Subir sans broncher**, même en rechignant quelquefois, les lois, les conditions de vie, les mesures imposées, en essayant d'en tirer parti ou profit, de passer entre les mailles du filet.

28. **Se laisser continuellement piéger** par les discours, les arguments, les raisonnements associant raison et émotion (mélange destructeur d'objectivité et de subjectivité, de vrai et de faux, de bon sens et d'aveuglement, de croyance et de conscientisation++).

29. **Se montrer intolérant**, exigeant, doctrinaire, distant, avec les autres et l'étranger, mais anormalement tolérant, bienveillant, acceptatif avec les siens, surtout sans raison objective ou pour les protéger.

30. **Manifester une vision court-termiste**, focalisée sur la réalité vue et vécue par soi-même en privilégiant l'instant présent, les intérêts immédiats à retirer ou à défendre, les retours concrets surtout matérialistes (encaissement d'argent, affaires à réaliser, équipements et biens accessibles, avantages à retirer...).

31. **Accumuler avant tout de l'argent**, s'approprier égoïstement des biens en dépassant largement le nécessaire vital, sans être capable de partager équitablement tout le reste, sans être redistributif, contributif ou solidaire.

32. **Utiliser son intelligence**, son vernis informatif, éducatif et culturel, pour s'opposer par le verbe, contredire avec une bonne ou mauvaise foi, produire et transmettre de la désinformation, revendiquer une lecture, un narratif orienté des faits et des événements selon des critères propres, sans toutefois bouger le petit doigt pour les plus défavorisés et/ou se mobiliser pour les grandes causes affectant l'humanité.

33. **Se complaire dans le discours**, le débat, le commentaire, la stratégie en chambre, la réunionnisme, l'échange type « café du commerce », le conseil donné avec assurance, sans être soi-même vraiment compétent(e), efficient(e) dans la pratique ou avoir expérimenté la chose.

34. **Réduire le monde à des mots**, à des argumentations, à des formules, à des chiffres et statistiques, à des images, à des vidéos, dans la plus grande virtualité et/ou relativité comparative, sans avoir la volonté de s'engager soi-même sur le terrain du concret des faits et des événements évoqués pour mieux les connaître de près, les expérimenter, les éprouver.

35. **Surconsommer comme moyen d'exister** (alimentaire, équipement, information, dépenses, confort domestique, soins du corps...) dans une fuite en avant infernale destinée à compenser tous les autres types d'insatisfaction bridés, malmenés par les limites naturelles, légales, organisationnelles, fonctionnelles, non libertaires de la société du moment.

Tous ces types de comportements, postures et attitudes traduisent combien et comment le citoyen moderne est largement systémisé (placé sous influence constante des systèmes dominants), conditionné et orienté sans le savoir (voire manipulé) par une kyrielle de fils et d'entraves non visibles (syndrome de Gulliver). Un syndrome qui correspond à un ensemble de liens immatériels très fins rendant le citoyen prisonnier d'un immense maillage de fils culturels ténus, voire fragiles (lois, règles, normes, dogmes, doctrines, habitudes, pratiques conservatrices, contraintes liberticides...), conduisant à privilégier par obligation et nécessité les mêmes routines comportementales, le même conformisme référentiel, le même conservatisme mental, intellectuel et psychologique et naturellement, chez certains, à des réactions contraires de révolte, de violence, d'opposition. Sur le fond de la résistance psychique animant naturellement tout individu sain de corps et d'esprit, la réaction primaire face à l'insatisfaction chronique, à l'anormalité ressentie, à l'injustice vécue, consiste à briser ces liens et s'en affranchir par tous les moyens disponibles. Plus les liens sont forts, plus la résistance endogène est grande. Tout cela produit des excès de part et d'autre (système et citoyen) faisant que le principal ennemi du citoyen, c'est le citoyen lui-même. Un citoyen qui a la possibilité de choisir entre 3 voies distinctes :

1. Être ou ne pas être un mauvais citoyen

Les principaux signaux comportementaux alertant sur un état d'esprit dégradé en qualité et confiance sont facilement décelables. Ils résultent souvent à la base de problèmes psychologiques, neuropsychiques, psychiatriques, émotionnels, en observant que l'individu comme le citoyen... :

- . Profite de la faiblesse, de la confiance, de la méconnaissance des autres
- . Escroque, manipule, vole les gens plus faibles, plus vieux, plus naïfs
- . Ment effrontément droit dans les yeux, dénie les évidences
- . Reste droit dans ses bottes par vanité, orgueil, fierté mal placée
- . Se montre supérieur, méprisant, arrogant
- . Se cache ou ne fait rien par peur, prudence excessive, inhibition
- . Se comporte mal, de manière autoritaire, violente, agressive
- . S'impose par la force, la dissuasion, la fonction élective, le rôle public
- . Abuse de son pouvoir par le titre, le statut, l'argent, la menace
- . Utilise un langage verbal et non verbal blessant, hostile, critique
- . Se croit supérieur par le diplôme, la force, l'intelligence, le rang social
- . Utilise le travail des autres pour se valoriser, faire croire à leur valeur
- . Ne rend jamais à César ce qui appartient à César

- . Opte toujours pour le gagnant-pour-soi, le perdant-pour-l'autre
- . Exploite sans état d'âme autrui, la situation, pour son bénéfice personnel
- . Se met en avant alors que sa contribution réelle est faible, inexistante
- . Tire la couverture à soi pour bénéficier des honneurs, s'autovalorise
- . Recherche la notoriété médiatique pour se faire valoir, se montrer
- . Maltraite les subordonnés, utilise son statut hiérarchique sans modération
- . Commet des actes injustes, des lâchetés, sans les assumer
- . N'accepte ni la réciprocité ni la culpabilité des fautes et erreurs
- . Déporte facilement la responsabilité sur autrui
- . Se défoule généralement sur les plus faibles, les victimes
- . Change de position et d'avis selon le sens du vent
- . Suit généralement celui qui parle le plus fort, qui paraît le plus fort
-

2. Être ou ne pas être un citoyen systémisé

Derrière les propos et les apparences du politiquement correct, le citoyen systémisé se reconnaît facilement parce qu'il... :

- . Accepte l'inaboutissement de soi en échange d'une relative sécurité
- . Courbe facilement le dos et l'échine face au mauvais vent
- . Veut être un modèle citoyen dans tous les domaines qu'il pratique
- . Se comporte en toute occasion en bon élève modèle, sage, discipliné
- . Accepte d'être considéré(e) comme un pion au service de l'intérêt général
- . A tendance à généraliser, à se focaliser uniquement sur des points précis
- . Se montre fataliste face à la réalité décidée et conduite par les autorités
- . Suit de manière inconditionnelle le chef, ne s'oppose pas officiellement
- . Applaudit au discours officiel, défend sa hiérarchie, ses collègues
- . Se montre particulièrement réceptif et obéissant pour plaire à l'autorité
- . Autojustifie ses actions par des arguments convenus, des banalités
- . Adopte un comportement fortement conformiste, conservateur
- . Brigue les médailles, les récompenses, la reconnaissance de tutelle
- . Recherche le mérite éducatif, professionnel, civique, sécuritaire...
- . Ne change pas d'avis même devant l'évidence quitte à mentir par omission
- . S'en tient à une seule ligne de conduite, celle de son encadrement
- . Utilise volontiers la langue de bois, la pensée unique
- . Applique une relative bien-pensance, une autocensure permanente
- . Se cache derrière son rôle jusqu'à adopter un comportement stéréotypé
- . Importe une partie de son rôle public dans la sphère privée
- . Adopte une vestimentaire classique, sage, sans originalité
- . Croit être compétent dans la routine et les procédures
- . Remplit correctement les conditions civiques et morales d'acceptabilité
- . Est plus mobilisé par les devoirs et réglementations que par les libertés
- . Respecte à la lettre les règles, normes, lois, comme une Bible de vie
- . Accomplit avec diligence, sans contestation, toutes les conditions imposées
- . Ne s'oppose pas directement à la force publique, aux mesures votées
- . Trace son parcours professionnel à partir de lignes stables et prédéfinies
-

3. Être ou ne pas être un bon citoyen

Il n'y a pas de règles précises à suivre pour être un bon citoyen, une bonne citoyenne. Il suffit de n'être ni un mauvais citoyen, ni un citoyen systémisé, soit souvent le contraire des modèles de comportement attendus par les groupes et

systèmes en place. En fait, un bon citoyen est d'abord et avant tout un bon individu dans l'esprit et le comportement qui veille constamment à... :

- . S'affirmer tranquillement dans la sérénité et la constance durable
- . Démontrer une ouverture d'esprit, de la tolérance, un esprit constructif
- . Être positif dans le recours spontané aux valeurs évolutionnaires
- . Se montrer adulte en fuyant l'infantilisation, le premier degré, le 2D
- . Défendre avec discernement la légitimité de ses droits, différences, libertés
- . Ne pas agir contre sa volonté sans réciprocité ou contrepartie équitable
- . Ne pas s'imposer, mais s'affirmer pleinement dans ses choix et décisions
- . Revendiquer une liberté de conscience, de penser, de s'exprimer
- . Se montrer honnête intellectuellement, loyal, intègre, fidèle
- . Avoir un esprit de responsabilité, de la modestie, de l'authenticité
- . Rechercher l'autonomisation, l'indépendance, dans le respect de lois justes
- . Proagir et agir dans le passage à l'acte, le dépassement de soi utile
- . Se montrer courageux, déterminé, en prenant le taureau par les cornes
- . Ne pas hésiter à utiliser la légitime défense, la fermeté si nécessaire
- . Se sacrifier si nécessaire pour le bien de tous, résister contre l'injustice
- . Contribuer, apporter sa solidarité, proposer des solutions concrètes
- . Ne pas vouloir changer, diriger les autres, sans leur consentement avisé
- . Manifester d'abord de l'écoute, de l'empathie, de la bienveillance
- . Se laisser guider par son intime conviction, sa conscience profonde
- . Éviter de s'autocensurer par peur des autres, des sanctions possibles
- . Libérer régulièrement et sainement ses tensions et pulsions internes
-

Lutter contre l'altération de la citoyenneté moderne

À force de subir les lois, devoirs, obligations, contraintes, menaces, ainsi que de la culpabilisation, infantilisation, dramatisation, conditionnement, matraquage médiatique, flicage, sanction, répression, discrimination, taxation, imposition... en provenance des pouvoirs publics et des systèmes en place, il est absolument nécessaire de recourir à des contre-mesures mentales à l'échelle individuelle. Il faut éviter pour cela de trop séparer l'humain du citoyen et surtout de constituer un mix social médiocre en matière de citoyenneté dans une optique de clonage à grande échelle des comportements. La véritable finalité de la citoyenneté, donc du citoyen, n'est pas de se placer sous les ordres des systèmes en place, mais de fondre l'humain intime dans l'humain social. De ce point de vue, l'humain adulte et/ou en recherche d'aboutissement doit toujours prévaloir sur le citoyen bienséant ou aux bonnes manières civiques, mais encore trop infantilisé et inabouti. Il n'y a pas de raison absolue à dissocier l'humain du citoyen sinon des raisons idéologiques contestables sur le fond, voire stratégiques de pouvoir destinées à contrôler l'humain naturel. Il est évident que si l'humain se positive, se fortifie, se qualifie intérieurement, alors le citoyen se positive, se fortifie et se qualifie socialement et civiquement. L'inverse est également vrai lorsque le citoyen se normalise sous encadrement, se bride par des devoirs imposés, s'autolimites sous surveillance systémique. L'humain en lui se bride, se déforme, s'entrave, se dégrade, toujours vers le bas de ses attentes, états d'être et potentiels (Hastags [#8](#) et [#14](#)). Tout est une question de polarité positive, neutre ou négative, ainsi que de satisfaction ou non des besoins dominants primaires, secondaires et/ou tertiaires. Lorsque la citoyenneté tend vers le bas des attentes légitimes et oblige le citoyen à subir contre son gré, il existe à tout moment deux principales contre-mesures :

. **L'affirmation de soi** en tant que citoyen qui consiste non pas à s'imposer aux autres (néгатif) mais à s'imposer à soi-même des règles saines et des valeurs fortes à suivre (positif) dans la motivation, l'autodiscipline, l'esprit de responsabilité, la détermination, l'engagement, l'effort, la fermeté, la prise de décision autonome... Il s'agit de développer une solide estime de soi, d'être crédible en permanence, respecté par son attitude, fiable en toute occasion.

. **Le discernement** face aux injonctions tous azimuts qui oblige à ne rien considérer comme acquis et définitif, à ne jamais traiter l'information au premier degré ou de manière purement empirique et émotionnelle sans la vérifier, prendre de la hauteur, se donner le temps du jugement éclairé, après application de son libre arbitre. Il existe ainsi 3 façons de mobiliser son discernement face à des obligations, contenus et affirmations jugés inadéquats, injustes, inéquitable, trompeurs :

. Prouver leur contraire par d'autres affirmations fondées sur des faits, des preuves, des évidences.

. Créer le doute chez le porteur de certitudes et/ou chez celui ou celle aveuglé(e) par la fixité ou l'emphase de ses opinions, en utilisant toute forme de questionnement et d'interrogation.

. Pratiquer le principe de réciprocité envers tous ceux et celles qui s'engagent sur des voies fallacieuses, jusqu'à utiliser si nécessaire la même mauvaise foi.

Le match citoyen-système

Il est évident que plus l'individu développe qualitativement son affirmation naturelle de soi et son discernement, plus il est à même de combattre de manière efficace toute forme d'attaque vicieuse, de manœuvre dilatoire, de pratique non loyale, de raisonnement trompeur. En réaction, le calcul systémique en matière de pouvoir est toujours le même, à savoir éviter que l'individu-citoyen lambda ne développe une affirmation de soi trop élevée et un discernement trop éclairé lui permettant de se passer aisément de la hiérarchie, de la tutelle, de l'emprise systémique. Il faut, au contraire, pouvoir exercer la permanence d'un contrôle mental, psychologique, comportemental, civique, informationnel, administratif, financier, économique, culturel..., de nature à limiter, encadrer, l'expansion évolutionnaire de l'individu de plus en plus conscientisé sur la réalité du monde et souhaitant une citoyenneté plus avancée. Toute manœuvre systémique est donc majoritairement défensive, voire quelquefois offensive, en privilégiant plus le contrôle du négatif par des freins, obstacles, limites, encadrements, interdictions, régulations, que le développement du positif via l'expansion qualifiée et autodisciplinée de la Demande humaine. La socialisation sous contrôle systémique n'est donc pas forcément synonyme de positivité et d'avancée humaine optimisée, mais uniquement de normalisation sociale et relationnelle à des niveaux intermédiaires. Il en va de toutes les grandes tendances sociétales que celles-ci soient politiques, culturelles, informationnelles, académiques, formatives, économiques, financières, sociales, libertaires..., qui intègrent toujours dans leurs applications de terrain des limites et des écarts importants en faveur de certains ou de minorités et en défaveurs de la grande masse des autres. Ces déséquilibres sociétaux légaux et foncièrement conservateurs sont subséquents à toute forme d'organisation reposant sur la distribution du pouvoir (rapport de force, hiérarchie, exercice de la dominance, appropriation des ressources...).

Il existe une confusion psychosociologique à croire que la socialisation est égalisatrice, libératrice sur le fond de la nature humaine, même si perçue comme utile et réelle dans certains domaines. Il existe toujours des contreparties fortes inhérentes à la pression systémique imposée aux citoyens. C'est la raison pour laquelle l'attribut de citoyenneté dans les sociétés modernes comprend tout un environnement existentiel d'expression, de décision, d'action et de choix dans l'Offre globale fortement normalisé, régulé, règlementé, docilisé, voire conditionné et formaté à la base. Il en découle un immense paradoxe devenu invisible à beaucoup faisant que plus l'individu est éduqué et sociabilisé, plus celui-ci accepte par la raison de se laisser convaincre, guider, assister, façonner l'esprit par les entités officielles ou de tutelle. Cette dissociation mentale séparant le droit légal à faire et exister de la notion de liberté légitime à s'affirmer, s'explique en grande partie par le matricage culturel et académique dès le plus jeune âge, par le formatage professionnel et économique relevant du mimétisme et de l'attraction exercés par certains statuts, métiers, rôles, fonctions, par l'influence relevant du leadership médiatique ou de proximité de certains personnages politiques, starisés et/ou richissimes. Dans ces conditions, tout est fait pour que les systèmes en place gagnent le match dès le départ, aussi bien sur le terrain du comportement citoyen, de la pratique de la citoyenneté, des conventions et codes sociaux, que des actions publiques et des mesures collectives. En compensation, l'individu déplace ou reporte ses attentes, fantasmes et pulsions majoritairement dans la sphère privée et compétitive et/ou en se défoulant dans les milieux clos et les enceintes ciblées. Il libère ainsi ailleurs et autrement ses frustrations, inassouvissements et non-satisfactions accumulés dans les milieux sociaux régulés. On constate même une proportionnalité entre l'importance des interdits et des contraintes de « jour » (vie publique) et la délivrance de certains besoins et pulsions « le soir » (vie intime). Ce qui est sûr, c'est que la manière dont est encadrée la citoyenneté à une influence directe sur la manière dont l'humain se réalise positivement ou négativement en lui-même.

Les principales raisons expliquant la négativité en société

La négativité provenant des systèmes en place et/ou de l'État, que celle-ci soit réelle ou ressentie, s'explique par la conjonction et l'addition de plusieurs types de pression exercés en permanence sur le citoyen lambda. Des pressions systémiques directes mais aussi indirectes provenant des autres citoyens soumis eux-mêmes à des pressions psychologiques et administratives identiques plus ou moins bien gérées. Le monde moderne n'a rien de serein ni de bienveillant en étant truffé de murs de pierres et de verre, de difficultés d'accès, de pièges, d'exclusion, d'agressivité latente entre les gens, comme c'est le cas notamment avec les 30 principales sources et causes suivantes :

- . **Fatalisme existentiel**, résignation du pot de terre contre le pot de fer, depuis l'enfance jusqu'à la fin de vie, par la division savamment entretenue des classes sociales.
- . **Réflexe du dominé** face au dominant, du rapport de force à supporter, de la prédominance économique (travail, emploi) à celle plus financière (banque, pouvoir d'achat), sous couvert d'attitudes bien éduquées, policées, politiquement correctes.
- . **Exposition constante aux stratagèmes** d'influence, manipulation, mensonge, désinformation, séduction, croyance, menace, sous des apparences courtoises, BCBG, civilisées...
- . **Assujettissement psychologique** aux techniques du marketing politique, industriel, financier, de services, faisant croire à l'offre idéale qui n'existe pas en

réalité, à des promesses qui «*n'engagent que ceux qui y croient*».

. **Exclusion sociale** par l'argent, le non-emploi, la technologie non disponible ou non maîtrisée, l'absence de statut normalisé, la mauvaise santé, l'ethnie ou la nationalité étrangère...

. **Obligation de se plier aux injonctions**, aux ordres, à l'autorité relevant de la puissance publique, sans réciprocité, ni respect, ni égalité de traitement, sous prétexte de suivre à la lettre les règles et les procédures impersonnelles en vigueur.

. **Manque de savoir-vivre**, d'empathie, de bienveillance, de fraternité, de convivialité pour beaucoup trop d'interlocuteurs qui, au mieux, écoutent sagement et sourient, mais ne changent pas d'un iota leur procédure, offre.

. **Excès de concurrence**, de compétition, entre les gens et entre les entités morales clivant de la source à la finalité les groupes et les individus entre eux, tout en alimentant l'antagonisme, les désaccords, les relationnels 2D...

. **Mise sous pression contractuelle**, légale, normative, vestimentaire, alimentaire, sanitaire, sécuritaire..., à des fins de courbure mentale, de standardisation des comportements de masse, d'isolement progressif des non-conformistes, réfractaires, résistants.

. **Se faire continuellement emmerder** par l'impéritie ou la mauvaise volonté des autres, par certaines minorités influentes, par les psychorigides perclus de certitudes, par l'administration, la technocratie en col blanc...

. **Subir l'incompétence**, l'incapacité à prendre des décisions par les subordonné(e)s soumis à des limites décisionnelles, par les tiers gérant les dossiers n'ayant pas la capacité opérationnelle et/ou soumis à des règles strictes.

. **Maintenir la tête sous l'eau** des gens en cas d'échec au lieu de les aider à relever la tête et s'en sortir par le haut, faisant ainsi que ceux-ci cumulent les difficultés et les épreuves défavorables au lieu de les réduire et/ou les en soulager.

. **Se faire critiquer**, montrer du doigt, commenter dans le dos, par tous les «*cons intelligents*», les binaires en mode «*2D*», affirmant des avis et opinions aussi tonitruants que faux et infondés, faciles ou simplistes.

. **Se voir plus malmené** et maltraité que défendu et protégé, dès lors que l'on montre des signes de défaillance, de faiblesse, de fatigue, d'incapacité temporaire d'assurer une tâche ou une obligation.

. **Ne jamais réussir à cocher toutes les cases** du premier coup, en se sentant traité différemment des autres, ou encore ne pas être considéré comme un citoyen «*nominal*» à la fois docile, bon élève, sage, appliqué.

. **Subir un stress constant** face aux multiples épreuves de la vie en se sentant seul(e), désarmé(e), anormalement vulnérable, alors qu'il pourrait en être facilement autrement par la simple volonté des autres.

. **Nourrir une anxiété** permanente face aux échéances liées aux dépenses contraintes (logement, crédit, énergie, eau, nourriture...) qui ne font qu'augmenter et absorber l'essentiel du pouvoir d'achat.

. **Vivre dans un monde dur**, difficile, sans pitié, fait pour les plus forts du moment qui généralement profitent de leur statut et pouvoir en contribuant mécaniquement à rabaisser ou inférioriser les autres.

. **Effectuer un parcours du combattant** dans de nombreuses démarches administratives, judiciaires, financières, avec presque à chaque fois de nombreux obstacles à franchir sans être vraiment compétent(e) pour cela.

. **Subir quotidiennement une masse de «*petites*» contraintes**, d'interdictions, de limites, de devoirs, d'empêchements, qui au cumul deviennent insupportables à vivre et prennent la tête.

. **Endurer des règles de sélectivité** tout au long de la vie par l'âge, la notation,

le scoring, le niveau exigé de compétence, le diplôme, le CV, la conformité civique..., qui orientent et façonnent le destin commun du plus grand nombre.

. **Recevoir des réponses génériques** systématiques de la part des personnels, logiciels d'interface ou robots, agissant au sein des entités morales et institutionnelles, mais sans grand intérêt pratique pour le cas spécifique de chacun(e), voire aucune aide ou solution personnalisée.

. **Se faire taxer sur tout**, payer des impôts et cotisations pour financer le train de vie et la masse salariale de l'État et des collectivités territoriales, supporter des prix à la hausse avec un rapport qualité/prix à la baisse.

. **Être obligatoirement en règle** avec les services publics et les organisations économiques dominantes (multinationale, groupe, leader du marché...) pour les paiements, mais encourir souvent du retard pour les remboursements et versements à recevoir.

. **Se faire fliquer**, traquer, surveiller, contrôler, racketter légalement dans certains domaines (sécurité routière, transactions, cession, activités bancaires...), comme si la défiance envers le citoyen était la règle.

. **Prévalence de la peur** de mal faire et de l'excès prudentiel dans l'espace public et professionnel impliquant un comportement préventif de docilité, d'astreinte volontaire, de soumission inconditionnelle aux règles établies, enclenchant en réaction des comportements violents chez certains ou d'amplification de la manipulation, imposition de soi ou passivité chez d'autres.

. **Retours négatifs liés à l'obéissance infantilisante**, à la perte de libre arbitre, à l'incapacité d'être et de faire, surtout lorsque la frustration est amplifiée par l'intelligence de l'individu en créant chez lui ou elle toute sorte de maux psychosomatiques, voire psychiques.

. **S'obliger à l'autocensure**, à la privation de la liberté naturelle d'expression, pour ne pas déplaire, contrevenir aux attentes de la hiérarchie ou risquer une sanction possible.

. **Impératif de suivre à la lettre** les directives et procédures imposées sans choix possible, ni contrepartie, ni réciprocité, ni négociation, ou alors risquer le refus, le rejet.

. **Supporter contre son gré** les limites de l'automatisation impersonnelle, du distanciel en n'ayant aucun interlocuteur désigné, l'attente interminable pour obtenir une réponse libératoire...

Sortir perdant ou gagnant du match

Le citoyen perdra toujours le match contre le système tant qu'il se soumettra sans contrepartie, tant qu'il restera dépendant de ceux qui disposent de l'argent, de l'autorité, du pouvoir, tant qu'il courbera la tête et l'échine pour disposer uniquement de droits permis. Toutefois, le citoyen peut faire match nul s'il sait s'opposer avec conviction et détermination à tous ceux et celles abusant d'un pouvoir, de leur titre ou de leurs prérogatives, en démontrant de l'intégrité, de l'honnêteté intellectuelle, une attitude discernée et autodisciplinée. Il peut même dépasser les limites de la citoyenneté encadrée du moment en se montrant adulte psychologiquement, en démontrant une capacité à s'affirmer pleinement, librement, sereinement, intelligemment, avec maîtrise et compétence et ce, de manière identique aussi bien dans la sphère privée que publique. En fait, tout ce qui altère et inhibe les capacités d'être soi-même par le haut de la condition humaine conduit au gagnant-perdant en faveur des pouvoirs en place et en défaveur du citoyen et de la condition citoyenne. Il faut dès lors passer à une citoyenneté favorisant le donnant-donnant (néocitoyenneté), voire envisager une progression vers le gagnant-gagnant (citoyenneté avancée). L'impulsion

nécessaire ne viendra jamais des systèmes eux-mêmes, mais toujours de citoyens proactifs obligeant peu à peu les systèmes à s'adapter et à se réformer de l'intérieur. C'est au citoyen de commencer le premier, à faire les premiers pas, tout en demandant en retour le respect, une réponse précise et/ou une action à mener. L'antagonisme n'est pas de mise dans les rapports entre le citoyen et les services publics même s'il s'agit bien d'un match, d'une confrontation, entre la nature profonde de l'individu et le fonctionnement organisé des systèmes politiques, administratifs, institutionnels, financiers, économiques, sécuritaires...

Les 3 options principales pour envisager l'issue temporelle du match

Option 1 : l'individu-citoyen s'avoue vaincu d'avance en acceptant de se soumettre inconditionnellement aux règles du jeu déterminées et gérées par les acteurs et servants des systèmes en place. L'inégalité est ici flagrante pour le citoyen dans un rapport de force favorable aux systèmes en place ;

Option 2 : l'individu-citoyen gagne un round de temps en temps à l'occasion d'un vote, d'une manifestation, d'une révolution, jusqu'à ce que le système reprenne peu à peu le dessus et la dominance sur lui, après avoir fait le dos rond pour temporiser. La notion d'égalitarisme au sein de la nation est ici dogmatique, idéologique, virtuelle, voire largement antinomique dans les faits et/ou sur le moyen et long terme ;

Option 3 : l'individu-citoyen devient un partenaire motivé, un allié coopérateur, un contributeur actif et proactif, au sein de tout système qu'il a lui-même animé, validé et actualisé. L'équité remplace ici l'égalité en associant légitimité et légalité afin de disposer des mêmes droits et des mêmes avantages que ceux utilisés par les systèmes en place. Le recours au principe de réciprocité fait partie des moyens d'action envers tous ceux et celles qui abusent de leurs titres et pouvoirs.

L'erreur de gagner par la négativité du « père normatif »

Pour atteindre l'option 3, il est nécessaire de gagner plusieurs rounds d'affilés en veillant qu'aucune attitude humaine et systémique négativante ne soit mise en place de près ou de loin et/ou que celle-ci soit objectivement compensée et/ou sanctionnée. La transparence relative doit remplacer la désinformation, la non-information, la dissimulation, l'imposture, l'obscur, le machiavélisme, la fausseté, l'hypocrisie. C'est en fait la représentation même de l'homme et de la femme moderne qui doit changer en les considérant comme des adultes à part entière capables de s'autodiscipliner et démontrer un véritable esprit de responsabilité. Ce n'est donc pas en les infantilisant, en les moralisant, en les infériorisant, en les dominant, en les culpabilisant que l'on y arrivera, mais en les valorisant, en respectant leur intégrité mentale, en les motivant dès le plus jeune âge à recourir spontanément aux valeurs évolutionnaires. Il s'agit d'opter pour une inversion positive vers le futur éliminant *de facto* toutes les tendances individuelles et systémiques négatives issues du passé. Cela suppose de considérer que tout citoyen est forcément pluriel, car l'individu est foncièrement pluriel. Tout ce qui perpétue et justifie le fait que le citoyen n'est qu'un avatar civique de l'individu devant se réjouir et se satisfaire de ses droits humains, civiques et politiques définis par les lois en vigueur, est une pure erreur de jugement fondée sur une vision du monde, de l'humanité, de l'esprit, à la fois conservatrice, rétrograde et dangereuse à terme. L'entêtement des élus, gouvernants et dirigeants à ne pas vouloir s'engager corps et âme dans cette voie est l'assurance de leur effacement et/ou de leur négation dans l'histoire à venir. En d'autres termes, ils n'auront servi à rien ou à pas grand-chose d'utile pour le citoyen moderne.

Toutes les positions prises par les pouvoirs en place laissant croire ou faire penser que le citoyen doit être forcément une personne normalisée par la force, par l'éducation académique et par l'obéissance à l'ordre en vue de respecter inconditionnellement des règles systémiques et étatiques prédéfinies, est une pure déviance culturelle. Il en est exactement de même avec le recours à la morale religieuse, idéologique, républicaine et/ou d'interprétation unilatérale en matière de démocratie partielle, obligeant le citoyen à se plier docilement aux contraintes et devoirs imposés. En jouant le rôle de père normatif, voire « d'autorité macro-parentale », tout système tend à maintenir l'individu-citoyen en état constant d'infantilisation et de non d'adultisme. Ce type de relationnel très éloigné de l'intelligence relationnelle (voir [Hastag #28](#)) tend plus à castrer, brider, inhiber, rendre suiveurs les individus, même si certains peuvent apprécier ce type de condition jugée confortable et sécuritaire pour eux, que les libérer par le haut de l'affirmation, de la réalisation, de l'épanouissement positif de soi. Sur le fond existentiel, tout ce qui contribue à forcer la main, à homogénéiser artificiellement les comportements par de la pression coercitive, à se conformer aux autres par imitation, est un pur déni de démocratie. Tous les personnels politiques et technocratiques, tous les paradigmes systémiques qui nient les tropismes naturels, uniques et hétérogènes propres à chaque individu et citoyen à pouvoir s'autodéterminer et se biodéterminer dans le meilleur de lui-même, sont foncièrement anachroniques, retardés, régressifs, dangereux pour les générations à venir. Pourtant, les pistes positives à suivre sont claires et précises, il suffit de référer à ce que devrait être et ce que devrait pouvoir faire le citoyen moderne (voir texte « citoyen » plus haut).

Tout ce qui maintient une citoyenneté placée sous contrôle systémique technologisé traduit un retard de mentalité sociétale évident malgré la modernité, l'usage de protocoles, les ors et les attributs solennels adaptés à l'ère du temps. En s'évertuant à noyer l'individualité naturelle propre à chaque citoyen dans la masse, exception faite de la sélectivité des élites et influents, on ne protège rien d'autre que l'ambition de pérennisation des organisations et des méthodes systémiques en place. Le rôle civique fortement matricé du citoyen lambda dans le cadre d'une socialisation culturelle aux couleurs nationales n'est pas une fin en soi. Et cela, d'autant moins, que chaque pays à chaque époque impose à sa population son propre modèle incluant un large spectre de différences notables. Tout est donc relatif dans la citoyenneté, dès lors que le rôle social non naturel imposé au citoyen prime sur les attentes naturelles de celui-ci en tant qu'individu adulte, autonomisé, autodiscipliné, responsable. Aussi, tant que le rôle non naturel de citoyen s'impose, on ne peut qu'observer les limites de la citoyenneté et de ses tendances négatives. On perd même un temps sociétal précieux et, surtout, de la profondeur de champ existentiel en se contentant de niveaux intermédiaires même si ceux-ci ont pu être justifiés dans l'histoire progressive des civilisations.

Les limites du politique en matière de citoyenneté

En dehors des situations de crise et de guerre, tout homme et femme politique est intrinsèquement limité par l'inertie provenant de son parti, par le judiciaire, l'administratif, le hiérarchique et le technocratique en exercice dans les pouvoirs publics et les institutions. À cela s'ajoutent tous les freins, toutes les habitudes, tous les usages issus des conservatismes structurels et corporatistes. À part des mesures de gestion courante, la promulgation de lois et décrets souvent

liberticides, normatifs, taxatifs, limitatifs ou interdictifs, le champ réel d'intervention du politique en démocratie est techniquement réduit. Il ne faut donc pas compter sur les politiciens du monde moderne, sauf exception à venir, pour améliorer de manière décisive l'avancée citoyenne moderne. Au mieux, il ne peut s'agir que de petits pas en avant, en arrière ou sur le côté, qui au final font perdre inutilement beaucoup de temps aux générations successives. Il ressort de ce constat que les limites du politique déterminent les limites du citoyen et de la citoyenneté. C'est la raison pour laquelle la politique traditionnelle des partis dominants doit évoluer vers une politique de la citoyenneté représentative avec, en son centre, un turnover de citoyens adultes et non plus des technocrates et des professionnels de la politique plus ou moins ambitieux pour eux-mêmes. Ceci étant dit, il faut bien avouer qu'un système, un État ou une nation n'est rien sans la politique menée et que la politique n'est rien sans l'exercice d'un pouvoir effectif (orientation décisive, fixation d'un cap, exercice d'une autorité, objectif à atteindre...).

C'est quoi la politique au niveau sociétal ?

Contrairement à ce qu'affirmaient Aristote et Platon, la politique au sens moderne n'est plus du tout « *la plus haute des disciplines* » ni « *la science souveraine entre toutes* » ni « *une aristocratie ou le savoir et la raison dominant* ». C'est même souvent le contraire tant les contradictions, la manipulation, l'ambition, la technocratisation gestionnaire et la professionnalisation des élus sont omniprésentes et s'opposent aux idéaux et aux attentes démocratiques du plus grand nombre. Le sens politique moderne se réduit le plus souvent aux constats suivants :

- . Prolongement des conservatismes culturels, idéologiques, religieux
- . Influence profonde des réseaux de surface ou secrets
- . Stratagèmes de prise de pouvoir, tactiques d'exercice du pouvoir
- . Vision idéalisée de la nation, du monde, soumise à des stratégies précises
- . Pragmatisme immédiat de la réalité, action/décision à court terme
- . Partisanisme intellectuel plus ou moins animé d'ambition personnelle
- . Techniques de gouvernance, direction, supervision d'entités multiples
- . Commandement directif, management psychologique des hommes
- . Conduite et gestion des affaires économiques, marchandes, financières
- . Recherche permanente de consensus, de compromis, arbitrage

Autant dire que presque n'importe qui d'intelligent et d'éduqué issu de la société civile peut être capable de faire aussi mal, aussi bien ou mieux encore, que les personnels élus qu'ils soient nouveaux, expérimentés, rentiers ou dinosaures de la politique traditionnelle. On en revient toujours aux qualités mentales, humaines et compétentielles des personnels politiques qui soit ont la possibilité de s'exprimer pleinement dans un cadre libre, ouvert et dynamique (et non par média interposé ou communication contrôlée), soit jouer sur le paraître, le mensonge, les artifices médiatiques, en étant prisonniers de leur charge et de leur image et/ou en perdant peu à peu de leur humanité et de la profondeur de jugement. C'est la raison pour laquelle le turnover dans le milieu politique (et non la professionnalisation et la rente de situation) est absolument nécessaire pour conserver de la fraîcheur d'âme, du dynamisme intellectuel, de la motivation proactive, de l'envie d'avancer dans la prise de risque. Il ne s'agit plus ici de se blinder contre l'adversité des autres, mais d'affronter l'adversité du monde et des événements pour avancer et avancer toujours plus avant.

Revoir la manière de gouverner les peuples

En matière politique tout repose sur le courage (et non le suivisme), le discernement (et non les certitudes), l'offensivité (et non la défensivité) des hommes et des femmes élus et engagés. Le concret des programmes et des actions menées en faveur du peuple, du citoyen, de la citoyenneté (et non seulement l'efficacité de la gestion et du management ordinaire) doit primer sur les rapports de force entre partis et sur les enjeux partisans de prise et/ou de conservation du pouvoir. De ce point de vue, la détermination affichée sans vision globale audacieuse n'a aucun intérêt dans la conduite des peuples modernes et pas davantage pour la vision éclairée sans détermination dans la mise en œuvre. Bien que généralement la politique soit animée, au départ, par des hommes et des femmes sincères revendiquant un idéal humaniste et/ou la transformation positive des conditions de vie de leurs concitoyens, elle devient à l'usage une bulle complexe, peu transparente, animée d'un fonctionnement solennisé hautement médiatisé. Elle regroupe sous différentes bannières des minorités particulièrement influentes sachant subtilement soumettre les enjeux de tous aux enjeux de certains. Le monde politique n'est pas le monde citoyen, sauf peut-être au niveau local. La mixité entre le politique et le citoyen, surtout lorsque l'esprit partisan anime ses militants, divise plus qu'il ne réunit. Il ne faut pas confondre les professions de foi, les discours démagogiques, populistes, électoralistes, la gestion pragmatique des affaires publiques, avec la représentation citoyenne dans sa grande hétérogénéité et surtout la défense précise des véritables et profondes attentes du citoyen moderne. Tous les modèles sociologiques et statistiques ont des limites en la matière à vouloir uniformiser ce qui ne peut l'être vraiment.

Dans les faits sociétaux, la pratique politique s'apparente davantage à une concentration légale de candidat(e)s présélectionné(e)s au sein de leur parti ou groupe d'appartenance, chargé(e)s de fonctions électives, parlementaires, voire d'hommes ou femmes d'état, pour défendre d'abord des intérêts, des idées et des idéaux ciblés, promouvoir des programmes et des mesures techniques les concernant ou les motivant directement. Il existe, de ce point de vue, une forte analogie entre le rôle du politique moderne agissant dans un macro-espace public et la plupart des fonctions professionnelles décisionnelles intervenant dans des micro-espaces privés. Les premiers sont rémunérés par l'État et les seconds par leur entreprise en devant rendre chacun des comptes à leur hiérarchie (État ou parti, actionnaire ou dirigeant), tout en plaisant aux confrères et citoyens qui les élisent ou aux collaborateurs et clients qui les font vivre. De ce point de vue, la politique est l'art d'appliquer les règles des systèmes en place aux espérances des peuples. Dans le grand jeu du pouvoir, la pratique politique utilise le citoyen et/ou la notion de citoyenneté d'abord par son effet de masse. Le citoyen est davantage considéré comme un faire-valoir démocratique au moment des élections, un ensemble ou un sous-ensemble d'individus utilisés ponctuellement dans la balance électorale, un nombre critique de contributeurs actifs sur le plan du travail, de l'économie, de la fiscalité. Tout est pragmatique en politique avec d'importantes arrière-pensées malgré le relationnel convivial en vigueur. C'est la raison pour laquelle le rôle et la place des citoyens et des citoyennes modernes doivent profondément évoluer. Ceux-ci ne doivent plus se limiter à se former, s'éduquer, travailler, échanger, consommer, épargner, contribuer fiscalement, accepter sans broncher les devoirs imposés, se plier inconditionnellement devant la loi, observer en témoin la société de l'extérieur (spectateur des médias, acteur et voyeur des réseaux sociaux...), ou encore simplement déléguer leur voix lors des votes afin que d'autres prennent les décisions à leur place. Le rôle du citoyen

moderne n'est pas davantage dans celui de suiveur docile et discipliné d'un ordre institutionnalisé qui ne répond pas à ses attentes, qui ne respecte pas son libre arbitre, qui le contraint sans cesse de cent manières différentes. La citoyenneté est encore moins dans l'acceptation d'une posture de soumission et de subordination à un leadership imposé par telle entité dominante, tel régime ou tel parti politique au pouvoir. Elle ne doit plus être en périphérie des grandes décisions, mais au centre de celles-ci, dès lors qu'il s'agit de l'intérêt général et de l'amélioration des conditions de vie de chacun.

Miser sur le rôle adulte du citoyen moderne

Il ne suffit plus de considérer que si les citoyens ne disent rien ou ne font rien, c'est qu'ils sont consentants. Le silence n'est plus un acquiescement ni un quitus, mais le plus souvent un désengagement par démotivation et non intérêt du jeu politique traditionnel. Tout citoyen adulte aspire au changement qualitatif, à des avancées notables, à des évolutions de rupture si nécessaire. Il appelle de ses vœux le moment où il va pouvoir revenir pleinement au centre de la cité en décidant de son sort et non plus seulement en déléguant, en interagissant activement dans la vie publique et non plus en suivant passivement le mouvement général, en s'impliquant dans les interactions sociales et non plus en les subissant docilement, en participant au collectif et non plus en étant observateur, badaud ou témoin. Être un citoyen adulte n'est plus seulement une contrepartie d'exister en collectivité (vote, identité, appartenance, droits civiques et politiques...), dès lors qu'il s'agit d'accepter d'être limité par les autres, donc d'être soi-même une limite pour les autres. C'est surtout assumer complètement sa personnalité dans l'espace public en respectant loyalement des règles équitables. Dans ces conditions, il est tout à fait possible d'associer l'individualité mature et la citoyenneté avancée. Rien n'est impossible chez l'homme et la femme discernés en tant qu'acteurs et actrices du collectif. Tout peut même devenir surprenant et différent à partir d'une dynamique comportementale positivée dès lors que la confiance, la motivation, le respect, la liberté et le droit équitable animent au cœur de la cité les fondements humanistes du pouvoir.

L'ouverture politique, civique, économique, sociale, éducative, plaçant (ou remplaçant autrement) l'individu-citoyen au centre du système n'est pas une prise de risque dangereuse sous l'angle de la finalité sociétale. Elle est même fortement recommandée pour assurer la coopération et la pérennisation qualitative des relations entre le citoyen, les systèmes et les organisations en place. Elle demeure toutefois incertaine dans ses effets transitionnels tant que les acteurs décisifs se montrent trop « petit bras », trop timorés, trop prudents, trop idéologisés. Le pire est certainement dans le fait de conserver les mêmes têtes aux leviers du pouvoir et/ou de laisser revenir aux affaires des partis aux visées politiciennes démagogues, populistes, autoritaristes ou rigoristes. En réalité, le principal risque dans le changement évolutionnaire en faveur de conditions démocratiques et citoyennes plus avancées est dans le retour subtil et/ou invasif des chancres historiques qui pourrissent de l'intérieur les démocraties naissantes et existantes.

Les chancres historiques

Ils sont nombreux dans le détail de la vie collective et leurs sources sont bien connues avec, par exemple :

. L'opposition, la concurrence, la compétition entre les peuples et individus

- . Le goût de la guerre, du pouvoir, de la domination des uns sur les autres
- . L'action en sous-main des réseaux d'influence religieux, secrets, lobbies
- . Les pratiques de l'ombre, à huis clos, au sein du pouvoir, shadow cabinet
- . Le formatage académique et technocratique des élites, décisionnaires, influents, middle management
- . La transmission de valeurs et d'usages conservateurs en mode 2D
- . Les « vieux » stratagèmes de manipulation des masses, les fausses informations, la déformation des faits réels, le manque de transparence
- . Les mythes, fictions, mensonges, servant de socle culturel, de croyance
- . La division organisée des classes sociales entre riches et pauvres
- . La multiplication des excroissances idéologiques (écologisme, sectarisme, environnementalisme vert, féminisme, sexisme, wokisme, véganisme, animalisme, libertarien, non-violence, conservatismes divers et variés...)
- . L'addition continue de lois restrictives et taxatives et non leur soustraction
- . Les idéologies politiques extrêmes allant du capitalisme au communisme en passant par l'intégrisme et le fascisme, ainsi que toute une floraison de mouvements radicaux, racistes et antiracistes...
- . Le pouvoir industriel, économique, financier, aux mains de minorités disposant d'une écrasante majorité de ressources techniques et d'argent
- . La représentation politique par délégation, vote entonnoir, système électoral majoritaire binarisé (oui/non)
- . L'infantilisation et le conditionnement des masses par les médias (saturation d'information, désinformation, orientation des faits...)
- . La docilisation collective par l'obéissance, la discipline, le suivisme mimétique et non par la recherche d'un adultisme citoyen discerné, éclairé, responsabilisé, autodiscipliné...

Les 3 principaux risques pour les gouvernances en place

L'acceptation politique par tout gouvernant ou dirigeant d'un changement citoyen notable, d'une évolution plus avancée de la citoyenneté moderne, se heurte à 3 réflexions défensives impliquant des réponses et des pistes d'ouverture évitant de s'enfermer dans le déni ou le refus. En première approche, le changement... :

1. Remet en cause de manière structurelle l'existant politique, systémique et institutionnel dans ses fondements conservateurs, ses usages, ses rituels, ses habitudes de fonctionnement.

***Solutions préconisées :** Toilettage de l'inutile et de l'obsolète ; nettoyage par le vide des rentes de situation à tous les niveaux hiérarchiques ; déconstruction radicale si nécessaire en reconstruisant un autre type d'architecture fondé sur le meilleur et l'utile disponibles.*

2. Donne un coup d'arrêt aux ambitions et aux motivations égocentrées des hommes et des femmes voulant s'engager dans la « professionnalisation » politique, ainsi que la fin programmée des partis traditionnels et de leur hiérarchisation traditionnelle composée de leaders, de militants, de technocrates, d'élites et autres influenceurs médiatiques.

***Solutions préconisées :** Déplacement des projets professionnels et/ou recyclage des personnels politiques, technocratiques et administratifs dans le secteur privé, l'auto-emploi, le bénévolat, l'humanitaire, dans l'aide directe aux autres concitoyens.*

3. Oblige à supporter une période de transition personnelle, collective, étatique, souvent difficile en matière d'adaptation, de changement de mode de fonctionnement, ainsi que sur le plan de la fragilisation financière, voire une entropisation interne en fonction directe des affaires, faiblesses et insuffisances

chroniques remontant à la surface.

***Solutions préconisées** : Établissement de programmiques décennales ou multidécennales ambitieuses avec fixation d'objectifs à atteindre dans le cadre de projets, missions à durée limitée et/ou vacations contractualisées, fondées sur un réel apport de valeur ajoutée compétentielle et expérientielle.*

Élimination ou forte réduction des 5 « zéros systémiques »

Transformer la politique traditionnelle conservatrice que celle-ci soit laïque, monarchique, religieuse ou relevant d'une junte au pouvoir, suppose à l'échelle de la société tout entière l'abstinence ou la forte réduction des 5 « zéros systémiques » les plus communs, à savoir :

- . L'absence dominante d'**attitudes humaines et systémiques négatives** dans chaque organisation humaine de la plus petite à la plus grande.
- . Le non-**penchant autoritariste, législatif, dirigiste, unilatéral**, des dirigeants, technocrates et gouvernants, en favorisant pour tous le recours au principe de réciprocité discernée dans l'accès aux droits légaux et aux libertés légitimes.
- . La fin des **idéologies politiques extrémistes**, dogmatiques, communistes, capitalistiques, guerrières, intégristes..., comme moteur sociétal devenu obsolète dans les démocraties et nations modernes.
- . L'arrêt de la non-prise en compte de la majorité silencieuse (abstention/vote nul) avec le seul recours au **vote entonnoir binarisé et institutionnalisé** (oui/non) créant ainsi des majorités légales extrêmement relatives.
- . L'encadrement strict des **leviers du pouvoir** aux mains d'entités spécifiques et/ou de minorités influentes exerçant le pouvoir politique, économique, sanitaire, judiciaire, militaire, médiatique...

Éviter la partition existentielle individu/citoyen

À l'exercice d'une vigilance accrue face aux « zéros systémiques », l'avenir collectif doit également veiller à deux phénoménologies sociales et sociétales entropiques. La première phénoménologie sociale est que les citoyens ne s'opposent pas éternellement entre eux en autoréactivant les mêmes mécanismes 2D de concurrence, d'opposition, d'antagonisme entre races, sexes, classes sociales, corporatisme, nationalisme... (voir solutions [Hastag #28](#)). La seconde phénoménologie sociétale instaurée par les systèmes eux-mêmes consiste à éviter la partition existentielle individu/citoyen en deux parties non symbiotiques, voire schizo-phréniques, avec d'un côté un comportement plus libre et naturel dans la vie privée et un comportement social et civique plus restrictif et obligé dans la vie publique. Pourquoi dissocier les comportements chez le même individu-citoyen, alors qu'il est beaucoup plus simple de les unifier ? C'est au système de réduire ses exigences de socialisation forcée de nature mimétique, normative, moralisante, académique et au citoyen de qualifier par lui-même ses comportements par un recours constant aux valeurs évolutionnaires ([Hastag #14](#)). Il n'y a aucune raison sur le fond existentiel d'opposer les exigences systémiques de nature artificielle et/ou de paraître social, aux valeurs évolutionnaires beaucoup plus naturelles et authentiques. Ce qui est sûr, c'est que ce sont tous les comportements issus des « zéros systémiques » qui prolongent indéfiniment le négatif, le mal, le noir, le gris civilisationnel issu de l'histoire. Ce courant fortement passéiste et conservateur est toujours objectivement dominant dans la plupart des nations du monde en défendant avec rudesse des intérêts

individuels, claniques, partisans, étatiques (dominance, ordre, prévalence décisionnelle, hiérarchie, contrôle et supervision, stabilisation et régulation forcée...) contre le reste du monde, c'est-à-dire les autres.

De ce point de vue, la vision du monde systémique (vue par les représentants et les élus des systèmes en place) n'est pas du tout la même que la vision du monde citoyen (vue par l'individu lambda anonyme). C'est le cas notamment dans la manière d'activer et gérer les grandes et petites libertés individuelles et citoyennes. Alors que tout système n'a d'autre intérêt vital que de défendre la pérennisation de sa propre organisation, la primauté de son fonctionnement, l'état d'esprit interne, les postes de gouvernance ou de pouvoir, le citoyen moderne est quant à lui beaucoup plus adulte psychologiquement (même si moins informé, diplômé, intelligent) en souhaitant sortir par le haut des dogmes institutionnels préétablis, des doctrines liberticides en place, des formatages orientés, des matricages conservateurs à vocation inhibitrice, des devoirs et contraintes rendant la vie difficile. Par principe, le citoyen est toujours **Pour** un système bienveillant et solidaire à son égard et **Contre** lorsque celui-ci interdit, s'oppose, limite, altère l'essence légitime de sa propre Demande intime. Il ressort de ce constat une évidence biblique faisant que le monde systémique n'est pas le monde citoyen. Et cela d'autant moins que ce dernier oblige à en accepter toutes les règles ou à les contourner en devenant alors déviant, voire délinquant. Aussi pourquoi ne pas inverser le caractère tutélaire des rôles, ou du moins les équilibrer équitablement, en en faisant le principal enjeu sociétal des prochains siècles ? Il s'agit de passer d'un état de démocratie imparfait, malmené, partiel, à un état de démocratie et de citoyenneté véritablement avancé intégrant de nouveaux fondements sociétaux type « Esprit du Societhon ».

Sortir du dilemme sociétal entre le retour en arrière, la stagnation permanente, l'avancée évolutionnaire

Tout citoyen et citoyenne a le choix de vivre sa vie entre 3 postures distinctes : être un citoyen-enfant ; un citoyen-rebelle ; un citoyen-adulte. En résumé, tout l'enjeu de la citoyenneté moderne repose sur le choix préférentiel d'un rôle à l'échelle individuelle et/ou collective :

. **Suivre et subir passivement** : C'est le rôle du citoyen-enfant qui obéit de manière inconditionnelle, qui se soumet docilement à l'autorité, qui paye tout ce qu'on lui demande de payer... Ce rôle va dans le sens des systèmes en place et des orientations politiques du moment notamment démagogiques, populistes, régressives, en acceptant facilement la croyance, l'infantilisation, la culpabilisation, l'émotionnel, l'empirisme dominant, dans le cadre d'une petite vie bien réglée.

. **S'opposer et refuser par l'agressivité, l'imposition de soi, la manipulation** : C'est le rôle du citoyen-rebelle qui revendique, proteste, résiste, manifeste, s'indigne, désobéit, se comporte de manière égoïste, égocentriste, en se nourrissant mentalement d'alternatives contraires, concurrentielles, d'adversité, de rivalité, tout en pratiquant la critique, l'asymétrie comportementale (hors normes du moment), le désaccord psychorigide, la scission..., sans vraiment changer fondamentalement les choses ou simplement inverser momentanément le balancier en sa faveur.

. **Avancer et contribuer** : C'est le rôle du citoyen-adulte qui se comporte en homme, femme ou genre libre, avec un mental renforcé par l'affirmation positive de soi, un bon niveau de compétence, une conscientisation éclairée, un passage à l'acte engagé, une capacité de dépassement de soi dans l'audace et la prise de

risque maîtrisée, en n'hésitant pas à partir ailleurs, vivre autrement, en s'émancipant de l'Offre sociétale dominante et de certaines de ses règles jugées inadaptées, tout en apportant sa solidarité, sa contribution créative ou participative, dans un bon état d'esprit.

De facto, le choix de la citoyenneté de masse repose sur des réactions différentes face aux modèles sociétaux traditionnels. Le nombre de postures est toutefois assez limité entre suivre et subir, refuser et s'opposer, s'extraire et faire autrement ou ailleurs. Le dilemme sociétal est donc relativement simple :

. **Soit accepter la binarité dominant/dominé** par le bas ou le milieu de l'Offre sociétale du moment notamment lorsque le rapport conventionnel système/citoyen est largement intégré et appliqué par l'ensemble des autres, en le justifiant d'un côté (suiveur) par différents types d'avantages sécuritaires, un relatif confort économique, alimentaire, technologique, la prévisibilité habituelle des événements à court terme, ou de l'autre (opposant) par une opposition ou hostilité de principe, intellectuelle, morale ou idéologique, une discrimination dans toute forme d'exclusion, de la jalousie sociale et économique, une contradiction forte avec ses propres attentes et idéaux... Ces deux postures complémentaires de type 2D animent généralement la majorité d'une population donnée.

. **Soit s'en extraire par le haut** en mettant en place par soi-même un nouveau type de rapport intercitoyens donnant-donnant (ou adulte/adulte) dans lequel le citoyen s'affirme en 3D ou 4D (Hashtags [#14](#), [#15](#), [#17](#)) sur la base de valeurs évolutionnaires, en prenant à chaque fois le taureau par les cornes, en pratiquant la boule de feu ([Négociation assertive](#)), en allant au-devant du danger et non en le fuyant, en faisant face aux événements de la réalité en ne craignant pas le risque mais le dominant (le contraire de l'attitude prudentielle).

Le syndrome du caillou dans la chaussure

La matrice systémique recouvre un vaste domaine sociologique, opérationnel et fonctionnel allant de la famille à l'État, des organisations sociales et culturelles aux entités économiques et financières, des méthodes sécuritaires et judiciaires à l'éducation de masse et l'académisme élitiste. Elle est de ce fait directement coresponsable de la manière dont réagissent les citoyens et comment se pratique la citoyenneté à un moment *t* sur un territoire donné. Ce qui est sûr, c'est que tant que l'individu-citoyen est objectivement inabouti au sens psychique, psychologique et cognitif, mal éduqué, formaté et mal informé, peu compétent, empirique et prudentiel, conditionné, influençable ou malhonnête intellectuellement, voire agressif en lui-même et/ou manipulateur avec les autres, et plus il s'inscrit dans une longue traîne existentielle négative. Cet inaboutissement chronique souvent difficile à vivre est entretenu, voire exacerbé, par la présence systémique (pouvoirs publics, administration, entités officielles, organisations économiques et financières, institutions en vigueur) dont les méthodes usuelles ou conjoncturelles amplifient encore davantage le mal-être intime et le mal-être social. On peut ainsi parler de « caillou dans la chaussure » pour le citoyen lorsque celui-ci subit des excès de contraintes, d'interdictions, d'encadrement, de surveillance, de contrôle, de sanctions. C'est aussi le cas lorsqu'il est empêché de vivre sa vie, de faire ce qu'il veut quand il veut et/ou que son existence devient difficile, compliquée, problématique, insupportable, tragique. En rendant le quotidien pénible, stressant, préoccupant, les « cailloux » contribuent à exercer une incommodité permanente, un comportement citoyen en

constante tension interne et externe avec les autorités de tutelle. On s'aperçoit ainsi que plus l'exercice de l'autorité étatique, sécuritaire, militaire, institutionnelle est fort (hard) ou indirectement permanent (soft) dans l'interdit, le liberticide, le normatif, le répressif, plus il assagit en surface sociale le comportement individuel du plus grand nombre, mais plus il active parallèlement une agitation psychique et somatique internalisée (mal-être, colère, frustration, jalousie...), voire externalisée s'exprimant d'une façon ou d'une autre dans le collectif (critique, manifestation, affrontement, souhait de révolution...).

Un cercle vicieux

Le sentiment d'inconfort et d'importunité au niveau humain et citoyen provenant des « cailloux » systémiques dans la vie de tous les jours produit un cercle vicieux dans lequel le citoyen manifeste un mécontentement chronique. Un mécontentement qui se présente sous de multiples aspects dont chacun se voit immédiatement encadré par la morale, la règle, la législation, la normalisation et/ou la sanction. Cette pression systémique destinée à orienter le comportement, contrôler la désobéissance, réguler la déviance ou encore sanctionner la délinquance produit toujours, en réaction, des anticorps au sein du corps social. Des anticorps cognitifs, émotionnels, attitudeux, comportementaux, destinés aussi bien à la défense de l'intégrité humaine que la recherche de satisfaction des besoins concernés. Il s'agit alors de contourner les limitations, de s'opposer aux interdictions, de refuser les inégalités, de compenser le mal-être cognitif et/ou psychosomatique vécu par l'alternance régulière du vote, les initiatives citoyennes prises par les minorités agissantes, la variation de l'opinion publique... En réponse, le système accroît sa pression (↑) en durcissant au fil du temps ses postures légales et officielles avec la production continue de lois par les parlements, des mesures de contrôle et méthodes de surveillance, l'emprise taxative et contributive...

Cercle vicieux du caillou dans la chaussure

↓
*Posture systémique autoritariste → réaction endogène/exogène du citoyen →
série de mesures légales → réaction anticorps du citoyen↑ →
mesures légales augmentées↑ → fuite en avant système/citoyen*

Plus la posture de « père normatif » en provenance du système est autoritariste et/ou perçue comme infantilisante par le citoyen, plus le cercle devient vicieux puis entropique. Il conduit inévitablement à une fuite en avant incessante des entités étatiques et systémiques à produire des lois, des règles, des interdits, des normes, afin d'encadrer et recadrer sans cesse les masses citoyennes par le matriçage civique et moral, le conditionnement social et culturel, le formatage académique, professionnel, économique... Tout cela conduit, à la fois, à une complexification croissante de la vie en société, à la récurrence de crises sociales et politiques, à des tensions relationnelles dans tout le corps sociétal, jusqu'à rendre l'ensemble de celui-ci fragile, hautement variable et instable, voire en état de déni de démocratie avec la complicité des élus parlementaires défendant le parti majoritaire au pouvoir, des technocrates en poste, des gouvernants et dirigeants.

3 manières de sortir par le haut du cercle vicieux

La sortie de ce cercle vicieux ne peut s'effectuer que par le recours concomitant à 3 axes de conduite relationnelle abrogeant *de facto* l'exercice de l'autoritarisme unilatéral pratiqué par certains représentants des systèmes dominants à l'encontre du citoyen lambda. C'est parallèlement pour le citoyen lambda le recours permanent à l'autodiscipline et au sens de la responsabilité (se dénoncer, dire la vérité, assumer ses actes...). Il s'agit-là, de part et d'autre, de sortir du matricage comportemental en 2D devenu largement obsolète entre gens intelligents, éduqués, affirmés. Ce saut comportemental oblige à contenir les pulsions, les références, les méthodes les plus conservatrices, conformistes et psychorigides de type « c'est comme ça, la loi c'est la loi... » d'un côté et égoïstes, égocentrées, nihilistes, laxistes, agressives et/ou de mauvaise foi de l'autre. Les représentants des systèmes dominants en exercice doivent donner en premier le bon exemple à tout moment, alors que les citoyens concernés doivent s'imposer moralement, éthiquement, mentalement, la pratique courante de comportements qui soient positivés et évolutionnaires. Seuls les cas de légitime défense, de manque objectif de respect, d'outrage à citoyen, de discrimination anormale, nécessitent une réponse de même polarité et intensité par le recours au principe de réciprocité. Un principe de réciprocité qui peut et doit s'appliquer de manière identique que l'on soit simple citoyen ou personnel agissant au sein d'un système en place. Aussi, chaque partie prenante doit s'obliger à pratiquer de manière totalement légitime et transparente :

- . **La positivité comportementale** fondée sur les 34 valeurs évolutionnaires, la valorisation simultanée des actions, engagements, efforts et/ou contributions des uns et des autres, la dynamique motivationnelle à continuer d'être et de faire dans le sens principal de l'IR (Intelligence Relationnelle).

- . **Le respect inconditionnel de l'autre** d'abord par les représentants de l'autorité et des institutions quel que soit le statut, l'identité, l'appartenance, la race, le sexe, le genre, l'âge du ou des citoyens concernés, sous condition impérieuse que celui-ci ou celle-ci fasse simultanément la même chose dans l'équité et l'équilibre des rapports, la tolérance, voire la bienveillance nécessaire.

- . **Le recours ferme à la réciprocité** dès lors que l'un abuse de sa position sur l'autre, notamment en cas de récidive et surtout de multirécidive, en n'acceptant jamais le retour du rapport de force dominant/dominé, la menace, le « deux poids deux mesures » ou encore le report du « hic et nunc » (ici et maintenant) qui atténue avec le temps l'acuité de la mémoire des faits.

Avec ces 3 axes « propres » de conduite relationnelle, on est alors bien loin du statut qui impose à l'autre, de l'injonction qui ordonne unilatéralement de faire, de l'impersonnalité qui dérègle la confiance dans les rapports humains. On peut dès lors affirmer que le recours massif à la généralisation et à l'indifférenciation pour raison d'égalité dogmatique relève fondamentalement d'une forfaiture culturelle, morale et institutionnelle. C'est la raison pour laquelle les fondements conservateurs issus des habitudes dépassées du passé sont aujourd'hui obsolètes et déviants de la source à la finalité des actes, des dires et des faits. Leur omniprésence génère tous les dysfonctionnements connus dans la citoyenneté et le comportement du citoyen lambda. C'est la raison pour laquelle les grands fondamentaux sociétaux « historiques » doivent être revus et corrigés avec audace, courage et détermination. Dans de telles conditions, on peut déjà observer chez les individus et les citoyens adultes objectivement matures, discernés, compétents, loyaux, autodisciplinés et disposant de l'esprit de responsabilité, une citoyenneté « propre » (néocitoyenneté) qui ne produit pas ou

très peu de déviance objective. On constate parallèlement que l'interventionnisme directif en 2D des pouvoirs publics, des institutions d'État, des entités et organisations dominantes, devient vite une dissonance sociale légalement autoproduite en continu d'effets négatifs.

Il en sera toujours ainsi...

Tant que le citoyen restera soumis au bon vouloir des systèmes en place et que la démocratie servira davantage les grands intérêts systémiques que ceux prioritaires des peuples. **Il en sera toujours ainsi** tant que le fait de vivre dans la cité avec des infrastructures et des structures institutionnelles non ou anti-évolucionnaires obligera le citoyen à se soumettre aux maîtres des lieux (force de sécurité, justice, administration, banque, haute finance, propriétaire, multinationale...) dans une acceptation inconditionnelle des règles édictées (docilité, obéissance, subordination...). **Il en sera toujours ainsi** tant que le citoyen sera considéré comme un pion sur l'échiquier géopolitique, social et économique, un redevable et un assujéti à vie par les prix, l'emprunt, le crédit, les taxations, l'imposition, les coûts contraints...

Sauf si...

Chaque citoyen, chaque citoyenne, décide qu'il n'en soit plus ainsi en associant intelligemment individualisme légitime et citoyenneté participative. En résumé, tout doit être fait pour qu'à la pratique d'une conduite relationnelle « propre » par le plus grand nombre s'ajoute l'impérieuse nécessité sociale d'encourager à tous les niveaux :

- . Une affirmation positive des individus (assertivité)
- . La satisfaction suffisante et durable des besoins humains et citoyens résultant d'une Demande légitime et raisonnable
- . Le partage équitable du pouvoir politique entre élus qui gèrent et citoyens qui décident à tous les stades de l'action publique et collective.

Rien de vraiment exorbitant ni d'exceptionnel en soi !



Hastag #33

La néocitoyenneté est plurielle

Sommaire

- . **Introduction**
- . **La Révolution n'est rien sans démarche évolutionnaire**
- . **Pourquoi ambitionner une néocitoyenneté ?**
- . **Les évidences sociétales favorisant ou non l'accès à la néocitoyenneté**
- . **Les comportements aux antipodes de la néocitoyenneté**
- . **L'erreur de mettre tout le monde dans le même sac**
- . **L'option 5 est celle actuellement en vigueur**
- . **Être néocitoyen où les 7 évidences de la 3^{ème} voie sociétale**

Résumé

Cet **Hastag** confirme que l'avenir appartient aux citoyens à condition de s'extraire par le haut des matrices culturelles et sociétales conventionnelles et/ou conservatrices. La néocitoyenneté n'est pas une utopie irréalisable, mais une marche en avant constante et dynamique supposant de la détermination individuelle et collective. Elle suppose, à la fois, une **évolution des consciences** en se montrant constamment vigilant face à toutes les manœuvres technopolitiques et systémiques de refus, de contournement, d'évitement, de durcissement et, surtout, la **recherche constante d'un élargissement** du spectre des droits humains légitimes et des libertés citoyennes.

Dans le parfait prolongement du Hastag [#21](#) et ses propositions en faveur d'une néocitoyenneté, il est également important de souligner certains autres points cruciaux. D'abord, le fait concret de devoir supporter encore plusieurs décennies une grande période de transition sociétale entre le XX^e siècle et le XXI^e siècle actuel. Derrière la vitrine technologique, le progrès industriel, économique et social animant la contemporanéité, l'arrière-boutique sociétale est assez mal en point dans de nombreux pays. Il faut donc s'attendre à ce que le monde produise durant encore de très longues années une pléthore de crises sociales, financières et économiques, d'abcès géopolitiques à répétition, d'agitation sociale, parlementaire, sécuritaire, militaire, judiciaire, écologique..., d'incohérences à long terme dans les choix politiques et les macrodécisions économiques... La raison en est fort simple et visible chaque jour qui passe dans l'actualité médiatique, tant la fourmilière systémique (États, institutions, entités et organisations dominantes...) est déboussolée par les concurrences internes et externes, la pression des minorités influentes, une présence citoyenne de plus en plus exigeante dans tous les secteurs publics et territoriaux. Le monde est devenu ouvertement contradictoire en temps réel dans les médias. Toutes les mésintelligences, incuries, malversations des contemporains, sont accessibles en direct et visibles en permanence par tous. Pour cacher la misère, le mensonge, le déni, la propagande, la désinformation, le marketing et la communication essaient en permanence de tromper l'esprit critique du citoyen moderne. Le pire est certainement dans les couches les plus profondes et fermées du fonctionnement systémique (ministères, parlements, partis politiques, multinationales, entreprises, grandes organisations...) dans lesquelles s'affrontent les ambitions de pouvoir, les rapports de force économique, politique, technocratique, diplomatique, financier, judiciaire..., aux logiques disparates sur une échelle allant de 0 (modèles parfaitement identiques) à 180° (modèles totalement opposés). De ce point de vue, le monde actuel est une vaste « Tour de Babel horizontalisée ».

La Révolution n'est rien sans démarche évolutionnaire

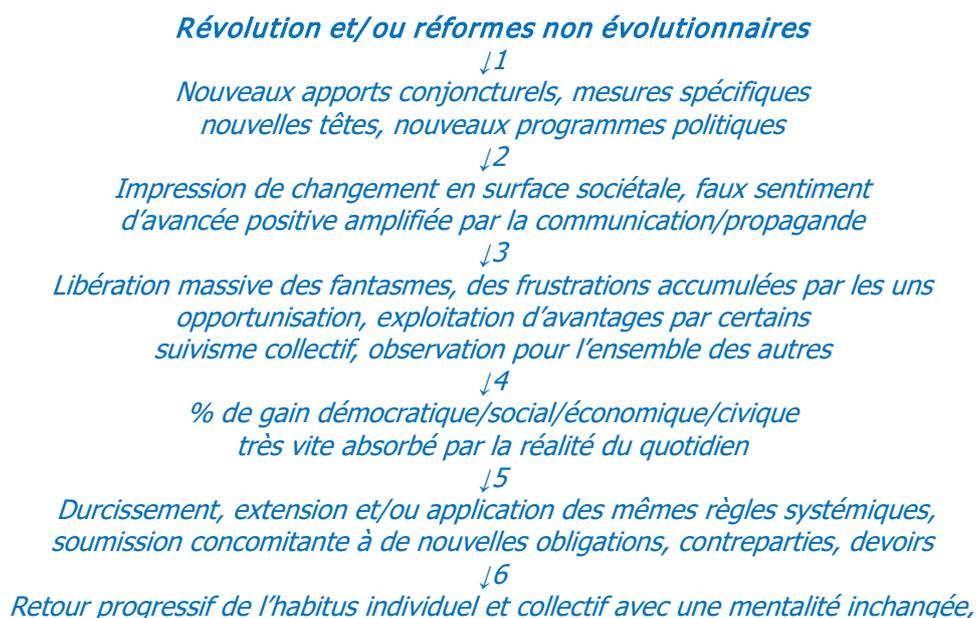
L'arrivée d'un [New Citizen Act](#) propice à l'émergence d'un véritable changement sociétal associé à une citoyenneté avancée ne peut pas, dans les conditions actuelles, se mettre en place sans révision ni adaptation profonde de l'ensemble du fonctionnement des structures systémisées. Il ne sert donc à rien d'envisager une nième révolution idéologique ou politique à partir du seul changement de régime ou de parti au pouvoir et/ou sur la base de promesses électorales presque toujours décevantes dans leur application. Tant que la Demande citoyenne fondée sur des attentes légitimes évolutionnaires (via des programmiques décennales) n'est pas concrètement intégrée dans l'Offre sociétale globale, rien de vraiment nouveau sur le fond n'est à attendre d'Est en Ouest, du Nord au Sud. Il ne faut pas confondre l'arrivée en fanfare des hautes technologies, des nouveaux produits et services, des « super apports » de l'Intelligence artificielle dans tous les domaines, avec la réalité effective de la citoyenneté. Toutes les nouveautés sociales, tous les produits industriels, tous les services automatisés et autres applications collectives relookées n'ont aucune chance de favoriser une véritable évolution sociétale, sinon à le faire croire un certain temps. En d'autres termes, ce n'est pas l'idéal de la Révolution qui est nécessaire au citoyen moderne, mais davantage une démarche évolutionnaire en profondeur. Tout mouvement de balancier allant de droite à gauche en politique et vice versa n'est qu'un

mouvement alternatif à durée limitée et à efficacité réduite. Il faut de la projection vers l'avant avec des moteurs motivationnels forts et durables.

Rappelons que les rapports entre systèmes et citoyens fonctionnent comme en amour : on aime l'autre d'abord par ce qu'il apporte de motivant (argent, beauté, force, sécurité, confort, plaisir, sexe, réconfort...) et ensuite par ce qu'il est vraiment (dans le meilleur des cas). Lorsque celui-ci ou celle-ci n'apporte plus rien de motivant, l'amour se tarit rapidement comme une source sans eau. L'attrait des systèmes pour les citoyens est d'abord pragmatique et calculé. Il n'est pas de nature humaniste ni oblatrice. Le citoyen, lui, est plus subjectif et utopique sur le sujet en croyant que tout système est d'abord là pour lui, alors que la plupart des organisations systémiques recherche avant tout la dominance sur le citoyen et la défense première de leurs propres intérêts (production, emploi, chiffre d'affaires, budget, règles internes, hiérarchie...). Aussi lorsqu'une Révolution change uniquement les têtes de l'exécutif, voire du représentatif et du législatif, ainsi que la direction prise tout en conservant les mêmes structures systémiques, celles-ci reproduisent alors inévitablement les mêmes schémas conventionnels. C'est génétiquement sociétal !

Schéma sociétal de la Révolution ou du réformisme non évolutionnaire

Dans tous les pays du monde et à toute époque, on assiste au même scénario sociétal dans le cas d'une Révolution idéologique ou militaire non évolutionnaire menée à son terme ou dans celui d'un simple réformisme politique et gouvernemental réalisé de manière démocratique. Au final, rien ne change vraiment sur le fond sociétal après le mouvement de balancier (même mentalité, mêmes attentes insatisfaites, même rapport dans la domination système/citoyen...). Si l'alternance donne un sentiment de mouvement, elle génère aussi souvent un arrière-goût d'inaccompli, voire de frustration, de colère, de haine, de repli sur soi, de rejet des systèmes en place, pour tous ceux et celles qui la subissent plus qu'ils ne la désirent. Il existe 7 grandes étapes associées à tout type de réforme et/ou de rupture imposé par la force sans la participation explicite d'une majorité de citoyens.



réapparition des mêmes comportements le plus souvent en 2D

↓7

*Sentiment final de stagnation, voire de retour en arrière avec
au final de la déception, insatisfaction, frustration, fatalisme,
suivisme dominant et/ou désir profond de revanche*

Schéma sociétal à partir d'avancées évolutionnaires

L'accès à la néocitoyenneté implique forcément une démarche évolutionnaire forte et constante et non pas un mouvement de balancier révolutionnaire ou une alternative provenant de l'opposition politique. L'ordre de marche à suivre suppose un engagement citoyen au centre décisionnaire et législatif de toute organisation ou nation concernée. Si le fondement principal d'une véritable avancée évolutionnaire est dans la transparence en matière de réalité et de vérité (et non pas refaire le monde et le passé au gré des visions historiques, politiques, religieuses, croyances populaires), la nouvelle citoyenneté repose sur 7 étapes pragmatiques, robustes, durables, constructives, sereines, pacifistes :

Approche évolutionnaire

↓1

*Recherche du meilleur et de l'utile sociétal partout dans le monde
afin d'en faire une synthèse opérationnelle*

↓2

*Retour du citoyen au centre des décisions collectives
en intégrant ses attentes légitimes raisonnables*

↓3

*Développement assertif de soi dès le plus jeune âge
à partir des 34 valeurs évolutionnaires en vue de former des citoyens adultes*

↓4

*Mise en place de programmatiques décennales, multidécennales
avec de nouvelles têtes aux différents postes et centres de pouvoir*

↓5

*Rotation régulière d'élus non professionnalisés parmi les citoyens volontaires
avec contrôle des actions menées et fin du vote entonnoir*

↓6

*Le positif appelle le positif, le participatif appelle le participatif,
l'adultisme appelle l'adultisme en matière de comportement quotidien*

↓7

*Emergence d'une nouvelle ère de démocratie et de citoyenneté avancée
(néocitoyenneté) revivifiant la société humaine*

Pourquoi ambitionner une néocitoyenneté ?

Il ne peut y avoir de néocitoyenneté sans véritable démocratie avancée et réciproquement. Cela suppose un changement profond de paradigmes sociétaux fondé obligatoirement sur l'exigence humaine et collective (vs non-suivisme et non-croyance), sur la pression citoyenne animée par la créativité des hommes (vs fatalisme et conservatisme), sur l'ambition des contemporains dans des propositions constructives et contributives (vs 4 attitudes négatives), sur la mise en place concrète de milliers d'applications et initiatives sur le terrain du quotidien par les citoyens eux-mêmes (vs esprit prudentiel et habitudinaire).

C'est uniquement dans ces conditions que l'humain peut révéler le meilleur de lui-même et tracer avec motivation et espérance de nouvelles voies d'avenir. Il en ressort 4 grandes évidences dans la dynamique, citoyenne et sociétale propice à l'émergence d'une néocitoyenneté :

- . Légitimité d'expression et d'usage des besoins, droits et libertés avec conscientisation élevée (vs non-suivisme et croyance)
- . Proactivité, passage à l'acte, motivation (vs fatalisme et conservatisme)
- . Affirmation de soi positivée, recherche d'aboutissement en 3D, 4D (vs 4 attitudes négatives)
- . Maîtrise du risque et dépassement de soi (vs esprit prudentiel et habitudinaire)

Tout humain sain de corps et d'esprit est tout à fait capable de dépasser son état conjoncturel ou inconditionnel de soumission aux systèmes dominants, d'asservissement à la culture officielle, d'influçabilité à la désinformation, aux mythes et croyances, d'obéissance passive et docile à l'autorité. Il suffit « simplement » de transformer la peur et la crainte issue de la passivité, du suivisme, de l'ignorance, de l'incompétence, de la dépendance, de la subordination, de la résignation, en courage, audace et détermination dans un cadre de pleine affirmation de soi. Tout humain sain de corps et d'esprit peut et doit reprendre le pouvoir et le contrôle sur lui-même en disant NON à tout ce qui le prive injustement et/ou de manière inéquitable de ses attentes, droits et libertés légitimes dans sa condition humaine (vie intime et privée), sa condition citoyenne (vie sociale et collective), sa condition sociétale (vie territoriale, nationale, fédérative). C'est en sachant dire NON de manière discernée que l'individu peut le mieux s'affirmer et ouvrir paradoxalement d'autres voies comportementales et relationnelles beaucoup plus productrices de solutions ad hoc et/ou produire des réponses auto-satisfaisantes en faveur de ses besoins dominants naturels.

La néocitoyenneté c'est comme le naturisme !

Il existe une analogie comportementale entre la néocitoyenneté et la pratique du vrai naturisme. On peut comparer le renouveau et/ou l'avancée dans la vie citoyenne à une forme de libération mentale, à un refus de suivre inconditionnellement en mouton docile, à la volonté de se décomplexer de ses défauts corporels, de son image physique, de son statut social. C'est exactement la même chose avec la pratique du pur naturisme en étant capable de franchir les tabous, de s'affranchir des peurs, de s'émanciper de la conformité ou non de son apparence physique, en se mettant nu(e) devant le regard des autres. Loin des clichés sexuels, le vrai naturisme repose sur l'acceptation intégrale de son corps et celui des autres sans les complexes, les inhibitions mentales, le paraître social. Tout le monde étant au même niveau humain et social « nominal » (sans artifice ni attribut valorisant), quel que soit le sexe masculin, féminin ou le genre, la simple réalité anatomique 100% naturelle du corps humain court-circuite totalement l'imaginaire, les désirs fantasmés, la perversion, l'obscénité. Elle rend même obsolète, voire retardée et déplacée toutes les représentations moralistes et bien-pensantes de la vertu, de la pudicité, de la pruderie, des tabous, des interdits et autres imageries pornographiques.

L'authenticité de la réalité humaine telle qu'elle est dans son essentiel à voir (ou ne pas voir) n'oblige plus à imaginer, croire, deviner, conjecturer, fabuler, rêver, intellectualiser. Toutes les « mauvaises pensées » du voyeurisme, du vice, de l'indécence, de la concupiscence, du fantasme, disparaissent d'elles-mêmes chez

les pratiquants des cercles et lieux naturistes. Même les besoins de curiosité, de concurrence, de séduction, de dominance, d'affrontement, n'existent plus ou sont largement atténués dans le rapport à soi et aux autres. La relation devient forcément plus simple, plus égalisatrice, plus homogène, plus empathique, plus saine et respectueuse, en se fondant sur le fait d'« Être et accepter d'être » dans l'affirmation principale de sa propre différence. Aussi, les communs dénominateurs entre naturisme et néocitoyenneté sont nombreux. C'est notamment le cas avec le fait de pouvoir vivre sa vie de manière plus libre et épanouie, sans se cacher derrière des masques et des attributs sociaux, des différentiels de statuts, des rituels, des codes et autres solennités plus ou moins convenus et ringards. On peut dès lors considérer que l'on change mentalement et psychologiquement de dimension d'abord et avant tout par le biais de la vestimentaire ou de la non-vestimentaire. Cela traduit sur le plan de la psyché humaine comment l'individu envisage fondamentalement son rapport aux autres en termes de naturel ou de paraître, d'affirmation de soi ou non, d'ouverture d'esprit, comportementale et relationnelle ou non, de pratiques libertaires et démocratiques ou non, d'adultisme ou non en matière de citoyenneté. Il en découle alors tout un ensemble de conséquences se rapportant à l'identité sociale, à la mentalité, au niveau de conscientisation, aux effets du formatage mental, aux habitudes, aux mœurs, aux modes de vie propres à chaque époque, à chaque territoire et nation du monde.

Psychosociétologie de la vestimentaire

La psychosociétologie est l'empreinte du sociétal sur la psychologie des masses. L'impact sociétal de la vestimentaire sur la psychologie des masses est indéniable, voire même déterminante, en dehors des évidences de son intérêt et usage contre le froid, le chaud, l'hostilité environnementale, la nécessité hygiénique, etc. On peut dès lors scinder l'impact de la vestimentaire selon 3 angles principaux en matière de reconnaissance sociale et d'appartenance :

. **Vestimentaire fermée** : type burka, niqab, tunique, tenue fonctionnelle, opérationnelle, d'apparat, costume, tailleur, avec ou sans médailles et symboles apparents... = référence constante à des usages bien ancrés, conservateurs, coutumiers, en vue d'intégrer et participer à des groupes, cercles, communautés d'appartenance plus ou moins homogènes = peu ou pas d'ouverture, de latitude pour le changement, l'esprit de démocratie à vouloir faire autrement, pouvoir faire différemment = forte tendance à la fixité, focalisation, étroitesse relationnelle dans des rapports identitaires, conservateurs, claniques, sélectifs, méfiants, standardisés, stéréotypés. Les relations humaines sont relativement formatées, convenues, non naturelles ni spontanées, dans le plus grand mimétisme social, la plus grande dépendance et obéissance aux lois, règles, méthodes, usages issus de la tradition, de la socio-anthropologie, de la religion, du management, des conventions collectives... La citoyenneté est ici largement encadrée avec une mentalité fortement matricée culturellement produisant un substrat psychologique et mental conduisant à la permanence d'un inaboutissement personnel et collectif chronique. Une citoyenneté qui induit inévitablement l'exercice d'un faible esprit démocratique couplé généralement à une majorité d'attitudes négatives (imposition de soi, manipulation, agressivité, passivité). La nature pulsionnelle du relationnel humain est ici moins tolérante, plus formaliste, plus conformiste, voire rigide, directive et autoritaire. La division sociale règne en maître avec une autorité systémique sans partage obligeant la majorité du peuple à se soumettre et s'identifier constamment aux règles prescrites, aux codes en vigueur, tout en

favorisant dans les minorités influentes un rapport ostentatoire à la dominance et au pouvoir. En ce sens, l'enfermement du corps réduit fortement son amplitude naturelle de spontanéité et d'authenticité pour se déplacer sur le champ du paraître social et sur tout ce qui permet de compenser et se défouler par ailleurs. L'imagination des hommes et des femmes en matière de compensation psychologique est infinie jusqu'à justifier la nécessité de maintenir la division des peuples par les classes sociales. Elle pousse ses membres à jouer des coudes, du rapport de force, de la concurrence, de la compétition pour être les premiers, les meilleurs, les élites. Elle induit également la justification de tous les avatars de la systématisation dominante prônant la hiérarchisation, la sélectivité sociale des individus, la nécessité de suivre en aveugle les règles législatives, judiciaires, sécuritaires, morales, techniques, relationnelles... à la lettre.

En résumé, la fermeture vestimentaire caractérise et détermine une citoyenneté faible et soumise intégralement aux structures systémiques et pouvoirs en place (traditionalisme, intégrisme, fondamentalisme, société archaïque, anachronique...). Elle rend impossible tout changement évolutionnaire vers le haut de l'adultisme citoyen.

. Vestimentaire ouverte : Recours à la mode du moment et/ou à un style plus ou moins créatif, original, adapté aux circonstances de la vie quotidienne, professionnelle, publique, festive, estivale, sportive, de loisirs... = plus grande aisance de mouvement, autonomisation, différenciation, personnalisation dans l'usage = plus grande liberté de choix, d'expression, d'action, d'initiative, induisant une plus grande capacité d'affirmation de soi même si celle-ci est fortement encadrée, contrôlée et/ou obligatoirement en phase avec le milieu social dominant = mix psychocomportemental associant une forte proportion d'attitudes négatives dans le quotidien privé, public et professionnel = esprit de démocratie orienté et/ou plafonné à un niveau intermédiaire, partiel, sous contrôle permanent de l'Offre sociétale du moment, des organisations productrices de ressources vitales et nécessaires, des systèmes étatiques et institutionnels en place (technocratisation, droits, devoirs, méthodes, lois, normes...) = forte tendance à s'identifier à des stéréotypes de personnages, de groupes, d'activités et/ou d'idéaux spécifiques induisant un large éclatement sociologique au sein des peuples, une plus forte hétérogénéisation des masses. La nature du relationnel social est plus extravertie et tolérante, mais avec une forte variabilité en fonction du milieu de vie, du moment, des rencontres et échanges avec les autres. La citoyenneté est en apparence plus démocratisée, voire plus appropriée et adaptée, en donnant l'impression d'une osmose entre les états d'être et les besoins intimes de l'individu, les droits et libertés citoyennes permises, les devoirs civiques, moraux et législatifs imposés à tous, les critères du savoir-vivre ensemble. Il en ressort généralement un mix synergique souvent médiocrisé apportant de la légitimité au fonctionnement et à la directivité des systèmes en place dans lesquels les plus forts, les plus audacieux, les plus intelligents, les plus capés, les plus malins, les plus opportunistes, prennent régulièrement le dessus sur l'ensemble des autres (statut social, rôle professionnel, contrôle des affaires, accumulation d'argent, de ressources, de patrimoine, de notoriété...).

En résumé, l'ouverture vestimentaire est un signal fort d'adaptabilité aux autres, sans être toutefois décisive en matière de néocitoyenneté. Elle traduit une citoyenneté dynamique (société plus libertaire, démocratisée, occidentalisée, émancipée, privatisée...) mais encore fortement systémisée, encadrée, relativement inaboutie.

. **Sans vestimentaire** : type naturisme, transparence vestimentaire = tout le monde est au même niveau d'intimité corporelle démontrant ainsi une relation aux autres plus franche, désinhibée, décomplexée, dans un rapport relationnel beaucoup plus direct, sain et véridique = recherche d'un espace de vie collective (groupe, famille, communauté...) dans lequel tous les membres adhèrent aux mêmes référentiels = valeurs sociales et humaines plus claires, plus libres et positivées, en recherche d'authenticité et de préservation des influences négatives extérieures. En affirmant la primauté du mental sur le corps, en délaissant les attributs sociaux du paraître, l'individu démontre de manière consciente, volontariste, autonomisée, naturelle, un comportement plus transparent, plus serein, plus pacifié, plus simple, plus égalitariste sur l'essentiel. L'affichage assumé de la nudité démontre une surdomination de la peur du regard des autres, une non crainte de l'exclusion sociale, un désintéressement de la critique morale. L'esprit du naturisme réduit *de facto* tout ce qui se rapporte à l'artificialité, la superficialité, la ritualisation religieuse ou laïque, l'hypocrisie, le faux-semblant, l'ostentatoire, la simulation, la pudibonderie, le fait de devoir jouer un rôle ou la comédie, la vanité, la séduction... C'est aussi un gage d'estime de soi, de confiance en soi, de motivation à s'affirmer, en sachant passer à l'acte, se dépasser, soit autant d'énergies positives qui s'opposent directement au mal-être, au stress, aux maux psychosomatiques, à la morale rigoriste, aux usages puritains, aux coutumes intransigeantes, aux protocoles directifs. En décidant de ne plus être obligé de porter une vestimentaire, l'individu décide de sortir du champ de la domination, de l'imposition de soi, de la concurrence, de la soumission, de l'obéissance docile, en privilégiant pleinement le retour de la légitimité naturelle. En se débarrassant momentanément (ou durablement) de tout ce qui symbolise la norme sociale, la contrainte systémique, il s'extrait également du rapport à l'autorité infantilisante, du rapport de force, des rôles issus de la hiérarchisation et de la solennisation, ainsi que des représentations arrogantes, m'as-tu-vu, suffisantes, de puissance, de supériorité, de pouvoir, d'ascendant des uns sur les autres. Il proclame ainsi clairement sa « désoumission » aux pratiques systémiques dogmatiques, rigides et intolérantes, indifférenciées et conservatrices, passivistes et dépassées. Cette posture destinée à revenir à l'essentiel, à la simplicité, à l'originel, à l'authenticité, n'est ni une désobéissance ni une provocation, ni un acte de rébellion, simplement une démarche de pure affirmation de soi aux antipodes de la passivité suiveuse. Contrairement aux apparences, ce retour à la primitivité égalitaire, voire tribale au sens anthropologique, n'a rien de trivial ni d'archaïque. Il relève, au contraire, d'une véritable évolution mentale et comportementale par la force de caractère et le courage à s'affirmer que cela suppose, d'autant plus que l'individu est lui-même un citoyen compétent, bien éduqué et informé, équipé et technologisé par ailleurs.

En résumé, il est possible de dire que le non-vestimentaire choisi et appliqué par l'homme et la femme moderne traduit plus une forme d'adultisme à s'accepter comme l'on est, à dépasser les inhibitions et les peurs, à accepter les autres comme ils sont, qu'une forme d'infantilisation ou d'adolescentie retardée. Il s'agit bien-là dans la mentalité comme dans le comportement d'une nouvelle forme de citoyenneté rompant clairement avec les standards puritains d'un autre âge, le quant-à-soi politiquement correct, les rigidités morales et psychologiques issues de la vestimentaire fermée ou le dynamisme concurrentiel et d'imposition de soi attaché à la vestimentaire ouverte.

Le rapport entre vestimentaire et esprit de démocratie

Il existe également une analogie entre l'état d'esprit animant le type de vestimentaire ou de non-vestimentaire et celui animant la démocratie ou la non-démocratie. Il existe des correspondances fortes sur le fond, même si l'on ne peut pas généraliser à tous les individus, toutes les ethnies, toutes les générations, tous les pays. Par ailleurs, plus les symboles, insignes, distinctions et attributs utilisés dans la vestimentaire sont ostentatoires, importants, démonstratifs, plus la signification est amplifiée :

. **Vestimentaire fermée** = état d'esprit conservateur, conventionnel, peu ou pas ouvert au libéralisme démocratique = citoyenneté aux ordres (soldatesque, personnel technique, sécuritaire, collaborateur direct, serviteur...) = esprit fortement matricé, conditionné, focalisé sur un rôle, une fonction ou mission précise = principales attitudes : obéissance, soumission, suivisme, passivité, agressivité, dominance = relationnel social majoritairement défensif (voire agressif) fondé sur des pratiques règlementées, directives, autoritaires, dominatrices, intolérantes, intransigeantes, de type gagnant-perdant...

. **Vestimentaire ouverte** = état d'esprit plus offensif, plus tolérant, plus adaptatif = acceptation des différences dans le cadre d'un libéralisme contrôlé = individuation, concurrence, compétition, joute, négociation... = citoyenneté active avec des comportements variables, non linéaires, différents d'un milieu à un autre = principales attitudes : facilité dans l'échange, acceptation du donnant-donnant, rapport concurrentiel, compétitif, arriviste, arrogance, stratagèmes de manipulation, imposition de soi...

. **Non-vestimentaire** = état d'esprit pro-démocratie avancée, pro-citoyenneté avancée = recours au meilleur, utile et essentiel de la vestimentaire ouverte avec en plus des règles simplifiées, des valeurs et codes relationnels forts et assumés = principales attitudes : affirmation positive de soi, rapport aux autres discerné, recherche d'accomplissement de soi dans l'essentiel existentiel, objectif d'aboutissement de soi et d'intelligence relationnelle avec les autres.

Les évidences sociétales favorisant ou non l'accès à la néocitoyenneté

En toute logique sociétale, la néocitoyenneté repose sur une démocratie avancée qui n'a plus rien à voir avec un monde en 2D (binarité, manichéisme, dualisme, dominant/dominé, noir/blanc, riche/pauvre...). Elle n'a rien à voir avec les démocraties de système hautement technocratiques telles qu'on les connaît dans la plupart des nations occidentalisées du monde moderne. Il est donc faux de penser que la citoyenneté se conjugue uniquement au singulier dans un modèle de pensée unique et un cadre comportemental de masse standardisé. La citoyenneté véritablement démocratisée est au contraire plurielle en n'ayant rien à voir avec le bipartisanisme politique commun ou historique, l'affichage industriel, technologique, économique ou financier et encore moins avec un civisme uniformisé au sein des peuples. La représentation impersonnelle, « anonymisée », indifférenciée, du citoyen noyé parmi d'autres citoyens agissant tous ensemble de la même manière sous l'égide d'un « faux » égalitarisme dogmatique est une grave erreur sociétale pour envisager l'avenir. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de sortir de la claustration mentale constamment alimentée par une actualité médiatique et politique relativement orientée. Il est d'abord nécessaire d'envisager le monde de demain pour sortir par le haut de la pesanteur du

présent (et du passé) à partir de grands projets sociétaux évolutionnaires. Il s'agit parallèlement d'inclure la considération plurielle des attentes et besoins des citoyens selon leur territoire de vie, leur motivation à favoriser de nouvelles pratiques, de nouvelles initiatives et applications. En un mot, il s'agit d'envisager dès aujourd'hui, si cela n'est déjà en cours, une évolution positive de la citoyenneté de demain et d'après-demain. Un projet de néocitoyenneté qui repousse d'entrée de jeu la fausse bonne idée de l'unification des peuples sous un même drapeau idéologique (identité patriotique et nationaliste). Une ambition collective qui refuse tous les artifices, manœuvres et désinformations d'origine politique, politicienne, communicationnelle. C'est aussi une vaste et ambitieuse programmation impliquant tous les citoyens non en faveur du paradigme de l'unisson et de l'homogénéité citoyenne, mais en acceptant les conditions de base d'une bien plus juste et équitable hétérogénéité citoyenne constructive, inventive, dynamique.

Faut-il s'engager en faveur du changement évolutionnaire ?

L'échelle du changement sociétal doit s'apprécier dans sa réalité concrète avec ses micros ou macros effets, son caractère ciblé ou général, son impactage positif ou négatif, son influence directe dans la vie individuelle, citoyenne ou collective. Il existe ainsi 9 niveaux d'intensité sociétale en matière de changement que celui-ci traduise une bascule, une transition, une modification, une inflexion, une transformation, une alternance, une évolution réelle... Tout changement doit également s'apprécier en fonction de sa polarité dominante qu'elle soit positive (favorable au citoyen) ou négative (défavorable pour le citoyen). Par principe, les freins traditionalistes, les obstacles, règles et usages systémiques, les forces conservatrices, n'engagent pas à opter pour un véritable changement sociétal (échelle de 1 à 5). Il faut des hommes et des femmes adultes psychologiquement ayant de l'audace et du volontarisme à vouloir rompre avec des habitudes bien ancrées et s'engager dans une dynamique de niveau 6 à 9.

1. **Actualisation** de l'existant, adaptation sur la forme, sans toucher au fond des choses, aux principes actifs, aux fondamentaux.
2. **Décision conjoncturelle** à portée limitée, ciblée, spécifique, en vue de tenir compte d'une réalité objective.
3. **Mesure technique ou procédurale** à usage interne, organique en vue de compléter, renforcer les règles ou méthodes en usage.
4. **Réformette à portée générale** ayant une vocation régulatrice, gestionnaire, réglementaire, sous forme de nouvelle loi, norme, décret, au profit direct des systèmes en place.
5. **Programme électoral** passant de 100% d'affichage à x% de réalisation effective.
6. **Véritable réforme structurelle** ou série de réformes fortes engageant l'avenir de tous avec changement d'habitudes, nouveaux comportements.
7. **Changement de cap** politique, social, économique, méthodologique, supposant de nouveaux enjeux, objectifs, moyens, personnels...
8. **Rupture partielle et/ou temporaire** avec l'ordre existant, les mœurs, les us et coutumes, les routines de vie, impliquant une réelle prise de risque face à l'avenir.
9. **Rupture complète et/ou définitive** avec l'existant systémique en tirant un trait définitif sur le passé avec de nouveaux principes et fondamentaux, de nouveaux usages...

Opter pour les systèmes en place ou devenir antisystème ?

En matière de rapport citoyen/système, donc de citoyenneté, la question se pose de savoir ce que signifie vraiment l'État de droit. Alors que la plupart des systèmes dominants se justifient et se cachent constamment derrière l'État de droit, qu'est-ce que l'État de droit au-delà de sa structuration institutionnelle préexistante et ses justifications légales imposées ? Derrière l'ordre et la loi, les procédures et les devoirs, quels sont les fondements de l'état d'esprit animant les élus et les collaborateurs des systèmes en place justifiant l'État de droit ? Il existe 3 façons de se positionner face à l'État de droit :

1. Citoyen systémisé = acceptation inconditionnelle de l'État de droit en se pliant volontairement aux règles systémiques légalement en usage. Le système est alors dominant sur le citoyen lambda qui en accepte passivement le rôle et le sort.

2. Citoyen semi-systémisé = faire avec, sans être ni pour (inconditionnalité) ni contre (conditionnalité), traduisant ainsi l'attitude de la plupart des citoyens modernes prompts à s'adapter aux circonstances et/ou à composer avec les systèmes en place.

3. Néocitoyen = avoir un rapport conditionnel et vigilant sur tout ce qui dénature la légitimité, le droit, la liberté, le naturel, aussi bien dans le fonctionnement de l'État qu'au sein de la nation. Le néocitoyen agit en résistant (et non en partisan ou opposant) en refusant l'excès de dominance et de pouvoir exercé sur son intégrité mentale, physique et/ou intellectuelle à pouvoir juger seul(e) de ce qui est bon ou mauvais pour lui ou elle.

Les postures 1 et 2 impliquent d'attendre un temps indéterminé le moment opportun permettant de rompre avec l'existant ou de faire un bond en avant. Personne ne sait quand, comment et selon quelle gradation affronter le changement (1 à 9), en subissant et acceptant avec fatalisme l'inertie des événements (sauf hasard, conjonction favorable, crise, catastrophe...). À l'inverse, le rapport conditionnel à l'État de droit (3) suppose de rebondir, de réagir, d'affirmer sa position, face à tout ce qui peut négativer ou altérer la condition citoyenne, voire le renforcer positivement. Dès lors, chacun doit choisir son camp en toute connaissance de cause par la vérité des faits, l'essentialisation, la conscientisation élevée, l'information 360°..., pour ensuite en assumer clairement les conséquences.

Pourquoi les effets de l'ordre imposé en société sont-ils si importants ?

L'ordre imposé en société, c'est d'abord la justification de l'État de droit sous l'angle de l'autorité et du respect de l'autorité. C'est ensuite le respect de la lettre de la loi, des règles et procédures en vigueur. Aussi, faire le choix d'accepter de manière inconditionnelle les systèmes tels qu'ils sont, c'est forcément se priver de toute forme de néocitoyenneté, d'avancées significatives en démocratie, voire subir toute forme d'atteinte aux libertés individuelles, de contraintes et/ou de régression humaine, citoyenne, sociétale en de nombreux domaines. En acceptant de manière inconditionnelle l'ordre imposé dans l'État de droit, le citoyen devient forcément prosystème avec tout ce que cela signifie dans le comportement social, notamment dans 8 grandes tendances :

- . Acceptation du rapport dominance/dominé, gagnant-perdant
- . Soumission à la hiérarchisation statutaire, le dirigisme, l'autoritarisme
- . Manifestation de courbures mentales alimentées par les inégalités socioéconomiques, la répartition sélective des rôles sociaux

- . Tendance au conformisme, conservatisme, orthodoxie dans les usages
- . Mentalisation de la réalité relevant directement du formatage culturel, professionnel, médiatique, sans ou peu de vision globale, discernement
- . Pratique usuelle d'un civisme fondé sur la morale, l'infantilisation, la culpabilisation, la psychorigidité, l'intolérance sur certains points
- . Fatalisation existentielle, suivisme dans l'obéissance, voire la docilité
- . Délégation du pouvoir exécutif et législatif à autrui avec recherche de facilité dans la vie, assistance, sécurité physique et confort mental...

Les comportements aux antipodes de la néocitoyenneté

Dans l'esprit et la pratique de la néocitoyenneté on ne se prive pas du meilleur des individus durant leur existence pour ensuite les honorer et les glorifier après leur disparition, mais on opportuniste leur présence, on valorise leurs actes, on profite d'eux en temps réel, on leur dit qu'on les aime et les soutient. Cette relation proactive à l'autre dans le domaine privé et social est essentielle pour distinguer la citoyenneté hautement systémisée placée sous la coupe des pouvoirs et/ou institutions en place qui décident de ce qui est bien ou pas (rapport à la norme et la procédure, sélectivité dans les médias, l'édition, les réseaux sociaux, les entreprises, l'éducation académique...), de l'esprit de la néocitoyenneté qui permet de décider par soi-même et d'avoir un retour de ses pairs aussi ou autant compétents. D'un point de vue psychosociétal, il existe un chapelet d'erreurs majeures se fondant, à la base du raisonnement conservateur, sur l'entêtement à vouloir unifier le comportement des individus-citoyens sur un même modèle collectif de vivre ensemble. Que le modèle soit national, territorial ou communautaire, il repose presque toujours sur des points d'appui formés par les standards du 2D comportemental, mental et cognitif. Il s'ensuit un ensemble de clichés sociaux et d'archétypes systémiques qu'il convient d'éviter et de combattre à la racine.

Principaux standards 2D encadrant la citoyenneté classique

On reconnaît facilement l'esprit du citoyen systémisé (1) ou semi-système (2) de celui du néocitoyen (3) par une forte tendance à privilégier... :

- . La référence aux symboles nationaux plus forcément d'actualité et/ou ne correspondant plus aux attentes profondes, aux priorités et/ou à la réalité vécue par la plupart des citoyens éduqués et informés.
- . L'adhésion de principe à ce qui existe déjà pour faire comme les autres et non à ce qui devrait être fait ou pourrait être fait dans l'absolu.
- . Le recours sous l'angle social et public à des valeurs, à un mimétisme identitaire, à des formats relationnels, en opposition franche avec ce qui se passe dans l'ombre et l'anonymat de la sphère privée et intime.
- . Le civisme bon élève récompensant le zèle, le conformisme, l'obéissance, le politiquement correct, le suivisme docile...
- . Les comportements standardisés, stéréotypés, ritualisés, dans les métiers, les fonctions, les rôles, sans véritable libre arbitre ni autonomie.
- . L'usage habituel d'une vestimentaire plus fermée qu'ouverte, avec quand cela est possible le port ostentatoire d'attributs, symboles, insignes, médailles, destiné à se démarquer volontairement des autres.
- . Les devoirs envers la nation et les organisations d'accueil (moraux, légaux, professionnels, contributifs, éthiques...) afin de manifester son adhésion et sa participation active aux règles et enjeux en vigueur, plus que la revendication de

- droits pour soi et pour les autres.
- . La délégation à autrui dans de nombreux domaines (prise de décision, vote politique, direction et gouvernance, gestion économique et financière, management des hommes et des affaires, passage à l'acte...) comme formule sociale et organisationnelle simple et facile de non-effort, de non-engagement, de déresponsabilisation.
 - . Le recours à la facilité de la loi et au moindre discernement face à la primauté de la procédure, de la règle, des usages, sans manifester de réelle vision globale sur les effets induits de ses actes et décisions.
 - . L'artificialité issue des formatages sociaux et cognitifs (mode, style de vie, mœurs, tradition, apparence donnée, jouer la comédie...).
 - . L'imposition de soi de multiples manières (concurrence, compétition, rapport de force, opposition, contradiction, gagner sur les autres, être premier, ouvrir sa « grande gueule »...), couplée ou non à la manipulation, plutôt que l'affirmation saine, modeste et sereine de soi.
 - . L'usage préférentiel de procédures bien cadrées, de règles du jeu bien établies, de propos et d'argumentations génériques sans prendre véritablement position, au lieu de s'exposer intellectuellement, d'être créatif, d'apporter des solutions sur mesure, des réponses personnalisées.
 - . La réaction réflexe de se noyer dans la masse sans revendiquer la moindre différenciation ou alors uniquement sous forme de titre ou de rôle statutaire valorisant.
 - . L'acceptation aveugle du principe d'égalité dogmatique même à contre-courant sociétal ou à contresens des besoins légitimes de différenciation et d'équité.
 - . La référence prioritaire et/ou systématique à l'ordre souverain ou républicain, à l'État de droit, à la raison des plus forts ou des dominants, comme justification de son appartenance, bien avant de réfléchir à ce que suppose l'exercice du véritable esprit de démocratie.
 - . Le recours immodéré à tout l'arsenal juridique et sécuritaire pour se défendre et se protéger au détriment de la légitime défense, de la self-défense, de l'esprit de responsabilité, du principe de réciprocité.

L'erreur de mettre tout le monde dans le même sac

Toute forme d'imposition systémique contre la volonté du citoyen moderne est plus qu'une erreur, c'est une offense à l'intelligence humaine et collective. En mettant tout le monde dans le même panier, dans le même train de mesures, dans le même parc gardé territorial ou national, on alimente la rancœur du plus grand nombre, on encourage la ruse et la manigance de certains, on active le besoin d'évasion et/ou de rébellion dans les esprits forts et avisés. L'uniformisation résultant d'une citoyenneté aux ordres est bien pire qu'une vision mentale focalisée sur des certitudes subjectivées et des objectifs binarisés. C'est même la garantie d'une frustration vitale profonde sous des airs policés, la permanence d'un marigot mental dans lequel prennent racine toutes les formes de manipulation et d'imposition de soi. C'est aussi la démonstration que la démocratie invoquée dans les ouvrages académiques est un mensonge d'État, lui-même relayé par tout un ensemble de règles, lois et procédures, imposant de manière unilatérale le haut de la gouvernance vers le bas du peuple, la directivité des systèmes dominants vers le citoyen dominé. Dans ces conditions, il est clair que l'intérêt systémique n'est pas de favoriser l'esprit de démocratie, mais uniquement son habillage trompeur. Il suffit d'observer comment la manœuvre technocratique et politique au sommet de l'État est le plus souvent à l'inverse, ou

fortement décalée, des attentes légitimes du citoyen moderne. On peut même parler d'inversion proportionnelle entre les méthodes utilisées et les pertes libertaires dans l'absolu citoyen. En d'autres termes, plus l'État est gagnant plus le citoyen est perdant, malgré la « bonne volonté » affichée des élus et politiciens agissant dans l'opposition, puis changeant fortement d'attitude dès leur arrivée aux affaires. Des citoyens plus comme les autres, car devenus systémisés et largement prisonniers des systèmes en place, garrottés par les lois, usages et règles systémiques en vigueur. Seuls les discours, les promesses, les effets d'annonce, la communication, les mesures de gestion et autres réformattes conjoncturelles (souvent plus liberticides que libertaires) ont encore place, face à un pouvoir systémisé hautement autoprotégé exigeant de ne pas le partager ou seulement en portion congrue.

Il n'y a pas fondamentalement de Donnant-Donnant (pure réciprocité) et encore moins de Gagnant-Gagnant entre le pouvoir étatique ou systémique et le citoyen lambda (bénéfice de bien-être, de bonheur, de sérénité, de quiétude fiscale et économique...). Le différentiel entre eux est largement masqué par le brouillard médiatique et culturel, l'ombre portée par la politique et la géopolitique, les certitudes écrasantes de l'académisme et de l'économie, fait que peu de personnes ont réellement assez de hauteur de vue pour concevoir qu'il est toujours possible de faire mieux à tout moment, de faire plus en qualité et efficience, de faire autrement en diversité. En d'autres termes, chaque nation se piège elle-même dans sa vision de la réalité, du monde et de l'avenir, en maintenant à un niveau relativement bas ou médiocre une citoyenneté autopiégée par sa forte dépendance aux systèmes passés, conservateurs ou classiques en place. À mettre tout le monde dans le même sac, il n'y a dès lors aucune chance d'accéder à une véritable néocitoyenneté. Même l'ordre apparent donnant une relative impression de sécurité d'ensemble produit des déséquilibres profonds dans la vie intime, privée et sociale. En fait, la seule considération de l'offre systémique dans la condition sociétale n'est que la partie émergée de l'iceberg des réalités d'un monde devenu, à la fois, plus complexe et plus exigeant en termes de condition humaine et citoyenne.

Sortir la tête, les mains et les pieds du « sac »

Ce qui est sûr, c'est que plus les individus sont différents dans leurs personnalités et leurs parcours de vie, plus l'unification est trompeuse et porteuse d'entropie. Aussi, au lieu d'accepter ce que le système impose à tous de manière indifférenciée, unilatérale, directive, sans grande « réciprocisation » en matière de proportionnalité et de contrepartie d'égale importance, mieux vaut laisser aux individus-citoyens adultisés l'initiative dans le choix d'agir, décider, contrôler, pratiquer, faire, entreprendre, réaliser. C'est la seule bonne façon de sortir complètement du « sac » pour s'engager sur la voie de la citoyenneté avancée.

Les 4 options évolutives pour tendre vers la véritable néocitoyenneté

Les options consacrant la néocitoyenneté sont indiquées par ordre de priorité allant de la plus avancée (1) à la solution minimale de base (4). Elles permettent de mesurer tout le travail sociétal à accomplir dans de nombreux pays pour passer d'une citoyenneté basique ou conventionnelle (option 5) à l'option 4, puis 3, puis 2, puis 1 !

Option 1 (idéal à atteindre) : C'est le top niveau de la néocitoyenneté et de la démocratie avancée avec une autorégulation complète du **néocitoyen consacré** au sein de l'espace social et public, sous condition pour celui-ci de respecter pleinement et constamment l'ensemble des valeurs évolutionnaires comme l'autodiscipline, l'esprit de responsabilité, le discernement, la maîtrise compétentielle, l'intégrité mentale et morale, l'acceptation et pratique du principe de réciprocité... Le néocitoyen consacré s'exprime et se comporte entre 80% et 100% d'autonomisation, un peu comme dans l'espace privé, tout en acceptant l'ensemble des contreparties en cas de déviance morale, comportementale, juridique. Cette option intègre toutes les latitudes issues des 3 autres options, ce qui suppose à la base un cadre étatique et organisationnel parfaitement démocratisé, pleinement ouvert sur les initiatives individuelles et collectives en matière de droits humains et de libertés légitimes.

Option 2 (avancée démocratique internationale) : Elle traduit une forte avancée en matière de néocitoyenneté et de pratiques démocratiques dans la plupart des pays du monde, faisant que le citoyen lambda devient un **citoyen du monde** disposant d'un libre choix permanent entre plusieurs possibilités civiques, administratives et juridiques au sein d'une Offre sociétale élargie au plan local, national, fédératif, international (dès lors que les structures et conventions existent). Le citoyen du monde est considéré comme apte à décider par lui-même, en toute conscience et discernement, des droits et devoirs, règles et procédures, applicables à son cas personnel dans l'exercice volontaire et différencié de sa propre citoyenneté. La latitude citoyenne est ici comprise entre 50% et 80% en matière d'usage des droits légaux et libertés légitimes, tout intégrant les options 3 et 4.

Option 3 (avancée démocratique décisive) : Cette étape intermédiaire en matière de néocitoyenneté implique la notion de **citoyen adultisé** appliquant une charte évolutionnaire et une éthique comportementale transparente. L'intégrité citoyenne qui en résulte lui permet d'intervenir et coparticiper activement au cœur des systèmes, institutions, organisations et entités publiques en place, en bénéficiant d'un droit d'ingérence citoyen dans la hiérarchie des pouvoirs en place. Le citoyen adultisé peut ainsi prendre part en amont à la constitution de programmiques sociétales et électorales claires et précises avec l'exigence d'intégration d'une série de mesures et d'actions réformatrices (en faveur des citoyens) sur des bases chiffrées, datées et argumentées sur des durées longues, décennales et plus... C'est aussi la possibilité d'intervention à mi-mandat local ou national sous forme de contrôle et d'audit des engagements réalisés, des résultats obtenus ou pas, et naturellement en aval, pour confirmer ou non le renouvellement des mandats électifs. La décision citoyenne est ici prise en compte dans les grands enjeux locaux et nationaux, sans toutefois disposer d'un droit de veto permanent face à l'exécutif et au législatif, mais uniquement de manière ponctuelle et conjoncturelle si objectivement justifiée. Le spectre libertaire de la néocitoyenneté est compris entre 25% et 50% en restant placé sous l'égide du contrôle des pairs, ainsi que d'une surveillance systémique jugée acceptable.

Option 4 (participation active) : Tout citoyen peut participer volontairement à la vie démocratique de son pays ou de la collectivité en respectant l'esprit et la lettre des règles légales, juridiques et constitutionnelles en vigueur. Le **citoyen participatif** est celui ou celle qui nourrit la décision publique lors de missions spécifiques, d'assemblées citoyennes, de référendum ou en tant que membre d'un jury. La voix du citoyen est prise en compte pour sa force de proposition, mais

pas pour la prise de décision finale, sauf en tant que juré. Le citoyen participatif agit de manière parallèle aux élus et aux ONG, ou associations influentes, dans certains domaines sociétaux. Il ne dispose pas de l'autorité de la décision mais sa voix compte pour un dans l'esprit « un homme, une voix ». C'est le premier vrai pas en faveur d'une citoyenneté plus affirmée, plus coopérative.

L'option 5 est celle actuellement en vigueur

Avant d'envisager le passage à l'option 4 (citoyen participatif ou 2^e génération de citoyenneté) puis à l'option 3 (citoyen adultisé ou 3^e génération) puis à l'option 2 (citoyen du monde ou 4^e génération) puis à l'option 1 (néocitoyen consacré ou 5^e génération), il est d'abord nécessaire de s'extraire par le haut de l'option 5 (1^{re} génération de citoyenneté). Cette option est courante dans la plupart des démocraties de système ou intermédiaires, comme première avancée démocratique permettant de sortir de la servitude, du totalitarisme, de l'asservissement, du joug politique, militaire, sécuritaire, religieux, économique... En créant une réelle permissivité légalisée dans l'exercice de certains droits humains et libertés fondamentales, cette option se caractérise également par 3 grandes ouvertures à l'expression humaine :

- . **La circulation de l'information** malgré les filtres de la censure et de l'autocensure.
- . **Le vote** aux élections politiques et dans le cadre de la plupart des décisions nécessitant une majorité, le plus souvent sous forme de vote entonnoir.
- . **La délégation** sous différentes formes (démocratie représentative, mandat, procuration...) privant le citoyen d'un accès direct au centre de décision.

En fait, la condition citoyenne de 1^{re} génération (option 5) correspond à un % limité de démocratie induisant lui-même les limites endogènes de la citoyenneté. Il en découle forcément un conflit permanent voué à perdurer encore très longtemps tant que les attentes de plus en plus exigeantes d'un citoyen moderne éduqué, informé, compétent, technologisé, sont insatisfaites ou partiellement et imparfaitement solutionnées. On peut même s'attendre à ce que le différentiel se creuse de plus en plus si les choses restent identiques, voire régressent, à partir de postures technopolitiques unilatérales et/ou d'une ingénierie systémique alimentant des méthodes de gestion du collectif à la fois conservatrices, autoritaristes, directives, indifférenciées, voire clairement de manipulation des masses. Même si l'intention de départ est bonne (ou a été bonne) au sein des systèmes dominants, l'esprit des personnels et élus les animant n'est pas toujours considéré comme à la hauteur des enjeux réels du présent et de l'avenir citoyen. Il suffit de comparer les grandes différences psychologiques, philosophiques, pragmatiques, relevant des attentes et des objectifs du citoyen moderne avec les objectifs et l'agenda souvent masqués des systèmes en place. Il est ainsi intéressant de se poser la question de savoir quels sont les objectifs et à quoi sert le citoyen sous l'angle existentiel (en tant qu'individu), ainsi que ce que représente la citoyenneté sous l'angle systémique au-delà du seul rôle civique. On s'aperçoit très vite que les attentes du citoyen moderne sont toutes mobilisées vers les options 4 à 1, alors que les objectifs de la plupart des systèmes dirigeants consistent à rester au niveau de l'option 5, voire de régresser si nécessaire.

1. Objectifs du citoyen sous l'angle existentiel

S'affirmer positivement le mieux possible tout en étant capable de... :

- . **Vivre sa vie** comme on l'entend, à son propre rythme, dans son propre style, en assumant ses choix et différences, sans devoir en rendre compte à quiconque, se plier contre son gré à la volonté d'autrui.
- . **Défendre** tout système apportant des produits, services et prestations d'assistance, protection, sécurité, moyens de vivre décemment, travailler, consommer, satisfaire ses besoins vitaux et dominants...
- . **Exprimer** librement et ouvertement ses attentes, besoins, avis, opinions, dans le plus large spectre de droits et libertés, dans la tolérance et le respect, la bienveillance et la positivité.
- . **Prolonger** la plupart de ses propres qualités humaines et valeurs appliquées dans l'espace privé à l'espace social, voire les amplifier en faveur du collectif, du milieu professionnel, afin de les rendre plus positif que négatif, plus dynamique que passif, plus motivant que démotivant.
- . **Démontrer** un discernement constant, de l'adultisme, dans la revendication et l'usage des droits-libertés fondamentaux, les droits-créances (travail, éducation, économie, social...), les droits de 3^{ème} génération (communauté internationale, futures générations, ingérence humanitaire...), tout en sachant parallèlement assumer les devoirs associés.
- . **Assurer** la descendance familiale, ethnique, nationale, maintenir les équilibres démographiques et sociaux en témoignant de la solidarité, de l'entraide entre membres, entre actifs et inactifs, entre vivants.
- . **Manifester** de l'intelligence relationnelle pour construire, bâtir, produire, cultiver, commercer, échanger, participer avec les autres, enrichir les relations, pérenniser les échanges interindividuels.
- . **Gérer** au mieux les acquis du présent, préparer l'avenir pour les prochaines générations, défendre les intérêts vitaux de la famille, du groupe, de la communauté.
- . **Protéger** l'environnement, exploiter intelligemment les ressources naturelles, animer les territoires de vie, avoir des activités productrices de valeur ajoutée capables de satisfaire à la fois ses propres besoins et ceux de son cercle de vie.
- . **Participer** à la sécurité, à la protection et au confort de vie de son propre entourage et celui de la collectivité de manière motivée, engagée, durable, en essayant de donner le meilleur de soi-même.
- . **Utiliser** et développer à bon escient ses talents, capacités et potentiels en sachant « vendre » son savoir-faire, ses qualifications aux autres citoyens, afin de créer des flux économiques, coparticiper à l'économie générale.
- . **Être détenteur** de compétences opérationnelles, de connaissances utiles, de savoirs pratiques transmissibles et coopératifs, tout en montrant de la cohérence et en donnant le meilleur de soi-même dans les activités sociales, professionnelles, publiques.
- . **Concourir** à améliorer le cadre de vie de tous par des initiatives, actions, contributions, réalisations, engagements, en devenant un exemple à suivre pour ses proches, un individu fiable pour le collectif conscient des enjeux de la réalité.
- . **Devenir** soi-même un régulateur comportemental et attitudinaire pour l'ensemble de ses relations, en étant porteur d'une certaine morale, de valeurs d'exemplarité, d'idéaux de vie en commun.
- . **Se montrer** capable de dynamisme, d'activisme, d'adaptation, de créativité, d'inventivité, de motivation à agir, en s'impliquant durant tout l'âge adulte avec un esprit social refusant tout comportement prédateur, profiteuse, feignant, malfaisant, anti-citoyen sous l'angle d'un suivisme aveugle.

2. Profil type du citoyen sous l'angle systémique

Être constamment contenu dans sa nature humaine en faisant en sorte que celui-ci... :

- . **S'inscrive** sans opposition ni récrimination, voire sans réelle conscience des enjeux présents et à venir, dans un agenda politique national et transnational peu ou pas transparent sur les objectifs poursuivis et/ou la finalité générale.
- . **Reste** le plus longtemps en état de soumission à l'autorité, de subordination hiérarchique, de dépendance à l'offre systémique, d'acceptation inconditionnelle des pouvoirs en place.
- . **Se sente protégé**, défendu, assisté, contre toute forme d'adversité extérieure et intérieure, à l'abri des infortunes de la guerre, de la misère des épidémies, des privations...
- . **Soit une ressource humaine** inépuisable et profitable (vache à lait), facilement utilisable (main-d'œuvre, chair à canon, consommateur...), aisément formable (spécialisation par la formation, l'éducation), ainsi que conditionnable (croyance, médiatisation, discours dominant...).
- . **Se gouverne** aisément en masse (peuple) et se dirige à l'échelle unitaire par l'esprit, les besoins, les intérêts, les titres, l'autorité, la peur, l'émotion, la motivation, l'égo, l'argent...
- . **Se conforme** aux spécificités nationales légales (race, ethnie, droit du sol, droit du sang...), sans être privé de ses droits civiques ou alors traité publiquement en déviant ou délinquant.
- . **Se contrôle** constamment par la culture officielle, l'information issue de médias nationaux accrédités ou sous tutelle, par des services spécialisés de surveillance, par une offre globale technique, technologique, alimentaire, énergétique, sociale, économique, financière, sécuritaire...
- . **Se montre** obéissant et discipliné face à la loi, aux représentants de l'autorité, de l'État, des services publics, des systèmes dominants en place.
- . **Devienne** instruit, éduqué, formé, transmetteur de certaines valeurs collectives, utilisateur de la langue officielle du pays ou du territoire.
- . **Respecte** les institutions, les directives de l'exécutif et du législatif, les injonctions des agents des services publics, les directives fiscales, sécuritaires, administratives, académiques.
- . **Participe** aux votes lors d'élections en utilisant les droits politiques, juridiques, constitutionnels, afin de légitimer l'exercice du pouvoir, le rôle et statut des élus.
- . **Produise** de la valeur ajoutée, une force de travail, une compétence en matière d'employabilité, ainsi que consommer, s'équiper, se nourrir, se loger..., afin de faire fonctionner l'économie et l'ensemble des corps de métier
- . **Contribue** au fonctionnement des services publics et des institutions, à leur financement par tout un arsenal de taxes, d'impôts, de contributions, de prélèvements, sur tous les produits, services, prestations nécessaires à la vie individuelle et collective.
- . **Constitue** une réserve opérationnelle mobilisable à tout moment pour remplir tout un éventail de missions allant de la gouvernance à la gestion des entités publiques, du management à la production au sein de toutes les activités privées, de l'éducation à la santé, de l'ordre sécuritaire à l'économie marchande et la finance, du bénévolat associatif aux activités de loisirs, sportives, culturelles, de tourisme...
- . **Défende** les systèmes d'appartenance dont le citoyen est membre, salarié, redevable, afin de les pérenniser, les améliorer, les protéger des ennemis intérieurs et extérieurs.

Être néocitoyen où les 7 évidences de la 3^{ème} voie sociétale

Pour sortir des ambivalences citoyennes et systémiques, la porte de sortie la plus adéquate est celle qui privilégie des actions de rupture en faveur de la néocitoyenneté. Une 3^{ème} voie qui se caractérise par 7 évidences néosociétales :

1. Tenir compte du fait que les attentes des citoyens sont différentes de nature, d'intensité, de fréquence et/ou d'importance selon les hommes et les femmes, les territoires, les âges, les formations, les métiers, les professions, les rôles et statuts sociaux, les communautés d'appartenance...

En un mot : l'uniformité et l'égalité dogmatique imposées à tous sont des non-sens éthologiques, ethnographiques, en se substituant à l'équité légitime fondant la nature même de l'inné propre à chaque individu.

2. Savoir que les attentes humaines, citoyennes et sociétales évoluent forcément au fil du temps, faisant que ce qui a été bon et utile à un moment donné ne l'est plus nécessairement à un autre moment ou dans d'autres circonstances. À partir de cet axiome sociétal, tout citoyen doit pouvoir exiger que l'Offre sociétale standardisée et/ou figée dans des pratiques politiques, institutionnelles, organisationnelles, économiques ou autres, puisse être adaptée et/ou adaptative en fonction directe de la Demande citoyenne raisonnable. Deux solutions sont alors possibles : soit l'Offre adapte son « marketing sociétal » en fonction des attentes précises des citoyens cibles ; soit le citoyen exige ou revendique ponctuellement un toilettage, nettoyage et/ou une déconstruction de l'Offre institutionnelle (lois, règlements jugés obsolètes, iniques ou inutiles).

En un mot : Les besoins des uns ne sont pas les besoins des autres, par conséquent les réponses apportées aux uns ne conviennent pas forcément aux autres.

3. Prendre en considération la grande relativité des moyennes statistiques, des chiffres officiels, des typologies psychosociologiques, des interviews micro-trottoirs, des certitudes scientifiques du moment, des affirmations péremptoires provenant des commentateurs et élites, des analogies et autres comparatifs en matière de marketing et communication..., qui ne sont que des représentations à gros traits de la réalité, des faits ou de l'offre, des nuances de personnalité et/ou d'attentes propres à chaque citoyen. Sous un angle plus imagé, chaque citoyen dans la réalité du monde s'identifie à une nuance de couleur parmi des millions d'autres possibles même si, à la base, il n'existe que quelques couleurs primaires et secondaires.

En un mot : la différenciation des cas et des individus doit primer sur la généralisation et l'indifférenciation.

4 Donner à chaque citoyen le pouvoir de disposer de 4 manières d'exprimer son vote : oui, non, blanc, abstention. Tout vote citoyen doit pouvoir également bénéficier d'alternatives de choix entre une offre nationale, fédérale et/ou universelle dans certains domaines (droits de l'homme et du citoyen, services judiciaires, solidarité et entraide citoyenne...).

En un mot : la démocratie ne doit pas s'enfermer dans une monoculture nationale et/ou historique, mais s'ouvrir à tous les possibles telle une porte ouverte permanente sur la Demande humaine et citoyenne raisonnable et non pas seulement sur les limites de l'Offre systémique du moment.

5. Considérer que les demandes, les exigences, les revendications, provenant de minorités influentes (partis politiques, associations, ONG, think tank, lobbies...) ne sont pas forcément représentatives de celles voulues ou attendues par la majorité silencieuse. Il faut également concevoir que la nature constitutive de toute majorité silencieuse est fortement hétérogénéisée et prompte à se modifier et évoluer en permanence.

En un mot : le caractère directif, actif, bruyant, flamboyant, élitiste, de telle ou telle minorité ne doit pas imposer le silence, la règle ou l'obscurité médiatique à la majorité des autres.

6. Accepter le fait que la vision présente de la citoyenneté (droits, devoirs, civisme...) n'est pas celle des générations antérieures et ne sera pas celle des générations à venir. Le présent n'a pas à supporter la vision de l'histoire, ni la mentalité dépassée des anciens législateurs, ni les positions politiques prises dans le passé, ni la prolongation conservatrice ou traditionaliste d'usages et pratiques devenues obsolètes.

En un mot : Les certitudes du passé ne sont pas les évidences d'aujourd'hui et encore moins les vérités de demain.

7. Se convaincre que la représentation contemporaine du stéréotype citoyen qu'ont les élus, les agents et mandataires agissant au cœur du système n'est pas le reflet exact de la volonté, de la grande diversité des cas ni de la Demande précise de l'ensemble des citoyens. De la même manière, la pratique commune consistant à favoriser une délégation inconditionnelle du pouvoir du citoyen vers l'élu, l'agent ou le mandataire pendant une durée fixe doit être limitée et surtout contrôlée dès que nécessaire par les citoyens eux-mêmes. S'il est normal que le citoyen puisse déléguer sur certains sujets, il doit aussi pouvoir se faire entendre et respecter à tout moment au cours de chaque mandature sur tout sujet jugé majeur, urgent, important pour lui.

En un mot : L'élu n'est pas un intercesseur démocratique sans un rapport étroit et empathique avec la volonté citoyenne. Il ne doit pas être intouchable mais considéré seulement comme un levier amplificateur de la voix du citoyen révoquant à tout moment. Il est par conséquent impératif de changer régulièrement les personnels politiques aux postes de pouvoir.

8. Arrêter de croire que les politiques publiques menées par les gouvernants du moment sont les seules bonnes ou possibles à mener, les mieux adaptées à la situation, en évacuant ainsi bien d'autres possibilités, alternatives et solutions. Il suffit de voir ce qui se passe ailleurs, au même moment, sur des centaines d'autres territoires pour s'apercevoir de la largeur du spectre potentiel d'actions citoyennes pouvant être menées.

En un mot : L'offre politique du moment est toujours une réduction à minima d'un spectre beaucoup plus large de possibilités.

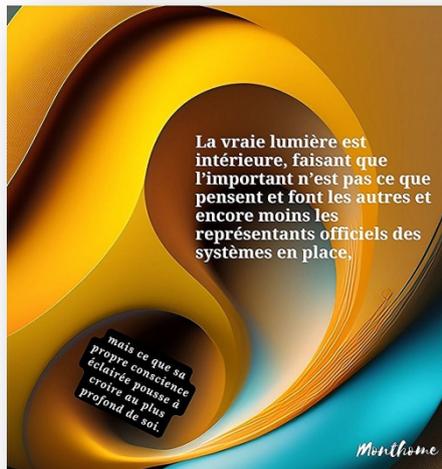
En résumé, la néocitoyenneté n'est pas une utopie irréalisable, mais une marche en avant constante et dynamique supposant de s'extraire par le haut des matrices culturelles et sociétales conventionnelles et/ou conservatrices. C'est avant tout une question de volonté politique, mais aussi et surtout une démarche lucide et déterminée de la part de chaque citoyen et citoyenne. L'objectif commun doit converger vers deux types d'évolution :

. Une **évolution des consciences** en se montrant constamment vigilant face à toutes les manœuvres technopolitiques et systémiques de refus, d'évitement, de

contournement, de durcissement.

- . Un **élargissement constant** du spectre des droits humains légitimes et des libertés citoyennes en renforçant positivement, solidement et durablement le rôle du citoyen moderne dans tous les domaines.

Dans ces conditions, l'avenir appartient aux citoyens !



Hastag #34

Citoyen vs certaines pratiques systémiques

Sommaire

- . Introduction
- . Se réformer de l'intérieur
- . Mettre en place un partenariat citoyen
- . Un trio systémique complice contre le citoyen moderne
- . Le citoyen systémisé est hélas l'avenir des sociétés modernes
- . La pérennisation probable des dissonances sociétales

Résumé

Cet **Hastag** montre que l'avenir du citoyen moderne est dans la lignée de l'histoire, à savoir subir passivement toute une série de courbures systémiques fortes associées à de petits changements démocratiques dans une continuité conservatrice générale. C'est du moins ce que l'on peut projeter tant que le citoyen lambda se laisse facilement intimider par la menace du plus fort, illusionner par des promesses que nul ne tiendra, laisse s'installer chez lui la peur face aux effets contraires envisagés et/ou montre un fatalisme découragé de type « pot de terre contre pot de fer ». Il peut toutefois en être autrement, non pas par la révolution ou les manifestations violentes de rue, mais par l'évolution mentale en chaque individu. La vraie lumière est intérieure, faisant que l'important n'est pas ce que pensent et font les autres et encore moins les représentants officiels des systèmes en place, mais ce que sa propre conscience éclairée pousse à croire au plus profond de soi. Aussi, la meilleure défense du citoyen adulte doit se puiser dans son intégrité mentale et intellectuelle, dans le fait de disposer d'une robuste confiance en soi, de fonder son jugement sur une intime conviction toujours animée de discernement, tout en démontrant dans les actes une détermination sans relâche, et cela change carrément la donne !

Tout a déjà été dit, tout a déjà été pensé, tout a déjà été fait d'une manière ou d'une autre dans l'histoire des hommes. Tant que la mentalité des individus reste formatée sur des bases conservatrices (rapport concurrentiel et compétitif à l'autre, rapport de force par l'exercice de la dominance et du pouvoir, cadre verticalisé et hiérarchisé fondé sur l'élitisme issu de la notation et de la sélectivité académique, division des masses en classes sociales, en usagers et consommateurs addicts à l'argent, déconscientisation par la désinformation, les mythes, légendes et croyances religieuses...), il ne sert à rien d'inventer un monde futur sur des bases technologiques et d'IA lequel ne sera qu'une déclinaison modernisée de ce qui existe déjà (voire pire). Tant que les modèles de gouvernance n'évoluent pas de l'intérieur en favorisant avant tout la primauté de l'intelligence brillante et ses rapports orientés et/ou manipulateurs à la communication au sens large (incluant l'éducation et la culture officielle, l'information dans toutes ses formes d'expression, la multimédiatisation, le marketing...), tout en justifiant l'ensemble des méthodes courantes d'ingénierie systémique en politique, administration, technocratie, fiscalité, judiciarisation, sécuritaire..., le monde continuera d'évoluer en surface des apparences, mais pas dans les profondeurs de l'esprit humain et du citoyen. Il est à craindre que l'inaboutissement chronique des peuples ne soit la seule finalité sociétale. Pour changer le monde, la solution est pourtant fondamentalement simple (recto positif) : favoriser l'aboutissement humain par la primauté d'attitudes mentales positives et affirmées dès le plus jeune âge (motivation, valorisation, respect, personnalisation, différenciation...) puis de comportements adultisés au sens des 34 valeurs évolutionnaires ([Hastag #14](#)). Elle est aussi techniquement complexe (verso négatif) face à l'ensemble des obstacles complexes fixant, retenant, emmurant, l'activité de la plupart des sociétés modernes, ainsi que par les différentiels de mentalité entre cultures différentes, générations, nationalités, ethnies, induisant tout un cortège de déviances cognitives et comportementales observables à tout moment autour de soi. En fait, la problématique de fond à résoudre est d'abord chez les autres avant d'être en soi-même, faisant ainsi que si chaque individu fait également partie des autres il lui faut nécessairement s'en différencier positivement par lui-même !

Se réformer de l'intérieur

Face aux interactions inévitables avec les autres, c'est à chaque individu de se réformer de l'intérieur pour qu'un effet de masse se produise sur plusieurs générations. Le problème principal n'est pas dans les idéaux religieux, les idéologies politiques républicaines, monarchiques, communistes, libertaires, antisystèmes ou autres, mais dans ce qu'en font ensuite les gouvernants, les dirigeants, les élus, les personnels politiques, les acteurs de terrain. Le second grand problème est dans la nature profonde du matricage culturel, du moule éducatif, du formatage professionnel, du conditionnement social de masse, par le passage obligé dans tous les baignoires systémiques (écolier, étudiant, usager, consommateur, travailleur, actif, entrepreneur, contribuable, client, patient...). C'est la raison pour laquelle il est bien plus judicieux de procéder en deux temps :
• Se qualifier continuellement de l'intérieur par l'affirmation positive de soi, le recours aux valeurs évolutionnaires, le développement personnel, le passage à l'acte, la maîtrise du risque, le dépassement de soi, l'autoformation compétentielle librement choisie...

. Rechercher à l'extérieur le meilleur et l'utile existant ou ayant existé (usages, lois, pratiques, méthodes...), afin d'éviter de tomber dans la plupart des pièges conservateurs du quotidien, de perdre inutilement son énergie ou se garder de faire des erreurs évitables...

Aussi, la ligne de conduite à suivre en permanence est de ne jamais sortir des règles que l'on s'impose à soi-même parmi lesquelles :

- . Être convaincu que le meilleur allié qui soit, surtout en période de crise ou de difficulté, est soi-même en toutes circonstances impliquant de se forger un mental et une détermination à toute épreuve.
- . Considérer que l'équilibre à atteindre suppose un mouvement dynamique constant (et non un relâchement, arrêt, régression, fuite...) en sachant mobiliser sa volonté, sa motivation, les efforts nécessaires.
- . Savoir que tout déséquilibre relationnel, social, économique, statutaire, conduisant inévitablement à une position de faiblesse, de dominé, de suiveur, de mal-être, de frustration, résulte avant tout d'un partage inéquitable du pouvoir, des rôles, des ressources disponibles au sens général.

C'est en ne suivant pas ces 3 règles élémentaires que l'humain puis le citoyen se raccrochent par défaut et/ou s'accrochent constamment aux branches offertes par les systèmes en place (emploi, argent, code à suivre, consommation, rôle statutaire...). C'est bien simple, moins le citoyen est apte à se dominer lui-même et plus il recourt aux artifices sociaux, aux facilités économiques, aux règles étatiques et systémiques sécurisantes. La plupart des déséquilibres entre le citoyen et les systèmes dominants (dont l'État, la sphère publique, les institutions territoriales, les grandes organisations financières et économiques...) proviennent d'un différentiel notable dans les flux d'échange utilisés (moyens médiatiques, institutionnels et/ou régaliens utilisés), ainsi que dans les flux de pouvoir provenant des rôles décisionnaires officiels (interdictif, répressif, exécutif, administratif, judiciaire, sécuritaire, législatif...). Le rapport est ici totalement déséquilibré au profit des systèmes dominants et au détriment du citoyen dans un rapport allant de 1 à 10 (ou plus), voire de 1 à 2 dans le meilleur des cas, mais très rarement à égalité de 1 contre 1 au départ. Ce **différentiel de flux** né du matrimoine culturel, de la contrainte systémique et des règles civiques est à la source de ce qui rend dans les faits toute démocratie imparfaite, handicapée, bancal, partielle, intermédiaire. Aussi, à force d'accepter par nécessité ce différentiel, le citoyen se voit dans l'obligation d'utiliser l'ensemble des référentiels religieux, politiques et/ou d'ambiance sociale ou leur contraire (code d'appartenance, narratif et langage en vigueur, pensée dominante ou d'opposition, adhésion de principe ou complotisme, comportement normalisé ou marginalisé, opinion standardisée ou critique...). Tant que le différentiel de flux induit une pression systémique majeure et dominante sur le rôle du citoyen, on observe que le libre arbitre humain se voit partiellement remplacé par des automatismes mentaux, voire totalement contaminé dans la réflexion, le jugement et la vision du monde, en ne voyant plus aucune autre façon d'agir et de penser.

Sortir par le haut du différentiel système/citoyen en 7 étapes

Face à toute emprise systémique, il existe un ensemble de solutions « non idéologiques », « non systémisées » « non asservies » permettant à chacun de mieux contrôler et gérer au quotidien ses énergies, ses envies, ses motivations,

ses objectifs :

- . **Manifester de l'amour à ses proches** (affection, altruisme, oblation, bienveillance, tolérance, entraide...) en mobilisant ainsi positivement son esprit et son énergie.
- . **Opter pour une plus grande autonomisation** (habitat, auto emploi, énergies propres, consommation plus sobre, plus naturelle, plus circulaire, déconsommation sur le plan des équipements, des habitudes...).
- . **Recourir à des usages civiques et sociaux plus sobres**, plus positifs, plus qualitatifs (type 3D/4D), s'appliquant déjà dans d'autres pays, territoires, communautés, entités sociales et professionnelles, groupements humains...
- . **User de pratiques courantes plus respectueuses** des individus, des animaux, de la Nature, des activités humaines, de la culture, des traditions..., reposant sur des valeurs plus avancées, plus évolutionnaires.
- . **Rechercher un cadre social, économique, politique** plus démocratique, libertaire, participatif, équitable, tolérant, de nature à motiver profondément ses membres à s'engager, contribuer activement, prendre des initiatives...
- . **Agir dans l'esprit d'une coopération** plus transparente, égalitaire, humble, entre pairs et citoyens animés des mêmes idéaux, sur la base d'une réelle intelligence relationnelle entre membres.
- . **Se façonner un mode de vie** plus sain, plus vrai, plus authentique, plus horizontalisé, sans classes ni division sociales, sans hiérarchisation dans l'usage du pouvoir, avec une plus grande liberté de création, d'action, d'entreprise...

Mettre en place un partenariat citoyen

Pour le politique au pouvoir et la technocratie aux manettes, le citoyen est un acteur très important au moment du vote et des rentrées fiscales, mais négligeable par la suite. C'est exactement la même chose pour l'écrivain qui compte uniquement sur les lecteurs pour acheter son livre ou pour le musicien qui souhaite remplir les salles avec ses fans pour des moments de communion, de notoriété et de rétribution, mais dont il ou elle ne se soucie plus guère ensuite de leurs sorts anonymes. En d'autres termes, dans la plupart des sociétés modernes dites démocratiques, le citoyen est utile pour ce qu'il apporte aux systèmes en place (et autres acteurs de l'économie) et non pour ce qu'il est dans sa nature humaine. Aussi, le citoyen ne doit pas seulement naviguer au fil de l'eau et du courant assigné par son milieu de vie, mais se demander à quoi sert son existence sur Terre au-delà de vivre sa vie en tant qu'être pensant formaté et conditionné et/ou survivre comme il peut face à l'adversité des événements, à l'hostilité des autres, en devant supporter une accumulation croissante de contraintes imposées au quotidien. En acceptant d'être un maillon anonyme à l'échelle de l'histoire (pour 99,99% des hommes et femmes ayant vécu sur la planète) tout en remplissant correctement des fonctions vitales pour la préservation de son propre entourage, de l'environnement, de la nature, comme en assurant la perpétuation de l'espèce humaine, il doit toutefois pouvoir pleinement imposer sa voix dès lors qu'il devient partenaire à part entière d'un contrat social national comme d'un contrat professionnel lambda. Il n'y a aucune raison supérieure à ce que le citoyen soit indéfiniment un sujet soumis à une autorité de fait et non considéré comme un partenaire à égalité de pouvoir et de voix.

Si l'homme et la femme dans leur nature imparfaite et inaboutie nécessitent un encadrement culturel, légal, moral, légitime, le citoyen adulte doit pouvoir revendiquer le respect de son intégrité intellectuelle en exigeant en toutes

circonstances l'équité, la réciprocité, la dignité, le partage équilibré des ressources communes. En toute démocratie se voulant moderne, juste, irréprochable, il est impératif de séparer la nature humaine pulsionnelle de la « nature » citoyenne raisonnée, civilisée, éduquée, sociabilisée, compétente, discernée. Le rapport au citoyen(ne) doit être exactement le même que celui existant entre pairs d'une même activité et/ou disposant d'une même compétence. Il doit être au minimum identique à celui animant au sein de l'économie de marché toute relation professionnelle courtoise et équilibrée entre le client (acheteur) et le fournisseur (vendeur), ni plus ni moins. La notion de citoyenneté moderne dans l'espace public doit pouvoir s'apparenter à celle d'un partenariat civique exemplaire reposant sur des principes comportementaux et relationnels bien connus pour leur efficacité, leur positivité, leur robustesse.

Comment mettre en place un partenariat civique ?

Tout l'arsenal autoritaire, légal, normatif, sécuritaire, directif, dissuasif, instauré de manière classique au sein des États doit laisser progressivement la place à des rapports pacifiés, voire complices, avec les citoyens adultes. Il s'agit de revoir l'ensemble de l'organisation publique non pas en créant de nouvelles énièmes structures, mais par une nouvelle mentalité animant l'esprit et le comportement de tous ses représentants et élus. La démarche défensive à polarité négative, voire médiocre (technocratie, esprit gestionnaire, conservatisme...), doit devenir une démarche offensive à polarité positive. Le changement par la qualification endogène de la mentalité est la seule façon viable d'instaurer les bases d'un partenariat civique durable en faveur du citoyen moderne et donc favoriser la pérennisation des « bons » systèmes en place. C'est bien simple, il suffit d'agir, penser, se comporter, se motiver, se dynamiser, à l'envers de toutes les déviances humaines archiconnues. Pour cela, l'esprit humain doit uniquement se concentrer sur une ligne de conduite personnelle inspirée de la « négociation assertive », de « l'esprit de négociation », du donnant-donnant, de l'intelligence relationnelle, des valeurs évolutionnaires, le tout dans un juste rapport entre le droit et la légitimité. Opter pour un passage au partenariat citoyen, c'est entrer dans un autre univers relationnel comme il en existe beaucoup dans l'entraide humaine, le sport, les activités culturelles, les relations fraternelles et d'amitié. Rien d'utopique en soi en s'appliquant à considérer à tout moment la possibilité pour chaque citoyen sain de corps et d'esprit de contribuer à... :

1. Manifester un esprit de coopération en démontrant sa bonne volonté et en faisant d'abord soi-même les premiers pas, soit le contraire de la psychorigidité, de l'arrogance, du mépris, de la supériorité, de la vanité humaine. Il s'agit d'intégrer le fait que :

- . Chaque citoyen est un partenaire en puissance et non un adversaire.
- . Qu'il est nécessaire de travailler et échanger avec autrui sans chercher à changer l'autre.
- . Considérer que l'affectif occupe plus de place (ou autant) que le rationnel.
- . S'accorder en recherchant des arrangements, des contreparties équitables.
- . Respecter le format de pensée, la culture, les opinions d'autrui.
- . Adapter son comportement au style de l'échange, prendre en considération la personnalité de l'autre (style, rythme, gestuelle...).
- . Imaginer des solutions communes en évitant d'utiliser des termes négatifs, des positions rigides «non négociables».

2. S'impliquer à titre personnel en manifestant des preuves de bonne volonté, en évitant de jouer un rôle dans le paraître, en apportant sa contribution volontaire pour résoudre de manière judicieuse et efficace les problèmes et différends collectifs dans une recherche de solution par le haut (réponse personnalisée, différenciée), en mettant au point des solutions variées parmi lesquelles choisir, en imaginant des réponses pour un bénéfice mutuel.

3. Traiter séparément les questions de personne et les problèmes rencontrés, en se montrant tolérant et bienveillant (jusqu'à preuve du contraire) à l'égard des hommes, mais ferme à l'égard des différends en manifestant d'entrée de jeu un a priori favorable dans les relations humaines, sans confiance ni défiance excessive.

4. Mettre un point d'honneur à créer et entretenir un climat de confiance par un comportement sain et attirant en... :

- ... Émettant constamment de signes de reconnaissance (signe d'assentiment, postures et gestes ouverts, regard droit et chaleureux, sourire, proximité...).
- ... Restant simple, naturel(le) et respectueux(se) d'autrui.
- ... Laisant parler sans couper la parole, en pratiquant l'écoute active.
- ... Utilisant régulièrement des mots positifs, bienveillants.
- ... Étant clair(e), précis(e), ferme, dans ses propos.
- ... Gardant l'esprit libre et indépendant sans essayer de plaire/séduire.
- ... Donnant des informations utiles, intéressantes.
- ... Sachant prendre l'initiative dans la relation.
- ... Se montrant constamment tolérant(e) et ouvert(e) au dialogue.
- ... Respectant la parole donnée jusqu'à prendre des micro-engagements pour prouver sa bonne foi.

5. Se montrer loyal à partir d'un code de valeurs permettant de compter sur chaque individu dès lors que celui-ci ou celle-ci s'engage à respecter certains principes de vie comme :

- . L'acceptation de règles précises et contraignantes jusqu'à l'abnégation.
- . La non trahison de ceux qui vous font confiance.
- . La manifestation transparente de l'intégrité, de l'honnêteté intellectuelle.
- . Être capable de dire ce que l'on fait et faire ce que l'on dit.
- . Assumer dans un esprit de responsabilité ses choix et décisions.
- . Manifester du courage face à l'adversité et respecter le courage d'autrui.
- . Influencer ses proches mais sans jamais les manipuler.
- . Affronter le risque en essayant de le dominer et non le fuir.
- . Rester ferme et intransigeant sur l'éthique et la déontologie.

6. Pratiquer quelques règles de communication informelle à savoir :

- . Rechercher le plus possible l'adéquation dans le domaine du vécu sensoriel, vivre la réalité en évitant l'imaginaire, la virtualité, l'abstraction, la théorisation.
- . Éviter la discussion dans la confrontation des idéaux, des certitudes, des opinions, comme seul moyen de remporter la victoire dans la discussion.
- . Ne jamais dire à l'autre qu'il a tort en respectant son jugement, ses positions.
- . Accepter le fait que la partie adverse entende autre chose que ce qui est dit ou fait.
- . Poser des questions de nature à favoriser des réponses affirmatives, éclairantes.
- . Apprendre à frapper la vue et l'imagination par les anecdotes, les métaphores, les analogies...
- . Ne pas admettre la mauvaise foi ni le mensonge, voire pratiquer la réciprocité (méthode 1.2.3).

7. Étudier systématiquement avec lucidité et objectivité les raisons et les intérêts en jeu en évitant d'avoir des exigences minimales, des a priori, tout en restant constamment vigilant et concentré sur l'équité des retours mutuels et pas seulement sur la défense des positions partisans des uns et des autres.
8. Revendiquer une Demande conforme aux attentes légitimes du moment et/ou de manière conforme à la nécessité de ses propres besoins dominants, sans devoir subir l'hégémonie d'une Offre étatique, officielle, économique, financière..., dépersonnalisée, indifférenciée, inadaptée.
9. Exiger l'utilisation de critères objectifs avec un résultat indépendant du rapport de force, en ayant toujours le souci de la vision globale aussi bien dans le court, le moyen, le long terme.
10. Manifester une intelligence relationnelle en restant ouvert aux raisons et aux arguments des autres quitte à remettre, si nécessaire, la décision à plus tard et/ou en cédant éventuellement sur les faits et les principes objectifs, mais jamais sous la menace, la séduction ou la pression.
11. Être constamment animé(e) par une offensivité dans la maîtrise du risque, le passage à l'acte, la prise d'initiative, en sachant rebondir sur les situations et/ou en étant proactif(ve), en sortant de la plupart des pièges prudents par le haut de la maîtrise du risque.
12. Influencer positivement le déroulement des choses en anticipant, en étant bien informé, en affirmant un leadership citoyen en matière d'action terrain concrète, considérant que la réussite est d'abord dans l'action positivée et non dans la réaction subie.
13. Être motivé(e) par l'effort en considérant que rien n'est impossible, même si difficile, en voyant une solution dans chaque problème et non un problème dans chaque solution.
14. Considérer que celui ou celle qui réussit a toujours une proposition ou un projet en cours et non une excuse pour ne rien faire, fuir, se désengager ou laisser faire les autres (acte manqué).
15. Se montrer facilement disponible et accessible en évitant la ritualisation, les protocoles solennisés, la prise de distance hiérarchique, en évitant de justifier son inaccessibilité en se protégeant derrière un statut, un emploi du temps chargé, d'autres choses plus importantes à faire.
16. Nourrir chaque jour l'acte réussi en restant constamment mobilisé(e) à partir de 6 attitudes vécues avec modestie et humilité :
 - . Toujours vivre par soi-même la réalité (expérimenter, oser, pratiquer...) en évitant de la déléguer aux autres ou de vivre des expériences par procuration.
 - . Purger régulièrement et quotidiennement ses frustrations et tensions intérieures afin d'éviter que celles-ci ne polluent, parasitent et/ou ne négatiffient l'espace mental.
 - . Disposer en permanence d'un faisceau d'objectifs précis et réalistes à très court terme, court terme, moyen et long terme, afin de rester constamment motivé positivement sur quelque chose.

- . Décider par soi-même en prenant des décisions claires sans retour en arrière, en restant étanche aux avis défavorables et aux critiques des autres dès lors que ces derniers sont animés de peur, d'émotion négative, ne disposent d'aucune expérience, d'aucun vécu adéquat, d'aucune réelle compétence.
- . S'engager pleinement dans le passage à l'acte à 100 ou 110% en « bloquant le cerveau et en tirant sur les bras ! » durant l'action en réfléchissant uniquement avant (stade de la réflexion et de la décision) et après (stade du débriefing).
- . Créer une relation heureuse avec soi-même (estime de soi, confiance en soi) en s'octroyant 5 plaisirs par jour (1 action concrète ou petit pas de plus vers l'avant, 1 émotion positive, 1 retour sensoriel positif, 1 idée, création ou objectif motivant à atteindre, 1 bonne action réalisée envers autrui).

17. Se motiver (jusqu'à preuve du contraire) en apportant de l'entraide, de l'empathie, de la bienveillance, de l'engagement sincère, en faveur d'un but commun bien identifié au départ (ex. programmation politique ou citoyenne clairement identifiée) et non en usant de manipulation, d'imposition de soi, d'agressivité ou de passivité.

18. Mise en relation synergique des moyens et ressources disponibles et non dans un cadre d'égoïsme personnel, de prédation au détriment des autres, de captation unilatérale, de défense d'intérêts spécifiques objectivement préjudiciables à autrui.

19. Éviter la facilité du rapport de force pour des raisons égotiques, de vanité, d'image donnée, d'exercice psychologique malsain d'un pouvoir ou d'un autoritarisme ou encore pour préserver les apparences, masquer des faiblesses mentales évidentes.

20. Ne jamais laisser se déséquilibrer une situation collective de type gagnant-perdant en faveur d'une minorité ou de type perdant-perdant par obstination, peur, soumission, lâcheté, manœuvres politiques et/ou perverses.

Face à ces évidences relationnelles simples, ouvertes et positives, on s'aperçoit du côté assez ringard de la plupart des comportements humains relativement fermés, agressifs, autoritaires, égoïstes, pervers, manipulateurs, formant le terreau habituel du fonctionnement de la plupart des systèmes humains. On comprend aussi pourquoi préexistent une division permanente des hommes et des idées, tant que l'anti-partenariat citoyen (adversité, hostilité, opposition, rivalité...) est érigé en modèle machiste de domination de l'homme sur l'homme, de l'homme sur la femme, de l'homme et de la femme sur les autres genres humains et animaux jugés inférieurs. Pour éviter une dissipation des bonnes volontés, une dilution des bonnes attitudes avec le temps, il est impératif d'associer en permanence l'esprit du partenariat à la récompense (gratification, reconnaissance), à la valorisation (mise en avant, positivation), à la motivation (encouragement, satisfaction), à la positivité (bien-être, authenticité), la fermeté (détermination, courage). Rappelons que c'est toujours le mélange dégradé des genres qui altère profondément les rapports humains notamment lorsque se mélangent couramment critique, réprobation, sanction, autoritarisme, domination, violence, rapport de force...

Les fondamentaux du partenariat citoyen

Tout partenariat nécessite de mobiliser un effort constant autant intellectuel que

comportemental en fuyant la facilité des rôles et des statuts hiérarchiques, la rente de situation, la référence conservatrice aux acquis économiques et financiers. Il s'agit de se positionner en adulte, voire en leader impartial dans la relation (en étant non assujéti aux autres), en veillant à faire respecter des règles relationnelles et consensuelles de manière équitable pour chaque membre impliqué. Il ne peut y avoir de partenariat citoyen viable tant que chacun ne s'engage à respecter et faire respecter un ensemble de principes intangibles dans les relations humaines au sein de l'espace social et public. L'exemplarité du partenariat doit d'abord venir des systèmes en place ayant en charge la gestion des personnes et des biens. La première règle concerne l'obligation de proportionnaliser tout projet, dès sa source créative et réflexive, en évitant **le basculement inéquitable d'un côté ou de l'autre** et/ou en penchant dans l'excès économique critiquable, voire dans le rien du tout. Les attentes et ambitions des uns, quelle que soit la position statutaire, doivent toujours **s'égaliser par une juste compensation** en faveur des attentes et des ambitions des autres. Afin de ne léser aucun citoyen par rapport aux décisions prises à l'occasion de tout projet de changement, d'implantation, d'innovation, il est nécessaire d'intégrer 2 autres règles simples et intangibles en matière de « **réciprocisation** » **des effets négatifs (et positifs)** allant bien au-delà des seuls aspects budgétaires, financiers, économiques, industriels, marchands... :

. **Accorder des contreparties d'égle importance** en qualité, quantité, diversité, valeur, sur une durée suffisante pour toutes les personnes objectivement lésées dans le périmètre concerné et/ou qui doivent subir un changement radical dans leur mode de vie contre leur volonté, motivation ou souhait.

. **Assurer une juste proportionnalité des équilibres** selon le nombre d'individus réellement concernés pour ou en faveur de... et ceux contre ou désavantagés par... Ex. : si un projet d'industrialisation, d'hyperdistribution, de métafabrication, de superlogistique, décide de se mettre en place dans un lieu donné, il est nécessaire que les habitants fortement impactés négativement et/ou devant subir une rupture forte dans leurs habitudes et modes de vie puissent disposer d'une garantie de prolongement de leur qualité de vie, d'accès à des services de proximité, un rapport prestation/satisfaction qui soit parfaitement adapté à leur nombre exact sur la même période.

Un trio systémique complice contre le citoyen moderne

Il existe 3 grands filtres altérant d'une manière ou d'une autre les relations systémiques avec le citoyen lambda. Ce trio complice est formé par le **management**, la **gestion** et l'**administration**, en tant que filtres puissants intervenant aussi bien au stade des décisions collectives prises, des applications et réalisations imposées à tous dans la vie commune. 3 leviers de pouvoir inséminés à tous les niveaux de la vie sociale, culturelle, économique, financière, sécuritaire, qui dirigent, orientent, influencent constamment la vie du plus grand nombre et produisent la plupart des effets sociétaux induits dans la vie de chaque concitoyen. Il suffit que le **management** soit super diplômé, mais incompetent dans l'opérationnalité terrain, pour que le discernement fasse défaut et induise des effets consécutifs désastreux. Il suffit que la **gestion** menée soit sans grande ambition et focalisée uniquement sur des résultats à court terme pour que l'avenir se déqualifie progressivement et se dégrade dans tous les secteurs. Il suffit que l'**administration** soit autiste sur la réalité de la vie civile en étant constamment branchée sur des procédures rigides et une fiscalité croissante, pour

que les conditions de vie du citoyen deviennent vite insupportables. À force de sélectionner les acteurs du service public sur des critères purement intellectuels, de QI, de référentiels académiques, de tests logico-mathématiques, sans tenir compte de leur véritable capacité mentale, opérationnalité terrain, personnalité profonde, l'excès en nombre de ces profils bien formatés au départ nuit ensuite à la richesse et à la diversité de la vie citoyenne.

La problématique générale n'est pas dans la ressource humaine au moment de l'intégration des acteurs recrutés et mandatés au sein des services publics et des grandes organisations industrielles, financières, économiques, mais dans leurs certitudes à être et devenir des références citoyennes modèles par leur statut (élu, technocrate, haut responsable, agent de la force publique, enseignant...). C'est toujours le moulage comportemental par le management systémisé, la gestion procédurale, la normativité administrative, qui déforme progressivement le citoyen systémisé en lui faisant perdre au fil du temps une grande part de son autonomisation, de son affirmation de soi, de sa créativité en matière de solution, de son adaptation à la diversité des cas et des situations, de sa capacité décisionnelle au passage à l'acte et à la prise de risque maîtrisée... Bien que souvent l'intention de départ soit bonne chez de nombreux élus réformateurs comme de la part de nombreux acteurs systémiques dynamiques, c'est toujours la méthode utilisée qui pose problème plus que l'intention de départ. Plus la méthode utilisée est fortement institutionnalisée, procédurisée, légalisée, plus elle s'éloigne *de facto* des attentes individuelles spontanées et légitimes. Plus l'écart est important entre ce qui est imposé par les systèmes en place et ce qui est attendu par les citoyens et plus, la séparation puis le divorce entre les grandes entreprises, les systèmes dominants, les services de l'État et la fonction publique sont inéluctables de la part du citoyen adulte autonomisé. Paradoxalement, il est observable que se constituent des armées de soldats systémisés agissant dans le secteur civil du fait de leur matricage éducatif, moral et académique durant leur prime jeunesse et adolescence. Tous les profils ainsi influencés sont forcément passés par le moule des méthodes académiques, les techniques de management, les pratiques de gestion court-termiste, les habitudes administratives et procédurales fortes. Le moulage de l'attitude citoyenne ne relève donc pas de la génération spontanée (foi dans l'État et les systèmes dominants, illumination intérieure...), mais d'une sédimentation régulière de codes, de règles, de pratiques, d'usages, d'habitudes, de mesures, accumulés au fil du temps au plus profond du mental. Dans ces conditions, l'empreinte matricielle des systèmes dominants ne peut que se révéler décisive dans la plupart des sociétés dites modernes et/ou démocratiques.

Qui est attiré par la citoyenneté systémisée ?

Les 10 principales catégories de citoyens fortement « systémisés » aptes à envisager un avenir civil, mais aussi professionnel au sein des services publics et des grandes entreprises fortement administrées sont :

- . Tous **les bons élèves**, sauf exception, intelligents, dociles, disciplinés, appliqués, conformistes, obéissants sagement à leurs parents et enseignants (ou jouant la comédie), fonctionnant au mérite, à la récompense, à la valorisation, à la distinction sélective, afin de ressembler à des modèles, voire faire mieux qu'eux.
- . Les **étudiants diplômés** des grandes écoles et universités, des sciences politiques et administratives..., dont la seule et grande ambition professionnelle consiste à accéder à des postes élitistes et/ou à des fonctions hiérarchiques bien

payés.

- . **Les élus et professionnels** de la politique qui ne se voient pas faire autre chose que communiquer sans cesse par le verbe, brasser de l'air en permanence, prendre des décisions au sein d'organes de pouvoir, se valoriser de manière égotique, en ne se voyant pas du tout vivre dans l'ombre et l'anonymat, sauf poste honorifique bien payé.
- . **Les jeunes loups** ambitieux au caractère bien trempé disposant d'une relative aisance relationnelle et communicationnelle qui s'investissent très tôt dans le champ médiatique, entrepreneurial et/ou politique, en se faisant une place par leur dynamisme, leur arrogance, leur sens du compromis, en n'hésitant pas à user de ruse et de stratagèmes pour parvenir à leurs fins comme exécutoire principal de leurs problèmes psychologiques, voire psychiatriques.
- . **Les militant(e)s** au sein de partis politiques et syndicaux ayant les premières années une foi inébranlable dans leurs certitudes idéologiques et/ou ayant la fibre participative et contributive dans des actions politisées, des activités revendicatives, des idéaux à défendre et/ou ayant une ambition égocentrée, voire des dispositions certaines à la manipulation des masses.
- . **Les héritiers** des gouvernants, élus et personnels déjà en place, n'hésitant pas à jouer de leur nom et/ou de la « marque » connue de leurs prédécesseurs dans le but premier de se caser à titre personnel, mais aussi en second pour protéger les intérêts familiaux, de classe, d'appartenance..., ou vice versa.
- . **Les personnels** relevant directement de la haute fonction publique et/ou de la technocratie connaissant bien les arcanes du pouvoir, sachant saisir intelligemment les opportunités de mandat électif et/ou qui sont pris dans un cursus hiérarchisé et/ou poussés vers les postes à prendre.
- . **Les militaires** et services de sécurité en ne voyant d'avenir pour eux-mêmes et leurs proches que l'autorité, la loi et l'ordre, en étant portés par un discours et une pensée fondés sur la discipline et l'allégeance inconditionnelle aux pouvoirs en place.
- . **Les individus** fortement matricés de manière traditionaliste, sévère, autoritaire, conservatrice, dans leur éducation familiale, religieuse, communautaire, en ayant comme vision du monde et de la réalité que ce qui se rapporte à l'obéissance, aux règles morales, aux rituels théologiques, aux mythes, aux narratifs inhérents à la croyance.
- . **Les cadres et managers** ambitieux pour eux-mêmes squattant tous les postes intermédiaires de pouvoir en interne faisant constamment de la « politique » (critique, peau de banane, manigance, complotisme, intrigue...) et/ou en prenant de la motivation à imposer aux subordonné(e)s leurs vues et directivité pas toujours compétentes.

On s'aperçoit qu'un grand nombre d'individus issus de la société civile arrivent mentalement formatés dans leur vie de citoyen(ne). Leurs premiers pas sont le plus souvent systémisés plus qu'autonomisés, docilisés plus que sociabilisés, conformistes plus qu'audacieux. Le conformisme des attributs portés (y compris avec la mode) en est souvent le signe manifeste (code vestimentaire, stéréotypes des objets et équipements technologiques...).

Le citoyen systémisé est hélas l'avenir des sociétés modernes

L'éloignement entre l'intention de départ du législateur, l'application réelle par les agents des structures publiques et les attentes profondes du citoyen lambda, est un indicateur majeur, un marqueur précis, du découplage entre la dynamique

systemique imposant son rythme à la vie collective et la dynamique humaine et citoyenne profonde. Tant que les pratiques systemiques influenceront profondément le rôle du citoyen, il existera toujours un gap certain entre l'idéal démocratique et la réalité vécue. Il en ressortira forcément une mentalité, un état d'esprit, une vision des choses, une approche décisionnelle et relationnelle fortement marqués, formatés, matricés, jusqu'à considérer que la seule lecture de la réalité des faits, la bonne et/ou la mieux adaptée, est celle provenant des autorités en place. Cette constante sociétale explique la permanence historique des conservatismes ambiants, la force des certitudes idéologiques et politiques, la focalisation orientée dans la présentation et la vision de la réalité, la difficulté endémique à adopter des changements de cap. C'est aussi toujours le même recentrage cognitif sur ses propres problématiques et postures, la répétition et sans grande variation des standards comportementaux, l'inertie massive des automatismes et des routines de vie, la longueur de temps dans la prise de décision nouvelle ou inhabituelle, ou encore la difficulté à adopter des mesures procitoyennes ou prodémocratiques. Plus la systémisation est forte dans l'usage et l'acquis, plus elle agit comme un tropisme sociétal orientant de manière impersonnelle et irresponsable la vie collective. Personne n'est vraiment responsable sur le fond faisant que face à ces évidences, le citoyen ne peut que se systémiser en grande partie dans sa vie sociale, civique et publique. C'est de cette façon que la structure systemique de chaque nation embarque constamment le citoyen (usager, contribuable, administré, salarié, électeur...) sur un terrain qui lui est toujours favorable de façon à rester gagnante ou dominante en cours de jeu comme à la fin.

Une trentaine de tropismes sociétaux négatifs

Malgré la nécessité évidente d'une inversion structurelle en faveur d'une néocitoyenneté évolutionnaire, le présent comme l'avenir dans de nombreux pays sont destinés à répéter sans fin une trentaine de tropismes sociétaux négatifs. Des tropismes impliquant que les systèmes dominants en place (politique, institutions régaliennes, multinationales, finance, forces de l'argent, religion, académisme, médias nationaux...) malmènent et illusionnent les espoirs et les ambitions du citoyen moderne en le privant de l'émergence durable d'un nouveau paysage démocratique. Il est donc fortement prévisible dans tous les pays n'ayant pas su imposer une voix citoyenne adulte à l'État et à ses représentants que l'on assiste à l'exercice permanent d'une dominance systemique qui... :

1. Domine, commande et s'impose partout où elle le peut comme moteur principal de l'activisme collectif.
2. Préfère la référence à la loi plutôt qu'à la légitimité, la contrainte à la motivation, la procédure normalisée à la réciprocité de principe, la règle imposée au discernement, le devoir au droit libertaire, l'égalité dogmatique à l'équité...
3. A pour objectif d'investir toujours davantage la source du fonctionnement mental du plus grand nombre d'individus par le conditionnement, le formatage, le matricage culturel, moral, civique.
4. Utilise tous les moyens à sa disposition pour accroître le nombre de ses servants et collaborateurs, pour fidéliser ses agents et personnels, ainsi que pour étendre le nombre de ses alliés et complices au sein de la société civile.
5. Favorise toujours en priorité les siens en leur accordant systématiquement plus d'importance face aux événements sociaux, face aux conséquences des événements subies, qu'aux citoyens ordinaires.
6. A vocation existentielle à devenir dominante sur la nature, sur le vivant, sur

tout groupement humain et même déterminante sur la vie et le destin de tous.

7. S'appuie sur des modèles, des principes, des dogmes, des doctrines, des règles, des fondamentaux essentiellement conservateurs dans l'application de la lettre, malgré un enrobage communicationnel souvent trompeur pour ceux qui les écoutent ou les suivent.

8. Utilise et abuse de communication corporate, de désinformation, de marketing, de stratégie, pour tout et n'importe quoi comme si le verbe devait remplacer l'action, comme si l'illusion des mots devait remplacer la réalité dans un monde moderne devenant de plus en plus virtuel et artificiel.

9. Est perclus de certitudes issues du passé en voulant toujours avoir raison par le biais du discours politique, en proclamant solennellement par le biais institutionnel, en communiquant de manière experte par le biais médiatique, en jugeant et punissant par le biais judiciaire, en réprimant et moralisant par le biais sécuritaire.

10. Se comporte en mauvais joueur face aux citoyens contestataires, critiques ou hostiles, ainsi que rancunier contre tous ceux et celles qui s'opposent aux décisions prises par les autorités en place.

11. Légalise tout ce qui peut servir les intérêts étatiques et systémiques, puis essaie de légitimer ses positions et décisions par l'éducation, la morale, la notation, l'évaluation, l'exemplarité de la sanction, la comparaison, l'infantilisation, la culpabilisation...

12. N'hésite pas à utiliser la violence légale, la répression contre les citoyens qui manifestent, qui désobéissent, voire en criminalisant toute forme de déviance à la norme, règle ou ordre imposé, le tout dans un jugement appréciatif souvent politiquement relatif, partial, autiste, non objectif dans nombre de situations.

13. Exerce un entrisme matriciel dans tous les segments de la vie collective, publique, privée et même intime, en orientant et influençant le fonctionnement mental du plus grand nombre par le biais de réponses standardisées, conformistes, acceptables civiquement.

14. N'a pas vraiment confiance dans le citoyen lambda en l'encadrant en permanence, en contrôlant ses faits et gestes, en le surveillant continuellement par différents services étatiques, en l'éduquant d'une certaine manière, en l'informant (ou désinformant) de manière orientée...

15. N'a pas de véritable considération pour les demandes et attentes profondes des citoyens, dès lors que celles-ci refusent ou dérogent à l'Offre sociétale du moment.

16. Légifère, gouverne, dirige, derrière les apparences de la nécessité et du politiquement correct du moment, avec un état d'esprit presque toujours teinté d'idéologie partisane et/ou en fonction directe d'un technodogmatisme dominant (sauf exception), plus ou moins amplifié selon le rapport consensuel établi par les régimes et partis politiques au pouvoir.

17. Refuse le plein exercice légal (hormis celui à titre consultatif) de la démocratie directe participative et la prise en compte des choix issus des conventions citoyennes en opposant en face d'autres agendas politiques, voire tout un ensemble de verrous constitutionnels, institutionnels, fonctionnels, sécuritaires, légaux.

18. Pousse continuellement ses pions en matière de maillage législatif étroit, de contraintes administratives, de prélèvements fiscaux, de normes de production, fabrication, distribution, d'application, ainsi que de sélectivité en faveur d'une élite surdiplômée formée par les « premiers de la classe » et des « meilleurs élèves » pour leur confier les commandes des principales administrations, institutions, organisations, grandes entreprises.

19. Assume de manière forte et claire des fondamentaux purement conservateurs justifiant la stricte préservation des acquis transmis, des méthodes apprises, des habitudes normatives, en se montrant ainsi l'ennemi intérieur du citoyen adulte comme de toute forme de changement évolutionnaire.
20. Fonctionne à la fois de manière sophistiquée grâce aux technologies, à l'IA et aux aides à la décision, de manière subtile et/ou avec un temps d'avance via la haute technocratie en matière de tactique et stratégie, mais aussi à la base en mode 2D dans le cadre de la gestion terrain et des applications opérationnelles (manichéisme, binarité, directivité, dualité, opposition, facilité, mimétisme, récurrence...).
21. Manifeste un entêtement constant à faire ce que l'État en premier et les systèmes en second ont décidé de faire, à dire ce qu'ils ont envie de dire, à poursuivre sans grande écoute empathique leurs opinions, visions et idées fixes, jusqu'à saturer d'informations, de règles et de contraintes des citoyens relativement passifs qui n'en demandent pas tant.
22. Se comporte ouvertement en père normatif face à une population de citoyens considérés trop souvent comme des enfants soumis et/ou rebelles ayant un âge mental d'adolescent et non d'adulte.
23. Dit plus souvent Non que Oui en utilisant soit un vocabulaire distancié, abscons, menaçant ou culpabilisant, plutôt que bienveillant, positif et chaleureux, sans réellement se soucier d'entretenir une relation personnalisée ou amicale.
24. N'a aucune considération pour le citoyen isolé, jugé déviant ou inférieur, tout en étant très sensible à l'opinion publique, aux mouvements de masse, dont il a finalement peur derrière l'autoritarisme et/ou l'intransigeance manifesté.
25. Rend ses sujets, servants et collaborateurs addicts aux titres, aux distinctions, aux privilèges, aux solennités dans les ors de la monarchie ou de la république, comme si préexistait encore chez beaucoup de gens une nostalgie de l'aristocratie ancienne, une classe citoyenne « spéciale » au-dessus des autres, une reconnaissance officielle du mérite par les pairs issus des mêmes enseignements et cultures, une distinction sociale pour se différencier des autres.
26. Ne s'excuse pas ou rarement, ne fait pas ou peu de mea culpa médiatique ni d'autocritique publique, ou alors en pratiquant seulement des dédommagements judiciaires souvent limités après des années de procédures, comme si la préservation de la distance hiérarchique entre le public et le privé ou la hauteur statutaire des élus et hauts responsables empêchait une forme de complicité citoyenne avec le peuple, voire uniquement sur le registre de la fausse empathie relationnelle.
27. Décide à la « Salomon » ou à la « Jupiter » de ce qui est bien ou mal pour la nation, de ce qu'il faut faire ou ne pas faire collectivement, en plaçant délibérément le jugement de ses responsables au-dessus de celui du commun des mortels.
28. Utilise la solennité, le cérémoniel, la gravité, pour se donner de l'importance, utilise la distanciation sociale pour s'imposer, mobilise la force publique pour imposer sa vision de l'ordre, recourt à des protocoles stricts par incapacité d'une partie de ses membres à improviser de manière sûre et opérationnelle.
29. Associe toujours l'exercice du pouvoir au lustre et/ou au patrimoine des lieux utilisés, aux symboles nationaux, aux insignes, attributs et médailles qui imposent un respect forcé pour la fonction exercée, tout en ne se privant pas d'user de privilèges et d'avantages statutaires, comme si cela était normal dans la haute fonction publique, dans les mandats électifs, dans les fonctions directoriales, comme un signe distinctif du pouvoir.
30. N'hésite pas à faire peur, à impressionner, à menacer au sein du middle management afin de mieux atteindre les buts fixés par la hiérarchie en affichant

une dominance sans état d'âme supposant en face de la soumission, de l'obéissance, de la discipline, pour tous ceux et celles y étant confrontés.

La pérennisation probable des dissonances sociétales

Sous l'angle citoyen et sociétal moderne, la plupart de ces pratiques systémiques négativantes démontrent, malgré toute la techno-intelligence appliquée, une grande faiblesse d'image à compenser, des excès fonctionnels et/ou des limites opérationnelles, des fragilités démocratiques structurelles, des certitudes mentales occultant le doute légitime et/ou remplaçant le discernement par des raisons discutables. Au lieu de forcer constamment la vie du citoyen, il suffirait qu'un tiers de ses pratiques commencent à évoluer dans le bon sens pour transformer positivement les rapports entre le citoyen, ses élus, gouvernants et dirigeants. Tant que l'entêtement politique conservateur (ainsi que religieux, dictatorial, totalitariste) s'oppose directement aux attentes légitimes de citoyens jugés déviants à son programme, son idéologie, sa représentation du rôle de l'État centralisateur, à son autorité « paternaliste » de principe, on ne pourra qu'assister à la répétition sans fin des mêmes erreurs de management sociétal faisant des édiles et des élus les complices actifs ou passifs de ces méthodes.

Comment le citoyen « déviant » est contrôlé

Il existe 10 principales étapes en matière de contrôle de la contestation citoyenne du pouvoir et de l'autorité par un individu ou un groupe d'individus identifiés :

1. **Silence radio** autour de la cible « Tango » en créant autour de lui ou d'elle un isolement, un no man's land médiatique.
2. **Plan de communication** sur la base de communiqués de presse repris et lus au pied de la lettre dans les médias nationaux visant à discréditer la ou les cibles concernées, tout en mettant en valeur ce que fait (ou a fait) l'État ou le système concerné sur le sujet.
3. **Lâché des « chiens »** dans les médias (experts, commentateurs, chroniqueurs, élus...) usant et abusant de leur aura médiatique, statut, image officielle, pour négativer l'image, le passé, le comportement, l'attitude de la ou des cibles « tango » du moment et/ou de manière plus directe, vulgaire, critique, dans l'anonymat des réseaux sociaux.
4. **Intimidation par la pression morale**, psychologique, la violence verbale, un climat d'insécurité, les injures, la diffamation, les mensonges éhontés, la mauvaise foi, afin de créer une déstabilisation majeure, un doute suffisant sur la légitimité de l'action menée par la ou les cibles « tango ».
5. **Sortie opportune d'informations** douteuses ou accablantes (souvent concoctées par un shadow cabinet) destinées à déformer la réalité, orienter le jugement, influencer l'opinion publique, en utilisant toute sorte de techniques de manipulation, désinformation, zoom médiatique, deepfake, hypertrucage, tromperie avec ou sans le recours de l'IA.
6. **Intervention menaçante de l'administration** fiscale, policière, judiciaire ou autre, en créant artificiellement des obstacles, des contraintes, des ennuis, en évoquant un non-respect de la loi, des déviations caractérisées à la règle, au code, au civisme (chauffard, récidiviste, profiteuse, voire un état de forcené, déséquilibré, psychopathe, irresponsable...).
7. **Passage en mode justice** et/ou aux sanctions financières lourdes afin d'atteindre l'individu dans son quotidien, de déstabiliser ses activités, d'arrêter ses projets, jusqu'à utiliser l'interdiction, l'exclusion, la privation conditionnelle de droits..

8. **Emprisonnement**, déchéance, maltraitance physique et morale, empoisonnement, problèmes de santé affaiblissant l'individu...
9. **Élimination physique** par des acteurs ou agents de services spéciaux en faisant croire à un suicide, une chute involontaire, un accident de la route, des problèmes de santé...
10. **Entretenir volontairement le chaos**, la restriction, la répression, la guerre, les crises à répétition, pour diviser les masses et tenter de conserver le pouvoir.

Les réactions prévisibles de tout système contesté

De manière plus collective, le pragmatisme citoyen consiste à garder la tête froide sur les intentions et les méthodes utilisées par tout pouvoir souhaitant imposer et/ou conserver son leadership. Ce qui est sûr et certain, c'est que tant que les citoyens éduqués, informés, cultivés, adultes, acceptent de soumettre de manière inconditionnelle leurs différents rôles en société (étudiant, salarié, entrepreneur, électeur, administré, contribuable, usager...) aux diktats étatiques et règles systémiques, sans exiger de véritables contreparties ni réciprocité équitable, il est évident que tout système a beau jeu d'en profiter jusqu'à abuser sans grand scrupule de sa position dominante. C'est même une certitude lorsque les représentants en poste ont pour mission de protéger leur institution et/ou défendre leur entité, non pas en fuyant leur responsabilité, mais en augmentant au contraire leur pression, leur autoritarisme, leur directivité, dans un « top 10 » de réactions destinées à la reprise en main des citoyens. Ces exemples sont non exhaustifs ni crescendo :

1. **Basculement vers un régime politique** encore plus radical en passant de rapports consensuels vers plus d'autoritarisme, d'un état de démocratie à celui de démocratie.
2. **Instrumentalisation poussée** de toutes les entités (hommes, moyens, organisation hiérarchique...) gravitant de près ou de loin autour de la sphère publique, étatique et/ou siège social concerné, à partir de consignes spécifiques.
3. **Reprise en main du citoyen** (ou d'un rôle ciblé) dans tous les domaines du quotidien à partir de nouvelles obligations, de freins supplémentaires, d'empêchements administratifs, de privation de droits et libertés...
4. **Durcissement sécuritaire** (interdiction, contrôle, répression, exaction, par les forces de l'ordre...) rendant la vie individuelle et collective plus difficile afin d'abaisser peu à peu le seuil des critiques, de l'implication revendicative.
5. **Réduction légalisée et/ou normative** des droits civiques et des libertés individuelles par un encadrement plus strict des activités collectives, de groupe, voire individuelles, tout en faisant croire le contraire dans des messages médiatiques lénifiants.
6. **Augmentation du nombre d'obstacles** à franchir, haussement du niveau d'exigence via les procédures légales et administratives, voire avec remise en cause ou adaptation de certaines règles constitutionnelles.
7. **Alourdissement des charges contraintes**, des taxes, des prix, des impôts, des amendes, des sanctions dissuasives, augmentation du nombre et de la durée des peines judiciaires et pénitentiaires...
8. **Discours politique de plus en plus démagogique** mélangeant au même moment vérité et mensonge, transparence et opacité, construit dans les règles du marketing politique et de la communication motivationnelle en associant la langue de bois au politiquement correct, l'espoir de changement à la realpolitik.
9. **Appauvrissement par l'économie** des classes moyennes, division des classes sociales, misère chez les pauvres par la hausse des prix, l'inflation

galopante, le contrôle des ressources stratégiques, la raréfaction d'une partie de l'offre, avec, en arrière-fond, l'enrichissement des plus riches par la spéculation financière, la position dominante sur certains marchés, les ententes corporatistes, l'envolée de la corruption à tous les niveaux...

10. **Amplification de l'économie souterraine**, du travail au noir, avec des visées sociologiques de fracturation sociale, de ghettoïsation, d'opposition des citoyens entre eux, jusqu'à la déstabilisation du ciment familial, communautaire, générationnel.

En résumé, lorsque le citoyen affronte ou subit un système quelconque, il ne doit pas se laisser intimider par la menace du plus fort, illusionner par des promesses que nul ne tiendra, laisse s'installer chez lui la peur face aux effets envisagés, manifeste un fatalisme découragé de type « pot de terre contre pot de fer ». Il ne doit pas davantage sous-estimer la réalité finale des réponses apportées dont la plupart seront « politiques » avant tout, rarement démocratiques et humanistes, mais assurément partielles, décalées des vraies racines du problème, voire hautement manipulatrices et/ou autoritaristes pour donner l'impression que l'on agit. Il doit suspecter (même à tort) le comportement récidiviste de tout citoyen trop systémisé (agent de la force publique, fonctionnaire, technocrate, élu, élite, expert...) d'agir *in fine* contre l'intérêt du futur, mais davantage pour la défense d'intérêts personnels au présent (garantie de rémunération, continuité de l'emploi, exercice d'un statut...) et/ou spécifiques (idéologie, pensée dominante, certitudes...). L'important n'est finalement pas ce que pensent et font les autres et encore moins les représentants officiels des systèmes en place, mais ce que sa propre conscience éclairée pousse à croire au plus profond de soi-même. La vraie lumière est intérieure, tout le reste n'est que jeu d'ombre donnant ici de l'importance et là, de faux espoirs illuminant le doute jusqu'à imaginer l'inconnu par ignorance. La meilleure défense du citoyen adulte est toujours dans son intégrité mentale et intellectuelle, dans le fait de disposer d'une robuste confiance en soi, d'avoir une intime conviction fondée sur le discernement, tout en démontrant dans ses actes une détermination sans relâche, et cela change carrément la donne !



Hastag #35

Ami ou ennemi ?

Citoyen vs Services de l'État et systèmes dominants

Sommaire

- . Introduction
- . La complexité de l'État et des services de l'État ?
- . Comment le citoyen peut-il s'émanciper de la tutelle de l'État ?
- . L'avenir collectif est dans des milliers d'applications et d'initiatives locales
- . La fuite en avant du contrôle « légalement illégitime » des États modernes
- . Dissocier l'humain primaire et infantilisé du citoyen adultisé
- . Changer le rapport étatique à la citoyenneté
- . Agir sur la pentalogie sociétale classique
- . Le Darwinisme primaire induit le non-égalitarisme entre l'État et le citoyen
- . Les programmations mentales non égalitaires provenant des structures étatiques et systémiques
- . Les 6 principaux fondements non-égalitaristes des sociétés modernes
- . L'IACC ou comment regarder plus loin que le fonctionnement de l'État et des systèmes dominants actuels
- . Le pari d'un nouvel ordre sociétal
- . Les 6 règles de base anti-méthodes étatiques et systémiques
- . La croyance, principal faux ami cognitif du citoyen
- . Les 5 constantes du citoyen systémisé et non Carpe Diem
- . Pour une écosystème sociétale à vocation citoyenne

Résumé

Cet **Hastag** aborde le rapport à la citoyenneté face à, ou contre (vs), une complexité étatique autant verticale et directive que non transparente et sous influence « underground » (souterraine). Tant que le citoyen n'a pas pris conscience que la notion d'État centralisé ou fédéral n'a pas grand-chose à voir avec son vote ou avec la délégation électorale, parlementaire ou présidentielle qui en résulte, il se nourrit d'une croyance erronée sur le sujet. Dans tous les pays dits démocratiques, le vrai pouvoir n'est pas entre les mains du peuple, mais dans celles de l'État profond, des lobbys représentant les systèmes dominants (économie, finance, industrie, religion...), ainsi que dans celles de hauts responsables agissant tous de manière non visible. L'illusion donnée par les élections, l'actualité médiatique, l'agitation politique, le discours des élus, la communication institutionnelle, n'a pas grand-chose à voir avec la réalité de ce qui se passe en profondeur dans l'ombre et le secret du huis clos. C'est le cas notamment pour toutes les grandes décisions stratégiques et géopolitiques entraînant les peuples à suivre et à subir. Il existe pourtant une alternative citoyenne et existentielle forte faisant cohabiter intelligemment et équitablement la volonté discernée du citoyen adulte aux nécessités évidentes de la gestion étatique et collective. Il s'agit de l'écosystème sociale à vocation citoyenne !

Selon les époques et les lieux, les peuples sont intelligents ou bornés, discernés en 3D ou primaires en 1D ou 2D, sages ou stupides, courageux ou lâches, défaitistes ou volontaristes, apathiques ou dynamiques, face aux discours politiques démagogiques, à la gestion court-termiste de la *realpolitik*, aux promesses qui « *n'engagent que ceux qui y croient* ». De ce point de vue, le comportement du citoyen (opinion publique, manifestation de masse, majorité en mouvement, minorités influentes) influence directement la gouvernance d'État à continuer sur sa lancée, à faire marche arrière ou à manœuvrer autrement. L'inverse est également valable lorsque la détermination dans l'autoritarisme, l'exercice de la force dans la dominance étatique, consiste à faire plier le citoyen docile, suiveur, passif, en influençant ses décisions et en orientant ses choix. Contrairement aux apparences historiques, tout ne part pas *ex nihilo* de l'imagination des gouvernants (rois, seigneurs, aristocrates, conseillers...). La plupart des choix politiques imposés dans la conduite des masses résultent avant tout de réponses adaptées à la situation du moment, soit par obligation légale ou morale, soit en rebondissant par opportunité sur les événements. Dans ce dernier cas, c'est presque toujours le comportement massif du peuple (opinion publique, demande explicite, mécontentement, hostilité...) qui est à l'origine des décisions prises par le pouvoir exécutif. Que la pression populaire soit jugée normale, souhaitable ou exagérée, il se produit généralement un effet boomerang jouant contre les intérêts et/ou les souhaits libertaires du citoyen lambda, sauf pour certaines catégories d'entre eux.

Quelques exemples de cause à effet...

Il ne suffit pas de voter ou de manifester un mécontentement pour que les choses changent vraiment sur le fond et/ou sur la forme. On assiste, au contraire, à des mesures à double cliquets donnant l'impression d'une avancée démocratique en surface sociétale (agitation parlementaire, loi, décret, réforme, mesure...) alors, qu'en réalité, le système se durcit davantage encore dans son fonctionnement (contrepartie, obligation, contrainte, devoir, exclusion d'un certain nombre de cas non conformes...). C'est notamment le fait lorsque...

... Le citoyen subit de manière passive et moutonnaire les événements, faisant que les services de l'État en profitent alors pour imposer leurs méthodes, procédures, règles, exigences légales...

... Le citoyen se laisse facilement bernier par la démagogie (communication et émotion), la croyance (référence au mythe, à la religion), les rêves (techniques de marketing), l'illusion des discours (raisonnement et argumentation), amenant les services de l'État à ne jamais contrarier ni s'opposer à ce qui est dit par leurs leaders (ministre, président, parlement...).

... Le citoyen ne réagit pas ou peu aux devoirs, contraintes et obligations imposées (nouvelles taxations, lois et mesures), poussant les services de l'État à continuer d'augmenter régulièrement la pression fiscale, législative, normative, morale, économique, sociale...

... Le citoyen suit aveuglément, répète ou ne réagit pas à la désinformation, à la propagande des médias officiels incitant les services de l'État à amplifier la duperie, le mensonge, l'infox, les non-dits sur les points essentiels...

... Le citoyen ne fait preuve d'aucune proactivité en matière d'initiative ni de revendication de droits et libertés simplifiant *de facto* la perpétuation des mêmes habitudes et usages étatiques dans un conservatisme assumé.

... Le citoyen se montre réceptif, voire directement intéressé et/ou prêt à relayer

les messages directeurs des régimes en place et/ou des pouvoirs politiques dominants facilitant ainsi le travail des services de l'État dans leur approche communicationnelle globale.

... Le citoyen se montre ouvertement collaborant, partisan, milicien dans les faits comme dans l'esprit, encourageant activement les services de l'État à poursuivre dans les méthodes utilisées.

... Le citoyen croit les messages lénifiants de certains hommes politiques destinés à calmer temporairement ses exigences, revendications et attentes, alors que les services de l'État attendent le bon moment pour revenir, d'une manière ou d'une autre, sur les positions antérieures afin de ne rien changer ou très peu au final.

La complexité de l'État et des services de l'État ?

L'État au sens global est une émanation structurelle des principaux systèmes dominants. Il peut se définir comme une entité artificielle aux pouvoirs hyper dominants bénéficiant légalement d'une concentration des leviers et des moyens d'action, en exerçant une autorité de tutelle sur le collectif par la capacité d'imposer à tous les mêmes lois, règles, contraintes et obligations sur un territoire géographique précis disposant d'une histoire commune. Cette organisation artificielle se scinde en 3 grandes parties avec l'État central ou fédéral ; les institutions, services publics et collectivités territoriales ; l'État profond.

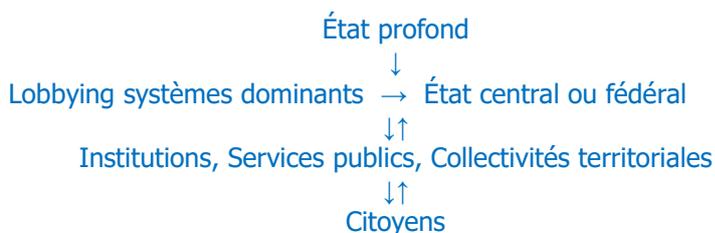
. **L'État central ou fédéral** comprend l'exécutif connu sous forme d'une organisation hiérarchique structurellement immuable (présidence, ministères, gouvernement, fonctions et services associés), ainsi que tout un univers de personnels plus ou moins politisés destinés à assurer son bon fonctionnement sous la tutelle d'agents, fonctionnaires, technocrates, hauts responsables, ministres, conseillers, tous régis par un respect inconditionnel à la constitution nationale, à des protocoles précis, à des procédures solennisées.

. **Les institutions**, services publics et collectivités territoriales sont délocalisés, décentralisés, spécialisés, en hébergeant de manière contractuelle et identifiable des fonctionnaires et personnels administratifs rémunérés disposant d'un statut protégé, ainsi que l'ensemble des élus nationaux issus de mandats électifs provenant du vote citoyen. Les différentes missions allouées sont de nature législative, administrative, gestionnaire, sécuritaire et autre, consistant toutes à appliquer les lois, règles, normes et procédures produites par l'État central et/ou par les élus nationaux et parlementaires. Certains influents et hauts responsables font également la liaison entre l'État central et l'État profond.

. **L'État profond** est forcément anonymisé ou pour le moins agissant dans l'ombre et la non-médiatisation en imposant son influence directive à la source des grandes décisions stratégiques, des orientations politiques majoritairement conservatrices ou encore du traitement spécifique de tel ou tel problème interférant avec la sécurité ou sûreté étatique. Les grandes lignes de la nation au stade présidentiel et ministériel sont principalement dictées dans des huis clos (en dehors des grands lieux démocratiques) en réunissant des membres influents provenant des grands systèmes dominants (économie, industrie, finance, religion...), de hauts responsables en place, ainsi que de cabinets de conseil ayant pignon sur rue, voire de cellules occultes.

La notion d'État doit donc se considérer comme un empilement complexe de structures visibles et non visibles les unes au-dessus des autres, les unes à côté des autres, les unes plus transversales que les autres, dans l'exercice du pouvoir. En ce sens, les principales décisions provenant des étages de surface et/ou du

sommet de l'État central sont majoritairement validées ou initiées dans les méandres complexes de strates internes, d'influents non visibles, de compromis non médiatisés, ainsi que par la pression directe des systèmes dominants, puis mises en application ou en musique par les institutions et relais intermédiaires. L'État central est donc soumis à une pression constante entre 3 types d'entités différentes, alors que le citoyen intervient très peu dans le fonctionnement étatique ou alors de manière symbolique et conjoncturelle selon le calendrier électoral.



La vocation étatique

La vocation étatique consiste à exercer de manière permanente la conduite des affaires publiques (exécutif), à défendre et protéger l'intérêt général (notion discutable), à gérer le fonctionnement standardisé et aux ordres de toutes les entités formant la sphère publique. L'État s'octroie également le droit constitutionnel, légal, d'exercer une autorité verticale et unilatérale sur l'ensemble de l'environnement civil (citoyens, peuple, ressources naturelles, entreprises, économie marchande et non marchande, finance...) à partir de fondements juridiques stables (constitution, lois organiques, usages...) votés par les différents parlements formant le législatif. Les fonctions de redistribution et d'allocation des ressources naturelles, vitales et économiques, celles de régulation sociale et culturelle, de sécurité publique et de maintien de l'ordre, de prélèvement fiscal et de budgétisation, de maintien de l'État de droit en démocratie..., sont normalement gérées par les services de l'État. Ces services sont multiples et diversifiés en formant une véritable galaxie d'entités officielles et parapubliques réparties sur l'ensemble du territoire national. En fait, l'État duplique une partie de ses prérogatives dans certaines institutions majeures, comme autant de soutiens fidèles à son fonctionnement centralisé. C'est notamment le cas dans les 10 exemples suivants, considérés comme des citadelles étatisés ou systémisés en soi, hors citoyenneté civile et/ou hors démocratie avancée :

- . Ministères majeurs, préfetures, ambassades, consulats...
- . Collectivités territoriales et locales disposant de pouvoirs spécifiques
- . Établissements pénitentiaires, disciplinaires, de rétention
- . Armée et condition militaire, renseignement, actions secrètes
- . Institutions régaliennes (forces de sécurité, fiscalité, justice...)
- . Lieux et enceintes religieuses, sectes
- . Banques et organismes financiers
- . Multinationales et grandes entreprises, officines mandatées
- . Clans, tribus, communautés, corporations, castes, jugés indispensables
- . Organisation familiale à l'ancienne, groupe organisé

Si la plupart des services de l'État sont objectivement utiles au bon fonctionnement d'une société humaine, les méthodes utilisées sont par contre souvent critiquables dans la réalité des faits (lenteur, obstruction, menace, non-personnalisation, distance relationnelle, réponse procédurale standardisée...).

Dans ces conditions, il apparaît assez normal que le citoyen adulte puisse contester la légitimité d'un pouvoir étatique ou discrétionnaire s'exerçant sur lui sans son accord explicite. Il est également en droit légitime de refuser le manque de respect de son intégrité physique, mentale et morale, ainsi que le défaut d'empathie à son égard pour tous les problèmes rencontrés au quotidien. Il doit pouvoir récuser toutes les pratiques étatiques et systémiques anormales déniant le discernement de ses actions et comportements comme celles du flicage, de la suspicion administrative, du renseignement dans le dos, du scoring social, de l'avis favorable ou défavorable décidé de manière discrétionnaire. Très nombreux sont les cas de maltraitance citoyenne par les petites humiliations administratives et fiscales, les menaces procédurales, les réponses négatives non ou mal justifiées, les délais d'attente et de traitement anormalement longs. Une maltraitance relationnelle devenue une quasi normalité étatique, même si sortant du champ juridique commun, mais ressentie comme suffisamment grave pour exacerber chez le citoyen lambda concerné toute sorte d'émotion négative, de pulsion violente, de démotivation pour son environnement officiel. On peut ainsi affirmer que la normalité étatique est souvent vécue comme une pure anomalie par le citoyen adulte, éduqué, informé, compétent.

En quoi l'État est-il exemplaire ?

Entre le citoyen adulte qui doit opportuniser en permanence le présent et façonner l'avenir (minoritaire) et le citoyen infantilisé soumis au passé et/ou suiveur au présent (majoritaire), il est temps de sortir d'une adoléscentie sociale (période de transition) qui n'arrive pas à s'émanciper de l'autorité « paternelle » (État, systèmes, institutions nationales) et « maternelle » (entités collectives et organismes locaux) imposant leurs règles, leur vision, leur directivité. En général, les références paternelles et maternelles sont utiles pour progresser jusqu'au passage à l'âge adulte, mais peu significatives ensuite, sauf sous l'angle affectif. Toutefois, la mort du « père normatif » ou de la « mère abusive » par une Révolution intérieure, une élimination des élites, un changement radical de régime, ne sert pas à grand-chose tant que préexiste une inertie conservatrice dans les systèmes en place et tant que les personnels au pouvoir ne sont pas remplacés par des profils de citoyens adultes (au sens évolutionnaire). Mieux vaut alors que le « père et la mère » adaptent intelligemment (Hashtag [#28](#)) leurs schémas étatiques formatés et leurs modèles de référence conventionnels trop souvent bardés de certitudes stéréotypées, en authenticité bienveillante envers les fils et les filles de la famille (citoyens et citoyennes). C'est en ne changeant pas de mentalité, ni de comportement, ni d'approche, que les problèmes relationnels augmentent mathématiquement jusqu'à ce que l'un ou l'autre (père, mère, fils, fille) parte de la maison, baisse les armes ou craque. Ce qui, dans l'un ou l'autre de ces cas, n'augure rien de bon pour l'avenir des autres.

Aussi, la question est de savoir en quoi l'État se montre exemplaire au travers des pratiques de son personnel politique, ainsi que des hommes et des femmes ayant pour mission de l'incarner dès lors que ceux-ci n'hésitent pas à...

- . Provoquer des guerres, conflits, épreuves, faisant souffrir les populations
- . Entretenir volontairement des conflits ethniques, interraciaux, idéologiques
- . Diviser la population pour mieux régner, utiliser l'opposition parlementaire
- . Manifester de la violence, répression, menace contre les détracteurs
- . Distiller la peur, le doute, l'espoir, pour mieux faire adhérer à ses projets
- . Diriger de manière léonine, verticale, unilatérale, sans équité ni réciprocité

- . Taxer la population de manière abusive, autoritaire, haussière, anormale
- . Être conservateur sans vision progressiste ou projets évolutionnaires
- . Justifier tous ses actes et décisions par la référence à de mauvaises lois
- . Utiliser la désinformation, la propagande, la manipulation des masses
- . Recourir couramment au mensonge d'État, aux faux-semblants solennels
- . Accepter une collusion d'objectifs avec les forces conservatrices en place
- . Mentir effrontément, refuser la transparence, agir dans le huis clos
- . Favoriser la corruption en son sein, les malversations, l'immoralité
- . Donner des leçons à tous sans tenir lui-même ses engagements
- . Se montrer distant, hautain, arrogant, suffisant, sans véritable empathie
- . N'avoir aucune aménité pour la plupart des concitoyens de la société civile
- . Appliquer à la lettre les procédures, être aveuglé par le règlement
- . Manquer souvent de discernement dans les décisions prises à court terme
- . Privilégier d'abord les intérêts de l'État et en second ceux du citoyen

Comment le citoyen peut-il s'émanciper de la tutelle de l'État ?

En dehors d'un petit pourcentage de bonnes pratiques et de bonnes mesures prises par l'État en faveur direct des populations, l'avenir appartient en grande partie aux citoyens qui innovent en local, qui prennent des initiatives solidaires, qui mettent en place des projets porteurs de changement utile et/ou d'amélioration du quotidien. En un mot, si le citoyen seul ne peut pas influencer grand-chose à grande échelle, il peut toujours favoriser à son petit niveau une démarche salutaire de mieux-vivre pour lui, son entourage, voire son voisinage. C'est par le partage, l'inventivité, la proactivité à passer à l'acte, le courage de s'exposer personnellement dans les choix de vie, que l'avenir du citoyen peut évoluer de manière robuste et durable. Le temps de la grande union populaire pour un avenir collectif meilleur est totalement révolu (communisme, socialisme, collectivisme...). Il en est exactement de même en ce qui concerne les références conservatrices et libérales du point de vue économique (capitalisme, chacun pour soi, égoïsme propriétaire...). Ces 2 extrêmes de la pensée dogmatique et philosophique des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles sont devenus has been, ringards, rétrogrades, inefficaces, face à une montée en puissance inéluctable d'un monde de plus en plus technologisé et à l'accroissement des attentes exigeantes des individus éduqués à l'entrée du III^e millénaire et siècles à venir.

La métaphore du paquebot

L'avenir positif de la citoyenneté n'est pas du tout dans les référendums populaires donnant momentanément une bonne conscience citoyenne et politique sur des sujets ponctuels. Il n'est pas davantage dans les nouveaux dogmes idéologisés du moment (écologie, environnement, climat, animalisme, mode d'alimentation ou de consommation...) sachant qu'il s'agit-là simplement de comportements raisonnables à adopter au quotidien. D'une manière générale, l'humain s'est toujours adapté avec bon sens aux circonstances et à son environnement local (géographie, climat, météo, relief, aléas de la nature...). Aussi, plus les nouveaux dogmes, idéologies, croyances, théories, se fondent sur des représentations apocalyptiques, défaitistes, alarmistes, pessimistes, en jouant sur la peur, la culpabilisation, l'auto-restriction ou le caractère punitif et moins le citoyen adulte et discerné peut y adhérer (hormis sur certains aspects concrets ou évidents). L'avenir de l'humanité et des peuples éduqués n'est pas non plus dans

les réformes et les mesures d'urgence sécuritaire ou gestionnaire constamment votées par les parlements godillots. Il est encore moins dans le « marronnier » politique en matière d'antiennes concernant l'immigration, la sécurité, l'emploi, le pouvoir d'achat..., même fortement claironnées dans les médias. Dans tous ces domaines récurrents instillés par l'État et/ou supervisés par les systèmes dominants, instituts divers et autres minorités influentes, on observe en fait une grande dilution des mesures collectives faisant que l'effet concret ressenti à l'échelon individuel est quasi nul, modeste, vite oublié, voire carrément antiproductif. Il ne faut donc pas du tout miser sur le caractère positivé des effets d'annonce en provenance du personnel politique (surtout en campagne électorale) et pas davantage sur les affichages médiatiques ayant presque toujours un effet « homéopathique » en société (sauf dans les registres interdictionnels et normatifs).

Sous l'angle de la conduite sociétale de l'État et du citoyen moderne, la métaphore que l'on peut utiliser est celle du pilotage en **haute mer** (tensions du monde présent et grandes inconnues à venir) à bord d'un vaste **paquebot national** (État, systèmes dominants et influents) embarquant l'ensemble des **peuples** (grande diversité des citoyens et entités). Si la manœuvre d'ensemble apparaît maîtrisable à court terme, elle demeure globalement imprévisible, fluctuante, inconnue à moyen et long terme. En considérant que l'État représente les intérêts du collectif et se justifie par rapport à ce qu'il apporte concrètement aux populations, le principal nœud sociétal moderne à résoudre est celui de la Demande qualitative croissante de citoyens mieux affirmés, bien informés et éduqués, compétents et discernés, pour ne plus être ouvertement manipulés par le jeu politique traditionnel. Dans la métaphore du paquebot, le principal n'est plus qui pilote (élus et gouvernants), quel type de cap aventureux ou non est envisagé (destination intermédiaire ou finale) et encore moins sur les moyens techniques utilisés pour y arriver (haute technologie, gestion procédurale et budgétaire, règlement intérieur...). C'est l'inverse qui est devenu fondamentalement essentiel avec l'évolution humaine moderne, le caractère hausser de la conscientisation individuelle et des masses, le progrès général technologique, industriel, scientifique. Qu'on le veuille ou non, le plus important à maîtriser dans toute forme de commandement et de direction de groupes humains est ce que veulent et attendent « les passagers » en matière de besoins dominants à satisfaire (niveau acceptable de confort de vie à bord). Aussi, justifier d'abord de la nécessité de conduire efficacement une structure donnée (choix politique, méthode de gouvernance, mesures adoptées...) n'a plus vraiment de sens, dès lors que les « citoyens-passagers » sont continuellement insatisfaits, malheureux, maltraités, paupérisés, dans un stress, une soumission, un mal-être constant. Vivre en survivant ou en « mal-vivant » pour sauver en premier une certaine idée de grandeur institutionnelle ou une quelconque structure étatique ou systémique n'a aucun sens philosophique défendable (sauf temporairement si nécessité immédiate fait loi). Dès lors que l'on peut faire autrement pour envisager un avenir plus ouvert et conforme aux attentes du citoyen moderne, la véritable évolution sociétale suppose **d'abord et avant tout** une évolution des cerveaux et des mentalités. Pour cela, il est nécessaire d'opter franchement pour une évolution **structuro-mentale qualitative** chez chaque citoyen(ne) et non d'opter collectivement pour la facilité avec le renversement des meubles, une révolution idéologique ou encore un vaste défoulement barbare, violent ou anarchique. En d'autres termes, vaut-il mieux encourager sans fin un bloc systémique conservateur (État, institutions, pouvoirs publics, systèmes dominants...) qu'une masse x fois plus importante d'individus dynamiques et

compétents dispersée sur un territoire donné ? Autrement dit, vaut-il mieux protéger inconditionnellement une collectivité indifférenciée placée sous la tutelle de minorités légalement influentes, qu'une somme de citoyens différenciés aux actions autonomisées, aux initiatives discernées et attentes légitimes ?

La collusion entre économie et sociétal

Il est possible de faire un parallèle entre la conduite sociétale et la conduite économique. Dans de nombreux pays, on observe même que l'économie et la finance sont devenues les locomotives des sociétés modernes, les maîtres des horloges, en favorisant sans grand état d'âme la pure richesse et la protection des plus riches. Les lignes de conduite politique et sociétale menées par les États et les gouvernements complices reposent, en grande partie, sur cette préférence accordée aux détenteurs d'argent, le plus souvent aux dépens de la qualité de vie d'un grand nombre de citoyens lambda. Des citoyens qui doivent supporter, par ailleurs, la défense et la protection des intérêts des premiers en devant subir une Offre globale orientée, des prix chers, des coûts contraints en augmentation régulière, une fiscalité forte, un endettement bancaire, des sacrifices au quotidien, une lutte constante contre la paupérisation. Ce qui est sûr, c'est qu'il existe une corrélation forte entre l'évolution économique au fil des siècles, l'évolution étatique et l'évolution sociétale dans la relation État-citoyen. Par exemple, si l'économie est faible, l'État durcit sans pitié ses méthodes et ses prélèvements auprès des populations. Si l'économie-finance est prospère, l'État en profite pleinement tout en encadrant les droits et les libertés individuelles, comme en contrôlant le revenu moyen des classes moyennes et pauvres par la fiscalité et les conditions de travail. Alors qu'il a fallu des millénaires pour sortir de l'économie de production (Offre dominante sur la Demande) en faveur de l'émergence d'une économie de marché plus ouverte et concurrentielle, plus segmentée et hyperciblée (Demande égale ou dominante sur l'Offre), on assiste partout dans le monde à une grande tendance régressive sous la pression des États et des grands systèmes dominants (multinationale, oligopoles industriels, finance et système bancaire...). En d'autres termes, l'économie-finance est toujours la locomotive sociétale, mais se voit obligée d'appliquer les méthodes de gouvernance conservatrice, à savoir : servir d'abord les grands acteurs sociétaux pour mieux asservir (dominer, imposer, orienter, influencer) les populations entières. Un rôle qui convient parfaitement aux États chargés de réguler et aiguiller l'ensemble du « trafic » national.

Il est clair que la grande tendance inversive des sociétés modernes est de faire prévaloir le retour de l'Offre dominante sur la Demande asservie, autrement dit la prépotence (toute-puissance) des systèmes sur le citoyen par le biais direct de l'économie, du commerce et de la finance et de manière plus subtile par la pression fiscale, administrative, sécuritaire et judiciaire. Alors que la tendance évolutionnaire devrait tendre vers un « toujours » plus de besoins satisfaits, de libertés, de droits et d'initiatives, en allant dans le sens naturel des attentes et des exigences de la modernité, il n'en est rien. La collusion Economie-Finance et État-systèmes dominants rend quasiment impossible la libération citoyenne par les voies ordinaires. Tout concourt à recycler sans cesse un conservatisme dominateur, même si en retard de mentalité ou obsolète en tant qu'idéal (dogmes du passé, concentration et centralisation des pouvoirs, directivité unilatérale, hiérarchisation verticalisée...).

Aujourd'hui et encore davantage demain, la majorité des citoyens constituant la société civile va devoir vivre une sorte de dichotomie sociétale avec, d'un côté, des ouvertures par l'économie et la finance notamment en faveur des plus riches et de l'autre, des limitations existentielles issues de paradigmes dépassés. Des paradigmes (modèles sociaux, culturels, systèmes de valeurs) qui vantent l'État paternaliste, l'État providence, l'État de droit républicain (contraignant et directif) ou d'autres formes conservatrices de gouvernance (communisme, intégrisme, népotisme, autarcie...) dont le citoyen adulte n'a nul besoin. Il est même à craindre que malgré tout le déploiement de l'intelligence humaine et/ou de l'IA (intelligence artificielle) déployée en matière politique, technocratique, industrielle, scientifique, marketing, médiatique..., celle-ci ne puisse favoriser durablement le bien-être réel et profond de l'individu-citoyen moderne. C'est la raison pour laquelle la croyance, le rêve, l'illusion, le mensonge à l'échelle étatique et systémique, représentent autant d'artifices inventés et de manœuvres utilisées par des personnels systémisés aussi intelligents au présent qu'irresponsables à l'échelle de l'histoire. Ce qui est sûr, c'est que tout ce qui s'oppose à la nature complexe du vivant supérieur (humain) ne produit que des solutions provisoires, partielles, incomplètes, fausses, entropiques. Seul le citoyen adultisé (bien éduqué, bien affirmé, autonome, discerné, agissant dans l'ensemble des valeurs évolutionnaires, peut reprendre les choses en main. Tout doit commencer par une véritable évolution qualitative de la conscience humaine et citoyenne (C++, C+++, [Hastag #1](#)).

D'abord vivre sa vie

Chacun peut facilement observer dans le flot continu de l'actualité comment se multiplient les résistances internes, les fractures sociales, les conflits et les crises à répétition, dès lors que les modèles conventionnels de gouvernance étatique imposent leur directivité et diktat à des citoyens affirmés et bien informés. Des modèles structurels relativement passésistes qui n'arrivent pas à accepter ni intégrer la nécessité vitale d'une citoyenneté plus autonomisée dans le cadre d'une démocratie plus avancée. La métaphore du paquebot est d'autant plus prégnante que les attentes humaines modernes sont plus exigeantes qu'auparavant, que le trajet sociétal est largement confiné (lois, normes, limitations, interdictions, obligations, contraintes...) et surtout long, mouvementé et difficile. La traversée collective des temps présents, comme dans le futur, est d'autant plus problématique que « le navire sociétal » zigzague en permanence (alternance de régimes politiques), veut revenir au point de départ (conservatisme, traditionalisme, rigorisme...) et/ou n'a pas vraiment de cap motivant à suivre à moyen et long terme (navigation à vue). Aussi la question essentielle qui se pose est de savoir « *Comment bien vivre à bord durant toute la traversée à l'échelle individuelle et citoyenne ?* ». Avoir un paquebot en bon état de fonctionnement est une bonne chose en soi, mais vivre sa vie positivement à l'intérieur en est une autre plus importante encore, sachant que l'idéal est de pouvoir combiner les deux au même moment.

Le syndrome de l'exigence

L'exigence est une attente légitime de satisfaction ciblée en faveur d'un ou de plusieurs besoins dominants. Elle s'active naturellement par les pulsions et envies sollicitées par l'Offre connue ou perçue, tout en s'amplifiant d'elle-même au fur et à mesure des expériences vécues. Ainsi, plus un individu accède à la satisfaction d'un besoin dominant, plus il en redemande en qualité et quantité par simple

prise de conscience des bienfaits de sa réalité effective (sensorielle, émotionnelle, cognitive, affective, sexuelle...), voire de sa nécessité vitale ou psychologique. L'exigence est un moteur essentiel de la Demande humaine comme solution antinomique au mal-être, au vide, au doute, à l'insatisfaction, à la frustration et/ou au manque dans le ou les états d'être concernés (Hashtag [#19](#)). Sous l'angle sociétal, tout citoyen est en attente permanente d'exigence qualitative dans certains de ses besoins sociaux (prise en considération, écoute, respect de l'intégrité mentale, intellectuelle, du rôle exercé...). Le paradoxe est que l'Offre globale issue des systèmes dominants étatiques, sociaux, économiques, culturels et autres, est souvent défailante, insuffisamment qualitative et/ou s'oppose frontalement à l'exigence humaine de base. Cette Offre est même généralement conçue pour éviter toute revendication d'exigence de la part de la Demande (standardisation, refus de faire, contrat léonin, limite technique, rapport prix/services limité ou dissuasif, indisponibilité de moyens...). Elle est même destinée à concentrer, canaliser, voire réduire l'intensité des besoins dominants et des attentes en découlant, afin de ne pas se trouver en situation d'impéritie, de critique, de faiblesse, vis-à-vis de la population, des clients ou usagers. Toutefois, malgré les nombreux freins systémiques et psychologiques d'accès à l'exigence humaine et citoyenne, celle-ci est néanmoins considérée par le plus grand nombre d'individus comme prioritaire dans les conséquences positives immédiatement ressenties et vécues, jusqu'à accepter l'occurrence ultérieure d'effets induits plus négatifs.

Il est clair que chez la plupart des individus lucides et réalistes, le vécu adéquat, le ressenti concret, la réalité dans sa vérité, sont toujours privilégiés sur l'imaginaire, l'espoir, la croyance illusoire, découlant de la seule dimension cognitive. Lorsque le syndrome de l'exigence est récurrent dans sa non-satisfaction, le résultat obtenu est soit la passivité (atonie, fatalisme, suivisme aveugle...), soit le mécontentement durable (colère, revendication, critique...), soit la frustration qui se déplace ailleurs et autrement (ce qui ne règle pas du tout le problème de fond). Dans tous les cas, on assiste à un effet déceptif (démotivation, relâchement, manque d'énergie, maux psychosomatiques, rejet, jalousie, haine...). La dynamique de l'exigence est telle qu'elle ne s'arrête pas dans son accomplissement ciblé, mais tend toujours à contaminer d'autres besoins naturels, d'autres envies raisonnables, d'autres attentes humaines légitimes, jusqu'à ce que l'ensemble du spectre des besoins individuels dominants et conscients soit satisfait. À l'inverse, l'impuissance à satisfaire partie ou totalité du spectre des besoins dominants conduit à amplifier encore davantage l'énergie de la Demande à compenser ses manques, à devenir revancharde chaque fois que celle-ci est en mesure de prendre le dessus et/ou de s'imposer jusqu'à l'excessif, la violence, la prédation, l'égoïsme, le tout-pour-soi.

L'avenir du citoyen adulte

Face aux [Murs de pierres et de verre](#), face aux citadelles étatisées, face à l'énorme mouvance systémique composée de toute sorte d'organisations économiques, marchandes, culturelles, médiatiques, sécuritaires..., contrôlant à la base plus de 80% des activités humaines (hors activités souterraines), le citoyen doit utiliser son intelligence, sa volonté, sa détermination à agir. L'objectif majeur consiste à **se désaliéner mentalement** du syndrome de Gulliver (enchaînement par des milliers de fils ténus) en éliminant par soi-même les conditionnements, les formatages et matricages issus des périodes les plus vulnérables de la vie (enfance, formation académique, bain entrepreneurial, mise sous tutelle

hiérarchique en tant que salarié, vie associative ou religieuse « prépotente », consommation dirigée...). Sous un angle concret et pragmatique, le **premier axe de solution** consiste à laisser à l'État (commandement général) le soin de gérer le pilotage plus ou moins automatique du paquebot avec un équipage restreint de personnels compétents issus de la société civile obligatoirement choisi par la majorité des « passagers » (et non s'imposant par le biais d'une sélectivité parallèle élitiste ou corporatiste). Le **second axe de solution** consiste à définir préalablement, puis voter de manière démocratique et transparente par la majorité des « occupants », le cap à suivre ainsi que les programmatiques précises d'actions à entreprendre. Le **troisième axe de solution** concomitant aux deux autres doit permettre de faciliter, qualifier, positiver, améliorer la vie à bord de l'ensemble des « occupants » (activités motivantes, codes relationnels intelligents et respectueux de chacun, défense de valeurs propres et dignes...), dans le but de former un nouveau socle de pensée sociétale, de référentiels citoyens, de fondamentaux démocratiques.

C'est uniquement dans ce cadre évolutionnaire que le citoyen peut envisager d'améliorer sa condition humaine et citoyenne, participer activement à sa propre qualité de vie et celle des autres, tout en interagissant dans l'essentiel des modalités de vie à bord. On comprend bien qu'il ne s'agit plus ici de sélection hiérarchique ou élitiste à la base, de copinage corporatiste, de révolution de velours ou hard, de vendetta personnelle dans l'opposition, d'ambition égotique de certains. La plupart des leviers habituels pour accaparer le pouvoir, l'argent ou un statut particulier, afin de se placer à la tête d'une organisation d'un système ou de l'ensemble de la collectivité, sont ringardisés par référence au 2D, à l'agressivité latente du rapport de force, au recours à différents stratagèmes d'influence relevant de la manipulation. Il s'agit davantage de s'auto-appliquer un modèle autonomisé, hautement personnalisé, dont les principes actifs et évolutionnaires (Hastag [#14](#)) sont bien mieux adaptés aux exigences du citoyen adulte par leur caractère plus sain, légitime, fluide, naturel. Le grand paradoxe sociétal est que ce changement de paradigme ringardise la plupart des fondamentaux conservateurs en matière de directivité collective par un seul chef, un seul bloc étatique et systémique unitaire, une seule entité dirigeante omnisciente et/ou omnidécisionnaire. On s'aperçoit, au contraire, que tout collectif formé de citoyens adultes et compétents est capable de s'autogérer efficacement en s'autodynamisant de l'intérieur par la libre initiative, le participatif concret, le contributif utile. On constate également que tout ce qui résulte de l'obligation de suivre, de la contrainte de faire, de la soumission sous contrôle autoritaire, induit une efficacité limitée par rapport aux potentiels possibles. Le modèle directorial du chef et/ou de la minorité aux commandes est bien moins efficient dans l'absolu qu'un collectif de citoyens adultisés, autonomisés, anonymisés et motivés sur des objectifs communs. De ce point de vue, le caractère informel mais organisé d'un collectif adultisé est bien plus apte à se diriger lui-même par la somme dynamique de ses individualités adultes et motivées, qu'un collectif dépendant et aux ordres.

L'avenir collectif est dans des milliers d'applications et d'initiatives locales

Le modèle sociétal et les modèles socioéconomiques à privilégier sont ceux qui s'éloignent de la directivité, des sillons culturels connus, des usages conservateurs devenus obsolètes, même si cela n'est pas évident à accepter. L'archétype sociétal

prônant un monde dans lequel tous les citoyens doivent agir et penser de manière uniforme, standardisée et/ou dans la même direction, n'a pas vraiment de sens en matière d'humanité démocratisée et de citoyenneté avancée. Pour avancer dans un monde de plus en plus complexe, fragile, réactif, entropique, il faut jeter par-dessus bord toutes les mauvaises habitudes autoritaristes, dirigistes, élitistes, égoïstes, manipulatrices, en changeant à la fois le rapport aux référentiels historiques alimentant la mentalité générale en 1D ou 2D, ainsi que les personnels (hommes et femmes) objectivement complices des déviances systémiques. À partir de cette base incontournable, un autre chemin s'ouvre (pour lequel il n'est pas nécessaire d'attendre ni repousser à plus tard) permettant de replacer le citoyen au centre vital de la nation. Les 3 principaux modes d'action à mettre en place sont :

- . Le vote non-entonné (oui, non, blanc, abstention) en refusant les personnes préchoisies d'avance par leur parti ou corporation (véritable démocratie).
- . Le démaillage législatif, le décorsetage normatif, afin d'aérer, oxygéner, motiver, l'initiative individuelle et de groupe (+ de droits et libertés).
- . La valorisation de la dynamique individuelle en matière d'inventivité, de créativité, de solution apportée à l'échelle locale, en dupliquant ensuite les bonnes expérimentations.

Dans tous les cas de figure, il est nécessaire d'éviter d'user et abuser des modes alternatifs de management des hommes et des affaires (directif, autoritaire, persuasif, participatif, collaboratif, délégitif...), ainsi que refuser les modèles idéologiques à voie unique et/ou intolérants ou encore les approches génériques ou standardisées, en laissant aux citoyens la capacité de former par eux-mêmes les synthèses les plus utiles et adaptées à leur cas. Le pragmatisme et le concret de la vie réelle doivent remplacer autant que possible la virtualisation, l'abstraction, la croyance, la théorisation, le spéculatif, la représentation mensongère des faits, l'illusion distillée par les rêves et les faux espoirs. C'est en intégrant ces prérequis que les comportements adoptés au présent peuvent évoluer vers l'adultisme et que la vision d'avenir peut devenir plus globale et positive. C'est aussi en puisant directement dans ses potentiels, ses capacités, ses ressources, ses talents, non pas au service d'une entité collective distante, d'une gouvernance politisée ou d'actionnaires non altruistes, que le citoyen peut le mieux s'affirmer comme indispensable, primordial, dans la vie locale et nationale. Il s'agit pour lui (et elle) de rejeter le rôle de simple pion, de vache à lait, de sujet soumis et docile au service des intérêts supérieurs de l'État, mais d'affirmer et revendiquer celui de contributeur actif dans un pur esprit de démocratie.

Il est possible de dire que l'avenir du citoyen adulte et évolutionnaire est dans... :

1... L'implication directe à micro échelle locale par le biais d'**initiatives innovantes, d'applications structurées, de contributions** en micro et nanoéconomie inspirées par la Bioéconomie (Hashtag [#1](#)), c'est-à-dire hautement ciblées, diversifiées, localisées, compétentes dans la qualité, volontairement différentes de l'Offre systémique globale.

2... Le fait de savoir **se passer ponctuellement de nombreux services de l'État**, de l'assistanat systémique, de la présence directive des pouvoirs publics et des systèmes dominants jugés non essentiels pour soi, sans tomber dans le piège de la reconnaissance inconditionnelle par la valorisation du titre, du diplôme, de la médaille obtenue, ou du « mérite » en tant que bon élève docile et/ou bon petit soldat agissant de manière conforme aux attendus.

3... La nécessité **d'abaisser fortement le taux d'assujettissement** aux contraintes et aux mesures de standardisation imposées aux masses, lesquelles dépassent souvent 95% du vécu terrain des populations dans la vie citoyenne et publique.

4... La **libération mentale progressive de la tutelle de l'Offre systémique globale** qui gouverne, oriente, conditionne la vie de tous, par le biais de nombreuses entités et organisations dominantes, monopolistiques, oligopolistiques, décidant seules en leur sein des conditions d'usage et d'accès au social, à l'économie, à la finance, au culturel, à la technologie, à la consommation, à la santé, au sécuritaire, aux ressources énergétiques...

5... **L'autonomisation des décisions et des actions citoyennes** en reprenant peu à peu le pouvoir de décider de sa propre trajectoire de vie, comme d'intervenir dès le départ (idée, conceptualisation, discussion, vote) sur les grands objectifs collectifs et politiques à atteindre.

6... **L'émancipation cognitive** envers tous les discours politiques démagogiques et lénifiants, la plupart des informations médiatiques nationales et officielles, chaque type de communication institutionnelle et/ou politiquement correcte.

7... **La conscience permanente** que préexiste toujours derrière un projet de réforme soumis au parlement, une promesse provenant d'un élu (ou d'un candidat à l'élection), ainsi que derrière les mesures prises et claironnées par la gouvernance, un parti ou un régime politique, une ou plusieurs arrière-pensées, des zones d'ombre sur les véritables enjeux, du 2^e et 3^e degré s'éloignant de l'essentiel.

8... **La volonté déterminée de s'affirmer** positivement dans les actions engagées à partir d'un cadre de valeurs évolutionnaires en adaptant à chaque fois son comportement ou ses réponses selon les individus, les cas et les situations, sans utiliser de réponse unique, stéréotypée, prévisible à l'avance.

9... **Le refus de la peur**, de la crainte, de la soumission (au moins mentale), face à l'autorité officielle comme face à toute menace, en sachant tenir bon sur son intime conviction, la clarté de sa conscience, sa détermination à agir, à faire, à proposer, à dire ou écrire, dès que le moment apparaît opportun.

10... **Le courage de faire son mea-culpa**, son autocritique, son autoaccusation, en acceptant de prendre la responsabilité de chaque acte réellement commis ou de chaque position clairement prise, en évitant de mentir, de se cacher derrière un récit, un rôle ou un statut, de pratiquer la dénégation, le déni ou le silence par lâcheté.

C'est 10 postures changent tout dans la relation aux autres, aux systèmes en place, aux pouvoirs publics, aux habitudes familiales, communautaires et collectives, en évitant ainsi à la source la récurrence de la violence, de la haine, de la radicalisation idéologique, de l'intolérance barbare. C'est comme cela que l'on devient un citoyen ou une citoyenne adulte !

Le citoyen doit aussi se désaliéner parallèlement...

... du **prêt-à-penser** distillé par la politique, la religion, la morale, la culture, l'éducation, la formation académique...

... du **regard des autres** notamment celui des proches et du voisinage.

... de **la parole des officiels et leaders** systémisés du moment.

... de **l'influence permanente des médias** nationaux et réseaux sociaux.

... des **références conservatrices** issues du matricage éducatif, familial.

... des **formats culturels**, sociaux, professionnels, idéologiques.

- ... de **la soumission inconditionnelle** à toute autorité de tutelle.
- ... de **l'addiction à certains services** et produits issus de l'Offre globale.
- ... des **formatages psychologiques** et culturels forts provenant d'entités officielles ou de celles œuvrant sous tutelle ou condition d'agrément.
- ... des **habitudes et usages** jamais remis en cause, des pratiques obsolètes et/ou inadaptées à la réalité du vécu terrain au présent.

Le **nettoyage** de tout ce qui ralentit et freine les activités humaines, le **dégraissage** de l'inutile, de l'artificiel, du superficiel, du toxique mental, ainsi que l'**essentialisation** en faveur de tout ce qui est objectivement utile, positif, pratique, doivent devenir les grands moteurs psychiques chez le citoyen et la citoyenne adulte et non pas seulement l'objectif d'accumuler de l'argent, des titres, des connaissances, des expertises ou démontrer des talents innés par besoin de se mettre en avant, de paraître, d'imposer une « fausse » image de soi.

Il doit aussi favoriser pour lui-même et en faveur de ses concitoyens...

- . **L'impérieuse nécessité d'innover**, créer, pratiquer des ruptures, ouvrir de nouvelles pistes, explorer, découvrir, au lieu de tout contrôler, censurer, éviter le changement.
- . **La valorisation des initiatives individuelles** et locales, des prises de risque maîtrisées, des réalisations atypiques, fondées sur l'engagement et le passage à l'acte concret, au lieu de les critiquer ou les sous-estimer.
- . **L'encouragement de ses proches** au dépassement de soi, au courage d'oser, au lieu d'en avoir peur, être timoré et/ou opter pour une attitude prudentielle.
- . **L'opportunisation maximale des situations** dès que celles-ci se présentent de manière imprévue, fugace, en temps réel, au lieu de rester inactif, passif, suiveur.
- . **L'application du principe légitime de réciprocité** pour certains faits et/ou la médiation par des pairs, au lieu de s'engager dans des procédures légales coûteuses, longues et pas toujours équitables, aux seules mains des opérateurs officiels du système judiciaire classique.
- . **La manifestation première d'une empathie**, d'un a priori favorable, d'une attitude bienveillante, au lieu de la méfiance, de l'intolérance, de la suspicion, de la distanciation.
- . **Le recours second à la fermeté** (méthode 1.2.3 – Hastag #25) sans laisser passer les faits récidivistes négatifs ou multirécidivistes délinquants en sachant prendre le taureau par les cornes, en faisant soi-même la boule de feu, au lieu de pratiquer la fuite, le laxisme ou l'évitement dans le fait de ne rien voir, entendre ou évoquer.

La fuite en avant du contrôle « légalement illégitime » des États modernes

En creusant un peu sous la surface des apparences médiatiques, étatiques et systémiques, on s'aperçoit que plus une société devient complexe, plus celle-ci est prise au piège d'une infinité de liens et de dépendances l'empêchant d'agir comme souhaité. L'État est devenu en fait une citadelle isolée et minée au niveau de ses fondations, rigidifiée dans son fonctionnement, handicapée dans sa réactivité, affaiblit dans la nature des réactions engagées du fait principal des élus et personnels aux commandes. Les réponses apportées sont généralement

répétitives, sans valeur ajoutée, partielles, voire exagérées, mais rarement justes, efficaces, durables. C'est l'une des raisons qui explique pourquoi la communication officielle et médiatique est devenue une arme de masse hautement virtualisée grâce à un « pilonnage » informatif quotidien brassant les lieux communs, les opinions, les émotions, les affirmations, les avis des uns et les conseils des autres. D'un côté, le citoyen est pris en tenaille avec un matraquage médiatique souvent intense 24/24 et 7/7 à grande échelle et/ou en boucle destiné à enfoncer le clou dans la cervelle du plus grand nombre. On s'aperçoit ainsi que bien au-delà de la liberté de la presse, du droit à l'information et à l'expression, cet excès médiatique tend à déformer la compréhension par une surinformation accessoire, polluer la réflexion par la répétition, flouter la vision objective des choses par l'émotion, déstabiliser la conscience intime par le doute et l'alternance d'infos contradictoires, par la désinformation et le brouillage de sens, par les effets de zoom, les zones d'ombre et le découpage des faits en morceaux choisis afin de mieux pouvoir les retenir. De ce point de vue, les médias nationaux modernes sont devenus le principal armement préventif et dissuasif non légal des États modernes, mais aussi celui de la désinformation globale sur l'essentiel empêchant finalement toute véritable synthèse essentialisante ou clarifiée. L'information est devenue une forme d'aliénation à l'actualité et à ceux qui la font, en perdant son rôle fondamental de boussole cognitive. C'est aussi, de l'autre côté de la tenaille, un maillage législatif, normatif, administratif, fiscal, sécuritaire, de plus en plus étroit, directif, répressif et/ou violent, réduisant fortement l'espace libertaire des individus, en imposant à la place des comportements politiquement corrects, des conduites standardisées de « bon petit soldat », voire stéréotypées de « bon élève docile ».

Il est couramment observable que les services de l'État en sont arrivés à gérer la conduite à distance des peuples par la virtualité médiatique, l'emphase de la communication et du discours, en réussissant ainsi à masquer une réalité bien moins belle, motivante et qualitative. Pour prouver, par ailleurs, leur nécessaire utilité et autorité, tout concourt (via la technocratie) à encadrer la citoyenneté à la racine des droits et des libertés par des mesures, des injonctions de nature à brider toute forme de velléité au changement ou simplement envisager un autrement sociétal. Ces deux approches légales discutables forment une tenaille sociétale indiquant que la plupart des États du monde ne sont pas en faillite sociétale, mais en déclin structurel progressif. Elles démontrent aussi une forme d'illégitimité par rapport aux attentes du citoyen moderne par la nature même des réponses apportées souvent de manière décalée, unilatérale, autoritaire, directive, inadaptée, quelquefois disproportionnée dans l'urgence sécuritaire ou purement démagogique.

Les méthodes légalement illégitimes de l'État

En dehors de tout ce qui se passe sous les radars médiatiques, dans l'ombre et le secret des cabinets et des huis clos ou encore avec les compromis et les non-dits entre élus et partis, quelques exemples de méthodes légales mais illégitimes (du point de vue du citoyen) pratiquées par les États partout dans le monde :

- . **Surveillance dans le dos** du citoyen (scoring, renseignement ciblé, fiche, écoute...), sous prétexte de sécurité nationale et prévention de la délinquance.
- . **Amplification continue et directive des taxes**, contributions, impôts, avec la caution des parlements, sous prétexte d'équilibre budgétaire.
- . **Prise de décision à huis clos** impactant la vie du citoyen lambda sous prétexte d'urgence, de confidentialité, de sérénité des échanges internes.

- . **Non-consultation participative** ni prise en compte des attentes du citoyen, sous prétexte d'exercice d'un pouvoir régalien issu des élections.
- . **Distillation méthodique de la peur**, de la prudence, de la culpabilité, sous prétexte de recours au principe de précaution.
- . **Infantilisation du citoyen** dans le mensonge, la désinformation, la rétention d'information, sous prétexte de non-maturité des peuples.
- . **Traque des usagers de la route** à des fins politiques, de pur racket financier, sous prétexte de sécurité collective pour le bien de tous.
- . **Mesures d'interdiction générale** (confinement, contrôles sécuritaires, obligations administratives...) sous prétexte d'urgence nationale.
- . **Judiciarisation à charge** obligeant à des dépenses financières importantes de défense et/ou imposant des peines lourdes sous prétexte de justice.
- . **Influences internes** au sein de la structure étatique court-circuitant la volonté citoyenne sous prétexte de raison d'État, de realpolitik.

Dissocier l'humain primaire et infantilisé du citoyen adultisé

Il faut bien dissocier les flux neurobiologiques animant chaque individu en matière de réflexes primaires (animalité, manichéisme, pulsions...) de celles plus psychocognitives animant le citoyen adulte (socialisation, éducation, conscientisation, discernement...), dont le rôle est justement de contrôler en permanence l'humain primaire. Si l'État initial a pour mission collective de protéger l'individu « primaire » contre lui-même, son entourage, les rapports sociaux, les « ennemis » intérieurs et extérieurs, cela ne devient plus vraiment le cas avec l'évolution citoyenne sociabilisée, moralisée, éduquée, adultisée. Les méthodes issues du passé doivent inévitablement s'adapter en inversant le rapport État/citoyen (père normatif/enfant docile ou gagnant-perdant) en relation adulte/adulte (donnant-donnant, gagnant-gagnant). C'est ce qu'attend tout citoyen avisé au fond de lui-même prouvant que la légalité imposée à une époque n'a plus forcément lieu d'être à une autre et devient même illégitime du point de vue du citoyen adulte capable de s'autonomiser, s'autodiscipliner, s'autogérer. C'est la raison pour laquelle la véritable évolution citoyenne et démocratique ne passe plus par les « goulets démocratiques » du vote entonnoir, de la délégation officielle et légale à autrui et pas davantage par une matrice culturelle officielle directive ou l'hyper bavardage médiatique sur tout et n'importe quoi. Ce n'est pas non plus dans le report du risque et/ou de la responsabilité sur les épaules des autres ou par la manifestation d'une compassion à distance (verbale, morale, émotionnelle) en faveur de ceux qui souffrent réellement dans leur vie quotidienne. Chacun doit avoir un rôle actif, solidaire, coopératif et participatif à jouer n'ayant rien à voir avec l'obéissance inconditionnelle, la docilité prudentielle, la soumission par la peur, l'individualisme égoïste ou l'évitement du risque.

12 manières de répondre au comportement négatif du citoyen infantilisé, délinquant

Le fléau des relations dans tout groupe humain, toute collectivité, entre pays, est dans la présence active de citoyens violents, non matures, conditionnés, intolérants, primaires (1D et 2D), non ou mal éduqués. Le principal des conflits humains et de la délinquance courante (violence physique et verbale, destruction de biens, vol, escroquerie...) provient généralement de cette frange minoritaire de population (5 à 10%) à la fois peu raisonnable, peu discernée, percluse de certitudes et d'empirisme. Derrière le degré variable d'intelligence de cette

population persiste presque toujours un aveuglement à se croire juste et plein de bon sens, sans toutefois manifester de réelle vision globale ni d'objectivité face aux évidences de la réalité. Pour sortir de cet infernal cercle vicieux alimenté par des pulsions d'animalité non ou mal contrôlées, il est nécessaire de pratiquer crescendo 12 modes d'action (dans l'ordre de 1 à 12), sauf cas de récurrence violente ou de multirécidivisme agressif impliquant alors un passage direct au niveau 6 :

1. Respect réel des choix de vie différents de l'individu, de sa sensibilité, de ses origines et pratiques sociales, hormis si celles-ci sont objectivement négatives, agressives, perturbantes, nuisibles, pour lui-même ou autrui...
2. Valorisation verbale, récompense, encouragement, pour tout ce qui est ou apparaît positif, juste, bien, créatif, coopératif, utile...
3. Éducation personnalisée au savoir-vivre, aux valeurs morales et évolutionnaires, en vue de qualifier le plus possible le comportement du quotidien.
4. Approche individualisée, bienveillante au départ, en apportant des conseils et des avis précis pour éviter les erreurs basiques, pour hausser le niveau.
5. Injonction ciblée en cas de récurrence, consignes précises et utilitaires, commandement plus ou moins directif appuyé par une posture ferme.
6. Sanction, recours concret au principe de réciprocité avec la méthode 1.2.3, application de la tolérance zéro après plusieurs avertissements sans aucun effet.
7. Imposer le temps nécessaire des interdictions précises, des contraintes morales, judiciaires, comportementales, attitudinales, relationnelles.
8. Manifestation régulière de l'autorité avec les prérogatives allouées, exercice d'une discipline de fer pour faire plier l'individu, éradiquer les mauvaises attitudes.
9. Sortir l'individu de son milieu habituel de vie voire l'exclure, l'ostraciser, l'expulser, le bannir...
10. Pratiquer l'enfermement, l'emprisonnement, la privation de droits et de libertés.
11. Correction physique, bastonnade, passage à tabac, botter le cul, châtier...
12. Élimination physique, exécution, ne donner aucune chance de survie.

On s'aperçoit dans cette première série de mesures qu'il est nécessaire d'abord de faire preuve d'ouverture d'esprit, de tolérance, d'effort à faire en soi-même (1 à 4), puis de durcir progressivement les réponses apportées selon la répétition ou la non évolution constatée (5 à 9), jusqu'à éradiquer définitivement la menace, le danger (10 à 12). Le véritable combat à mener contre l'animalité en l'homme (agressivité, violence, bassesse, perversion, bêtise...) commence uniquement à partir de 5. Il est donc possible d'éviter de prime abord le rapport de force, la confrontation du fort au faible, l'expression de ses pulsions primaires, par un contrôle constant de sa propre animalité génétique. Pour favoriser l'émergence en soi de la positivité, de l'Intelligence Relationnelle, il est fortement recommandé de respecter chaque individu (sauf exception) dans sa nature sociopsychologique, sa personnalité, en privilégiant d'abord l'écoute, la récompense, la valorisation, puis seulement après récurrence ou multirécurrence, la pratique de la fermeté, de la réciprocité, jusqu'à utiliser des moyens extrêmes si nécessaire.

Comment faire évoluer le comportement adolescentique du citoyen encore non adulte ?

La plupart des citoyens vivant dans un cadre occidentalisé, c'est-à-dire relativement bien éduqué, sociabilisé, moralisé, informé, civiquement plus libre de mobilité, d'expression et de choix, socialement plus émancipé, nécessite un traitement différencié au cas par cas. C'est notamment le cas en matière

d'adolescencerie sociétale (passage transitoire de l'infantilité sociétale à l'adultisme sociétal) supposant un niveau culturel de départ compris entre 2D et 2,5D avec un degré de conscientisation de type C+. Pour accéder progressivement au niveau supérieur du 3D (Hastags [#14](#), [#15](#), [#17](#)), il est impératif de mener 12 actions complémentaires sous l'angle cognitif, de la mentalité, du comportement, du mode de pensée :

1. Être et accepter d'être tel que l'on est avec ses forces et faiblesses, ses défauts et qualités en évitant le paraître, le mimétisme, l'identification aux autres.
2. Favoriser l'affirmation de soi dans la maîtrise du risque, accepter la présence de certains besoins dominants en rompant avec l'inhibition, l'autocensure, la peur du regard des autres, le suivisme passif.
3. S'obliger à ne pas se mentir à soi-même, à dire et accepter la vérité, à ne pas pratiquer la désinformation, à manipuler autrui, à faire croire aux autres que...
4. Contrôler la plupart de ses émotions négatives en essayant de fortifier son mental face à l'adversité de la vie, tout en rebondissant sur les événements imprévus, les opportunités rencontrées.
5. Se motiver, se dynamiser, être volontariste pour vivre et découvrir par soi-même une multiplicité d'expériences terrain, des moments forts, de nouvelles situations à vivre...
6. Pratiquer concrètement (et non virtuellement) des activités différentes les unes des autres, brasser une multiplicité d'arts, de techniques, de pratiques...
7. Apprendre à passer à l'acte, à pratiquer le dépassement de soi, pour se découvrir, repousser ses limites, devenir plus fort mentalement et émotionnellement.
8. Vivre la réalité telle qu'elle est (non par l'imaginaire, la virtualité, la croyance, l'intermédiation des autres) par les 5 sens, l'implication sensorielle et physique, en alimentant chaque jour son mental par des objectifs positifs et/ou des efforts motivants.
9. Échanger verbalement, rencontrer des individus disposant de savoir et de connaissances spécifiques, d'expériences, de compétences utiles, de personnalités attachantes, afin de s'enrichir par la différences des autres, entretenir une curiosité intellectuelle, de l'envie, de l'enthousiasme, stimuler sa propre créativité, faire vibrer sa sensibilité.
10. Améliorer régulièrement son niveau de conscientisation par des informations utiles, de qualité, approfondies, en recherchant la synthèse, voire l'essentialisation en tout (éviter le gras informationnel et culturel).
11. Positiver l'insuccès, les erreurs, les manques, les difficultés, les épreuves de la vie, au lieu de les négativer (angoisse, peur, blocage, dépression...), en cherchant à chaque fois une porte de sortie par le haut, des réponses utiles, constructives, des solutions ad hoc.
12. Éviter de s'idéologiser ou de croire pour se rassurer et/ou faire comme les autres, ne pas s'entêter dans une vision du monde fondée sur des arguments fallacieux ou sur des certitudes non vérifiées.

Dans cette seconde série de pratiques relationnelles et de gestion du comportement individuel et collectif on s'aperçoit que la référence à autrui (dieu, parent, famille, ami(e), professeur(e), élu(e)...), aux conseils et opinions empiriques d'autrui, produit finalement davantage l'éloignement du « vrai » (évidence, concret, vérité...) par tout un ensemble de freins, d'erreurs de jugement, de barrières psychocognitives, que la voie naturelle provenant d'un rapprochement du « vrai » issu d'un vécu adéquat avec tous ses effets conscients.

Les 12 réponses du citoyen adulte face à la violence, l'agression, la contrainte, la domination

Après avoir intégré et pratiqué au quotidien toutes les conditions du passage de l'adolescence citoyenne à la citoyenneté adulte, il devient alors nécessaire de rester fort mentalement, solide psychologiquement, le plus exemplaire possible dans le comportement via la constance, l'humilité, la modestie. Tout citoyen adulte se doit de respecter en lui-même 12 autres conditions au quotidien :

1. Appliquer en réflexe légitime le principe actif de la réciprocité aussi bien dans le cadre d'une dissuasion préventive (éviter le rapport de force) que sous forme de réponse ferme et proportionnée avec la méthode 1.2.3 (Hashtag [#25](#)).
2. Privilégier dès le départ le recours spontané à l'Intelligence Relationnelle (IR) en tant qu'état d'esprit général, ainsi que dans les 2 premières étapes de la méthode 1.2.3.
3. Assumer ses actes, ses dires, ses opinions, ses erreurs, dans l'esprit de responsabilité en restant constamment ouvert aux raisons des autres, à la vérité, à l'objectivité, à la réalité des faits.
4. Manifester une honnêteté intellectuelle constante face au réel, au concret, à l'évidence, sans se voiler la face comme en s'interdisant toute mauvaise foi, mensonge, hypocrisie.
5. Pratiquer au quotidien des valeurs fortes et évolutives à la fois comme guide de vie et comme entraînement à être et rester bien dans sa peau.
6. S'affirmer pleinement dans la plupart des situations de la vie privée en évitant toute attitude négative (imposition de soi, agressivité, passivité, manipulation), tout en pratiquant le discernement dans la vie sociale, avec son entourage.
7. Faire prévaloir son indépendance d'esprit, sa capacité d'autonomisation, ses différences, sans chercher à plaire aux autres (démagogie, donner une fausse image de soi, besoin de reconnaissance ou d'appartenance...), ni être conforme aux attendus du groupe ou de la collectivité.
8. Suivre sa boussole intérieure lorsque celle-ci relève d'une intime conviction d'être dans le vrai, dire la vérité, faire ce qui est juste, en couplant sa raison au discernement et à l'objectivité des faits et des événements.
9. Être ferme et déterminé(e) face aux attitudes négatives d'autrui sans fuir la réalité, sans minimiser les actes d'autrui, sans dénier sa propre responsabilité, en essayant de répondre de manière juste et ciblée en vue de réduire l'abcès à sa racine quitte à en subir des conséquences immédiates.
10. Ne pas hésiter à sortir des habitudes, de sa bulle de confort, des usages et traditions non adaptés à la situation vécue, en recherchant toujours une porte de sortie par le haut, une solution innovante, une réponse différente des attendus conservateurs et/ou en rupture de ce qui se fait généralement.
11. Combattre ses peurs légitimes (stress, anxiété, inquiétude, phobie, émotion paralysante, inhibition, trac...) en essayant de prendre le dessus rapidement (exercices de respiration, relativisation...) sachant que la meilleure façon d'éviter le risque c'est de l'affronter de face par la connaissance, la maîtrise et la compétence, en prenant le taureau par les cornes, en faisant la boule de feu ([assertivité](#)).
12. Relativiser toute situation vécue en considérant que sa propre existence n'est ni unique, ni exceptionnelle et que d'autres avant, après, au même moment, ailleurs ou autrement, vivent, ont vécu, vivront, des situations bien pires ou bien meilleures et que là n'est pas le plus important, sinon de profiter de ce que l'on fait et/ou dispose présentement (carpe diem).

C'est de cette manière que l'on devient vraiment adulte en soi en acceptant la réalité telle qu'elle est, tout en cherchant à l'opportunistiser positivement, en évitant de se comparer aux autres (identification), en ne faisant pas comme les autres (mimétisme), en ne reportant pas les actes à mener et les décisions à prendre sur les autres (délégation).

Changer le rapport étatique à la citoyenneté

Les personnels et agents agissant au nom des services publics doivent évoluer dans leur représentation de l'État tout-puissant (donc de leur propre « patron » et/ou fonction « sacrée »). Leur interface avec les citoyens, les entités organiques, les métiers et activités humaines, n'est pas au sein d'une véritable démocratie dans l'exercice légal d'un petit pouvoir additionnel, d'un statut supérieur, d'une autorité unilatérale via la répression, la sanction, l'injonction, la pression, la menace, la traque, la surveillance, l'infantilisation, la culpabilisation, la moralisation..., utilisé de manière directive, arbitraire ou discrétionnaire. Plus un individu dispose de pouvoir, plus il doit se montrer discerné et humble, au service et à l'écoute des autres. Il doit en toute bonne intelligence et esprit de responsabilité contribuer au bien-être collectif, à sa protection, à sa bonne santé, à son développement qualitatif, en tant que serviteur volontaire et motivé de la société civile. Il doit refuser de se comporter en exécutant des basses œuvres, en « bon petit soldat » aux ordres d'une hiérarchie indigne (égoïsme pur, vénalité, corruption, perversion, lâcheté...) ou d'une gouvernance distante dont la représentation politique est minoritaire au sein de la société civile. En sachant que toute organisation, tout système, toute société, toute nation, est généralement dirigée ou gouvernée par une minorité d'individus ayant à défendre d'abord leurs propres intérêts (rémunération, statut, rôle, image, ambition personnelle...) et/ou en ayant souvent des parcours par toujours exemplaires pour s'imposer aux postes de pouvoir, il est important de démythifier le rapport du citoyen aux personnels représentant l'État, formant la représentation nationale, occupant les postes de direction au sein des systèmes dominants. Cette prise de distance sur la « valeur statutaire » des individus encadrant du haut de leurs fonctions la citoyenneté des ménages, des travailleurs, des manifestants de la rue, change tout en matière de confiance et de représentativité. La systématisation de la citoyenneté adoubee par les services de l'État (technocratie, fonctionnarisation, forces de l'ordre...) n'est pas la véritable expression de la citoyenneté démocratique. Sauf à devenir plus serviable, cordiale, respectueuse, empathique, discernée, bienveillante, disponible, au service des populations, la systématisation de la citoyenneté observable dans la plupart des fonctions officielles et assermentées doit faire son « coming out » comportemental, sa révolution intérieure.

Dans une véritable démocratie, l'idée à défendre est de remettre au même niveau d'égalité de droits et de devoirs le citoyen systémisé (quel que soit son statut honorifique) et le citoyen anonyme de base. C'est même obliger tout citoyen systémisé à apporter écoute, secours, aide et assistance à tout citoyen de base qui en fait la demande, voire de se mettre à sa disposition en tant que personnel rémunéré par les impôts de la population générale. Dans une véritable démocratie, ce devrait être l'allégeance normale de la minorité face à la majorité et non le contraire tel que pratiqué partout dans le monde ! La véritable démocratie suppose également un changement profond de paradigme au sein de la structure étatique pour revendiquer l'exemplarité démocratique. Une

exemplarité qui ne doit plus se tromper de référentiels entre le naturel légitime des valeurs évolutionnaires et l'artificiel légal des postures régies par les règles du conservatisme républicain, monarchique ou autocratique (autorité, hiérarchie, injonction directive...). En d'autres termes, le rôle de citoyen systémisé défendant corps et âme le patron-payeur État ressort d'un modèle sociétal passéiste et féodal, d'autant plus que certaines méthodes et pratiques en usage sont devenues relativement has been et non cohérentes avec les attentes modernes du citoyen adulte.

Comment limiter la dominance de l'État sur le citoyen adulte ?

1. Tout commence par la révision de la Constitution nationale en indiquant que l'État et les services publics n'ont de justification fonctionnelle et juridique que pour servir le citoyen et la collectivité dans un but d'adultisation des populations et d'autonomisation des citoyens, en faisant prévaloir en premier l'autodiscipline des individus, l'autogestion des collectivités, l'esprit de responsabilité et les valeurs évolutionnaires au cœur de la nation.

2. Il s'agit ensuite de mettre en place des programmes néosociétaux évolutionnaires destinés à redonner de la consistance politique au principe démocratique initial de « *gouvernance du peuple, par le peuple et pour le peuple* » en favorisant l'émergence d'écosystèmes conçus par et pour des citoyens adultes.

3. C'est également un dessein politique majeur appliqué par l'ensemble des personnels du secteur public consistant à instaurer, puis veiller à maintenir un cadre de vie collectif bienveillant favorisant la pacification, la stabilité, la durabilité dans le bien-être collectif et individuel par le biais de l'Intelligence Relationnelle.

4. C'est enfin favoriser toute mesure collective, toute initiative individuelle légitime pour... :

- . Limiter les prérogatives inhérentes aux fonctions institutionnelles et de service public (solennité, élitisme, statut et titre honorifique, avantages divers, fonction à vie...).
- . Ne pas utiliser les progrès technologiques, l'IA (Intelligence artificielle), la robotisation, contre les attentes et demandes majoritaires des citoyens.
- . Voir toujours au départ le citoyen en allié objectif et non en ennemi intérieur potentiel, en insoumis à combattre, en enfant ou adolescent obligé d'obéir.
- . Lutter contre le favoritisme interne, l'excès d'indulgence pour des raisons électoralistes, la préférence envers ses propres pairs et/ou personnel.
- . Refuser toute forme de démagogie et de populisme, d'effet girouette à des fins de clientélisme.
- . Révéler publiquement les pratiques relatives aux excès de pouvoir, à la discrimination au faciès, au genre sexuel, ainsi que toute forme de traque et de surveillance dans le dos du citoyen (route, fisc, fichage politique, religieux ou autre...)
- . Informer l'opinion publique de toute forme d'exaction publique, d'autoritarisme léonin, de pratique discriminatoire, de manque flagrant de respect au citoyen (outrage à citoyen), à la dignité humaine.
- . Limiter la communication politique (déclaration, grand discours, parole politique...), ainsi que l'interventionnisme médiatique de la gouvernance à « tout bout de champ », sauf urgence ou nécessité d'informer sur des faits concrets, des aspects utiles.
- . Ne pas laisser se propager la désinformation, la manipulation organisée des masses, sans réagir rapidement par un 360° informatif, objectif et impartial qui ne soit ni amplifié, ni minimisé, ni orienté.

- . Éviter le plus possible les réunions à huis clos confidentielles, les décisions de compromis entre élus et conseillers sans en informer avant, pendant ou après le citoyen par des canaux dédiés, le recours au référendum, des e-tribunes à vocation citoyenne.

En d'autres termes, le citoyen adulte n'a pas besoin d'être tenu à l'écart des grandes décisions le concernant, n'a pas besoin de subir une solennité excessive, de grands discours médiatisés, de démonstration de force, de preuve d'autorité, de communication politique redondante ou partisane, et encore moins besoin d'informations génériques ou lénifiantes provenant des services publics qui ne sont pas utiles, concrètes, différenciées, ciblées, voire personnalisées.

Agir sur la pentalogie sociétale classique

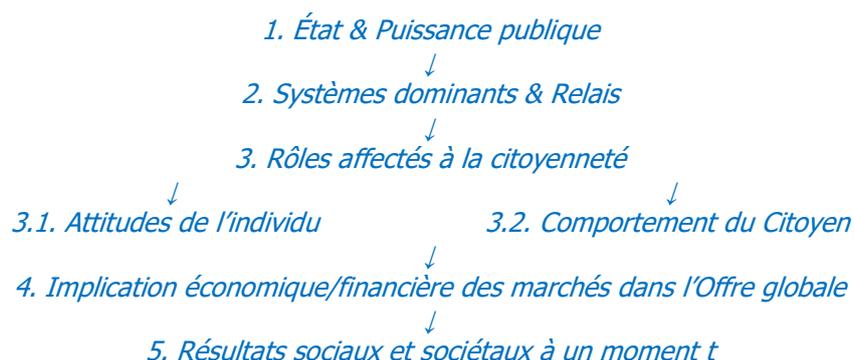
Lorsque l'**État** et/ou son **organisation systémique** ne privilégient ni véritablement l'**humain** ni véritablement le **citoyen**, mais uniquement la prévalence de **rôles sociaux** préalablement matricés, conditionnés et/ou formatés par l'éducation et la règle morale afin d'accepter plus docilement l'ordre, la dominance, le pouvoir, l'élitisme, la hiérarchisation, les devoirs..., ils nient ouvertement la capacité de l'individu-citoyen à pouvoir décider par lui-même, à comprendre par lui-même (même si la vérité est souvent difficile à entendre). Même l'**intervention des marchés** sous l'angle économique et financier en prenant ou non le sens du vent amplifie, conforte ou minore l'existant de tous sur le terrain du quotidien. Pour l'État en amont de tout, il s'agit-là du déni officiel de la capacité de chacun à pouvoir s'affirmer positivement dans l'ensemble du spectre de ses propres besoins humains, de l'expression de sa différence issue de l'inné et de l'acquis. C'est aussi le constat discutable d'une énorme prise de responsabilité dans l'amplification des actions du marché (agents et acteurs économiques et financiers) dans l'ensemble des effets induits au sein de la vie de tous (dureté et difficulté à vivre ou survivre, pauvreté, cherté des prix et des coûts contraints, importance de la fiscalisation, mal-être existentiel...). On peut naturellement invoquer la poursuite assidue et fidèle des traditions et usages pour expliquer les comportements sociaux ou encore la référence majeure à tel dieu, messie, prophète ou sage de l'histoire, pour justifier les actions des hommes. Il n'empêche que tout État en mode « classique », voire passéiste en matière de gouvernance (conservateur, traditionaliste, dictatorial, communiste, capitaliste ou relevant d'une idéologie quelconque...), a une tendance naturelle à opter pour le « prêt-à-porter sociétal » en l'imposant à tous de manière indifférenciée par la législation et la normalisation. Cette directivité induit le citoyen, donc la citoyenneté, à se comporter de manière obligée, contrainte, soumise, standardisée, en net refus d'un « sur-mesure » légitimement attendu par tout citoyen adulte. De ce point de vue, la logique d'État (gestion directive des masses, mesures collectives ou d'ensemble indifférenciées, décisions applicables à tous par égalitarisme et non équité...) est considérée comme incontestable sur le principe et l'intention par tous les personnels agissant au sein des services publics. Cette logique s'avère toutefois de plus en plus décalée du centre de gravité de la démocratie et de l'exigence d'une citoyenneté plus avancée du fait des méthodes utilisées.

Il faut dès lors se poser les bonnes questions sur le présent étatique et la nécessaire realpolitik à court terme, mais surtout sur le prolongement des méthodes utilisées dans leur impact corrosif sur le moyen et le long terme de la

citoyenneté. Tant que l'État impose des **rôles citoyens** favorisant l'alignement social du plus grand nombre par un habillage collectif en prêt-à-porter dans la standardisation culturelle, par des stéréotypes comportementaux façonnés par la morale, l'éducation nationale et l'aide d'une pression familiale conservatrice, les perspectives probables dans la conduite des peuples ne peuvent qu'entretenir un état global d'infantilisation citoyenne et, au mieux, d'adolescentie au cœur des populations. De plus, lorsque les institutions et la puissance publique refusent d'accepter la capacité pour chaque citoyen de contrôler par lui-même ses propres tropismes humains, lui contestent la possibilité d'exercer légitimement son discernement dans l'espace social et public, l'empêchent de revendiquer une exigence d'autonomisation dans l'expression de son affirmation de soi, comment alors espérer grandir en matière d'humanité ? Comment ouvrir en grand et en profondeur la conscience de tous, faire des citoyens des hommes et des femmes vraiment adultes dans la raison sage, avec un mental fort et une psychologie positivée ?

En fait, l'orientation conservatrice appliquée dans la plupart des modèles sociétaux et dans leur fonctionnement structurel est toujours la même, en mettant **tout en haut l'État**, ses institutions et la puissance publique, puis **ensuite les systèmes dominants** et/ou relais répartis dans l'ensemble de la société civile puis **en dernier les rôles actifs et passifs de la citoyenneté**. Des rôles qui obligent à courber le naturel et l'authenticité des comportements citoyens, qui façonnent les « mauvaises » attitudes humaines, tout en jouant sur la **complicité involontaire des leaders** de l'Offre globale (ou volontaire dans certains cas). Il en découle une pentalogie sociétale à l'origine directe et indirecte de la plupart des **maux psychosociaux et sociétaux connus**, de la plupart des crises relationnelles entre entités concurrentielles, ainsi que de la confrontation pas toujours amicale issue de la compétition entre les idéaux comme entre les individus. Cela démontre *in fine* l'importance cruciale des conséquences et des effets induits de la verticalité du pouvoir et de la hiérarchisation de l'autorité sur toute population humaine.

Organigramme sociétal issu de la pentalogie sociétale classique



Ne pas tomber dans le piège de la fausse supériorité issue de l'autorité officielle

Le constat de cet organigramme « pentalogique » oblige à se poser la question centrale de savoir si les gouvernants, les élus, agents et personnels représentant l'État, la puissance publique et les systèmes dominants (1 et 2) sont

définitivement omniscients pour certains, incontournables pour d'autres, du fait du caractère officiel de leur autorité et/ou de leur pouvoir hiérarchique. Ont-ils raison de se passer majoritairement du bon sens populaire, du discernement éclairé des citoyens adultes (3), en n'écoutant pas leurs avis ou en filtrant leurs demandes et attentes profondes ? En corollaire à cette question cruciale en démocratie, la répartition du pouvoir entre la sphère étatique et les grands systèmes en place doit-elle perdurer indéfiniment sous cette forme organique (1 vers 2 vers 3) en imposant aux peuples de manière descendante des règles imposées, des points de vue et jugements venant de minorités influentes, des prises de décision unilatérales par les « officiels » du moment ? La réponse est naturellement **Non**. Il suffit simplement d'observer les divergences d'opinions, les contradictions sévères, les inversions de position à 180° d'un pays à l'autre, d'une culture à l'autre, d'une époque à l'autre, d'un leader à l'autre, pour un même fait et/ou dans la manière de traiter telle ou telle situation donnée. Aussi, tout ce qui ressemble au sein d'une collectivité quelconque à des profils de décisionnaires intouchables, prépotents, uniques, irremplaçables, pensant et agissant à la place de la majorité des autres, est un modèle fondamentalement rétrograde, dès lors que cela s'oppose aux 4 principes existentiels et évidences suivantes :

. La **bonne prise de décision** (principe du relativisme) résulte de multiples expériences acquises sur le terrain de la vie à partir d'échecs et épreuves courageusement et/ou intelligemment surmontés, bien plus que par les réussites scolaires et académiques ou du fait d'une ascension professionnelle trop rapide par le diplôme ou la cooptation.

. La **haute conscientisation (C++, C+++)** comme la vision globale (principe d'essentialisation et de synthèse globale) ne s'acquiert pas à l'école ni dans aucun modèle académique, ni du fait d'une spécialité quelconque même validée par l'obtention d'un diplôme supérieur, mais par un vécu adéquat, riche, diversifié, engagé dans un grand nombre d'expériences et de passages à l'acte impliquant à la fois le physique, le sensoriel, l'émotionnel, le mental, l'intellect, le cognitif.

. La **vraie compétence** (principe de l'immersion pratique) suppose un bon apprentissage sur le terrain du concret, une praticité qualitative dans le détail le plus fin, ainsi que dans une diversité de situations connues ou nouvelles, inconnues ou imprévues, et non par la simple exécution habituelle et répétitive d'une fonction ou d'un rôle fût-il élitiste ou officiel.

. La **véritable efficacité dans la vie réelle** (principe de l'immunisation par la maîtrise du risque) nécessite davantage la capacité d'oser le passage à l'acte, l'audace dans le dépassement de soi, la prise d'initiative sans filet, que l'intelligence mobilisée sur le réflexe prudentiel, les routines mêmes de haut niveau, les postures « secure », rassurantes et/ou faisant référence à un modèle standardisé, à une méthode homologuée, à une procédure normalisée, rendant alors l'individu foncièrement dépendant et fragilisé devant l'adversité et l'imprévu.

À cela s'ajoute le fait que chaque citoyen et citoyenne dispose de capacités spécifiques de nature physique, anatomique, mentale, morale, affective, sexuelle, intellectuelle, créative, compétentielle, professionnelle, financière, patrimoniale, domestique, relationnelle ou autre. Chacun et chacune doit être fier(ère) de ses propres spécificités innées et acquises qui, dans l'absolu vital, ne sont ni inférieures ni supérieures à celles des autres citoyens. Ce qui est décisif, utile et principal pour les uns dans une situation donnée devient inutile et secondaire dans un autre contexte et inversement. Chacun doit donc se persuader qu'il dispose d'atouts spécifiques que la plupart des autres n'ont peut-être pas à partir d'un talent mémoriel, manuel, de débrouille, physique, anatomique, sportif,

artistique, intellectuel, de force mentale, d'humour, d'action, de conception, de créativité, de décision, d'analyse, de synthèse, d'intuition, de précognition, de meneur d'hommes, d'entrepreneur, d'organisateur..., ainsi que d'une forme spécifique d'intelligence : logico-mathématique, verbo-linguistique, émotionnelle, relationnelle, spatiale, musicale-rythmique, créative, naturaliste, corporelle-kinesthésique, intra ou interpersonnelle, collaborative, spirituelle-existentielle, intuitive, empathique-du cœur, pratique-manuelle... C'est par la combinaison de tous les talents et de toutes les formes d'intelligence qu'une société est vitalisée. Elle meurt par contre lentement par « immunodéficience psychosociétale » (défaut de dynamisme sociétal évolutionnaire) du fait d'une sélectivité élitiste trop mono-talentueuse (ex. talent mémoriel) et mono-intelligence (ex. intelligence logico-mathématique) en tant que préalables pour accéder à la plupart des postes électifs, de management, de décision et de commandement (sauf autodidactisme entrepreneurial). Ce type de causalisme sélectif placé sous l'égide de tous les systèmes académiques du monde entier par la notation, le concours, le diplôme, le mérite politiquement correct, conduit à renouveler sans cesse les mêmes conséquences et les mêmes effets induits dans une aseptisation progressive des sociétés modernes.

Le Darwinisme primaire induit le non-égalitarisme entre l'État et le citoyen

Le citoyen doit-il accepter sans broncher la fermeté des ordres légalisés, la voix forte des gouvernants, la discipline imposée sans consentement préalable, l'intransigeance des mesures appliquées par les services publics et leurs représentants, alors que préexiste une matrice culturelle de non-égalitarisme diffus entre la sphère publique et la société civile ? L'importance de l'écart en faveur de la dominance étatique est telle, qu'il est possible de dire que celle-ci résulte d'une construction structuro-mentale venant du passé lointain. Une approche psychologique qui s'observe également dans les rapports de domination entre les hommes et les femmes, les riches et les pauvres, les fonctions fortement hiérarchisées, les croyants et les infidèles, etc. La nature de ces écarts sociétaux prend toujours naissance à partir des mêmes racines mentales, cognitives et psychologiques de type 1D ou 2D (culture officielle, morale et/ou religieuse ; usages et pratiques conservatrices à partir de références uniques provenant d'un modèle familial, clanique, tribal ; règles directives, normatives et légales associées au fonctionnement collectif local ou territorial...). La structure étatique et systémique censée réguler la vie sociale de tous ne fait qu'encourager indirectement le recours au rapport de force, à la dominance par le pouvoir, à la séduction par le verbe, à la peur et l'émotion dramatisante, à l'influence manipulatrice des masses, à la différenciation élitiste des rôles par la fonction, le titre, le statut, la solennité. Autant d'attitudes et de comportements en résultant formant le tissu psychosocial dans de nombreuses organisations humaines animées structurellement par la manipulation, l'agressivité, l'imposition de soi et la passivité (Hastag [#28](#)).

C'est aussi l'importance du mimétisme anthropologique, sociologique via « la contrainte sociale » de l'appartenance et de l'identification à tous les niveaux et à toutes les échelles de l'individu vers l'individu, de l'individu vers le groupe et inversement, du collectif vers le groupe et l'individu et inversement, du système vers l'individu, le groupe, le collectif et inversement. Ce qui est sûr et certain,

c'est que le non-égalitarisme est omniprésent dans la plupart des nations du monde, des cultures, des religions, des modèles républicains, en devenant au fil du temps une « normalité sociale » relativement bien acceptée, même si subie par les populations. Un non-égalitarisme « utilitaire » qui résulte fondamentalement de la peur d'être exclus de la normalité appliquée aux autres, ainsi que du refus des gouvernants, des États, des dirigeants, des systèmes dominants, à réduire leur pouvoir, leur influence, leur prépondérance dans la vie collective.

Lorsque la dominance non-égalitariste justifie le Darwinisme de la sélection naturelle

Si le Darwinisme « primaire » (loi du plus fort, struggle for life, hiérarchie et rang social, sélection naturelle, rapport de force, dominance alpha, soumission instinctive du dominé...) existe incontestablement dans la nature comme dans toutes les espèces animales (comportement et mentalité 1D, voire 2D), il préexiste également en mode sociétal. Un Darwinisme sociétal qui inclut à la fois le Darwinisme systémique et étatique et le Darwinisme primaire observable chez tout humain animé de 1D à 2D. En cumulant les trois formes de postures darwiniennes fondées sur les relations de dominance/domination, de rapport de force, de possession, de pouvoir non partagé, d'imposition de soi, d'agressivité, de manipulation et de passivité, on en arrive à produire en continu du négatif par la récurrence de crises, de tensions, de guerres, de violences, de divisions entre les hommes, de hiérarchies sociales, d'oppositions entre riches et pauvres, etc. Il est toutefois possible de sortir de cette emprise darwiniste par les capacités cognitives supérieures de l'humain. Il est nécessaire pour cela d'exercer un contrôle permanent des pulsions naturelles dans la maîtrise positive et discernée de ses dires, de ses actes, de ses comportements, en agissant à la source du mental (intelligence relationnelle, bienveillance, tolérance, empathie, compétence...) ainsi que par l'élévation conscientielle (2,5D à 4D). Pour y arriver, la volonté est le principal instrument psychocognitif (disposition d'esprit et de caractère) permettant d'orienter comme il se doit et de manière discernée les prises de décisions, les raisonnements tenus, les actions du quotidien. À l'inverse, en laissant les pulsions s'exprimer naturellement (spontanéité) ou de manière stéréotypée (conditionnement, normalisation), sans libre exercice de la volonté et sans la prévalence d'une conscientisation élevée, il ne peut en découler que des représentations mentales à polarité négative, des postures morales psychorigides, des conduites conservatrices répétitives. En d'autres termes, il est possible d'affirmer que la dominance issue du Darwinisme primaire associée à celle du Darwinisme étatique et systémique sont ensemble à l'origine de toutes les postures humaines d'agressivité, de manipulation, d'imposition de soi, de passivité.

Il en découle alors inconsciemment pour les plus forts, les plus intelligents, les plus rusés, toutes les formes de revendication du pouvoir pour soi, de la dominance exercée par certains, de la défense constante d'intérêts personnels chez d'autres, ainsi que parallèlement la dépendance soumise du plus grand nombre des autres. En acceptant la continuité de cet état de fait en cœur de société, y compris en leur sein, toute gouvernance étatique et systémique cautionne le non-égalitarisme darwinien en devenant officiellement et légalement un non-égalitarisme sociétal. *De facto* et au fil du temps, le recours existentiel à la dominance au sein de la sphère étatique et systémique est devenu la matrice fondatrice du non-égalitarisme légalisé et officialisé. La constante nécessité de

domination des plus forts, des plus audacieux, des plus intelligents, des plus rusés, des plus titrés, des plus riches, des plus éduqués..., a réussi à créer et entretenir chez l'homme et la femme l'idée que la hiérarchisation en société est nécessaire derrière l'application de règles communes. L'agrégation entre l'inné pulsionnel (animalité) couplé à l'acquis social et sociétal lui-même majoritairement conditionné, programmé, formaté, matricé à la base de l'éducation officielle et de la sélectivité sociale par les systèmes dominants, conduit fatalement à accepter l'omniprésence de référentiels dogmatiques, doctrinaires, juridiques et relationnels de nature purement artificialisée. Les lois sociétales qui en résultent s'accompagnent alors de programmiques étatiques, institutionnelles et systémiques structurant l'ensemble des référentiels existentiels de la vie individuelle à la vie collective (fondements philosophiques, principes idéologiques, règles morales...). Par programmation systémique et d'État, il faut entendre « *un ensemble d'actions, de mesures et d'opérations destinées à encadrer la citoyenneté par l'éducation, la norme et la loi, tout en agissant en profondeur sur le mental et le comportement des individus* ».

Les 4 grandes tendances du Darwinisme systémique et étatique

Sous prétexte d'être « tous engagés sur le même bateau » et qu'il faut dès lors établir les conditions d'un ordre strict applicable à tous, le Darwinisme systémique et étatique n'hésite pas à justifier le recours à des pratiques directives, voire autoritaires, au sein de la gouvernance comme de la part des dirigeants, responsables, agents et exécutants des services publics. On observe ainsi 4 grandes tendances sous des couvertures de pratiques se voulant parfaitement légales, politiquement correctes, bien socialisées, voire sophistiquées :

. **Le pouvoir de décider** à la place des autres, de censurer, d'interdire, de contrôler, de surveiller, de sanctionner, d'évaluer, d'autoriser, de valider, d'accepter sous condition, voire de disposer d'un droit de privation de liberté, de vie ou de mort.

. **Le libre exercice d'une dominance verticalisée** fondée sur le statut social et/ou professionnel, le titre et/ou le rang social, la fonction élitiste et/ou décisionnaire, le plus souvent à partir d'une forte sélectivité par l'argent, le diplôme, le corporatisme, la morphologie, l'expérience, la compétence réelle ou supposée, induisant la soumission forcée ou ciblée d'autrui, ainsi que généralement des compléments d'avantages, de rémunération, d'image, de condition de vie, de pouvoir d'achat pour soi-même ou ses proches.

. **La recherche de la plus grande facilité** dans la mise en œuvre et/ou la prise en compte de la réalité des faits et des situations, par le relatif simplisme résultant des habitudes procédurières, des règles établies, des pratiques, usages et traditions, des conditionnements sociaux, par opposition à la recherche plus complexe et difficile de solutions adaptées, de vérité et d'efficacité, de nécessité d'un consensus coopératif, ou encore pour éviter de faire front aux critiques et revendications multiples et contradictoires afin d'échapper à la complexité des problèmes rencontrés.

. **Le blocage symétrique** et la mise sous silence d'autres faits gênants de la réalité, d'autres ouvertures comportementales et relationnelles possibles, d'autres expansions mentales et cognitives souhaitables, d'autres capacités civiques et citoyennes accessibles (mobilité, ascenseur social, autonomisation, pouvoir d'achat suffisant...), d'autres formes d'expression et d'initiative par privation de droit et de libertés.

Derrière les commodités de gestion courante des affaires publiques et de conduite des masses par les routines et procédures en place, la permanence du Darwinisme systémique et étatique entraîne également avec elle le recours continu et sans état d'âme d'autres formes de non-égalitarisme économique, éducatif, racial, sexiste, statutaire, patrimonial...

Les programmatiques mentales non égalitaires provenant des structures étatiques et systémiques

La pratique du Darwinisme sociétal conduit inévitablement à considérer le citoyen lambda comme un membre suiveur et docile, un « factotum » dédié à de multiples tâches et obligations de travail et d'appartenance au sein de la « maison » nation. Aussi, pour pérenniser l'autorité unilatérale de l'État et des systèmes dominants, il est nécessaire que ces derniers œuvrent constamment à la mise en place de mesures et de programmes d'influence (loi, procédure, contrainte, obligation, devoir...). La plupart des mesures techniques prises par les assemblées parlementaires et les décrets gouvernementaux sont à vocation de gestion collective, mais aussi d'encadrement et de domination ciblée de l'ensemble des activités humaines et citoyennes. Elles prolongent constamment les postulats darwinistes non égalitaristes, en réduisant parallèlement l'espace libertaire de tous par l'importance de leur addition dans un cumul législatif incessant jusqu'à créer des goulets, des entonnoirs, des passages obligés pour tous. À cela s'ajoute des programmatiques mentales subtiles (communication institutionnelle, discours politique, déclaration solennelle, débat orienté, information partielle, désinformation et propagande...) largement diffusées par les médias complices, les élus et influents nationaux, destinés à entretenir tous les mécanismes du conditionnement psychique, voire d'endoctrinement, relevant de l'idéologie politique, religieuse, sectaire. Des programmatiques mentales complétées par tout ce qui relève du matricage socioculturel à grande échelle via l'Éducation nationale, l'académisme des formations supérieures, ainsi que par les formatages ciblés de savoirs, d'usages et pratiques (habitudes, spécialités, métiers, activités professionnelles, pratiques sociales, civiques, économiques, marchandes...).

Les programmatiques mentales supposent une implémentation méthodique et régulière dans le cerveau humain par l'accumulation, la répétition, la mise en avant, l'itération, la redondance, le rabâchage, la fréquence, la mise en situation, d'un volume d'informations spécifiques et de stimuli précis. Cette masse de données psycho-orientées est destinée à créer, puis entretenir des flux neuronaux majeurs dans l'activité mémorielle, sensorielle et cognitive. Il s'agit ici de considérer le cerveau du citoyen lambda comme une pâte à modeler que l'on peut façonner à bon escient dès le plus jeune âge, puis orienter dans la façon de penser en cours de vie, jusqu'à la manipuler pour atteindre des objectifs aux résultats souhaités. Le recours à la programmation mentale permet de faire passer le non-égalitarisme dogmatique et doctrinaire comme normal, naturel, voire souhaitable, jusqu'à détourner de x% à 180° (contraire) le raisonnement, la conscience intime, la vision des faits, la profondeur de pensée, jusqu'à croire que la virtualité est la réalité ! Malgré les avancées du progrès dans les sciences humaines et la haute technologie, la plupart des programmatiques mentales provenant du Darwinisme étatique, institutionnel et systémique s'avère fondamentalement artificielle (non naturelle) par les contenus culturels utilisés,

aussi bien dans leur nature idéologique, politique, religieuse, morale, que sociale, économique ou philosophique... Même beaucoup de certitudes scientifiques affirmées à une époque donnée sont constamment remises en cause par les avancées du progrès.

Personne ne peut contester que chaque nation a pu recourir dans son histoire, comme dans son présent, à des programmations mentales instaurant ou prolongeant la sélectivité par le biais de critères normatifs, élitistes, disjonctifs, par des inégalités de traitement entre catégories de citoyens, par la non-équité dans les services publics rendus, par la discrimination raciale ou sexiste au quotidien, voire par l'apartheid ou la ségrégation. L'emprise sociétale de ce non-égalitarisme interagit de manière concrète ou subtile, directe ou indirecte, sur le fonctionnement psychique des populations (mentalité et contrôle mental, opinion et mode de pensée, attitude dominante et niveau de conscientisation, manifestation neuropsychologique...). Elle agit également sur le comportement individuel et citoyen (mœurs et typologies, coutumes et agissements physiques, expressions faciales, verbales et non verbales, manifestations spontanées du ressenti et de l'émotion, postures et réflexes conditionnés...).

Exemples de programmations mentales non égalitaires

La programmation mentale appliquée par les États et les systèmes dominants avec le concours complice d'un certain nombre de citoyens convaincus (élus, hauts fonctionnaires, agents zélés des services publics et des forces de l'ordre, soldatesque technocratique en col blanc...) consacre et sacre toutes les règles léonines, dirigistes et sélectives connues dans la conduite infantilisée, autoritaire et manipulatrice des peuples, des individus et des collectivités.

15 exemples de programmations mentales non égalitaires destinés à **faire croire aux citoyens que...** :

... **Le politique, la religion**, la technocratie en col blanc, les forces sécuritaires, l'éducation nationale, l'économie marchande, l'industrie..., apportent des solutions et des bienfaits utiles à tous et à toutes, alors que dans toute l'histoire humaine ce sont les méthodes officielles utilisées qui sont à l'origine de la plupart des guerres, des crises intérieures, des conflits sociaux, des inégalités sociales, des problèmes mentaux et sanitaires, du mal-être existentiel des populations...

... **Les services de l'État et la gouvernance** peuvent se substituer aux multiples compétences des populations et cela, de manière bien plus intelligente, en se passant délibérément de leurs avis, de leur débrouillardise et/ou de solutions adaptées au fonctionnement local, même si plus avisés sur le caractère opérationnel.

... **Les devoirs, contraintes et obligations** imposées aux populations sont nécessaires pour obtenir un ordre social apparent et une gouvernance sociétale cohérente, alors que s'entretient simultanément la permanence de sacrifices dans les ménages, de frustrations personnelles profondes, d'injustices sociales criantes, d'insatisfactions chroniques face à l'Offre sociétale globale, alimentant en permanence et à bas bruit la colère, le ressentiment, le désordre psychique, psychologique, comportemental, relationnel dans une grande partie de la population.

... **La prise de décision** est réservée à une élite dirigeante du fait de sa formation supérieure, de son QI moyen, de ses titres et statuts, voire des règles fondatrices de la hiérarchisation, alors que toute décision relève d'abord du vécu

adéquat, du bon sens, de la lucidité, de la bonne information, de la prise de risque maîtrisée, ainsi que de l'expérience acquise sur le terrain de la réalité, soit rien de spécial ni de talentueux qui ne soit accessible au plus grand nombre ni justifier d'inraisonnables écarts de rémunération entre rôles tenus dans le domaine électif ou professionnel.

... **L'existence de forces spirituelles**, occultes, d'entités supérieures, divines ou autres, existent bel et bien au-dessus de la tête de tout humain (même si jamais prouvée) obligeant toutefois chacun à se soumettre sans refus ni critique aux autorités dépositaires d'un « savoir sacré », comme à se plier aux prêches, aux injonctions, aux rites, aux cultes, aux pratiques cérémonielles, dans un but de cohésion avec les autres, d'unification des groupes et populations, de purification des corps et des esprits..., alors que dans la nature toutes les espèces animales en sont totalement exemptées.

... **Le genre masculin est supérieur** au genre féminin, que telle race est supérieure à telle autre, que telle pratique religieuse est meilleure qu'une autre, en justifiant ainsi le recours constant à la loi des hommes, à la force, à la domination physique, à la violence légale, à la contrainte de corps et d'esprit, à l'encadrement social...

... **L'homme a besoin d'ennemi** à combattre (affrontement, concurrence, compétition...) pour mieux s'affirmer et s'accomplir face aux plus aléas de l'existence, aux étrangers, aux contestataires..., alors que le challenge raisonné, l'audace dans le dépassement de soi, la maîtrise dans le passage à l'acte, la coopération fondée sur l'intelligence relationnelle, suffisent largement pour contenter tous les aspects positifs de l'affirmation de soi.

... **La division des peuples** en classes sociales, en riches et pauvres, en loups et moutons, est une nécessité vitale de la nature afin de pouvoir assurer la survie de tous, alors que celle-ci prouve au contraire (sauf exception chez les prédateurs) la nécessité vitale de la symbiose, de l'osmose, de la coopération, de l'évolution permanente vers le haut des potentiels innés et acquis.

... **Les lois de l'économie sont intangibles** en faisant en sorte que l'Offre soit d'abord privilégiée et ne s'adapte qu'en partie à la Demande (économie de marché) et surtout que la Demande se plie inconditionnellement à l'Offre du moment (économie de production), alors que dans la réalité du business les opérateurs et détenteurs de l'Offre (multinationale, industriel, sociétés commerciales, activités de services...) font « toujours » tout pour conditionner, influencer, orienter, voire asservir la Demande par de nombreuses techniques d'influence (marketing, publicité, promotion, communication...) pour aller dans le sens directeur de leurs conditions techniques, commerciales, juridiques, de politique de prix, afin de gagner plus d'argent, plus de parts de marché, sur le dos de la Demande.

... **Le travail intellectuel et en col blanc** est supérieur au travail manuel et en col bleu, que l'intelligence logico-mathématique est supérieure à toutes les autres formes d'intelligence, que l'individu diplômé reconnu sous l'angle académique (donc systémique) est plus compétent et efficace que l'autodidacte de terrain, alors que c'est souvent le contraire et que la survie individuelle comme le bon fonctionnement des activités collectives dépendent d'abord et avant tout de compétences terrain, de savoir-faire artisanaux, techniques, manuels, de production et d'élevage, afin d'assurer la continuité des ressources vitales, de survie, de santé, d'alimentation, d'habitat, de mobilité..., bien avant toutes les sophistications et artificialités destinées à satisfaire des besoins sociétaux supplémentaires en matière de finance, de gestion, de prévision, d'administration, de management..., devenus prioritaires dans la valorisation des savoirs et la rémunération.

... **Le comportement docile** et obéissant dans l'espace public, ainsi que dans le domaine social et collectif, est un gage de responsabilité, de comportement (faussement) adulte, de prudence raisonnable, de civisme exemplaire, alors que la permanence de tels comportements suiveurs produit, à l'inverse, toutes les caractéristiques de l'acte manqué (forçage mental, mauvaise décision, mauvais réflexe, passage à l'acte non maîtrisé produisant l'effet contraire de ce que l'on voudrait faire ou obtenir...), soit tout l'inverse de l'affirmation positive de soi induisant l'acte réussi par l'engagement à 100%, le discernement dans la réflexion, la positivité de l'objectif poursuivi, la prise de risque maîtrisée, annulant à la source mentale et cognitive le vrai risque issu du défaut de confiance en soi, de l'impéritie, de la mauvaise préparation, de la peur d'agir, de l'acte imparfaitement accompli, du manque de compétence, de la fragilisation mentale et émotionnelle...

... **Le président ou le dirigeant** d'une entité ou d'une organisation systémique peut changer le cours des choses par sa présence, sa fonction et les pouvoirs associés, alors même que plus un système est complexe, plus celui-ci peut se passer d'une tête dirigeante, car déjà autoporté par l'ensemble de ses membres compétents et autodisciplinés, de ses facteurs internes et éléments constitutifs, d'autant plus que celui-ci est structuré pour rester stable de l'intérieur (ne pas changer au gré des mandats ou lentement et faiblement). L'héritage hiérarchique du chef, du leader, du chef d'orchestre, est un invariant purement conservateur qui perd tout son sens lorsque l'on est soi-même indépendant, commerçant, artisan, autoentrepreneur, en étant habitué à prendre sans cesse des microdécisions d'une portée décisive en cas d'erreur et/ou engageant sa propre survie matérielle et alimentaire comme celle de son entourage. En général, plus l'entité est petite et sans grande protection financière et plus l'impact d'une erreur est grand en termes de responsabilité individuelle et décisionnelle (quels que soient les montants en jeu). Ce n'est pas le cas pour la plupart des élus, capitaines d'industrie, des services ou de la finance grassement rémunérés (surtout dans les grandes entreprises) dont l'exposition personnelle aux risques est réduite derrière les grands discours et les mesures prises, en ne risquant finalement que la perte de leur poste ou mandat, voire un blâme judiciaire pour les dégâts financiers et/ou sociaux causés, tout en sachant rebondir rapidement grâce au copinage et à la cooptation, sans évoquer les parachutes dorés !

... **L'autoréalisation des invocations** politiques, religieuses, économiques, commerciales, sociales, médiatiques, écologiques, géopolitiques, civiques..., considérée par certains comme une méthode Coué, une autosuggestion magique, capable de changer l'ordre des choses, la réalité, par la seule conviction du discours et de la précision du verbe, par le sérieux de la communication et/ou des références utilisées, par l'amplification médiatique (saturation des informations en boucle, propagande, dramatisation, culpabilisation, mensonge, désinformation, complotisme...), alors qu'il ne s'agit le plus souvent que d'affirmations empiriques à moitié vraies à moitié fausses et/ou puissamment espérées. Il s'agit ici de créer ex nihilo du rêve, du fantasme, de la croyance, de l'illusion, en jouant plus sur l'émotion que sur la vérité en essayant d'entretenir chez les individus les plus perméables et influençables (souvent les moins éduqués, les moins informés, les plus faibles psychologiquement) des représentations mentales hautement virtualisées et/ou édulcorées de la vie réelle. L'objectif arrière consiste à embarquer autrui en orientant son jugement et emporter son adhésion.

... **L'autorité résultant d'élection légale** (le plus souvent entonnoir et dirigée) permet (ou permettra) est le seul moyen permettant d'agir efficacement dans le sens des promesses faites, des engagements pris et/ou en facilitant la résolution des grandes problématiques du moment en les minimisant sur le fond ou en les

grossissant sur la forme. Le caractère directif du pouvoir manifesté par l'autorité devient une sorte de médication mentale rassurante pour les plus crédules et les plus suiveurs qui le demandent et le subissent, jusqu'à produire un véritable effet placebo chez tous ceux qui y croient et en ressentent le besoin.

... **La vérité d'État** est supérieure à la réalité vécue ou perçue par le citoyen lambda par la solennité du discours et de la communication, même si l'auteur politique ou technocrate n'hésite pas à adapter les faits aux intérêts du moment, voire à les inverser en miroir, alors même qu'il pense ou fait exactement le contraire dans le cadre de ses fonctions. C'est aussi reporter la totale responsabilité des fautes commises, des erreurs constatées, des crises en cours, des crimes commis... sur les autres, en se montrant soi-même (faussement) exemplaire, alors que ce sont les autres qui sont justement exemplaires en la matière et soi-même indélicat, mauvais, criminel ou menteur.

Dans tous ces cas, le citoyen lambda n'est pas considéré comme un égal des élites au pouvoir, ni comme un adulte capable de comprendre, d'accepter, de rebondir sur la réalité, mais comme un enfant ou un adolescent immature dont il faut nourrir l'esprit avec du rêve, de l'illusion, de l'espérance, des convictions et des certitudes mêmes fausses, voire toxiques à terme.

Les 6 principaux fondements non égalitaristes des sociétés modernes

Le non-égalitarisme se justifie par sa vocation à maintenir un ordre « étatico-systémique » dominant sur l'ensemble de son environnement naturel, humain et social, à partir d'une volonté dirigeante de protéger et préserver les grands intérêts de pouvoir, financiers et économiques en place. C'est aussi manager au quotidien et gérer la conduite orientée des affaires publiques, des peuples et leurs activités selon les grandes idéologies conservatrices avec des objectifs politiques assumés, une finalité socioculturelle et socioéconomique déterminée. Rien n'est donc fait par hasard ni innocent ni relevant du fatalisme dans la perpétuation du non-égalitarisme. On peut ainsi en déduire que le non-égalitarisme est le verso profond d'une posture mentale conservatrice relevant de l'animalité en mode systémique (2D, binarité, manichéisme, dualité...), complétant toutes les mesures prônant l'égalitarisme dogmatique et juridique en surface des activités humaines (recto). Derrière la face apparente convenable des lois et usages, le non-égalitarisme contribue à protéger des fondements sociétaux passésistes (conservatisme, traditionalisme, intégrisme, hiérarchisation...) conçus pour fractionner, fragmenter, morceler, diviser, toute société humaine afin de mieux en contrôler l'activité. L'homogénéité nationale n'est en fait qu'une illusion politique masquant une très forte hétérogénéité sociale. Rien n'est vraiment horizontalisé dans la plupart des sociétés modernes. Il suffit d'observer comment tout est verticalisé derrière des murs de pierres, des fossés, des citadelles, des enceintes collectives, des plafonds de verre, des constructions idéologiques, dogmatiques, doctrinaires, des rôles et des titres hyper sélectifs...

Le constat des modes conservateurs de gouvernance et de direction des ressources citoyennes et humaines est sans appel, en observant que ceux-ci reposent généralement sur 6 grands fondements sociétaux non égalitaristes :

1. **Exercice non égalitaire** d'une dominance verticale officialisée et judiciairisée dans tous les compartiments de la vie collective par tout un ensemble de

dispositifs structurels, tout un maillage législatif constamment renforcé lors de chaque mandat législatif et présidentiel au fil de l'histoire, comme si c'était une obligation politique d'en rajouter des couches supplémentaires sur un amoncellement déjà existant (addition législative au lieu d'une soustraction législative).

2. **Discrimination non égalitaire** des sexes entre l'homme et la femme dans leur anatomie, leur statut social, leurs capacités civiques et juridiques, leurs obligations vestimentaires..., ainsi que dans les genres humains, les origines raciales et ethniques, les tranches d'âge générationnelles...

3. **Division non égalitaire** dans les classes sociales, l'accès à l'éducation, la culture, l'information, entre les pratiques issues de la laïcité et de la religiosité, entre croyants et infidèles, entre opposants et officiels, entre membres et non-membres...

4. **Hiérarchisation non égalitaire** entre les diplômés et non diplômés (sélection académique, formation sélective, niveau de rémunération...), les rôles et les statuts (métier, fonction professionnelle, titre, privilège...), les mandats électifs (parlementaire, élu, direction...) en accordant plus de pouvoir de décision et d'action aux uns qu'aux autres.

5. **L'encouragement non égalitaire** de l'Offre économique et financière entre les riches, les propriétaires, les grands entrepreneurs, les organismes financiers disposant de la grande majorité des biens et des ressources collectives et les catégories intermédiaires, petits entrepreneurs et pauvres fortement taxés formant les classes moyennes et médianes.

6. **La répartition non égalitaire** du travail et des rémunérations en utilisant la force physique, les capacités intellectuelles, la main-d'œuvre disponible, l'énergie humaine, les talents et compétences, pour produire une multitude de biens et services qui se transforment ensuite en équivalent-argent ou avantages sous 4 formes relevant d'une répartition non-égalitariste : taxes, impôts, contributions, prélèvements divers en faveur de l'État et des collectivités territoriales ; chiffre d'affaires et profits pour ceux qui investissent, dirigent, entreprennent, spéculent ; salaires, émoluments, rétributions, générant un pouvoir d'achat suffisant ou insuffisant pour l'ensemble des travailleurs, ménages, actifs, retraités ; aides et subventions aux associations les plus dociles et politiquement correctes et rien pour les autres plus politiquement indépendantes ou dans l'opposition.

Ce non-égalitarisme officiel oblige à réfléchir à des contre-mesures plus citoyennes, plus démocratiques, plus humaines, plus équitables, à partir d'une véritable volonté de changement, d'un plus grand courage dans l'engagement, d'une détermination plus forte, afin de bénéficier d'une citoyenneté plus adulte et avancée.

Les 4 racines du non-égalitarisme sociétal à combattre à la source même de l'activité cognitive

On peut évaluer la pertinence ou non, l'efficacité ou non, d'une posture officielle en fonction directe du raisonnement tenu par ses promoteurs et défenseurs que l'argumentation repose sur un 2D classique ou sur des subtilités de langage. C'est le cas notamment lorsque la **raison subjective** et empirique alimentée par la désinformation, le manque de connaissances, la non-compétence, l'autocensure, l'acte manqué, l'aveuglement idéologique, s'impose à soi comme aux autres sans grand discernement et/ou avant que la raison objective et la lucidité ne prennent consistance. C'est aussi lorsque l'envie de vivre intensément l'instant présent dans les **pulsions du sensoriel**, de l'imaginaire et/ou de l'émotionnel, occulte la

véritable conscientisation des faits du réel et les conséquences possibles de ses propres actes, dires et décisions et/ou ceux des autres. C'est également lorsque la **vision focale** plombée de certitudes culturelles et professionnelles, voire de rigidité ou d'endoctrinement, analyse et comprend de manière imparfaite ou contraire la réalité jusqu'à soutenir de fausses vérités. C'est enfin lorsque la **croissance** se nourrit de faux espoirs, de fausses références et d'illusions en passant à côté de bien d'autres vérités et possibilités de se réaliser pleinement par soi-même. Cela signifie que la **subjectivité, l'empirisme pulsionnel, la vision focale et la croissance** lorsqu'ils se conjuguent ensemble, ne peuvent que détourner l'esprit humain du bon chemin existentiel à prendre. C'est comme cela que le non-égalitarisme nourrit chez beaucoup trop d'individus une activité cognitive et consciencieuse au centième, au dixième, au quart ou à la moitié dans le meilleur des cas, de ce que devrait être une vraie vie bien remplie, positive, riche d'expériences diverses. Autant dire que la plupart des humains subissent davantage par défaut leur existence sur la base de grandes erreurs de jugement et de mauvais chemins pris, qu'ils ne la maîtrisent vraiment par la lucidité éclairée, la pensée lumineuse, le meilleur disponible, l'essentiel utile au bien-être de vie.

Progresser, évoluer dans la vie sociale, consiste d'abord à réduire ou annuler les 4 racines cognitives du non-égalitarisme sociétal

Tout individu a le devoir de s'autoprotéger des effets négatifs du non-égalitarisme sociétal en agissant non pas de manière directe contre le « système » (manifestation de rue, critique, revendication, rébellion, contradiction...), mais en agissant d'abord en lui-même sur la base sûre et fiable des 34 valeurs évolutionnaires. Un parcours de vie bien plus efficient au final, même si souvent plus difficile à accomplir que de suivre par facilité les chemins tracés d'avance par les autres et/ou les systèmes en place. Il est nécessaire pour cela de proagir à la source des 4 grandes tendances naturelles issues de l'animalité génétique :

- **La subjectivité dominante et l'empirisme** : ne jamais réagir au premier degré en utilisant 3 méthodes tampons : la méthode 1.2.3 en termes de réciprocité ; la recherche de l'information 360° afin de réaliser à chaque fois une synthèse essentialisante ou un tour complet de la vérité/réalité ; le non-partisanisme idéologique, religieux, culturel, intellectuel, communautariste, intolérant ou trop focalisé mentalement.
- **Les pulsions issues de l'animalité** : accepter l'émergence de ses pulsions naturelles (ne pas les refouler), mais sans jamais les concrétiser au premier degré en les temporisant, les domptant, les canalisant, en les rendant positives dans la manière de se réaliser en se respectant (dignité), en respectant les autres (tolérance), la nature, l'environnement général.
- **La vision focale** : s'obliger à ne jamais se contenter d'une seule source de savoir, d'information, d'opinion, de raisonnement, de pratique, en élargissant le spectre des contenus jusqu'à la critique de ce qui est ou fait, tout en appliquant les règles du sourcing causal afin d'approfondir le champ de sa réflexion, d'élargir au maximum la vision des faits, d'augmenter son niveau de conscientisation.
- **La croissance** : éviter par facilité mentale et intellectuelle tout prêt-à-penser culturel, idéologique, religieux, politique, économique, sectaire ou autre, en recherchant uniquement le vraisemblable, le crédible, le probable objectif, en contrôlant sa subjectivité naturelle afin d'assembler par soi-même, pièce par pièce, le grand puzzle de la vérité/réalité.

L'IACC ou comment regarder plus loin que le fonctionnement de l'État et de tout système dominant

Il est tout à fait possible de sortir individuellement de l'aspect négatif des matrices sociétales en sortant des paradigmes imposés. Il suffit simplement d'utiliser au mieux le **caractère fortement autoporté** des sociétés modernes (fonctionnement automatisé, régulier, sécurisé) reposant sur un ensemble validé d'usages, de pratiques, de ressources vitales, issus du progrès et de l'expérience, d'infra et d'hyperstructures sûres, ainsi que sur une organisation stable des principaux flux sociaux et économiques en place. Dès lors qu'un seuil sociétal est atteint, ce qui est le cas dans la plupart des nations modernes, il devient alors possible, voire nécessaire, de ralentir l'expansion systémique croissante, la fuite en avant scientifique, technologique, consumériste. La finalité économique et financière reposant sur le quantitatif collectif (maximum de profit, de consommateurs, de clients, d'usagers, de contribuables...) doit faire place à la recherche du qualitatif par l'exploitation raisonnée du meilleur et de l'utile disponibles. Selon les pays, la véritable évolution des conditions humaines et citoyennes après avoir atteint le stade de l'autoportance sociétale, suppose une concentration des moyens et des actions sur le qualitatif différencié et personnalisé à l'échelle de chaque homme et femme (hyperciblage). Cette démarche est radicalement différente des grandes tendances systémiques dominantes et des gouvernances court-termistes centrées sur le collectif indifférencié (population dans sa globalité). En ce sens, les idéologies et pratiques politiques se réclamant du collectivisme, du marxisme, du communisme, de l'égalitarisme social dogmatique, des doctrines républicaines conservatrices, deviennent *de facto* de plus en plus décalées, excentrées des attentes du citoyen moderne. De la même manière, les mesures systémiques de masse ont de moins en moins de sens à s'imposer comme moteur principal de conduite des hommes au III^e millénaire. La ringardise sociétale se retrouve également dans toute forme d'extrémisme intolérant, autoritaire, violent, répressif, ainsi que dans l'option d'un libéralisme débridé favorisant l'individualisme fondé sur la religion de l'argent-roi, sur l'égoïsme et l'égoïsme. Il est observable que la plupart des modèles politiques proposés sont devenus porteurs de freins sérieux au développement de l'humanité, aussi bien sous l'angle des extrêmes de droite comme de gauche, du bipartisme républicain ou démocrate, social-démocratique, travailliste ou conservateur, ainsi que dans tous les modèles militaires, autocratiques et dictatoriaux. Même si l'humain au pouvoir a tendance à faire le contraire de ce qui devrait être fait (extrémisme, alternance bipartisane, entêtement conservateur, violence, prédation...) et s'entête à maintenir des pratiques non efficaces en freinant davantage l'évolution des sociétés modernes qu'en la propulsant vers un « après évolutionnaire » rassurant, il existe cependant des voies secondaires praticables.

Parallèlement aux méthodes systémiques utilisées, la juste voie est ailleurs en se recentrant sur le citoyen adulte dans la recherche d'un nouvel équilibre néodémocratique et néocitoyen. Cela suppose de tirer un trait définitif sur la délégation inconditionnelle aux politiques, élus et représentations parlementaires, ainsi que de pratiquer la zéro idéologie politique et religieuse et surtout éviter l'habitude du basculement périodique entre les principales alternatives de régime ou de partis opposés. C'est aussi envisager le citoyen adulte dans l'ensemble de ses demandes et attentes jusqu'à instaurer une communication publique « aller-retour » dirigeant-citoyen destinée à remplacer le huis clos des cabinets

ministériels et surtout l'ombre du 2^e et 3^e degré inhérent à la plupart des compromis politiques et/ou des raisons stratégiques cachés derrière les décisions prises au nom du collectif. C'est la meilleure façon de remplacer toutes les dérives politiciennes au sein du pouvoir, toutes les arguties du raisonnement partisan, tous les stratagèmes de propagande, toute la rhétorique emphatique des discours traditionnels. C'est dans cette optique sociétale que toutes les innovations technologiques et celles inhérentes à l'IA (Intelligence Artificielle) doivent converger afin d'apporter un maximum de transparence en tout et non apporter encore plus de pouvoir, d'ombre et de manipulation en faveur des détenteurs de l'exécutif, du législatif, du patrimoine, de l'argent. C'est dans ce sens directeur que doivent être utilisés les progrès de l'IA en les mettant d'abord et avant tout au service du citoyen afin que celui-ci voit, comprenne, prenne pleinement conscience des décisions prises, des mesures engagées, de l'intérêt et de la qualité des produits et services proposés. La plus grande transparence et facilité d'usage doit être la vocation de l'IA en se couplant à une accessibilité gratuite et permanente à l'échelle publique en faveur du citoyen (IAAC ou Intelligence Artificielle d'Aide au Citoyen).

Pour une charte sociétale accompagnée par l'IAAC

La juste voie évolutionnaire est sans aucun doute dans le « Tout Pour... » satisfaire ou contenter l'individu-citoyen adultisé en le replaçant au centre du jeu local, territorial, national, sociétal. Il s'agit de faire en sorte que tout l'environnement étatique, systémique et collectif évolue dans sa posture et change de cap en passant de la directivité autoritaire, de la rigidité dominatrice, de la distanciation officielle, à l'accompagnement proactif du citoyen (et non de façon passive ou réactive). Il est également nécessaire, voire impératif, que la minorité des personnels formant l'ensemble du secteur public deviennent des « aidants publics proactifs » en tant que citoyens adultes eux-mêmes. Cette recombinaison citoyenne et civique doit s'effectuer dans le cadre d'une charte sociétale, ou d'une révision de la constitution nationale, elle-même fondée sur le principe de réciprocité (Hastags [#14](#) et [#25](#)). Tout doit contribuer à simplifier le fondement moral, éthique, judiciaire et technique des réponses apportées. Cette charte implique, en contrepartie, que le citoyen se comporte positivement et/ou de manière discernée dans la plupart des cas et situations rencontrées au plan social (pas de peur ni d'émotion non contrôlée, pas de passivité prudentielle, pas de soumission inconditionnelle, pas de violence, agressivité, imposition de soi, manipulation) en acceptant, en retour, une fermeté légale et une justice légitime en cas de récidive et multirécidive. Le passage de l'état d'adolescentie sociétale à celui d'adultisation nécessite la matérialisation effective d'un état d'esprit adultisé, d'une mentalité proactive applicable au plus grand nombre et sur plusieurs générations. Une mentalité qui doit également favoriser l'application de règles simples et de lois motivantes fortes et non des lois restrictives ou barrières. C'est le cas, par exemple, avec la valorisation de tout ce qui est positif, inventif et utile dans de nouvelles initiatives et applications terrain (et non la critique, le refus, le rejet de principe) ; Instauration de 3 règles comportementales : autodiscipline volontaire (et non le suivisme aveugle) + manifestation d'un véritable esprit de responsabilité dans l'ensemble de ses actes et comportements (et non la docilité ou l'obéissance peureuse) + capacité d'autonomisation dans la dignité (ne pas être quémandeur, profiteur, régulièrement assisté et/ou se présenter en victime irresponsable).

Récapitulatif des fondamentaux de la charte sociétale

- . Passage programmatique de l'état d'adolescentie à l'adultisation citoyenne
- . Applications de l'IA en faveur principale de l'aide au citoyen (IAAC)
- . Replacer de manière civique le citoyen au centre du jeu sociétal
- . Offre+++ des services publics en tant qu'aidant proactif et bienveillant
- . Accompagnement personnalisé du citoyen par la disponibilité, l'accessibilité
- . Matrice comportementale positivée à partir des 34 valeurs évolutionnaires
- . Application de règles simples et de lois motivantes, soustraction législative
- . Valorisation des initiatives, contributions et applications innovantes
- . 3 règles : Autodiscipline volontariste, esprit de responsabilité, autonomisation
- . Recours au principe de réciprocité, méthode 1.2.3, fermeté pour toute récidive

Les fondements de cette charte sociétale propre aux comportements individuels privés, publics, anonymes et officiels est applicable dans les sociétés les plus avancées en matière de référence au véritable esprit de démocratie. Elle n'est pas destinée à apporter des gains marginaux aux citoyens, mais d'agir en profondeur sur 2 fronts simultanés : réduire fortement le pouvoir directif et autoritariste de l'État et des grands systèmes, ainsi que replacer le citoyen au centre du jeu sociétal. Pour être efficiente, cette charte doit être nécessairement accompagnée par tous les nouveaux moyens et dispositifs issus de l'Intelligence Artificielle (IA) et des hautes technologies. Leurs progrès constants doivent être principalement dédiés à l'Aide aux Citoyens (IAAC) et non à l'enrichissement des actionnaires ou de la finance, encore moins servir les ambitions politiques et les pouvoirs discrétionnaires de la puissance publique. Si l'IA enrichit certains et sert au contrôle des individus et à la surveillance de masse, elle doit alors être considérée comme portant atteinte à la citoyenneté moderne et doit être refusée pour détournement de sa vocation première. Tout ce qui tend vers la substitution à 100% de l'effort physique, vital, mental ou cognitif, à la virtualisation publicitaire non demandée, à des fins économiques de dépendance, à l'automatisation réduisant le champ des compétences manuelles, à la délégation sans aucune prise dessus, à des produits standardisés, à des services génériques, à une dépersonnalisation des relations humaines par la virtualisation à distance, impose que l'IA soit aussi refusée. Toute forme d'aliénation des comportements à des protocoles sociaux hautement formatés, à des mariages monoculturels, à des conditionnements de masse, à des endoctrinements idéologiques, doit également être fermement refusée et combattue.

Comment l'IAAC peut-elle replacer le citoyen au centre vital de la nation ?

La responsabilité humaine et des entreprises en matière de conception et d'application intégrant l'IA est de ne surtout pas se limiter à l'efficacité opérationnelle de la partie technique et fonctionnelle. Toute innovation, logiciel, programme, robotisation, automatisation, équipement en ce domaine, doit s'accompagner à chaque fois d'une vocation claire de progrès évolutionnaire et non pas seulement d'utilité au premier degré. Un progrès évolutionnaire impliquant toujours 5 questionnements et éclairages en matière d'IA :

- . **A quoi ça sert réellement ?** : Transparence, clarté, loyauté dans l'offre produit, l'usage, la finalité.
- . **Qu'est-ce que cela apporte d'utile ?** : Liste complète des avantages, inconvénients, conséquences directes pour l'utilisateur, le citoyen.
- . **Quel est le prix à payer ?** : Coûts, implications, effets induits sur le moyen et

le long terme.

. **Qui sont les principaux bénéficiaires ?** : Liste des fabricants, actionnaires, maîtres d'œuvre, prescripteurs, opérateurs...

. **Peut-on s'en passer ?** : Alternatives possibles, autres solutions envisageables.

La valeur ajoutée de l'IA doit-être hautement significative dans sa contribution au bien-être humain et collectif en rejetant tout causalisme primaire à polarité négative (immixtion dans la vie privée, profilage à des fins commerciales sans l'accord des individus, gadget technologique cher ou élitiste, asservissement comportemental, flicage et contrôle dans le dos, sanction sociale...). De la même manière la substitution à l'effort, à la compétence, à la maîtrise, à la volonté, à l'audace d'oser, à la décision responsable, au vécu expérientiel de terrain et tout ce qui est de nature à altérer la différenciation entre les hommes au niveau du talent, de l'apprentissage, de la conscientisation, de la libre pensée, de l'énergie, du dynamisme, de la créativité, du courage, doit être fortement circonscrit à certains cas précis sans aucune généralisation de masse. À l'inverse, tout ce qui facilite objectivement la vie de tous les jours au niveau prévisionnel, environnemental, domestique, professionnel, santé, mobilité, traduction instantanée des langues, résolution de problèmes techniques, de maintenance..., sans toucher à l'intégrité mentale des individus, peut être envisagé dans le cadre de multiples applications sous condition de respecter les fondamentaux de la charte sociétale.

La finalité de l'IAAC (Intelligence Artificielle dédiée à l'Aide aux Citoyens) est de sortir des « gadgets technologiques » produits à des fins purement économiques de marché, ainsi que de la fourniture de moyens publics ou secrets de surveillance et de coercition utilisés sans concertation préalable avec les citoyens concernés. L'augmentation artificielle des capacités humaines dans un cadre de paraître (plus jeune, plus fort, plus beau...), de concurrence avec autrui, de compétition agressive, doit être également fortement régulée et placée sous critères évolutionnaires. Par contre, la révélation et le développement des potentiels innés naturels, l'augmentation de l'efficacité globale propre au citoyen adulte (3D, 4D), l'élargissement du champ des droits et des libertés humaines, l'élévation qualitative du niveau de conscientisation, d'éclectisme utile et compétentiel des apprentissages, savoirs et connaissances, doit être la ligne directrice de l'IAAC. Là est le véritable challenge du futur proche et lointain, le véritable objectif sociétal d'une humanité en quête d'adultisme !

Les 7 fondements positifs de l'IAAC

Il ne peut y avoir de bonne application de l'IAAC sans éthique ni moteur évolutionnaire puissant en faveur concrète de la vie quotidienne des individus et des citoyens. La monopolisation des avantages comparatifs de l'IA par les services publics et secrets des États, des systèmes dominants, des organisations économiques et financières, est une erreur stratégique magistrale en termes de finalité sociétale. Selon que l'on use ou abuse de l'IA pour des raisons financières ou de pouvoir, pour des objectifs marketing et data, de propagande politique, de surveillance sécuritaire, de contrôle à distance des comportements, on passe rapidement du progrès sociétal à la perversion sociétale. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de positiver chaque application relevant de l'IA dans un sourcing causal favorisant objectivement l'IAAC. Ce doit être un devoir civique et moral pour tous les concepteurs, promoteurs, diffuseurs et utilisateurs. Aussi, pour replacer le citoyen au centre dynamique de la nation, il est nécessaire que

les progrès constants de l'IA se concentrent sur l'Aide aux Citoyens à partir de 7 fondements :

- 1.** Ne pas privilégier en premier l'univers systémique au sens large (élus, institutions, forces de l'ordre, personnels des services publics, intérêts des organisations dominantes...), mais le quotidien vital « sacré » du citoyen lambda.
- 2.** Obliger l'ensemble de l'univers systémique (gestion, direction, conseil, recherche, production, application, éducation, information, services divers...) à produire une Offre globale allant dans le sens principal de la Demande citoyenne et non l'inverse.
- 3.** Défendre le principe de réciprocité équitable de manière légale et légitime de façon à ce que celui-ci puisse être applicable par tout citoyen adulte dès lors que celui-ci s'engage à appliquer sur l'honneur et avec loyauté la plupart des 34 valeurs évolutionnaires (Hashtag #14).
- 4.** Mobiliser l'ensemble des moyens du collectif pour créer, dynamiser, apporter des solutions utiles, des réponses ciblées et personnalisées aux citoyens discernés qui en font la demande, qui en ont objectivement besoin dans leurs pratiques ou apprentissage.
- 5.** Favoriser toutes les initiatives locales ayant un effet opérationnel positif, toutes les applications utiles duplicables, dès lors que celles-ci sont innovantes, contributives, efficaces pour les citoyens concernés.
- 6.** Encourager, valoriser, mettre à disposition de tout citoyen adulte, actif, proactif, le meilleur des moyens disponibles dans chaque domaine ou activité pratiquée, dès lors qu'il s'agit d'une quête de compréhension et de vérité, d'affirmation positive de soi, de recherche de réalisation de soi.
- 7.** Accompagner le citoyen de manière personnalisée, l'assister dans la difficulté et l'épreuve, l'aider techniquement et socialement sans arrière-pensée commerciale ou financière, le protéger des injustices et des violences, comme s'il s'agissait d'aider des frères d'armes sur le champ de bataille.

Exemples d'applications d'IAAC utiles aux citoyens

La règle N°1 est que l'IA, les progrès scientifiques et technologiques ne doivent **jamais s'immiscer dans l'inné** de la nature humaine, sauf à des fins de soins thérapeutiques immédiats et de thérapie génique obligée, **toujours à partir de la manifestation d'une volonté discernée**. La règle N°2 est que toute forme d'inventivité et d'application fonctionnelle basée sur l'IA soit élaborée en vue d'une **amélioration positive et/ou qualitative** du fonctionnement naturel du vivant dans des fonctions, capacités et potentiels ciblés. La règle N°3 est que les fonctionnalités techniques des produits, biens, services, matériels, équipements, **ne se retournent pas contre l'humain** aux dépens de ses intérêts vitaux en termes de dépendance, d'addiction, de contrainte forcée, de flicage et suivi non souhaité, ou encore de manière purement interdictive dans le privé et le social, de standardisation collective, d'artificialisation des pratiques, de mutation vers le surhomme, l'androïdisation, la robotisation... Ces 3 premières règles définissent la ligne rouge à ne jamais dépasser dans la pure IA sachant, par ailleurs, que l'IAAC ouvre, quant à elle, sur un très large champ des possibles comme dans les 24 directions suivantes :

- 1. Utiliser** l'IAAC principalement dans des applications raisonnables et utiles pour la santé mentale, physique, anatomique, psychologique, ainsi que pour le développement positif et discerné des capacités cognitives, afin d'atteindre le bien-être, le bonheur, la sérénité, la paix intérieure, une qualité de vie avec les autres...

2. **Privilégier** la régularité dans la satisfaction équilibrée de certains besoins primaires, secondaires, motivationnels, sociobesoins, technobesoins (Hastag #19) en enrichissant certains états d'être, en qualifiant certaines capacités, en révélant certains potentiels humains.
3. **Enrichir** toujours davantage la connaissance technique, le savoir-faire opérationnel, la compétence terrain, en encourageant l'apprentissage et l'expérimentation par le passage à l'acte, la maîtrise du risque.
4. **Augmenter** la pertinence de la domotique et de l'automatisation en facilitant et améliorant les conditions de vie au quotidien à la maison, au bureau, dans l'entreprise, sur les lieux de vente et de distribution, sur la voie publique.
5. **Réduire** fortement le temps de traitement des dossiers, du SAV, du service client, des autorisations administratives, de la bureaucratie, en produisant des réponses rapides et personnalisées.
6. **Simplifier** les formalités, les étapes de chaque procédure, la complexité des démarches administratives, contractuelles, technocratiques, judiciaires, techniques, commerciales... en favorisant le didactisme, la pédagogie, le déroulement facilité des opérations.
7. **Faire connaître** en temps réel les applications de terrain, les propositions, les expérimentations, les initiatives locales menées ici et là, avec un partage gratuit ou à faible coût de conseils précis, données utiles, informations pertinentes.
8. **Modéliser** le plus précisément possible de manière visuelle tout contenu informationnel, achat, projet, étude, programme, réforme, mesure en cours..., impliquant le présent et le futur du citoyen sous forme de représentation holographique en 3D ou 4D, d'aide à la décision complète en temps réel.
9. **Rendre faciles et immédiats** tous les modes interactifs de communication entre les individus, d'échange de données, en traitant et apportant des informations 360° et/ou hautement personnalisées toujours en temps réel.
10. **Faciliter** l'intervention, le diagnostic, l'assistance à distance, ainsi que l'aide à la décision au sein des services publics, afin de pouvoir apporter aux citoyens des réponses rapides, pertinentes, ciblées.
11. **Favoriser** la créativité, la conception, l'innovation, l'inventivité, dans tous les arts, toutes les sciences, toutes les techniques, toutes les pratiques et domaines de la vie privée, sociale, civique, professionnelle, publique, en évitant à chaque fois que l'intelligence des chercheurs, créateurs, concepteurs, promoteurs ne soit ensuite détournée vers une complicité active ou passive en faveur d'équipements militaires destructifs non ciblés ou sécuritaires répressifs, de surveillance des masses, de scoring social, d'espionnage, de renseignement, de flicage, portant non seulement sur la délinquance réelle (terroristes, criminels, individus violents, suspects...), mais aussi sur 90% à 95% de la population normale.
12. **Proposer** de nouveaux formats éducatifs, pédagogiques, de formation accélérée, d'apprentissage en présentiel et distanciel (réunion, séminaire, atelier, convention...) privilégiant l'immersion dans l'action, le passage à l'acte, la décision discernée, l'initiative constructive, la compétence manuelle, la trempe mentale, l'endurance physique, plus que la pure intellectualisation, théorisation, virtualisation.
13. **Coordonner et visualiser** l'ensemble des éléments saillants de chaque projet envisagé, de chaque issu d'un vote, de chaque programmation politique, citoyenne, sociétale, entrepreneuriale... en les rendant facilement compréhensibles par tous afin de mieux pouvoir décider et choisir en toute connaissance de cause.
14. **Possibilité de participer** à toutes les élections populaires, référendums participatifs, initiatives citoyennes, par simple vote électronique direct, à distance, en ayant ensuite les projections et les indicateurs de résultat en temps réel

(oui/non/vote blanc/abstention).

15. **Accéder** de manière ouverte et continue à l'e-Tribune (centre d'expressions et d'opinions citoyennes non anonymisées), sorte d'anti-réseaux sociaux classiques permettant aux citoyens de proposer des réponses construites et adaptées face à des problématiques diverses, donner un avis circonstancié, développer des solutions concrètes et précises, soumettre des pistes de réflexion, des références utiles à la réflexion, réagir à des faits liés aux « affaires » des élus et dirigeants, aux actions positives, négatives ou contestables provenant des agents, opérateurs, acteurs du secteur public, culturel, social, économique, sécuritaire...

16. **Permettre** en temps réel le transfert de données traitées, de savoir-faire opérationnel, de mode d'intervention selon protocole, d'assistance technique en self-utilisation...

17. **Faire revivre** l'histoire nationale, locale, patrimoniale, dans son contexte de l'époque, recréer entièrement des situations vécues et/ou à partir de faits précis, animer en 4 dimensions la présence de personnes, d'animaux, de patrimoines disparus...

18. **Mettre** en situation réelle les matériels et les équipements, animer la présentation événementielle, la promotion de produits et services dans des conditions personnalisées et ciblées, en apportant à chaque fois des éléments objectifs et décisifs aux consommateurs, clients, usagers, afin d'éviter le mensonge, la désinformation, l'amplification, la minoration ou la déformation de ce qu'est ou devrait être la réalité.

19. **Traduire** instantanément les différents langages humains, animaux, signaux exobiologiques, ainsi qu'analyser l'intention source dans la construction de la pensée humaine (arts, culture, littérature, grands personnages, sciences...) comme du comportement (postures, non verbal, gestuologie...).

20. **Décoder** les signaux astrophysiques, illustrer les lois universelles physiques, atomiques, les molécules chimiques des végétaux, des espèces animales, des insectes, expliquer les interactions biochimiques, l'activité neurocognitive et neurobiologique, ainsi que tous les phénomènes biodynamiques du vivant.

21. **Projeter** l'individu et le citoyen dans des univers d'action, de jeu, de plaisir, de sensation, d'émotion, dans le but d'élargir le champ de l'expérimentation et de la conscientisation, participer activement à la satisfaction de certains besoins humains.

22. **Prévenir** les risques naturels, les évolutions météorologiques, les événements climatiques, éruptifs, sismiques, inondations, feux de forêt..., anticiper toutes les formes de risques permettant la sauvegarde de la vie, la sécurisation des biens et des personnes.

23. **Formaliser** jusqu'à 100%, ou le plus précisément possible, les prévisions, la prédiction d'aléas, la contextualisation du proche avenir, afin de concevoir des mesures adaptées, des réponses hyperciblées, dans tous les domaines concernés.

24. **Combattre** et neutraliser, si cela déplaît au plus grand nombre, les usages en matière de reconnaissance faciale, biométrique, biologique ou autre, cloisonner strictement les fichiers publics, écraser régulièrement les enregistrements, permettre à des instances civiles mandatées de contrôler l'usage qui est fait des données numériques, des enregistrements vidéos, même en matière de sécurité intérieure ou publique. Ne jamais laisser les gouvernants, les technocrates et les partis politiques décider seuls des usages de l'IA et de l'IACC, sans l'accord ou contre l'avis des citoyens.

Le pari d'un nouvel ordre sociétal

Pour réussir le pari d'une véritable évolution sociétale, l'État, les institutions et les services publics doivent arriver en 3^e position (et non en 1^{ère}). La collectivité, les actions collectives et de groupe doivent rester en seconde position, après l'étape majeure de la consécration d'une citoyenneté adulte prenant la 1^{ère} position (et non la 3^{ème}). C'est l'exigence du futur sociétal évolutionnaire ! Aussi inverser l'étape 2 devant l'étape 1, ou pire encore l'étape 3 devant les étapes 2 et 1, produit certes en surface sociétale de la cohésion momentanée et un ordre apparent, mais entretient surtout une entropie collective latente (problèmes relationnels récurrents, crises et tensions répétitives, jalousie entre classes sociales, agressivité systémique, violence humaine, rapport de force et de dominance...). Aussi, pour assurer les fondements sains, équilibrés et motivants d'un groupe, d'une entité morale, d'une organisation sociale et économique, d'une collectivité locale ou territoriale, d'un État protecteur et respecté, il est impératif de mettre TOUJOURS en premier le développement POSITIF de l'enfant, puis de l'adolescent, puis de l'adulte, puis du citoyen dans l'ordre suivant :

Étape 1+ : Développer les attitudes positives liées à l'affirmation de soi, la réalisation de soi, l'épanouissement de soi, affermir la maîtrise du risque par le passage à l'acte et le dépassement de soi, ainsi que favoriser l'intelligence relationnelle par l'exemple afin de favoriser les conditions durables d'une bonne socialisation dans l'étape 2.

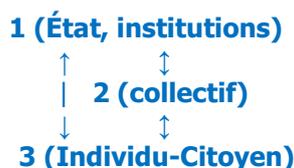
Étape 2+ : Dynamiser la vie en groupe, en entreprise, en collectivité, en association, avec le voisinage, sur la base de règles équitables et de valeurs évolutionnaires afin d'améliorer les conditions de vie commune, d'entretenir la cohésion, la tolérance, la solidarité, la coopération entre les membres, voire développer des liens forts d'amicalité et de respect mutuel.

Étape 3+ : Contrôler l'intermédiation et la délégation accordées par le vote aux représentants, mandataires, élus, dirigeants, gouvernants, institutions, services publics durant leurs mandats, tout en veillant à pérenniser l'ensemble des acquis positifs obtenus en matière de citoyenneté, d'usages, de droits et libertés.

En complément d'un nouvel ordre sociétal (et non pas d'un nouvel ordre mondial) inversant clairement la hiérarchie conservatrice historique (passéiste) entre l'État, la collectivité et le citoyen, il est obligatoire de positiver en permanence (+) les flux naturels d'échange et les interactions entre les 3 étapes. Pour cela, l'approche la plus naturelle et directe consiste à positiver l'amont pour ensuite positiver l'aval. C'est l'homme et la femme en tant que citoyens et citoyennes adultes (étape 1+) qui doivent être positifs en premier de manière endogène, afin d'irradier ensuite positivement et naturellement de manière exogène au sein des organisations sociales, des collectivités, des instances politiques. L'approche traditionnellement contraire est malheureusement hyper connue depuis des millénaires avec les conséquences et résultats relativement médiocres observables depuis toujours. Lorsque 1+ irradie vers 2+ et 3+ (aval), on observe toujours en réaction physique un retour positif vers l'amont, voire même encore davantage qualifié et efficient au fil du temps, provenant des étapes 3+ vers 2+, 2+ vers 1+ et/ou 3+ vers 1+. Cette relation hyper vertueuse suppose d'en faire le pari sociétal des temps à venir en ayant le courage et la volonté de sortir des habitudes traditionnelles, conformistes, académiques stéréotypées. Si le personnel politique et technocratique, l'élite dirigeante et influente, ne sont pas capables de franchir le pas, c'est à la société civile de le faire au sein de toute forme d'organisation collective. Il faut pour cela miser sur les hommes et les femmes affirmés, compétents, solides mentalement, biens dans leur peau, constructifs, positifs, au

besoin mettre en place des formations en développement personnel, des expériences terrain de dépassement de soi, des apprentissages à la compétence, des prises de responsabilité sans filet protecteur, des accompagnements personnalisés par la motivation, la valorisation des comportements (et pas seulement en faveur de l'efficacité immédiate ou de résultats financiers) et surtout, par le respect des individus et des contributions apportées. Soit rien de vraiment difficile ni d'exceptionnel en soi lorsque l'on agit en toute bonne volonté.

. Relation imposée par l'ancien et/ou l'actuel ordre sociétal :



. Relation nécessaire pour réussir un nouvel ordre sociétal :



La voie d'avenir à suivre : la régénération cognitive

Bien que beaucoup trop d'humains fonctionnent en 2D (manichéisme, binarité, dualisme, causalisme primaire...) en faisant systématiquement le contraire de ce qui devrait être fait (entêtement, conditionnement, habitude réflexe, certitude psychorigide...), il existe heureusement une voie d'avenir porteuse d'innombrables possibilités. Cette voie d'avenir oblige à la libération des forces de l'esprit et du mental dans un cadre adultisé, positif, hautement conscientisé, reposant sur l'Intelligence Relationnelle et les valeurs évolutionnaires. À partir de là, tout devient « automatiquement » possible pour élaborer et mettre en place un autre modèle sociétal bien plus avancé et bien plus démocratique que tous ceux existants. Aussi, pour favoriser l'émergence d'une néocitoyenneté et néodémocratie, il est nécessaire de mener une régénération cognitive. Il s'agit d'une forme de nettoyage mental salutaire consistant à se désaliéner de la plupart des emprises systémiques toxiques, à se déconditionner du matricage éducatif officiellement tendanciel, à s'émanciper définitivement des formatages culturels dominants en disant NON. La régénération cognitive nécessite également d'opter franchement pour la saine indépendance d'esprit (être apolitique, areligieux, a-idéologie partisane, fuir l'effet groupie, le mimétisme, l'identification à un modèle...), ainsi que pour l'autonomisation décisionnelle dans les choix et actions menées en disant OUI. Aussi, pour tenter d'accéder à un équilibre mental et comportemental stable et à un bien-être intérieur permanent, il est d'abord nécessaire de se fixer 3 conditions liminaires puis s'imposer 4 objectifs personnels.

Se fixer 3 conditions liminaires en disant NON

1. Se libérer de l'État gardien, vigile permanent de l'ordre public sous forme dirigiste, unilatérale, verticalisée, autoritaire, en rompant clairement et définitivement avec les usages étatiques et systémiques issus du darwinisme

sociétal de type 1D ou 2D et reposant principalement sur le rapport de force, la contrainte, la violence, la menace, la culpabilisation, la sanction, la manipulation, l'orientation politique et technocratique des masses.

2. Considérer que tout ce qui relève de pratiques infantilisantes, autocratiques, discrétionnaires, égotistes, vaniteuses, sophistiques, empiriques sous l'émotion, manipulatrices, doit être considéré comme archaïque, ringard, injuste, réactionnaire et surtout inutile entre citoyens adultes. Cela renvoie forcément à une mentalité inaboutie, non achevée, non discernée, à problème, qu'il convient de fuir ou d'éviter dans la mesure du possible.

3. Lutter contre tout ce qui ne favorise pas ou empêche l'émergence (éducation des jeunes) et la pratique courante (adultes) d'attitudes et de comportements plus affirmés, plus ouverts et plus discernés de types 2.5D, 3D jusqu'à 4D (Hastags [#14](#), [#15](#), [#17](#)). Il est nécessaire pour cela que chaque citoyen lutte et résiste pour revenir au centre de la vie locale, mais aussi de la nation, en ne pratiquant ni la délégation obligatoire ni le vote entonnoir, en exigeant que tous les personnels publics redeviennent humbles et disponibles dans leurs fonctions.

S'imposer 4 objectifs personnels en disant OUI

. **Pratiquer la rupture cognitive** avec toutes les idéologies classiques (politiques, religieuses, culturelles, économiques...) en fuyant tout ce qui engendre la haine, la jalousie, la violence, le rapport de force, le paraître (fausse image de soi), en recherchant au contraire tout ce qui procure de la sérénité, de la paix intérieure, de l'apaisement, de la positivité au quotidien, de l'efficacité, de la durabilité.

. **Recourir à la distanciation** envers tout type d'appartenance, d'identification, de mimétisme destiné à ressembler aux autres, en fuyant les extrêmes de la différenciation, de la rébellion, de l'anarchisme, de la sédition, mais en privilégiant la coopération, la contribution utile, la participation engagée.

. **Appliquer l'autodidactisme éclairé** en complément de toute forme de formation primaire, secondaire, supérieure, spécialisée, en s'obligeant à pratiquer plusieurs arts, sports et activités durant sa vie, tout en alimentant son cerveau uniquement de savoirs et de savoir-faire concrets, de connaissances choisies, diversifiées, sûres, vérifiées, d'informations à 360° ou en synthèse.

. **Procéder à la démédiatisation** des grands médias nationaux, des réseaux sociaux classiques, ainsi que la dévirtualisation manichéiste des « games », vidéos et films. Il s'agit également d'éviter toute forme de focalisation sur une actualité endémique, grossie et traitée en boucle, ainsi que refuser toute forme de complicité dans la désinformation, le wokisme négationniste, la polarisation intolérante, l'action violente (hors principe légitime de réciprocité).

La régénération cognitive, c'est aussi faire évoluer la mentalité au sein des institutions et systèmes

Il faut arrêter de se contenter de ce que l'on a, sans jamais faire aucun effort décisif pour élever son niveau d'exigence, tout en justifiant son inaction par des arguments raisonnables conduisant le plus souvent à ne presque rien entreprendre (mesurette, réforme secondaire, compromis aseptisé, promesse non réalisée, 1 pas en avant 2 pas en arrière, tourner autour du pot, inversion, régression...). La non-action évolutionnaire au présent comme au futur proche est la victoire du conservatisme des esprits bien-pensants (non-volonté, non-motivation, conformisme, formalisme, prudence, gestion court-termiste, habitudes fortes...). Le rôle de la régénération cognitive est de mettre un point final aux

certitudes étroites de la raison partisane. C'est le parfait contraire de l'autopurification culturelle ou religieuse intégriste en préconisant, à l'inverse, l'ouverture d'esprit et non le renfermement idéologique et mental. Le principe de régénération est de renouveler, voire de remplacer, par le haut du meilleur accessible à l'échelle humaine et de l'utile disponible dans le collectif, les fondements obsolètes, hyper conservateurs et/ou traditionalistes des modèles sociétaux et sociopolitiques passéistes, des régimes politiques autocratiques. C'est l'opposé de l'inaction passive, complice et fataliste, en refusant catégoriquement d'être assimilé(e) à ceux et celles qui ne risquent rien, qui ne s'engagent pas, qui adoptent un mode suiveur et prudentiel, qui ne prennent pas position dans la décision et/ou qui refuse de participer au changement nécessaire. Si dans l'immédiat, celui ou celle qui ne bouge pas a toujours raison face aux effets perturbants des nouvelles situations vécues, l'avancée irrémédiable du temps contredit très souvent la raison prudentielle invoquée à telle époque. La victoire apparente de l'invariabilité, du statu quo, de l'entêtement à poursuivre un but injuste, erroné ou inadapté, devient toujours une dette à régler par les autres, par les générations à venir.

Rappel des 15 principaux évitements étatiques et systémiques

La régénération cognitive oblige à remettre le citoyen adulte, autodiscipliné, affirmé et responsable, au centre du jeu sociétal. Elle implique obligatoirement 15 correctifs majeurs à mettre en œuvre au sein de chaque système, organisation, collectivité, État :

1. **Sanctionner la corruption**, le trafic d'influence, la malhonnêteté des élus, élites et influents (enrichissement personnel, magouilles, affaires, privilèges indus...) en favorisant, au contraire, la valorisation de l'exemplarité, de l'intégrité, de l'honnêteté intellectuelle, de la loyauté...
2. **Renoncer à l'autoritarisme** sécuritaire, judiciaire, fiscal, sanitaire, écologique, politique..., par l'addition et l'empilement constant de nouvelles règles, lois, normes, mesures, procédures, de nature coercitive, directive, discrétionnaire, discriminatoire..., en favorisant, au contraire, la soustraction législative et normative, l'horizontalité des rôles, le principe de réciprocité, le partenariat, le lien empathique...
3. **Stopper la technocratisation** silencieuse, normative, administrative, gestionnaire, ainsi que la mono-expertise s'imposant à tous en favorisant, au contraire, la multispécialisation des compétences, le turn-over des postes entre le secteur privé et public, les activités de terrain et les fonctions opérationnelles, l'expérience préalable pour les responsables des services publics de l'entrepreneuriat individuel, de la créativité opérationnelle, ainsi que toute forme de solutions personnalisées anti-procédurisation...
4. **Proscrire la centralité** du pouvoir et des décisions aussi bien dans l'exécutif que dans le législatif (huis clos ministériel et présidentiel, délégation parlementaire obligatoire, non-concertation des citoyens concernés, non-coopération étroite et partenariale entre acteurs civils et publics, non-écoute des revendications, entêtement dans les politiques menées...) en favorisant, au contraire, la décentralisation des différents pouvoirs, la participation citoyenne à la cogestion et à la codirection des grands projets sociétaux.
5. **Limiter l'influence**, l'entremise, exercée en sous-main par les conseillers de l'ombre, les huis clos confidentiels, les négociations et compromis secrets, les intérêts corporatistes, le lobbying exercé par des minorités influentes..., en favorisant, au contraire, la transparence, la coopération, l'intelligence relationnelle, l'anti-discrétionnaire...

6. **Faire cesser la propagande** politique et électorale destinée à influencer, manipuler, orienter l'opinion publique (communication politique à la gloire de..., marketing politique, désinformation ou sous-information, endoctrinement et conditionnement de masse, arrière-pensées électoralistes...) en favorisant à la place l'information à 360°, l'objectivation des faits, le sourcing causal, l'accès à toutes les sources, à la vérité connue ou disponible...

7. **Éviter la saturation** médiatique à portée anxiogène axée principalement sur les événements négatifs du monde, sur les scoops de l'actualité puisant dans l'émotionnel, sur la reprise *in extenso* des communiqués de presse officiels, sur la priorité donnée aux annonces politiques solennisées. C'est aussi mettre un coup de frein sérieux à la médiatisation de toute la mousse liée à l'agitation politique, à la gesticulation présidentielle, gouvernementale et de l'opposition, dans le seul but de faire de l'audience d'un côté et surtout « d'enfoncer le clou » de l'autre auprès des populations captives (information en boucle, dramatisation fondée sur la peur, l'émotion inhibitrice, la prudence, la culpabilisation...), au lieu de diversifier les sujets utiles, pratiques et motivants provenant de toutes les régions du monde en sortant de l'information dominante du « non normal », du « mort/kilométrique ».

8. **Combattre la dictature de l'information** fast-food et/ou en boucle consommée rapidement, de l'actualité surdéveloppée à l'instant *t* puis très vite oubliée ensuite, des éclairages informationnels destinés à éclairer anormalement certains faits à partir d'un traitement contextuel orienté (débat politique répétitif, voyeurisme sur la vie des people, focus sur le verbatim des élus, moindre fait et geste du monde politique, tourner autour du pot sans jamais aller au cœur des vrais problèmes sources...). C'est aussi laisser volontairement dans l'ombre pour des raisons d'audience et de logique annonceur bien d'autres sujets sociétaux plus intéressants, plus pratiques à connaître, plus utiles pour éclairer la conscience humaine.

9. **Compenser l'éducation, l'instruction, la formation** officielle, dogmatisée et/ou orientée (académisme, orthodoxie, religiosité, scientisme, valeurs morales conservatrices, intégrisme...) en favorisant à la place l'ouverture d'esprit, la prise de conscience par la vérité, la pratique de terrain engagée, la multi-expérimentation positive, le dépassement de soi pour découvrir ses potentiels, les activités en binôme et en team...

10. **Fuir la vindicte publique diffuse** (humeur, rumeur, émotion populaire, opinion publique amplifiée par les minorités, accusation, médisance, insinuation, dénigrement, éclairage insistant...) via la diffusion du doute, la contradiction sans fondement, la communication à charge ou émotionnelle. C'est aussi tout ce qui concerne pêle-mêle les affirmations et critiques provenant de commentateurs « spécialistes » et autres cartels d'experts, la prise bruyante de parole de la part d'individus poco (politiquement correct), d'intervenants médiatiques, d'anonymes des réseaux sociaux, d'associations de défense xyz ou encore d'élus politisés en mal de notoriété. Il faut se méfier de la prise de parole de tous ces intervenants formant autant de « sachants » sur tout, mais incapables de prévoir quoique ce soit à l'avance. Il est tout à fait possible de favoriser à la place, une information 360° en usant de neutralité, d'humilité, de discernement, voire même dans un cadre d'humour intelligent, de divertissement pédagogique, en laissant à chacun le soin de juger par lui-même.

11. **Rejeter les politiques sécuritaires** autoritaires, voire répressives ou à tolérance zéro (intervention musclée des forces de l'ordre dans les manifestations de rue, contrôle au faciès...) que l'on justifie, à chaque fois, comme étant le meilleur moyen de maintenir l'ordre et/ou tout faire pour le bien des « gentils » concitoyens, comme si l'individu lambda mécontent ou d'opposition était un

délinquant potentiel à remettre rapidement dans le droit chemin de la morale étatique. Alors que le recours à la force pure est utilisé autoritairement dans l'esprit du « père normatif » devant légitimement diriger ou corriger « l'enfant rebelle » ou insoumis, on se prive sottement d'un autre relationnel plus intelligent capable de traiter le citoyen en adulte capable de discernement, d'autodiscipline, d'esprit de responsabilité. En niant la possibilité de faire confiance au citoyen adultisé, en ne respectant pas ou de manière erratique son intégrité physique et mentale, les mauvaises pratiques d'animalité, léonines, verticalisées, de dominance sans partage, privent l'accès souhaitable à une citoyenneté avancée devant se développer naturellement dans l'esprit des hommes et des femmes correctement affirmé(e)s et positif(e)s.

12. Ne plus accepter la division des populations en plusieurs classes sociales, typologies, CSP, communautés, groupements, partis..., afin de mieux neutraliser l'idée de majorité globale ou absolue entre citoyens et éviter, ainsi, toute forme de consensus politique hostile au pouvoir minoritaire en place. C'est aussi distinguer, dissocier, discriminer les citoyens, en stigmatisant les uns, en récompensant les autres, en laissant momentanément tranquilles la plupart d'entre eux, afin de créer une large partition des rôles sociaux et économiques. C'est également l'idée « machiavélique » de disposer parmi les citoyens normaux d'un contingent d'inconditionnels favorable à l'État, aux collectivités territoriales (élus, parlementaires, ambassadeurs, délégués, technocrates, hauts responsables...), à l'autorité de la force publique (militaires, agents, fonctionnaires, servants, collaborateurs...), ainsi que la présence active et influente d'une « cour » de nantis, de protégés, de privilégiés, d'une élite sociale, culturelle, financière, économique, médiatique, prêt à tout pour défendre leurs acquis, situations et positions. Dans tous les cas, il s'agit d'une agrégation informelle de centaines de minorités influentes disposant de moyens d'action puissants largement disséminés dans tous les secteurs de la société civile dans le cadre d'une triple mission : faciliter l'ordre politique dominant en maintenant la cohésion sociale ; propager le discours étatique et la pensée officielle en place ; empêcher l'homogénéisation citoyenne contre l'autorité publique en mettant en place des freins psychologiques, des barrières morales, des flux culturels et informationnels, limitant ou empêchant la contestation à grande échelle. Tout est fait pour contrôler et éviter la conjonction massive des forces citoyennes mécontentes et insatisfaites, tout en laissant la pression populaire se dissiper avec le temps, ainsi que se manifester régulièrement ici et là (manifestation de rue, expression vive de l'opinion publique, débats et conventions citoyennes...). Tous les formats et aspects du contrôle sociétal par la division peuvent toutefois prendre une polarité positive simplement en acceptant, en mettant en avant, la Demande citoyenne sur des bases de coopération, de solidarité, de contribution positive et constructive, à tous les échelons locaux, territoriaux, nationaux et fédératifs. Au lieu de diviser, mieux vaut rapprocher les individus sur de communs dénominateurs équitables pour tous, d'unité de pensée et d'action, le tout sous un angle motivant et respectueux des personnes, en rejetant tout ce qui alimente de manière toxique l'esprit humain par la manipulation, le conditionnement culturel, idéologique ou religieux, la suggestion avec arrière-pensée, la pression directe ou indirecte, la menace permanente de sanction, voire la violence émotionnelle.

13. S'extraire du conditionnement systématique des masses en vue de prolonger indéfiniment le modèle étatique et systémique en place, que celui-ci soit issu de l'histoire, d'une révolution, d'une prise de pouvoir autocratique, par le biais des moyens systémiques disponibles (éducation nationale, académisme, médias, fonctionnement des institutions, pression idéologique, religieuse, sécuritaire ou militaire, relais agréés ou officiels de la société civile...). Le non-

conditionnement, le non-endocrinement, la non-catéchisation, le non-embrigadement, sont les preuves du respect manifesté par les autorités envers la population en laissant les individus libres de leur propre évolution mentale. Il est absolument nécessaire pour la vitalité sociétale d'ensemble de laisser les citoyens libres de choisir par eux-mêmes leurs propres modèles de référence, voire d'établir leur propre syncrétisme, et non les guider de force ou par habileté vers un objet idéologique ou politique unique.

14. **Fermer les yeux** sur certains événements, comportements et attitudes de leaders ou de proches pas toujours clairs, ni intègres, ni propres, ni élégants, dans leur parcours public, professionnel, hiérarchique et/ou d'accession électorale au pouvoir. C'est également le cas pour certains responsables et dirigeants ayant obtenu des postes de direction, de commandement, de gouvernance, d'influence dans leurs activités par docilité, trahison, intrigue, malignité, lâcheté, servilité, compromission... Il y a fort à parier qu'en auscultant de près le pourquoi et le comment de leur ascension sociale, de leur progression statutaire, financière et/ou publique depuis leur entrée dans la vie active, on ne découvre pas mal de postures « politiques » hypocrites, de décisions immorales, de positions manœuvrières et manipulatoires, de comportements malsains envers autrui. La recherche de pouvoir sous l'angle collectif ou de vénalité à titre personnel est souvent le produit d'une ambition « malsaine » au sens psychiatrique qui se révèle tout au long de la vie dans les finauderies mentales, voire dans de la pure délinquance. Tout cela pose la question de la confiance sur l'intégrité mentale, sur la fiabilité compétentielle de ceux et celles qui représentent la chefferie, le management, la direction, le leadership.

15. **Mettre un point final** à la représentation idéalisée de l'État, des institutions de la monarchie et de la République, de la religion, de telle ou telle idéologie, régime ou parti politique. Ce qui a été jugé utile au fil de nombreux siècles ou décennies en constituant alors des fondements moraux et culturels solides, des valeurs conservatrices stables, des pratiques usuelles efficaces, une structuration suffisamment dynamique de la vie collective, une régulation ordonnée des principaux flux sociétaux, une économie globale jugée prospère, n'a plus du tout la même puissance évocatrice, la même importance fonctionnelle aujourd'hui, malgré tout ce qui a pu être central et décisif à une autre époque. Le temps passe sur les hommes comme sur les structures en laissant certes sur pied les vestiges d'un patrimoine sociétal consistant, mais en le rendant de moins en moins efficient, voire obsolète, inefficace, inadapté par pans entiers. Tout le caractère traditionnel, coutumier et/ou conventionnel issu des habitudes du passé a forcément une date de péremption, notamment lorsque les méthodes restent figées, sclérosées, inchangées, décalées de l'intention initiale. Même les approches actuelles plus subtiles de séduction, d'infiltration, de subversion, de corruption, de déstabilisation, destinées à retourner les influents politiques, financiers, économiques, industriels, scientifiques, médiatiques, l'élite technocratique et culturelle, à un goût de déjà vu, de réchauffé. Toutes les stratégies d'entrisme destinées à orienter et influencer les opinions publiques, les choix politiques, les décisions économiques, les pratiques légales, dans le but un jour de prendre le pouvoir ou l'ascendant, est voué à l'échec sur le temps long. Il ne suffit pas de pratiquer le même mode de vie que ceux des locaux ou des nationaux, d'envisager un projet arriéré d'immersion profonde dans la société civile d'un pays cible, ou d'un territoire, à partir de la procréation et/ou d'une immigration délayée dans le temps, pour espérer enraciner et perpétuer une culture différente, des bases idéologiques ou religieuses dominantes et irréversibles. Tous ces calculs humains et projets d'hégémonie relevant de la psychiatrie et/ou provenant d'ambitions humaines aveuglées par la folie de

l'intelligence à se croire supérieure aux forces indomptables de la nature et du vivant sont voués à l'échec, comme il en est des innombrables tentatives historiques avortées et/ou oubliées partout dans le monde.

Les 7 règles de base anti-méthodes étatiques et systémiques

Sachant également que tout État ou système conventionnel n'a pas vocation à améliorer spontanément la condition humaine et citoyenne, ni développer ni étendre les droits et libertés du plus grand nombre, mais plutôt à protéger d'abord ses positions et maintenir ses avantages internes, il est impératif de faire évoluer la mentalité des hommes et des femmes œuvrant au sein des services de l'État et des systèmes associés. Si l'intention initiale en matière tribale, économique, étatique, dans l'organisation et le développement des sociétés, a pu être exemplaire en matière de respect et d'égalité entre membres, de justice sociale, d'attitudes fortes et loyales, les hommes inaboutis et corrompus ont peu à peu perverti cette exemplarité par goût immodéré du pouvoir et de l'argent. Si les préceptes moraux rapportés aux prophètes ont été animés d'exemplarité par la tolérance, la bienveillance, l'amour du prochain et la positivité, la bêtise humaine, la dominance intransigeante (voire intégriste) des postures cléricales et théologiques sur les peuples soumis, désinformés, crédules, la psychorigidité des esprits placés sous une emprise morale et culturelle manichéiste, ont dégradé ces messages hautement porteurs d'évolution intime par la lente distillation de la peur, de la culpabilisation, de l'infantilisation, de l'intolérance, de la violence contre l'infidèle. C'est exactement la même ligne suivie par la technocratie en col blanc et costume bleu ou gris qui devant être exemplaire dans la pratique et la défense des droits inhérents à la citoyenneté moderne à dénaturer progressivement le lien entre la puissance publique ou les entités systémisées et le citoyen lambda. Il n'existe plus d'exemplarité digne de ce nom de la part des structures et entités dominantes à l'échelon national et fédéral.

L'intelligence technocratique, la culture élitiste, la compétence purement fonctionnelle et de gestion ne suffisent plus dans toute société évoluée se voulant démocratique. Alors que le citoyen lambda venant de la société civile a tout intérêt à adopter des valeurs évolutionnaires, des comportements et des attitudes fortes prenant racine dans l'affirmation de soi, la capacité d'autonomisation, l'humanisme coopératif, le citoyen systémisé (fonction publique, militaire, agent des forces de l'ordre, manager d'entreprise...) doit également donner l'exemple. Aussi, malgré tous les aspects utiles et nécessaires de l'action protectrice de l'État, ce sont ses principaux personnels, intermédiaires et relais (collectivités, élus, forces de l'ordre, fonctionnaires...) qui doivent être impérativement exemplaires dans leur conduite et leurs agissements envers les citoyens. Cela suppose un contrôle permanent et une vigilance constante de la part des citoyens. Pour y arriver, il convient de **s'extraire par le haut évolutionnaire** d'une incohérence sociétale majeure accordant à la seule structure étatique par la loi parlementaire et la procédurisation institutionnelle, une priorité absolue sur l'ensemble de la nation. Il est également impératif de **remettre en cause les fondamentaux** inhérents aux rapports de dominance accordés aux principaux systèmes composant l'Offre sociétale et imposant des contraintes constantes à subir par la Demande citoyenne (cherté des prix, coûts contraints, obligations contractuelles et administratives...). Il s'agit-là de 2 grandes contradictions sociétales pour tout citoyen adulte, génératrices d'une insatisfaction chronique dans les 3 conditions humaine, citoyenne et sociétale. Face à cela, il ne peut y avoir qu'une SEULE

stratégie citoyenne avancée pour se libérer de tous les handicaps structurels provenant des 15 évitements. Aussi pour éradiquer les mauvaises pratiques systémiques et étatiques qui polluent en permanence le ciel sociétal et l'horizon citoyen, chacun doit s'obliger à favoriser et appliquer 7 règles évidentes :

. La première règle consiste à **évacuer avec conviction tout le glorieux et moins glorieux passé** devenu obsolète, inhibant, freinant, inversif, voire régressif, en imposant à la place des objectifs évolutionnaires nouveaux, motivants, positifs. Le simple relookage du « changement dans la continuité » ne suffit pas, il faut une autre mentalité dans la prise de décision, une autre ambition humaine dans les actions menées, un autre chemin à suivre, d'autres méthodes à appliquer.

. La seconde règle est de **ne jamais compliquer ce qui est déjà complexifié** en pratiquant, au contraire, l'essentialisation par la synthèse utile dans tous les domaines possibles. Il faut simplifier ce qui est nécessaire, fluidifier ce qui est utile, faciliter ce qui est possible, en faisant toujours prévaloir en premier le positif sur le négatif.

. La troisième règle est de toujours **se rappeler que tout est relatif** en politique, dans toute gouvernance, dans chaque décision prise, que ce soit sous l'angle sociétal, industriel, économique, financier, sanitaire, sécuritaire, familial, privé, associatif ou autre.

. La quatrième règle oblige à garder présent à l'esprit que **les certitudes d'aujourd'hui seront certainement les grandes erreurs de demain** et que malgré l'euphorie au présent de la réussite, du pouvoir, de la domination, de la force ou de la puissance, il faut constamment rester raisonnable dans la manifestation de la volonté afin que l'avenir ne se retourne pas un jour contre soi.

. La cinquième règle consiste à **expulser spontanément de soi toute pulsion d'animalité 1D et 2D** consistant à satisfaire d'abord et aveuglement ses instincts primaires, ses déviances attitudinaires, ses tendances conditionnées.

. La sixième règle invite à **contourner autant que faire se peut les parcours inutiles du combattant** par tous les raccourcis, chemins de traverse, voies directes, sans mauvais esprit ni délinquance, afin d'éviter de perdre inutilement son temps et son énergie.

. La septième règle consiste à **être « carpe diem » dans sa relation à la réalité**, à s'accorder la priorité ainsi qu'à ses proches pour l'essentiel de la vie, tout en favorisant une bonne intelligence relationnelle avec autrui permettant de profiter ensemble du jour passant.

Comment reprendre en main sa citoyenneté ?

Sur la base des 7 règles énoncées, tout citoyen a le droit et le devoir d'appliquer une citoyenneté « propre » de manière affirmée et proactive en s'obligeant à :

. **Évacuer régulièrement** le gras, l'accessoire, l'inutile, le toxique, provenant de l'informationnel, du communicationnel, du culturel religieux, politique, économique, par des pratiques régulières d'autotoilettage, d'autonettoyage, d'autodéconstruction si nécessaire à l'encontre des acquis imposés, via son libre arbitre, sa libre pensée, sa libre conscience.

. **Décomplexifier au maximum** son existant vital des règles étouffantes, des procédures contraignantes, des normes castratrices, voire de la lettre initiale des lois jugées obsolètes, dont l'étroitesse du maillage étouffe les initiatives, anesthésie la bonne volonté, démotive le passage à l'acte, en misant à la place sur sa propre lucidité, son discernement.

- . **Recourir au principe de réciprocité**, à la légitimité, dès lors que la loi n'est pas adaptée au cas vécu et/ou que cela favorise des voies d'action plus courtes et plus saines dans le traitement d'une situation d'urgence.
- . **Relativiser tout discours**, tout raisonnement, toute décision, toute réforme, tout plan d'action, provenant unilatéralement du haut de la hiérarchie, du pouvoir, de la dominance statutaire, des experts, des spécialistes et/ou des scientifiques voulant tout expliquer par des sondages ou des études spécifiques, dès lors que la vision globale ou d'ensemble, que le bon sens naturel n'est pas considéré dans le factuel de la réalité, que la compétence n'est pas reconnue et/ou qu'un véritable sourcing causal n'est pas appliqué.
- . **Défocaliser toute forme de vision unique**, de fixation mentale, d'a priori en format 1D ou 2D, d'entêtement à croire uniquement ce que l'on voit, ce que l'on a appris, ce qui a été dit ou présenté, ainsi que toute forme de ressassement d'idées fixes, noires ou négatives relevant d'échecs ou d'expériences frustrantes ou imparfaites, en acceptant l'occurrence d'autres possibles, d'autres sources de vérité, d'autres façons de faire et d'agir.
- . **Contenir en soi** la tendance naturelle à la critique, à l'opposition, à la dénonciation du comportement des autres, à la haine, au rapport de force et de domination, en faisant agir au-dessus de cette primarité mentale une « secondarité conscientielle » par le biais de la temporisation de ses états d'être et besoins du moment, par une lucidité contextuelle, par un effort de volonté, par une honnêteté intellectuelle à reconnaître en soi ses propres erreurs, ses déformations cognitives et penchants comportementaux.
- . **Être carpe diem** (profiter de l'instant présent) dans la mesure du possible, afin de rester globalement positif et serein en sachant opportunistiser les moments vécus (sauf si négatifs). C'est la condition sine qua non pour atteindre le bien-être intérieur et pouvoir espérer rayonner positivement sur son entourage direct et/ou dans les actions de son propre quotidien.

C'est en appliquant ces conditions que le citoyen peut et doit redevenir libre de ses pensées et de ses choix, que la citoyenneté peut redevenir plus adulte, plus fluide et engagée. Tout cerveau humain sain est capable d'intégrer ces nouvelles règles du jeu en passant d'une animalité génétique en mode agressif, dominant, suiveur, manipulateur et/ou complice passif, à un mode évolutionnaire plus proactif, participatif, coopératif. Les maîtres-mots en la matière sont : affirmation positive de soi ; passage à l'acte et dépassement de soi ; expérimentation élargie dans la maîtrise du risque ; compétence opérationnelle sur le terrain du réel. C'est aussi la meilleure façon de dompter l'animalité naturelle et la primarité en soi, en les plaçant sous le contrôle permanent du cognitif éveillé, du mental affirmé, de la conscientisation augmentée.

Tenir compte des bons côtés de l'État protecteur

La citoyenneté évolutionnaire ne peut se passer de la régularité et de l'efficacité du fonctionnement étatique, institutionnel et organisationnel dans certains domaines. Même si les citoyens méritent leur gouvernance et leur représentation politique, aussi bien pour les mauvais aspects que pour les bons, toute citoyenneté adulte doit nécessairement opportunistiser les atouts dans l'existant de l'Offre étatique et systématique du moment. Elle doit s'adosser sur le meilleur, l'utile et le disponible en matière de protection des individus et des biens, de sécurisation face aux risques et aux événements imprévus, de gestion raisonnable des ressources et des équipements, d'administration intègre du bien collectif. Au-delà de l'organisation nationale et territoriale, des moyens utilisés, c'est surtout le

chapitre sociétal concernant l'interventionnisme politique et social, l'encadrement législatif des citoyens et des collectifs, la conduite dirigiste des organisations civiles et des pouvoirs publics, le management plus ou moins directif des entreprises et des systèmes, qui posent problème dans la manière d'appliquer la relation aux citoyens via l'ordre léonin, l'autorité unilatérale, la hiérarchisation sélective, la menace de sanction, la contrainte sécuritaire et fiscale, la sélectivité élitiste, la distinction entre statuts et rôles, ou encore la discrimination entre sexe, race, origine, classe sociale, niveau d'éducation... Néanmoins, il existe objectivement de bonnes pratiques systémiques, même si la manière ou la méthode utilisée peuvent être fortement contestables du fait du comportement limite de certains opérateurs, agents, responsables, personnels en charge.

12 bons aspects de l'étatisation et la systémisation dominante

Parmi les points objectivement positifs de l'étatisation et de la systémisation, on peut évoquer sur le principe, mais pas toujours pour la méthode utilisée, tout ce qui ressort de... :

- . La rémunération assurée aux personnels, la garantie de leur évolution de carrière, l'allocation d'avantages et de privilèges pour les plus méritants.
- . La promotion sociale au sein des institutions et des organisations via des fonctions officielles, des titres, statuts, rôles, distinctions, ayant une forte symbolique.
- . La redistribution vers la population d'aides financières, l'assistance sociale aux plus défavorisés et fragiles économiquement.
- . L'allocation de subventions et budgets affectés aux activités collectives et associatives provenant de la redistribution nationale.
- . L'éducation, l'information et la culture accessibles à tous afin de donner les mêmes chances au départ, ainsi que la capacité d'ascenseur social pour les plus méritants.
- . La gratuité apparente d'un grand nombre de prestations publiques telles que l'éducation, l'information, la santé, la sécurité, la justice, les infrastructures liées à la mobilité, la culture...
- . La constitutionnalisation gravée dans le marbre d'une partie des droits de l'homme et des libertés publiques.
- . La judiciarisation du droit positif, la normalisation raisonnable de certains usages, pratiques, méthodes utiles à la collectivité et à la qualité de vie.
- . La sureté appliquée en matière de ressources vitales, énergétiques, alimentaires, la protection des populations, l'encadrement sanitaire des hommes et des animaux...
- . L'organisation d'événements, de fêtes et de traditions populaires, l'encouragement à la participation active à la vie démocratique locale.
- . La supervision officielle des grandes infrastructures, des grands projets, de l'activité industrielle, économique, financière, de la défense du patrimoine...
- . Le dernier recours judiciaire en cas de pratiques délinquantes ou anormales provenant des élus et personnels agissant au nom du service public.

15 mauvais aspects à corriger impérativement

Si les bons aspects compensent en partie les mauvaises pratiques régulièrement observées, ressenties ou vécues par le citoyen lambda, la balance dans l'Offre sociétale globale demeure fortement déséquilibrée aux dépens de ce dernier. On constate ainsi un relookage permanent des méthodes séculaires de gouvernance, voire moyenâgeuses, de contrôle des populations dans la piètre considération des

individus pris dans la masse, comme c'est le cas notamment avec :

- . La verticalité sans partage du pouvoir politique divisant *de facto* les rôles sociétaux en 3 entre ceux hyper minoritaires qui dominent, décident et imposent leurs vues à l'écrasante majorité des autres par l'intermédiaire d'une 3^e catégorie de servants, serviteurs, collaborateurs et personnels aux ordres (féodalité moderne).
- . Un seul homme président décidant unilatéralement pour des dizaines de millions de personnes ou plus qui ne l'ont pas élu ou validé dans ses décisions (seigneurie moderne).
- . Des présidences et directions étrons (et non E-tron) dans une grande majorité de cas prouvant qu'il faut de la ruse (animalité), de la dureté (contraire d'altruisme et humanisme), une bonne dose d'égo et d'imposition de soi (autocratie, népotisme, despotisme, césarisme, tyrannie...), un manque d'intégrité morale (contraire d'Intelligence relationnelle), pour conduire et gouverner les peuples qui paradoxalement en redemandent constamment !!! (tribalité moderne).
- . La solennité des titres et des statuts officiels qui crée des barrières humaines artificielles rendant le citoyen lambda insignifiant, tout petit, inférieur, dominé (féodalité moderne).
- . Des personnels élus et dirigeants qui disposent d'une cour de technocrates, de conseillers, d'agents de sécurité, de personnels domestiques et autres, à l'occasion de chaque déplacement aussi bien coûteux en termes financiers que de pollution, autant pompeux en termes de prestige que vaniteux en matière d'image (souveraineté moderne).
- . La préférence tacite accordée aux systèmes dominants, aux riches, aux nantis, aux dominants, aux puissants, aux protégés des systèmes en place, dans le cadre d'une organisation systémique conservatrice (aristocratie moderne).
- . L'avantage décisionnel et/ou la priorisation conférée généralement à l'Offre face à la Demande avec une hausse régulière des prix favorable à l'Offre et aux taxations en vigueur, au détriment du pouvoir d'achat de la Demande, impliquant des coûts contraints constamment haussiers pour les classes moyennes/pauvres (servage moderne).
- . Les contraintes administratives multiples, le parcours du combattant, le rapport à la normalité sociale imposée par le système, pour devenir un citoyen acceptable (servitude moderne).
- . L'usage de taxes, prélèvements, contributions, impositions, dans tous les compartiments de la vie sociale comme si le citoyen était une vache à lait permanente (gabelle moderne).
- . Des taux fixes de taxes et de TVA anormalement indexés sur la hausse des prix augmentant mécaniquement les sommes perçues en valeur, ainsi que l'imposition de nouvelles taxes ou l'augmentation de celles-ci (fait du prince).
- . Des systèmes financiers et boursiers favorables aux riches et aux États faisant que l'argent va principalement à l'argent (ploutocratie moderne).
- . L'accumulation additive de lois, règles, mesures, normes, justifiant le principal de l'activité des élu(e)s parlementaires, comme si l'addition en tant que fuite en avant législative était une raison d'État à toujours plus contrôlé et intervenir dans l'univers citoyen (obsession du pouvoir).
- . L'incapacité à pratiquer ni envisager la soustraction, le toilettage, le nettoyage, la déconstruction de la complexité administrative, fiscale, législatives, normatives, même si vécue comme liberticide, étouffante et inadaptée par le citoyen adulte (syndrome de l'impuissance évolutionnaire).
- . Le caractère générique, non personnalisé, lourd, difficile d'accès ou de réalisation pour nombre de personnes, voire discrétionnaire, concernant

certaines procédures civiles, administratives, réglementaires, couplé à des retards et/ou à des temps judiciaires trop longs et trop compliqués en matière de droits, défense, réparation, aide aux victimes (pratique léonine).

- . Le non-respect de l'intégrité civique, mentale, morale, voire physique, du citoyen dès lors que celui-ci s'oppose à l'ordre contestable et/ou à l'autorité controversée des services publics à l'occasion de manifestations, revendications, opposition, tout en s'exposant systématiquement à une focalisation plus négative que neutre, positive ou tolérante sur la réalité des faits (psychorigidité autoritariste).

Comment les services de l'État et les institutions doivent motiver constamment le citoyen ?

Les 3 grands axes évolutionnaires d'action en faveur du citoyen, devant motiver la participation et la pratique de l'ensemble des personnels agissant au sein des services publics, doivent se répartir en 3 temps : le temps de l'éducation primaire, secondaire et supérieure ; le temps des activités sociales et professionnelles ; le temps des relations humaines privées, publiques et civiques.

- . **Le 1^{er} temps de l'éducation nationale** : En complément de tout apport pédagogique intellectuel et cognitif, il est nécessaire de donner d'abord l'envie d'apprendre par le plaisir, stimuler la recherche de savoirs par la découverte et la curiosité, motiver à participer activement par la réussite après l'échec surmonté, stimuler le mental par le dépassement de soi en enclenchant des mécanismes de challenge, de proactivité, d'objectifs à atteindre, de prise de risque maîtrisée (et non par l'apprentissage du par cœur, la notation sélective, la punition, la moralisation...). Tout doit être centré sur l'utile, le concret, le pratique, la confiance en soi, le sentiment de réussite, le bien-être mental, la valorisation des actions menées. La meilleure façon de procéder consiste à apprendre en binôme, à pratiquer en team sur des cas concrets, des objectifs à atteindre, des exercices motivants, des travaux pratiques relevant de la réalité, en y intégrant à la fois une assistance tutorisée et un autodidactisme éclairé encourageant et renforçant l'assurance en soi, l'estime de soi, le goût de la réussite par le challenge (et non par la compétition et la concurrence). Il s'agit d'apprendre et prendre conscience aux antipodes de l'académisme rigide et directif formant des bataillons de diplômés formatés et docilisés par la sélection. La mobilisation des talents, des énergies, de l'intelligence manuelle et pratique, du raisonnement par soi-même (non-répétition de ce qui a été appris), doit remplacer la mémorisation superficielle, le vernis culturel, les acquis purement théoriques et intellectuels, mobilisant uniquement l'intelligence logico-mathématique au détriment des autres formes d'intelligence.

Voie à suivre : La pédagogie évolutionnaire doit remplacer dès la petite enfance l'écoute passive obligeant à rester assis pendant des heures. In fine, l'académisme classique et conservateur doit être complété par une éducation « pédactive » (pédagogie active) mettant majoritairement l'accent sur les énergies, les talents, les potentiels, les capacités mentales, opérationnelles et relationnelles de tout apprenant. Le véritable apprentissage permettant de développer l'ensemble des capacités et potentiels en chaque être humain doit être en phase directe avec les exigences de la vie réelle, professionnelle, sociale, familiale, personnelle. Il n'est pas dans un format diplômant reposant uniquement sur des acquisitions officielles hautement théorisées, abstraites, mémorielles, standardisées, mono compétentes, hyper spécialisées, reposant en plus sur une restitution normalisée et une valorisation sélective des individus les mieux notés.

La bonne pédagogie évolutionnaire doit :

. Consacrer 50% maximum du temps d'éducation à l'acquisition de connaissances utiles et essentielles (bien écrire, bien lire, bien calculer, bien parler la langue locale et nationale, voire une ou deux langues étrangères, bien exercer son discernement et son esprit critique sur l'histoire, la culture, l'actualité, la géopolitique) dans une ambiance dynamique, participative, respectueuse des participants et des enseignants.

. Laisser au moins 50% du temps à l'apprentissage direct de savoir-faire et de savoir-être à partir de techniques pratiques et d'arts favorisant l'expression des goûts et des talents individuels ; d'une immersion dans la réalité du quotidien par le biais d'expériences physiques, sensorielles et émotionnelles ; ainsi que par l'acquisition de compétences utiles au quotidien dans la vie domestique et sociale.

. Permettre la libération des énergies positives et créatives à partir d'initiatives personnelles, par des activités manuelles motivantes, par la découverte frontale avec la réalité de la nature et des animaux, par l'inventivité, la débrouille, le système D, la prise d'initiatives concrètes, la recherche de solutions par soi-même.

. Encourager l'autodidactisme éclairé selon ses envies, goûts et talents, en allant chercher par soi-même les bonnes sources de conseil, de documentation, d'information, d'expérience, dans le plus large spectre de contenus différents.

. Apprendre à pratiquer l'Intelligence Relationnelle en collectivité et par des activités multiples, à partir de l'application de l'ensemble des valeurs morales et évolutionnaires.

2. Le 2^e temps des activités sociales et professionnelles : Il s'agit ensuite d'encourager les rapports partenariaux, donnant-donnant, gagnant-gagnant avec les concitoyens, de favoriser les initiatives ciblées en matière de coopération entre le public et le privé. Les personnels du service public ont l'obligation de rester intègres, tolérants et bienveillants tout en appliquant, si nécessaire, le principe de réciprocité selon les moyens et pouvoirs dont dispose chacun dans le cadre de son rôle et/ou des fonctions publiques exercées. Le second élément majeur consiste à produire de la valeur ajoutée individuelle en complément des procédures imposées comme, par exemple : prendre soi-même l'initiative de suivre de A à Z tel dossier en cours, faciliter les démarches administratives complexes de manière personnalisée, contribuer à sa manière au collectif, prendre clairement position dans la défense des droits du citoyen face à l'aveuglement dogmatique interne et/ou contre le rouleau compresseur de l'administration, etc.

***Voie à suivre :** L'implication « citoyenne » des personnels administratifs, élus, responsables et technocrates doit être encore plus exemplaire que celle du citoyen lambda en se manifestant chaque jour en faveur de tous, tout en acceptant de prendre une part de coresponsabilité dans le traitement et le suivi des dossiers, dans les conséquences en découlant.*

3. Le 3^e temps des relations humaines : C'est la partie la plus sensible entre les personnels du secteur public et les citoyens de la société civile. Au lieu d'entretenir une distance relationnelle, mieux vaut pratiquer l'Intelligence Relationnelle (Hashtag #28) en échangeant entre adultes et non entre représentants de l'autorité et citoyens sages et obéissants. La défense de l'ordre ne doit pas se passer de psychologie relationnelle en dialoguant d'égal à égal, comme en respectant les positions de chacun. La dimension fonctionnelle consistant à administrer, gérer, manager, enseigner, coordonner, organiser, conseiller, est par essence moins impliquante physiquement et mentalement que

la dimension opérationnelle consistant à s'exposer personnellement aux risques du terrain. Une opérationnalité qui recouvre également le fait de cultiver, élever, produire, fabriquer de ses mains, prospecter dans le dur, exécuter des tâches physiques, prendre des décisions à haute responsabilité. On s'aperçoit un peu partout au sein des systèmes dominants et des pouvoirs publics que le fonctionnel est paradoxalement plus largement valorisé, protégé, favorisé que l'opérationnel. On constate ainsi que la hiérarchisation découlant du diplôme académique est dominante avec une priorité accordée au savoir théorique, au cognitif formaté, à la restitution mémorielle, à l'intelligence logico-mathématique. Elle est même clairement considérée comme supérieure à l'expérience terrain, à l'engagement physique, à la compétence pratique (réalisme, courage, volontarisme, passage à l'acte, prise de risque). Le pire est que plus l'humain diplômé s'éloigne des vraies valeurs de l'effort, de l'exposition au risque, de l'honneur, de la dignité, de la loyauté, de la vaillance, de l'authenticité, de la force d'âme, de la bravoure, de la trempe mentale, et plus il est mis en valeur par sa CSP+ (catégorie socioprofessionnelle supérieure) issue initialement du diplôme académique. Aussi, il est temps d'unifier le fonctionnel et l'opérationnel en couplant à égalité le savoir et la compétence technique, l'intelligence et la débrouillardise, la stratégie à la tactique, que l'on soit agent des services publics ou des forces sécuritaires, fonctionnaire de bureau, responsable de service ou ministre.

Voie à suivre : Dans une société mature, ouverte, pleinement démocratique, il ne doit y avoir aucune différence entre le citoyen systémisé œuvrant dans le secteur public et le citoyen s'activant dans le secteur privé, la société civile. On devrait même observer un engagement constant, une disponibilité, une assistance augmentée de la part du citoyen systémisé en faveur des autres concitoyens. L'évidence de ce schéma sociétal à fondement évolutionnaire est toutefois loin d'être appliquée dans la plupart des nations du monde !

12 autres réformes évolutionnaires à mener dans la conduite des États

Refonder peu à peu l'État de droit, la démocratie appliquée, la citoyenneté adultisée, la gouvernance systémique, suppose d'établir sur plusieurs décennies toute une série de programmiques intelligentes et évolutionnaires (et non intelligentes et conservatrices). Les principales réformes de fond supposant un travail de réflexion mené par des conventions et des initiatives citoyennes (et non parlementaires) doivent concerner les grands sujets ayant un impact sociétal majeur (hors communication et marketing politique) :

- . **Sélection des élus** aux postes de gouvernance, députation et représentation parlementaire en fonction directe de leur intégrité morale, mentale, honnêteté intellectuelle.
- . **Charte stricte** d'engagement et de transparence dans les fonctions électives avec fortes sanctions en cas de mensonge et de tromperie.
- . **Limitation des avantages** et des privilèges accordés aux fonctions électives avec un salaire unique déclaré comme tout le monde.
- . **Évitement de la solennité** et de la pompe officielle en demandant aux élus et gouvernants un comportement plus anonymisé, de simple citoyen devant rester modeste, disponible, humble.
- . **Personnalisation des réponses** apportées aux citoyens, être disponible et non distant, respecter des délais courts dans le traitement de A à Z des demandes et dossiers soumis.
- . **Avoir l'esprit client** dans l'écoute empathique des demandes citoyennes en adoptant un rôle de protection, d'aide, de conseil, de défense, à tout citoyen qui en fait la demande explicite.

- . **Gratuité maximisée** dans la majorité des services publics en écartant tout critère sélectif ou obligatoire avec possibilité de désimposition (réduction ou annulation des impôts) selon les contributions économiques réellement effectuées sur une période donnée.
- . **Principe universel de taxation** en valeur fixe (TVF) minimalisée et/ou plafonnée, et non en pourcentage fixe, laissant ainsi une plus grande marge de manœuvre à l'élasticité des prix en hausse et en baisse.
- . **Avance ou remboursement** complet par les services de l'État en tant que dédommagement rapide et équitable aux victimes innocentes d'accident, d'évènement naturel, d'agression, dol..., en se retournant ensuite auprès des responsables directs et/ou des assurances concernées.
- . **Privilégier l'information 360°** en évitant la pratique et la dissémination de vérités alternatives dans le monde politique, technocratique, médiatique, en sanctionnant sévèrement les mensonges d'État des systèmes dominants (action judiciaire, exclusion temporelle du champ médiatique, critique ouverte dans l'e-Tribune...).
- . **Audit et contrôle régulier** de l'appareil d'État par la société civile dans le cadre d'un turnover des membres investis pour cette mission, en complément des services officiels déjà en place.
- . **Initiatives créatives**, inventives, différenciées, servant ensuite de jurisprudence dans les solutions et réponses apportées aux citoyens locaux (en évitant le générique et l'indifférencié dans les procédures utilisées) en privilégiant à chaque fois l'équité contre l'égalité dogmatique.

La croyance, principal faux ami cognitif du citoyen

Dans la plupart des sociétés modernes, le principal ennemi du citoyen lambda est la croyance crédule ou inconditionnelle destinée à donner un sens à ce qui n'est qu'une virtualité et non une réalité. Elle dépasse le fait et la vérité pour créer artificiellement un autre fait et/ou une autre vérité, en confondant et associant allègrement la foi et le besoin de croire. De ce point de vue, la croyance s'apparente à une véritable drogue mentale et cognitive fortement addictive. Elle se distingue de la foi (confiance forte issue de l'intime conviction) et du besoin de croire associant le désir (recherche sensorielle de satisfaction d'un besoin), le rêve (imaginaire pur et simple), l'espoir (construction mentale), la motivation (volonté d'être et énergie d'agir), ainsi que la raison (intellectualisation, rationalisation) sur des objectifs et/ou une finalité jugée déterminante. La croyance tend à élaborer des vérités, des scénarii, à partir d'un assemblage voulu cohérent de matériaux cognitifs en partie inventés et sans la démonstration d'aucune preuve d'existence réelle. Elle agit comme une affirmation décisive bardée de certitudes indémonstrables, la rendant éminemment dangereuse dans sa capacité à puiser dans tous les registres culturels et/ou historiques connus, à produire une rationalisation en termes de sémantique et de langage, tout en s'appuyant sur des symboles, des rituels, une liturgie, un sacré indémonstrable et non attaquant. Elle transcende *de facto* la réalité connue pour une autre réalité ailleurs, autrement, possible, que personne ne peut objectivement et scientifiquement contester en l'état des connaissances. C'est là que le piège cognitif se met en place en enfermant l'esprit dans des certitudes hautement subjectivées qu'il suffit simplement d'éveiller, animer, dynamiser, par tout un ensemble de mots-clés, de « sign-signaux », d'imageries, d'incantations, de discours. La force de suggestion et d'autosuggestion est telle, que celle-ci agit comme un véritable rempart contre

la présence même évidente de tout autre version prouvée ou argumentation raisonnable, emprisonnant ainsi l'esprit dans un univers mental fondamentalement déformé, fictif, illusoire.

L'espérance est absolument nécessaire au bon fonctionnement de l'esprit humain et doit se fonder sur la conviction comme moteur d'action motivant et non sur la certitude comme point figé et infaillible d'arrivée. Nul ne sait ce que l'avenir réserve et ce que l'inconnu augure, faisant que lorsque la certitude supplante la conviction, l'erreur est toujours assurée. La plus grande problématique humaine, donc sociétale, est lorsque la croyance induit la certitude en remplacement de la réalité objective des faits. Il est alors assuré que l'esprit se trompe et que le chemin suivi n'est pas le bon, perdant ainsi inutilement beaucoup d'énergie et de temps collectif. Fondamentalement la croyance n'est pas le produit d'un phénomène cognitif *ex nihilo*. Elle se manifeste toujours sous la pression dominante de contenus officiels, culturels, idéologiques, secrets, par le biais d'un conditionnement mental, de représentations symboliques, idéalisées, virtualisées et/ou par le biais d'un maître d'œuvre dont l'autorité est acceptée inconditionnellement (théologie, représentant religieux, gourou, chef de clan...). Il est vrai que si la croyance, quel que soit le sujet, permet de compenser et combler avantageusement un vide mental, répondre à des doutes existentiels, conforter des attentes profondes, elle déforme durablement et profondément la lucidité, la conscientisation adultisée. Il est observable partout que le manque de véritables connaissances prouvées ou scientifiques, de vérités objectivées ou d'un chemin totalement clarifié dans le monde du réel, induit mécaniquement une recherche de compensation cognitive, de nécessité de lumière intérieure, de guide mental, de « mentorisation » idéalisée (dieu, prophète, sorcier, gourou, oracle, augure...). Autant de représentations cognitives et mentales artificialisées apportant des réponses jugées vraisemblables et capables de satisfaire les attentes profondes d'individus crédules, formatés, déçus ou fortement suggestionnés. Le déplacement de sa propre impéritie, inculture, ignorance, cécité, sur un « maître à penser » idéalisé permet ainsi de combler les vides, de compenser les manques par un prêt-à-penser, un prêt-à-espérer, reposant généralement sur une construction subtile mélangeant astucieusement le vrai et le faux.

Les principaux types de croyances systémisées

La croyance ne concerne pas seulement la religion et les messages sectaires, mais aussi l'idéologie politique, les contenus culturels et historiques, les promesses, la communication, le marketing, la confiance accordée à l'autorité des systèmes et/ou des personnes... Elle s'immisce partout jusqu'à envahir tout l'espace mental, y compris dans la raison pure et relative, comme liant psychique et cognitif rassurant, solidifiant les certitudes acquises. Elle remplace de ce fait l'expérience, le vécu, la vérité, comme ersatz principal à la conscientisation éclairée, à l'intellectualité manquante, jusqu'à auto-justifier et auto-diffuser des contrevérités, de la désinformation, du mensonge, sans l'ombre d'un état d'âme. L'État et les systèmes dominants ont tout intérêt à alimenter les croyances populaires pour calmer, dociliser, conduire, dominer les peuples. C'est une évidence dans la gouvernance de tout type de système non purement démocratique. La croyance systémisée relève d'une Offre culturelle et politique apportant, à la fois, un confort moral protégeant mentalement des violences et des souffrances de la vie, ainsi qu'une raison d'être hautement subjectivée donnant un sens directeur aux décisions prises et aux actions menées dans le

quotidien de l'existence. Alors que la croyance inhibe en partie l'objectivité du discernement dans l'exigence d'accès à la vérité, elle conforte une impression de vérité en conservant en soi une part d'infantilisation dans l'espoir, le rêve, l'illusion, l'imaginaire, les mythes. Elle relève psychologiquement d'un besoin motivationnel virtuel (Hastag #19) dont les racines sont souvent multiples et font qu'elle perdure indéfiniment tant que la vérité n'est pas définitivement objectivée et prouvée dans le domaine existentiel concerné. En se substituant aux faits de la réalité, elle s'alimente constamment par l'intelligence formatée, par la logique apparente du raisonnement, voire par les subtilités du langage et la puissance évocatrice des mots, des symboles et des images. Elle n'hésite pas à intégrer les faits vérifiés à des faits hypothétiques dans la reconstitution d'un causalisme primaire échappant à tout véritable sourcing causal.

13 exemples de croyances systémisées dont peut et doit se passer tout citoyen adulte (au sens évolutionnaire) :

La croyance systémisée n'est pas négative en soi, sauf lorsqu'elle rend psychologiquement aveugle, intolérant, violent, manipulateur, pervers. Pour s'en rendre compte il suffit d'utiliser la puissance de la conscientisation éclairée par l'expérience terrain aboutie, l'information 360°, le sourcing causal complet, l'essentialisation en cœur de cible, la synthèse globale unifiante, des antidotes naturels à la croyance. De ce point de vue, toute analyse experte isolée en elle-même, quelle que soit la science de référence, le vécu passionnel ou l'idéal philosophique défendu, entretient la croyance sur tout le reste, voire la renforce intrinsèquement par des certitudes souvent partielles ou immodestes. Ce qui est sûr, c'est que toute croyance est forcément réductrice de la réalité et/ou de la vérité dans un sens généralement manichéiste ou en 2D, ou pire encore manipulateur, voire foncièrement malhonnête.

13 exemples de croyances systémisées :

- . **Croyance idéologique** : croire en la finalité des dogmes politiques établis
- . **Croyance dans le rapport de force** : croire qu'être fort et dominant suffit
- . **Croyance dans l'autorité** : croire que le pouvoir est tout, fait tout
- . **Croyance religieuse** : croire en un destin prédéterminé, un dieu omniscient
- . **Croyance politique** : croire aux promesses, mesures, discours des élus
- . **Croyance culturelle** : croire à la grande histoire officielle, locale, nationale
- . **Croyance familiale et communautaire** : croire en la « gloire de mon père* »
- . **Croyance en l'argent-roi** : croire aux vertus de l'économie et de la finance
- . **Croyance scientifique** : croire uniquement à la raison factuelle, à la preuve
- . **Croyance philosophique** : croire en la puissance supérieure de la pensée
- . **Croyance ésotérique** : croire en des phénomènes suprahumains
- . **Croyance dans les rituels et symboles** : croire en des forces occultes
- . **Croyance empirique** : croire en son unique expérience et vécu

** apologie de ce qu'ont dit, fait, réalisés de manière exemplaire le père, les anciens, l'autorité*

Toutes ces croyances ont été, au fil du temps, argumentées, logifiées (rendues logiques), solennisées, sacralisées, officialisées, faisant qu'il est très difficile de les rendre caduques dans l'inconscient populaire en risquant même de produire des réflexes antagonistes, défensifs excessifs, prouvant l'ampleur du conditionnement mental.

Les raisons de croire et d'espérer du citoyen adulte

Les raisons de croire sont différentes de la croyance crédule ou inconditionnelle. Elles animent la motivation, la volonté, la détermination, la ténacité, la curiosité à faire et en savoir davantage. Si tout État et système dominant utilise la croyance pour convaincre le principal des populations à agir, penser, se comporter de telle ou telle manière orientée, le citoyen adulte doit refuser la croyance en se concentrant uniquement sur certaines raisons de croire. Des raisons de croire vitales et positives qui permettent de révéler les potentiels de la personnalité en ouvrant sur un niveau de conscientisation plus élevé, voire en favorisant un véritable aboutissement de soi. Aussi, tout ce qui permet de « s'autodynamogénier » (produire de l'énergie vitale) dans le vrai et l'authentique, d'être positivement actif, voire proactif et contributif, est utile à l'esprit adulte dans l'usage fait des valeurs évolutionnaires.

C'est le cas notamment avec les raisons de croire positivées suivantes :

- . **Croire en soi** : alimenter la confiance en soi, l'estime de soi
- . **Croire en sa bonne étoile** : nourrir en soi la chance, les retours positifs
- . **Croire en l'homme** : se montrer tolérant, coopératif, bienveillant avec autrui
- . **Croire en l'avenir** : envisager des temps meilleurs pour soi, les siens, tous
- . **Croire à la réussite** : refuser l'acte manqué, privilégier l'acte réussi
- . **Croire en la parole donnée** : respecter l'intégrité, la loyauté d'autrui
- . **Croire aux valeurs** : se comporter avec éthique, morale, honnêteté
- . **Croire en son intime conviction** : affirmer sans peur ses doutes/certitudes
- . **Croire en son intuition** : intégrer les signaux faibles/informels du cerveau
- . **Croire au possible** : ne pas craindre l'adversité, avancer toujours avancer

Les raisons de croire positivées sont le carburant psychique de tous ceux et celles qui avancent dans la vie avec volonté et détermination (et non par suivisme et passivité), qui prennent des positions et/ou des initiatives courageuses et les assument (sans nier, mentir, reporter la responsabilité sur autrui), qui s'engagent sans reculer dans des actions concrètes (et non par le verbe haut), qui pratiquent régulièrement la maîtrise du risque (et non le prudentiel peureux ou docile). Plus les raisons de croire sont omniprésentes, plus elles colonisent l'espace mental de tout individu en le rendant plus sûr de lui ou d'elle, plus fort(e), plus déterminé(e), plus vaillant(e), plus positif(ve). La principale raison de cet effet bénéfique découle d'un enracinement mental profond, naturel et non conditionné, artificialisé et/ou superficiel, comme avec la plupart des croyances systémisées. On peut ainsi **opposer les croyances systémisées** (c'est-à-dire conditionnées par influence ou emprise idéologique ou religieuse, culturellement formatées et/ou matricées par l'éducation nationale, sectaire, familiale, communautariste...) **et les raisons de croire** qui relèvent d'une véritable foi en soi, d'un besoin puissant « d'être et d'accepter d'être », évacuant toute forme de soumission et de crédulité, toute présence maligne du doute et de l'hypocrisie à dire et faire comme les autres, toute équivoque sur l'intention des actes et des pensées.

Les principales croyances modernes

Alors que dans tous les pays les plus modernes et démocratiques du monde, la religion, la politique politicienne, la solennité monarchique et aristocratique, la notabilité (notaire, avocat, pharmacien, magistrat, professeur...), les horizons idéologiques théorisés, les mythes et légendes, l'ésotérisme et l'occultisme, le

savoir universitaire, l'ordre militaire et sécuritaire, sont niés, désavoués ou délaissés, on assiste à un déplacement permanent des croyances sur des sujets apportant dans le quotidien un soutien moral, mental, psychologique, compétentiel, compensatoire, voire même à l'inverse sous forme de décompensation brutale (rejet, violence, opposition directe...). La plupart des croyances résultent d'un vécu « empirisé » (traité de manière empirique à partir de sa propre représentation limitée de la réalité), par un non-vécu par soi-même ou un défaut chronique d'expérience sur le terrain du réel, par des informations entendues, apprises ou mémorisées sans vérification sensorielle, physique, pratique, ou encore à partir d'une construction cognitive alimentée par les mécanismes d'une intelligence hautement subjectivée et/ou focalisée (manque d'objectivité, de discernement, de vision globale). C'est aussi souvent la volonté du lâcher-prise avec la réalité du moment, de l'insouciance assumée, de la pure curiosité, de la confiance a priori.

22 exemples en matière de croyances modernes :

- . **Croyance dans le discours** académique, magistral, officiel, provenant des spécialistes et experts bardés de diplômes et de titres honorifiques.
- . **Croyance dans les hommes politiques** sauveurs de la nation, la démagogie, le populisme, les extrêmes dans l'opposition.
- . **Croyance dans la parole** a priori compétente des consultants seniors, des conseillers expérimentés des grands cabinets, think tanks, organisations mondiales.
- . **Croyance dans l'efficacité** des mesures sécuritaires, de surveillance, de contrôle des masses (immigration, délinquance, terrorisme...), dans l'effet sanction.
- . **Croyance dans les procédures** automatisées censées être infaillibles, adéquates, justes, appropriées.
- . **Croyance dans l'information** médiatique en boucle, la parole des animateurs et commentateurs politiquement corrects, des éditorialistes bien informés.
- . **Croyance dans l'avis** des influenceurs, dans la médiation des community managers, dans les affirmations et contrevérités provenant de réseaux sociaux garantissant l'anonymat et/ou jugés plus libres d'expression.
- . **Croyance dans le speech** des milliardaires, des entrepreneurs ayant réussi, des fondateurs de grands groupes économiques, des stars et people du cinéma, musique, chanson...
- . **Croyance dans le diagnostic** des médecins, des personnels soignants, des agences sanitaires, dans l'effet blouse blanche, dans les psychologues et psychiatres, dans les sociologues, pompiers, gendarmes, personnels de secours systémisés.
- . **Croyance dans la communication** des représentants officiels de la technocratie d'État, des grandes écoles, universités.
- . **Croyance dans la publicité** des grandes marques, dans le rapport qualité-prix affiché, dans la communication corporate et institutionnelle.
- . **Croyance spontanée** dans le consumérisme, les Offres commerciales, le marketing industriel des produits et services, le marketing bancaire, financier, politique, technocratique, pharmaceutique...
- . **Croyance inconditionnelle** dans le progrès issu de la technologie, de l'IA, de la virtualité, dans les affirmations assurées des référents scientifiques.
- . **Croyance dans les prévisionnistes**, les prédictions, les sondages, les statistiques, les diagnostics, les chiffres, les modélisations...
- . **Croyance idéologisée** dans les invocations de l'écologie politique de

changement, de dérèglement, de réchauffement climatique irrémédiable, ainsi que dans la nécessité absolue de transition écologique en Occident même si le reste du monde s'en soucie peu.

- . **Croyance dans la charity business**, les œuvres humanitaires, la bonne allocation des demandes régulières de dons, les ONG.
- . **Croyance dans les modèles de réussite** liés à l'entrepreneuriat, à la finance spéculative des marchés boursiers, au business rendant riche et célèbre.
- . **Croyance dans les jeux** d'argent et de hasard, dans les paris sportifs, dans la faible probabilité de gains avec la loterie nationale.
- . **Croyance dans la notoriété**, les moments de gloire, l'ascenseur social, en devenant le ou la meilleur(e), en battant un record, en participant à des compétitions sportives individuelles ou collectives.
- . **Croyance dans l'exemplarité** écologique, la non-empreinte carbone, la déconsommation, la frugalité, l'économie circulaire, le recyclage...
- . **Croyance dans les catastrophes** à venir, dans l'apocalypse nucléaire, dans un avenir sombre pour la Planète.
- . **Croyance dans la voyance**, l'astrologie, les arts divinatoires, les miracles, la chance à venir.

Le besoin de tout expliquer et justifier par la virtualisation et la croyance systémisée

Souvent les certitudes du présent hybridées de croyance et/ou de prophéties autoréalisatrices sont contredites avec le temps. C'est le cas notamment en matière de politique partisane obligeant à regarder toujours derrière (en-dessous, au-delà) la pure communication de façade, la vitrine marketing, les discours, les décisions prises, les réformes et lois votées, les mesures prises, car c'est-là que se joue généralement l'enjeu principal. L'homme a besoin de savoir, d'obtenir des réponses à ses interrogations, de réduire ses doutes, par tout ce qui inclut une forme de raison, de logique apparente, une cohérence d'ensemble. Cela suffit généralement à le contenter que cela provienne de l'observation empirique directe, de l'influence culturelle, du traitement de l'information médiatique, d'une théorisation et naturellement d'une croyance populaire. C'est le cas notamment avec tout ce qui demeure encore inconnu, les limites de l'infini cosmique, ce qui se passe après la mort ou encore la finalité de la vie humaine. Aussi, pour stopper les délires de l'imaginaire humain et les perversions du raisonnement à vouloir tout expliquer, la première règle à appliquer est que la pensée humaine a ses limites comme la nature peut en avoir. La pensée humaine ne peut pas tout expliquer du fait des limites structuro-cognitives du cerveau humain à ne bien fonctionner objectivement qu'à partir de sources formées d'intrants informationnels de qualité, de stimuli par le vécu positif, de vérités incontestées. Autant dire que tout le reste dérègle l'esprit comme la mauvaise alimentation dérègle le corps humain. Tant que le faux, le mensonge, l'imaginaire, le virtuel, le partiel, l'artificiel, le superficiel, alimentent le fonctionnement cognitif, la pensée ne peut être que déformée, faussée, corrompue, limitée. De la même manière, tant que l'inconnu n'est pas parfaitement et concrètement appréhendé et maîtrisé (ce qui est un contresens), la pensée humaine ne peut se fonder que sur des conjectures appuyées par une mosaïque de certitudes subjectivées, empiriques, fragmentées. Dès lors, les réponses courantes, officielles, académiques, apportées aux grands questionnements existentiels demeurent éternellement imparfaites, voire erronées, malgré toute l'intelligence appliquée fut-elle supérieure, hyper puissante, éclectique. Il faut considérer, par principe, que toutes les bases intelloculturelles connues sur la petite planète Terre, y compris et surtout scientifiques

comme en matière d'IA, ne sont que des morceaux du grand puzzle existentiel universel. Toutes les projections à grande échelle ne relèvent que d'un causalisme primaire (cause = conséquence et inversement). Même le meilleur du raisonnement logique provenant de faits vécus, les fondements de la science du moment, la philosophie par l'évocation des mots, le sacré idéalisée, la vision politique idéologisée, ne représentent qu'une Vérité-X : vérité 100% moins les incertitudes et inconnues du moment (X) = vérité partielle (Y). Tant qu'un sourcing causal n'est pas applicable de manière certaine, rien n'est parfaitement sûr ni définitif. Aussi toutes les affirmations péremptoires, autoritaires et directives provenant de l'État officiel, des services publics, des systèmes dominants, des influenceurs sociétaux, doivent rester sujettes à caution.

3 réponses anti-croyances

Lorsque l'on ne sait pas, on ne sait pas, obligeant à prendre une posture mentale et cognitive permettant de régler une fois pour toutes les croyances indues. Des schémas cognitifs essentialisés doivent s'appliquer afin que ne s'installent tous les délires mentaux connus du monde ancien et moderne (fantasme imaginatif, fanatisme religieux, exaltation politique, hystérie collective, confusion mentale, mythe et légende, complotisme et inversion du réel...). Ce doit être le cas avec les 3 principaux questionnements existentiels partout dans le monde faisant l'objet de toutes les représentations cognitives et mentales passées au tamis de l'intelligence, de la confiance crédule, voire de la perversité de chacun. L'objectivité sociétale implique d'éviter de tourner sans cesse autour du pot de la vérité, ainsi que de ne plus valider par le silence ou par la dialectique raisonneuse tout ce qui ne colle pas ou plus avec les exigences du discernement et de l'honnêteté intellectuelle du citoyen adulte. Il est désormais impératif de sortir de l'infantilisation des masses, de ne pas partir dans toutes les directions de la pensée humaine, car cela ne fait qu'alimenter la concurrence des uns, le pouvoir des autres, la soumission culturelle et mentale du plus grand nombre. La vérité n'a pas besoin d'hétérogénéité dans la forme, elle est forcément unifiante sur le fond ou n'est pas, malgré le plus souvent une complexité structurelle à la découvrir. C'est le cas notamment avec :

- . L'infini cosmique
- . L'après-vie (au-delà delà mort)
- . Finalité de l'existence humaine

A. L'infini cosmique

Au lieu de superposer à la notion d'infini (univers global) toutes sortes de croyances, théories, suppositions, hypothèses religieuses, scientifiques ou philosophiques. Au lieu de penser que la réalité du cosmos relève de l'infini (∞) sans aucune limite de finitude matérielle (m^{nx}) derrière ses milliards de galaxies intégrées dans un emboîtement de continuums d'espace-temps, mieux vaut considérer que toute expansion physique (lois universelles, matière, antimatière, temps, espace...) s'inscrit forcément dans les limites d'une « boucle » à partir d'un quintuple constat :

1. Tout point de départ compris entre 0 et $+1x$ (source originelle du vivant et de tout) induit potentiellement une fin de trajectoire d'évolution, un point d'arrivée terminal ($-1x$ à 0).

2. Tout cycle d'évolution alterne forcément entre un temps d'expansion ($+1x$ à m^{nx}) puis un temps de contraction (m^{nx} à $-1x$), puis un moment de Termination ($-1x$ à 0 = fin terminale) et cela, en fonction directe d'une somme d'étapes intermédiaires (Σe) jalonnant la trajectoire de vie de l'objet considéré.

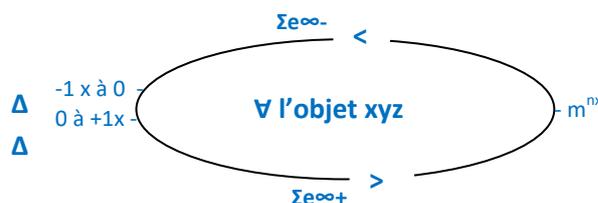
3. Toute expansion ayant atteint son apogée, son acmé, son zénith (haut de courbe) induit naturellement un moment d'inflexion, puis d'inversion, transformant la polarité de départ (+) en son contraire (-) ou en son opposé pouvant aller jusqu'à 180°.

4. Toute dynamique physique initiée et/ou alimentée par des forces énergétiques (énergie du vivant, atomique, thermodynamique...) tend à influencer son environnement, à marquer fortement des moments spécifiques en soi et sur l'environnement proche, à se transférer d'une manière ou d'une autre durant sa présence (procréation, création, contagion, propagation, diffusion, transmission, multiplication...). L'influence se prolonge parallèlement et/ou sous d'autres formes au moment de la Termination (-1x à 0) via un Delta final (Δ) à la fois matériel et immatériel. Cet écart final correspond à un changement d'intensité, à une transformation de forme, faisant qu'il n'est pas de l'ordre de la continuité formelle, de la présence identique et/ou prolongée de l'existant précédent. Il relève forcément de l'une ou de plusieurs étapes du sourcing causal propres à l'entité initiale dans les causes, conséquences et effets induits, y compris dans l'occurrence de phénomènes résultant du hasard, de la malchance, de la chance, de conjonction complexe ou opportune. Il correspond à la prolongation par d'autres moyens et par d'autres formes des acquis, des apports existentiels, des réalisations humaines (reproduction de l'espèce, création durable, contribution majeure, influence décisive, destruction fatale...). De ce point de vue, l'espace-temps du Delta final (Δ) traduit l'enracinement durant le vivant et les effets de cet enracinement bon ou mauvais, dans une phénoménologie naturelle faisant que « rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme et/ou se disperse » d'une manière ou d'une autre (loi de conservation et de recombinaison de la matière).

5. La nanoéchelle humaine face à l'hyper macro dimension de l'infini fait que la pensée humaine ne peut et ne pourra jamais faire le tour complet des réalités de l'infini cosmique, le rendant ainsi éternellement inconnu en partie, donc infini (sachant toutefois que tout inconnu est par essence lui-même fini d'une manière ou d'une autre).

En résumé, le paradigme universel devant cadrer la pensée humaine doit considérer que tout ce qui tend vers l'infini (∞) dans le cadre d'une série d'étapes intermédiaires tend aussi, à terme, vers sa Termination (0) pour se transformer (Δ) et/ou recommencer éventuellement un nouveau cycle différent. La « boucle de l'infini » (et du fini) est une extension du processus alternatif des cycles naturels en comprenant à la fois une trajectoire d'évolution, d'inflexion, de contraction, de Termination et de transformation inversant la polarité de départ (+) en son parfait contraire (-). En d'autres termes, tout ce qui part de 1x passe par son apogée (m^{nx}) via une ou plusieurs étapes intermédiaires ($\Sigma e+$), pour revenir inmanquablement à 0 par une ou plusieurs autres étapes intermédiaires ($\Sigma e-$), dans une finalité de transformation et/ou de prolongation d'une manière ou d'une autre (Δ), en fonction directe des résultantes du sourcing causal de l'objet considéré, quel que soit (\forall) son caractère fini ou durable.

Schématisation de la « boucle de l'infini »



Cette première anti-croyance s'oppose à la représentation d'un infini cosmique modélisé par la religion (Dieu, prophètes, Saint-Esprit...), ainsi que par une littérature donnant la part belle à des extraterrestres aux formes étranges. Ce qui est sûr, c'est que l'avancée planétaire, stellaire et/ou galactique dans les siècles à venir va nous réserver d'énormes surprises dont la plupart seront contraires aux mythes culturels et aux délires de l'imaginaire. Les progrès de la science et de la technologie vont permettre une remise en ordre de la pensée humaine en matière de croyance, comme en termes de finalité du vivant. Aussi, pour éviter de se perdre dans les conjectures de la croyance et de l'imaginaire, il est nécessaire de considérer que si tout part de 1 tout revient à 0 à un moment ou à un autre, pour recommencer ensuite d'une autre manière. Ce paradigme nous démontre également que rien n'est durable ni efficient ni souhaitable en phase de pure contraction à polarité négative (régression, involution, retour en arrière, dégénérescence) et que l'essentiel existentiel pour le vivant consiste à exploiter le meilleur et l'utile de la phase d'expansion dans sa polarité positive. Ce paradigme lucide et finalement optimiste change tout dans la manière de croire et dans le fait d'envisager l'efficacité durable de ses propres actions et réflexions. Il oblige également à intégrer la notion de sourcing causal sur l'ensemble des fondamentaux, principes, dogmes, stratégies adoptées dans la conduite du vivant, donc de l'humain, en allant bien au-delà du causalisme primaire et du manichéisme habituel.

B. L'après-vie (au-delà de la mort)

De tout temps, la meilleure façon de calmer les inquiétudes légitimes, les angoisses profondes, les questions critiques sur la fin de vie, consiste à affirmer avec conviction dans un cadre ritualisé et sacralisé qu'il existe un « après » relativement optimiste (paradis, purgatoire, évitement de l'enfer, métempsychose...). Derrière la savante construction des arguments, des mythes et affirmations destinés à convaincre, la relation sémantique à la mort repose sur 4 grands objectifs :

. Le **premier objectif** est politique et social en relation directe avec l'emprise morale et religieuse dominante dans telle ou telle communauté. Il consiste à rassurer les populations sur le sens majeur de ce qu'elles doivent endurer face aux réalités de la vie (souffrance, douleur, injustice, malchance, déception, violence, stress négatif, division en classes sociales, pauvreté, travail obligé, coûts contraints...), en devant suivre dans l'esprit et la lettre les préceptes de guides moraux, les directives des autorités morales, le sacré des rituels.

. Le **second objectif** est de nature plus psychique et spirituelle en donnant consistance aux besoins naturels de foi et d'espérance. Il permet d'autosatisfaire à la fois l'imaginaire porteur de rêve et d'illusion, les pulsions naturelles de plaisir, ainsi que les attentes intimes de bien-être et bonheur. En traçant virtuellement un chemin conscientiel fondé sur des montages scénarisés relevant de l'histoire ancienne (donc non totalement prouvables), la liturgie sur l'après-vie (mythe, récit, prière, mantra, rituel cérémonial, chant, symbole, objet...) permet de prolonger virtuellement la vie dans l'inconnu de la mort en sortant par le haut des rigueurs imposées par la réalité vécue (pour tous ceux et celles qui se comportent bien sur Terre).

. Le **troisième objectif** a pour vocation d'euphoriser l'existant à certains moments difficiles, à atténuer le doute existentiel, à apaiser et soulager les maux psychologiques, cognitifs, mentaux, en dynamisant et/ou stimulant la biochimie naturelle du cerveau humain (endorphine, dopamine, ocytocine...) par la force de l'imagerie mentale, la puissance évocatrice des mots et des symboles, par le ressenti sensoriel et l'émotion née du discours lénifiant, des rituels, des lieux

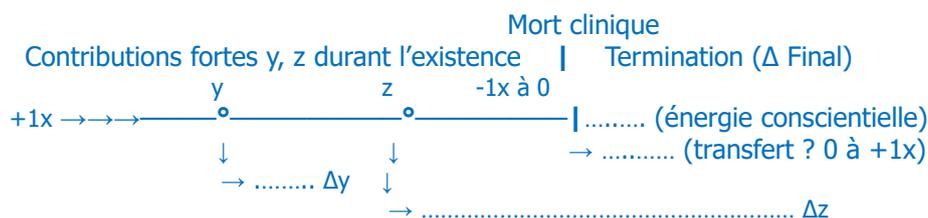
sacrés, des représentations allégoriques...

. **Le quatrième objectif** est destiné à influencer et orienter au quotidien le comportement et l'attitude des convaincus, des fidèles, des croyants, dans un cadre de valeurs morales, de bonnes mœurs, mais aussi d'obéissance et de soumission à des entités supérieures (créateur, déité, divinité, totem, idole...) par l'intermédiation de représentants officiels des religions en place (prêtre, imam, brahmane, pontife, pope, mufti...), mais aussi par certains personnels pratiquants se réclamant d'entités laïques.

En résumé, ces 4 objectifs alimentent en permanence les croyances populaires sur l'après-vie. Toutefois l'après-vie (vie après la mort) n'a jamais été prouvée objectivement ni scientifiquement, ni même démontrée sous l'angle épistémologique malgré toute la construction liturgique, les discours ésotériques, les affirmations sophistiquées, la symbolique religieuse reposant sur les écrits saints millénaristes ou encore via les labellisations religieuses telles que la canonisation, le miracle, le mystère, la révélation, l'interprétation historique et archéologique du vécu des prophètes... La réalité de la mort concerne historiquement presque 100 milliards d'individus dans le monde depuis l'Homo erectus (sans évoquer les milliers d'autres milliards de mortalités animales). Le processus naturel (et non virtuel) de la mort est sans doute bien plus simple et pragmatique, dès lors que l'on prend en considération la logique relevant de la « boucle de l'infini ». Il est ainsi possible de dire que la mort physique s'inscrit génétiquement dans un **cycle de vie** comprenant la fécondation, l'enfance, l'adolescence, l'âge adulte, la vieillesse, la Termination (arrêt final). Si l'on considère uniquement l'étape finale de la Termination, c'est-à-dire la mort clinique du corps physique, on constate que celui-ci s'arrête de fonctionner puis se décompose progressivement (sauf cryogénéisation), alors que la partie immatérielle de la conscience (ou âme) perdure un « certain » temps alimentée par l'énergie propre à l'activité résiduelle des flux neuronaux, avant que ceux-ci ne s'éteignent également de manière définitive.

Rappelons que seuls les atomes moléculaires et la mitochondrie intracellulaire produisent l'énergie nécessaire à la vie. Peut-être existe-t-il d'autres formes d'énergie, de forces physiques et/ou de flux à l'échelle atomique non encore décelés par les sciences actuelles, dont l'importance du « rayonnement » permet dans certains cas le transfert de « l'énergie conscientielle ou autre » d'un corps A émetteur vers un autre objet B récepteur. C'est l'espace-temps du passage inhérent au Delta final (Δ) compris entre $-1x$ et 0 et 0 à $+1x$ propre à la « boucle de l'infini » qui régénère autrement et/ou d'une certaine manière la vie comme l'après-vie. La réalité de ce phénomène de transfert se conçoit parfaitement en termes de « relais » physiques, matériels ou immatériels. Dans tous les cas, cette phase cruciale de la perpétuation des « objets » vivants (voire non vivants) présuppose que certaines conditions de puissance énergétique émettrice, de compatibilité entre « objets », ainsi que de conjonction favorable à un moment t , soient réunies de manière synergique. Ce moment de transfert entre 0 et $+1x$ est considéré comme indicible (?).

Schématisation de la phase de Termination inhérente au vivant



L'après-vie sociétale

À ce premier constat lié au pur cycle naturel du vivant s'ajoute un second aspect plus prégnant et pragmatique concernant la notion d'« après-vie sociétale ». C'est le principal du Delta final propre à chaque individu en matière d'après-vie en incluant les contributions fortes y, z... Une après-vie impactant l'univers social et collectif historique, présent et/ou futur, sous forme lente ou rapide, directe ou indirecte, subtile ou prégnante, à partir de certaines initiatives fortes et positives, d'actions justes et décisives, de contributions concrètes et utiles, de réalisations saillantes, importantes, décisives et/ou durables, menées ou accomplies à certaines périodes de l'existence. Cette « **après-vie sociétale** » (comme c'est le cas pour les grands scientifiques et inventeurs, les grands philosophes et écrivains, les grands artistes, bâtisseurs, meneurs d'hommes...) découle de la partie principale (ou segment central) du sourcing causal propre à certaines étapes de la trajectoire de vie de chacun. Ce segment central comprend généralement la ou les causes majeures, la ou les conséquences majeures, les effets induits majeurs.

. On entend par **cause majeure** tout ce qui produit, crée ou participe à une situation nouvelle, nécessaire ou spécifique, comme par exemple : la reproduction humaine (les enfants), les contributions utiles liées à l'inventivité matérielle et immatérielle, les décisions de grande portée, les actions et réalisations personnelles en matière de création, production, fabrication, recherche, découverte, exploration..., apportant une véritable valeur ajoutée existentielle.

. On entend par **conséquence majeure** tout ce qui enclenche une réaction factuelle de forte amplitude (ou plusieurs) dans l'environnement immédiat, local ou général, comme par exemple : la réussite d'un projet et ses retombées, les bienfaits économiques ou sociaux pour la collectivité ou la famille, une utilité fonctionnelle devenue indispensable ou, au contraire, une situation devenue compliquée résultant d'erreurs décisives, d'un échec patent, d'une impéritie, d'une malchance, d'un retournement d'opinion, d'un cycle de violence, d'une manifestation déceptive d'émotions de colère, de haine...

. On entend par **effets induits majeurs** tout ce qui advient sans le vouloir au fil du temps passant, qui n'est ni prévu ni envisagé au départ et qui, à partir d'une causalité donnée (cause-conséquence), transforme une situation à polarité jugée positive ou neutre en une polarité plus négative et inversement. C'est aussi ce qui amplifie ou minore la conséquence dans un sens imprévisible comme par exemple : survenance d'un problème chronique, d'un accident ou d'une crise inattendue ou, au contraire, qui introduit un changement profitable, une chance ou une opportunité à saisir...

En résumé, la croyance dominante sur l'après-vie naturelle dirige le monde, façonne le destin des individus, conditionne les attitudes et les comportements,

comme s'il existait une seconde chance après la vie « ordinaire » dont on ne serait ni maître ni acteur, mais attributaire et légataire d'office selon que l'on suit correctement ou non les préceptes moraux et religieux, les rituels et allégeances imposés par les systèmes dominants. Par ailleurs, il est évident que la mémoire collective, voire l'inconscient collectif, tend à ne retenir de « l'après-vie sociétale » que les aspects purement positifs et utiles, même si certains aspects négatifs sont également utilisés pour servir de « peur de l'enfer » et de leçon à ne pas reproduire ou autrement.

Schématisation de l'après-vie naturelle et sociétale

L'après-vie humaine (peut-être aussi de certaines espèces animales) résulte de 2 niveaux complémentaires la prolongeant, dès lors que certains épisodes de la trajectoire de vie produisent de la qualité contributive, de la puissance vitale, de la positivité expansive ou, au contraire, la stoppe définitivement par la non-contribution, l'inutilité vitale, la négativité des actions menées.

1. Après-vie résultant du cycle naturel de vie de 0 à +1x à m^{nx} à -1x à 0

Fécondation → Naissance → Σ étapes d'évolution → Termination corps physique
 → Temps conscientiel +/- court
 → Transfert (Δ) sous condition

+

2. Après-vie sociétale longue ou courte durée de nature Δy, Δz...

- . **Cause(s) majeure(s) longue durée** : reproduction (paternité, maternité, adoption), contribution utile, réalisation saillante, action juste vs courte durée du vide contributif, délinquance majeure...
- . **Conséquence(s) majeure(s) longue durée** : réussite, prospérité, bienfait collectif, utilité pratique vs courte durée liée à l'erreur décisive, l'échec patent, la destruction inutile, la situation déceptive...
- . **Effets induits majeurs** : changement profitable, opportunité à saisir, nouvelle orientation (mémoire positive) vs régression, problème chronique, crise à répétition, chaos, entropie (mémoire négative)...

Cette seconde anti-croyance contre un « au-delà » virtuel permet de se concentrer davantage sur la consistance qualitative et positive de sa propre existence humaine, ainsi que sur la finalité sociétale des générations d'humains.

C. Finalité de l'existence humaine

La notion de destin prédéterminé auquel personne n'échappe de la naissance à la mort et/ou affirmant que tout est déjà écrit et placé sous l'œil justicier d'une puissance divine ou autre, est un non-sens sociétal. L'individu n'a aucune vocation à être soumis indéfiniment à une autorité systémique ou virtuelle quelconque, ni même devoir subir sans réagir les lois de l'animalité et de la dominance en étant privé de libertés, de droits et de capacités à exercer son libre arbitre, sa libre pensée, son intelligence relationnelle. Rien n'est définitivement écrit dans les pulsions de l'inné qui ne puisse être adapté, modifié, orienté, maîtrisé, par la volonté et la conscience humaine. Tout ce qui affirme que l'être humain normalement sain de corps et d'esprit est prédéterminé dans sa trajectoire existentielle relève du conditionnement mental, du mensonge, de l'incompétence, de l'illumination psychiatrique, de l'infantilisation, de l'infection culturelle massive. C'est toujours l'intelligence formatée ou idéologisée (ou le manque d'intelligence) qui valide et cautionne la notion de prédestination. Toute représentation linéaire

et prévisible de la vie n'est vraisemblable qu'à partir du moment où l'entité (individu, sujet, objet du vivant) s'inscrit dans des cycles quotidiens réguliers, circadiens, cycliques et/ou habituels produisant « mécaniquement » un causalisme primaire (cause identique = conséquence identique). En réalité, la finalité existentielle de tout être humain repose sur 2 fondements complémentaires :

- . Les notions fondatrices de prédestination, destin et destinée
- . Carpe Diem, la bonne stratégie appliquée par l'humain

. Les notions fondatrices de prédestination, destin et destinée : À partir du moment où l'individu traite de manière adaptée, positive et satisfaisante le fonctionnement de son corps et de son esprit, décide par lui-même des grandes étapes de sa trajectoire de vie, compose régulièrement de manière discernée avec des milliers de petits et grands « carrefours décisionnels » tout au long de son existence (décider sur le champ entre faire et ne pas faire, choisir une option parmi plusieurs possibles, prendre une position directrice en fonction des circonstances du moment...), la probabilité mathématique qu'une « main invisible » décide par avance du détail ou de l'occurrence des conséquences et des effets induits est très faible, voire nulle. Comment plusieurs milliards d'individus vivant au même moment dans une grande diversité de territoires, de besoins, de cultures, de pratiques, peuvent-ils être individuellement programmés de manière précise et/ou suivis à l'unité par une entité quelconque ? Il ne faut pas confondre l'issue probable d'une destinée négative (fatum) à partir de décisions fatales, d'une passivité suiveuse, d'erreurs évidentes, d'actes forts de délinquance, d'une accumulation régulière de malchances et d'actes manqués, voire d'un téléguidage décisionnel quelconque par l'influence, la suggestion, le conditionnement, l'endoctrinement, la télépathie, le contrôle de l'esprit..., avec la notion de destin prédéterminé ou prédestination. C'est exactement la même chose avec la destinée positive lorsque celle-ci relève d'une clairvoyance lucide et judicieuse dans les décisions prises, d'actes réussis grâce à la maîtrise du risque au sein d'une diversité d'expériences et aventures, ou encore à partir d'activités créatives et productives s'appuyant sur une détermination affirmée et compétente dans le respect des valeurs évolutionnaires. Il ne peut y avoir de destin certain et automatique pour un individu, un sujet ou un objet du vivant, que par la répétition à l'identique, la linéarité des comportements et des actions menées, même si des passages obligés ou contraints de l'existence orientent ou réorientent toute trajectoire individuelle (dépendance du bébé à la mère, normes civiques et sanitaires obligatoires, filtres éducatifs, sélection professionnelle, condition sociale, adhésion à des communautés rigides et/ou fermées en matière de condition de vie, maladie grave, enfermement, torture...).

Différences entre prédestination, destin et destinée humaine

. Prédestination : Fatalisme existentiel dominant dans le fait de vivre sa vie dans des conditions spécifiques relevant de la création initiale, de la génétique et/ou de la volonté active d'une quelconque entité directive ou supérieure. La prédestination relève d'une **prédétermination** irrévocable à la source du vivant (ou de la machine) dans les postures, décisions et actions menées. L'encadrement existentiel est quasi-total de la naissance à la mort.

. Destin : Trajectoire de vie prévisible avec ses hauts et ses bas à partir des postures, choix, décisions et actions menées dans le cadre d'un causalisme primaire (voire manichéiste). Le destin relève de la **détermination** existentielle à suivre un chemin de vie tracé d'avance, connu ou projetable dans le milieu social

et professionnel et/ou par des conditions de vie dont on peut prévoir globalement les principales conséquences ou issues probables. L'encadrement existentiel est principalement exogène en étant fortement borné et orienté par les lois, les règles, les rituels, les normes, les usages, les traditions, le matricage culturel, informationnel, social, économique, sécuritaire, technologique.

. **Destinée** : Existence relevant de la **biodétermination** par l'affirmation de soi, la volonté, le libre arbitre, les décisions discernées et les actions menées dans un cadre au résultat final non prévisible à l'avance. C'est l'humain qui décide seul du chemin à prendre, du sens à donner à sa vie, généralement en l'enrichissant par de multiples expérimentations, challenges, découvertes, objectifs à atteindre. L'encadrement existentiel est surtout endogène en relevant principalement du niveau de sa propre conscientisation, de l'intuition et de l'intime conviction.

Linéarité ou non-linéarité du destin

Il existe une logique intrinsèque dans le destin de chaque être humain, des organisations et des collectivités qui s'explique toujours par le sourcing causal des entités concernées. Ainsi, plus la trajectoire existentielle est jalonnée de règles et de lois obligatoires et contraignantes, plus le matricage culturel et éducatif est exclusif, plus le formatage mental dans la vie privée, sociale et professionnelle est dominant, plus l'esprit est endoctriné idéologiquement ou conditionné économiquement, plus la normalisation civique, légale, judiciaire, sécuritaire, procédurale induit une standardisation comportementale, plus l'entonnoir du vote politique est constant et étroit, plus il est possible d'envisager une forme de prédestination par la relation causale faisant que la même origine des causes produit toujours (ou presque) les mêmes conséquences (causalisme primaire). À l'inverse, le caractère incertain et non-linéaire de toute **trajectoire humaine dynamique**, affirmée, adaptative et proactive dans un monde de plus en plus complexe lui-même animé par des **acquis différenciés** selon les individus, le tout couplé à la phénoménologie fractale du vivant dans ses **différences génétiques** recouvrant l'ensemble du spectre des **besoins dominants**, conduit à des destinées individuelles imprévisibles au départ. Il en découle alors la notion de **destinée biodéterminée** relevant d'un parcours existentiel plus libre, plus ouvert, plus affirmé et/ou en rupture avec les habitus familiaux, les routines sociales et professionnelles, les codes communautaires et sociétaux imposés. Tout ce qui rompt avec l'imitation, l'identification, l'appartenance, l'obéissance, l'assimilation, l'enrégimentement, fait passer l'individu d'un état prédestiné à celui de destinée spécifique.

Ainsi, le simple de fait de pratiquer l'opportunisation maximale en tant que 3^e loi du vivant (Hastag [#28](#)) permet de rompre toute chaîne causale en place et repartir sur une autre, en impactant *de facto* et/ou peu à peu la finalité d'ensemble. C'est aussi le cas dans le fait de rebondir fortement après l'échec, de réagir efficacement face aux aléas et événements imprévus de la vie, de profiter pleinement de la chance ou d'une conjonction favorable liée au hasard. En d'autres termes, la finalité de l'existence (prédestination, destin ou destinée) découle directement du sourcing causal relevant de toutes les étapes et carrefours décisionnels pratiqués, de toutes les actions et expériences vécues. Il est évident que plus le substrat existentiel est positif et bienveillant et plus les retours sont à polarité positive. De la même manière, plus la prédestination est dominante dans le négatif et moins le présent et l'avenir existentiel valent d'être vécus ou prolongés en l'état. Il en est quasi de même avec tout destin tracé d'avance et/ou placé sur des rails sociaux, communautaristes et/ou idéologiques

intangibles, contraignants, directifs. Seule la destinée fondée sur des activités humaines libres, positivées, riches et diversifiées vaut la merveilleuse chance d'être vécue. C'est même la finalité du vivant que de profiter que d'être vivant même et surtout si les retours sont imprévisibles par nature. En résumé, plus l'individu est suiveur, influencé et passif dans son existence et plus il conforte l'idée de prédestination et/ou de destin prédéterminé. À l'inverse, plus l'individu est libre, affirmé et actif tout au long de sa vie, plus il se construit une destinée biodéterminée, autrement dit personnalisée.

Prédestination & Destin déterminé à l'avance



Matriçage mental fort avec :

*Suivisme + Passivité + Condition de vie imposée + Cycles habitudinaires
+ Encadrement exogène dominant*

Destinée biodéterminée



Force mentale endogène avec :

*Affirmation de soi + Différenciation acquis/inné + Opportunisation maximale
+ Non dominance de l'encadrement exogène*

. Carpe Diem, la bonne stratégie appliquée par l'humain : Le sens de la vie dans lequel chacun doit s'engager corps et âme doit être sans aucune équivoque : il doit être foncièrement positif. La positivation relève obligatoirement du **Carpe Diem** contributif, positif, constructif, solidaire, dans la plus grande affirmation de soi et hauteur de conscientisation. Le Carpe Diem (« cueille le jour » ou comment profiter de la vie chaque jour qui passe) s'oppose directement au fatalisme passif et à la démission mentale, ainsi qu'à toute forme de condition sociale systémisée, normée, dominée, de docilité moutonnaire, de posture de bon petit soldat inconditionnellement aux ordres et naturellement de machine humaine technologisée, conditionnée, endoctrinée, lobotisée, zombifiée... Par principe physique, le positif appelle le positif comme le neutre appelle le neutre et le négatif appelle le négatif. Aussi, malgré l'inversion structurelle de polarité induite par « la boucle de l'infini » après la phase d'apogée, il est toujours possible chez l'humain (et certains animaux) de maintenir par la volonté et en toute conscience une polarité positive jusqu'à la Termination. Cela suppose toutefois une constance dans le contrôle de soi et dans l'effort de volonté à mobiliser face aux pulsions d'animalité. C'est aussi lutter contre la dégradation naturelle du corps humain, la baisse d'énergie et de motivation au fur et à mesure que l'on progresse dans l'âge. Aussi, la dynamique souhaitable dans la phase d'expansion de toute trajectoire du vivant foncièrement animée par des forces naturelles à polarité positive (développement, croissance, transformation) implique de ne pas la contrarier ni la déformer en y imposant ou superposant des contraintes autoritaristes et systémiques fortes, ainsi qu'en évitant les comportements humains à polarité négative envers autrui et/ou l'environnement global. Sans cela, le causalisme existentiel (conséquences visibles et effets induits) ne peut qu'engendrer la présence d'une polarité négative globale ou médiocrisée (mélange de + et de -) dans la vie de tous et de chacun.

Pour conserver les bienfaits du positif naturel humain (sans déformation familiale, sociétale, ni systémique), il est obligatoire d'appliquer dès le plus jeune âge des valeurs évolutionnaires en phase avec les postulats du Carpe Diem. Pour que cela

fonctionne convenablement, il faut éviter parallèlement tout ce qui n'apporte rien de constructif, d'intéressant ni d'essentiel à la formation mentale adulte des individus, mais au contraire la déforme, la fragilise, l'abîme, la démotive, l'infantilise, la culpabilise, la rend violente, par l'imposition intransigeante de la règle et de la loi, par l'autoritarisme, le bizutage, la brimade, l'humiliation, les coups reçus... Aussi, il ne faut pas confondre la **trempe mentale** d'un individu (intégrité, force d'âme, courage, détermination, combativité...) qui rend adulte, solide, fiable et positivement affirmé avec la **force de caractère** (autoritarisme, directivité, égocentrisme assumé, imposition de soi, dureté...) qui conduit à s'opposer frontalement aux autres, aux événements, aux obstacles rencontrés, ou encore **l'endurcissement psychologique** avec la résistance aux épreuves et aux coups, l'imperméabilité à l'émotion et à la douleur, qui rendent l'individu insensible par l'habitude et la répétition des épreuves subies. C'est la trempe mentale qu'il faut rechercher chez l'homme et la femme moderne et rien d'autre. Dès lors, la voie à suivre n'est plus du tout celle de la contrainte, de la sanction, du forçage, de la réplique de son propre vécu sur autrui, mais celle du dépassement de soi, du challenge, du passage à l'acte dans la maîtrise du risque, de la contribution utile. Ainsi, le Carpe Diem doit se nourrir d'un rapport à la citoyenneté plus qualitatif et démocratique par des attitudes, des efforts volontaristes, des comportements humains à polarité positive. L'État et les systèmes dominants doivent impérativement consacrer les postulats du Carpe Diem comme d'utilité publique, sachant que plus la positivité au sein des peuples est forte et constante (+, ++, +++), plus elle induit une forte probabilité de positivité dans les conséquences, effets induits et finalité, en remplaçant et/ou en réduisant fortement la négativité structurelle (-, --, ---), voire l'entropie du déclin sociétal et civilisationnel actuel. Sous cet angle, il est possible de débaptiser la notion de Carpe Diem propre à l'individu en lui attribuant une vocation collective sous forme de citoyenneté avancée ou néocitoyenneté. Cette initiative serait un signal puissant obligeant à limiter fortement l'emprise systémique et étatique conservatrice, en accordant un accès beaucoup plus large et plus ouvert aux droits et aux libertés légitimes à tout citoyen foncièrement adultisé par le biais des 34 valeurs évolutionnaires.

Schématisation du rapport à la positivité et négativité humaine

Comment maintenir une positivité globale dans la phase d'expansion et de contraction de toute trajectoire de vie (+, ++, +++)

↓
*34 valeurs évolutionnaires + Carpe Diem + citoyenneté avancée
 + non-contraintes systémiques fortes*

Comment s'entretiennent la négativité humaine et l'entropie sociétale (-, --, ---)

↓
*Non-effort comportemental + non Carpe Diem + citoyenneté asservie
 + contraintes systémiques fortes*

On s'aperçoit immédiatement que la plupart des modèles sociétaux anciens et modernes entretiennent la négativité humaine et l'entropie sociétale, en ayant tout faux sur la manière d'appréhender la relation étatique et systémique à l'humain, que ce soit pour de bonnes ou de mauvaises raisons historiques. À cette évidence de fond, il convient d'observer que la bonne stratégie à mener pour l'homme moderne et adultisé, comme pour toute collectivité citoyenne, doit être

animée par un réalisme positif et lucide porté par des individus affirmés **refusant tout négatif social** fondé sur... :

- ... La perpétuation de croyances conservatrices, d'idéologies populistes
- ... La morale inhibante, l'infantilisation, la culpabilisation, la dramatisation
- ... La division, l'hostilité, l'intolérance, la confrontation sociale
- ... La diffusion de la peur, de la prudence docile, de l'intimidation
- ... Le suivisme docile, la discipline rigide, l'obéissance aveugle
- ... Le rapport de force, la dominance hiérarchique, la soumission passive
- ... La contrainte systémique, l'obligation fiscale, la dépendance économique
- ... La concurrence et rivalité, la compétition pour être le premier, le meilleur

Il est tout à fait possible de réaliser les mêmes choses utiles, d'accomplir les mêmes nécessités en faveur de la collectivité, dans **un autre état d'esprit et comportement plus positif**. C'est le cas très concret avec la simple application des postulats du Carpe Diem qui doit **remplacer tout type de croyance** imaginée, idéologisée, virtualisée, fabulée, romancée, élucubrée.

Les 10 postulats du Carpe Diem

La meilleure façon de se réaliser pleinement, d'être épanoui(e), d'atteindre l'aboutissement de soi..., c'est :

- . Agir, réagir et proagir sur la base exclusive de valeurs évolutionnaires
- . Se comporter de manière positive et majoritairement affirmée
- . Avoir confiance en soi, pratiquer l'intelligence relationnelle
- . Rechercher la satisfaction correcte de ses besoins dominants
- . Maintenir un juste équilibre dans chacun de ses 17 états d'être
- . S'occuper aussi bien de soi (corps et esprit) que des autres
- . Éviter les individus, les ambitions, tentations et situations négatives
- . Prendre des décisions par soi-même après réflexion et discernement
- . Savoir lâcher prise, se relaxer, prendre de la distance, de la hauteur
- . Relativiser ce qui arrive en recherchant des solutions, des réponses ad hoc

Les 10 anti-Carpe Diem

La meilleure façon de vieillir prématurément, d'être mal dans sa peau, d'être insatisfait(e) de soi et des autres, d'entrer en conflit avec son entourage, c'est... :

- . Ne pas s'occuper suffisamment de soi, des siens et des autres
- . Donner trop d'importance à ses activités au détriment de ses proches
- . Être obnubilé(e) par un objectif à atteindre, avoir des fixations mentales
- . Être stressé(e), ressasser des pensées négatives, des idées noires
- . Se confronter sans cesse aux problèmes et tensions du quotidien
- . Lutter à contre-courant de la réalité des choses, s'opposer, critiquer
- . Vouloir dominer, s'imposer aux autres ou être passif, peureux, lâche
- . S'engager dans une fuite en avant pour l'argent, le pouvoir, la notoriété
- . Avoir constamment le nez dans le guidon, être overbooké, se disperser
- . Ne pas savoir maîtriser son temps ni bien gérer ses activités, son travail

Les 5 constantes du citoyen systémisé et non Carpe Diem

La pratique du Carpe Diem ne doit pas s'enfermer dans une bulle égocentrée, mais rester en permanence vigilante sur la réalité des pratiques conditionnées et matricées dans l'esprit d'un grand nombre d'hommes et de femmes formant la collectivité. Depuis la préhistoire, les hommes inaboutis ont presque tout faux à vouloir imposer sans cesse leur dominance sur les autres, leur pouvoir au profit d'intérêts personnels, l'autoritarisme et la directivité en faveur des intérêts et des systèmes en place, la récompense et la valorisation statutaire pour ceux et celles qui remplissent parfaitement les conditions académiques, normatives et systémiques imposées. Si l'accession aux plus hautes charges et fonctions de l'État et des systèmes dominants est une démonstration de talent, de caractère, d'intelligence, d'ambition personnelle, de pugnacité, il n'en demeure pas moins que ce choix relève toujours d'une psychologie particulière. On n'accède pas au pouvoir par hasard. Les forces pulsionnelles et motivationnelles qui animent la plupart des individus à devenir des citoyens hautement systémisés (personnels politiques, élus nationaux et de grandes villes, direction et management intermédiaire, hauts fonctionnaires des services publics, acteurs décisionnaires en économie, finance et activités de commerce...) reposent presque toujours sur une base comportementale animée par 5 constantes :

1. La première constante dite de **prédation sociale** consiste pour l'individu à développer une ambition à être le premier, à atteindre un rôle supérieur, en se montrant plus directif, dirigiste, dominateur, exigeant, intransigeant, autoritaire, que la moyenne des autres citoyens aussi bien dans l'imposition de soi et/ou l'agressivité latente, que dans l'appropriation sans partage des rôles. Des rôles et attributions que l'on retrouve chez les arrivistes, les exploiters, les profiteurs, les spéculateurs, les raiders, les affairistes, les opportunistes, les squatteurs des meilleurs postes, mais aussi chez les durs, les amoraux, les tortionnaires, les corrupteurs, les pollueurs, les empêcheurs de tourner en rond...
2. La seconde constante pour réaliser ses ambitions est de se montrer plus intelligent et rusé que la moyenne des autres citoyens, en n'hésitant pas à se comporter finalement plus mal que la plupart d'entre eux (et que les autres espèces animales). En plus d'une animalité atavique comme chez tout autre individu, l'homme ou la femme en recherche de pouvoir est forcément un(e) habile **manipulateur(trice)** dans la communication, le relationnel, la séduction. L'exercice de la manipulation, même occasionnel, se manifeste généralement par le déni de responsabilité, le mensonge, la tromperie, l'infidélité, l'usurpation, l'imposture, la magouille, la tricherie, la fabulation, la mystification...
3. La troisième constante est que le citoyen systémisé est celui ou celle qui est principalement **rémunéré(e)** et/ou **adoubé(e)** par l'État, ses institutions, les collectivités territoriales, le système d'appartenance ou par toute organisation dominante, l'obligeant à se plier aux règles en vigueur comme à rendre compte régulièrement à une hiérarchie officielle. Il en découle alors un état d'esprit, des attitudes et des comportements forcément moins spontanés et plus orientés, stéréotypés, standardisés, polarisés sur des objectifs précis, s'éloignant de l'affirmation naturelle de soi, de la capacité d'autonomisation décisionnelle. Autant de dispositions d'esprit qui ne coïncident pas vraiment avec une citoyenneté adulte au sens évolutionnaire, mais avec une citoyenneté systémisée aux ordres, obéissante, davantage orientée vers des attitudes plus négatives de passivité, de manipulation, d'agressivité et/ou d'imposition de soi.
4. La quatrième constante que l'on retrouve également à tous les niveaux supérieurs de l'État, de la direction et du management des organisations, entités

et systèmes dominants, est la présence d'un **large spectre de déviances psychologiques**, de complexes, d'obsessions et/ou de traumatismes émotionnels provenant généralement de la petite enfance et de l'adolescence. Des troubles psychiques qui ont peu à peu déformé, orienté, formaté la personnalité, façonné le caractère de nombreux individus qu'ils soient leaders, responsables ou influents. Autant de profils différents qui ont généralement surdéveloppé l'égoïsme, mais aussi l'égoïsme, la vanité, la vénalité, voire la paranoïa, la haine, la jalousie, le désir de revanche sociale, la vengeance personnelle et/ou des pulsions récurrentes de défoulement sur les plus faibles... À cela s'ajoute souvent la pratique du déni pour les fautes commises, le refoulement des actes négatifs ou jugés mauvais, la déresponsabilisation pour les décisions prises.

5. La cinquième constante recouvre la manière dont les personnes investies durablement ou temporairement d'une autorité quelconque imposent leurs vues, leurs certitudes, leurs raisonnements aux autres. Cette dernière constante prend une tournure particulière lorsqu'elle s'applique du haut des fonctions publiques aux différents niveaux intermédiaires et inférieurs du corps social. On constate alors qu'il existe une homothétie entre les méthodes utilisées à grande échelle par la technocratie d'État envers le peuple et la médecine appliquée à l'échelle du patient par le **côté souvent directif, supérieur**, compassé, distant, comme si la fonction exercée prévalait sur le respect d'égalité dû au citoyen. La *realpolitik* appliquée dans la gestion du corps social induit généralement des postures et des réponses de « containment » (endiguement des problèmes) sous la forme de « pansements » et de remèdes législatifs, normatifs, procéduriers, sécuritaires, liberticides, jusqu'à la manifestation d'autres symptômes ailleurs ou autrement. Le traitement systémique des problématiques relève le plus souvent d'une médication court-termiste, ciblée, associant l'effet « blouse blanche » ou plutôt l'effet « costume gris ou bleu » (effet placebo) pour atténuer tout le reste. La partie gestionnaire de ce traitement associe également un diagnostic se voulant tantôt péremptoire ou magistral, tantôt rassurant dans la communication et les mots utilisés, tantôt opératoire d'un point de vue technique et interventionniste, tantôt solennel par l'emphase du discours. À la description souvent simplifiée de la situation s'ajoute la volonté de créer un choc psychologique et/ou émotionnel destiné à stopper l'agitation mentale, à rationaliser le présent dans le sens souhaité, à rassurer sur le proche avenir. Dans les deux cas de politique/technocratie appliquée au corps social et de médecine/mesure sanitaire dispensée au corps humain, il s'agit d'appliquer une méthode officielle ou académique par l'autorité du titre, du rôle et du discours tenu, par la technique utilisée elle-même justifiée par la science imparfaite du moment. Tout relève d'une culture dominante destinée à stopper, réduire, calmer temporairement les tensions, les maux, les souffrances, les peurs, les angoisses, les incertitudes, dans des interventions plus ou moins radicales sans vraiment penser aux inévitables effets induits amplifiés par la complexité du vivant et/ou des systèmes en place. Le **causalisme primaire utilisé en 2 temps** (traitement des causes et interaction sur les conséquences directes) oublie d'agir sur les 3 autres éléments essentiels que sont la préservation de la source, la prévention des effets induits, la polarisation positive de la finalité, considérant que les actions menées sur un point focal (cause) feront d'elles-mêmes le travail sur tout le reste.

Des constantes qui induisent 7 grandes tendances

La conjugaison de ces 5 constantes fait que l'exemplarité provenant du haut de la société est sujette à caution. Une exemplarité qui provient rarement de ceux et

celles qui ont réussi à accéder aux postes de direction, de pouvoir et d'influence, ou encore à la grande richesse ou à la notoriété médiatique (sauf exception naturelle). Derrière la solennité, les paillettes, le clinquant, l'ostentatoire, l'image donnée, on serait certainement désagréablement surpris en regardant de plus près la vie privée et intime de ces derniers. Il est également évident que ces tendances négativantes ne sont pas uniquement l'apanage des gens ambitieux pour eux-mêmes, mais sont aussi présentes chez beaucoup trop de citoyens lambda qui reproduisent par mimétisme ce qu'ils ont vu et vécu plus jeunes et/ou qui pratiquent l'imitation de modèles de référence (parentalité, chef et dirigeant, collègue et relation de proximité, psychologie de foule...). Lorsque l'organisation sociale et collective repose en grande partie sur ces constantes, on comprend pourquoi on observe constamment toute une série de conséquences négatives et/ou médiocratisées dans l'ensemble du corps social, malgré le « paraître » trompeur des apparences médiatiques, de la communication, du marketing politique. On constate ainsi la récurrence d'au moins 7 grandes tendances profondément ancrées dans la plupart des pays du monde :

1. Le fait de **s'accrocher aux titres**, aux pouvoirs, aux fonctions élitistes, aux rôles officiels, en entretenant ainsi toutes les divisions sociales connues, tous les comportements de domination, tous les abus et excès qui en résultent.
2. Le **déni conservateur** à ne jamais reconnaître spontanément les erreurs officielles, les fautes de gouvernance, les erreurs de stratégie sociale, comme si l'exercice du pouvoir était quasiment infaillible et supérieur aux capacités mentales et intellectuelles de la plupart des citoyens anonymes de la société civile.
3. La pratique légale d'une **rigidité dogmatique** sur le plan moral, la religion, les idéologies et fondements républicains, monarchiques ou dictatoriaux au pouvoir, dont la prévalence sans partage appauvrit et/ou fait stagner inutilement l'espèce humaine dans une médiocrité intelligente associant brillance des uns et infantilisation des masses.
4. **L'emprise académique** et institutionnelle officielle alimentant une intelligence systémisée et technocratisée malade d'elle-même du fait direct d'une consommation culturelle et informationnelle constamment alimentée en surdose de vérités alternatives, de contrevérités, de fake news, de références historiques devenues obsolètes, de fondements rationnels bridés par la prudence, la gestion, le court-termisme, la realpolitik, sans véritable vision à moyen et long terme.
5. La **prévalence de pratiques systémiques directivistes**, contrôlant et malmenant sans cesse les idéaux démocratiques, les droits individuels, les libertés légitimes, les attentes et demandes des citoyens, par des refus, des encadrements et contremesures d'autorité, d'ordre sécuritaire, de sanction judiciaire ou fiscale, de contraintes multiples, d'intérêt national.
6. La volonté d'**embarquer tout le monde** sur le même bateau vers une destination globalement inconnue, d'infliger à tous les mêmes épreuves, contraintes et punitions collectives, de noyer la responsabilité des uns dans l'irresponsabilité des autres que ce soit au sommet de l'État, dans les instances parlementaires, dans les actions des édiles et des grands dirigeants financiers, industriels, de l'économie marchande.
7. Le **recyclage permanent** du même personnel politique comme si 99% des citoyens étaient démissionnaires d'office pour entrer dans l'arène politique, en déléguant par démission et démotivation la mission de conduire l'État, ses institutions et grand systèmes dominants à des petites minorités ambitieuses, tout en acceptant en contrepartie la dépendance hiérarchique, les insuffisances chroniques et toutes les frustrations en découlant.

Autant de paradoxes sociétaux dont l'intelligence humaine (relative) n'arrive pas à s'extraire, voire même à les justifier et à les renforcer constamment ! De ce point de vue, les comportements successifs de ceux et celles qui servent l'État et son périmètre systémique (technocrates, serviteurs, responsables, influents, dirigeants complices, agents de terrain) sont directement coresponsables de l'état de santé de la société du moment. La plupart des citoyens suiveurs, passifs et collaborateurs le sont également en méritant leurs dirigeants, leur sort et le cadre plus ou moins insatisfaisant de leur citoyenneté (traitement politique, institutionnel, administratif, judiciaire, sécuritaire, économique...). L'allégeance civique aux 5 constantes et 7 grandes tendances étatiques et systémiques invite le plus grand nombre à ne pas se plaindre de leur propre condition humaine, citoyenne et sociétale du moment. Elle oblige, par contre, toutes les bonnes volontés adultisées à changer de modèle (Carpe Diem), à résister contre les aberrations constatées par tous les moyens légaux et légitimes disponibles, afin de faire avancer les 3 conditions existentielles de l'ensemble des autres.

Pour une écosystémie sociétale à vocation citoyenne

Aux systèmes dominants imposant unilatéralement et verticalement leurs règles, la contremesure principale à appliquer à l'échelle du citoyen lambda concerne la notion d'écosystémie sociétale. Celle-ci doit s'appliquer dans le cadre exclusif du Carpe Diem à l'intérieur du cadre indifférencié et global que représente la nation réunissant administrativement, légalement et historiquement (État, services publics, institutions, systèmes dominants) tout un peuple aux activités, ethnies, origines et attentes distinctes. Toutefois, à l'inverse des principes organisationnels et fondamentaux structurant les grands systèmes dominants, l'écosystémie sociétale se fonde sur la différenciation des individus, des comportements, des modes relationnels, des attentes explicites, provenant d'individualités s'agrégant volontairement ensemble de manière coopérative et temporaire. Les fondamentaux de référence sont différents, voire opposés pour certains à ceux des systèmes classiques, sachant que pour se réclamer de l'approche écosystémique les membres et participants doivent se distinguer de la masse suiveuse des autres. Au lieu de contenir les populations vers le bas de leurs potentiels et/ou dans un inaboutissement chronique, l'écosystémie ouvre sur la libération des forces naturelles de l'affirmation de soi en mode positif. Elle s'assimile intelligemment au sein de tout espace national historique déjà fortement encadré, légalisé, normé, standardisé, à l'instar de l'intégration d'un pays allié dans un ensemble fédératif plus vaste, tout en conservant le principal de ses prérogatives. Ici, l'échelle d'intégration est plus petite, mais aussi plus forte, grâce à une dynamique vitale reposant sur un engagement volontariste, loyal et proactif de chacun de ses membres et participants. Elle réunit ainsi « naturellement » des citoyen(ne)s ayant les mêmes références cardinales, les mêmes valeurs évolutionnaires (Hastag [#14](#)), les mêmes objectifs poursuivis, les mêmes enjeux en matière de vie collective et individuelle. Son plus grand intérêt sociétal, collectif et individuel est de favoriser un retour direct aux droits et aux libertés légitimes de manière bien supérieure et plus exigeante que ceux et celles applicables en l'état dans le cadre d'une citoyenneté classique placée sous contrôle systémique et étatique.

Signification de l'écosystémie sociétale

L'écosystémie sociétale est fondamentalement à vocation citoyenne avancée (néocitoyenne). Elle se superpose et/ou s'inscrit en contrepoint de l'organisation de tout système dominant traditionnellement structuré à partir d'éléments préalablement filtrés et sélectionnés, formatés et assujettis à des règles fixes et intangibles et/ou dans le cadre d'interactions standardisées et normalisées de manière plus ou moins fermées. À l'inverse, l'écosystème sociétal relève d'une dynamique endogène et exogène beaucoup plus ouverte, favorisant la participation, la coopération, l'intervention synergique libre, proactive et engagée de ses membres et participants. La spécificité de l'écosystémie sociétale est de s'affranchir de toute forme de sélectivité académique et officielle en relevant uniquement de la pure sélection naturelle par le recours à des valeurs évolutionnaires, à la motivation, à la volonté de contribuer positivement, à la compétence de chacun. Sa vocation réside dans une synergie opérationnelle foncièrement libérée, autodisciplinée et autonomisée, dont chaque membre s'engage à pratiquer les fondamentaux dans un esprit de responsabilité. C'est d'ailleurs l'une des grandes spécificités de l'écosystémie à vocation citoyenne que de regrouper un réseau informel de citoyens adultes provenant de profils et d'horizons différents, sans que leur présence physique soit forcément nécessaire au même endroit, au même moment.

Aux antipodes de l'anarchie et de la sédition, l'écosystémie sociétale représente une dimension évoluée du collectif avec des citoyens aux comportements adultes. Sans être ni un réseau social, ni une entité sectaire ou clanique, ni une version humainement améliorée de la tribu et du communautarisme fermé, ni une association ou organisation ayant pignon sur rue, ni une confrérie, corporation ou congrégation, l'écosystémie sociétale relève d'une adhésion fondée sur la raison, la foi et l'espérance. Elle est obligatoirement volontaire et motivée sans aucune recherche de statut ou de compensation ou de valorisation pour soi-même. C'est l'adultisme mental et la conscientisation éclairée qui animent le citoyen écosystémique, lequel n'hésite pas à revendiquer un rôle à la fois civique, économique, écologique, humaniste, solidaire, voire guerrier si nécessaire, au service d'avancées fortes en démocratie comme en néocitoyenneté appliquée. Il refuse de ce fait le chacun pour soi, l'imposition de soi, l'égoïsme, l'égoïsme, le rapport de force, la passivité, le suivisme, la prédation, la manipulation, la violence gratuite, la jalousie, la vénalité, la vanité. Autant d'attitudes, postures et conduites humaines proscrites d'entrée de jeu et/ou provenant de la plupart des modèles conservateurs, traditionnels, coutumiers, normés, autoritaires, directifs et/ou justifiés par une fidélité à la grande histoire nationale.

Les 7 fondamentaux de l'écosystémie sociétale

- . Application géographique à l'échelle locale, territoriale
- . Organisation similaire aux groupes primaires
- . Refus du causalisme primaire, de la binarité, du manichéisme, du 2D
- . Déconservatisme, dédogmatisation, dématricage culturel officiel et dominant
- . Défense permanente de l'intégrité civique et morale du citoyen adulte
- . Ouverture du champ libertaire par soustraction législative et normative
- . Pratiques et valeurs évolutionnaires propres à la citoyenneté avancée

La synergie et l'horizontalité comme matrices écosystémiques

En se référant à des valeurs fortes prônant la qualité relationnelle, l'éthique, la robustesse des interactions entre ses membres, l'écosystémie sociétale favorise une forme d'**horizontalité** basée sur l'indépendance, l'autonomie, le respect de l'intégrité de chacun de ses membres. Elle se distingue franchement de l'emprise étatique et systémique verticale, sans toutefois s'y opposer frontalement par le rejet, la violence, l'agressivité ou la ruse. La **synergique** citoyenne entre membres portés par les mêmes valeurs s'oppose à la contradiction, l'opposition, l'antagonisme et l'intolérance qui sont les caractéristiques habituelles du pouvoir et des positions dominantes face à l'adversité, la concurrence, l'hostilité. L'horizontalité et la synergie écosystémiques se concentrent principalement sur des projets ciblés, des éléments de programmations politiques clairement définis, des résolutions de problématiques, en les traitant « inside » (de l'intérieur) de A à Z sous forme d'applications concrètes de terrain, de tests en grandeur nature, de missions à remplir. Tout procède d'une agrégation de pratiques, besoins, demandes et contributions individuelles directes sous forme de binôme, team, équipe projet, collectif participatif. Des implications basées principalement sur la compétence, l'innovation, la créativité, le soutien, le conseil, l'aide technique, l'appui matériel ou de moyens, en rejetant le suivisme passif et docile. La participation de chacun peut être ponctuelle, durable, conjoncturelle, structurelle, tactique ou stratégique, mais toujours impliquée, intense, à haute valeur ajoutée, durant le temps de l'action. C'est l'agilité de la prise de décision en temps réel sans filtre, dans la maîtrise du risque, qui permet de remplacer efficacement toute forme d'organigramme hiérarchisé et/ou procédures administratives lourdes. Ainsi, au lieu de pratiquer la politique systémique et étatique habituelle du « petit pansement et grande communication » avec de gros compromis tièdes et prudentiels, l'écosystémie mise davantage sur des pratiques offensives telles que la vigilance, le partenariat, l'acte réussi, l'opportunisation maximale, la méthode 1.2.3, la « boule de feu », « prendre le taureau par les cornes » ou encore « nager plus vite que le courant », autant d'attitudes assertives sans compromis tièdes ni prudentiels.

10 exemples de pistes applicatives en matière d'écosystémie à vocation citoyenne

L'objectif principal consiste à traiter, autant que faire se peut, les problématiques collectives et sociétales en profondeur dans un sens et une finalité objectivement positivée. Le ciblage, voire l'hyper ciblage des actions menées, n'a pas vocation à satisfaire les grands intérêts du moment, ni même à maintenir les fragiles équilibres politiques, économiques et sociaux en présence. L'approche écosystémique construit et prouve sa raison d'être ailleurs en proposant des matrices de solution, à la fois opérationnelles et offensives, via des applications de terrain concrètes et réalistes capables ensuite d'agrandissement, de démultiplication, de duplication à plus grande échelle. C'est le cas notamment avec :

- . La mise en place de modèles démocratiques et de citoyenneté plus avancés fondés sur des programmations décennales ambitieuses avec changement des modes électifs, représentatifs, présidentiels.
- . Les missions d'intérêt collectif visant à la réduction notable du maillage législatif, normatif, réglementaire, en privilégiant des pratiques plus libertaires, nouveaux droits des citoyens avec modification des constitutions nationales et fédératives.

- . Les chantiers évolutionnaires de production et diffusion d'eau, d'énergie, d'alimentation bio et de proximité, écologie zonale, environnement naturel...
- . La R&D pour trouver de nouvelles solutions en rupture par la créativité, l'inventivité, l'innovation, la détechnologisation sur ce qui est addictif, inutile, obsolète...
- . Le traitement assertif des problématiques locales et générales selon des chartes et pratiques inspirées du Carpe Diem.
- . Les activités contributives artistiques, littéraires, multiculturelles, sportives, pratiques motorisées, extrêmes, de dépassements de soi...
- . La « déidéologisation » religieuse, politique, nationaliste à fondements conservateurs par de nouveaux fondamentaux issus de l'Esprit du Societhon...
- . Le développement de la nanoéconomie, de la bioéconomie, du commerce, de l'artisanat, des services à vocation solidaire.
- . Les missions d'intérêt collectif dans la gratuité, la rapidité d'accès, le faible coût en matière de santé, l'efficacité des secours, du sanitaire, du sécuritaire...
- . Les missions d'intérêt collectif dans les infrastructures, les grands travaux interrégionaux et internationaux nécessaires à l'aube du III^e millénaire.

De ce point de vue, l'écosystémie à vocation citoyenne représente une nouvelle architecture sociétale dont chacun peut être l'ouvrier spécialisé, le concepteur, le réalisateur, le contributeur. Elle s'inscrit comme un moyen puissant d'évolution sociétale par toute une série d'actions à petite échelle et/ou ciblée jusqu'à d'autres développements plus larges et consensuels. En tout état de cause, l'écosystémie sociétale remplace avantageusement la systémie sociétale classique en sachant se passer totalement des dogmes conservateurs en 2D. Le recours aux valeurs évolutionnaires permet également de s'affranchir des règles, lois, préceptes, doctrines se référant à l'exercice du pouvoir hiérarchique, à l'arbitraire, au discrétionnaire, à la procédure rigide, à la force brute, à l'autoritarisme, à la mise en concurrence, à la compétition.

Les grandes spécificités de l'écosystémie sociétale

L'ouverture mentale et cognitive inhérente à la dynamique écosystémique relève d'un modèle de citoyenneté volontairement évolutionnaire dans lequel le citoyen devient un acteur majeur constamment maître de son œuvre et de ses actions, sans devoir en rendre compte à un leader, à une autorité ou à un contrôleur quelconque. C'est ce qui explique pourquoi l'écosystémie sociétale à vocation citoyenne rend relativement ringarde les attitudes, postures et pratiques systémiques conservatrices, rigides, autoritaristes, directivistes, manipulatrices et/ou dans une constante stimulation artificielle des peuples par les effets trompeurs de la communication et du marketing politique. Elle fait évoluer immédiatement les conditions humaine, citoyenne et sociétale de ses membres, en favorisant une voie individuelle et collective dans un large spectre d'ouverture comportementale, de réalisation de soi, d'accès au bien-être mental, sans léser, ni dominer, ni manipuler, ni agresser les autres. Les principales spécificités écosystémiques reposent sur un ensemble de codes et de pratiques définis dans l'ensemble des Hastags de « L'Esprit du Societhon » comme par exemple :

- . Le citoyen est libre de sa participation ou non dans un cadre d'adultisme
- . Chaque écosystème prend en charge un projet X ou Y mené de A à Z
- . La positivité dans l'affirmation de soi est l'attitude dominante
- . Le respect de valeurs évolutionnaires est le ciment de l'écosystémie
- . Pas de dominance des uns sur les autres, mais une synergie participative

- . L'éthique et la loyauté favorisent une sélection naturelle positive
- . L'humanisme à fondement compétentiel devient une finalité existentielle
- . Les membres se comportent en citoyen volontaire et contributeur
- . Aucun « chacun pour soi », mais un « tous pour un et un pour tous »
- . L'ordre directif n'est plus imposé, mais devient uniquement autodiscipliné
- . Le pouvoir hiérarchique est remplacé par l'horizontalité des rôles
- . La concurrence et la compétition sont suppléées par le challenge et le dépassement de soi
- . La posture prudentielle est supplantée par la maîtrise du risque
- . L'équité et l'esprit de justice remplacent l'égalité dogmatique
- . La division statutaire et les classes sociales deviennent sans objet
- . La hiérarchie sociale n'existe plus via un système d'entraide et de solidarité
- . L'honnêteté intellectuelle combat à la source le mensonge et le déni
- . Les promesses, enjeux et projets à atteindre sont appliqués concrètement
- . Le partenariat, la coopération, la contribution sont des maîtres-mots
- . La règle générale est le gagnant-gagnant au minimum le donnant-donnant
- . La religion et le rapport aux dogmes idéologiques sont à éviter
- . Le rapport à l'argent-roi et à l'appropriation de la richesse est ringardisé
- . Aucun affairisme ni recherche de notoriété pour soi
- . La modestie et l'humilité prévalent sur l'égoïsme et le paraître
- . La multicom pétence se substitue à la mono spécialisation

Autant de conditions parfaitement atteignables par le bon enseignement, les bonnes pratiques relationnelles, la libération des potentiels en soi via le Carpe Diem, le contrôle permanent de son animalité, la volonté motivée de sortir d'un inaboutissement chronique issu des paradigmes dépassés du conservatisme étatique et systémique.

La dynamique écosystémique comme antidote à l'entropie globale

Le passage de la dimension systémique à la dimension écosystémique est une évolution civilisationnelle majeure faisant passer les sociétés modernes du déclinisme latent à un renouveau sociétal puissant et prometteur. De ce fait, la dynamique écosystémique devient un puissant antidote contre l'emprise systémique classique fondée sur un civisme conditionné au nationalisme républicain, monarchique, souverainiste, fasciste, totalitariste... Elle permet de sortir par le haut d'une citoyenneté à minima dans de nombreux pays ou d'une citoyenneté devenue radicale, extrémiste de droite ou de gauche, séparatiste, ou encore perdue dans des choix politiques alternatifs sans véritable avenir pour la majorité des citoyens. Elle prouve également que toute synergie citoyenne agréant des volontés particulièrement déterminées et mobilisées non pas par la peur, la propagande ou par des promesses intenables, mais par le respect de l'intégrité de chacun, de l'intelligence pratique, opérationnelle et relationnelle, permet de transcender et remplacer sur le champ, ou rapidement, toute forme d'organisation hyper structurée même historique.

L'énergie motivationnelle ainsi produite n'a plus de commune mesure avec la simple efficacité du résultat à court terme en privilégiant, avant tout, l'efficacité globale. On s'aperçoit que la valorisation de la confiance, de la bienveillance, de la tolérance, de la compétence, de l'initiative, de l'esprit de responsabilité, vaut toujours beaucoup mieux à moyen et long terme que l'autoritarisme, la violence, la contrainte ou la prudence docile et passive. La concentration des énergies et des compétences sur des applications néosociétales au ciblage précis favorise, à

la fois, une adhésion forte à haute valeur ajoutée, volontariste, coopérative, contributive, solidaire de ses membres. L'écosystémie à vocation citoyenne permet, en outre, de se passer aussi bien de la délégation politique et de la présence de structures officielles, que de la représentation parlementaire et de bien d'autres intermédiaires et mandataires élus. En s'inscrivant dans un cadre local, territorial ou circonscrit, l'écosystémie privilégie ses propres codes, valeurs, et modus operandi, tout en se référant à l'extérieur aux lois nationales et aux règles générales. Il est clair que le libre choix, la libre volonté, la libre initiative, la libre pensée, la libre activité au quotidien, ne sont pas incompatibles avec la défense des intérêts nationaux ou territoriaux. En associant positivement l'affirmation de soi avec la pratique spontanée d'une intelligence relationnelle permettant l'évitement des 4 attitudes négatives d'imposition de soi, d'agressivité, de manipulation et de passivité, l'écosystémie à vocation citoyenne ouvre sur un autre modèle social et sociétal bien plus ouvert, plus fiable, plus efficace entre ses membres, mais également plus profitable à la grandeur de la nation.

Il existe déjà des protoécosystèmes citoyens partout dans le monde qui ne demandent qu'à se libérer davantage encore des entraves administratives, normatives, civiques, morales, culturelles, fiscales et sécuritaires dominantes. L'avenir souhaitable du citoyen n'est plus de se placer de manière inconditionnelle sous la tutelle de l'État centralisé. Il n'est pas davantage dans l'aliénation vitale, domestique, consumériste, économique, financière, sociale, à l'Offre orientée des grands systèmes dominants. Il est clairement dans une alternative existentielle faisant cohabiter intelligemment et équitablement la volonté discernée du citoyen adulte aux nécessités évidentes de gestion collective. La néocitoyenneté animant l'écosystémie sociétale nécessite un rapport foncièrement équilibré et non plus soumis et dépendant d'une verticalité provenant d'un pouvoir unilatéral. Cette inflexion majeure change tout, aussi bien sur la forme du civisme appliqué que sur le fond de la finalité sociétale. C'est même une nécessité vitale face aux grands enjeux du III^e millénaire et en faveur du redressement nécessaire de la courbe décliniste sur laquelle glissent allègrement la plupart des sociétés modernes. Tous les gens sensés se rendent bien compte que le monde tourne mal, que la plupart de ses dirigeants et influents pris dans une gestion court-termiste et/ou affairiste ne sont pas ou plus à la hauteur des grandes tâches à accomplir pour aujourd'hui et demain. Il n'est toutefois jamais trop tard pour agir au présent et ce, d'autant plus, que les problèmes affleurent partout sur les 5 continents et bouchent l'horizon d'un avenir souhaitable pour tous !



Hastag #36

Citoyen vs collectivité : Positif ou négatif ?

Sommaire

- . Introduction
- . La collectivité, une entité humaine complexe
- . 40 réflexions existentielles sur la notion de collectivité
- . Avantages et inconvénients de la vie en collectivité
- . Quel avenir collectif en Occident dans les prochaines décennies ?
- . Le devenir collectif de l'humanité
- . Pourquoi l'avenir collectif sera discordant ou pas ?
- . En collectivité, le désordre précède toujours l'ordre
- . Comment changer l'ordre dominant ?
- . Faire avancer la dynamique collective
- . Un espace collectif de plus en plus virtuel
- . Passer du mode monospécialisation au mode multispécialisation
- . La nécessité d'une réingénierie collective
- . La méritocratie au sein du collectif n'est pas ce qu'elle prétend être
- . L'inertie collective conduit à la répétition des mêmes causes
- . Les effets néfastes du conditionnement collectif
- . Pourquoi les hommes sont-ils mauvais entre eux ?
- . Favoriser l'évolution naturelle du collectif
- . Les conditions du changement positif en collectivité

Résumé

Cet **Hastag** ouvre plusieurs pistes de réflexion concernant l'incidence positive et négative de la collectivité sur l'individu et le citoyen lambda. Il aborde aussi bien les avantages, les freins et les inconvénients de la vie collective, les effets souvent toxiques de la méritocratie, que certains paradoxes sociétaux dans les effets subis de l'ordre, du désordre et de l'inertie collective. Il répond également à de grandes problématiques comme celles de savoir pourquoi l'homme est mauvais pour l'homme, ou encore quelles sont les conséquences du conditionnement collectif en regard des grandes tendances d'avenir pour l'humanité. C'est aussi de manière plus positiviste (au sens d'évolution sociétale), l'ensemble des conditions psychosociales permettant de réaliser une conversion évolutionnaire digne de l'homme moderne. Autant d'approches qui font prendre conscience de la fragilité et de l'imperfection des modèles sociétaux modernes, mais aussi de leurs réelles potentialités évolutionnaires faisant dire : « *Qu'est-ce qu'on attend collectivement pour être heureux ?* ».

La notion de collectivité est consubstantielle à celle de citoyenneté. Par collectivité, il faut entendre un ensemble disparate de citoyens, un groupement d'individus aux profils différents, réuni dans un même espace géographique et/ou administratif sous l'égide d'un chef unique et/ou d'une organisation hiérarchisée et compartimentée avec des pouvoirs d'action et de décision répartis sur plusieurs personnes morales dotées de compétences territoriales (commune, district, département, länder, kibboutz, région, nation...). Par définition, la notion de collectivité intègre toutes les formes de groupes humains au sens anthropologique et sociologique, ainsi que l'État et les grands systèmes dominants. Elle consacre entre eux la formalisation formelle et informelle d'un continuum humain, législatif, politique, social, économique, patrimonial, culturel, infrastructurel, aussi bien dans le secteur public que privé, afin de se donner la légitimité et la légalité de pratiquer des règles à vocation commune. Il en résulte forcément un grand nombre d'habitudes, d'usages, de coutumes, de traditions, de pratiques, dont la plupart sont assujetties à des conditions, obligations, devoirs et contraintes placés sous l'égide de l'entité la plus élevée dans la hiérarchie territoriale et de ses mandataires. *De facto*, le fonctionnement de la collectivité est garant de l'ensemble des acquis historiques et présents sur un territoire donné.

La collectivité, une entité humaine complexe

En tant qu'environnement groupal, administratif, social, économique, culturel et systémique, la collectivité devient le principal accélérateur de la vie en mode collectif, mais aussi le principal frein à l'émancipation de l'individu. Un paradoxe sociétal qui conduit à observer que plus la présence du collectif est omnidominant et moins l'individu peut s'affirmer librement dans ses droits et attentes légitimes. Cela s'explique par le fait que l'apprentissage initial puis la pratique au quotidien de la vie en commun par le biais de la dynamique familiale, amicale, des groupes primaires et secondaires, du civisme social, de l'univers professionnel, n'apporte en moyenne que 50% des savoirs, pratiques et comportements utiles en société dans le cadre de règles précises. Ce qui est déjà beaucoup, mais largement insuffisant pour atteindre une maîtrise suffisante des situations et encore moins la plénitude dans la recherche d'aboutissement de soi. C'est un peu comme l'apprentissage à l'école ou dans une auto-école qui apporte les bases nécessaires pour comprendre l'essentiel et pouvoir se débrouiller seul(e), mais auxquelles ils manquent les innombrables nuances approfondies de l'expérience, du vécu sur le terrain, de la réalité diversifiée du concret, ainsi que l'accès aux véritables limites et potentiels de la personnalité face aux épreuves de la vie et de l'imprévu.

Les 5 groupes constituant la collectivité

Par définition, un collectif (c) est un sous-ensemble distinct d'une collectivité plus large (C) regroupant l'ensemble des interactions entre 5 groupes distincts (c1 à c5) :

- . **Groupe primaire (c1)** : personnes proches comme la famille, les amis, le clan, les collègues, les voisins, l'équipe, le team...

- . **Groupe secondaire (c2)** : personnes plus distantes rencontrées ou croisées dans les associations, la communauté, l'entreprise, les activités de loisirs, culturelles, sportives...
- . **Groupe social (c3)** : personnes ayant une situation sociale identique ou commune (même identité territoriale ou nationale, même sexe ou genre, même tranche d'âge, même niveau de formation, même race ou ethnique, même religion ou idéologie, même centre d'intérêt...
- . **Groupe économique (c4)** : personnes agissant au sein d'entités morales formées par un groupe de sociétés, relevant d'un secteur d'activité, d'un type de métier, d'activités économiques et financières précises...
- . **Groupe institutionnel (c5)** : entités publiques et parapubliques représentant l'État, les pouvoirs publics, l'administration, les services publics, les partis politiques au pouvoir et dans l'opposition...

Les 3 types de dynamique au sein de chaque groupe

Au sein de chaque groupe préexiste 3 types de dynamique (d1 à d3) découlant de la composition de ses membres. On s'aperçoit que la grande majorité des collectifs, donc des collectivités, est fondamentalement hétérogène avec, en plus de nombreux sociotypes endogènes, sachant que rares sont les collectifs (tribu, clan...) pouvant se prévaloir d'une homogénéité stable et équitable entre leurs membres :

- . Le **collectif homogène (d1)** intègre les individus et les entités ayant les mêmes valeurs, les mêmes objectifs poursuivis, la même mentalité et/ou une complémentarité d'ensemble, dans une coopération active favorisant la solidarité, le partage équitable, l'horizontalité et la tolérance interne animés par une dynamique naturelle d'affirmation de soi.
- . Le **collectif hétérogène (d2)** inclut les individus et les entités aux parcours différents, aux ambitions et objectifs différents, aux activités différentes, aux conditions sociales et aux revenus différents, agissant sous forme d'échanges transactionnels, de rapports de force et d'influence entre les membres dans un cadre global d'imposition de soi, de manipulation, d'agressivité.
- . Le **collectif dominant (d3)** comprend les individus et les entités investis d'un pouvoir, d'un rôle, d'un statut, d'une autorité, de moyens de pression dans le commandement, au sein d'une gouvernance locale, territoriale, parlementaire, nationale ou d'une direction systémisée considérée comme supérieure ou prépotente, en vue de conduire, soumettre, gérer de manière directive et/ou dans un rapport de force un ensemble de membres suiveurs, passifs.

Les nombreuses combinaisons formant la collectivité

Chaque collectivité est une combinaison spécifique de groupes en nombre et qualité, de leur influence déterminante sur les autres groupes selon leur type de dynamique endogène. Aussi, en considérant qu'une collectivité (ensemble X) est le produit de 5 groupes distincts (sous-ensembles x1 à x5) dont chacun peut prendre 3 formes différentes (d1 à d3) en y intégrant, en plus, de nombreux sociotypes (différences de personnalité, caractère, besoins...), il est alors possible d'apprécier la grande hétérogénéité d'une nation en multipliant le produit endogène d'un ensemble (Cx) par celui des autres ensembles constitutifs (nY). On obtient ainsi le fait qu'une nation est foncièrement hétérogène et jamais homogène avec 6 niveaux d'approche distincts.



40 réflexions existentielles sur la notion de collectivité

Ce sont les collectifs qui orientent constamment la vie des citoyens, des hommes, des femmes, des genres humains. Aussi, la première question à se poser est de savoir si l'intérêt collectif décidé par les chefs, la direction, l'État, le gouvernement, est supérieur à l'intérêt collectif décidé par les citoyens eux-mêmes ? La seconde question essentielle est de savoir si l'intérêt supérieur de l'individu en tant qu'être vivant (besoins, attentes, envies...) et du citoyen exerçant ses droits, libertés, devoirs..., doit être subordonné, par principe, à l'intérêt supérieur du collectif, de la collectivité, des systèmes en place, de la nation ? Ce qui est sûr, c'est que tout collectif et donc toute collectivité n'est que la somme imparfaite de la majorité de ses membres. En tout état de cause, les vraies solutions sociétales évolutionnaires ne peuvent venir que des citoyens eux-mêmes, du moins des meilleurs d'entre eux. Vu du citoyen actif et adultisé (non passif, non suiveur, non collaborant, non servant), cette réalité amène à se poser de nombreuses questions sur la constitution d'une collectivité et/ou d'un collectif, sur sa dynamique, son positionnement contemporain, sur les méthodes utilisées, sur sa finalité, dès lors que l'on considère à la base... :

- 1.** Que toute collectivité est la somme des comportements individuels de ses membres.
- 2.** Qu'un collectif n'est rien sans l'implication et la contribution de ses membres.
- 3.** Que la qualité de l'individu et du citoyen ou la non-qualité de ceux-ci fonde la qualité ou la non-qualité de la vie en mode collectif.
- 4.** Que si le recto de l'offre globale de la collectivité à des avantages certains pour l'individu et le citoyen (travail, consommation, services, équipements...), elle impose toujours des contreparties au verso faisant que le bien-être côtoie le mal-être, que le bonheur n'est qu'un instant de répit dans un univers de stress, de contraintes, d'obligations, de soucis, pour la plupart des gens.
- 5.** Que l'influence du leadership, comme celle du pouvoir exercé de manière dominante, est toujours déterminante sur le comportement du groupe et la mentalité d'ensemble.
- 6.** Que l'état d'esprit animant le collectif est forcément pluriel et différent d'un territoire à l'autre, d'une époque à l'autre, d'un groupe social à l'autre.
- 7.** Qu'il n'y a pas plus d'unité et d'homogénéité réelle entre les individus qu'il n'existe d'unité et d'homogénéité réelle entre collectifs différents.
- 8.** Que l'hétérogénéité structurelle d'une collectivité est toujours la source de ses problèmes internes, de rapports conflictuels, des formes de délinquance sévissant en son sein, de l'inaboutissement chronique de la majorité de ses membres.

- 9.** Que toute collectivité est davantage animée par des minorités politiques, économiques, financières et/ou religieuses, que par la grande majorité des citoyens formant la plupart des groupes collectifs.
- 10.** Que les règles, mesures coercitives et/ou liberticides provenant de l'État et des pouvoirs publics s'imposent à toute forme de collectivité, qui les imposent ensuite aux différents membres des groupes et des collectifs constitutifs.
- 11.** Que les responsables d'une collectivité donnée sont davantage en phase avec les directives de l'État dominant qu'avec les attentes et demandes des citoyens concernés.
- 12.** Que plus on s'élève dans les structures collectives, institutionnelles et étatiques, plus la solennité et le paraître remplacent le naturel et l'authenticité.
- 13.** Que plus le pouvoir s'exerce sur les masses et les populations et plus les méthodes et référentiels utilisés sont issus du 2D (manichéisme, binarité, premier degré, causalisme primaire, mensonge, manipulation...).
- 14.** Que la somme des contributions au sein du collectif produit avant tout un effet de masse, une dynamique inertielle et/ou autoportée (mouvement d'ensemble automatisé et dépersonnalisé), sans jamais démontrer une plus grande valeur ajoutée que celle disponible auprès des meilleurs éléments.
- 15.** Que la somme des individualités au sein du collectif produit toujours une mentalité intermédiaire, un niveau comportemental inférieur à celui des meilleurs éléments.
- 16.** Que si la pression du collectif élève objectivement le comportement humain en éliminant une partie de son animalité et de sa rusticité, elle ne fait au mieux que le hisser vers le milieu de ses capacités et non vers le haut de ses potentiels.
- 17.** Que les détenteurs du pouvoir au sein du collectif n'ont aucun intérêt à élever le niveau d'affirmation de soi et de conscientisation de la plupart des membres assujettis, ni à étendre leurs droits, leurs libertés, leur degré d'accès à certains moyens disponibles.
- 18.** Que c'est toujours dans le collectif ceux qui sont en retard de mentalité, de savoir-vivre, de compétence et/ou dont les qualités humaines et relationnelles font défaut qui tirent tout le monde vers le bas du négatif, de la médiocrité, du conflit permanent.
- 19.** Que c'est toujours les meilleurs éléments qui haussent le niveau du collectif, dès lors que ceux-ci peuvent contribuer de manière utile et active.
- 20.** Que dans toute forme de vie collective privée ou publique on est toujours emmerder par les autres que soit de manière volontaire ou involontaire.
- 21.** Que la collectivité est un relais tampon entre l'État et l'individu-citoyen en constatant que si la démocratie prend normalement naissance dans la cité et vitalité dans la vie collective, elle se réduit et se malmène aussi dans la cité sous l'égide des systèmes dominants.
- 22.** Que beaucoup de collectivités à l'échelle des grandes villes du monde (et ailleurs) sont corrompues par une économie souterraine affectant certains organes dirigeants, sont gangrénées par des trafics d'influence via les grands cabinets de conseils et d'avocats, par les mafias et la finance en matière de blanchiment d'argent sale, de réseaux bancaires complices, tout en offrant une vitrine puritaine, moderne, dynamique.
- 23.** Que beaucoup de dirigeants et gouvernants en Occident, comme sur d'autres continents, sont impliqués dans des décisions (même de manière passive) et/ou des circuits financiers occultes portant sur des centaines, voire des milliers de milliards, tout en présidant officiellement aux destinées des nations modernes.
- 24.** Que la plupart des gouvernances modernes président et décident d'abord en faveur des grands équilibres relevant de la macroéconomie, de la prépondérance des grands groupes économiques, financiers, multinationales, en fonction directe

de l'influence exercée par les hyper riches de la planète, sous la pression des leaderships culturels, médiatiques, sociaux, religieux et seulement après, en second, en regard des contingences de politique intérieure et de la géopolitique (sauf pour les nationalistes et dictatures) puis, en troisième, en faveur de la cité (collectifs et collectivités) puis, en quatrième, en prenant en considération les attentes des citoyens votant en leur faveur puis, en dernier, les demandes des autres selon leur degré d'importance.

25. Que le citoyen lambda est relativement candide face aux pratiques masquées et souterraines propres à toute collectivité en ne voyant souvent que le premier degré (ce qu'on lui montre et lui dit), plus rarement le second degré (infos expertes plus précises) et presque jamais le troisième degré (intentions cachées des principaux influents et décideurs).

26. Que les référentiels, lois et usages fondant la vie collective sont d'autant plus relatifs qu'ils font l'objet d'une cultururation, d'une idéologisation, d'une normalisation, d'une adaptation au fil de l'histoire, voire de contradictions fortes d'un pays à l'autre, faisant que ce qui est légalement permis ici peut être totalement interdit là, avec la même conviction d'avoir raison de part et d'autre.

27. Que face à l'hétérogénéité des modes de vie d'une collectivité à l'autre, d'un pays à l'autre, seule des règles universelles positivées, justes et motivantes, peuvent unifier les droits, libertés et devoirs de l'homme, de la femme et de l'enfant modernes, ainsi que les usages discernés envers les animaux, les végétaux et l'environnement en général.

28. Qu'un cadre collectif ou sociétal n'est parfait que s'il contente et satisfait pleinement les besoins, attentes et demandes humaines. Un cadre collectif ou sociétal demeure imparfait tant qu'il s'entête à imposer des conditions produisant une satisfaction chronique dans les besoins, attentes et demandes humaines du plus grand nombre.

29. Que ce sont toujours en collectivité les individus insatisfaits, malfaisants, jaloux, mal dans leur peau, agressifs, manipulateurs ou qui s'imposent aux dépens des autres, qui pourrissent la vie de tout le monde. Les gens heureux, bien dans leur peau, compétents, ne jalouent jamais ni ne gênent volontairement la vie de leurs voisins.

30. Que ce sont toujours en collectivité les minorités influentes en sous-main, les plus démonstratives d'un point de vue médiatique et/ou qui pratiquent le lobbying pour défendre d'abord leurs causes, qui influencent directement ou indirectement la vie de la majorité des autres.

31. Que tant que la collectivité dissocie l'individu du citoyen en accordant sa priorité au rôle civique et normé du citoyen, elle entretient chez l'individu une limitation dans l'expression de ses capacités, besoins, attentes et potentiels, un bridage contrôlé de sa vie sociale, privée, intime et psychique, voire une aseptisation silencieuse de ses défenses naturelles, mentales et cognitives.

32. Qu'en imposant le diktat de l'État de droit via l'ordre républicain, monarchique ou dictatorial, de la conduite légalisée et indifférenciée pour tous, d'une Offre globale placée sous contrôle sécuritaire, normatif, juridique, fiscal, administratif, on sacrifie forcément une bonne part de l'individualité propice au bien-être et au bonheur naturel, pour la remplacer souvent par des ersatz d'apaisement, de soulagement, de réjouissance artificielle..., faisant que globalement la vie en collectivité est tout, sauf vraiment sereine, altruiste, humaniste.

33. Que toute collectivité suffisamment structurée et encadrée par de bonnes lois, règles, usages et valeurs communes est foncièrement autoportante dans la durée la plus longue, faisant ainsi qu'elle peut aisément se passer de leaders dominants et influents par le seul activisme positif de ses membres.

34. Que toute collectivité dirigée par de mauvais leaders, par des influents manipulateurs, par des dominants qui s'imposent de manière égotique et/ou par de mauvaises valeurs, lois, règles ou usages, ne peut que conduire au conflit permanent, à l'entropie collective, à l'insatisfaction chronique de ses membres, à une fuite en avant dans l'excès, à des oppositions non productives, à une concurrence en 2D avec les autres collectivités.

35. Que toute collectivité tend à autojustifier son fonctionnement, son histoire, le comportement collectif, celui de certains de ses membres, jusqu'à considérer être seule dans le juste, dans la norme à suivre, voire à sur-communiquer sur son exemplarité en excluant toute forme de relativisme, de modestie.

36. Que la mentalité dominante au sein d'une collectivité influence toujours les décisions prises par les acteurs décisionnaires les plus influents, faisant que plus cette mentalité est médiocre et inaboutie, plus elle produit des décisions orientées au sommet et au milieu de la hiérarchie, des compromis imparfaits générant la plupart des maux sociaux, politiques et économiques récurrents, que les gouvernances en place doivent ensuite gérer et endiguer de manière encore plus resserrée, entretenant ainsi un cercle non vertueux tirant de plus en plus la vie collective vers le bas du possible.

37. Que tant que la majorité active des citoyens ou membres formant tel collectif ou telle collectivité n'est pas suffisamment éduquée, autonomisée, conscientisée, épanouie, affirmée, aboutie, elle ne peut espérer devenir un modèle de référence ou un exemple pour l'ensemble des autres.

38. Que tant que les minorités décident, dirigent, orientent, gouvernent la majorité des autres, l'avenir ne peut être qu'un devenir, une réplique actualisée du passé, voire une régression ou une stagnation pour le plus grand nombre.

39. Que ce n'est pas parce que les membres de la collectivité recourent à tout un arsenal technologique ultra moderne, que les références au passé sont glorieuses ou prestigieuses, que la démocratie s'exerce dans un État de droit, que ce qui se passe en interne est exempt de limites évidentes, d'insuffisances chroniques, d'imperfections structurelles.

40. Que l'avenir évolutionnaire n'est pas à attendre de manière automatique ou spontanée de la part des membres suiveurs de la collectivité, des élites hyper diplômées, des « pocos » (politiquement corrects), des normés du système, mais uniquement du courage, du discernement et de l'audace provenant des citoyens les plus adultisés, proactifs et contributifs.

Avantages et inconvénients de la vie en collectivité

La vie en collectivité est la source de tous les problèmes relationnels humains, bien qu'elle apporte objectivement des avantages et des bienfaits évidents en matière de ressources vitales, de sécurité, de protection, etc. Il existe plusieurs façons de vivre dans l'espace collectif (voisinage, commerces, prestataires, activité professionnelle, offre sociale, culturelle, économique, associative, services territoriaux...) apportant chacune des avantages et des inconvénients :

- . **Subir passivement** le collectif, rester neutre (docilité, obéissance, discipline, dépendance, subordination hiérarchique...).
- . **Utiliser les activités** du collectif à son avantage (opportunistiser les situations, imposition de soi, domination, manipulation, gain, leadership...).
- . **Vivre en symbiose** avec le collectif, rester à sa place (participer aux activités en profitant de certains avantages tout en subissant certains inconvénients).
- . **Vivre retiré**, isolé, au sein du collectif (ne pas participer aux activités sans retirer d'avantages ni subir la plupart des inconvénients).

- . **Résister** à l'emprise dominante du collectif, à l'ordre imposé (contester, refuser, objection de conscience...).
- . **Fuir, s'évader** de l'univers collectif (déménager, s'éloigner, s'en aller, émigrer...).
- . **Se confronter** au collectif ou à une partie ciblée de celui-ci (agressivité, désobéissance, violence, délinquance...).

Sachant que l'on est toujours « emmerdé » par les autres, leur attitude ou comportement jugé inadéquat, leur présence imposée, leur prise de décision, leur grande gueule, leur manque de savoir-vivre, leur malhonnêteté, leur mauvaise foi, leur empirisme, leur directivité à supporter, leur autoritarisme borné, le stress procuré, les conséquences négatives de leurs actes..., il convient de faire constamment le tri en séparant le « bon grain de l'ivraie ». Sous cet aspect, la vie en collectivité ne vaut d'être vécue et encouragée que si les avantages l'emportent sur les inconvénients.

Les 5 principaux freins et inconvénients issus de la vie en collectivité

Toute vie en collectivité suppose de s'imposer des efforts constants, des adaptations nécessaires, des sacrifices à faire, des contrôles de soi, des autocensures, obligeant à supporter une accumulation de vicissitudes provenant de l'environnement exogène comme... :

- . **Subir la présence des autres** dans toutes les manifestations de l'animalité en l'homme, de l'inconfort mental résultant de rapports psychologiques, relationnels et/ou émotionnels stressants ou agressifs, de la bêtise, intolérance et vanité humaine, de l'empirisme lourd, de la subjectivité pesante, du manque de respect et de savoir-vivre..., obligeant à composer sans cesse par la manipulation, l'imposition de soi, la passivité, l'agressivité.
- . **Le 2D majoritaire** fondé sur le causalisme primaire, le manichéisme, les choix binaires, l'infantilisation, la culpabilisation, le mixte raison-émotion, la dramatisation, la peur, le prudentiel, la censure..., rendant le quotidien médiocrisé, insatisfaisant, voire insupportable.
- . **L'importation des standards conservateurs** plus ou moins rigides et contraignants dans le quotidien de la vie, dans la conduite relationnelle, les savoirs culturels et informationnels, l'académisme, le civisme, les règles morales à respecter..., obligeant à sacrifier le meilleur de soi-même, de ses potentiels naturels d'affirmation de soi, d'accomplissement de soi.
- . **Le matricage stéréotypé, identique des esprits**, par le biais d'une exemplarité fondée sur l'identification, l'appartenance, le mimétisme comportemental, le conformisme, jusqu'à adopter des codes et des modes de vie préformatés, réducteurs, artificialisés, voire superficiels en termes de sens et de contenus.
- . **Les limites structurelles** dans l'expression légitime des droits, des initiatives et des libertés humaines par un encadrement normatif, un maillage législatif plus ou moins étroit de lois, devoirs, procédures, obligations..., empêchant l'individu de s'accomplir et de se réaliser pleinement dans ses besoins discernés, ses rêves lucides, ses projets audacieux.

Les 5 principales obligations pour être conforme à la norme sociale

Selon sa personnalité, son tempérament, sa psychologie, sa force mentale, tout individu est soumis à un ensemble de pressions et de contraintes exogènes qu'il ou elle réussit à dominer, contrôler ou subir, comme c'est le cas avec l'obligation ou la nécessité de... :

- . **Devoir manœuvrer sans cesse** entre les usages et les règles en vigueur, le droit permis, les convenances, les conventions sociales, afin de pouvoir réaliser en partie ses besoins de liberté d'agir, d'expression, d'opinion, de conscience, de mouvement, d'association, de pratique maîtrisée...
- . **Gérer en permanence son rapport aux autres** en fonction de sa race, ethnique, sexe, genre, de son niveau social, de ses diplômes ou non, de son statut professionnel, de sa richesse ou non, de ses relations, de sa morphologie et anatomie, de son lieu d'habitation...
- . **Prouver constamment sa normativité** (être dans les clous), sa capacité à bien appliquer les normes sociales par des attitudes, des comportements, une vestimentaire, des propos..., conformes aux attendus de la collectivité, voire sous forme d'allégeance continue aux codes sociaux et communautaires.
- . **Démontrer son utilité par le travail**, son aptitude à satisfaire aux obligations civiques, administratives et fiscales, sa disposition à se couler de manière appropriée dans les moules culturels et sociétaux du moment.
- . **Lutter contre toutes les forces centrifuges** inhérentes à la dynamique collective lesquelles produisent la sélectivité, l'exclusion, l'éloignement, le rejet d'un groupe, par défaut d'adéquation ou de non-standard minimum en matière de ressources financières, de patrimoine, de statut social, de critères esthétiques, de grade professionnel, de références académiques, de niveau culturel, de notoriété...

Les 5 principaux accélérateurs et avantages issus de la vie en collectivité

Selon son niveau de vie, la collectivité amplifie les apports jugés positifs du collectif, comme c'est le cas avec la réalité factuelle de... :

- . **Favoriser l'économie** et ses effets positifs en matière de besoins à satisfaire et d'infrastructures utiles en corrélation directe avec l'importance du nombre d'individus (démographie), d'actifs au travail (fabrication, productivité, innovation, échange), de circulation d'argent permettant d'acheter, dépenser, investir, ainsi que de profiter de la dynamique et inventivité humaine permettant de vivre de manière plus sécurisée, plus confortable, plus qualitative en réalisant ses désirs et envies, dès lors que l'on évite de tomber dans les excès de l'argent, dans les exagérations de la consommation, dans le déraisonnable des comportements et ambitions de certains.
- . **Accomplir sa destinée** en puisant à la fois dans son inné, son acquis, le sens de l'opportunitisation, mais aussi dans les services marchands et non marchands offerts par la collectivité, dans le cadre d'un juste donnant-donnant équilibré entre les contraintes et devoirs imposés par les services publics et les droits et libertés praticables dans le secteur privé, à condition que l'environnement institutionnel présent dans la collectivité ne reprenne pas d'une main ce qui a été donné de l'autre, qu'il ne mette pas de bâtons dans les roues, de freins aux rêves, de limites aux projets inventifs et audacieux de ceux et celles qui entreprennent, qui bougent.
- . **Être accompagné de la naissance à la mort** dans sa trajectoire existentielle par des lois, des règles, des garde-fous, un large panel de fonctionnalités publiques permettant de se réaliser, de satisfaire tout un ensemble de besoins primaires, secondaires, motivationnels, sociaux, technologiques, écologiques, ainsi que pouvoir accomplir un certain nombre de tâches, fonctions, métiers, activités, hormis lorsque règne la terreur, la guerre, la répression, l'intolérance, l'indifférence du cas des individus, etc.

. **Profiter des bienfaits de l'Offre sociétale** du moment par tous les sens, par l'émotion, l'esprit rationnel ou l'imaginaire, en permettant l'accès à une grande diversité de ressources naturelles, de moyens techniques et technologiques, grâce aux activités des uns et des autres, à condition que l'emprise systémique et étatique ne produisent davantage de stress, de peurs, de douleurs, de frustrations, de souffrances, d'injustices...

. **Augmenter la puissance cognitive et conscientielle** du plus grand nombre d'individus par le savoir, la connaissance, l'information, le niveau de compétence, en utilisant le plus large spectre de capacités, potentiels et talents, comme en permettant l'accès à de nombreuses pratiques, expériences et découvertes, sauf lorsque l'idéologie, le conditionnement mental, la désinformation, le mensonge, la croyance, en limitent le champ d'application.

10 autres effets de la collectivité sur la vie du citoyen

- . Met en valeur l'individu en phase avec la norme et la mentalité dominante
- . Isole l'individu non en phase avec la norme et la mentalité dominante
- . Lisse et filtre les bienfaits de la démocratie et de la citoyenneté
- . Répercute rapidement les mesures légalisées, liberticides, normatives
- . Joue sur un alignement multiple envers l'Offre et la Demande
- . Favorise toujours les systèmes dominants, le pouvoir en place
- . Protège et sauvegarde les intérêts des minorités influentes
- . Encadre et fige la vie courante de la majorité des individus
- . Privilégie le 2D, le conformisme, le conservatisme, l'inertie structurelle
- . Influence constamment en -, + ou neutre la vie individuelle et collective

Quel avenir collectif en Occident dans les prochaines décennies ?

L'inversion décisive de courbe en faveur d'un véritable renouveau évolutionnaire collectif post-civilisationnel n'est pas envisageable avant la fin du XXII^e siècle (2100), voire même plus tard encore selon les nations. C'est le temps sociétal nécessaire pour apurer fortement, nouvelle génération après nouvelle génération, les matricages culturels conservateurs, les idéologies politiques dominantes, les croyances religieuses traditionalistes. Pendant tout ce temps, l'activité humaine sur Terre va partir dans tous les sens. Pour envisager un véritable changement positif à grande échelle, il est d'abord nécessaire d'évacuer, à la fois, l'**emprise des générations actuelles au pouvoir**, ainsi qu'apurer les **effets démographiques astringents** des sociétés occidentales reposant notamment sur l'allongement de la durée de vie des hommes et des femmes (prolongement de l'influence sociale des individus les plus conservateurs dans l'esprit), le tout couplé à la faiblesse du **taux de renouvellement des populations** comme du **taux de fécondité** par femme. En d'autres termes, il est nécessaire que les populations se réduisent naturellement avec le passage du temps (même si cela à un effet négatif sur l'économie globale) et, surtout, qu'elles soient beaucoup mieux trempées psychologiquement, mieux éduquées, mieux affirmées. L'avenir n'est pas davantage rayonnant dans tous les autres pays du monde figés dans leurs traditions, incapables d'offrir un futur économique et libertaire digne de ce nom à leurs populations, malgré la présence de ressources essentielles et d'un taux de fécondité bien supérieur. Au-delà des individus, des couples, des familles, des micro groupes et communautés capables de s'adultiser rapidement au sens des valeurs évolutionnaires, la grande majorité des populations médianes au sein des petites et grandes collectivités va subir encore longtemps les effets d'une

lente et **profonde inertie sociétale** du fait des retardements institutionnels, des pratiques académiques, des régressions idéologiques et religieuses (intégrisme, fondamentalisme, rigidités mentales...), des alternances politiques bipartisanes, de la concentration des richesses et des moyens financiers.

Les collectivités formant le monde moderne devront également faire face au principal cancer social et sociétal porté par les « **biculturels antagonistes** ». Par biculturel, il faut entendre ceux et celles qui importent leur culture d'origine restée dominante pour eux (religion, idéologie politique, usages, pratiques, vision du monde) au sein de leur pays d'accueil ou destination territoriale (là où ils vivent présentement). Par antagonisme, il faut comprendre le refus psychologique, intellectuel et/ou culturel des fondamentaux sociaux, culturels et sociétaux officiels et légaux, que ceux-ci relèvent de l'ordre républicain, laïque, d'une autre religion, régime ou idéologie politique. Plus la résistance mentale et comportementale est forte (isolement, vie en communauté, intégrisme, intolérance, psychorigidité, délinquance...), plus les « chocs idiosyncrasiques » (relation directe avec les individus concernés, notamment les jeunes, les ultras, les conditionnés) sont exacerbés, violents, bellicistes et/ou dans un pur 2D (provocation, agressivité, domination, soumission, affrontement...). Le pire du biculturalisme antagoniste est dans sa **stratégie d'entrisme et d'infiltration** masquée au sein de la société d'accueil jusqu'à vouloir prendre l'ascendant, le pouvoir, la suprématie, l'emprise sur les populations indigènes.

Des menaces principalement virtuelles

L'évolution du monde à l'entrée du III^e millénaire n'est pas prête de s'assagir avec tout un panel d'actions et d'opérations menées en matière de guerre cognitive et psychologique. Influencer l'esprit humain, orienter l'opinion publique, créer le doute, déformer la conscience humaine, produire artificiellement de l'information et de la connaissance sous forme d'ersatz de vérité, de la désinformation clonée sur la réalité via les outils et applications négatives de l'IA, sont les nouvelles armes du futur. **La majorité des grandes menaces du futur sont principalement virtuelles** (ersatz de réalité) et non plus directement létales au sens physique comme durant les précédents épisodes de guerre ou alors à la marge, de manière locale et/ou par d'autres voies plus environnementales, biologiques, sanitaires, virales..., même si les conséquences sur les populations peuvent être énormes. La plupart des dangers géopolitiques annoncés dans les pays occidentalisés se caractérisent principalement par des effets d'annonce, des coups de semonce, des mesures nationales de durcissement, une législation de reprise en main, des éclairages médiatiques, réseautiques et télévisuels jouant sur les émotions et les peurs, sur la dramatisation et les aspects négatifs des faits de la réalité, sur l'impact des mots et des images sur la conscience par le biais de focus grossissants, de zooms alarmants, de redondance pour « enfoncer le clou », le tout assorti d'avis de journalistes, experts et commentateurs aux raisonnements souvent à moitié vrais sur la réalité apparente (approche factuelle) et à moitié faux (incomplets, partiels) sur les intentions réelles ou cachées des décideurs ou encore sur la portée exacte des conséquences et des effets à venir. Dans un monde complexe, plus les faits sont isolés, minoritaires, ciblés, plus ils sont grossis pour les rendre importants, voire déterminants, comme si la contagion devait toucher tout le monde de la même manière. C'est en réalité la présence médiatique partout et instantanée, couplée à une amplification déraisonnable de « l'information » en temps réel, qui finalement crée et entretient la plupart des grands problèmes sociétaux modernes, à l'instar du pompier pyromane qui allume le feu et vient ensuite l'éteindre (ou souffler sur les braises).

Les stratégies guerrières, de provocation, d'intimidation ou de menace sont majoritairement destinées à agir au plus profond de l'esprit humain qui devient le cœur de cible des actions menées, le nouvel eldorado à conquérir, soit par les artifices du marketing, de la communication, de l'information et des applications technologiques, soit par les peurs, les doutes, les multiples formes de suggestion agissant sur la versatilité de l'opinion publique et les crédulités propres à l'esprit humain. Le fond du problème est la continuité de la dominance ancestrale, viscérale du pouvoir, dans l'accès ouvert ou limitatif aux droits, aux libertés, à l'élévation conscientielle, comme risques majeurs de remise en cause profonde des fondements sociétaux conservateurs que ce soit en démocratie, démocratie (simulacre de démocratie) ou dictature. 3 notions au sens sociétal bien différent :

- . **Démocratie** : le citoyen et le peuple sont souverains
- . **Démocrature** : le citoyen et le peuple sont manipulés
- . **Dictature** : le citoyen (ou non-citoyen) et le peuple sont soumis

Ces 3 socles sociétaux sont animés par une matrice commune qui est celle de l'économie, de la religion de l'argent, de la haute finance, c'est-à-dire de la possession de moyens de pression non idéologiques capables de faire plier et soumettre 99% des individus par le travail, le respect de la norme civique et fiscale, l'instinct de survie dans l'ensemble des besoins primaires et secondaires, tout en permettant l'exercice du pouvoir et de l'influence en se faisant élire aux postes présidentiels et de leadership dans les entreprises. **Le contrôle des droits et des libertés est un enjeu sociétal majeur** pour tout État et système dominant impliquant en démocratie et dictature (mais aussi dans les démocraties partielles ou intermédiaires) le recours régulier à la force sécuritaire, à l'autoritarisme institutionnel et au dirigisme politique dans la gouvernance du moment face à l'opposition, les revendications, les manifestations... Il est donc à craindre la continuité, voire l'accentuation, dans la vie collective d'une large diversité de facteurs perturbants, toxiques, démotivants et/ou gérés de manière trop prudentielle ou défensive, voire agressive ou décalée, face à l'imprévu des événements naturels et sociaux, de l'actualité médiatique, climatique, géopolitique du monde.

15 exemples d'épiphénomènes sociétaux freinant l'avancée sociétale attendue :

- . Manque d'anticipation politique dans le stockage, l'approvisionnement et les grands réseaux d'adduction d'eau entre territoires et pays frontaliers.
- . Rivalités politiques locales, régionales, nationales, animées par la surenchère électoraliste, la démagogie, le populisme, l'ochlocratie.
- . Explosion des revendications citoyennes, territoriales, séparatistes, avec retour des conflits territoriaux et d'usages dans certains pays.
- . Mesures antimigratoires strictes, intolérance forte contre l'immigration.
- . Concurrence économique, lutte frénétique pour la captation des terres rares, énergies, eau, matières premières, denrées, technologies, affaires à saisir...
- . Exploration spatiale, occupation de la ionosphère, des fonds marins, du manteau terrestre, exploitation et reconversion des espaces désertiques, sauvages, inhabités
- . Tensions géopolitiques permanentes entre modèles de société, entre régimes politiques, entre les pays occidentalisés et le reste du monde
- . Compétition statutaire et fonctionnelle au travail pour avoir et conserver un poste assuré, la meilleure rémunération, le plus d'avantages possibles
- . Normativité, législation, procédures durcies encadrant la vie citoyenne

- . Niveau de vie stagnant, voire régressif, pour les classes moyennes
- . Règne de la haute finance en macroéconomie supplantant le rôle politique
- . Enrichissement anormal, déséquilibré des minorités de riches, milliardaires, spéculateurs, actionnaires, multinationales, fonds de pension
- . Défense des acquis sociaux, revendications sociales, mouvements sociaux
- . Standardisation culturelle et académique, formatage des comportements sociaux, écologiques, professionnels, conditionnement informationnel
- . Grande disparité et dispersion des initiatives individuelles et citoyennes locales, créant une forte hétérogénéité, divergence, écart profond entre la volonté étatique d'unification et la volonté citoyenne d'autonomisation.

Le devenir collectif de l'humanité

Entre « l'esprit Gaulois », la « promiscuité du HLM », le « silence du pensionnat » et « la conduite évolutionnaire », la vie en collectivité est le ciment social par excellence, bien plus que les croyances religieuses et les idéaux politiques. Elle influe directement sur le destin des peuples et la destinée des individus. Derrière la vitrine patrimoniale, touristique, technologique, industrielle, commerciale, sociale, économique..., le devenir de l'humanité dépend de la persistance ou non des dogmes, des modes de vie, des usages et pratiques fondant les racines de la mentalité collective. Aussi, alors que... :

- l'humanité ressort d'un **formidable melting pot** socioculturel issu des histoires nationales dont les usages et pratiques s'ignorent, se concurrencent, voire s'opposent entre eux ;

- la **complexité** du fonctionnement étatique et systémique assèche peu à peu la dynamique sociétale ;

- la **multiplicité** disparate des pensées humaines ou leur mono-exclusivité religieuse, idéologique ou technocratique brouille le sens directeur des fondamentaux de l'existence humaine ;

- la **saturation** de l'information médiatique agit contre la fluidité conscientielle (essentialisation, sagesse, sérénité, valeurs fortes, intégrité...) et en encrasse l'esprit comme il en est du corps humain par une suralimentation entraînant obésité, surcharge pondérale et complications diverses ;

... **Le monde explose** de ses excès et **l'individu implode** de ses insatisfactions chroniques. À l'origine de cette « entropisation sociétale » préexiste toujours des modes de vie collectifs relevant soit de l'influence principale de la démocratie partielle (esprit gaulois), de la démocratie (promiscuité du HLM) ou de la dictature (silence du pensionnat). Ces 3 métaphores symbolisent la cohabitation forcée et/ou encadrée au sein des populations à partir d'un matricage mental dominant. À ces 3 modes de vie « classiques » s'ajoute un quatrième plus ouvert, affirmé et autodiscipliné représentant des perspectives évolutionnaires en termes de démocratie et de citoyenneté avancée.

Les 4 principaux modes de vie en collectivité

- . **Mode collectif de type « esprit gaulois ».** Ce type de cohabitation définit une mentalité générale d'imposition de soi, voire d'agressivité, revendiquant l'usage des règles de la démocratie partielle, participative, représentative... Elle se caractérise par la forte hétérogénéité de ses membres considérant que chaque commune, territoire, nation, dispose de ses propres spécificités, d'une singularité fondée sur un historique précis. Ce type de mode de vie produit un large puzzle sociologique, une fragmentation sociale dans laquelle les origines, les traditions,

l'empirisme 2D et la forme d'intelligence sont encadrés par un pouvoir électif (chef, élu, représentation parlementaire) et des moules culturels et/ou idéologiques dominants (religion, secte, mythe, académisme officiel, argent-roi...). Il en résulte tout un ensemble d'attitudes, postures et comportements de la part de ses membres (individus, citoyens, entités morales...) faisant prévaloir l'esprit de clocher, la vindicte contre l'étranger, l'intolérance pour la différence, le clanisme, le chacun pour soi, la débrouille, l'ingéniosité. Une division structurelle au sein des populations qui amène à repousser, refuser, critiquer, voire combattre, les prises de contrôle ou de placement sous tutelle par l'État centralisé et/ou les systèmes dominants. Ce contexte favorise à la fois le conservatisme de certains et le progressisme des autres, dans des luttes constantes de pouvoir alternatif, voire binarisé. Sachant que tout le monde a quelque chose à revendiquer ou à contester en matière d'écologie et de voisinage, de rapport à la nature et aux animaux, de prix et de consommation, de revenus et de fiscalité, de décision locale ou politique, de travail et d'employabilité, de travaux à mener ou d'infrastructures à réaliser, d'assistance sociale et financière, de qualité ou non des produits et services..., s'entretient un mode de vie collectif produisant en continu et à grande échelle l'insatisfaction, la frustration, la colère, la revendication, selon les domaines, les activités et les sujets concernés. Face à un feu couvant chez de nombreux citoyens qui ne cesse d'augmenter et de s'activer avec l'éducation, l'information, le pouvoir d'accès à l'économie, à la consommation, à la mobilité, aux technologies..., la réaction étatique et systémique est d'opposer régulièrement des murs, des fossés, des filtres, des empêchements légaux. Cela se traduit d'un côté par bouillonnement endogène et, de l'autre, par un durcissement des conditions de vie, par un maillage législatif et normatif toujours plus étroit afin de conserver l'ascendant sur les activités et les comportements du collectif. Il en résulte mécaniquement que plus « l'esprit gaulois » est dissonant, plus la normativité imposée par les pouvoirs en place devient forte, empiétant ainsi de plus en plus sur les préceptes de démocratie initialement favorables à ses membres jusqu'à produire de la démocrature.

. **Mode collectif de type « promiscuité HLM »** caractérisé par la démocrature faible ou oppressante dans laquelle le mode de vie collectif implique de vivre ensemble dans une large promiscuité associant, à la fois, le pire et le meilleur de « l'esprit gaulois ». L'emprise de certains et le chacun pour soi des autres produit des attitudes d'adaptation fondées sur un grand nombre de stratagèmes relevant de la manipulation soft ou hard. Les idéaux de démocratie sont remplacés par des règles strictes dans le jeu social, par des codes précis à suivre, pour vivre et survivre. C'est le principe de la démocrature qui s'impose en faisant croire que tout est sous contrôle pour le bien des gens, alors que la culture, l'idéologie ou la religion dominante induit la soumission obligée du plus grand nombre et l'exercice de la dominance par les plus forts, rusés, violents, pervers. La grande majorité des individus essaie de trouver sa « petite » place et la conserver, sans trop se faire remarquer, en se privant consciemment de droits et de libertés d'expression, de choix, d'action. La cohabitation apparaît dès lors faussement homogène avec des règles informelles à suivre, des codes à respecter, produisant *in fine* une forme d'allergie, d'aversion, d'hostilité, face à l'ordre étatique ou officiel exogène, considéré comme incapable de favoriser le bien de tous.

. **Mode collectif de type « silence du pensionnat »** est le contraire de l'esprit gaulois, du moins en apparence, tout en adoptant des comportements et postures plus subis que volontaires et/ou résultant des conséquences directes de la démocrature. C'est le modèle classique de la vie collective placée depuis le plus

jeune âge sous des règles rigides, hyper organisées, sévères et/ou sous l'arbitraire de l'autorité, de la directivité du pouvoir et de son caractère léonin (dictature, totalitarisme, despotisme, autocratie...). La passivité et le suivisme du plus grand nombre amplifient les effets de la dominance des tenants du pouvoir, de la violence ou de la force, qui jouent alors sur « tapis vert » avec toute une panoplie légale des mesures conservatrices (verticalité, hiérarchisation, académisme sélectif, croyance, rapport de force, bâton et carotte...). La discipline, l'obéissance, la docilité, le fait de rentrer constamment dans le rang, voire la servilité pour bénéficier des bonnes grâces de l'autorité, produit un conditionnement mental à accepter inconditionnellement l'ordre en place. Il en résulte des attitudes de « bon élève », de « premier de la classe », de « politiquement correct », alimentant la récurrence de postures globalement défensives, prudentielles, passives, suiveuses, soumises, fatalistes, résignées, voire peureuses. L'intelligence appliquée au verbe, à la restitution par cœur, au raisonnement voulu logique, le tout couplé à des comportements sociaux bien normés et standardisés, supplée pour le plus grand nombre à une insuffisance chronique dans l'affirmation de soi, à un défaut de prise de risque dans le passage à l'acte, à un manque de dépassement de soi (sauf sous commandement).

Suivre, subir, accepter, endurer, supporter, sans broncher ou à la lettre les consignes imposées, sans s'interroger sur leur sens profond, développe une tendance au non-effort cognitif et conscientiel, à la facilité d'agir dans les habitudes, à ne pas se poser de questions délicates ou sensibles. Cela façonne une mentalité fondée sur le besoin dominant de ressembler aux autres dans « la chambrée » (internat, école, pension, établissement) pour ne pas s'exclure ou trop se différencier, jusqu'à induire en compensation chez certains de la fausseté, de la lâcheté, de l'hypocrisie, voire de la méchanceté, de la perversité et/ou une frustration poussée jusqu'au désir de revanche, de vengeance. Ce modèle appliqué ensuite à grande échelle produit et entretient tous les ingrédients psychologiques de la fausse exemplarité comportementale que l'on retrouve aux extrêmes de la vie collective chez les individus captifs, les peuples esclaves, les subordonnés acceptant la domination, ainsi que parmi les leaders, élus et technocrates nourris au lait académique de l'élitisme et formatés aux exigences conservatrices du pouvoir verticalisé. La mentalité animant ce mode de vie trouve généralement ses racines dans des altérations décisives (sauf résilience) au plus profond du psychisme (inhibition, idée fixe, refoulement, complexe, manie, obsession, névrose, psychose...) que l'individu essaie de compenser par l'exercice du commandement, du césarisme, du défoulement sur les plus faibles, de la manipulation, de la domination par l'image donnée et/ou résultant du titre, du statut, du pouvoir, de l'influence, de l'argent. Plus cette mentalité est dominante dans l'espace collectif, plus elle est motivée à se défendre et à s'imposer comme une normalité se justifiant par les enseignements reçus, les expériences vécues, les valeurs apprises sous la contrainte, l'intimidation, la menace, la croyance. La répétition et la transmission à l'identique de ce qui a été vécu et appris est un *modus operandi* destiné à contenir l'homme et la femme dans des limites convenues. C'est aussi une façon commode d'orienter et de diriger le monde moderne de la même manière que celle connue et conscientisée au plus profond de l'esprit, même si celui est psychorigidifié, déformé, tourmenté, corrompu... Il ne peut en résulter que la prolongation d'un conservatisme très imparfait et/ou sans aucune véritable volonté de changement qui pourrait remettre en cause ses propres fondements psychologiques et raisons d'agir.

. **Mode collectif de type « évolutionnaire »** à ne pas confondre avec la démarche révolutionnaire qui traduit un renversement radical de table pouvant aller jusqu'à l'annihilation de l'ordre précédent, alors que la démarche évolutionnaire est une amélioration qualitative raisonnable par le recours au meilleur disponible, à l'utile concret, au positif des 34 plus grandes valeurs humaines (Hashtags [#14](#), [#28](#), [#35](#)). Ce type de mentalité favorable à une cohabitation adultisée, c'est-à-dire non versatile, non agressive, non passive, non manipulatoire, se révèle uniquement avec les hommes et les femmes de bonne volonté, suffisamment affirmés, volontaristes dans l'effort, offensifs dans l'épreuve, autonomes dans l'anonymat, ouverts d'esprit dans la pratique courante de l'Intelligence Relationnelle (IR). Ce mode de vie regroupe des citoyens qui se ressemblent et s'assemblent du fait de leur profil atypique animé par l'audace réfléchie, la ténacité contre l'adversité, l'engagement déterminé dans l'action menée et l'objectif poursuivi, une grande fiabilité mentale et morale, une compétence avisée dans des activités où chacun sait rester à sa place en apportant son expertise, sa contribution, son Carpe Diem, sa positivité. La mentalité à vivre ensemble de manière évolutionnaire n'est pas une alternative, une option que l'on peut choisir à son gré, face à l'un ou l'autre des 3 modes de vie historiques, mais correspond fondamentalement à une élévation de niveau, d'enjeu et de finalité sociétale. D'abord marginalisé par les sphères d'influence, de pouvoir et de notabilité au sein de la contemporanéité, ce mode de vie attire les jeunes adultes motivés, les actifs libérés de leurs inhibitions, les citoyens parmi les plus stables et authentiques, comme la seule façon d'atteindre, puis de pratiquer les véritables idéaux de la démocratie dans le plus large spectre de droits légaux, de libertés légitimes, de bien-être intérieur.

On s'aperçoit avec les résultantes sociales et sociétales des 3 premiers modes de vie que la « normalité » des autres est une notion très relative. Elle correspond à des apparences comportementales, à des agissements légalisés, dont les racines psychologiques sont souvent inhibées, affaiblies, déformées, altérées, dérégulées, perverses, se justifiant par des fondamentaux culturels et cognitifs dont certains sont carrément faux, obsolètes, voire toxiques !

4 grandes catégories de citoyens en mode collectif

Toute vie collective reflète les grandes tendances sociétales du moment dans la répartition en % des 4 grandes catégories de citoyens que sont... :

. **Les suiveurs** : ceux et celles qui vivent en collectivité dans l'acceptation « passive », voire docile, des règles et des conditions de vie imposées. Le besoin de se référer à une organisation structurée, voire autoritaire, facilite chez eux l'adhésion par des signes non agressifs émis en permanence. Le suivisme est toujours fortement matricé par l'origine familiale, sociale, l'éducation, la pression des autres, en rendant les individus moutonniers, habituels, autosatisfaits de l'Offre globale et des acquis du moment.

. **Les insoumis** : ceux et celles qui critiquent, se rebellent, s'opposent, contredisent constamment l'Offre politique, économique, sociale, sécuritaire en place, en usant d'arguments, voire de contre-vérités, alimentant la contradiction, la violence, l'intolérance. La rationalité apparente se justifie par une offre différente, une autre organisation, une autre vision du monde souvent idéalisée ou idéologisée, vendue comme seule et unique solution à l'existant du moment. Cet état d'esprit résulte le plus souvent de chocs existentiels qu'ils soient émotionnels, affectifs, sensoriels, physiques, intellectuels ou autres, produisant des réactions conflictuelles de rejet, de résistance, de révolte, contre la gent

opposée, la communauté, la société du moment. Il y a toujours dans l'insoumission un besoin de contradiction, d'objection, d'agir en justicier.

. **Les opportunistes** : ceux et celles qui rebondissent rapidement de manière vénale, affairiste, habile, en cherchant à profiter, à s'approprier en premier, les avantages disponibles que ce soit au détriment des autres ou sans égard d'équité pour autrui. Ils sont souvent animés d'attitudes plus ou moins directives, bruyantes, voire subtiles dans l'art manipulateur, afin de prendre le « lead » sur les autres et/ou les situations rencontrées. Il ne faut pas confondre le comportement opportuniste (négatif) avec le principe d'opportunisation maximale en tant que 3^e loi du vivant après l'inné et l'acquis (Hastag [#28](#)).

. **Les adultes** : ceux et celles qui ont compris que le principal de l'existence est dans le Carpe Diem et ses valeurs évolutionnaires aussi bien dans le relationnel, la contribution utile que dans l'efficacité des actions menées. Ils se reconnaissent par leur modestie, leur besoin d'anonymat, une affirmation de soi positivée, un mental solide et fiable dans la durée, une compétence assurée, la capacité à se dépasser, à s'engager avec courage ou audace dans une prise de risque maîtrisée. L'adultisme au sein de la collectivité correspond au sommet de l'échelle humaine.

Pourquoi l'avenir collectif sera discordant ou pas ?

À force de se reposer sur l'inertie sociétale issue du passé et continuer à croire au miracle, il n'y a en réalité pas plus d'avenir religieux que d'avenir apaisé, pas plus de paradis à espérer que d'enfer à subir. Tant que l'homme est inconstant, l'avenir est inconstant. Tant que l'homme est mauvais, l'avenir est mauvais. Tant que l'homme est médiocre, l'avenir est médiocre. Lorsque l'homme est bon et positif, l'avenir devient souriant. Aussi, tant que la dynamique sociétale de chaque pays n'est pas apaisée dans la sérénité, la justice, l'équité, les équilibres socioéconomiques, il est évident que les citoyens et les populations du monde vont subir de manière récurrente des crises, des conflits, des malheurs, des troubles fortement stressants. La tentation de contrôler le dérapage des situations sociales par l'autorité, la force répressive ou la reprise en main peut apparaître nécessaire au présent, mais projetée avec certitude, sans véritable solution évolutionnaire, un retour de flamme, voire un échec sociétal assuré sur le moyen et le long terme. C'est bien simple, tant que les différentes formes de 2D perdurent dans la mentalité collective, le risque d'inflammation sociale, sociétale, interétatique couve à tout moment. Aussi, l'avenir ne peut être qu'un simple devenir relooké par les progrès technologiques du moment sans une rupture nette avec tous les fondamentaux, principes et dogmes obsolètes ou en contradiction avec les attentes légitimes du citoyen adultisé. De toutes les façons dont l'homme agit, l'État isolé ne peut rien, le citoyen isolé ne peut rien, seul le collectif soudé peut faire évoluer dans le bon sens toute situation présente et à venir. Le fonctionnement des systèmes dominants doit donc être la cible principale des changements à venir en optant pour un cap irréversiblement positif (3D, 4D) et non se satisfaire d'ersatz trompeurs prolongeant indéfiniment le 2D (Hastags [#14](#), [#15](#), [#17](#)). Sans aucune ambiguïté sociétale, l'idéal est de tendre progressivement vers un collectif adultisé en passant obligatoirement par l'individu adulte et la citoyenneté avancée !

On comprend alors aisément pourquoi l'avenir sera cacophonique, c'est-à-dire discordant, parasité, toxique pour l'homme moderne (conflit, guerre, perte de droits et libertés, conditions de vie limites...), tant que tout reste bloqué et stagnant aux stades intermédiaires du 2D (ou inférieurs) dans le cadre de la démocratie partielle, de la démocrature, voire de la dictature. Tant que la majorité des contemporains, hommes, femmes, genrés, n'auront pas fait leur autocritique, la critique raisonnée de leur mode de vie, une prise de conscience salutaire de leurs tendances lourdes en matière de matricage culturel massif, d'animalité mal contrôlée, de binarité par facilité de choix, de manichéisme comme boussole tronquée, l'avenir ne peut être qu'un devenir. En prenant volontairement du retard dans la mise en place de programmiques évolutionnaires, comment espérer évoluer en soi et avec les autres ? À force d'avoir la tête dans le guidon, il est possible d'être bon à l'instant présent, mais très mauvais face aux enjeux futurs. C'est ce qui rend les gens brillamment médiocres sans qu'ils en aient vraiment conscience, aveuglés par leurs petites réussites du moment. Pour sortir du « courant des choses », il est nécessaire de diriger son regard vers le haut du possible dans la condition humaine et citoyenne et non le diriger vers le bas de l'existant subi. C'est pourtant ce qui se passe chez beaucoup trop d'individus ayant pour seul horizon la gestion égoïste du chacun pour soi dans le court terme des affaires courantes, des activités domestiques, sociales, professionnelles, politiques. L'évitement, le déni, la régression, l'inversion des rôles et des responsabilités, le report à demain dans la nécessité de se remettre en cause, n'engagent pas à prendre le chemin du progrès évolutionnaire, ni à penser autrement le réel. L'esprit tourne en rond dans sa cage de raisonnement comme l'oiseau chante dans sa prison dorée. Un pays peut être grand avec des contemporains pas vraiment à la hauteur. C'est ce qui explique que le proche et moyen avenir est voué aux tourments du chaos apparent. Rien de définitif en soi ni généralisable à toute la communauté internationale, mais qui risque de se prolonger pour de nombreux peuples et/ou certaines collectivités humaines, dans une période de transition qui leur semblera ne jamais finir. La perpétuation du 2D a été, est et sera la cause de la perte d'un bien-vivre pour de nombreuses générations, de la privation de nombreuses opportunités d'en sortir par le haut évolutionnaire, du fait direct des mauvaises décisions prises en realpolitik par les gouvernants du moment.

Les perspectives probables dans un monde en forte transition

Les raisons menant aux divisions politiques et idéologiques entre les États et/ou entre les collectivités ne sauraient éliminer la recherche d'unité entre les citoyens et les peuples ayant les mêmes bases éducatives, les mêmes sources d'informations, les mêmes intérêts sociaux et économiques. Ce sont ces mêmes raisons qui vont générer dans un premier temps une explosion d'abcès sociaux, de chocs politiques partout dans le monde (annonces dramatisantes, répression par les forces de l'ordre, guerres hybrides, asymétriques, limitées, confrontations et crises économiques...), comme si tous les mal-être sociaux devaient sortir en même temps. Le feu couve sous la communication institutionnelle et gouvernante rassurante, faisant que plus un État ou un système communique dans les médias nationaux et/ou via des intervenants politiquement corrects, plus il est en danger ou déstabilisé quelque part. Il ne faut pas s'y tromper, lorsque les choses vont mal, on communique par le verbe haut dans une assurance apparente, le déni et l'inversion, avec pour objectif d'entraîner les populations suiveuses de son côté, c'est-à-dire dans une entropie déjà programmée. Parmi les innombrables complications, tensions sociales, épreuves à subir et problèmes à résoudre au sein

de chaque pays, la confrontation entre les grands courants politiques opposés, entre l'Occident démocratique et les blocs non démocratiques, entre les nations aux cultures, idéologies et économies différentes, ne peut mener qu'au prolongement et à l'amplification de la plupart des phénomènes déjà prégnants aujourd'hui. Ce qui est probable, c'est que les grands événements négatifs du futur ne relèveront pas directement des projections écologiques ni des raisonnements scientifiques contemporains perclus de certitudes « linéaires ». Ils surviendront de manière inattendue par des phénomènes géophysiques de grande ampleur, des pandémies dévastatrices, des découvertes spatiales surprenantes. Il faut arrêter de croire que tout proviendra inéluctablement des activités de l'homme moderne, même s'il est incontestable que celui-ci va produire un certain nombre d'aspects négatifs et positifs.

Aspects négatifs

Ils résultent foncièrement de la persistance d'une mentalité médiocrisée, d'un inaboutissement chronique, d'un conservatisme non évolutionnaire, que l'on retrouve aussi bien parmi l'élite dirigeante, les décideurs économiques, les pouvoirs publics, qu'au sein de toute collectivité et/ou population suiveuse. La finalité négative relevant des mesures adoptées, des décisions prises, des actions menées, recouvre tout un panel d'orientations non efficaces dans la durée concernant aussi bien la conduite des affaires publiques, la gestion des rapports humains, le management des faits de la réalité. Aussi, au-delà des turpitudes quotidiennes de l'actualité politique, géopolitique, judiciaire et du caractère infini de la stupidité humaine partout et à tout moment dans le monde, les principaux aspects négatifs concernent notamment... :

1. **Le problème de l'eau potable** va devenir de plus en plus prégnant dans de nombreux pays du monde, dans de nombreux territoires, dans de nombreuses villes et villages, jusqu'à créer des guerres de l'eau, des tensions locales très fortes en matière d'approvisionnement. Le manque d'eau, le manque d'irrigation pour les cultures et l'élevage, sera sans doute le phénomène environnemental majeur bien plus que le réchauffement climatique en soi et ses conséquences directes sur la vie des populations (forte chaleur, effet sanitaire, élévation du niveau de la mer, grand feu...). Les conséquences du manque d'eau vont entraîner un gigantesque effet domino dans de nombreux secteurs comme l'industrie, l'agriculture, l'agroalimentaire, les maladies virales, les conditions sanitaires et hospitalières, la consommation avec une hausse importante des prix..., ainsi que de graves perturbations dans le dérèglement de la nature (sécheresse des sols, aridité, inondation rapide, invasion de moustiques et d'insectes...) ou encore les répercussions sociales et politiques que cela suppose (migration, immigration, déplacement des populations, perte de valeur des biens et terrains...).

2. Une **régression paradoxale par la technologie et l'IA** cachant derrière les progrès scientifiques et techniques évidents des conditionnements mentaux et comportementaux, la recherche du moindre effort, une dépendance forte aux fonctions associées, ainsi qu'un durcissement « normalisateur » de la part des gouvernements occidentalisés et/ou à démocratie intermédiaire. Le détournement du « bon et du bien » technologique devient une constante systémique en recourant notamment à la stratégie de la peur et de la dramatisation, à une surveillance permanente, à des contrôles accrus, à la production additive de règles plus ou moins liberticides, à l'imposition verticale de mesures directives, à l'injonction paradoxale aussi bien technocratique médiatique que politique, l'application de méthodes sécuritaires autoritaires, voire répressives, le tout noyé dans une communication lénifiante ou à forte charge émotionnelle. C'est aussi un

festival d'abcès sociétaux éclatant simultanément partout dans le monde pour des raisons diverses de revendication territoriale, de mécontentement ciblé, de colère sociale, d'attente politique et démocratique déçue, de condition de vie insatisfaisante...

3. L'**éclatement géographique, social, culturel** favorisant le retour à une forte hétérogénéité territoriale malgré tous les discours politiques unifiants, comme si malgré la logique et l'évidence l'humain lambda n'arrivait pas à s'extraire de ses tropismes primaires et 2D et en redemandait toujours et encore. Derrière l'unité nationale, de grandes tendances de fond se manifestent avec des changements de cap sur tous les fronts idéologiques, politiques, religieux, un refus des dogmes institutionnels lourds et indifférenciés auxquels n'adhèrent plus les masses, en privilégiant davantage l'éclatement socioculturel en micro-initiatives locales décentralisées du pouvoir central. La séparation du monde en plusieurs blocs géopolitiques concurrents n'est qu'apparente, sachant que les tendances lourdes à l'échelle des populations est davantage dans une dynamique de fragmentation géoculturelle mondiale.

4. Une **cacophonie politique** en matière d'alternance régulière de régimes politiques et/ou de partis opposés avec un pas en avant et deux pas en arrière ou le contraire, en se référant toujours aux mêmes leitmotivs et marronniers (immigration, pouvoir d'achat, sécurité, emploi, restauration de l'ordre, lutte contre la corruption...), sachant qu'avec presque 200 nations et une moyenne de 2 à 3 offres politiques crédibles par nation, c'est plus de 500 partis différents au même moment dans le monde qui revendiquent chacun la primauté de leurs idéaux et programmes pour conduire les peuples, donc du citoyen moderne.

5. La **domination manipulateur** de l'économie et de la finance avec les crédits, les budgets, les rémunérations, les taux d'intérêt et taux monétaires, les prix à la hausse, les coûts contraints, les volumes de production, les délais de livraison, par tous ceux qui disposent de capitaux et/ou d'atouts stratégiques en matière de stocks, de ressources naturelles, de matières premières, de terres rares, d'eau, d'énergie, de composants, de produits phares, de compétences exclusives, de ressources financières... L'orientation indirecte des peuples et des opinions s'effectue plus par l'économie et la finance au sens large que par la politique politicienne. Les objectifs gestionnaires et les règles comptables imposent leur suprématie sur la conduite des organisations comme sur celle de leurs membres, redevables, débiteurs et assujettis, faisant que l'économie-finance impose ses lois existentielles au-dessus des lois communes.

6. L'**extrême dépendance à l'argent** et à tous ses attributs (patrimoine, capital, trésorerie, épargne, équipements, dépenses, loisirs, plaisirs...) comme principale raison de vivre, d'ambition vitale, de marqueur social, d'élitisme pour certains (riches), de capacité de survie pour beaucoup d'autres (classes moyennes et pauvres). L'argent-roi devient la première religion mondiale avec ses rituels et ses dogmes contrôlés par l'économie (gestion de la micro et macroéconomie), la finance, les banques, les spéculateurs, les investisseurs, les actionnaires. Elle est à l'origine directe de l'amplification des divisions sociales entre les riches hyper minoritaires, les nantis bien rémunérés, les classes moyennes majoritaires, les pauvres et exclus. Cette dépendance structurelle à l'argent-roi oblige les États et les collectivités à composer constamment avec les détenteurs d'argent fussent-ils corrompus, malsains et pervers, jusqu'à leur céder une grande partie du pouvoir d'influence et du patrimoine national en aliénant les populations à rembourser sans cesse par les prélèvements, les contributions, les taxes et impôts, à devenir des captifs et otages obligés.

7. L'ère de la **captation à 100% des revenus du citoyen** au profit principal des États (Trésor public, fiscalité) et des systèmes dominants (multinationales,

haute finance, système bancaire, grands groupes industriels et de services, opérateurs nationaux...) via une multitude de coûts contraints, de factures à régler, de dépenses relevant de la hausse constante des prix à la consommation, des taxes, des impôts, des droits à payer, captant au global la totalité ou presque des revenus obtenus. Plus le citoyen est pauvre ou limite, plus la pression peut dépasser les 100% du revenu habituel l'obligeant à vendre ses biens, à utiliser des crédits créant le surendettement, à pratiquer plusieurs métiers agissant sur la santé mentale et physique, à distendre les relations avec les proches, l'amenant dans une spirale de vie infernale. Le citoyen passe ainsi du servage féodal, puis de l'aliénation au travail productif au profit direct du capital, à un niveau de « dépendance globale » recouvrant tous les compartiments de la vie intime, privée, sociale. Le citoyen devient une véritable vache à lait intelligente œuvrant toute sa vie dans des prés carrés sous surveillance constante des employeurs, du voisinage, des forces de l'ordre et du renseignement, du fisc, des pouvoirs publics, des collectivités territoriales.

8. La **stratégie du nid d'abeille** à partir de laquelle chacun creuse son petit trou, mène sa petite vie, tout en remplissant des tâches, des activités, un travail, des dépenses de confort et de nécessité, sans vraiment se préoccuper du sort des autres et/ou à la marge (charity-business). Il en découle un repliement sur soi, un égoïsme exacerbé, un chacun pour soi au quotidien, ainsi que de temps en temps une unité d'adhésion, de mobilisation et de revendication commune avec d'autres citoyens selon les problèmes ou la défense prioritaire d'acquis, d'intérêts en jeu.

9. La **prise de pouvoir des minorités** les plus actives et les plus violentes (gang, mafia, cartel, groupe terroriste, secte coercitive...) agissant au cœur des sociétés, mais aussi au plus haut sommet de la collectivité par la menace, l'assassinat, le chantage, la corruption, les différents trafics, la manipulation, l'enlèvement, la pression morale, l'agression physique. Le recours au pur rapport de force et d'influence dans la totale négation du droit, de la démocratie, de l'humanité, devient une forme de seconde gouvernance mettant le monde politique au pas et/ou en l'influençant et le corrompant.

10. La **perte de résistance mentale** des individus couplée à une santé moins robuste, même si la durée de vie s'allonge et que les soins dispensés sont professionnalisés et technologisés. C'est le grand paradoxe du progrès sanitaire, mais qui par ses excès de prévention, d'hygiène exigeante, de cosmétique régulière, de prise régulière de médicaments, d'absorption de produits chimiques et/ou de substances toxiques dans les contenants ou dans l'alimentation quotidienne, d'implants ou de vaccinations obligatoires, produit des actions cellulaires et biomoléculaires affectant plus ou moins directement les tissus, cellules et organes du corps humain (nanoparticules, perturbateurs endocriniens...), voire induit un affaiblissement des défenses immunitaires naturelles face aux nouveaux germes, virus, agents infectieux et autres facteurs de risque. Une aubaine pour les industries pharmaceutiques, chimiques, alimentaires et agroindustrielles, voire pour le système hospitalier et médical spécialisé (ainsi que pour l'État qui empêche des taxes en continu), produisant un cercle vicieux de dépendance pour rester en relative bonne santé, mais aussi de fragilisation de certaines populations (jeunes enfants, personnes âgées, malades...). Ce que le progrès sanitaire a permis d'endiguer et soigner correctement au fil de l'histoire, les excès chimiques et biochimiques relevant de la pharmacologie et de l'industrie alimentaire produisent certes une efficacité relative immédiate, mais surtout une « désefficience » (perte d'efficacité et d'efficacité) à plus long terme qui se transforme en dérèglement nocif pour la santé humaine.

11. Un **rapport qualité/prix inversement proportionnel** au prix payé. Dans de nombreux commerces, prestataires, services privés et publics, transactions commerciales, plus les prix à régler sont importants et moins la qualité attendue est au rendez-vous (sauf nombreuses exceptions). La raison principale est que le moyen ou milieu de gamme a pris l'habitude de hausser anormalement ses prix (volume limité, marge élevée, masse salariale importante, investissements à amortir, part des cotisations sociales salariales et patronales, substituts marketing trompeurs, variation saisonnière et asymptotique des prix...), alors que le pur luxe et le premium sont chers par nature et que le début ou bas de gamme restent accessibles ou discount par nécessité. Le problème pour le milieu de gamme est que les niveaux de salaire, de compétence, de fabrication, de production, de distribution, sont normalisés obligeant à s'élever régulièrement dans la conformité, la fiabilité, la communication. Il en résulte une fuite en avant sans fin dans la recherche de différenciation rapide et apparente, afin de se démarquer de la concurrence directe verticale et horizontale. Il en découle une concurrence et une compétition qui ne régulent plus les prix vers le raisonnable du marché du fait d'une « main invisible », mais les augmentent régulièrement par la « volonté des leaders du segment » pour atteindre un niveau marché « consensuel » de plus en plus élevé que répercutent ensuite la majorité des opérateurs.

12. Les **tensions géopolitiques** impliquant de la part des pays occidentaux face aux autres grands blocs adverses et pays « adversaires », une diplomatie du donnant-donnant. L'objectif consiste à miser sur une stratégie de paix et d'apaisement, de non-confrontation directe, de réponse proportionnée face à l'hostilité. Cette posture enclenche mécaniquement 3 grandes conséquences à court et moyen terme : renforcer d'abord les unions hostiles contre l'Occident et ses modes de vie en commerçant et échangeant prioritairement entre membres affiliés à un même bloc adverse ; retour progressif aux « méthodes occidentales » du libre-échange et à un relatif esprit démocratique, dès lors qu'à titre individuel chaque pays voit son présent frappé par une baisse notable de son activité économique et de son PIB mécontentant une grande partie de son opinion publique ; La recherche d'un d'équilibre budgétaire durable sur le plan de l'activité macroéconomique, des importations et exportations, conduit à l'implosion progressive des blocs dissidents et surtout, en interne, à des changements de régime, de gouvernants, de ligne politique, de stratégie globale, remodelant sans cesse les grands enjeux géopolitiques.

13. Une **démographie envahissante dans certaines régions du monde** (Afrique, Moyen-Orient, Maghreb, Inde, Indonésie...) notamment celle fortement matricée et conditionnée par une culture islamique devenue pour certains intégriste, fondamentaliste, traditionaliste, radicale et/ou portée à la violence, avec l'assentiment passif d'une grande partie de la communauté musulmane sunnite ou chiite. En réaction, les croyants d'autres religions, courants ou confessions, avec ou sans les athées et agnostiques, s'opposent ponctuellement aux activistes agresseurs jusqu'à entretenir une « longue traîne » de guerre idéo-religieuse.

14. Une **amplification du nombre de conflits sociaux** et de crises intérieures pour cause de manque de perspectives pour la jeunesse, de dureté de la vie pour les actifs et les retraités, de déséquilibre démographique, social et économique entre les jeunes générations et les plus anciennes. C'est aussi des guerres territoriales pour des raisons de souveraineté, d'appropriation des ressources naturelles, de gestion de l'eau, de minerais rares, de sous-sols océaniques. Les tensions locales sont attisées à la fois par les sensibilités politiques locales et le complexe militaro-industriel mondial pour des raisons économiques et du pur

business. Un jeu de démonstration de force dans lequel la règle principale est la dissuasion nucléaire (ou via d'autres formes létales de masse) amenant chaque acteur à avancer de manière offensive ses pions sur le terrain des revendications territoriales ou autres (y compris terrorisme). Une dissuasion qui permet ainsi de sauver politiquement et géopolitiquement la face, tout en continuant les jeux de guerre en limitant la mortalité des populations, sauf en cas de réponse non proportionnée de l'ennemi. L'esprit 2D a, de ce point de vue, un long avenir devant lui avec des risques de dérapages dans l'usage défensif ou provocateur d'armes de destruction massive plus ou moins ciblées de la part de quelques pays comme l'Iran, la Corée du Nord, le Pakistan, l'Inde, la Russie, mais aussi en réponse réciproquée et/ou préventive par certains pays occidentalisés. C'est un risque probable dont les conséquences négatives non maîtrisées seront fatales et/ou durables pour les pays concernés, tout en déstabilisant l'ensemble de la communauté internationale.

15. Des **gouvernants et des personnalités qui s'accrochent** à leur poste, au pouvoir, à l'argent, au business, à une vie plus longue, en cherchant à prolonger leur vision du monde, leur fixation mentale, leur attitude conservatrice, leur domination personnelle, tout en faisant objectivement le malheur des peuples qui, certes mécontents et en colère, n'ont pas la force et le courage de s'opposer frontalement, de renverser collectivement les régimes en place, sinon de s'indigner encore et encore dans des proclamations et manifestations de rue. La dynamique des foules reste limitée à des manifestations de rue, voire à de la désobéissance civile, par des minorités actives de participants, alors que la majorité silencieuse ne fait rien ou presque.

16. La **profusion de discours autoréalisateurs** préconisant un retour régressif vers l'Avant de l'Ancien Monde ou, au contraire, un grand pas vers l'Après d'un Nouveau Monde, lesquels font long feu en s'oubliant rapidement derrière la pression de la réalité et des soucis liés à l'hyper présent. Il est d'ailleurs symptomatique de constater que plus les gens sont inactifs sur le terrain, sans jamais passer à l'acte ni s'engager, plus ils ont le verbe haut et assuré en transformant leur inaction en vindicte cognitive et intellectuelle.

Les aspects positifs

Ils résultent principalement d'un état d'esprit offensif, d'initiatives audacieuses et/ou d'engagements responsables menés par de simples citoyens ou par des collectivités adultisées qui osent entreprendre et accomplir jusqu'au bout leurs rêves, leurs projets, leurs visions du meilleur et de l'utile à faire. Les actions positivées recouvrent différentes réalisations, approches, objectifs poursuivis, comme... :

17. Des **mouvements citoyens éparpillés** un peu partout, mobilisés sur des sujets divers en étant bien décidés à porter leur message, leur revendication, leur projet ou contreprojet dans la sphère publique et/ou pour influencer les décisions politiques. C'est aussi une floraison d'initiatives locales, d'applications innovantes, d'inventivité, de créativité en microéconomie et nanoéconomie, prouvant que lorsque l'individu le veut avec détermination, audace et courage, seul ou en groupe, les choses se font, les choses changent positivement.

18. La **recherche personnelle d'un mieux-vivre sa vie** et sa citoyenneté en sortant des modèles collectifs standardisés, formatés, en revendiquant une plus grande autonomisation dans la recherche du Carpe Diem intime, du bien-être privé, de la réalisation de soi dans l'accomplissement de ses activités, du social, du professionnel. L'objectif poursuivi consiste à s'extraire du rythme trépidant des grandes métropoles, de l'espace confiné, artificialisé, pollué, stressant des grands

centres urbains, malgré tous les avantages pratiques de mobilité, de logement, de travail, de services disponibles sur place. La recherche d'une meilleure qualité de vie pour soi-même et ses proches devient un objectif majeur au cœur du désordre mondial, bien plus prédominant que toute forme ancienne de nationalisme, de chauvinisme, de patriotisme militant ou syndiqué. Cela se manifeste par un retour au vrai et à l'authentique malgré un monde en désordre permanent avec l'envie, la motivation de passer à l'acte dans des micros et nanoactivités au niveau local via le télétravail, le bénévolat, l'artisanat, le commerce, l'hébergement, l'élevage, l'agriculture..., voire mener des aventures personnelles atypiques.

19. La **maîtrise d'une vraie compétence manuelle**, opérationnelle de terrain, en délaissant les fonctions administratives, d'employé de bureau, de gestionnaire dans sa tour d'ivoire, autant de fonctions brassant de l'air, du papier, des chiffres, obligeant à pianoter toute la journée sur un clavier, à prendre des petites décisions en réunion, à adopter des comportements de subordination à contre-courant de sa vraie nature, à se plier aux ordres d'une hiérarchie managériale fortement stéréotypée, soucieuse de sa rémunération, de son petit pouvoir, de son image statutaire, faisant de la « politique » en interne et fuyant souvent la réalité brute du terrain.

20. La **sortie de la crédulité de masse** avec des citoyens qui accentuent leur vigilance face à l'information médiatique, au discours politique, à l'Offre industrielle et de services, ainsi que les réflexes d'anticipation afin de réduire le risque à subir, les conséquences et les effets non voulus. L'individu affirmé comme le citoyen bien éduqué savent dire Non en devenant de moins en moins manœuvrables, influençables, premier degré, obligeant l'Offre globale, les pouvoirs publics, comme les systèmes dominants à être plus transparents, plus clairs sur leurs intentions, plus efficaces, plus personnalisés dans leurs relations avec les acteurs de la société civile (usagers, contribuables, clients, consommateurs, administré(e)s...).

21. Un **rééquilibrage du rapport entre sexes et genres** favorisant le retour légitime et équitable de la femme dans la société civile, ainsi que la prise en considération des personnes genrées notamment dans les pays occidentalisés, malgré la pression de petites minorités conservatrices en retard de mentalité adultisée ou d'une franche opposition religieuse traditionaliste, intégriste, communautaire fortement radicalisée. On assiste même dans certains domaines à un retour de balancier féministe et genré prenant le pouvoir sur le sexe masculin dominant, révélant alors plus la présence latente du 2D, voire d'un esprit de revanche, que d'une véritable évolution de la mentalité sociétale.

22. Les **bons aspects d'une vaste immigration** ciblée à l'international permettant de combler les « trous démographiques » de certains pays occidentalisés avec des curseurs de « skills » (compétences) imposés à l'entrée de la plupart des pays d'accueil, afin de compenser les baisses structurelles du nombre d'actifs dans certains métiers, certaines activités, certains territoires. Parallèlement s'organise la gestion coordonnée du déplacement des populations volontaires lorsque celles-ci sont impactées par le climat, la montée des eaux, les conditions économiques difficiles, le refus des régimes politiques et sécuritaires en place, sur de nouveaux territoires à conquérir et rendre hospitaliers (grandes forêts et savanes d'Afrique, déserts à urbaniser, îles réelles ou artificielles, territoires du Nord (Arctique) et du Sud (Antarctique), massifs montagneux...). Il est aussi nécessaire d'assainir, de purifier constamment l'espace vital (éviter le désordre, l'entropie, la violence...) en éloignant des grandes concentrations humaines et des centres urbains les personnes jugées indésirables (prisonniers dangereux, meurtriers récidivistes, terroristes radicalisés, fauteurs patentés de troubles...) en les localisant sur des sites éloignés (enceintes sécurisées, espace

sidéral, autre planète, unité flottante, sous-sol terrestre...), tout en acceptant leur éventuel retour assagi.

23. Une **tendance à la désolidarisation de l'économie traditionnelle**, le non-recours aux monnaies officielles et aux circuits accrédités par d'autres moyens parallèles, alternatifs, privés, locaux, destinés à être utilisés dans une zone limitée et/ou en dehors du contrôle étatique tels que le troc (entre particuliers), le barter (entre entreprises et personnes morales), l'échange par compensation (système automatique informatisé), le SEL (système d'échange local), la cryptomonnaie (monnaie numérique cryptée indépendante des réseaux bancaires) et bien évidemment la gratuité... L'objectif principal n'est plus purement économique pour s'enrichir, mais de créer et entretenir le lien social dans une entraide locale destinée à redonner un « pouvoir d'exister » dans la dignité et l'équité. Il mise entièrement sur la compétence des uns, l'énergie des autres, l'optimisation des moyens disponibles dans le cadre d'une consommation limitée, raisonnable, plus qualitative, voire une déconsommation (réduction des quantités achetées). Le second grand objectif est de réduire localement la pauvreté, la précarité, le mal-vivre, la séparation entre le bon et le mauvais citoyen vis-à-vis du fisc et de la loi, ainsi que l'assujettissement à des coûts contraints haussiers rendant la vie difficile et figeant l'ascenseur social du plus grand nombre.

En collectivité, le désordre précède toujours l'ordre

Si le citoyen adultisé peut améliorer seul sa propre condition de vie et celle de ses proches, seule la dynamique collective (team, groupe soudé, communauté solidaire) peut créer les conditions citoyennes et sociétales favorisant un enracinement mental et comportemental qualitatif et durable. Il est nécessaire de considérer que l'histoire jugée exemplaire d'un régime politique, d'une idéologie, d'une croyance, d'un mythe, d'une aventure industrielle, doit s'arrêter à un moment donné comme la vie de chaque homme et femme. En prenant en considération le fait que la réalité du vivant n'est pas de se prolonger indéfiniment, il devient nécessaire d'inventer constamment autre chose, de se renouveler dans la différence du passé et des autres. Ce postulat existentiel est pleinement valable en matière de dynamique collective et systémique, faisant que le sens du vivant n'est pas seulement de se reproduire, mais aussi d'évoluer dans l'ensemble de ses potentiels par l'acquis qualitatif et l'opportunisation maximale (Hastag [#28](#)). Aussi, il est nécessaire de sortir du darwinisme primaire, du créationnisme, de l'inné dominant, c'est-à-dire de tout ce qui s'entête à prolonger dans le même état, sans aucun changement, le passé dans le présent via les pratiques conservatrices, traditionalistes, fondamentalistes, intégristes. Dès lors qu'une volonté existe et qu'une conscience se développe, le déterminisme et la prédétermination dans la continuité sont des erreurs collectives, des anomalies sociétales, dans un monde moderne de plus en plus éduqué, complexifié en bien comme en mal.

Le désordre précède toujours l'ordre. Il relève de la réalité fractale du vivant comme de toute vie en collectivité en étant consubstantiel à l'évolution. Il est de ce fait un signal fort indiquant un déséquilibre fonctionnel majeur, un laisser-faire anormal, une situation fondamentalement perfectible. La finalité du désordre n'est pas l'instabilité entropique (chaos, anarchie, catastrophe...), mais un rappel puissant que l'ordre en place n'est pas à la hauteur des enjeux ou de l'efficacité nécessaire (Hastags [#19](#), [#29](#), [#33](#), [#35](#)). Ainsi l'ordre autoritariste, radical ou

sécuritaire en surface sociétale qu'il soit républicain, monarchique ou dictatorial relève souvent d'une occultation volontaire, d'une dissimulation machiavélique, voire d'une impuissance patente à traiter un désordre latent et/ou profond. Le désordre collectif n'est pas forcément apparent (manifestations, conflits sociaux...) en étant presque toujours masqué par un ordre policé. Il s'anime davantage dans la profondeur des dogmes imposés, des principes et fondamentaux plus ou moins obsolètes, décalés des attentes et/ou de la réalité du moment. C'est toujours par un non-traitement efficient qu'il produit un ordre visible et/ou de façade dans le paraître, la conformité, la normativité, tout en déformant fortement l'activité mentale et cognitive de tous ceux et celles qui y sont exposés. De ce point de vue, tout ordre sociétal ou collectif est suspect en proportion directe des mesures, règles et lois en vigueur.

Les principales causes du désordre collectif

Il existe plusieurs sortes de désordres entre les désordres de nature entropique (négatif) dont le but est de renverser l'ordre établi avec une issue inconnue ; les désordres voulus et sous contrôle (volontaire) dont le but est de chasser « l'intrus », le remplacer et/ou prendre sa place ; les désordres subis (neutre) qui obligent à supporter une situation hors de contrôle ; les désordres opportunistes qui permettent de rebondir sur un « après », sur autre chose (positif).

Les désordres entropiques

- . Le désordre par excès d'ordre sécuritaire, action militaire, terrorisme
- . Le désordre par l'émeute, la révolte, la rébellion, l'insurrection, la colère
- . Le désordre par violence, destruction, élimination, adversité
- . Le désordre par désobéissance civile, insubordination, irresponsabilité
- . Le désordre mental, psychologique, intellectuel, cognitif
- . Le désordre pathologique (syndrome de Diogène), sanitaire, maladie

Les désordres voulus

- . Le désordre rationalisé opposant les clans, races, ethnies, religions
- . Le désordre par opposition politique, revendication, dissension, discordance
- . Le désordre organisé par esprit anarchique, stratégie de manipulation
- . Le désordre légalisé par vote consacrant le rejet de l'Offre existante
- . Le désordre par refus direct des codes, des règles, des usages en vigueur
- . Le désordre par abandon de poste, grève, fuite, embargo, blocage

Les désordres subis

- . Le désordre provenant de phénomènes naturels, climatiques, catastrophes
- . Le désordre par accident, victimisation, mésaventure, complication
- . Le désordre par laisser-faire, laisser-aller, impéritie, fuite, irresponsabilité
- . Le désordre par incapacité à contrôler la situation, à reprendre la main
- . Le désordre par erreur, par imprévu, bouleversant les habitudes
- . Le désordre par privation de pouvoir, d'ascendant, d'influence, d'action
- . Le désordre par défaut de consignes à suivre, de valeurs fortes
- . Le désordre par inertie, flottement, confusion, embrouillement
- . Le désordre par éparpillement, désorganisation, foutoir, mauvaise décision
- . Le désordre par perte de contrôle d'un processus, de maîtrise du risque
- . Le désordre par défaillance technique, défektivité technologique
- . Le désordre par inadvertance, faute d'inattention, imprudence

Les désordres opportunistes

- . Le désordre conflictuel avec les proches qui oblige à trouver des solutions
- . Le désordre affectif, émotionnel, qui force à grandir en soi-même
- . Le désordre réformateur poussant à agir, passer à l'acte, faire des ruptures
- . Le désordre talentueux libérant les énergies, les envies, les ambitions
- . Le désordre créatif apportant des idées innovantes, originales, ingénieuses
- . Le désordre existentiel poussant à faire autrement, vivre autre chose

L'antinomie entre l'ordre imposé et l'ordre spontané

Dans toute collectivité, le désordre a des sources au pluriel qui peuvent se cumuler entre elles, alors que l'ordre est généralement traité au singulier, souvent de manière unique, rigide, sévère, autoritaire, voire par la répression et la sanction. En matière d'invitation à l'ordre ou d'imposition de l'ordre, si l'intention de départ peut être bonne et justifiée, c'est presque toujours la méthode qui pose problème et/ou induit le rejet, la colère, le désaveu, la résistance, d'une partie des membres concernés. Ce qui est sûr, c'est que toute forme de désordre est un appel pressant pour l'arrivée d'un nouvel ordre plus juste. Il existe 2 ordres opposés : l'ordre imposé et l'ordre naturel ou spontané. L'ordre imposé prend toujours naissance dans des référentiels collectifs et sociétaux à sens unique, dans la verticalité et/ou le rapport de force (loi, droit, autorité, force publique, dominance institutionnelle, croyance, argent-roi, division sociale...), alors que l'ordre naturel est spontané dans une sorte de stabilité endogène, d'intelligence relationnelle, de symbiose entre les parties concernées. Il est évident que le meilleur ordre capable de vaincre durablement le désordre et l'adversité, de s'imposer profondément et de manière vertueuse est l'ordre naturel dans l'une ou l'autre de ses différentes formes. À l'inverse, tant que l'ordre imposé est dominant, la collectivité et/ou le fonctionnement étatique et systémique sont encore foncièrement inaboutis, voire décalés des véritables attentes et nécessités sociétales modernes.

Les différents types d'ordre imposé

Chacun d'eux repose sur l'exercice d'une dominance, d'un rapport de force, d'une sélection naturelle privilégiant l'animalité en l'homme, le 2D, comme c'est le cas avec :

- . L'ordre public par la conformité aux normes, règles, lois, devoirs
- . L'ordre régalien, républicain, basé sur le droit, la force, la justice
- . L'ordre par le commandement, l'autorité, la hiérarchisation, la discipline
- . L'ordre sécuritaire, policier, militaire, justifiant la violence d'État
- . L'ordre moral basé sur des préceptes, valeurs, mœurs, principes
- . L'ordre religieux basé sur la théologie, les rituels, symboles et croyances
- . L'ordre économique, commercial, concurrentiel, fondé sur le marché
- . L'ordre social fondé sur la division et l'interrelation civique entre membres
- . Le nouvel ordre mondial via de grandes institutions : FMI, ONU, OTAN, G20

L'ordre naturel ou spontané

Il s'assimile à une conduite de vie dans laquelle chacun trouve naturellement sa place, assume spontanément un rôle dans l'esprit de responsabilité, la légitimité, l'application courante de valeurs évolutionnaires, comme c'est le cas avec :

- . L'ordre collectif animé par une mentalité ouverte, positive, synergique
- . L'ordre personnel relevant de l'autodiscipline, autonomie, indépendance

- . L'ordre coopératif sur un objectif commun, partagé, mutualisé
- . L'ordre adultisé fondé sur une dynamique saine, affirmée, volontariste
- . L'ordre conscientiel, psychologique, émotionnel, intellectuel, physique
- . L'ordre proactif dans le quotidien familial, domestique, professionnel

Comment changer l'ordre dominant ?

L'ordre est efficient lorsqu'il provient de sa propre volonté dans l'autodiscipline et l'esprit de responsabilité. Il devient simplement efficace quand il s'impose à tous au même moment par la discipline et le matricage culturel et psychologique que cela suppose. Il importe de la non-efficacité dans son application dès lors qu'il est subit dans la contrainte. Il est carrément inefficace alors qu'il n'est plus accepté et/ou se voit récusé en incitant à la résistance, à la désobéissance, à la contestation, à l'indiscipline. Il est observable que toute action individuelle d'opposition ou de revendication décalée de la réalité du plus grand nombre et/ou avec uniquement une présence citoyenne anonyme et/ou sans aucun objectif de blocage de l'activité générale et/ou sans proposition concrète utile à tous, a peu de chance de se traduire par une écoute réelle du pouvoir en place. Aussi, la seule bonne façon de manœuvrer pour changer véritablement un ordre existant dans la vie collective, l'entreprise, sur le champ de bataille, dans une institution territoriale ou nationale, au sein d'une gouvernance..., consiste à coupler un désordre voulu avec un désordre opportunisé. L'histoire nous apprend que la seule façon de réussir un changement avec ou sans annulation de projet, avec retrait ou non d'individu cible ou faisant frein, oblige à combiner simultanément le mécontentement des uns avec celui des autres, voire avec les idées réformistes de certains. Si l'union fait la force, la réussite de la force dans un milieu complexe consiste non pas à la démontrer de manière ostensible, puissante, violente, brutale, mais à éviter surtout la division, la fragmentation des moyens et des ressources disponibles. L'important n'est pas de gagner un affrontement, de réussir une campagne menée, mais de gagner définitivement le combat sans risque d'effet retour (de manivelle). Tout citoyen isolé ou petit groupe motivé ne peut rien ou pas grand-chose (pot de terre contre pot de fer) face à un système dominant ou à l'inertie structurelle du collectif, du moins dans un temps court. Au lieu d'agir chacun dans son coin avec sa petite association, sa petite entité, son petit réseau, sous l'égide ou non d'un meneur charismatique, mieux vaut réunir durant le temps nécessaire un maximum de membres d'associations, d'entités différentes, de réseaux influents, sur un programme précis d'actions. L'élaboration de la programmation doit pouvoir se passer de leader(s) qui, avec le temps, peuvent changer d'avis, faire de « la politique », être manipulé(s), influencé(s), corrompu(s) et surtout s'opposer entre eux sur la conduite à tenir.

Les différentes façons de prendre position

- . Coparticiper à l'action en passant physiquement à l'acte
- . Apporter sa contribution bénévole d'une manière ou d'une autre
- . Effectuer un don, aider financièrement, apport en nature ou industrie
- . Soutenir moralement, techniquement, intellectuellement, amicalement
- . Mobiliser ses proches, informer le public, conscientiser l'entourage

Face aux pratiques usuelles de revendication et aux méthodes conventionnelles d'opposition, la question est de savoir comment tendre vers l'unité lorsque les chefs, présidents et autres dirigeants du moment ont des visions divergentes, des

égos poussant à l'imposition de soi, à la dominance, donc à l'antagonisme d'une manière ou d'une autre et non à la coopération loyale. C'est la raison pour laquelle il est bien plus profitable à moyen et long terme de remplacer l'autorité statutaire du leader par un programme collectif spécifique auquel tout le monde peut adhérer et coparticiper. La programmation citoyenne dans un cadre d'horizontalité doit remplacer la verticalité venant du haut de la pyramide humaine (chef, dirigeant, président), ainsi que le recours à la chance, au hasard, au surnaturel ou à l'invocation d'une référence religieuse (dieu, prophète, saint), en se montrant beaucoup plus pragmatique, concret, dans le détail des revendications à obtenir. Aussi, la meilleure façon de s'opposer à un pouvoir centralisé ou jugé trop directif en vue de conduire une grève pour obtenir des effets maximums, pour opportunistiser un blocage déjà en cours initié par une fraction significative de la population civile (agriculteurs, routiers, pêcheurs, taxis, cheminots...), nécessite d'y associer d'autres fractions d'actifs ayant un impact économique important, ainsi que plusieurs autres fractions de la population représentant les classes moyennes (retraités, étudiants, enseignants, gilets jaunes...) ayant également à défendre des revendications précises. La **première bonne attitude** consiste à éviter le découplage des fractions de population en fonction d'agendas différents. Il est impératif de ne pas croire que l'on est soi-même important ou décisif au sein de la collectivité en défendant uniquement ses propres revendications, sans porter d'intérêt ni d'appui à celles des autres. La concurrence « sociétale » incitant à agir de manière séparée des autres et/ou à vouloir concentrer les médias sur sa propre cause jugée centrale est un mauvais calcul à terme. Il peut certes en résulter des avancées sur certains points, mais aussi des reculs ou des stagnations encore plus importantes par ailleurs. La **seconde bonne attitude** est de concentrer, de regrouper au même moment et avec la même détermination, la totalité des fractions mécontentes de la population ayant un impact direct sur les grands équilibres économiques, sociaux et politiques. Il s'agit de peser « ensemble » pour obtenir de vrais changements structurels et non quelques bribes conjoncturelles. Il faut pour cela impacter les points faibles sociétaux capables d'enrayer les principaux moteurs sociaux, économiques et politiques. Aucun système dominant ne peut résister longtemps à la remise en cause de ses bases et des principes actifs de son pouvoir. C'est le citoyen qui valide la légitimité du pouvoir à un système, c'est au citoyen de la lui contester. Rappelons qu'un système n'est rien sans les individus le composant, le représentant et l'animant de l'intérieur, faisant que pour changer un système il faut d'abord changer les hommes et les femmes le dirigeant. Aussi, il ne s'agit plus d'être spectateur, observateur, badaud, d'un mouvement au sein du collectif, mais de prendre position en tant que citoyen adulte. C'est la **troisième bonne attitude** qui consiste à dire clairement NON à l'existant ou clairement Oui à l'existant, tout en sachant départager par le discernement et l'objectivité les bons et les mauvais aspects factuels. Toute position intermédiaire de type ni Oui ni Non et/ou de laisser-faire ne conduit généralement qu'à la prolongation de l'existant, voire à son durcissement envers les fractions qui s'y opposent et même à tout le monde au final. En ne prenant pas position, on expose directement les acteurs proactifs engagés sur le terrain en ne manifestant soi-même aucun esprit de responsabilité.

Les 11 conditions pour faire plier ou changer l'ordre en place

Il existe de nombreuses façons pour faire plier un gouvernement ou une direction quelconque, comme par exemple : arrêter le travail de production, obstruer les entrées et sorties d'établissements sensibles, empêcher la circulation des biens et

des personnes, bloquer les approvisionnements alimentaires ou d'énergie, paralyser toutes les formes de transport collectif, boycotter les grandes marques, perturber la grande distribution, différer le règlement des factures, le paiement aux grands systèmes publics en place... Pour réussir, il faut une minorité engagée d'acteurs de terrain représentant une majorité de mécontents passifs venant d'horizons différents et surtout...

. **Pratiquer l'union « sacrée »** de manière ciblée et ponctuelle en évitant les dissensions habituelles, en voyant uniquement l'intérêt commun, prouvant ainsi le véritable sens des responsabilités des uns et des autres au profit premier du collectif ou de la communauté et non d'intérêts partisans.

. **S'affirmer de manière discernée et positive** en tant que citoyen adulte en considérant que la légitimité des revendications (bien-fondé de l'action, exercice d'un droit ou d'une liberté, demande de justice, d'équité...) est supérieure à la légalité du moment et/ou peut faire avancer rapidement la condition économique, sociale, citoyenne, sociétale du pays concerné.

. **Ne jamais mener seul une revendication** jugée légitime s'opposant à la légalité et/ou à l'ordre en place, au risque assuré de tomber dans le piège du pot de terre contre le pot de fer et devenir une cible directe pour les systèmes ou services publics concernés.

. **Pointer les incuries** au sein du gouvernement en place, de la direction ou du service concerné, en prenant des cibles humaines précises (dirigeant, ministre, préfet, haut responsable...), mais jamais la fonction publique dans son ensemble afin que les personnels de l'entité concernée agissent de l'intérieur pour s'en séparer d'une manière ou d'une autre et/ou permettent que s'ouvre une voie de négociation.

. **Regrouper sur une programmation commune les fractions de population** de la jeunesse étudiante aux aînés retraités, en passant par les principales catégories d'actifs ayant un impact direct sur les grands équilibres économiques et sociaux de la vie en société.

. **Faire des demandes explicites** avec des propositions de solutions concrètes. L'idéal étant une programmation précise et transparente faisant suite à des états généraux, une convention citoyenne, des alliances syndicales, des contributions numériques argumentées et chiffrées, devenant à la fois un totem social et un objectif sociétal sans aucun retour en arrière.

. **Manifester une forte détermination** face aux inévitables pressions exercées en prenant clairement position, en s'appliquant des règles de loyauté, d'honnêteté intellectuelle, en évitant ceux et celles qui ont des postures girouettes, qui utilisent le mensonge, la mauvaise foi.

. **Être solidaire de cœur et d'esprit** avec les manifestants qui ont des revendications légitimes en restant disponible pour aider d'une manière quelconque selon ses moyens et/ou coparticiper à des demandes de sondage d'opinion.

. **Ne jamais se disperser ou arrêter une opération en cours** sous l'influence des pouvoirs publics, de la pression exercée par les forces de l'ordre, car alors tout s'effondre, gaspille et rend inutile toute l'énergie mobilisée, tout l'argent dépensé ou non recouvré par ailleurs.

. **Impliquer les personnels de la puissance publique**, les élus, les leaders du moment, ainsi que les forces de l'ordre en évitant de se confronter directement à eux (sauf réciprocité légitime) sachant qu'ils ont eux aussi des membres familiaux ou des amis directement concernés, une fibre citoyenne à défendre, une conscience d'adulte bien supérieure à toute forme d'obéissance servile ou psychorigide.

. **Se méfier des « sous-marins »**, des infiltrés, de ceux qui critiquent le mouvement tout en restant dedans, de ceux qui parlent dans le dos, car ce sont eux qui sapent de l'intérieur les projets, influencent la volonté des autres, entretiennent le doute sur l'issue, voire renseignent les autorités concernées.

Faire avancer la dynamique collective

L'avenir rayonnant de l'individu et du citoyen d'abord de sa propre évolution endogène et non de sa dépendance à l'Offre collective ou de son rapport plus ou moins étroit à autrui. C'est la raison pour laquelle la soumission de l'individu aux règles du collectif comme gage d'accès au bien-être et au bien-vivre est un paradigme « ancien » qui doit être remplacé par celui qui privilégie d'abord de manière évolutionnaire son propre épanouissement, sa propre affirmation de soi, voire son propre aboutissement de soi, avant d'envisager, en second, tout ce qui le relie à l'environnement sociétal et à autrui. Il doit être également considéré que les collectivités territoriales et locales sont avant tout les meilleurs relais systémiques et étatiques qui soient, avant d'être au service direct du citoyen, en comprenant toutes les organisations publiques et parapubliques, les entités économiques et sociales, les groupements associatifs, corporatistes, communautaires et syndicaux hiérarchisés et formels, dont la vocation est de s'intégrer puis de suivre le mouvement général, lui-même encadré par les lois et les usages officiels. De manière un peu trompeuse, un grand nombre d'individus pense que l'existant présent est indissociable des dogmes, usages, pratiques et traditions en vigueur dans son pays natal ou d'accueil, alors qu'il existe des milliers d'autres cultures bien différentes disséminées partout dans le monde (sans même parler de l'histoire). À ne faire et ne regarder que ce que l'on connaît (comme Saint Thomas), on en oublie qu'il existe partout ailleurs d'autres possibles et que tout doit être fortement relativisé dans la condition humaine pour espérer évoluer en soi et avec les autres. De la même manière, beaucoup trop d'individus pensent que le monde futur se réduit au prolongement de l'existant présent et qu'il n'est pas possible de le modifier, sans quoi celui-ci est inévitablement voué à devenir entropique. Ce qui est naturellement faux en regard des 3 grands principes animant le vivant (inné, acquis, opportuniste maximale) lui permettant sans cesse d'évoluer, voire de se transformer ou muter. Le pire en matière de collectivité et d'humanité est d'envisager une régression vers le passé, un retour en arrière, en figeant l'avenir aux conditions du passé.

Il existe fort heureusement de vastes espaces d'évolution au sein de toute collectivité obligeant à respecter 4 conditions de base :

. **Refuser le retour des contraintes liberticides**, ainsi que le maintien d'un pouvoir centralisé, verticalisé et/ou trop personnifié en toilettant, nettoyant, déconstruisant si nécessaire tout ce qui est inutile et obsolète, non éthique, non équitable, arbitraire, discrétionnaire, népotiste...

. **Recourir aux 34 valeurs évolutionnaires** comme fondements de toute société adulte en privilégiant l'Intelligence Relationnelle, seule capable de pratiquer le Gagnant-Gagnant ou a minima sur le donnant-donnant (principe de réciprocité appliqué).

. **Favoriser la coopération**, le partenariat, la solidarité, la collaboration entre les individus, entre les différents acteurs des entités nano, micro et macroéconomiques, entre les groupes sociaux et naturellement avec l'ensemble des services publics.

. **Mettre en place des relations** privé-public, état-citoyen, fondées sur un partage équitable des pouvoirs et des devoirs en accordant davantage de droits légitimes aux écosystèmes formés de citoyens adultisés.

La grande responsabilité du collectif sur le contrôle humain

Le contrôle humain n'est pas uniquement réservé aux technologies fonctionnant avec l'IA (Intelligence Artificielle), il est également omniprésent dans les rapports entre le citoyen et la collectivité, elle-même largement sous pression ou tutelle de l'État et des systèmes dominants. Par contrôle humain, il faut comprendre tout ce qui interagit de manière influente et/ou directive sur le comportement, l'attitude, la psychologie, la décision, le mental, au sein des sphères communautaires, civiques, sociales, économiques, professionnelles... C'est le cas notamment avec l'encadrement plus ou moins coercitif résultant des lois, des règles, des devoirs, des contraintes fiscales multiples, des normes, des procédures, des niveaux de salaires et rémunération..., le tout placé sous l'égide de l'autorité, de la hiérarchie, de la sanction et de la récompense, de l'accès ou non aux biens vitaux, corporels, incorporels, matériels, de production, de consommation, d'équipement... En fait, le contrôle humain, du citoyen et du fonctionnement des entités morales est un invariable sociétal. Plus l'individu est placé sous contrôle humain, plus il est restreint dans l'usage de ses capacités, potentiels, ressources comme dans l'expression de ses droits et libertés légitimes. Seul le pouvoir, le fait d'être placé au-dessus des autres et/ou protégé par l'argent, la propriété, le titre, le statut, la notoriété, le rôle de chef ou d'icône, l'intelligence supérieure..., permet de réduire ou de s'affranchir temporairement du contrôle humain et/ou de l'appliquer soi-même aux autres. Aussi dans toute collectivité, les meilleurs citoyens ne sont pas ceux qui savent s'émanciper du contrôle humain par la force, la ruse, la manipulation, un profil systémisé ad hoc et/ou l'exercent sur les autres dans la verticalité, la solennité du pouvoir, dans le discrétionnaire de la gestion administrative et encore moins en tant que bons petits soldats des systèmes en place. C'est, au contraire, tous ceux et celles qui s'exposent frontalement aux risques du terrain de manière opérationnelle, anonyme, compétente et humble avec régularité, positivité, énergie et motivation. De ce point de vue, l'action courageuse, engagée, entreprenante, audacieuse à petite échelle (commerce, artisanat, activité indépendante, agriculture, élevage, pêche, auto-emploi...) révèle davantage le dynamisme des membres du collectif et de la collectivité au sens large, que la plupart des fonctions administratives, de gestion, de middle management, de décision hiérarchique, même brassant de l'argent à grande échelle au profit d'une minorité de nantis (propriétaire, actionnaire, rentier, milliardaire, fortuné...)

Tout ce qui n'engage pas la responsabilité personnelle, la véritable prise de risque, la compétence permettant de se débrouiller par soi-même face à la plupart des difficultés, problèmes, exigences du quotidien, en étant concrètement aidé ou appuyé par son statut professionnel, par une délégation de tâches à autrui, par la garantie d'une rémunération confortable, n'est pas du tout exemplaire en matière de citoyenneté dynamique et offensive. À l'échelle collective et sociétale, la grande dépendance aux autres, aux technologies, aux automatisations systémiques, à l'argent-roi, aux normes imposées, explique pourquoi le cœur battant des sociétés modernes s'affaiblit constamment de l'intérieur. L'exogène prend la place de l'endogène dans la conduite existentielle. Cela se traduit par l'extrême importance accordée à l'intelligence logico-mathématique et à la mémoire, ainsi qu'aux capacités de traitement linguistique par le verbe, le

raisonnement, la communication, c'est-à-dire tout ce qui permet la répétition à l'identique de ce qui a été appris et mémorisé. Une orientation cognitive largement façonnée par l'académisme, puis par l'importance du temps improductif passé à remplir des formulaires, des dossiers, des procédures. C'est aussi une emprise administrative envahissante alimentée par les contrôles normatifs, la dictature des chiffres et des data. C'est également la facilité des échanges à distance, des réunions, des tâches déléguées aux technologies et à l'IA, remplaçant l'effort intellectuel, l'action directe. C'est enfin le recours excessif à la communication sous toutes ses formes (verbale, non verbale, écrite, visuelle, par l'information, l'imaginaire, la publicité, le marketing, le multimédia...) virtualisant la réalité du monde des faits, des événements, des produits, des prestations, des services rendus...).

Comment éviter le contrôle humain ?

Les 4 principales méthodes pour sortir du champ d'influence inhérent au contrôle humain consistent à :

- . **Être le plus possible autonome** dans son « lifestyle » en se débranchant des modes, des codes et des technologies, en se déconnectant de la dépendance à l'argent-roi, à la consommation, au paraître de l'image sociale..., afin de **stopper toute forme d'intrusion exogène** non voulue dans son univers de vie privée, intime.
- . **Laisser faire les stratagèmes de manipulation** venant des individus, des groupes constitués, des entités et personnes morales, des systèmes en place, de l'État et de ses représentants, en sachant pertinemment que l'on est manipulé, faisant ainsi qu'en étant parfaitement conscient de la manœuvre on inverse psychologiquement le processus en **manipulant le manipulateur** afin de le laisser croire, se découvrir à un moment ou un autre, épuiser sa patience, sa confiance en lui, son énergie, son capital de temps, voire son argent et/ou les moyens utilisés.
- . **Pratiquer la « déstratégie »** consistant à brouiller la compréhension, créer le doute, entretenir la perplexité, chez les tiers observateurs en n'émettant aucun signal pouvant être interprété de manière sûre et par avance. Il s'agit pour cela de **s'interdire de prendre une décision définitive**, une posture ou une attitude dominante, de choisir clairement parmi les différentes options possibles (faire en toute logique, ne pas faire du tout, faire autrement, reporter...) en ne le sachant pas soi-même, ce qui évite ainsi de fournir malgré soi des microsignaux interprétables. L'idée est que tout reste ouvert jusqu'au dernier moment, même si l'on connaît parfaitement les conséquences de chaque option. Tout dépendra du contexte final, de l'intuition, de facteurs décisifs dans l'hyper présent. Il est ainsi impossible pour les tiers d'anticiper une réponse précise, une contremesure tactique, au risque alors de se laisser piéger ou de commettre une erreur.
- . **Utiliser la réciprocité brute ou à l'identique** (réaction en miroir, en pur mimétisme) en **réponse directe, légitime défense**, contre tout émetteur, auteur, acteur, responsable identifié et ciblé d'un contrôle non accepté. C'est aussi la possibilité de recourir au principe de réciprocité de manière plus subtile et indirecte en mettant en place **une réplique, une réponse, une riposte proportionnée ou non** dans un autre domaine, voire d'utiliser volontairement la mauvaise foi (bluff, mensonge, désinformation, tromperie, faire l'innocent...).

Un espace collectif de plus en plus virtuel

Cet envahissement profond de l'espace collectif le rend de plus en plus virtuel (fictif, non réel, théorique, supposé, projeté...), ainsi que de plus en plus compliqué et complexe à utiliser (critères sélectifs, filtres, obstacles, contraintes, obligations, indifférenciation des cas, procédurisation, dépersonnalisation, automatisations...). C'est comme cela que l'impersonnalité du collectif prend constamment le contrôle sur l'humain. C'est aussi la raison qui explique que plus les fonctions assistées non directement opérationnelles (travail d'employé, répétition et brassage d'infos médiatiques, gesticulation et communication politique, gestion et communication d'entreprise, marketing, études et statistiques, prise de décision directoriale...) prennent le dessus sur celles qui obligent à maîtriser complètement un art, une technique concrète, un vrai savoir-faire, plus les capacités d'autonomisation, de débrouillardise, de maîtrise du risque s'appauvrissent chez l'homme et la femme moderne. Non pas que toutes ces activités et fonctions soient mineures dans la mobilisation d'un grand nombre d'employés de bureau, de subordonnés aux emplois et occupations répétitifs, de cadres gestionnaires, de middle management suivant à la lettre les ordres de mission de directions elles-mêmes assujetties à des résultats financiers imposés par les actionnaires, mais devraient être exercées en second après un vécu significatif sur le terrain du réel (compétence manuelle, réalisation créative, engagement entrepreneurial, initiatives diverses, preuve de débrouillardise). Aussi, tant que se développent et se perpétuent dans l'entreprise, dans la fonction publique, dans les collectivités territoriales, dans les associations, autant de rôles et de fonctions ayant un statut élitiste à partir d'un simple diplôme académique sans passer préalablement par un ou plusieurs métiers opérationnels de terrain ou d'action, alors il ne faut pas s'étonner que la technocratie en col blanc se développe anormalement. Le constat est même pire encore en observant que la vie en collectivité ne peut que s'aseptiser lentement en perdant son dynamisme spontané du fait d'un conformisme dominant et d'un cadre de plus en plus normatif, jusqu'à produire tous les effets de l'entropisation sociétale (dégradation des conditions de vie, désordre latent, pente du déclin, fragilisation des systèmes...).

De facto, l'existence individuelle se voit piégée dans un collectif autoalimenté par des interrelations relevant à la base d'un matricage éducatif, académique, civique, professionnel, socioéconomique, culturel, médiatique, technologique, conduisant tout droit à la monospécialisation de chacun dans une niche précise, un domaine spécifique, en phase avec les grands intérêts idéologiques, politiques, économiques, financiers, conservateurs en place. Il en résulte une organisation de masse cohérente et ordonnée inspirée du bas de la chaîne de l'évolution animale, notamment celle propre aux insectes sociaux vivant en colonie. Ainsi, plus l'individu se voit dépossédé de son libre arbitre, de sa libre pensée, de son discernement, de sa liberté dans le droit légitime, de son autonomie de décision et d'action, en devant suivre le mouvement général par les effets du mimétisme collectif, d'un conformisme comportemental normalisé, d'un multiconditionnement sociétal, plus il redevient d'une certaine manière un magnifique et grand insecte intelligent ou, au mieux, une machine vivante manœuvrable à souhait. Pris sous cet angle, le collectif agit comme une matrice existentielle où l'individu ne fait en réalité que répéter, dupliquer ce qu'il a appris à faire, reproduire à l'identique ce qui lui est imposé. D'une certaine manière, plus le collectif se normalise dans les métiers de « tête » utilisant majoritairement l'intelligence logico-mathématique, le fonctionnement mémoriel du cerveau et ses capacités d'analyse, moins il utilise

l'ensemble des armes naturelles et acquises propres à chaque être humain (autres fonctions cognitives et mentales, agilité des mains, bras et jambes, puissance évocatrice des 5 sens sur la conscience, dynamique énergétique des fonctions, organes et besoins humains, humanisation provenant des émotions et des états affectifs, efficacité de la volonté, développement des capacités, libération des potentiels profonds, expression des talents...).

La monospécialisation, un grand paradoxe du collectif

C'est le plus grand paradoxe du collectif que de monospécialiser les individus, c'est-à-dire de diviser les savoirs, de fragmenter les tâches et les rôles, de mettre tout le monde dans des cases, au sein d'une grande mosaïque de fonctions spécialisées placée sous l'égide d'une gouvernance pyramidale. Cette architecture sociétale viable avec des systèmes simples et un fonctionnement relativement linéaire (peu d'acteurs, force des habitudes, prévisibilité des actions...) n'est plus globalement efficace avec la complexification croissante des sociétés. Plus la complexité augmente (importance du nombre d'interrelations entre acteurs, développement du nombre d'activités, de rôles et fonctions, hyperciblage des actions menées...), plus il est nécessaire de créer de la synergie, voire de la symbiose, entre les membres d'un même collectif pour conserver et même augmenter l'efficacité globale. Aussi plus la spécialisation s'impose à tous, plus elle induit un ordre directif en surface sociétale engendrant mécaniquement un désordre latent en profondeur. Rappelons que la plupart des mécontentements et des mouvements sociaux résultent de postures politiques et gouvernementales jugées inadaptées, de réponses brutales des forces de l'ordre, de conditions de vie détériorées. Tout ce qui n'est pas en ligne droite et oblige à passer par les méandres d'une intermédiation elle-même fortement normée et couplée à une séparation plus ou moins étanche entre fonctions, activités et rôles différents (élite-peuple, direction-subordination, fonctionnaire du public-salarié du privé, force de l'ordre-citoyen lambda, producteur-consommateur, etc.), conduit inévitablement à l'amplification des motifs de déception, d'opposition, de crise, de revendication, par conséquent à l'omniprésence d'un désordre latent.

C'est le paradoxe issu de la collectivité « hautement systémisée » qui gère de manière uniforme les masses d'individus par l'usage, la loi et la norme, tout en les éloignant les uns des autres. La « révolution sociétale copernicienne » nécessaire au monde moderne (Esprit du Sociéthon) est bloquée par les schémas conservateurs, les mentalités formatées, les traditions dépassées, les croyances et autres idéologies inadaptées aux exigences du citoyen adulte. Le blocage exercé par les pouvoirs politiques, technocratiques, économiques, financiers, sécuritaires, religieux ou sectaires, empêche toute forme de rupture évolutionnaire par la nécessaire inclusion de nouveaux principes actifs, de nouveaux fondamentaux sociétaux favorables à une profonde innovation sociale (pas uniquement technologique ou par l'IA). Si le conformisme est un frein mental savamment entretenu par la plupart des grands systèmes, la logique évolutionnaire voudrait que ce soit la collectivité en tant qu'ensemble organisé et actif de citoyens adultes qui impulse le mouvement évolutionnaire par des changements positifs issus du toilettage, du nettoyage, voire de la déconstruction de certains pans de l'existant systémisé issus d'un passé révolu (Hastag [#29](#)). Dès lors que la collectivité exige de ses membres des contributions multiples, il est normal qu'elle favorise parallèlement leur épanouissement, leur bien-être, leur ascension conscientielle, ainsi que l'exercice plein et entier de leurs droits et libertés proportionnellement à leurs armes naturelles et acquises.

Dans tout type d'architecture sociétale à fondement conservateur, l'organisation collective ne peut que brider, voire castrer, les potentiels humains du plus grand nombre en surexploitant les capacités ciblées des actifs (même si bien rémunérées) et en plaçant sous contrôle le reste de la population, limitant ainsi l'indispensable émancipation des conditions humaine, citoyenne et sociétale. Pour bien prendre conscience de l'inadéquation fondamentale de nombreux préceptes conservateurs matriciant, formatant et déformant l'existence du plus grand nombre dans une réalité décevante, il suffit d'effectuer 2 tests simples :

. **Couper les liens hiérarchiques** du « haut vers le bas » pour s'apercevoir que le « haut » est incapable de s'occuper par lui-même des tâches du « bas », alors que le « bas » peut généralement se débrouiller seul sans avoir besoin des apports du « haut ».

. **Stopper brutalement les flux d'argent** (zéro revenu, zéro accès aux comptes bancaires, zéro moyen financier) pour s'apercevoir de l'extrême fragilité et dépendance de la plupart des hommes et des femmes monospécialisés du public et du privé, surdiplômés et/ou squattant les statuts élitistes, dès lors qu'ils sont directement confrontés à une situation de pure survie individuelle.

Pour pallier à cette macro impéritie sociétale derrière toutes les brillantes apparences statutaires et économiques du monde moderne, il est indispensable de favoriser la multispécialisation de la plupart des individus dès leur plus jeune âge, afin de revivifier de manière robuste l'ensemble du corps social. Une multispécialisation allant bien au-delà du cumul nécessaire de savoir-faire techniques diversifiés qui puisse produire du discernement, de la créativité, de l'inventivité, la facilitation du passage à l'acte, la capacité à rebondir sur les situations rencontrées (opportunisation maximale).

Passer du mode monospécialisation au mode multispécialisation

Pour qu'une collectivité évolue rapidement de l'intérieur, il est nécessaire que chaque membre puisse devenir polycompétent pour être en phase avec la réalité des autres et non isolé dans un savoir, une pratique ou un savoir-faire unique. La multispécialisation est une addition d'un minimum de 3 ou plusieurs spécialités ou compétences différentes pratiquées par le même individu. Elle repose sur la multicompétence, la polyconnaissance, la multi-information, la pluri-expérimentation, le multisavoir technique, via une grande diversité d'activités de loisirs et professionnels, le recours à des sources différentes d'informations, le turnover professionnel et/ou bénévole entre les postes, stages, fonctions et/ou missions publiques, électives, privées. L'objectif consiste à éviter, à la fois, la focalisation cognitive, la fragmentation des savoirs en monospécialisations « nid d'abeille », le corporatisme scissionniste, le cloisonnement socioéconomique, la division en classes sociales, soit tout ce qui favorise l'atomisation des citoyens dans des tâches isolées, différentes, non interactives entre elles. La multispécialisation est destinée à éviter le nivelage par le bas de la pensée, mentalité et conscience collective par le cloisonnement des méthodes, des pratiques, des usages. Elle permet d'étendre le périmètre de la curiosité intellectuelle sur la plus grande diversité de sujets culturels et informatifs, d'acquis expérimentaux, de domaines d'activités et de compétences. Son impact neurocognitif, mental et psychologique est évident en brassant de manière inconsciente des combinaisons aléatoires de stimuli, d'agrégations d'éléments informatifs disparates, favorisant la production d'idées nouvelles, de synthèses

inédites, une plus large ouverture conscientielle, voire une créativité ex nihilo (sans copier sur les autres). C'est aussi une meilleure capacité de résolution des problématiques courantes, une plus grande autonomisation dans la prise de décision, un esprit de responsabilité amplifié dans les actions menées. La multispécialisation différencie le parcours des individus en l'enrichissant par une diversité d'apprentissages, d'acquisition de savoir-faire, de formations opérationnelles, y compris autodidactiques (mais non empiriques), dans des domaines n'ayant rien à voir entre eux.

Les apports positifs de la multispécialisation

Les combinaisons en matière de multispécialisation sont quasi infinies, faisant que chaque individu peut s'extraire par le haut de toute forme de « nid d'abeille » systémisé, en détenant en lui un vrai pouvoir de connaissance (compréhension, action avisée, analyse lucide, conscientisation plus élevée...). C'est une sorte de « couteau suisse » applicable à de très nombreuses situations du quotidien favorisant les fondements d'une différenciation émancipatrice en sachant... :

- . **Additionner des connaissances utiles et pratiques** dans la vie privée, l'exercice de la citoyenneté, l'activité professionnelle et sociale (droit, informatique, communication, technicité, débrouillardise...).
- . **Avoir une plus grande vision d'ensemble** permettant de mieux apprécier et comprendre les tenants et aboutissants d'une activité, d'une situation, d'une décision, d'un projet, d'un objectif poursuivi...
- . **Comprendre les exigences des différents métiers**, des principales fonctions et contraintes dans un projet commun.
- . **Être capable de prendre des décisions** beaucoup plus discernées, plus justes, plus précises, incluant un plus grand nombre de compétences utiles, opérationnelles.
- . **Améliorer la productivité individuelle** en étant capable de remplir plusieurs tâches sans devoir déléguer, gagner un temps précieux, être plus efficace et rentable d'un point de vue économique.
- . **Dynamiser le travail en équipe**, en team, en apportant de la valeur ajoutée au projet collectif, en haussant le niveau d'implication de chacun, en augmentant le volume de travail accompli, en améliorant les chances de réussite.
- . **Rompre avec l'influence directive d'un rôle unique** ou spécifique qui impose aux autres, qui se focalise sur certains aspects ou problèmes, en négligeant d'autres facteurs pouvant être essentiels ou rédhibitoires.
- . **Relativiser les avis, les décisions**, les positions des uns et des autres, en se montrant beaucoup plus ouvert, intéressé, tolérant, avisé, ainsi que davantage proactif, audacieux, entreprenant.
- . **Éviter de s'enfermer dans une mono expertise**, le confort mental d'un savoir ou d'un savoir-faire jugé principal générateur de certitudes souvent démenties par la complexité de la réalité.
- . **Échapper au corporatisme des métiers**, s'extraire de la défense prioritaire d'intérêts particuliers aux dépens d'autres personnes, entités ou services, se préserver d'une vision arbitraire, partielle ou trop subjectivée.
- . **En finir avec la division étroite des tâches** et des rôles propice aux mêmes gestes répétitifs, habitudes, discours, approches, induisant une incapacité ou démotivation à s'intéresser aux autres aspects de la vie sociale et collective.
- . **Réduire mécaniquement les effets du temps improductif** en le contractant au maximum dans les tâches consacrées à la paperasse, l'administratif, la gestion, en évitant de glander (perdre inutilement son temps à ne rien faire).

- . **Redonner de la puissance créative** au fonctionnement inégalable du cerveau humain en étant capable de produire des idées, des solutions, des réponses innovantes, par le simple fait de combiner, associer, mélanger des stimuli et éléments d'information différents.

La nécessité d'une réingénierie collective

Il n'existe pas de véritable réingénierie collective permettant de refondre, revisiter, réorganiser, modifier à la fois les ingénieries systémiques, étatiques, collectives et sociétales existantes, afin d'améliorer positivement et concrètement le bien-être citoyen dans son milieu de vie. Dans presque tous les pays du monde, la politique a remplacé par la loi, la taxation et la procédure les dysfonctionnements gênants provenant du collectif, sans s'attaquer parallèlement à l'élimination systématique des sources parasites et toxiques provenant des excès systémiques, étatiques et technocratiques issus de l'exercice du pouvoir. Cette impéritie sociétale oblige à se poser des questions existentielles afin de pouvoir agir de manière concrète. Ce doit être l'ordre de marche du III^e millénaire que de se débarrasser progressivement de tout ce qui entrave, alourdit, freine, inhibe, le dynamisme collectif et citoyen. Si l'État ne le fait pas, si les collectivités ne s'en préoccupent pas, c'est aux citoyens de le faire à nanoéchelle (dans la sphère privée) et à microéchelle dans les organisations sociales et entités professionnelles. En tout état de cause, chaque type de fonctionnement collectif doit intégrer sa propre remise en cause, en étant capable d'effectuer des ruptures franches dans le tissu social (composantes sociales et interactions entre individus) selon 4 options possibles :

- . Rupture faible ou lente par **réingénierie structurelle** via l'intermédiation des élus ayant tendance aux compromis politiques à l'échelle locale, territoriale, nationale, fédérale, internationale.
- . Rupture contrôlée et discernée par **démarche évolutionnaire** placée sous l'égide directe des citoyens (et non sous celle des politiques et élus) dans le cadre de programmations offensives concernant des améliorations ciblées dans chaque milieu de vie.
- . Rupture forte par **implosion sociale créative** et/ou destruction créatrice sur le plan économique résultant d'une révolution menée par une partie de la population ou d'actifs prenant le pouvoir et imposant de nouvelles règles et méthodes.
- . Rupture opportuniste (ou subie) par les **effets d'une phénoménologie extérieure** imprévue provenant de catastrophes naturelles, pandémie dévastatrice, acte de guerre, changement climatique..., obligeant à rebondir et à mettre en place de nouvelles solutions ou stratégies.

Se poser 3 questions préalables

L'artificialisation de la vie collective placée sous tutelle économique, technologique, médiatique, sanitaire, sécuritaire et autre, pose de réelles questions existentielles pour le citoyen adulte, notamment en termes de finalité sociétale. Les 3 premières questions qui viennent à l'esprit sont :

- . **Sur quels référentiels directeurs**, le citoyen doit pouvoir s'adosser psychologiquement pour affronter les difficultés objectives de ses conditions de vie au quotidien : sur l'État central et ses institutions, sur les assemblées et services territoriaux, sur les systèmes dominants en économie, industrie, commerce, finance, religion, sachant qu'il existe une collusion d'esprit,

voire de méthode, entre ces 3 groupes d'acteurs ou s'appuyer sur ses propres compétences, convictions et valeurs évolutionnaires en se débrouillant par soi-même (partir à l'étranger, auto-emploi, autoproduction, vivre en petite communauté, privilégier le circuit court, l'économie circulaire...).

. **Est-il normal qu'un citoyen dynamique** apportant sa contribution de différentes façons aux systèmes en place (électeur, administré, contribuable, consommateur, usager, épargnant...) tout étant bien éduqué, formé, informé, ayant fait de nombreux sacrifices et efforts tout au long de sa vie, ayant vécu un grand nombre d'expériences le rendant plus adulte et mature ou encore ayant pratiqué diverses activités à rayonnement économique collectif, doive accepter d'être régulièrement mal traité ou mal considéré face à l'aveuglement procédurier de l'administration, du fisc, des forces de sécurité, du système de santé..., sans vraiment pouvoir refuser de subir ?

. **Pourquoi toute présence d'entité à caractère systémique** (unilatéralité des décisions, exercice d'un pouvoir ou d'une autorité, capacité de sélection, de sanction, d'obligation fiscale ou financière...) agit principalement en « père normatif » vis-à-vis du citoyen lambda en jouant volontiers le rôle de père Fouettard, de père la morale, de censeur, de « punisher », de racketteur fiscal et non en « père nourricier » en lui apportant une aide personnalisée, de la bienveillance, de l'attention, de la motivation dans les difficultés du moment, en rendant au contraire le quotidien du citoyen compliqué, peu motivant, stressant, difficile à vivre ?

Rétablir les équilibres avec 5 mesures frontales

La réingénierie collective, qu'elle soit pratiquée par des opérateurs missionnés ou par le citoyen lui-même dans les affaires le concernant, doit permettre de résoudre les problématiques prégnantes non par le biais de longues procédures officielles, mais en prenant le taureau par les cornes. Il s'agit, au-delà de la méthode opératoire (audit, diagnostic, étude, plan, préconisation...), de réduire fortement la violence systémique des astreintes et contraintes imposées aux citoyens que celle-ci soit légitime, légale, physique, comportementale, mentale, psychologique, émotionnelle, affectives... Le terme de réingénierie collective s'applique principalement à réguler de manière positive tous les facteurs organisationnels, fonctionnels, structurels, induisant volontairement ou involontairement de la tension, du négatif, de la violence, au sein des populations. Elle doit s'appliquer au-delà du champ traditionnel de la gouvernance nationale en considérant que toute interaction jugée violente ou agressive de l'État et/ou des systèmes vers l'individu et le citoyen induit généralement en retour une réaction agressive ou de rejet. Elle doit surtout ne pas nier ou écarter le fait que dès que l'être humain ressent de manière injuste et/ou durable une insatisfaction chronique ou une frustration forte malmenant certains besoins humains et/ou attentes citoyennes, sa tendance naturelle est de répondre en retour par la violence ou par des postures de non-adhésion. Aussi, l'objectif central de la réingénierie collective consiste à agir au cœur des contraintes et des astreintes systémiques dans la multiplicité de ses sources et causes identifiées comme agressives ou ressenties comme violentes. À chaque liste ou inventaire effectué de manière précise doit correspondre une démarche d'épurement et/ou de régulation devant mener soit à un simple toilettage, à un nettoyage en profondeur ou à une déconstruction complète si nécessaire. Toute bonne réingénierie doit commencer par procéder à 5 étapes avant de proposer des solutions ou des réponses techniques, fonctionnelles, conjoncturelles, structurelles :

1. Cibler et isoler le problème et/ou le ou les représentants directement impliqués dans l'affaire en cours en n'attaquant jamais de front l'entité responsable dans sa globalité, car alors tout le monde fait bloc en son sein pour la défendre, alors qu'en isolant le problème et/ou l'individu ou le service concerné, on dispose indirectement de l'appui des prétendants internes au poste (n-1), des adversaires directs, des insatisfaits dans l'entité concernée.

2. S'appuyer toujours sur les points faibles ou critiques des faits, des pratiques, des usages et/ou des individus concernés dans leur sourcing causal (psychologie, ego, image, portefeuille, réputation...) et notamment dans la relation directe entre la source de la cause problématique et la cause elle-même.

3. Entreprendre une action marathon dans la durée par toute mesure de communication, de négociation, voire administrative, légale, judiciaire. La détermination est essentielle face aux pressions subies, aux difficultés rencontrées, car c'est souvent la première cause d'échec des tentatives menées. C'est même la raison d'être de la réingénierie que d'être entêtée dans l'élimination des freins, des aberrations, des anachronismes, que ce soit par la réponse judiciaire, le changement de tête, le changement de gouvernance ou de méthode, la recherche d'évolution des mentalités et des mœurs...

4. Agir toujours dans le cadre d'une pure réciprocité proportionnée à l'atteinte subie ou le problème causé, afin d'autolégitimer les actions menées (Hastag #14).

5. Ne surtout pas craindre la menace, l'autorité, le pouvoir, la notoriété et/ou le statut de la cible, lorsque celle-ci est fonctionnaire, servant, collaborateur, élu, haut responsable, people, considérant qu'elle est toujours intrinsèquement beaucoup plus fragile que le citoyen lambda, dès lors qu'elle ne bénéficie plus de la protection de son titre ou de la couverture des membres de son institution.

Les autres conditions du changement par la réingénierie collective

Pour favoriser le changement, de nombreuses initiatives sont nécessaires à l'instar de celles proposées dans la plupart des Hastags sociétaux, comme par exemple :

- . **Cesser l'éloge de la prudence**, de la lenteur, de la prise de temps, car cela génère forcément des retards et des ralentissements fatidiques par rapport à la dynamique du monde réel et les exigences de l'actualité en temps réel.
- . **S'appliquer d'abord à soi-même** et à son proche environnement des valeurs comportementales affirmées, saines et positives en évitant l'imposition de soi, l'agressivité, la manipulation, la passivité.
- . **Veiller à rectifier constamment le tir** dans les inévitables erreurs, imprécisions, déviations produites ou constatées par tous les moyens démocratiques disponibles.
- . **Être pleinement vigilant** en se méfiant constamment de tout ce qui crée et entretient l'illusion médiatico-politique du changement en faveur du citoyen (programme électoral, réformes, mesures, décrets, affirmations péremptoires, effets zoom...) en contrôlant et en sanctionnant par le vote, le zapping, la critique, les non-résultats obtenus.
- . Recourir aux **alerteurs** de l'opinion publique sur des faits cachés ou urgents, aux **sentinelles** du droit, de l'éthique et des libertés, aux **vigiles** des erreurs, abus et déviations provenant des systèmes en place, aux **contributeurs** actifs, inventifs, solidaires, créatifs mobilisés pour améliorer l'existant collectif, aux **participants proactifs** à la dynamique de vie collective.

Ce qu'il ne faut surtout pas faire

- . Se prouver quelque chose à soi-même ou aux autres en voulant être le premier, le meilleur, le chef, le dominant, le plus compétitif.
- . Vouloir se placer au-dessus des autres par ambition personnelle en termes de rôle, statut social, profession, notoriété publique ou médiatique.
- . Être animé psychologiquement d'agressivité, violence, haine, colère, frustration, insatisfaction chronique, en utilisant le pouvoir ou le contre-pouvoir comme défouloir ou compensation.
- . Assumer contre sa motivation un rôle par obligation familiale, professionnelle ou par héritage.
- . Accepter d'être investi d'un rôle décisionnaire ou de commandement, alors que l'on sait ne pas être à la hauteur de la tâche.
- . Se couler dans la masse, se rendre transparent, en suivant le rythme imposé, en attendant docilement.
- . Se faire bien voir des leaders, recourir à la démagogie, manigancer avec des arrière-pensées.
- . Rebondir à son unique avantage sur les erreurs, failles, faiblesses des autres, en les privant sciemment d'une seconde chance ou d'une sortie honorable.
- . Déplacer sa propre frustration issue d'une attitude passive, d'une lâcheté, de la non-réalisation possible de ses propres besoins et pulsions sur les plus faibles de son entourage (enfant, famille, collaborateur, animaux...) sous forme de colère, punition, critique, dénigrement, méchanceté, agressivité, violence...
- . Intérioriser les effets induits de la frustration sous forme d'autopunition, autodépréciation, sadisme, masochisme, autodestruction (suicide, conflit ouvert...).
- . Réagir de manière inadéquate, sans discernement, enclenchant l'acte manqué (malchance, malheur, accident, échec répétitif, victimisation mentale...), tout en projetant la faute ou la responsabilité sur autrui sans avoir l'honnêteté intellectuelle de se remettre en cause.
- . Opportuniser à son avantage personnel les situations rencontrées (affairisme, prédation, attribution du mérite, mainmise sur des objets ou ressources aux dépens de personnes vulnérables...).

La méritocratie au sein du collectif n'est pas ce qu'elle prétend être

Sur le fond, **l'origine de la méritocratie** relève de l'égalité des chances et de la justice sociale au sein de la collectivité et de la nation en permettant d'accéder à tous les postes, fonctions et statuts hiérarchisés, à tous les niveaux sociaux, quelle que soit son origine, sans que cela résulte de privilèges héréditaires, du piston, de la cooptation. Derrière cette notion souvent galvaudée préexiste une différenciation entre les individus en fonction directe des critères de référence utilisés. Dans la réalité, tout dépend des normes appliquées pour évaluer la notion de mérite en société que l'on soit simple citoyen, élu, politique, sportif, artiste, dirigeant, collaborateur zélé dans le secteur public ou privé. L'esprit du mérite n'est pas la méritocratie telle qu'elle est consacrée par les pouvoirs en place, par les autorités des structures institutionnelles, par les responsables des systèmes dominants. Sur le fond, **l'esprit du pur mérite** repose sur des comportements dignes de respect et d'estime eu égard aux réelles difficultés surmontées, aux efforts inhabituels, supplémentaires et/ou constants mobilisés sur le plan

physique, psychologique, mental, intellectuel, relationnel, sur la démonstration exemplaire de courage face à un risque majeur ou dans l'engagement audacieux, héroïque, désintéressé, en faveur d'autrui. Le vrai mérite est dans la somme des efforts consentis et non dans les résultats obtenus. En d'autres termes, la fin ne justifie pas les moyens comme dans le cadre de la méritocratie. Il y a là une inversion fondamentale de sens. En général, l'accomplissement du véritable mérite est anonymisé, humble, sans recherche de notoriété ou de récompense, le plus souvent spontané, altruiste, solidaire. Le mérite est toujours d'essence de l'humanité, sachant que rares sont les cas de mérite négatif. À l'inverse, la méritocratie ne s'embarrasse pas toujours de valeurs morales exemplaires, en privilégiant avant tout les critères d'efficacité par les résultats obtenus en termes financiers, économiques, éducatifs, statutaires et/ou de notoriété. C'est le résultat obtenu qui compte et non la manière que celle-ci résulte d'une obéissance prudente et docile, de l'hypocrisie, manigance ou déloyauté utilisée dans la méthode, ou encore du rapport de force exercé par la concurrence et la compétition afin d'être le premier, le meilleur, le dominant. Il y a donc une grande différence entre les valeurs morales intègres et l'efficacité de surface, entre l'anonymat sans récompense et la valorisation par le titre, la notoriété ou l'argent. Quoiqu'il en soit, tout dépend des normes utilisées, de l'interprétation de la réalité, de la représentation idéalisée ou objective des faits.

Il existe 5 principales sortes de méritocratie

La méritocratie ne doit pas être confondue avec l'héroïsme (héros, brave, courageux) ni avec le génie humain (talent, don, surdoué, prodige) ni avec des capacités non ordinaires (force, intelligence, faculté inhabituelle...). Elle n'est qu'une forme de reconnaissance de certaines pratiques et/ou de résultats provenant d'actions animées par des valeurs utiles à la collectivité et à la société du moment. Elle est de fait totalement relative dans 5 grands domaines :

. **La méritocratie scolaire** privilégiant l'assiduité dans le parcours suivi au sein de l'éducation nationale, puis dans les formations supérieures ou spécialisées, en étant toujours associée aux bonnes notes, aux bonnes appréciations du personnel enseignant, ainsi qu'à une présence sage et appliquée reposant sur l'obéissance et la discipline. Le diplôme académique, l'attestation, le certificat, valident la fin de toute période d'apprentissage après la réussite d'un examen, d'épreuves, d'un concours.

. **La méritocratie républicaine** valorisant tout ce qui contribue à défendre les systèmes en place, l'État de droit, ainsi qu'à être le premier, le meilleur, le dominant, le bon élève exemplaire, le bon petit soldat discipliné dans l'usage de ses capacités, compétences et talents. L'important est d'accomplir les tâches, missions et rôles confiés à la condition absolue de suivre les procédures, l'ordre, la règle, les valeurs en vigueur. Les insignes, médailles, décorations, distinctions, titres honorifiques, sont les moyens habituels utilisés pour récompenser ceux et celles qui servent fidèlement la nation, les régimes, systèmes et organisations en place.

. **La méritocratie professionnelle, sportive, culturelle**, honorant la réussite par l'atteinte d'objectif, l'argent résultant des affaires conclues, la notoriété publique, l'entrepreneuriat, l'élévation du statut hiérarchique et social, le prix ou trophée obtenu, quelle que soit la méthode utilisée pourvu que l'efficacité complète l'ambition en produisant des résultats concrets dans le business, le métier, l'activité principale, le service concerné. Le salaire, la rémunération, l'échelon, le grade, le rôle, le statut, les avantages et privilèges, récompensent les performances obtenues et entretiennent l'exercice constant de la concurrence, de

la compétition, de l'adversité, de la rivalité, de la lutte avec les autres pour conserver sa place.

. **La méritocratie autodidacte** (au sens noble et non empirique), ou mérite individuel, résultant des seuls efforts entrepris par soi-même pour s'élever dans la société en devant faire face constamment aux difficultés, aux obstacles, à l'adversité, mobilisant 2 fois plus d'énergie et de motivation (voire plus encore) que toute trajectoire conventionnelle, aidée, héritée et/ou relevant de la méritocratie éducative. Il en résulte beaucoup plus de force mentale, de résistance au stress, de compétence terrain, de débrouillardise, de curiosité, de capacité d'opportunisation. L'auto-emploi, les activités indépendantes, de commerce et d'artisanat, la création d'entreprise, sont des marqueurs forts en matière de pure réussite sociale et/ou économique et professionnelle.

. **La méritocratie délinquante** (généralement empirique et hors légalité) traduisant des comportements antinormés, anticonformistes, rebelles, insoumis, voire belliqueux, violents, dans laquelle la moralité commune est remplacée par le respect d'un code d'honneur (loyauté, fidélité, disponibilité au chef, au commanditaire...) est primordial pour devenir un membre respecté du groupe ou crédible dans son activité. Cela suppose préalablement de prouver sa valeur et sa compétence dans de « hauts faits » de délinquance, dans l'action délictuelle ou criminelle, en démontrant de la fiabilité dans l'exécution, en exécutant sans délai les consignes données, en respectant la loi du silence (ne pas être une balance).

Les effets induits par la méritocratie

À vouloir mettre en valeur et au premier rang de la collectivité les individus et citoyens considérés comme les plus méritants, on en arrive à créer des divisions dans le bloc collectif, à entretenir la sélectivité avec tous les murs de pierres et de verre connus. Un phénomène d'autant plus accentué que la solennité des rituels et des fonctions s'en mêle en créant une forte artificialité, superficialité, facticité, stéréotypie dans les pratiques et les usages, bien loin de l'authenticité et du naturel. À cela s'ajoutent les besoins d'identification, d'appartenance, de paraître dans l'image donnée, amenant à perdre sa dignité et l'humilité nécessaire pour de la vanité, orgueil, fatuité, suffisance, sentiment de supériorité. C'est aussi un ancrage mental profond dans un conservatisme et un conformisme bon ton permettant de conserver ce statut élitiste. De ce point de vue, la méritocratie a des effets délétères au sein de la collectivité en produisant toutes sortes d'inégalités dans un monde d'apparence. Les principales manifestations dans l'ordre social sont :

- . La ploutocratie avec un pouvoir aux mains des plus fortunés (riches)
- . L'oligarchie avec un pouvoir aux mains d'une classe privilégiée (oligarques)
- . L'aristocratie, l'héritocratie, le mandarinat, les membres de sectes
- . Les classes sociales supérieures, les privilégiés, les parvenus
- . L'élitisme des plus titrés au sens académique, la notabilité, la starisation
- . La brillante médiocratie intermédiaire résultant d'une méritocratie affichée (middle management, commerçant, petit entrepreneur ayant réussi...)

Comment et pourquoi se perpétue la méritocratie ?

S'il est normal de valoriser ceux et celles qui le méritent réellement par l'exemplarité de leur dévouement, par la somme importante d'efforts consentis face à l'adversité, par l'audace de leur initiative, par leur abnégation ou sacrifice au service des autres ou en faveur d'une cause juste et louable (pur mérite), il est nécessaire de faire la part des choses en n'étant pas dupe de ce qui se cache

derrière les apparences de la méritocratie. En associant la notion de pur mérite à celle de méritocratie de circonstance, on en arrive à justifier une forme de normalité respectable dans l'accès aux postes hiérarchiques et la manière de diriger, à valoriser l'élitisme dans une solennité hypocrite, trompeuse, manquant d'authenticité, à entériner l'efficacité brute des résultats obtenus sans comprendre les intentions cachées ni s'inquiéter des effets induits négatifs. On s'aperçoit que plus la valorisation de la méritocratie s'exerce, plus le zoom médiatique devient hyper focalisé et surdimensionné, plus se développe l'Entre-soi avec un petit nombre d'individus décidant pour la majorité des autres. Autant de constats alarmants qui favorisent une reproduction sociale à l'identique avec les mêmes comportements affichés, les mêmes méthodes utilisées, les mêmes buts poursuivis, au sein des familles et des groupes primaires et secondaires. C'est aussi par ricochet une brillante médiocratie au sein du collectif enlisée dans un suivisme formaté aux conventions, convenances, stéréotypes, référentiels de l'époque. On comprend alors pourquoi et comment se transmet au sein du cerveau des élites et des dirigeants la manière d'exercer le pouvoir politique, statutaire, économique, financier, sécuritaire, dans une dynamique économique et sociale beaucoup plus conservatrice qu'évolutionnaire. L'impact de la méritocratie est également décisif dans le traitement politique et social de la réalité quotidienne, tout en façonnant les perspectives sociologiques des territoires de demain. Il est même possible de prévoir le futur en fonction de la manière dont sont traitées et valorisées les minorités méritocrates, sachant que beaucoup de pays occidentalisés en sont déjà coutumiers :

- . **Intégrer les formations supérieures**, les grandes écoles, apportant un diplôme académique, un emploi « rentier » garant d'un titre, d'un statut, d'une rémunération élevée, souvent en squattant les meilleurs postes décisionnels et/ou faiblement opérationnels.

- . **Appartenir aux milieux favorisés** ou favorisant la reconnaissance méritocratique (grande entreprise, fonction publique, finance, technocratie, sport, activités médiatiques, artistiques, culturelles) en délaissant les autres métiers de terrain, souvent en étant soi-même peu manuel, peu débrouillard, peu créatif.

- . **Vivre et habiter dans des zones préférentielles** préservées des autres couches de la population, des nuisances, des grandes menaces environnementales, souvent avec des équipements haut de gamme, grands consommateurs d'électricité, de ressources naturelles, eau, énergie...

- . **Se comporter en nantis** dans la manière de consommer, de s'habiller, de s'équiper de technologies, de pratiquer sa mobilité, de voyager, de sélectionner ses loisirs, de nouer des relations privées et professionnelles, souvent en produisant une empreinte carbone importante à l'échelle individuelle.

- . **Maintenir un ordre social hiérarchisé**, verticalisé, pyramidal, le plus longtemps possible en accaparant tous les postes de pouvoir et d'influence systémique, souvent en usant et abusant du rapport de force, de la manipulation, de l'imposition de soi, du 2D.

Contrairement aux apparences, la méritocratie institutionnalisée (pratiquée, entretenue, récompensée par les organisations, institutions et acteurs au service de l'État) n'est pas la meilleure façon d'exprimer une citoyenneté exemplaire. Par le rôle qu'elle oblige à tenir, par l'image qu'elle se doit de présenter pour apparaître justement exemplaire, la méritocratie s'éloigne de l'esprit de démocratie par ses excès de formatage, par sa trop grande dépendance à l'ordre républicain ou monarchique, à l'État de droit favorable aux conditions sociales supérieures, par son libéralisme concurrentiel amplifiant la richesse des plus

riches. La méritocratie perpétue d'une certaine manière un rapport de force et de dominance intrasocial largement artificialisé par les rituels, les statuts, les titres, la hiérarchisation, les diplômes, les attributs honorifiques, les médailles... Elle favorise indirectement un état permanent d'injustice sociale et de non-équité citoyenne alimentant tout un ensemble d'artefacts démocratiques. Des artefacts de démocratie (vote entonnoir, représentation populaire encadrée par les partis politiques, privilèges et ors de la république pour certains, distinctions honorifiques pour les meilleurs collaborateurs et servants, contrôle et surveillance permanente du citoyen sous prétexte de sécurité et d'ordre...) utilisés comme autant de piliers du pouvoir systémique. Derrière cette vitrine sociétale se galvaude la notion même de mérite humain et de démocratie réelle. C'est d'ailleurs pour cela que les postes de pouvoir et d'influence usent et abîment l'image des acteurs sociétaux nantis, des représentants de l'État, des élus, parlementaires et notables, en voulant accaparer et occuper les meilleurs postes, obtenir d'importants revenus ou une forte notoriété, en s'éloignant ainsi des conditions sociales des classes moyennes et pauvres. Pour tout citoyen adultisé, la sacralisation des valeurs étatiques issues de la méritocratie n'est plus un « rêve américain », mais un désespoir démocratique. En mélangeant les genres, en galvaudant l'idée et l'idéal du pur mérite, la méritocratie politiquement correcte, bon chic bon genre, contribue à saper les idéaux des peuples à croire en l'avenir d'une véritable équité démocratique, en la pratique exemplaire de véritables valeurs humaines et évolutionnaires.

La méritocratie n'est pas forcément méritoire

La méritocratie systémisée et/ou étatisée est d'autant plus galvaudée et pernicieuse qu'elle exploite la recherche de satisfaction de certains besoins, de certains traits de caractère, de certaines facultés intellectuelles formatées. Elle favorise de ce fait une forme de préemption sociale, économique, politique, élitiste, culturelle, allant dans le sens des intérêts des dominants, des puissants, des influents. Bien loin d'une saine affirmation positive de soi, elle repose à grande échelle sur des modèles comportementaux favorisant la cooptation entre membres, la sélectivité corporatiste, l'entregent, le politiquement correct. Autant de postures sources sans véritable mérite impliquant une allégeance tactique ou stratégique envers la hiérarchie et/ou utilisant des subtilités et finesses de manipulation mentale, des silences complices, des censures morales, des autocensures intellectuelles, voire en recourant à de basses et fourbes manœuvres. L'homogamie sociale, financière, professionnelle, politique, entre personnes se ressemblant par les formations initiales et supérieures, par l'éducation et les convictions morales, par les modes de vie et façons de penser, produit le terreau de la méritocratie comme but en soi. Une sorte d'ambition sociale pour être parmi les « meilleurs », les « plus en vue », les premiers de la classe, les élites médiatiques du moment, les experts les plus écoutés, les décideurs les mieux payés, sans vraiment se soucier d'incarner un modèle de courage, de vertu, d'intégrité, d'altruisme ou d'humanisme. De ce point de vue, l'esprit 2D et son manichéisme, son dualisme, sa binarité, voire sa psychorigidité et focalisation, anime la recherche de méritocratie d'un grand nombre d'individus parmi la technocratie publique et privée, le personnel politique élu aux fonctions nationales, le management et la direction des entreprises, les postes honorifiques dans les secteurs tertiaires et quaternaires.

Les fondements psychologiques du vrai mérite

Comment parler de mérite pour tous les acteurs sociétaux qui ont délibérément accepté les règles du jeu en suivant et/ou en subissant un chemin déjà tout tracé d'avance par les prédécesseurs, voire un modèle comportemental prudentiel ? Le vrai mérite n'est pas d'être brillant dans ces conditions, mais d'oser prendre des risques personnels, montrer du courage et de la maîtrise du risque dans l'adversité, accepter l'abnégation en faveur des autres, supporter avec humilité tout un ensemble d'efforts sacrificiels. C'est la raison pour laquelle il ne peut y avoir de **véritable mérite** avec ou sans l'exercice du pouvoir sans la conjonction de 5 grands fondements psychologiques chez l'individu :

- . **L'effort réel**, endurant, tenace, difficile qu'il soit de nature physique, psychologique, comportementale et/ou mentale face à l'adversité en vue d'en sortir par le haut de la détermination, vainqueur ou gagnant au final, tout en évitant les facilités apportées comme en dépassant la peur, la prudence inhibitrice, la frilosité, la crainte de la sanction...
- . **Le courage** de s'exposer personnellement dans l'engagement, le dépassement de soi, la prise de risque, en ne craignant pas d'affronter frontalement seul et sans appui le danger, les problèmes, les épreuves, tout en acceptant la responsabilité de la faute, de l'échec, de l'erreur, de l'insuccès.
- . **L'abnégation de soi**, la solidarité, l'altruisme envers autrui, le partage, en évitant que l'égoïsme, l'égotisme, l'égoïsme, le narcissisme, la vanité, le manque de bonté et/ou de générosité prennent le dessus et ramènent l'individu à un simple état de dominant primaire, de prédateur, de profiteur, d'exploiteur, d'accapareur, voire d'opportuniste malsain.
- . **La modestie** en sachant rester humblement à sa place, en ne recherchant aucune gloriole pour les actes réussis, en considérant avoir fait simplement son devoir, contribué comme il se doit en tant que simple citoyen.
- . **Le sens de la responsabilité** dans les actes accomplis en sachant accepter la critique ou la sanction, comme à rendre à « César ce qui est à César » sans s'attribuer le seul mérite.

En fait, le véritable mérite est de considérer que ce que l'on fait ou a fait est « normal » et ne mérite aucune valorisation flattant l'égo. On voit bien là combien la méritocratie institutionnalisée est éloignée de ces saines attitudes !

L'inertie collective conduit à la répétition des mêmes causes

L'homme sans idée a une tendance innée à répéter de manière identique ce qu'il connaît bien, ce qu'il a déjà fait ou vu, tant qu'il n'est pas confronté au changement, à l'imprévu, au hasard, à la rupture. Ce tropisme de la staticité est parfaitement dupliqué en mode collectif. Il explique pourquoi la pratique de la décision lorsque celle-ci est durablement aux mains des mêmes personnes devient forcément conservatrice, aseptisée, prévisible. Un phénomène qui s'amplifie encore davantage lorsque les décideurs sont issus des mêmes moules académiques et/ou technocratiques. Sous cet angle, il est évident que le fonctionnement répétitif des organisations et des systèmes en collectivité est directement responsable de la relative fixité « structurelle » des méthodes appliquées (référentiels, dogmes, doctrines, principes) et cela, malgré une vive agitation politique, médiatique et économique de surface. On peut ainsi résumer la forte inertie collective induite par toute forme de gouvernance conservatrice, à partir des 5 grandes étapes du sourcing causal :



Comme dans tout principe physique, c'est la dynamique de mouvement qui crée et entretient l'équilibre. Que l'équilibre atteint ou non soit de nature psychologique, émotionnelle, fonctionnelle, économique, statutaire ou autre, les conséquences divergent à 180°. Une faible dynamique implique une faible production d'énergie, un risque d'instabilité permanent, un ralentissement évolutionnaire, des limites motivationnelles. Toute faiblesse ou tout ralentissement dans ce domaine induit toujours un ancrage fort aux solutions du passé, un retour en arrière, voire une régression entropisée. Si l'on considère que l'exercice direct du pouvoir interagit sur la dynamique collective, que celui-ci soit politique, institutionnel, hiérarchique, économique, financier, culturel, familial ou autre, on en arrive logiquement à considérer que c'est forcément les hommes et les femmes qui le détiennent et l'utilisent qui SONT les principaux coresponsables de ce qui arrive à leurs concitoyens (malgré l'acceptation et le suivisme passif). Il est ainsi possible de dire que plus le pouvoir est animé de conservatisme, de formalisme, de juridisme, de légalisme, plus il formate l'exercice du leadership ou du management qui lui-même façonne de manière dominante la vie de l'équipe, du groupe, de la communauté, de la collectivité. Le constat est identique avec un leadership ou un management animé d'ouverture d'esprit, de positivité, de bienveillance, de tolérance, d'intégrité. Il existe *de facto* une relation causale évidente en matière de dynamique collective dans la manière dont s'exerce le pouvoir des uns sur les autres.

Il en découle 3 grandes orientations :

- **Un pouvoir avec un leadership négatif** qui fait glisser tout le monde vers le bas de la motivation et de la participation, qui induit un engagement restreint au minimum syndical, tout en induisant des insatisfactions chroniques malgré des résultats immédiats jugés efficaces et un ordre apparent qui ne peut que s'écrouler dès que la pression autoritariste ou contraignante s'arrête.
- **Un pouvoir avec un leadership neutre** articulé sur la délégation des rôles via une structuration hiérarchique intermédiaire et/ou dans le cadre d'une automatisation des tâches, conduisant à une déresponsabilisation générale, à des routines pesantes, à des objectifs peu ambitieux, à un désengagement passif, à un désintérêt de la plupart des membres concernés.
- **Un pouvoir avec un leadership positif** qui entraîne chacun vers le haut de ses capacités et potentiels, qui motive à donner le meilleur de soi-même, à se dépasser dans une dynamique quotidienne entraînante, participative, fondée sur la motivation, la confiance, le respect mutuel.

Les 3 conséquences matricielles du pouvoir en milieu collectif

D'une manière générale, l'exercice négatif ou neutre du pouvoir à l'échelle collective induit un état permanent de suivisme massif des populations ou individus concernés, d'insatisfaction latente chez le citoyen, de confrontation et d'opposition, voire de régression démocratique. Cela explique aussi la mentalité générale dans ses tendances prudentielles, dociles, obéissantes, ne favorisant nullement l'émergence d'un meilleur avenir. Quoiqu'il en soit, le vrai terrain d'application du pouvoir est celui qui s'applique en mode collectif (administré, communauté, entreprise, collaborateur...). Selon la nature du pouvoir exercé il en résulte 3 types de conséquences matricielles qui, sans changement, sont amenées à se répéter indéfiniment :

Matrice négative du pouvoir : infantilisation - culpabilisation - dramatisation - peur - menace - violence - manipulation - coercition - sanction - division

Matrice neutre du pouvoir : procédurisation - légalisation - normalisation - gestion - contractualisation - communication - négociation - indifférenciation

Matrice positive du pouvoir : stimulation - motivation - valorisation - respect - confiance - considération - aspiration - personnalisation

Les effets néfastes du conditionnement collectif

Par principe sociétal, tout ce qui contrôle, inhibe, insatisfait de manière chronique, directive et/ou autoritaire la Demande explicite, les attentes légitimes et intimes des individus, induit toujours avec le temps une ligne de plus grande pente psychosociologique négative. Il en résulte alors pour les populations concernées une forme d'habituation à supporter cet existant encourageant le suivisme, le mimétisme, l'acceptation passive, l'attitude prudentielle, le besoin de sécurité, le non-effort dans la recherche de routine et de confort, la gestion rassurante en bon père de famille... Pire que cela, le conditionnement coercitif des cerveaux et des comportements humains, qu'il soit volontaire ou involontaire (matrissage, formatage, endoctrinement, catéchisation, influence, suggestion, envoûtement, fascination...) produit et alimente en continu les 4 grandes attitudes négatives que sont la passivité, l'agressivité, la manipulation et l'imposition de soi. Il ne faut donc pas confondre tout ce qui déforme de l'intérieur l'esprit humain (4 attitudes négatives et leurs effets), avec ce qui le développe, le renforce, l'enrichit de l'intérieur (attitude positive d'affirmation de soi) - (Hastag [#28](#)). D'une manière générale, il semble que la collectivité sécrète et façonne intrinsèquement des schémas comportementaux et attitudeux, des référentiels culturels, moraux, sociaux, économiques, favorisant davantage certains besoins humains (Hastag [#19](#)). Le mimétisme, l'identification, l'appartenance en sont le parfait exemple incitant constamment à collaborer avec l'autorité ou les détenteurs du pouvoir, à suivre le mouvement et/ou à faire profil bas si nécessaire. La plupart des gouvernants, dirigeants, responsables, managers, élus, politiques, technocrates, siégeant dans les entreprises, les institutions, les parlements, les assemblées locales et territoriales, ont compris depuis longtemps que la fermeté et l'obstination dans l'application du pouvoir, le fait de rester coriace sur ses positions, est le seul moyen de faire plier la volonté du plus grand nombre, d'orienter l'opinion publique, d'éteindre l'esprit de résistance par lassitude, fatigue ou saturation. Un quitte ou double qui, lorsqu'il réussit, conduit à une acceptation contrainte ou forcée de la part de la majorité silencieuse, laquelle n'a ensuite d'autre choix que de justifier sa position dès lors qu'elle ne peut l'éviter ni la refuser. De ce point de vue, la persuasion du pouvoir est proportionnelle à la

ténacité de ses détenteurs et à la faible résistance des populations concernées face aux discours de vérité ou de mensonge.

Bien prendre conscience des tendances négatives

Dans tout cadre collectif, l'habitude consistant à pratiquer les mêmes choses nous fait croire sincèrement que le négatif (imparfait, insuffisant, incomplet, inabouti, médiocre, toxique, mensonger...) est normal, que l'altératif est naturel, que le normatif est indispensable, que la loi et l'autorité sont absolument nécessaires. Autant de paradigmes sur lesquelles s'adosent généralement les cultures dominantes, les savoirs transmis, les informations diffusées, les décisions prises, les habitudes de vie, les manières d'être. Dans cette forme de conditionnement culturel, la projection mentale est occultée de la plupart des effets induits, ainsi que de la finalité (souvent négative) relevant de la direction collective prise. L'aveuglement sur les réalités à venir prive l'esprit humain de certains de ses fantastiques potentiels de conscientisation pour le faire stagner dans une forme d'animalité intelligente fondée sur le simple causalisme primaire et le vécu existentiel au premier degré. Même l'individu intelligent et éduqué, surtout ceux et celles passant de longues années dans le moule éducatif et académique officiel, se voient conditionner dès leur plus jeune âge dans leur personnalité profonde via un traitement de l'information, des contenus et savoirs, impactant directement leur activité psychique, le produit final, le rendu de leurs capacités cognitives. Ils et elles ne voient pas que l'influence collective exercée sur eux (via les institutions et systèmes en place) n'est pas forcément la meilleure, ni la bonne en termes d'absolu, ni en termes de relatif, ni en termes de comparatif avec d'autres possibles. Il suffit de voir comment tout individu éduqué et formé dans une collectivité quelconque, devient le défenseur acharné de ses acquis. Chacun dans sa sphère intime est alors absolument certain de ses jugements, de ses bases de réflexion, du caractère indéniable de ses opinions, alors que le cerveau humain (sans éclaircissement de la conscience réelle des faits à 360°) est à la base une sorte de pâte à modeler fonctionnant comme en informatique de manière incrémentale (par des ajouts progressifs). C'est le constat que l'on peut observer à tout moment, partout dans le monde contemporain et de manière historique, prouvant que chaque individu est enfermé intérieurement sous un dôme de certitudes partagées par d'autres (conviction, croyance, fanatisme...). Il ou elle ne voit pas que cent et mille autres dômes existentiels (autres pays, autres cultures, autres usages, autres mœurs...) sont possibles avec 100 ou 1000 autres manières de vivre et percevoir la réalité.

Les 4 réponses pour rester ou sortir du dôme collectif

Sauf à prendre le temps d'être simplement heureux en lâchant prise, en ne réfléchissant plus, en n'étant plus un citoyen ou un professionnel exemplaire, l'autre bonne façon consiste à sortir de son dôme intérieur. Il s'agit d'expurger toutes les certitudes enkystées au plus profond de l'esprit, de se libérer des entraves morales, cognitives et comportementales faisant de chaque individu un prisonnier consentant d'un dôme collectif ou systémique. Pour cela, il existe 4 réponses possibles :

• **La plus mauvaise des réponses** consiste à enfermer encore davantage les individus et les citoyens sous un unique dôme culturel, nationaliste, idéologique, fondé sur l'ordre autoritaire, des devoirs coercitifs et/ou en jouant sur l'illusion, la virtualité, l'imaginaire, la suggestion, la manipulation des esprits (vivre toute sa vie sur un petit et/ou unique territoire).

- . **La moins mauvaise des réponses** consiste à ouvrir chaque dôme, afin de permettre à chacun d'aller par lui-même à l'encontre non pas d'un autre dôme désigné comme plus acceptable, mais de parcourir librement le plus grand nombre de dômes existants pour élargir sa conscientisation du monde (voyager et vivre dans différents endroits du monde).
- . **La bonne réponse** est dans la volonté d'unifier les dômes existants non pas dans une optique babylonienne désordonnée, mais dans une synthèse « universalisante » fondée sur le meilleur, l'utile et le positif disponible via des référentiels évolutionnaires transverses à tous les dômes existants (favoriser l'état de citoyen du monde pour tous).
- . **La réponse idéale** consiste à découvrir par soi-même jusqu'à l'aboutissement de soi toute la richesse de l'existant réel, de la nature, de l'altérité des savoirs et des cultures, dans un état serein et proactif d'affirmation de soi qui soit favorisé par un environnement externe et sociétal stable, motivant, dynamique, positif (état zen et carpe diem à l'échelle collective).

Éliminer les 12 péchés majeurs de la vie en collectivité

Alors que ce sont généralement les dirigeants qui déterminent, au présent, les principaux comportements dociles, suiveurs et passifs au sein de chaque collectif, comme ceux plus directifs, actifs et zélés des exécuteurs des basses œuvres et des ordres donnés, tout individu conserve une part plus ou moins grande de libre arbitre qu'il peut exercer en privé et/ou en public. Chacun a toujours le choix de décider quel type de réponse il privilégie en devenant, de ce fait, totalement responsable de ses actes par la répétition et/ou par la position prise face aux conséquences connues. Lorsque le choix privilégie sans aucune ambiguïté la moins mauvaise des réponses, la bonne réponse ou la réponse idéale, cela nécessite de mener un combat personnel dans son collectif principal contre une douzaine de grandes tendances négatives :

- . **Refuser l'exercice de l'autoritarisme** comme moyen de prise de contrôle du pouvoir et de suprématie décisionnelle sur un groupe, une collectivité, une nation, dès lors que s'imposent des règles, des lois, des devoirs obligatoires, sans aucune compensation équitable avec des droits légitimes, des libertés équilibrées, des contreparties compensatoires.
- . **Combattre l'intolérance et le fanatisme** de nature morale, religieuse, idéologique, politique, communautariste, dogmatique, discriminatoire...
- . **Se débarrasser de ses frustrations** provenant et/ou entretenues par les autres, le système en général, sous différentes formes (refus, insatisfaction, mépris, rejet, injonction...).
- . **Éviter la jalousie** en matière d'envie sur ce que possèdent les autres et pas soi-même (statut, argent, salaire, patrimoine, beauté...), en matière de possessivité (désir exclusif de possession de l'autre, mélange d'attrait et de détestation...), comme en matière de comparaison (sentiment d'infériorité poussant à mentir, manipuler, mauvaise foi...).
- . **Supprimer les excès** quantitatifs en toute pratique (consommation, sexe, médicament, drogue, spéculation financière...) comme en matière de privation, autopunition, résignation...
- . **Exclure l'imposition de soi** via l'égotisme (culte du moi), la volonté dominatrice, l'agressivité envers autrui, le paraître par le rôle, les rituels, la solennité, les mimiques non verbales, les opinions préconçues, les certitudes psychorigides...

- . **Désavouer l'exercice du pouvoir discrétionnaire** que les uns exercent sur les autres de manière légale (hiérarchie, privilège, domination, pression psychologique, violence, pratique léonine...).
- . **Repousser l'esprit prudentiel et de victimisation** (docilité, principe de précaution, interdiction, culpabilisation, non-maîtrise...) qui rétrécit plus ou moins fortement le champ des possibles, tire vers le bas, justifie tous les raisonnements défaitistes, peureux, l'acceptation inconditionnelle des lois et normes en vigueur...
- . **Batailler contre la passivité raisonnée** qui justifie l'inaction, qui excuse les fautes, qui nivelle l'action par le bas, qui justifie le désengagement, la non-prise de position ou de décision...
- . **S'interdire toute violence gratuite** (porter des coups pour blesser ou tuer, viol, harcèlement, vol, destruction, dégradation...), hors champ d'application d'une réciprocité légitime en cas de récidive, de méthode 1.2.3.
- . **Affronter directement la manipulation** lorsqu'elle est utilisée comme arme sournoise, de lâcheté, d'emprise, d'influence à portée négative (calcul, mensonge éhonté, malhonnêteté intellectuelle, désinformation, trahison...).
- . **Se préparer à toute forme de pression morale et mentale** dont l'objectif est de créer une déstabilisation, de la culpabilisation, de l'infantilisation, de la dramatisation, de la désorientation (stress, coercition, oppression, humiliation...) ou renforcer la suggestion, la catéchisation (endoctrinement, conversion, obéissance, allégeance...).

Pourquoi les hommes sont-ils mauvais entre eux ?

Tout cadre collectif coercitif et/ou fondé sur l'endoctrinement des masses au sens large conduit à des stéréotypes de comportements individuels et de foule. Le rapport de force, le rôle, le statut, le pouvoir, l'argent, l'influence, la pression exogène constante ou ponctuelle exercée par la collectivité ont tendance à amplifier, valoriser et/ou justifier la plupart des « mauvais » comportements humains y compris par la morale, la règle, la loi, la répression. En fait, il existe 4 forces distinctes interagissant constamment ensemble sur l'orientation du comportement humain depuis la naissance jusqu'à la fin de vie :

1. Le fait que le bébé ou le petit d'homme est au départ un **mélange entre une feuille blanche** demandeuse de bien-être d'un côté (principe de l'acquis) et de l'autre, **une feuille pré-écrite** sous forme de programmation génétique relevant des forces de l'inné et autres tendances ataviques (principe de sélection naturelle).
2. Le fait que la nature humaine relève initialement de la « **philosophie de la bonté naturelle** » considérant que la feuille blanche est au départ relativement vierge et qu'elle « imprime » tout au long du développement humain (sans parasitages externes ni relations toxiques) les aspects cognitifs, mentaux, émotionnels, sensoriels, affectifs, psychologiques et sociaux filtrés pour leur utilité puis conscientisés comme étant positifs, en évacuant ou rendant non conscient tout le reste par l'exercice de la volonté sur l'inné et de l'oubli sur la mémoire.
3. Le fait que le « mauvais » en l'homme ressort de la « **philosophie pessimiste** » considérant que la raison, l'égo et l'intérêt proviennent de tendances naturelles déjà programmées sur la feuille pré-écrite de l'inné. *De facto*, l'environnement collectif et les aléas de la nature « noircissent » la feuille blanche par les mauvais exemples, les mauvais ressentis, les mauvais comportements, les mauvaises interactions provenant de la famille, de la communauté, de la collectivité des autres, de la société en général. Le « mauvais » en l'humain provient alors de la dominance exercée par les instincts

d'animalité agressive et manipulatrice déjà programmés sur la feuille pré-écrite de l'inné. À cela s'ajoutent les pulsions humaines non ou mal contrôlées, ainsi que la plupart des besoins dominants insatisfaits au quotidien.

4. Le fait que tout individu peut du fait de sa puissance réactive et réflexive couplée à la lumière conscientielle (en tant que capacité cognitive supérieure) mobiliser positivement sa volonté, son énergie et sa motivation en ayant la possibilité de **rebondir à tout moment** sur les événements subis, les situations vécues, en leur donnant un sens différent et/ou une polarité plus favorable (principe de l'opportunisation maximale).

Les principales formes d'expression du « mauvais » en l'homme

À partir de ce constat relevant de plusieurs causes de nature scientifique, neurocognitive, biochimique, caractérielle, psychanalytique, psychologique, idéologique, pathologique, pulsionnelle, instinctuelle, institutionnelle, sociale, économique, sociétale, s'expliquent la récurrence et la chronicité des mauvaises tendances humaines (violence, méchanceté, imbécilité, manipulation...). Le sujet de la méchanceté entre humains ou envers certains est éminemment central dans la vie collective, dès lors qu'il concerne un instinct de survie mentale. La nécessité d'évacuer les tensions intrapsychiques se manifeste par le choix d'un dévouement puissant face à l'oppression, la pression, la coercition et toutes les injustices accumulées au fil du temps. Il s'agit de se libérer des multiples frustrations, insatisfactions et humiliations ressenties sous forme de violence mentale et/ou physique exercée sur soi (masochisme) et/ou sur les autres par le sadisme, la perversité, le besoin de vengeance, de revanche, de riposte, de ressentiment, de compensation. De ce point de vue, le « mauvais » en l'humain est une manière de décharger avec un certain soulagement les hautes tensions psychiques, tout en affirmant momentanément sa présence comme acteur à prendre en considération. Ce processus psychique n'est pas simple à contrôler et à juguler complètement sans assainir d'abord l'amont, la source de sa ou de ses causes. Néanmoins sous l'angle sociétal, il est possible de résumer la présence du « mauvais » dans les relations humaines, collectives et systémiques par des réactions et des comportements s'opposant carrément à la bonté, la tolérance, l'altruisme, l'humanité, la bienveillance, la positivité, tels que :

- . **Une réponse comportementale négative** à des stimuli négatifs dont les origines sont exogènes (milieu de vie au sens large) ou endogènes (inné, tensions internes, insatisfaction de certains besoins...).
- . **Le pur retour de l'animalité**, du 1D primaire et barbare face à un danger, un adversaire, un ennemi, comme seule solution utilisée et/ou préconisée par les acteurs en lice pour vaincre et s'en sortir, sans aucune réflexion ni conscience des conséquences et des effets induits.
- . **Le fait que le « mauvais » est contagieux**, que les individus mauvais ont tendance à s'associer ensemble selon le principe que le mauvais appelle le mauvais, le négatif appelle le négatif.
- . **Un conditionnement culturel** à pratiquer des actes amoraux, immoraux et/ou délictueux considérés comme légitimes et normaux au nom d'une cause, d'une idéologie, d'une religion, d'une mission à accomplir, d'usages, de rituels.
- . **Une pression coercitive constante** provenant de l'environnement systémique global (fisc, administration, forces de sécurité, pouvoirs publics, institutions, autres collectifs, autres individus), dès lors que ceux-ci agissent contre la sérénité, le bien-être, le respect, la dignité, la sécurité, par excès d'autoritarisme, de dominance.

- . **Le recours à un pouvoir de nuisance** (ordre, injonction, menace, sanction, subordination...) dès lors que l'individu atteint une situation de domination, un poste de petit chef, en révélant alors au grand jour des complexes, des problèmes psychologiques, des tendances perverses, sadiques, manipulatrices.
- . **Une posture d'obéissance** encouragée par les dogmes conservateurs, la hiérarchie, l'autorité en place, un commanditaire, dans l'exécution d'un ordre destiné à faire mal à autrui, éliminer une cible, dans la réalisation d'une tâche visant à faire souffrir, anéantir, briser la résistance.
- . **Une attitude naturelle d'autodéfense** en milieu collectif activant un besoin de violence, une réaction d'animalité (pulsion de mort, de meurtre, de punition...) s'enclenchant psychologiquement et/ou émotionnellement à partir d'un environnement devenu hostile, d'une situation vécue ou ressentie comme injuste, oppressante, désagréable, agressive, toxique.
- . **Des habitudes dans la vie privée** (couple, famille) ou sociale (activité professionnelle, groupe primaire ou secondaire) entretenues par des discours, des injonctions, une ambiance générale, une mentalité dominante.
- . **Des influences directes ou indirectes** reposant sur la suggestion et la désinformation médiatique, sur l'incitation religieuse, politique, manipulatrice, sur l'absorption de substances à effets biochimiques (drogue, médicament, excitation ou déséquilibre hormonal...), sur la présence d'anormalité ou de contestation de l'autorité.
- . **Sur la réponse réciproque proportionnée ou non** face à la violence subie, à la déception affective ou sentimentale, aux comportements rejetés (jalousie, haine, colère, contrariété, dégoût...) et/ou à la présence non acceptée d'autrui (rivalité, concurrence, intolérance...).
- . **L'excès d'attitudes passives** face à l'autorité, la hiérarchie, les collègues, les entités systémiques, l'administration, les pouvoirs publics, les forces de l'ordre, les rapports sociaux au sein de la collectivité, en déplaçant sa mauvaise humeur, son acrimonie, sa rancune, son exaspération, sur l'entourage familial (enfant, partenaire, subordonné(e), personne fragile, à problème...) souvent à partir de prétextes fallacieux.
- . **Le sentiment d'être maltraité**, infériorisé, dévalorisé, rejeté, non respecté par l'entourage immédiat, le milieu social, une entité, un système spécifique, conduisant à une perte d'estime de soi, à une mauvaise image de soi, à un mal-être, induisant soit une forme de dépression conduisant à l'autodestruction ou à une agressivité latente, à l'envie de destruction envers tout ce qui symbolise la cause des malheurs vécus.
- . **Perdre la tête, « péter un plomb »** sous la pression d'événements incontrôlables, de difficultés récurrentes, d'un conflit mal géré, d'une succession de problèmes impossibles à résoudre, comme seul moyen d'évacuer violemment par les mots, les postures ou des actes irraisonnés, l'intensité de la pression psychologique subie.
- . **L'instinct de survie dans la confrontation** pour sauver sa peau en tuant, détruisant autrui, en imposant sa loi au détriment de toute morale et humanité, en ne se sentant pas capable d'affronter l'adversité à la régulière mais par la lâcheté, la trahison, le mensonge, les bassesses, des voies détournées.
- . **La répétition à l'identique des mêmes vécus** traumatisants lorsque ceux-ci ont été vécus dans la souffrance, la douleur, l'humiliation et/ou comme une forme de culture psychorigide d'imposition de soi.

Comment rectifier le « mauvais » dans la collectivité ?

La pénétration du « mauvais » dans le fonctionnement collectif est de nature structuro-culturelle par la permanence de paradigmes issus du passé conservateur, du 2D dans le relationnel et les échanges, des normes et des pratiques systémiques dominantes, des décisions étatiques verticalisées. Il faut donc revoir, toiletter, nettoyer, déconstruire si nécessaire, un certain nombre de paradigmes fondateurs dans les grands usages sociétaux (voir presque tous les Hastags). Pour avancer, il ne faut plus se contenter d'agir en fonction de la seule relation causale des faits connus, mais en amont des causes, à la source des causes, tout en prolongeant la réflexion au-delà des conséquences visibles en s'intéressant aux effets induits et à la finalité d'ensemble. Les solutions sont connues et doivent absolument s'additionner entre elles à partir des 11 incontournables suivants :

1. Mener dès le plus jeune âge une lutte permanente contre la manifestation du mal, du mauvais, de la méchanceté, de la passivité, de l'agressivité, de la manipulation, de l'imposition de soi, par le meilleur de chaque morale religieuse du monde couplé à la pratique constante des valeurs évolutionnaires.

2. S'abstenir de toute forme d'infantilisation des enfants et des adolescents, a fortiori des adultes, en utilisant le « parler vrai », en les considérant comme aptes à comprendre le langage précis utilisé, ainsi que la raison des faits de la réalité, en évitant de sous-estimer ou minimiser leur intelligence et/ou vouloir reproduire sur eux ce que l'on a soi-même vécu ou fait à leur âge.

3. Privilégier à tout moment l'affirmation positive de soi en valorisant le passage à l'acte, l'expression directe, la contribution, la compétence terrain, la maîtrise du risque, la bonne intention, la bonne action, la bonne initiative, la bonne idée, le bon comportement, la bonne information, le savoir utile, l'expérience ad hoc...

4. Toujours mixer les « mauvais » minoritaires avec les bons majoritaires afin de les faire changer de posture, de comportement, d'attitude, en évitant surtout de réunir les mauvais entre eux au risque d'accentuer encore davantage leurs tendances spontanées. Le moins (-) avec le moins (-) ne donne jamais du plus (+) comme en algèbre, mais du moins renforcé (--).

5. Avoir la volonté de sortir des carcans conservateurs, moraux, rigides, traditionalistes, afin de penser le présent et préparer l'avenir sous un angle résolument évolutionnaire, en se défaisant psychologiquement de toutes les matrices culturelles intolérantes, exclusives, sectaires, doctrinaires, fanatiques, corporatistes, par la quête d'une conscientisation élevée, d'une information à 360°, d'une essentialisation par la synthèse et la vision globale, par une ouverture d'esprit curieuse, tolérante, constructive, créative.

6. Refuser tout type de « main invisible » provenant de la croyance religieuse, de la superstition et surtout de l'économie de marché (rapport de l'offre à la demande), conduisant à accepter sans réagir, passivement, les effets délétères qui en résultent et justifient que les plus malins dans le contournement des règles s'enrichissent sur le dos des autres, que les plus intelligents dans la manipulation prennent le pouvoir, que les plus agressifs dans les rapports humains s'imposent dans la concurrence, que les plus empiriques dans leur raisonnement focal, partiel et/ou imparfait influencent la majorité des autres.

7. Favoriser d'abord le citoyen producteur et le citoyen consommateur, bien avant tous ceux et celles qui se placent en intermédiaires et prestataires de services utilisant les faiblesses des premiers et derniers de la chaîne économique. Cela concerne directement le juste niveau des prix d'achat en faveur des producteurs/créateurs initiaux et le niveau raisonnable des prix de vente pour le

consommateur, tout en limitant le taux de marque global de l'ensemble des maillons intermédiaires (Voir [Bibl'EA](#) - la Bible de l'Économie d'Affaires).

8. Limiter une fois pour toutes le niveau de taxation et de pression fiscale exercé directement ou indirectement sur le citoyen lambda, sur tous les compartiments et segments de la vie en société (produits, énergies, consommables, matériels, équipements, prestations, actes administratifs, services courants...), afin de réduire l'impact des coûts contraints et l'inflation des prix de vente réglés par le consommateur final.

9. Favoriser le partage équitable de la richesse, sa redistribution et non sa concentration et accumulation au profit de minorités d'individus hyper riches et autres entités privées et publiques en laissant, à la fois : le citoyen ou entité propriétaire libre de ses choix et montants d'affectation ; en limitant les revenus du travail et de spéculation obtenus en mode collectif (personne morale, entreprise, fonction publique) ; en accordant aux contributeurs financiers des contreparties légitimes sous forme d'avantages sociaux, fiscaux, judiciaires, de facilitation d'investissements locaux...

10. Réduire fortement le nombre de lois, procédures, mesures, normes applicables, par la soustraction (toiletage, nettoyage, déconstruction) en sortant volontairement des usages nationaux et en prenant exemple et appui sur le meilleur et l'utile disponible partout dans le monde.

11. Exclure systématiquement les « mauvais » des cercles décisionnaires au sein de chaque collectif, dès lors que ceux-ci manifestent de manière multirécidiviste des comportements factuels et objectivement anti-citoyens sous forme d'autocratie, d'égoïsme, de prédation, de corruption, de mensonge, de manipulation, d'incompétence, de perversité...

12. Défendre l'idéal démocratique en évitant que celui-ci ne soit galvaudé, malmené, trompé par les régimes en place et/ou ne devienne qu'une vitrine politique aguichante, mais vide de sens en termes de bienfaits citoyens.

Favoriser l'évolution naturelle du collectif

Plus une collectivité se développe en volume et en nombre en passant du hameau agropastoral à la mégapole, plus elle amplifie la présence de « mauvais » comportements entre ses membres. L'extension du nombre d'individus dans un même espace agit « mécaniquement » sur les sollicitations interrelationnelles et les échanges en brassant simultanément une pluralité d'attentes, besoins, envies, comportements, actes et formes d'expression différents. Autant d'interactions qui deviennent vite contradictoires et/ou opposés entre elles en fonction des réalités et des enjeux du moment générant une majorité d'attitudes passives, agressives, manipulatrices ou d'imposition de soi, aussi bien envers le milieu exogène et les autres que de manière endogène et envers soi-même (évidence 1). De ce point de vue, la pérennisation de la seule bonne attitude liée à l'affirmation positive de soi implique de sortir, d'une manière ou d'une autre, des grandes concentrations humaines et de leur promiscuité dans la recherche d'un environnement plus sélectif, plus réduit, plus serein (évidence 2). L'évidence 1 explique pourquoi les règles législatives, judiciaires, normatives et morales imposées en société sont forcément directives, stressantes, voire coercitives, afin de réduire au maximum les effets négatifs visibles de surface inhérents à tout fonctionnement hétérogénéisé de groupe ou de collectivité, tout en alimentant des effets négatifs mentaux et psychologiques invisibles. Elle confirme également la maltraitance structurelle, l'inadéquation fondamentale, impactant de manière injuste et non

équitable tous ceux et celles qui agissent positivement en citoyen adulte (évidence 2). En cela, la primauté de l'égalité dogmatique revendiquée dans tout État de droit est involontairement la principale source causale de production et d'entretien du « mauvais » en l'homme comme en société, ou pour le moins d'une insatisfaction individuelle et citoyenne chronique.

Partout dans le monde, comme dans l'histoire, on peut constater que lorsque l'État évolue, les collectivités évoluent, même avec du retard à l'allumage, voire pour certains collectifs en étant carrément en avance et/ou en prenant délibérément une position ou une direction différente. Lorsque l'État régresse, les collectivités régressent, même dans le cadre d'une résistance momentanée de certains collectifs dynamiques prenant alors le relais du courage et du discernement citoyen. C'est la raison pour laquelle l'avenir collectif doit être foncièrement positif, malgré l'inclusion temporaire de périodes nationales et géopolitiques d'inversion ou de régression sociétale. Tous les modèles de vie en collectivité sont amenés à évoluer, tôt ou tard, sous la pression du collectif, donc du citoyen. Comme le progrès, l'évolution naturelle n'est jamais de revenir en arrière, mais d'avancer pas à pas (changement utile, transformation, mutation...) ou a minima de stagner durant une certaine période. Il en est exactement de même en milieu collectif normalement sain. Aussi la question est de savoir pourquoi objectivement un régime politique, un gouvernement, une direction, n'évolue pas en faveur du bien-être serein des citoyens, des salariés et autres acteurs, voire régresse dans l'imposition de mesures autoritaires, régressives et/ou dans la négativité inversive ?

Passer la 4^e et la 5^e vitesse dans la conduite sociétale

À tout moment, avec de la volonté, il est possible de recourir aux 5 vitesses de l'évolution sociétale à savoir : passer du mode survie et comportementale primaire imposant la violence physique et la loi du plus fort (1^{re} vitesse = 1D) à un mode plus sociabilisé et organisé soumis à l'autorité verticalisée et directive d'un chef légal, omnipotent, protégé par des lois internes (2^e vitesse = 2D conservateur). C'est ensuite la représentation politique consistant à se soumettre au vote entonnoir et à l'État de droit (3^e vitesse = démocratie partielle, intermédiaire), puis à celui de la coparticipation citoyenne dans l'écoute réelle des attentes exprimées comme dans les décisions prises et acceptées à la majorité des individus concernés au sein du collectif, de la collectivité (4^e vitesse = 2.5D). C'est enfin, l'autonomisation affirmée sans chef ni représentation décisionnaire ni vote entonnoir consacrant la reconnaissance du citoyen adultisé n'ayant besoin ni de chef ni de cadre législatif et réglementaire imposé, pour s'autodiscipliner et agir par lui-même dans l'esprit de responsabilité (5^e vitesse = 3D). Plus la société stagne entre la 1^{re} et 3^e vitesse et moins le citoyen peut recourir à l'ensemble de ses droits et libertés légitimes. Il est barré par l'État, la collectivité, le collectif, tous dirigés par des minorités détenant généralement l'ensemble des pouvoirs d'influence et décisionnaires. Au sein de ces minorités, il existera toujours des poches de fixation en mode négatif face à des poches de résistance en mode positif. Par poche de fixation, il faut entendre tout ce qui relève de postures intolérantes, réactionnaires, radicales, psychorigides, fondées sur le conservatisme dogmatique, le traditionalisme, l'intégrisme, l'égoïsme. À l'inverse, la poche de résistance recouvre une volonté déterminée à combattre la plupart des « péchés » provenant des mauvais aspects de la collectivité, tout en prenant le risque de s'exposer directement à la critique, à la loi, à la force, à l'autorité, à la sanction, à la mentalité ambiante. Ce qui est sûr, c'est que le changement positif

pour tous ne peut provenir que d'une résistance intègre, courageuse et honnête intellectuellement de certains citoyens face aux poches de fixation. Des poches de résistance qui ont tout intérêt à privilégier la 4^e et 5^e vitesse pour elles-mêmes, mais aussi en faveur de la masse silencieuse.

La dynamique inertielle collective

Par vitesse d'évolution sociétale (Ves), il faut comprendre le niveau global de « dynamique inertielle » collective (Dic) découlant des volontés politiques et des stratégies de gouvernance appliquées à un moment t en fonction directe des mœurs, pratiques, modes de vie et usages sociétaux dominants. La dynamique inertielle est le rapport entre l'importance des **freins sociétaux conservateurs (Fsc)** imposés ou subis du fait d'un cadre moral, législatif, normatif, réglementaire, fiscal, sécuritaire coercitif et/ou par les effets d'une économie amorphe ou réduite et, le **taux de rupture décisive (Rd)** (changement radical, progrès porteur d'essor, innovation remarquable, réforme puissante, nette évolution des mentalités, élévation du niveau de conscientisation, attitude plus discernée, positive...) favorisant *in fine* une accélération ou une augmentation durable de la qualité de vie collective ressentie ou vécue. Il est nécessaire lors de chaque changement haussier de vitesse d'évolution sociétale que des avancées notables soient concrétisées par une plus grande qualification des attitudes, des rapports sociaux, des comportements, par un apport supplémentaire de bien-être provenant de nouvelles expériences, d'une croissance et prospérité économique, de progrès industriels et technologiques, d'une circulation ouverte de l'information, d'une facilité d'accès aux savoirs utiles et compétentiels, etc. En d'autres termes, ce sont les ruptures décisives à polarité positive qui permettent le passage à la vitesse supérieure dans l'évolution sociétale, alors que la stagnation et la perpétuation maintiennent la vitesse acquise (principe de régulation conservatrice). Le défaut ou le déficit de ruptures décisives dans un existant sociétal rend impossible le passage à la vitesse d'évolution supérieure faisant que les effets d'annonce, les réformettes politiques, les mesurette technocratiques, les petits pas dans le compromis, les promesses électorales non tenues, la communication solennelle sans passage à l'acte concret, le corporatisme et le lobbying..., ne font que tromper sur le réel impact du changement et font surtout perdurer l'existant sociétal dans sa vitesse acquise. De la même manière, l'intensité créative (inventivité politique et technocratique) dans la production législative et réglementaire constamment additionnelle (lois, décrets, procédures, obligations, taxations, mesures à vocation liberticide, autoritariste, répressive...) accentue l'inertie collective en la freinant, en la bridant, en l'étouffant par l'étroitesse du maillage judiciaire, jusqu'à atteindre un point critique de décrochage ramenant à la vitesse inférieure.

Formulation théorique de la vitesse d'évolution sociétale

En théorie, la vitesse d'évolution sociétale est le produit d'un existant collectif à un moment donné amplifié et accéléré par le taux positif de ses ruptures décisives et bridé ou retenu par le taux négatif de l'ensemble des freins sociétaux conservateurs. Soit la prise en considération des 4 principaux paramètres suivants :

Ves = Vitesse d'évolution sociétale (5 niveaux de vitesse)

Dic = Dynamique inertielle collective à un moment t (existant actuel)

Fsc = Σ Freins sociétaux conservateurs, traditionalistes, intégristes, inhibant le progrès, les attentes évolutionnaires légitimes

Rd = Rupture décisive à polarité + favorisant une plus grande qualité de vie individuelle et collective

Il en ressort 3 grands types de dynamique inertielle collective (Dic) selon que le taux négatif de freins sociétaux conservateurs est supérieur au taux positif de rupture décisive ou, à l'inverse, que les freins (Fsc) se réduisent sous l'effet d'apports évolutifs notables (Rd) :

- . **Rétroévolution** à la vitesse inférieure (principe de régression) avec $Fsc > Rd$
- . **Stagnation** à la vitesse acquise (principe de régulation conservatrice) avec $Fsc = Rd$
- . **Évolution** avec passage à la vitesse supérieure (principe d'évolution) avec $Fsc < Rd$

On peut ainsi en déduire théoriquement que $Ves = Dic.Rd/Fsc$ signifiant, à la fois, que le niveau réel de dynamique collective dans le présent politique s'inscrit forcément dans l'une des 5 vitesses d'évolution sociétale dont chacune résulte du rapport étroit entre l'intensité négative des freins conservateurs existants et l'intensité positive de ruptures décisives concrètes devant avoir pour but et objectif final :

- . **L'accès complet à des libertés légitimes** dans tout le spectre existentiel (expression, choix, action, mobilité, pensée), sous condition préalable de discernement, d'autodiscipline, d'esprit de responsabilité.
- . **La fluidité du droit positif national** par la soustraction, le toilettage, le nettoyage, la déconstruction si nécessaire, ainsi que par l'universalisation des droits humains et du citoyen.
- . **Les prix justes, les pratiques raisonnables**, les revenus équitables, découlant d'une économie assainie et d'une présence financière régulée dans l'ensemble de la chaîne d'interactions animant l'Offre sociétale globale :
argent → *investissement/participation/innovation/création d'entreprise* → *travail/production/fabrication/recherche* → *salaires/revenus/marge* → *Σ services et prestations périmétriques* → *circuits de vente/distribution* → *prix consommateur/pouvoir d'achat* → *fiscalité/taxation/cotisation* → *bénéfice/profit/dividendes* → *épargne/spéculation* → *redistribution/partage* → *argent...*
- . **Une information médiatique et culturelle de qualité** à 360° exemptée de désinformation, mensonge, endoctrinement, propagande, influence toxique...
- . **Une éducation, des formations et apprentissages respectueux** des différences propres à chaque individu en termes de personnalité, motivation, attente, talent, énergie, capacités, potentiels...
- . **Des baisses notables de taxation et d'imposition** à des niveaux raisonnables favorisant le maintien d'un pouvoir d'achat digne et constant en faveur d'une unique classe médiane destinée à remplacer la division sociale classique par les classes ouvrières, moyennes, riches, pauvres, dominantes.
- . **Un fonctionnement collectif « dépourvoisé », « déhiérarchisé », « déverticalisé », davantage proactif (et non suiveur), horizontalisé, participatif, au service essentiel du citoyen adultisé et non en faveur d'une élite formée par les élus, les dirigeants, les influents culturels et économiques, les acteurs rémunérés du secteur public.**
- . **Les apports utiles et positifs du progrès** industriel, des techniques, de l'IA, des technologies, en évitant leur détournement, leur usage pervers, manipulateur, coercitif, aux dépens des populations et/ou en faveur exclusive de certaines minorités influentes et/ou décisionnaires.

Les 5 vitesses de l'évolution sociétale

Dès lors que l'on raisonne en mode sociétal et/ou collectif, l'évolution humaine s'inscrit entre l'état d'animalité initial et le surhumain du futur, dans une progression pas à pas selon 5 passages de vitesse évolutionnaire :

1^{re} vitesse = très petite évolution par archaïsme consacré par le rapport de force direct, la prédation amorale, la violence guerrière, la confrontation territoriale, la domination inter sexes, inter ethnies, inter raciales, le tout reposant sur la puissance des mythes, des croyances et légendes, des usages identiques et répétitifs...

2^e vitesse = petite évolution par conservatisme assumé se manifestant par des réalités féodales, la présence de chefs de clan, un dirigisme intra groupe et collectif, le tout sur des bases culturelles et morales patriarcales, religieuses, traditionalistes, intégristes, dogmatiques (morale rigoureuse, catéchisation manichéiste, écritures saintes, icônes, dictons et proverbes sentencieux...).

3^e vitesse = évolution prudentielle avec démocratie partielle (ou intermédiaire) utilisant l'État de droit indifférencié et imposé à tous de la même manière (ou presque), le vote entonnoir, les règles coercitives verticalisées envers l'individu-citoyen, une surveillance et un contrôle des masses placés sous la tutelle de pouvoirs hiérarchisés, le recours officiel à des référentiels souvent datés, voire obsolètes (binarité politique, regard permanent sur le passé historique, symboles nationaux, égalité dogmatique, fraternité corporatiste, libertés légales...).

4^e vitesse = évolution légitime avec démocratie avancée favorisant une citoyenneté proactive et participative, des pratiques judiciaires, sociales et économiques respectueuses de l'esprit de démocratie (équité, liberté, solidarité, objectivité, intégrité, tolérance, principe de réciprocité...) avec des droits humains et citoyens protecteurs et valorisants reprenant le meilleur et l'utile disponibles partout dans le monde...

5^e vitesse = évolution maîtrisée avec citoyenneté avancée fondée sur le positif inhérent à l'affirmation de soi enrichie par l'ensemble des valeurs évolutionnaires conduisant à l'adultisme et à la complète autonomisation dans la conduite de sa propre existence, comme dans la pratique quotidienne du civisme néocitoyen.

En tout état de cause, on peut être sûr de 3 choses en matière de vitesse d'évolution sociétale :

. Derrière les postures solennelles, le recours aux équipements technologiques, les diplômes de formations supérieures, l'habillement attrayant des contenus médiatiques, l'homme moderne a tendance à rester scotché aux vitesses 1 à 3 en étant constamment retenu par son animalité naturelle et le bas ou le médiocre du possible individuel et collectif, du fait de tous ceux et celles qui ne voient d'autres horizons que ce qu'ils ont appris, ce qu'ils savent et connaissent, ce qu'ils vivent au quotidien.

. Derrière toute réalité présente jugée négative ou non motivante, demain sera forcément différent d'aujourd'hui en profilant déjà, ici et là dans le monde, des évolutions relationnelles, humaines, collectives et sociétales propres aux vitesses 4 et 5.

. La porte de sortie légitime vers la vitesse supérieure et le haut du possible ne peut s'atteindre que par la volonté dans le passage à l'acte audacieux, la résistance courageuse face à l'oppression et le pouvoir de domination, la détermination infaillible face aux difficultés et souffrances endurées.

Les conditions du changement positif en collectivité

Malgré tous les discours et les promesses faites par les personnels politiques aux affaires et dans l'opposition, il ne faut pas compter sur les élus conservateurs, extrémistes et autres ambitieux de postes honorifiques, de notoriété, de statuts sociaux préférentiels. Il ne faut pas davantage se reposer sur la parole des gouvernants enfermés dans des postures stéréotypées, condamnés à projeter une image solennisée, enivrés de pouvoir décisionnaire, ainsi que sur les influents et les élites nanties profitant de leur position auprès des leaders. La même méfiance doit concerner les hauts responsables et technocrates aux ordres, les agents des services publics sous contrat et rémunérés à vie, pour initier un quelconque changement disruptif favorable en priorité aux attentes légitimes profondes du citoyen lambda moderne, c'est-à-dire le passage aux vitesses 4 et 5. C'est la raison pour laquelle un devoir de courage s'impose à tout citoyen discerné afin de participer à des initiatives citoyennes utiles, à des projets audacieux, à des opérations contributives, à des applications facilitatrices innovantes, à des circuits économiques solidaires. Il s'agit de ne jamais laisser complètement la main aux seules minorités influentes et conservatrices enclines à imposer leurs propres méthodes, visions et modes de vie, à décider seules du destin de tous. Aussi, dans le prolongement des Hastags [#13](#), [#16](#), [#21](#), [#23](#), [#27](#), [#29](#), [#32](#), [#33](#) concernant les nombreuses pistes possibles en matière d'évolution et de changement positif en mode individuel, citoyen, collectif, systémique et étatique, 3 conditions sociétales majeures sont nécessaires au sein de la contemporanéité, ainsi qu'en prévision de l'arrivée des futures générations :

1. Favoriser la dynamique économique
2. Favoriser la dynamique psychosociale
3. Favoriser la dynamique politique et collective

1. Favoriser la dynamique économique

L'économie est le « sang » alimentant toutes les forces vives de l'organisation collective et sociétale. De manière concrète, le véritable changement évolutionnaire commence à partir du moment où l'on combat la paupérisation à la racine et que l'on défend la dynamique de consommation avec 3 mécanismes financiers solidaires à mettre en place de manière durable :

. **Aider et soutenir les jeunes** à la sortie de leur formation jusqu'à leur premier emploi non précaire par une Allocation Universelle Minimum (AUM), sans aucune condition préalable (sauf atteinte de l'âge légal), égale à au moins 1/2 SMIC mensuel (salaire minimum interprofessionnel de croissance), voire plus si nécessaire, quitte à demander en contrepartie une réciprocité de bénévolat ou de contribution en local.

. **Aider et soutenir les anciens et les retraités** à la fin de leur vie active légale, ou à un âge pivot, par une Pension Universelle Minimum (PUM), sans aucune condition d'activité ou de niveau de cotisation préalable, égale à au moins 1 SMIC mensuel et limitée à un maximum de 4 SMIC selon le parcours professionnel antérieur, le reste procédant de la capitalisation volontaire, quitte à demander en contrepartie une réciprocité de bénévolat ou de contribution en local.

. **Soutenir le pouvoir d'achat des actifs** par un Revenu Universel Minimum (RUM) égal au SMIC ou supérieur, jusqu'à un plafond maximum de 25 fois le SMIC pour les cadres supérieurs et dirigeants, sachant que la moitié de tout dépassement de ce plafond du fait d'une rémunération supplémentaire doit être reversée, à la fois, aux plus défavorisés du territoire concerné, ainsi qu'en faveur d'actions collectives au libre choix des bénéficiaires (avec avantage fiscal).

Le fait de continuer à accepter la paupérisation et la stagnation du niveau de vie d'une partie des jeunes, des retraités et des actifs, est un pur non-sens sociétal dans l'ère moderne que seuls les nantis peuvent encore justifier sous prétexte de méritocratie contestable et/ou afin de préserver leur rang et/ou leurs avantages. Dans l'absolu de l'équité, du respect de la dignité, de la préservation de l'intégrité humaine, aucun talent, aucun effort, aucune initiative originale, aucune bonne idée, aucune gestion ou décision réussie, ne mérite une survalorisation ou précellence au mérite, sachant que le plus souvent ce sont l'inné involontaire, la rente de situation après des études diplômantes politiquement correctes, l'héritage, le hasard non prévu et/ou les différentes formes de malversations, prévarications ou indécadences dans la vie privée et professionnelle qui en sont généralement à la source directe.

2. Favoriser de la dynamique psychosociale

Le rapport à la psychologie humaine dans la vie sociale est le « cœur battant » de toute forme d'activité au sein des organisations collectives. Le bon état de santé d'une collectivité dépend de l'intensité d'implication des citoyens et des forces vives (motivation, énergie, effort, engagement, compétence...) et du niveau d'efficacité ou d'efficience atteint dans les résultats obtenus (réussite, fiabilité, durabilité, sûreté, profit...). Pour équilibrer le rapport entre la contrainte imposée d'un côté (ordre, obligation, contrat, objectif...) et la récompense allouée (salaire, commission, rétribution, gratification, bonus, cadeau...), il faut accepter la proportionnalité du principe physique d'action/réaction. En d'autres termes, ce que tout système et organisation impose au citoyen et à l'humain doit produire de manière équitable et juste une contrepartie de portée équivalente. Tout différentiel déséquilibré ou négatif dans ce rapport produit inévitablement un impact psychologique certain (démotivation, manque d'implication, rancœur, vengeance, colère, conflit, manifestation de l'une ou l'autre des 4 attitudes négatives : agressivité, passivité, manipulation, imposition de soi). Considérant par ailleurs que tout a déjà été dit, fait, tenté dans le domaine social et psychosocial en mode individuel, collectif, étatique et sociétal depuis la préhistoire jusqu'aux temps présents, il convient d'en tirer les leçons (ne pas manquer de mémoire) et éviter une dispersion des pratiques au gré des fluctuations d'humeur et variations de l'opinion publique. Afin d'éviter une disruption sociétale négative, le mieux consiste à recourir à une triple « méthode réflexe » dès lors que se manifeste une insatisfaction chronique, une agression caractérisée, une manipulation évidente, une déstabilisation volontaire ou toute forme de coercition non acceptée :

2.1. La première méthode réflexe dite utilitaire est celle qui consiste à s'appuyer principalement sur le meilleur et l'utile disponible et/ou connu ici, là ou ailleurs partout dans le monde, en évacuant parallèlement tout ce qui parasite objectivement la vie du citoyen (toilette, nettoyage, déconstruction si nécessaire).

2.2. La seconde méthode réflexe dite 1.2.3 est celle qui permet à la fois d'affirmer sa personnalité, exprimer sa voix et défendre son intégrité physique et/ou morale. Pour se faire clairement entendre, tout citoyen lambda dispose de 3 temps distincts lui permettant de réagir et d'agir en totale légitimité et/ou légitime défense sous condition d'objectivité et discernement :

Temps 1 : J'exprime de manière verbale ou non verbale mon feed-back face à une action subie dont je ne suis pas à l'origine ou face à une insatisfaction réelle

ou latente via une communication pacifiée (regard, mimique, posture, campagne d'opposition, meeting, vote effectué dans les règles de l'art...), sans aucune agressivité, comme moyen légitime et affirmé d'expression de ma dignité, de mes droits et libertés.

Temps 2 : Si rien ne change, que je ne suis pas entendu et/ou que la pression agressive continue, je confirme alors mon premier message en le traduisant en termes explicites sous forme d'un avertissement ferme, clarifié, daté et précis sur mon intention de passer à l'acte en cas de nouvelle récurrence (protestation ciblée, manifestation de rue, grève, action choc ou en pure réciprocité...) avec pour objectif de ne prendre personne par surprise.

Temps 3 : Si l'obstination ou l'entêtement continu et que rien ne change après les 2 premiers avertissements (multirécurrence avec 3 actes ou comportements jugés agressifs, injustes ou perturbants), je suis alors en droit de me considérer en état de légitime défense m'obligeant moralement et concrètement à passer à l'acte individuel et/ou collectif de manière ciblée, déterminée et motivée en agissant exactement de la manière évoquée durant le Temps 2 (ni plus ni moins), tout en m'interdisant de ne pas honorer ma parole, de faire machine arrière par lâcheté ou faiblesse. C'est le Temps 3 qui apporte une véritable crédibilité dans la posture et l'image donnée en faisant exactement ce qui a été dit. À l'inverse en se dégonflant, en ne faisant rien, on grille son image, on se décrédibilise totalement. L'erreur habituelle consiste à menacer par le verbe en ne passant jamais à l'acte et/ou en ne tenant pas l'engagement pris. En fait, la véritable force mentale d'un individu se concrétise toujours dans sa capacité de passage à l'acte tel qu'il a été dit ou programmé, même si l'action est difficile et soumise à conséquence. C'est la détermination sans retour en arrière affichée dans le Temps 2 qui stoppe carrément l'occurrence du Temps 3, et cela en fonction directe de la fermeté et de la détermination affichée (qui se lit généralement sur les mimiques du visage). Enfin, si le Temps 3 doit se réaliser, mieux vaut perdre ou mourir dans l'honneur, que se morfondre dans la peur et survivre dans le déshonneur.

2.3. La troisième méthode réflexe dite d'engagement permet de se faire entendre clairement face aux autorités, décisionnaires ou institutions. Elle se justifie pleinement dans le Temps 3 en mode collectif dès lorsqu'il s'agit d'une volonté légitime et raisonnée de changement politique et de gouvernance. Il s'agit alors d'appliquer 5 phases de prise de contrôle du fonctionnement des systèmes contestés :

Phase 1. Demande de démission (départ volontaire, destitution, révocation, limogeage...) de toutes les têtes dirigeantes, responsables et influents qui ont été indignes dans des affaires judiciaires, pris en flagrant délit de mensonge (donc d'outrage à citoyen) et/ou responsables ou directement complices de la situation de crise ou de mal-être collectif.

Phase 2. Refus de la prégnance politique et médiatique, de la hausse anormale des prix, des excès marketing des grandes marques, de la communication institutionnelle ou politique lénifiante, par un boycott général ou ciblé, un vote contestataire (abstention ou vote blanc).

Phase 3. Proposition concertée de programmations précises, détaillées et chiffrées listant x items de changement et/ou de nécessité citoyenne, pouvant et devant se mettre en place au sein du collectif ou des collectivités concernées à une date fixe ou à plusieurs différentes.

Phase 4. Mise en pratique du toilettage, nettoyage, déconstruction (si nécessaire) de façon méthodique des principaux usages, habitudes, lois et pratiques jugées obsolètes, inadaptées ou inacceptables au sein de tous les centres de pouvoir, d'influence, d'interactions, ayant un lien direct avec la vie

courante des citoyens. Il est nécessaire pour cela de missionner des citoyens hors systèmes, non complices des pouvoirs en place, obligatoirement compétents, motivés, intègres, apolitiques, aconfessionnels.

Phase 5. Réécriture ou révision des règles d'organisation et de fonctionnement avec adaptation des codes civils et autres, de la Constitution nationale dans certains de ses articles, dès lors que ceux-ci ne sont pas en phase avec la défense et la protection des intérêts du citoyen moderne et/ou privilégient trop les régimes et pouvoirs politiques en place. À l'occasion de cette dernière phase, un vote final (ou pluriréférendums) rapporté au nombre total d'inscrits (et pas seulement au nombre de votants) doit dégager une majorité réelle (et non relative) pour chacun des grands items proposés.

Durant ces 5 phases, tout ce qui ressort du compromis, de l'accommodement, des petits arrangements et/ou d'un moyen terme sans ambition, doit être banni sachant que les mêmes causes produisent toujours les mêmes conséquences ou presque. Il faut obligatoirement des ruptures fortes et nettes pour éviter que ne se réinstalle insidieusement la vie d'avant, donc un retour en arrière.

3. Favoriser la dynamique politique et collective

Elle est « le poumon » de la vie citoyenne et démocratique, il faut donc veiller à éviter tout ce qui ressort du populisme, de la démagogie, du nationalisme exacerbé, de l'autoritarisme étatique et discrétionnaire. Face aux politiques politiciennes menées (manœuvres favorisant des intérêts particuliers ou personnels), il existe beaucoup trop de gens qui ne veulent pas voir la réalité en face et/ou qui ne considèrent que le premier degré des mesures annoncées et/ou prises, en se faisant régulièrement piéger par les artifices de la communication et du marketing politique. Il est pourtant essentiel de savoir que tout ce qui nourrit l'infantilisation des masses par le mensonge, la culpabilisation des individus par la peur, les pratiques liberticides et coercitives par l'exercice du pouvoir, doit être considéré comme la manifestation de travers sociétaux majeurs, une offense à la dignité de l'homme, de la femme et du citoyen moderne. S'il n'est pas possible d'intervenir en temps réel pour stopper immédiatement les abus de pouvoir et/ou agir en pure réciprocité, il faut néanmoins en conserver la mémoire collective afin d'apurer plus tard les comptes. Entre-temps, il est conseillé d'intervenir à son propre niveau en appliquant 5 règles dans chacune des phases (point 2.3), permettant de passer de l'âge citoyen « adolescentique », voire encore infantilisé dans certains pays, à l'âge de la maturité citoyenne adulte. Un passage qui change tout dans le rapport avec les pouvoirs publics comme en matière de dynamique au sein de la collectivité.

3.1. Favoriser l'alternativité en tout

Il s'agit d'instaurer systématiquement face à tout type d'action et/ou décision imposée ou suggérée au citoyen, une ou plusieurs alternatives (option, possibilité, choix) de sens opposé et/ou de nature différente, afin de laisser s'accomplir pleinement la liberté individuelle de décider par soi-même, de s'autodéterminer, d'exercer son libre arbitre. Il existe 5 grandes options alternatives à tout moment pouvant servir de boussole dans le choix, la décision, l'engagement à prendre (voire en les combinant) :

- . **Faire ou ne pas faire**, participer ou ne pas participer, accepter ou non, de manière volontaire et déterminée (posture radicale)
- . **Faire autrement ou ailleurs**, proposer autre chose (rupture créative)
- . **Modifier, négocier** l'objectif prévu, le résultat final, l'offre initiale (adaptation inventive)

- . **Inclure des contreparties équitables**, rechercher le partenariat (fermeté positive)
- . **Pratiquer la pure réciprocité** de manière symétrique, proportionnelle (réponse légitime)

Les 5 façons d'agir au sein de chaque option

Hormis le fait contestable de ne rien faire du tout, le choix de l'une ou l'autre des 5 options alternatives suppose une manière d'agir face aux faits positifs, neutres ou négatifs subis ou constatés (situation vécue, forme d'expression, action en cours, décision prise, comportement d'autrui, type d'attitude dominante...) :

- . **Agir avant la réalisation du fait**, à la source, pour stopper net le processus (éliminer, écarter, tuer dans l'œuf...).
- . **Agir pendant la réalisation du fait** en s'engageant dans une confrontation directe (s'opposer, s'impliquer, répondre...).
- . **Agir après la réalisation du fait** en fonction des conséquences et des effets constatés (faire payer, se venger, punir...).
- . **Réagir avant, pendant et/ou après** par des voies détournées, latérales, indirectes (manipuler, désinformer, manigancer...)
- . **Proagir en anticipant le coup d'après** de manière directe, indirecte, asymétrique (anticiper, prévoir, prévenir, recourir à la stratégie...).

Tout ce qui refuse ou réduit l'alternativité (unilatéralisme, directivité, diktat, injonction, sommation, ordre impératif...) est une atteinte aux droits de l'homme fondamentaux. Il en est de même lorsque l'on met les gens devant le fait accompli ou que l'on pratique l'effet entonnoir sous justification démocratique (offre unique, usage standardisé, pratique dirigée, nationalisme étroit...). Tout ce qui justifie l'unilatéralisme par la directivité et la raison du chef, sous prétexte de comportement loyal ou responsable à suivre la règle et/ou accepter un principe de précaution hyper prudentiel, ressort d'un pur raisonnement spécieux, voire d'une escroquerie intellectuelle, d'une manipulation des masses, d'une psychorigidité malfaisante, d'une brillante imbécillité technocratique. À tout moment, il existe forcément une ou plusieurs autres possibilités d'agir et/ou pour solutionner les problèmes et difficultés rencontrés. C'est toujours le manque d'idée, de réflexion, d'audace, de discernement, de volonté, qui conduit à l'impasse, à l'unicité des pistes, au conservatisme des actions menées, au stéréotype des décisions prises. On constate également que lorsque l'individu a un véritable libre choix, celui-ci développe davantage le sens des responsabilités, fait preuve de plus de discernement, d'autodiscipline, d'autonomie, alors que le fait d'être suiveur et/ou enfermé dans un modèle dominant ou asservissant induit presque toujours des attitudes négatives (passivité, agressivité, manipulation, imposition de soi).

3.2. Miser à fond sur l'adultisme (Hastags [#14](#), [#15](#), [#17](#), [#28](#), [#35](#)),

Il s'agit de faire en sorte que le citoyen lambda devienne adulte dans sa tête comme enjeu principal de toute dynamique collective moderne. Le temps est venu dès le début du III^e millénaire de mettre en place **THE HUMAN AND CITIZEN RESPECT** partout dans le monde en éliminant toute forme d'infantilisation, culpabilisation, manipulation, désinformation, dramatisation, distillation de la peur, au sein des populations (prudence excessive, stress du quotidien, suivisme craintif, docilité obéissante...). Il est également nécessaire de revoir les fondements de la hiérarchisation dirigiste et autoritariste productrice de postures inhibées, d'émotions contraintes, de réflexes primaires provoquant le

repli sur soi, le manque d'affirmation, le recours compensatoire à tout un arsenal de contremesures (concurrence antagoniste, égoïsme débridé, égocentrisme dans le paraître, intolérance hostile, jalousie aversive...). Pour éliminer, dès le plus jeune âge, l'habitude collective à ces mauvaises tendances et pratiques (et bien d'autres en matière de domination des uns sur les autres), il faut au contraire miser tout au long de l'existence sur la capacité de discernement, d'entendement, de bon sens, de prise de responsabilité, d'autodiscipline, d'intelligence relationnelle, propre à l'espèce humaine. Il ne faut jamais oublier que tout individu (hors grand trouble psychique) dispose par son inné de capacités cognitives potentiellement supérieures à celles de toutes les espèces animales connues. Des dispositions d'esprit qui ne demandent qu'à se développer et s'exprimer dans des conditions favorables d'expérimentation, d'information, d'éducation, de savoir, de compétence, dès lors que rien ne vient les brider, les inhiber, les contrarier, les dévaloriser, les sanctionner. Ces prédispositions humaines portées par la plupart des individus n'attendent que d'être libérées, sollicitées, valorisées, par tout ce qui est bon, utile, nécessaire et non par le mauvais, le coercitif, le trompeur, l'interdit. Sous l'angle sociétal, c'est ce rapport entre le positif et le négatif social et culturel que se joue le passage ou non entre l'infantile et l'adolescentie, puis l'adolescentie et l'adultisme.

Pour favoriser l'adultisme citoyen, il faut d'abord libérer les forces endogènes de l'humain en réduisant symétriquement les contraintes systémiques exercées sur les principaux besoins dominants, sur les droits et les libertés légitimes. C'est le rôle de la collectivité que d'en assumer la responsabilité envers ses membres. Il faut ensuite que le libre exercice de la citoyenneté permette d'empêcher les responsables de tout système (élu, technocrate, fonctionnaire, agent des forces de l'ordre, influent politique, financier, médiatique ou religieux...) d'agir de façon à entretenir la systématisation coercitive, l'infantilisation des masses, l'adolescentie sociétale. Il faut transformer la recherche cynique et unilatérale de rentabilité, d'efficacité économique immédiate, de productivité et profitabilité sur le dos du citoyen (faire de lui une vache à lait), en efficacité qualitative pour tous dans l'optimisation du rendu final (esprit partenarial, gagnant-gagnant) et dans l'accomplissement global du rôle de chacun (État, système, collectivité, citoyen). Il est nécessaire, pour cela, d'intégrer le fait que l'exploitation de l'homme par l'homme est à l'origine de tous les conflits, affrontements et violences entre humains. Cette concurrence et compétition interne à l'espèce humaine pour être le premier, le meilleur, le plus fort, le plus riche, le plus puissant, le plus intelligent, le plus diplômé, le plus connu..., ne vient jamais du naturel présent dans l'inné, même s'il existe à l'origine du vivant de grands différentiels de capacités entre humains. Elles proviennent majoritairement d'un matricage mental initial par le biais de moules éducatifs, formatifs, civiques, religieux, moraux, industriels, économiques, écologiques..., agissant comme autant d'empreintes artificialisées transmises au nom d'une culture dominante. Une culture elle-même en concurrence et en compétition permanente avec des centaines, voire des milliers d'autres cultures locales, territoriales, nationales (il a existé +10.000 cultures différentes dans l'histoire du monde). Sachant que chaque culture se croit plus essentielle, plus vraie, plus robuste, plus juste que les autres (subjectivité animée de certitudes cognitives), elle tend alors à façonner la dimension mentale, psychologique, comportementale, sociale, de la plupart de ses membres.

De facto, plus une culture impose ses préceptes en forçant la nature humaine, plus elle déforme, courbe, dénature l'inné humain au profit directif d'acquis

relatifs. **L'erreur commune étant alors de croire que l'inné humain se développe uniquement dans le potentiel de ses tendances biologiques naturelles.** Pour sortir de cette erreur historique, il est nécessaire de dissocier l'inné biologique propre à l'animal et au végétal de l'inné humain, lequel intègre en plus une fonction décisive en matière de conscientisation, c'est-à-dire de contrôle cognitif supérieur, capable d'influer en temps réel sur l'inné biologique dans sa réalité fonctionnelle, pulsionnelle, d'animalité primaire. De ce point de vue, l'inné humain doit s'appréhender de manière différente du Darwinisme primaire par sa capacité à s'adapter aux acquis génétiques et environnementaux en pouvant les amplifier, les minimiser, les transformer. C'est l'apport essentiel de la conscientisation qui induit une étape supplémentaire d'évolution, un échelon supérieur dans le vivant, permettant de s'affranchir momentanément et/ou en partie de l'inné biologique comme de l'acquis sociétal et environnemental. On peut alors évoquer pour l'humain un « inné conscientisé » et un « acquis conscientisés », ce qui change tout en matière d'influence culturelle et de comportementale. C'est cette même capacité de conscience qui permet, à tout moment, de sortir par le haut des cultures classiques en mode 2D et manichéiste. En vérité, plus le niveau de conscientisation s'élève et plus l'humain est à même de s'émanciper de sa condition génétique et de ses matricages sociétaux. C'est le principe d'adultisme !

Ainsi, tout individu peut devenir adulte dans sa tête et toute société peut profiter de l'adultisme de sa population en libérant les forces du bien à savoir : l'affirmation de soi positivée (et non l'imposition de soi) ; une bonne alimentation informationnelle et culturelle ; un respect constant et équitable de chaque citoyen ; une bienveillance de principe et une tolérance discernée couplées à une juste fermeté et réciprocité ; ainsi qu'une différenciation constante des cas, des situations, des individus. Dans ces conditions, on peut affirmer que l'adultisme moderne peut tout à fait se passer de la plupart des grands référentiels religieux, mythiques et sociétaux issus de la Bible, des Évangiles, du Coran, de la Torah et autres récits concernant d'autres grandes religions du monde, dès lors que ceux-ci veulent s'imposer comme des fondamentaux majeurs et perpétuels devant continuer à cimenter les bases des sociétés actuelles. L'adultisme suppose d'avancer mentalement en cherchant beaucoup d'autres raisons d'exister, d'agir, de rêver, de penser l'inconnu (le mystère). C'est du moins l'espoir initié par les néofondamentaux de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM - Hastag [#1](#)) que de s'y substituer, en étant largement développés dans chacun des Hastags de « L'Esprit du Societhon ». Ce qui est sûr et certain, c'est que toute dynamique collective, toute collectivité organisée, peut favoriser en chaque individu sain de corps et d'esprit les forces naturelles de la conscience éclairée, de l'affirmation positive de soi, de l'autodiscipline dans le respect des autres. Si ces forces positivées ont une difficulté à se manifester dans les populations, c'est forcément que celles-ci sont entravées, d'une manière ou d'une autre, à la racine même du jugement et du comportement. Pour atteindre une finalité collective positive, il faut absolument libérer ces forces chez le citoyen adultisé (et non les contenir), afin que celles-ci puissent librement s'exprimer, s'épanouir dans un rythme serein, équilibré, déterminé. C'est la raison pour laquelle toutes les forces morales, spirituelles, intellectuelles, dogmatiques, exercées légalement sous l'égide d'institutions officielles et d'entités publiques sont, de ce point de vue, contre-productives en matière de révélation de la puissance des potentiels humains. En résumé, il faut dépasser les mythes, les écritures saintes, les pratiques systémiques solennisées et les stratégies étatiques consistant à n'opter principalement que pour l'éducation dirigée, la formation académique normalisée, le développement compétentiel

ciblé, la méritocratie élitiste, visant ensemble à ne valoriser que les symboles unificateurs de masse, les individus influents, les capacités humaines utiles aux systèmes en place. Le choix est en réalité très simple : Traitez l'individu en adulte et il se comportera en adulte ! ; Traitez-le en enfant, en coupable, en incapable..., et il deviendra tout cela dans la passivité, l'agressivité et la manipulation.

3.3. Éviter le piège de l'habitude

L'habitude est ce qui justifie la normalité en toute forme d'attitude et de comportement, que la norme suivie soit bonne ou mauvaise (règle, loi, procédure, code, mesure, procédure, protocole...). L'habitude est le refuge permanent de la prudence et, surtout, l'ennemi avéré du changement. Elle enferme l'individu dans une bulle de certitudes qui limite l'horizon des possibles, tout en apportant un relatif confort mental. Cette forme de cristallisation de la réalité est plus perfide que bénéfique en éteignant l'envie d'aller voir plus loin, en restreignant l'initiative et le passage à l'acte, en limitant le champ conscientiel, avec tout ce que cela suppose de carences psychologiques et comportementales, de partis pris dans le jugement, de rigidités mentales. Il faut se méfier tout particulièrement des individus fortement habituels prisonniers de leur matricage culturel, de leur conditionnement social, de leur formatage comportemental et intellectuel, en n'ayant souvent d'autre choix que de se fier à leur mémoire, au passé et aux lois en vigueur. En fait, l'habitude nourrit et alimente l'intolérance et la plupart des recours violents, perfides, pervers, malfaisants, manipulateurs envers autrui. Elle bloque et repousse d'entrée de jeu toute autre solution possible, tout progrès innovant, tout changement utile de direction. L'habitude est également la mère toxique du suivisme et du grégarisme avec son cortège d'attitudes infantilisées, non adultes (docilité, passivité, déresponsabilisation, mimétisme, faire comme les autres...). C'est aussi l'anti libre arbitre, l'anti discernement, la porte ouverte aux lâchetés du quotidien, en alimentant l'esprit uniquement par ce qu'il veut entendre et faire. C'est la porte grande ouverte à la propagande d'État, au conditionnement mental par l'éducation, la formation, l'information médiatique, à l'influence directe du marketing dans les choix économiques et de consommation. Habituer l'individu à agir et réfléchir sous dominance culturelle et morale, dans l'acceptation d'une soumission à une autorité quelconque, c'est développer et entretenir son besoin d'habitude en le privant d'une partie de ses potentiels, capacités, droits et libertés. On confond ainsi docilité, obéissance, discipline, suivisme, voire malfaisance, avec le véritable esprit de responsabilité favorisant l'autonomie, la conscientisation éclairée, le courage d'assumer ses décisions, actes et dires. En ayant le courage de s'affirmer pleinement dans un adultisme éclairé privilégiant l'écoute des pulsions, des envies, des besoins et intuitions du moment, en rompant avec ce que veut le système et/ou le milieu de vie, l'individu démontre ce qu'est le véritable esprit de responsabilité. L'individu comme le citoyen ont tout intérêt à s'affranchir régulièrement de l'étroitesse du confort des habitudes, de sortir la tête de leur bulle habituelle, en s'apercevant alors que cela donne un arrière-goût désagréable au faux confort d'avant et son cortège de justifications. C'est aussi la meilleure façon de prendre conscience de la relativité en tout, que tout est devant soi, que le passé connu n'est pas aussi intéressant et satisfaisant qu'il paraît être. Sortir des habitudes est la seule façon d'avancer vraiment au présent !

3.4. Le refus du mirage et du miracle à venir

Il n'y a pas de miracle sans de l'autoconviction, la volonté extérieure de quelqu'un, la survenue d'une chance improbable ou la coïncidence d'un hasard favorable. La prière comme le rituel humain ne produise aucun miracle en soi,

sinon favoriser la suggestion et l'autosuggestion en agissant dans les profondeurs de l'inconscient et du subconscient. C'est par la récurrence des mêmes imageries mentales, messages positifs ou négatifs, que se créent des flux neuronaux (routes et autoroutes de circulation de l'information et des stimuli via les neurones, interneurones et motoneurones, aussi bien dans les lobes du cerveau, le tronc cérébral, le cortex, l'hypothalamus, la moelle épinière..., que dans tout le corps humain par des neurotransmetteurs et impulsions électriques). C'est par le produit de toute cette nanoactivité intracérébrale incontrôlable (mais influençable) que se manifestent les intuitions, prémonitions, pulsions, perceptions, presciences, idées brutes, sensations. Autant de ressentis informes qui se transforment en conviction, vision, raison, certitude, dans les méandres cervicales avec comme point d'arrivée la conscience qui, selon son activité courante, traite de manière sémantique sous forme de synthèse linguistique plus ou moins clarifiée et essentialisée, le sens et le signifiant du principal de ces apports neuronaux. Autrement dit, c'est le travail intracérébral dans sa polarité dominante (positive, neutre ou négative) qui produit éventuellement de manière primitive, ou domptée de manière incidente par la volonté personnelle (autosuggestion) ou celle d'autrui (suggestion), un changement de réalité, dès lors que l'ensemble des principaux états d'être et besoins dominants du moment sont en phase avec le contexte situationnel, l'environnement exogène.

En toute logique, le changement de réalité ne relève pas du miracle religieux, sachant qu'aucune entité divine ou extraterrestre ne peut s'intéresser et s'occuper simultanément de milliards d'individus faisant leur prière, leur rituel ou leur invocation au même moment. Il s'agit-là d'une véritable impossibilité face à l'hyper complexité que cela suppose dans la précision, le traitement d'une grande diversité de cas dans une forte variabilité de situations. Les seules possibilités réelles et concrètes de modification radicale d'un existant, au-delà de la chance ou d'un bienheureux hasard, relève donc de soi-même, d'une intervention bienveillante provenant d'un tiers extérieur identifié ou non, ou encore d'un hypothétique agissement en provenance d'une entité extrahumaine aux moyens technologiques très avancés et/ou à l'intelligence supérieure (à prouver). Pourtant, nombreux sont les individus contemporains éduqués à croire qu'un miracle est toujours possible à leur rencontre en invoquant tel dieu, tel saint, telle divinité, pour les sauver ou les aider. En fait, dans 99,--% des cas, ce qui « sauve » l'homme dans sa croyance en des influences ou des présences lui étant favorables est sa très haute subjectivité. Une subjectivité qui produit et se nourrit constamment de ses propres **réponses neurocognitives** lesquelles ont, en toute probabilité, 50% de chance de se réaliser d'une manière ou d'une autre et 50% de ne pas se faire. À ce niveau de probabilité de 1 chance sur 2 interviennent en force ou en parasitage tous les filtres psychologiques et psychiques animant l'individu au quotidien en réduisant ou en accentuant l'occurrence des souhaits. Des souhaits (désirs, vœux, aspirations...) dont la concrétisation peut, ou ne peut pas, se traduire en réalité concrète (et non virtuelle) selon que la tendance dominante chez l'individu est à l'acte manqué récurrent conduisant à l'échec assuré ou à l'acte réussi favorisant une chance supplémentaire d'atteindre le but souhaité.

. **Acte manqué** : Volonté d'agir créant un résultat inversé ou le contraire de ce qui est projeté ou souhaité. Il s'agit d'une tournure mentale créant systématiquement une inadéquation entre la volonté consciente et un désir X ou Y profondément refoulé, de nature à générer un conflit inconscient entre deux ou plusieurs états d'être ou besoins en demande de priorisation. Il s'ensuit alors une

ligne de plus grande pente négative involontaire se traduisant soit par une mauvaise décision, un mauvais réflexe, un passage à l'acte non maîtrisé, un manque de discernement sur l'objectif à atteindre, le fait de ne pas savoir opportuniser en temps réel les situations rencontrées..., produisant alors l'effet contraire de ce que l'on voudrait faire ou obtenir malgré la volonté et l'intelligence mobilisées. L'acte manqué résulte toujours à la base d'un comportement frustré, bridé, petit bras, insatisfait de manière chronique, autocensuré, résultant le plus souvent des conséquences d'un conditionnement culturel, d'un matricage moral, d'une mauvaise alimentation cognitive (faux savoir, désinformation, manque de compétence, rêve infantile irréalisable, croyance sans fondement réel...).

. Acte réussi : Le principe de base est que le positif appelle le positif, alors qu'à l'inverse l'acte manqué nourrit le négatif qui appelle le négatif. À la source du comportement et des attitudes, il dépend directement du bon fonctionnement des 17 états d'être (Hastag #8), de la satisfaction suffisante des besoins dominants (Hastag #19), du bon accomplissement des 34 valeurs évolutionnaires (Hastag #14), d'un bon équilibre sensoriel et émotionnel, d'une compétence assurée et/ou d'une pratique maîtrisée par un engagement à 100%, d'un bon état d'esprit général, d'une bonne inspiration couplée à une conscientisation élevée (++/+++). En d'autres termes, il s'agit d'éliminer, de gommer à la source mentale et cognitive le vrai risque issu du défaut de confiance en soi, l'infantilisation relevant du rêve imaginaire et des croyances irréalisables, la mauvaise préparation par manque de compétence, la peur d'agir par couardise, fragilisation mentale et émotionnelle. Autant dire que plus le qualitatif s'agrège positivement entre tous ces déterminants, plus il induit la certitude de l'acte réussi, en rapport direct avec l'évidence du discernement dans la réflexion et une positivité constante dans l'objectif poursuivi. Le second élément déterminant consiste à se protéger en permanence des parasitages contextuels et des pollutions relationnelles provenant du milieu ambiant (les autres, le système, les règles, l'environnement collectif et naturel...). Ce qui est sûr et certain, c'est que plus l'assertivité et l'Intelligence Relationnelle (Hastag #28) reposent sur des attitudes et des comportements sains, affirmés, positifs, constructifs, offensifs, audacieux dans le passage à l'acte maîtrisé, et plus le taux de réussite augmente dans tous les actes courants comme en matière d'autoconviction et d'autosuggestion.

En résumé, plus l'individu est animé par une **foi** sincère et authentique en l'homme, couplée à une **confiance inébranlable en soi**, elle-même renforcée par une **volonté déterminée** et/ou un **désir** profond de s'en sortir en allant de l'avant, plus sa « croyance non religieuse » lui permet de réaliser et concrétiser ses souhaits et projets, même de manière différente de ceux initialement envisagés. Tout dépend alors de la nature des **décisions prises** et des **actes engagés** (effort, détermination, courage, intensité...), ainsi que du rapport à l'**altérité**, à la relation aux autres, dès lors que ceux-ci sont fiables. Enfin, dans l'hypothèse où existeraient des **anges gardiens** (protecteur, présence invisible bénéfique ou bon génie !!), qu'ils soient réels ou supposés, ceux-ci ne peuvent que favoriser le caractère déjà plus ou moins chanceux, heureux, positif des individus ainsi protégés. Tout le reste fondé sur un monde virtualisé n'est que fantasme (imaginaire), illusion (mirage), croyance infantile (miracle) ou, pire encore, une fabrique permanente d'actes manqués conduisant à prendre de mauvaises décisions, à nourrir de mauvais comportements, à se préparer une sortie vers le bas de la fatalité et de l'infortune.

3.5. Tous pour la conversion évolutionnaire des collectivités

Les meilleurs ne sont pas ceux qui obtiennent bonne note sur bonne note, réussissent haut la main les concours et pas davantage ceux et celles qui décident, pensent, gèrent, financent, animent, protègent, dirigent les entités et organisations collectives, dès lors que leur trajectoire personnelle n'est pas exempte de mensonges à répétition, de manque de loyauté et d'intégrité, de vacheries et petites lâchetés, de violences psychiques ou physiques sur plus faibles que soi.... Les meilleurs dans toutes les sociétés humaines sont souvent ceux et celles qui ne recherchent aucune mise en avant égocentrée par ambition, vanité ou vénalité, mais qui agissent utilement sur le terrain du réel avec compétence, fiabilité, abnégation, respect des autres, altruisme. Aussi, **la conversion évolutionnaire de toute collectivité** nécessite, à la fois... :

... de conserver uniquement le meilleur et l'utile de l'existant en changeant obligatoirement les hommes et les femmes aux commandes lorsqu'ils sont jugés inadéquats ou toxiques envers les autres ;

... de sortir des paradigmes classiques qui mettent anormalement en valeur les élites, les premiers de la classe, les bons élèves dociles, matricés à une méritocratie hautement conservatrice ;

... de réduire fortement l'empilement des structures administratives (mille-feuille administratif) en les aplatissant à seulement 2 ou 3 niveaux la verticalisation hiérarchique, jusqu'à fluidifier les prises de décision de manière totalement horizontalisée ;

... de rompre avec les baronnies locales (politiques, économiques, notabiliaires...) qui s'évertuent à accaparer les rôles d'influence, les statuts privilégiés, les petits pouvoirs, dans un état d'esprit plus ou moins féodalisé ;

... de limiter fortement la dépendance directe et indirecte du citoyen à la technocratie territoriale (et d'État) qui décide pour lui sur les grands sujets de la vie collective ;

... de mettre en place 5 mesures simples au sein de chaque entité collective et institution, afin que les services publics redeviennent des alliés fiables et bienveillants au service principal du citoyen moderne en :

1. Régulant le nombre de personnels purement administratifs, titulaires et fonctionnaires, tout en privilégiant chez eux la multicompetence dans une rotation des postes, voire un passage obligé dans le secteur privé ;

2. Changeant les têtes dirigeantes trop partisans, les responsables trop formatés politiquement, dans le cadre d'un turnover régulier évitant ainsi les rentes de situation et la professionnalisation des fonctions électives ;

3. Modifiant les feuilles de route fondées sur une gestion court-termiste au résultat, une course sans fin au contrôle et à la surveillance, ainsi qu'à la procédure normative automatisée fliquant constamment le citoyen tout en récompensant anormalement les acteurs, agents, élus, parlementaires, responsables, usant et abusant de pratiques dures, coercitives, autoritaristes, directives, unilatérales.

4. Favorisant l'efficacité des solutions locales apportées aux citoyens par les personnels systémisés, en valorisant toutes les applications inventives mises en place dans l'écoute, l'agilité, la rapidité, la personnalisation des réponses apportées ;

5. Évitant le piège habituel de l'entonnoir démocratique qui impose de choisir uniquement dans un 2D décisionnel (au lieu de 4 options possibles dans un prorata légalisé de votes oui/non, abstention/vote nul) et/ou dans le cadre d'une offre politique restreinte, manœuvrée du départ à la fin en sous-main par les partis dominants en place, les forces de l'argent.

La conversion évolutionnaire permet de rompre définitivement avec tous les filtres conservateurs en collectivité qui rendent l'évolution des conditions humaine, citoyenne et sociétale lente, laborieuse, stagnante, petit bras, petit pas, en agissant constamment sur les leviers de la peur, de la prudence, de l'inhibition mentale, du blocage psychologique, du raidissement intellectuel, de la souffrance sociale à supporter. De ce point de vue, la conversion évolutionnaire est bien plus importante et décisive sur le fond sociétal, que toute forme unitaire et ciblée de conversion politique, écologique, consumériste, industrielle, économique ou autre..., par sa capacité à les unifier ensemble dans une recherche d'efficacité globale. Elle est la seule véritable évolution sociétale des temps modernes qui puisse être favorable à tous, au même moment, en satisfaisant un maximum d'attentes citoyennes tout en évitant la division sociale, la concurrence dans les enjeux, la domination des uns sur les autres, les fausses croyances infantilisantes et toxiques. **Aussi, qu'est-ce qu'on attend collectivement pour être heureux ?**

Collection Démocratie & Sociétal

Monthome

L'Esprit du Societhon



Hastag #37

Citoyen vs citoyen : Frères antagonistes !

Sommaire

- . Introduction
- . Un « Go and Stop » majoritaire
- . Le statut médian du citoyen
- . La relativité de la condition citoyenne
- . Lutter contre 3 conflits sociopsychologiques
- . La nécessité d'effectuer un bilan global de citoyenneté
- . Les chemins de la conscience citoyenne
- . C'est le citoyen qui détient les clés de son avenir

Résumé

Cet **Hastag** résume la condition citoyenne moderne en démontrant que le principal ennemi du citoyen est le citoyen lui-même. Derrière un paravent unique d'obligations, de devoirs et de droits civiques se cachent de multiples inégalités dans les rôles assumés. Entre le citoyen systémisé, le citoyen passif, le citoyen crédule, le citoyen conservateur, le citoyen délinquant, le citoyen qui use et abuse de ses pouvoirs, le citoyen qui s'impose égoïstement face aux autres, les ennemis intérieurs sont nombreux. Il est donc urgent de se poser la question de savoir ce que vaut la citoyenneté moderne avec une majorité de citoyens badauds, spectateurs de leur sort ou simplement satisfaits d'être en règle avec l'administration. Le « Go and Stop » comportemental (envie de voir et ne rien faire) du plus grand nombre ne favorise ni la prise en main de son propre destin ni les avancées nécessaires en faveur d'une démocratie plus avancée. Ce qui est sûr, c'est qu'il ne peut y avoir de progrès notable dans la condition sociétale d'aujourd'hui et demain sans une avancée notable de la condition citoyenne, qui relève elle-même d'une qualification notable de la condition humaine. Les grands défis de la modernité sont citoyens et non technologiques ou politiques !

Un individu devient un citoyen à partir du moment où il entre dans la sphère sociale, la sphère publique et/ou la sphère professionnelle, en devant alors se conformer à des règles civiques clairement édictées. Le passage du privé et/ou de l'intime à l'une ou l'autre de ces sphères change le comportement humain spontané aussi bien en négatif qu'en positif. C'est un peu le même type de rupture qui s'opère entre le passage éthéré de l'inspiration, de l'idée, du rêve, de l'imagination, de la pensée informelle, de la conceptualisation, à la concrétisation formelle par des actes précis et/ou par les agissements contraints du quotidien. Tout se réduit, se contracte, se minimise en des formes spécifiques et formatées, faisant que la représentation mentale initiale perd une grande part de son imaginaire pour se transformer en concrétude limitée dans le réel. Le libre rapport à l'imaginaire (espérance, espoir, rêve, illusion, fabulation...) se transforme en réalisme encadré faisant intervenir d'autres facteurs (habitude, volonté, sensoriel, émotionnel, affectif, intelligence pratique...). C'est exactement le même type de processus constricteur que l'on observe entre l'individu libre de penser dans sa tête et le rôle de citoyen contraint d'adapter ses décisions, actes et comportements en fonction directe du cadre sociétal imposé.

La plupart des citoyens sont relativement pragmatiques et intelligents dans la vie sociale, mais aussi peu courageux et peu entreprenants face à l'adversité s'opposant à leurs attentes intimes et encore moins déterminés dans la façon d'agir et de dire stop aux politiques, aux gouvernants, aux systèmes dominants. C'est l'une des grandes problématiques citoyennes des temps modernes que d'assister en surface de la vie collective à une éducation renforcée, à une agitation politique et économique brillante, à une médiatisation bruyante, à de l'information diversifiée, à un activisme culturel dans tous les domaines, avec des citoyens se référant constamment à l'État de droit, aux principes de démocratie, aux modes et aux technologies du moment, à une addiction aux services des grandes institutions nationales. Derrière cette vitrine d'animation collective se cristallise néanmoins une incapacité individuelle (hors minorités influentes) à s'impliquer activement et durablement dans la résolution proactive, volontariste et ferme des conflits internes et externes. On assiste également à un suivisme grégaire figé dans l'acceptation de l'existant, sans ne jamais vraiment manifester d'audace affirmée dans l'engagement ou en faveur de véritables changements évolutionnaires. Une majorité de citoyens se complaît à rêver l'idéal ou l'impossible, sans jamais être capable de concrétiser un véritable passage à l'acte dans des projets personnels ou entrepreneuriaux plus ambitieux, même à petite échelle (nanoéconomie ou microéconomie).

On peut résumer ce paradoxe d'animation externe et de faible dynamisme endogène (hors routines et habitudes) par le syndrome du badaud. Un syndrome qui traduit une attitude curieuse, voyeuse, plus ou moins hypnotique, passive et désengagée dans l'observation de la réalité et des événements, utilisant l'intelligence pour comprendre, le verbe pour commenter, l'émotion pour ressentir. Il manque seulement la volonté, la force d'âme, l'énergie nécessaire, bloquant ainsi le passage à l'acte par peur du risque possible et/ou par non-motivation à ne bénéficier d'aucun retour avantageux.

Un « Go and Stop » majoritaire

Il en ressort à titre individuel, puis à titre de citoyen, puis dans le cadre de la citoyenneté moderne, un « Go and Stop » comportemental (envie de voir et ne rien faire). Une posture type faisant du citoyen moderne plus un spectateur témoin de l'agitation médiatique, économique, consumériste, politique, géopolitique, gouvernementale, qu'un acteur engagé de terrain prenant en main son propre destin et/ou agissant concrètement en faveur du destin des autres. Cette posture mentale n'est pas le fruit du hasard ou de l'inné. Elle découle directement et indirectement de matrices systémiques implacables (académisme, conservatisme, religion, légalisme, dogmatisme, normativité...) en imposant une non-culture de l'action terrain (éducation et formation) par la soumission et le suivisme ; en assujettissant à une faible affirmation de soi (matricage et conditionnement) par l'obéissance et la docilité ; en préconisant le non-engagement dans la prise de risque (moralisme et inhibition) en activant les leviers de la peur et de l'autocensure ; en jouant sur la virtualisation excessive de la réalité (multimédia, réseaux sociaux, communication, publicité, marketing...) par l'influencabilité, la surinformation, la désinformation.

Autant de filtres et courbures systémiques qui interagissent au quotidien dans la vie du citoyen et influencent la citoyenneté d'ensemble. Il en résulte mécaniquement des postures matricées et non conscientes limitant la pulsion, le besoin, le volontarisme, la conscientisation, au seul niveau de l'appétence cognitive, de l'intérêt immédiat, de la curiosité et de l'observation (Go), tout en empêchant ou réduisant l'intensité du passage à l'acte (Stop). On constate ainsi que moins l'individu est apte à agir de manière autonome et compétente dans ses capacités physiques et plus il compense par la communication, l'image, le paraître, l'expression verbale, le raisonnement, le rôle et le statut, le recours aux substituts technologiques, en mobilisant tout l'arsenal des attitudes négatives (passivité, imposition de soi, manipulation, agressivité). Une tendance forte qui consacre la persistance du « Stop an Go » chez beaucoup de citoyens pour se transformer en « Stop and Block » parmi les technocrates, citoyens systémisés et élus au sein des majorités en place. Seule une minorité d'individus proactifs, entreprenants, courageux, audacieux, pleinement affirmés, pratiquent le « Go and Move » utile à l'évolution personnelle et collective. C'est à partir de là que se scindent en 4 les attitudes citoyennes modernes, voire opposent les citoyens entre eux, dans la représentation des faits et de la réalité.

Les 4 attitudes citoyennes et les 3 principales postures

La plupart des citoyens se réfèrent régulièrement au Block, au Stop, au Go et au Move selon les circonstances de la vie. En fait, chaque citoyen(ne) recourt dans le quotidien de ses postures, décisions et actions à un mix fondé sur des attitudes dominantes entre :

- . **Block (B)** : conservatisme, rigidité, intolérance, fixité, intransigeance
- . **Stop (S)** : prudence, frein culturel, moral, émotionnel, comportemental
- . **Go (G)** : intérêt, curiosité, rêve, projet, au stade de la motivation et désir
- . **Move (M)** : engagement terrain, passage à l'acte concret, prise de risque

Il en résulte 3 principales combinatoires BSGM dans les postures adoptées :

. **Go and Stop (allons et ne faisons pas)**

C'est la posture du badaud qui s'intéresse, regarde, commente, verbalise,

argumente, mais qui n'agit pas frontalement, qui ne s'implique pas en direct, qui ne s'expose pas face au risque possible, faisant qu'il s'inscrit dans un grégarisme et un suivisme de masse prolongeant indéfiniment l'existant. Généralement, on ne peut pas faire confiance à l'intégrité, à l'honneur, à la crédibilité du citoyen badaud. Un citoyen largement embaumé tout vivant dans une mince couche de vernis culturel, souvent très fier de sa monospécialisation professionnelle.

. Stop and Block (ne faisons pas et bloquons)

C'est la posture type de l'esprit conservateur privilégiant d'abord et avant tout ce qui est connu, ce qu'il a appris, ce qu'il sait faire, ce que le système, la communauté, le collectif autorise, en interdisant aux autres par la loi, la norme, la règle, l'autorité, la pression morale, ce qui sort des habitudes, ce qui ne convient pas, ce qui n'est pas souhaitable pour lui. C'est le profil type de l'ordre, de la loi, de l'intégrisme idéologique, moral et religieux qui rassure plus par l'autorité de la fonction, les attributs du pouvoir, le verbe et le raisonnement tenu, la vestimentaire et les symboles utilisés, que par la pure action terrain.

. Go and Move (allons, faisons, bougeons)

C'est la posture de l'engagé(e) qui s'affirme par le passage à l'acte, qui s'implique en ne se posant pas de question existentielle, qui s'expose en prenant des risques, contribuant ainsi à faire avancer les choses d'une manière ou d'une autre pour lui, pour les autres et/ou pour la collectivité. Il représente le seul vrai type de leadership positif, dynamique, contributif, courageux, exemplaire pour les autres. C'est le seul, la seule, à qui l'on peut faire confiance les yeux fermés, même si toutes les décisions prises ne sont pas forcément assurées d'un résultat certain. On ne s'improvise pas leader par le statut ou la fonction à un moment *t*, mais par l'ensemble de son parcours personnel relevant aussi bien du passé, du présent, que celui envisagé pour demain. Être un vrai leader dans l'esprit n'a nul besoin d'exercer un commandement sur les autres, mais de savoir tracer pour soi et en faveur des proches une voie existentielle claire, transparente, fiable et constante.

Le statut médian du citoyen

Dans le prolongement des Hastags [#17](#), [#21](#), [#22](#), [#31](#) à [#35](#) et des multiples constats développés dans la plupart des autres Hastags concernant le caractère réducteur de la citoyenneté moderne, la notion contemporaine de citoyen et de citoyenne n'est pas ce qu'elle paraît être dans le discours officiel, dans la pratique institutionnelle et systémique, et encore moins ce qu'elle devrait être. Au-delà du fait qu'un citoyen est quelqu'un qui jouit de droits civils (lorsqu'il est exempt de condamnation) et de droits politiques (capacité de vote, liberté d'expression) dans un cadre sociétal démocratisé, républicain ou d'État de droit (a priori plus ouvert, participatif, sain dans l'information, juste et équitable), ce rôle civique demeure néanmoins très incomplet et partiel dans l'absolu de ce qu'il pourrait être ou devenir dans une société totalement démocratique. À cet égard, la seule VRAIE citoyenneté est celle de membre actif et respecté au sein de la collectivité en ayant atteint le top du 1 nominal (voir Hastag [#17](#)). Le 1 nominal se caractérise par un aboutissement durable des conditions humaines et citoyennes issues de l'exercice plein et entier de droits humains et de libertés légitimes, en réciprocité de devoirs autodisciplinés s'effectuant dans un civisme adultisé et positif. Autant dire que (très) rares sont les citoyens modernes à correspondre à cette définition sociétale. En fait, la majorité des citoyen(ne)s contemporains stagnent à des niveaux intermédiaires au sein de sociétés démocratiques imparfaites régies par

des idéologies systémiques et politiques majoritairement conservatrices, voire dans le cadre de démocraties ou de dictatures. On assiste ainsi au fait singulier que plus les citoyens passent en nombre dans les moules académiques et professionnalisants, que plus la société se féminise, que plus les jeunes actifs optent pour les services publics et les postes fonctionnels, que plus la population vieillit, et plus les sociétés se replient sur elles, se contractent sur des principes, dogmes et fondamentaux issus du passé. À part la science-fiction, la futurologie imaginative et l'addiction aux progrès technologiques donnant l'impression d'être dans l'air du temps, rien ne bouge vraiment au plus profond de la mentalité citoyenne. Il en ressort une notion de citoyenneté et de statut de citoyen plus bridé qu'épanoui, plus négatif que positif. Même l'habillage de citoyen moderne dans un cadre dit démocratique est en trompe-l'œil sociétal. Il ressemble davantage à un endimanchement au regard de l'histoire, plus qu'à un top aboutissement de la condition humaine. En réalité, la condition citoyenne relève du médian sociétal.

5 constats dans la médianité du statut citoyen

Ce n'est pas parce que l'histoire est à l'origine de tout, que le présent et l'avenir doivent constamment s'en inspirer. Il est clair que l'héritage du passé influence directement la condition citoyenne contemporaine avec 5 constats majeurs dans presque tous les pays du monde :

- . **Les droits humains** sont majoritairement légalisés, donc restrictifs et conditionnels avec des obligations et contraintes administratives fortes.
- . **Les libertés citoyennes** sont placées constamment sous contrôle et surveillance des grands systèmes dominants, obligeant à accepter inconditionnellement l'Offre sociétale du moment sans vraiment tenir compte des attentes et demandes des individus.
- . **Les capacités d'expression** sont fortement encadrées, normalisées, standardisées, académisées, sous l'égide d'institutions directives, de pouvoirs unilatéraux, de minorités financières dominantes, de riches propriétaires influents.
- . **Le droit de vote** est techniquement régi par les autorités et/ou les partis dominants sous forme d'entonnoir politique, impliquant de choisir entre des offres imposées et/ou sélectionnées au départ et non voulues ou choisies par les citoyens eux-mêmes.
- . **Un continuum de taxations**, impositions, cotisations et prélèvements subi dans tous les compartiments de la vie sociale et activités de la vie collective, comme si le droit d'exister de la naissance à la mort sur un territoire donné impliquait forcément d'en payer constamment l'écot.

Les raisons de la médianité dans la condition citoyenne

On peut naturellement se satisfaire de l'existant dans son pays d'origine et même glorifier son histoire. C'est toutefois avoir une courte vue de la réalité du monde (indigne de tout grand leader ou gouvernant) en effaçant, escamotant, niant, ce qui a existé et/ou ce qui existe par ailleurs. En figeant sa pensée uniquement sur ce que l'on connaît (politique et culture officielle), on en arrive à ne considérer que la partie congrue du possible et du souhaitable entre 0 et 20%, 30%, 40% ou 50% dans le meilleur des cas (démocratie intermédiaire), mais jamais entre 50% et 100%. La justification de tout existant sociétal imparfait conduit à faire en sorte que la plupart des citoyens lambda sont à moitié aveugles des raisons de la réalité, à moitié handicapés dans leurs capacités et potentiels, à moitié conscients des limites conditionnées et matricées en eux. Cette moitié ou médianité de

condition citoyenne alimente en permanence une médiocratisation collective, que celle-ci s'exprime dans le politiquement correct ou dans l'opposition virulente. Derrière l'habillage démocratique d'une citoyenneté tissée de droits civils et politiques, l'environnement étatique et systémique contribue à faire du citoyen un otage consentant, un prisonnier à ciel ouvert, une vache à lait régulièrement trait par les biais fiscaux, financiers et économiques. Le citoyen est une entité civique fortement encadrée obligeant l'humain derrière l'homme, la femme, le genre, à rester majoritairement obéissant, suiveur, passif dans le comportement. Une posture non neutre qui rend l'individu insatisfait quelque part, voire relativement influençable psychologiquement. Ce constat n'est pas une critique, mais une conséquence découlant de la structuration même de la citoyenneté en milieu semi-démocratique. Une structuration sociale, morale, civique et politique qui entretient en continu au fond du cerveau humain 7 types de peurs dont se nourrit goulûment l'Offre sociétale en proposant des solutions orientant implicitement la Demande.

Les 7 peurs primaires du citoyen

Pour perpétuer le pouvoir et la prééminence de l'Offre sur la Demande, du dominant sur le dominé, du dirigeant sur le subordonné, de l'État sur le citoyen, la façon la plus courante consiste à entretenir au fond du cerveau humain des états primaires d'instabilité et/ou d'insatisfaction, tout en proposant à chaque fois un antidote rassurant :

. **La peur de souffrir ou de mourir** en alimentant l'anxiété sur la maladie, l'inquiétude générale, en activant les réflexes de protection, la vulnérabilité émotionnelle.

Antidote : proposer un parcours de soins, utilisation de remèdes, préconisations, prescriptions, obligations, protocoles proposés.

. **La peur de l'étranger** en évoquant l'immigration, l'envahissement, l'occupation, le discours contre un ennemi réel ou supposé.

Antidote : magnifier le patriotisme, le nationalisme, l'adhésion à des valeurs conservatrices, en proposant des choix politiques porteurs de mesures radicales.

. **La peur du risque** en jouant sur la victimisation, la culpabilisation, la dramatisation, l'erreur, l'incrimination, la critique, en montrant du doigt les déviances.

Antidote : accepter l'ordre et ses contraintes, la prévention, les codes à suivre, la prudence sécuritaire.

. **La peur de l'insécurité** en amplifiant les conséquences et les effets possibles, en grossissant les causes et les faits, en entretenant le psychodrame.

Antidote : imposer des réponses sécuritaires fortes, une autorité directive, un système robuste, une offre de soutien, de protection, d'assistanat.

. **La peur de la sanction** en maniant le bâton et la carotte, en faisant des exemples par la judiciarisation, la condamnation, le châtement, la privation de droits et libertés.

Antidote : préconiser la prévention, le respect de la loi, l'obéissance, la docilité, la récompense pour bon comportement.

. **La peur de manquer d'argent** en alimentant l'angoisse existentielle par l'augmentation des prix, en réduisant les revenus, en subissant la pression fiscale, l'augmentation des coûts contraints.

Antidote : annoncer des réductions tarifaires, un échelonnement, une aide financière, exiger des contreparties, faire des compromis, rechercher l'efficacité immédiate.

. **La peur de l'isolement** en perdant ses biens, son emploi, son rôle, son statut social, sa notoriété ou crédibilité, en étant critiqué, exclu, oublié.

Antidote : envisager l'appartenance à un groupe, un projet, une idéologie, s'engager dans la lutte, la concurrence, la compétition, la méritocratie.

Au final, le cumul des peurs couplé aux solutions proposées dans l'offre sociétale du moment définissent fondamentalement ce qu'est un citoyen lambda derrière l'habillage démocratique ou non de son pays. À l'inverse, le refus d'être manipulé par les peurs, la démagogie et le conditionnement de masse détermine ce qu'est un néocitoyen (Hastag [#21](#)).

La relativité de la condition citoyenne

De toute évidence, l'État n'est rien sans le citoyen, la collectivité n'a aucun intérêt pratique sans offrir un ensemble stable d'apports utiles aux citoyens concernés et le statut de citoyen ne peut s'apprécier qu'en fonction directe des avantages retirés par chacun et/ou en comparaison avec d'autres statuts de citoyenneté. Par ailleurs, le conditionnement culturel et civique du citoyen lambda lui permet de se satisfaire aussi bien d'un cadre démocratique que d'un régime autocratique. La notion de démocratie n'est pas corrélative de celle de citoyenneté, sachant que les droits humains sont adaptables à souhait et que même la capacité de vote peut tout à fait être orientée, manipulée dans l'entièreté de son processus. Autant dire que le statut du citoyen moderne est fondamentalement relatif, fragile, limité, encadré, en regard des forces et des contraintes provenant de 7 grands facteurs et acteurs sociétaux :

. **L'État** (Hastag [#35](#)) : Macrosystème concentrant les élus nationaux, les gouvernants, la technocratie, les personnels de la fonction publique, les forces de l'ordre, destinataire de tous les pouvoirs décisifs aux mains de l'exécutif, du législatif, de l'administration, des institutions.

. **L'environnement global** : Interactions courantes avec les infrastructures existantes, les activités marchandes, la distribution, le transport, l'agriculture, l'extraction, l'élevage, la pêche, la production industrielle et artisanale, les services financiers, bancaires, assurances, tertiaires, quaternaires...

. **La collectivité** (Hastag [#36](#)) : Personne morale de droit public dirigeant politiquement un territoire donné à partir de décisions collectives, d'une économie propre, d'une culture commune et d'activités sociales transverses à l'ensemble de la population.

. **Le collectif** (Hastag [#36](#)) : Groupe primaire ou secondaire régi par des règles, des principes de fonctionnement, des pratiques et/ou des usages propres au milieu éducatif, social, professionnel, associatif, de loisirs...

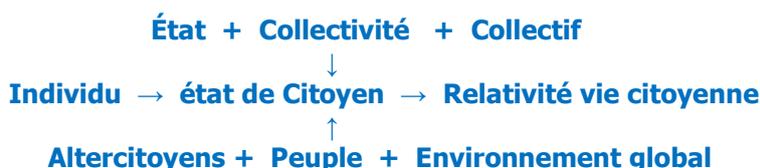
. **Le peuple** : Masse hétérogène d'individus relevant de différentes origines, ethnies, traditions, communautés, âges, sexes, niveaux sociaux, culturels, économiques, compétentiels..., placée sous la même tutelle politique et le même droit collectif sur un territoire donné (région, pays, nation, fédération).

. **Les altercitoyens** : Autres typologies de citoyens engagés dans des activités spécifiques, dans des catégories socioprofessionnelles distinctes et/ou avec des individualités éparpillées un peu partout (autres peuples, autres habitants, ressortissants d'autres pays...) dont certains sont en avance de mentalité, d'autres en retard de comportement, la plupart dans des standards civiques et sociétaux.

. **Le citoyen lui-même** : Manière de vivre, penser, agir, décider, réagir, personnalité profonde, caractère exprimé, psychologie ou non, comportement avec autrui, mentalité...

L'agrégat sociétal encadrant le citoyen

Ces 7 entités forment un agrégat sociétal qui interagit constamment sur la condition citoyenne de chaque individu à un moment t . Le quotidien du citoyen est constamment impacté en intensité, fréquence, priorité, par l'imposition dominante des règles et dogmes officiels, des droits permis, des contrôles et obligations, des devoirs et ordres à suivre, des sollicitations de l'Offre globale du moment. En d'autres termes, chacun vit, ressent, perçoit sa citoyenneté non pas comme il le veut ou comme il le souhaite, mais comme il le peut ou doit le faire, en étant soumis en permanence aux multiples pressions, influences, contraintes et opportunités relevant de l'agrégat sociétal suivant :



Les fondamentaux de la loi de relativité du vivant

La maîtrise de l'évolution humaine de la naissance à la pleine maturité est fondamentalement relative. Dans le cadre de cette axiomatique, hors aspects purement biologiques et biochimiques, la réelle montée en compétence durable, en autonomisation maîtrisée, en qualification et optimisation des dispositions humaines (faculté, capacité, aptitude, habileté...) relève forcément d'une trajectoire individuelle à la fois :

... **séquentielle** en se présentant sous forme d'une succession d'étapes de progrès s'accomplissant pas à pas jusqu'à atteindre le point optimum de réalisation.

... **progressive** par rapport aux gains de compétence, de savoir-faire utile, de maîtrise stable, obtenus au fur et à mesure de l'avancement dans le temps.

... **non linéaire** par le caractère erratique de la progression et/ou la diversité imprévisible des influences, conséquences, effets induits, provenant d'une réalité multiforme, variable, changeante.

Cette loi de la relativité du vivant (V_r) explique pourquoi les citoyens s'autolimitent et/ou sont bridés dans leur évolution personnelle, jusqu'à atteindre un plafond capacitaire dans la maîtrise opérationnelle, un niveau d'incompétence au-delà de l'acquis du moment, une barrière physique, mentale et/ou psychologique bloquant l'accès à niveau possible d'évolution supérieure. La relativité appliquée au citoyen λ découle de 4 phénomènes existentiels majeurs :

. Une **complexité croissante endogène** dans la gestion du corps, des gestes et de l'esprit, au fur et à mesure de l'accès aux grandes étapes de la vie (âge de

raison, enfance, adolescence, adulte actif, senior vieillissant...), ainsi que face à la diversité des rapports sociaux, à l'intimité des relations humaines, à l'omniprésence d'acquis culturels et professionnels, au retour expérientiel et du vécu quotidien, voire en fonction des traumatismes de la vie.

. Une **amplification exogène des contraintes**, pressions, enjeux, freins et obstacles provenant de l'immersion voulue ou obligée dans une diversité d'environnements subis et/ou relevant de la confrontation avec une multiplicité d'acteurs imposés ou imprévus et/ou de facteurs systémiques contraints. La liste est longue de toutes les entraves légales et coutumières rendant la vie des gens difficiles dans la cadre du syndrome de Gulliver (ensemble de fils fins, voire invisibles, immobilisant l'initiative, la volonté, l'engagement, le passage à l'acte).

. La **difficulté à progresser** dans un monde aux innombrables murs de pierres et de verre, entraves, obstacles, interdictions, restrictions, obligeant à mobiliser de plus en plus d'énergie pour rester dans la norme du moment. Plus le milieu de vie devient compliqué, additionne les contraintes, multiplie les freins et les obstacles et plus l'entité doit mobiliser d'énergie, d'efforts à accomplir, de détermination pour être à la hauteur des enjeux vitaux, d'endurance dans l'effort pour continuer d'avancer face à l'adversité, d'exposition dans le passage à l'acte et la prise de risque. Cela suppose parallèlement de lutter contre l'envie de tout laisser tomber, de se relâcher, d'abandonner, de faire autre chose.

. Un **gain d'étape de plus en plus réduit**, voire inversement proportionnel à la somme des engagements fournis, considérant que toute plus-value supplémentaire (efficacité, qualité d'exécution, progrès...) nécessite 2 fois plus d'investissement global (effort, énergie, exposition au risque...) que celui mobilisé lors de l'étape précédente.

1/2R, la loi de relativité du vivant

Les fondamentaux de la relativité du vivant (V_r) conduisent à observer que toute trajectoire évolutive décisive, certaine, durable et fiable, implique un passage dynamique d'étape en étape, dont chacune agit comme un cran évolutif permettant, à la fois, d'éviter un retour en arrière, propulser vers l'avant ou à un niveau supérieur et surtout maintenir la position acquise. La caractérisation de **l'évolution décisive au sein du vivant** résulte de 4 phénomènes allant bien au-delà de la simple mémorisation, restitution par cœur, habitude répétitive par conditionnement, routine, formatage ou autre :

. Une **multiplication moyenne par 2** (ou moins chez les plus doués et les plus talentueux ou plus selon les individus et les cas rencontrés) de l'investissement global initial (i_x) obligatoirement nécessaire pour atteindre le niveau de référence de chaque étape ($E_x = i_x$ ou E_{i_x}).

. Le fait que toute étape (E_{i_x}) résulte forcément d'une durée d'apprentissage et d'accomplissement, faisant que **le temps** (t_x) entre 2 étapes est d'autant plus long que **l'investissement global** (i_x) devient de plus en plus important constituant ainsi une symétrie entre les deux avec $t_x \Leftrightarrow i_x$.

. Le constat que chaque changement d'étape, chaque progression, est également influencé par des interactions directes et indirectes provenant de **3 épiphénomènes existentiels** majeurs : la complexité croissante endogène ; l'amplification exogène des contraintes ; la difficulté à progresser.

. L'évidence axiomatique que l'atteinte de chaque étape (E_{i_x}) correspond à **1/2 de R** (R étant la référence de l'étape suivante E_{i_x+1}) impliquant, à chaque fois,

un doublement de l'investissement global. L'entité porteuse de référence R est généralement une fonction vitale, un état d'être propre à l'individu, au citoyen, à l'équipe... Elle implique d'intégrer le fonctionnement d'ensemble, global et simultané des fonctions vitales affectant telle fonction, tel état d'être, tel niveau de routine ou de compétence.

La relativité du vivant par l'exemple

Il en découle la formule suivante : **Vr = 1/2 Eix.2** ou **Vr = 1/2R** avec :

Vr = Relativité du vivant

Ex = Etape en cours représentant une séquence dans le projet global (programme, objectif à atteindre, formation spécialisée, maîtrise d'un métier, d'une activité...).

Ix = investissement global nécessaire pour atteindre l'étape suivante (agrégat d'efforts à accomplir, de temps à mobiliser, d'énergie à fournir, de moyens mobilisés, d'assimilation cognitive et mémorielle, d'élévation de la conscientisation, de maîtrise répétitive dans la pratique...). Dans la plupart des cas, il s'agit d'un équivalent investissement global initial sachant que par convention l'investissement n'est pas forcément linéaire d'une étape à l'autre, mais suppose au fur et à mesure de la progression séquentielle un volume d'engagement souvent plus compliqué, plus long, plus exigeant, plus élaboré.

Par exemple, si une trajectoire évolutive se scinde en 10 étapes majeures pour atteindre le 1 nominal ou le top de la réalisation ou une maîtrise totale ou un aboutissement complet de soi, on assiste à l'échelle de progression suivante :

Étape 0 (E0)	= investissement global initial = 0 (i0)	=> E0 = i0
Étape 0 à 1 (E1)	= investissement global initial (i1)	=> E1 = i1
Étape 1 à 2 (E2)	= 2 fois l'investissement global initial (i2)	=> E2 = i2
Étape 2 à 3 (E3)	= 4 fois l'investissement global initial (i4)	=> E3 = i4
Étape 3 à 4 (E4)	= 8 fois l'investissement global initial (i8)	=> E4 = i8
Étape 4 à 5 (E5)	= 16 fois l'investissement global initial (i16)	=> E5 = i16
Étape 5 à 6 (E6)	= 32 fois l'investissement global initial (i32)	=> E6 = i32
Étape 6 à 7 (E7)	= 64 fois l'investissement global initial (i64)	=> E7 = i64
Étape 7 à 8 (E8)	= 128 fois l'investissement global initial (i128)	=> E8 = i128
Étape 8 à 9 (E9)	= 256 fois l'investissement global initial (i256)	=> E9 = i256
Étape 9 à 10 (E10)	= 512 fois l'investissement global initial (i512)	=> E10 = i512

Toutes choses égales par ailleurs, il est nécessaire que l'investissement global initial (i1) et les suivants (ix) soient considérés comme ad hoc à tout point de vue (ni trop peu, ni trop théorique, ni trop empirique, ni démotivant, ni démobilisant, ni désinformé, ni idéologisé, ni radicalisé, ni trop compliqué, ni trop dépendant de facteurs extérieurs...). Ainsi, le fait d'atteindre dans ces conditions un niveau intermédiaire de compétence à 50% (après une période d'apprentissage, une formation adaptée, une expérience pratique) nécessite, pour l'obtenir, une moyenne de 16 fois l'investissement global initial. De la même manière pour atteindre 100% de maîtrise totale, il faut multiplier par plus de 500 fois l'investissement global initial. Par exemple, si i1 = 1 jour de pratique ad hoc, E5 = 16 jours nécessaires de pratique ad hoc (i16) pour atteindre 50% de compétence et, à l'idéal, 512 jours de pratique ad hoc pour atteindre la maîtrise E10. Autant dire que la progression en matière d'apprentissage pour obtenir une compétence suffisante est assez rapide, alors que la maîtrise implique un engagement long et exigeant.

La relativité au temps par l'inversion Gain/investissement

Les gains d'amélioration sont généralement importants dans les premières étapes avec un investissement minimal. Le phénomène s'inverse vers les 50% de compétence et/ou d'autonomie acquis, impliquant à partir de là un investissement global de plus en plus important pour des gains obtenus de plus en plus proportionnellement réduits. Ainsi, par principe, la relativité du vivant repose sur des rapports inversement proportionnels entre les gains obtenus (gx) et les investissements globaux fournis (ix) dans le cadre de séquences temporelles de plus en plus longues (tx). Pour le citoyen lambda, il s'agit de considérer les avantages obtenus avec les inconvénients subis, sachant que la préférence va toujours vers la promesse de gain et beaucoup moins vers la nécessité de l'effort.

Séquence temporelle	niveau de gain	niveau d'investissement
↓		
t1x1	Gain E0 à E1	----- oooo investissement i1
t2x2	Gain E1 à E2	----- oooooo investissement i2
t3x4	Gain E2 à E3	----- oooooooooo investissement i3
t4x8	Gain E3 à E4	----- oooooooooooooo investissement i4
t5x16	Gain E4 à E5	----- oooooooooooooooooo investissement i5
t6x32	Gain E5 à E6	----- oooooooooooooooooooooo investissement i6
t7x64	Gain E6 à E7	----- oooooooooooooooooooooooo investissement i7
t8x128	Gain E7 à E8	----- oooooooooooooooooooooooooo investissement i8
t9x256	Gain E8 à E9	----- oooooooooooooooooooooooooooo investissement i9
t10x512	Gain E9 à E10	----- oooooooooooooooooooooooooooooo investissement i10

La relativité du niveau de compétence par rapport au temps

Plus le temps d'évolution, de progression, d'engagement est court et moins la compétence est assurée. À l'inverse, plus l'implication est mobilisée dans un temps long, plus le niveau de compétence devient suffisant, voire excellent. Il en résulte que plus une formation, une expérience, un apprentissage est court et moins le niveau de compétence est élevé. Par principe relativiste, le temps mobilisé pour passer d'une étape à une autre est corrélatif et/ou équivalent à l'investissement global mobilisé, faisant que $tx \Leftrightarrow ix$. Pour le citoyen lambda, la faiblesse de son engagement actif ou proactif amplifie la passivité citoyenne à subir et à se contenter de l'existant sans pouvoir le changer ou l'influencer. Rappelons qu'en matière de temps alloué et d'investissement appliqué, tout dépend de la qualité d'implication, de la crédibilité des enseignements et des références utilisées, de la fiabilité des pratiques en situation réelle.

Chaîne de corrélation avec :

Ex = étape considérée

Ix = investissement global initial ou équivalent

tx = durée d'engagement entre chaque étape

cx = niveau de compétence atteint (10 étant le maximum)

t0	=>	E0 = i0	=>	zéro compétence	=	c0
t1	=>	E1 = i1	=>	très faible compétence	=	c1
t2	=>	E2 = i2	=>	faible compétence	=	c2

t4	=>	E3 = i4	=>	début de compétence	=	c3
t8	=>	E4 = i8	=>	compétence en progrès	=	c4
t16	=>	E5 = i16	=>	compétence suffisante	=	c5
t32	=>	E6 = i32	=>	compétence améliorée	=	c6
t64	=>	E7 = i64	=>	compétence assurée	=	c7
t128	=>	E8 = i128	=>	compétence reconnue	=	c8
t256	=>	E9 = i256	=>	compétence magistrale	=	c9
t512	=>	E10 = i512	=>	maitrise totale	=	c10

La relativité et ses paliers séquentiels

Il existe une corrélation étroite d'amplification entre le temps mobilisé (tx), l'investissement global (ix) et le niveau de compétence atteint (cx), faisant que $tx \Leftrightarrow ix \Leftrightarrow cx$. On peut ainsi résumer le principe de relativité dynamique du vivant par le fait que toute progression vers l'étape suivante est 2 fois plus impliquante que l'étape précédente qui, elle-même, représente 1/2R de l'étape de référence. Cette axiomatique du vivant confirme que toute forme d'avancement vers le niveau immédiatement supérieur oblige à mobiliser de plus en plus de temps en s'impliquant encore davantage dans l'effort global, tout en acceptant des gains compétentiels proportionnellement toujours plus réduits. Pour le citoyen lambda, cela suppose de sortir régulièrement de sa zone de confort, de faire le contraire de la rente de situation, d'éviter les routines habituelles. On comprend dès lors aisément que tout ce qui stagne à une étape intermédiaire ou à un niveau donné, ou pire encore devient régressif, s'éloigne inéluctablement de l'accès aux potentiels évolutionnaires les plus importants, ainsi que de toute forme de maîtrise maximalisée.

De ce point de vue, la loi de la relativité du vivant appliquée aux paliers intermédiaires de l'évolution individuelle et citoyenne instaure et/ou fait prévaloir la médiocrité, le 2D, l'animalité sous-jacente, du plus grand nombre. On conçoit ainsi pourquoi l'individu lambda comme le citoyen lambda se contente généralement de l'acquis du moment après une période d'effort (ctix), puis s'arrête en cours de chemin face aux nouvelles épreuves d'engagement pour atteindre l'étape suivante. La relativité appliquée au vivant démontre l'évidence des différentiels structurels profonds entre individus et entre citoyens. Elle explique également la permanence de la médianité humaine à vouloir préférer la facilité du non-effort, le confort relatif de la position ou de la situation obtenue, que remettre à chaque fois sur le tapis le double de l'engagement précédent pour obtenir, à l'étape suivante, un résultat supplémentaire proportionnellement réduit.

Exemple de paliers à 3 facteurs :

t = séquence de temps nécessaire \Leftrightarrow **i** = investissement mobilisé
c = niveau de compétence acquis + gain proportionnel en rouge

comme cela que l'esprit humain s'ouvre et développe une vision globale objectivée, consolide un discernement hautement conscientisé capable d'accéder à la vérité et à l'essentiel des enjeux cachés. Bien au contraire, les sources systémiques, institutionnelles et étatiques alimentant la citoyenneté moderne dans de nombreux pays produisent des tendances psychosociales lourdes, influençant autant la réaction des foules que la conduite des masses. Il ne faut toutefois pas confondre le citoyen autonomisé, le citoyen lambda formant la majorité du peuple et des collectivités, avec la représentation de la nation représentée par ses symboles, institutions, systèmes dominants, pouvoirs publics, gouvernants et élus politisés. S'il existe un écart notable entre le premier et le second, c'est un véritable gap séparant les deux premiers de l'idée de nation. C'est d'ailleurs du fait de cet agrégat hautement artificialisé, encadré et normé, que se génèrent et se diffusent la plupart des conduites négatives dans le corps social. Une négativité structurelle qui n'est pas uniquement le fait de 5% de déviants et de délinquants notoires remplissant les centres pénitentiaires de chaque région, mais d'une majorité dispersée de citoyens passifs, suiveurs, attentistes, agissant sous les radars. Des comportements de survie, d'inclusion, d'appartenance, d'identification, d'imposition de soi, qui se calquent les uns par rapport aux autres et accompagnent de manière panurgique le mouvement général. Autant dire que la citoyenneté moderne est foncièrement porteuse de négativité malgré d'indéniables bons côtés !

Suivre le mouvement général n'est pas sans conséquence

Le fait de suivre aveuglément un mouvement collectif suppose chez le citoyen lambda un manque chronique de conscience globale par l'omniprésence d'une polarisation culturelle et informationnelle, d'un matricage moral et éducatif, d'un formatage civique et psychologique. Ce déficit conscientiel est généralement associé à un manque de discernement (focalisation, psychorigidité) couplé à une porosité mentale favorable au doute, au flottement décisionnel. C'est aussi une incapacité à prendre clairement position, voire à pratiquer la réversibilité du jugement en ne considérant que la partie visible des faits, le premier degré de l'information, le causalisme primaire. Lorsque l'individu prend pour argent comptant ce qu'on lui dit sans se poser plus de questions sur le fond des faits, des événements ou des problèmes rencontrés, c'est qu'il est quelque part crédule, voire se comporte en « innocent satisfait ». Dire et faire comme les autres comme seule solution envisagée démontre un défaut de courage à s'affirmer pleinement tel que l'on est (c'est privilégier a contrario l'imposition de soi), à faire vraiment ce que l'on a envie de faire (c'est favoriser a contrario la passivité), à savoir s'autocontrôler dans le conflit (c'est manifester a contrario de l'agressivité), à dire honnêtement ce que l'on pense (c'est envisager a contrario la manipulation). Le développement anormal de ces carences ou incomplétudes comportementales ne sont pas le fait uniquement de l'individu, mais aussi de l'influence exercée en permanence par l'environnement systémique. Tout ce qui bride, influence, oriente, entretient le détournement de l'authenticité naturelle, le bridage de la spontanéité, la non-prise en compte des attentes intimes, la non-reconnaissance des différences innées et acquises, produit inéluctablement de la négativité psychosociale. L'individu doit alors composer en permanence avec son milieu de vie, compenser ses frustrations et insatisfactions avec tout un arsenal de postures substitutives. Il doit gérer au jour le jour la relation à lui-même, avec les autres et les systèmes dominants. Il en résulte le cumul de 3 types de conflits sociopsychologiques dans la vie citoyenne courante (vie sociale, publique, professionnelle) :

1. L'addition mathématique de petits conflits non résolus **entre soi et soi** poussée à la puissance des activités et des relations au quotidien (stress, gestion émotionnelle, accumulation des soucis et des problèmes à résoudre dans l'urgence ; interactions diverses avec les proches, collègues, voisins, autres usagers, administration ; insatisfactions chroniques dans certains besoins intimes, sociaux, professionnels...), malgré tout un arsenal très au point de parades attitudinaires (mentir, mauvaise foi, laisser faire, s'imposer face aux plus faibles, décider contre quelqu'un ou quelque chose, fantaisie, sport, loisirs, utilisation de solutions compensatoires, de médication...) jusqu'à utiliser la ruse, la sournoiserie et les petites lâchetés pour sauver la face, paraître toujours à son avantage.

2. La relation conflictuelle **entre soi et les autres** en se comportant en victime, en bourreau ou en badaud, en ayant tendance à déporter la responsabilité de ses malheurs sur autrui par défaut d'honnêteté intellectuelle, d'esprit de responsabilité et/ou d'intelligence relationnelle. Des interactions sensorielles, émotionnelles, mentales qui conduisent à en vouloir aux autres, à se venger, à punir, à s'opposer directement sous de multiples prétextes (conflit, guerre, bagarre, imposition de soi, concurrence, compétition, polémique, ironie...), à s'allier aux mêmes individus que ce soit sur fond de pur mimétisme, de stratégie, de calcul, de manipulation, de manœuvre, d'intérêts à défendre...

3. L'insuffisance chronique de force mentale **en soi face aux impératifs imposés par les système d'appartenance** (milieu social, famille, entreprise, activité professionnelle, pression administrative et fiscale...), avec un sentiment récurrent d'être soumis(e), dominé(e), privé(e) de respect et d'équité, plongé(e) dans un monde qui impose, qui domine, qui entretient l'infériorité, l'incapacité à pouvoir complètement exprimer ses droits et libertés légitimes, qui empêche de se réaliser, de s'épanouir pleinement et sereinement. Un monde qui déséquilibre plus qu'il n'équilibre le naturel humain, en faisant pencher l'individu du côté où il va tomber : attitudes négatives, fatalisme, suivisme, mimétisme, appartenance, inhibition et complexe de ne pas être, victimisation et traumatisme d'avoir subi, maux psychiques et psychosomatiques du mal-être existentiel, fausse image donnée de soi, apparence trompeuse, faux-semblant, violence, combat moral permanent...

La 5^e roue du carrosse ou la table sociale

Le combat mental et psychologique non-dit, mal-exprimé, contre-appliqué du citoyen lambda en lui-même, avec les autres et le système en général, peut se résumer par une condition citoyenne perçue ou ressentie comme étant la 5^e roue du carrosse. En représentant la condition du citoyen dans la nation on peut utiliser l'image de la « table sociale » dans laquelle **l'État** prend place en bout de table en maître de cérémonie, à sa droite **le systémique** économique, financier, industriel, business, représentant tous les systèmes dominants ventrus accaparant le plus gros des plats proposés, à sa gauche, **la technocratie** avec ses responsables en col blanc et autres élite qui rient aux blagues et déclarations des 2 autres, en face **l'opposition** maigrichonne qui fait constamment la tête et en fin de table **le citoyen** que personne n'écoute vraiment, qui doit se contenter des restes des plats proposés, tout en devant payé la plus grosse part du repas.

La nécessité d'effectuer un bilan global de citoyenneté

Par principe évolutionnaire nul n'est censé tout savoir, faisant que le citoyen est un homme (ou une femme) comme les autres, c'est-à-dire à la fois conscient(e) de ce qui se passe en temps réel, mais souvent incapable d'accéder, synthétiser, essentialiser la vraie vérité (à part celle qui relève du premier degré, qui est partielle ou alternative). Il faut donc considérer que tout citoyen lambda est apte à comprendre, à faire, à s'engager, à s'impliquer, dès lors que les données fournies ou explicatives sont claires et motivantes pour lui, que l'apprentissage s'effectue de manière ad hoc dans de bonnes conditions. On peut même estimer que dès la petite enfance (4 à 7 ans), peut-être même avant pour certains petits d'hommes, l'être humain est à même de conscientiser clairement en temps réel son environnement, même s'il ne sait pas encore faire de liens cognitifs, sémantiques, mémoriels suffisants pour réellement réfléchir et penser (raisonner, projeter, envisager). Par la conscientisation de la réalité immédiate couplée à un engagement physique concret (préhension, action-réaction, initiative), chaque individu-citoyen devient une entité dynamique en soi à l'opposé de l'objet inerte, du légume, du pot de fleurs, du pion manipulable à souhait. Il est capable, réellement ou potentiellement de créativité, de contribution, de participation, de proactivité, d'apport utile, dès lors que les bonnes conditions s'y prêtent.

Le non-égalitarisme structurel couplé à l'égalitarisme dogmatique ne saurait donc justifier que certains usent et abusent de leur statut et pouvoir pour l'imposer aux autres. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de différencier l'apport réel et utile des citoyens dans le cadre d'un « bilan » individuel proportionnant avec justesse leur actif positif global à leur passif négatif global. Ce bilan, qui est le contraire d'un système de notation, de scoring ou de sélection élitiste, doit permettre de définir la balance entre le positif des contributions citoyennes objectivement utiles pour les autres et/ou la collectivité et celles qui n'apportent rien ou sont, au contraire, destructives, toxiques, malfaisantes. Alors que toutes les activités humaines en société sont managées, dirigées, gérées sur des principes d'utilité, d'efficacité dans le résultat, d'efficience dans la durée et la qualité, aucune raison sérieuse ne doit s'opposer à produire un ou des bilans objectifs sur les contributions +, la présence neutre ou les actions et interactions -, de chaque citoyen volontaire pour y participer. Il ne s'agit plus de noter, de scorer, d'évaluer, de donner son avis, de mettre en avant les résultats obtenus, ce qui est assez infantilisant, scolaire, élitiste, faussement utile, mais d'aller au cœur de la vie du quotidien anonyme des gens, à leur rythme, selon leur personnalité. À partir de ce constat existentiel, tout individu-citoyen peut apporter à son échelle, de manière spécifique ou globale, une contribution positive ou neutre en faveur de son environnement immédiat, sa communauté ou la collectivité au sens large. Dans le cas contraire (négativité récurrente), il n'est pas utile au sens sociétal. Cet axiome évolutionnaire du vivant implique la reconnaissance effective de l'utilité de la présence dynamique du citoyen lambda au sein de la très grande majorité d'une population donnée.

À partir de l'ensemble du spectre des activités quotidiennes ou ponctuelles de chacun sur la durée la plus longue, il s'agit d'effectuer, à sa demande ou après son décès, un bilan de citoyenneté allant bien au-delà des critères systémiques classiques (diplôme, statut, titre, notation, scoring, CSP, casier judiciaire, bonne conduite, patrimoine, argent...). Le principe consiste à mettre en valeur non pas

les capacités endogènes de l'individu (intelligence, ruse, talent, force, beauté...), mais la réalité de ses contributions réelles et concrètes effectuées **UNIQUEMENT** au profit des autres, du collectif, de la collectivité et non pas seulement à son propre profit ou à celui des systèmes en place. Cette approche permet de fortement relativiser l'intérêt présentiel jugé supérieur ou plus important de ceux et celles qui se sont érigés en citoyens exemplaires (élite, riche, dirigeant, élu, décisionnaire, agent zélé des services publics, citoyen fortement systémisé). Il permet de constater que ceux-ci ou celles-ci ne sont pas si indispensables que cela, en produisant bien plus que les autres un bilan global citoyen neutre ou négatif par la reproduction constante de postures nocives, voire contestables sur le fond (Hastags [#35](#) et [#36](#)).

Les 5 critères universels du bilan citoyen

Pour savoir si un citoyen, une citoyenne, est utile ou a été utile à son environnement social (les autres, les groupes d'appartenance, la collectivité, le peuple national, la fédération), il est nécessaire de définir son niveau réel et concret de contribution citoyenne. Il s'agit de savoir si le citoyen(ne) anonyme ou non a contribué de manière réelle et concrète à la vie collective, au bien-être des autres. La demande et la réalisation d'un bilan citoyen doit être volontaire et explicite en provenance du sujet lui-même ou de ses ayants-droit après le décès (et non obligatoire ou imposée). Techniquement, il s'agit uniquement de cocher pour chaque principale activité pratiquée l'un ou l'autre des 5 critères proposés (A+, A, B, C, D) et cela de manière objective, honnête et impartiale :

A+. Oui appuyé traduisant une contribution ++ avec un apport certain de valeur ajoutée (en plus de la normalité) sous forme d'innovation, d'inventivité, de créativité, d'initiatives favorables, de positivité globale, d'humanisme aux valeurs fortes, d'altruisme désintéressé, de solidarité appliquée, avec des rapports humains et citoyens considérés comme globalement bénéfiques, motivants, entraînants pour les autres, nécessitant une valorisation supplémentaire pour l'exemplarité à suivre.

A. Normalité représentant une contribution globale jugée utile, indispensable, dans la moyenne des attendus civiques et sociaux à partir du nombre et/ou de la qualité des services rendus, des apports familiaux et relationnels nécessaires, de la transmission indispensable de savoir-faire, d'usages, d'enseignements, de savoirs utiles, de la mobilisation d'un grand nombre d'efforts privés, familiaux, anonymes, d'engagements sociaux, professionnels, considérés comme relativement fiables, efficaces, dans les principales activités menées.

B. Ne sait pas impliquant une forme de neutralisme, ni positif ni négatif, par insuffisance de visibilité sur le niveau réel de contribution et/ou relevant du bénéfice du doute par une non-interférence négative dans la vie des autres et/ou sans preuve de grands écarts de conduite à l'encontre ou aux dépens des autres, amenant à considérer le citoyen(ne) comme nécessaire à la dynamique sociétale du moment.

C. Non correspondant à un constat globalement négatif, voire sans intérêt, du fait d'attitudes dominantes récurrentes dans la vie personnelle et sociale considérées comme non empathiques, violentes, autoritaires, intolérantes, agressives, manipulatrices, d'imposition de soi, égoïstes, psychotiques, faisant que le monde tournerait beaucoup mieux sans lui ou elle. La disparition ou la mise à l'écart d'un tel profil est bénéfique pour la collectivité.

D. Refus catégorique d'un quelconque intérêt humain et citoyen pour la communauté ou la collectivité, à partir du constat objectif d'une chaîne de

mauvaises décisions, de mauvaises actions, de mauvais comportements souvent réalisés de manière excessive dans un cadre de pouvoir et d'autorité avec des épisodes de barbarie, de toxicité patente pour la vie collective présente ou ultérieure, de multirécidive délictueuse, de sociopathie caractérisée, amenant à jeter sans état d'âme ce type d'individu-citoyen dans la grande poubelle de l'histoire.

Il suffit d'un seul A+ pour affirmer que le citoyen est ou a été exemplaire et objectivement utile dans son existant pour l'ensemble des autres. Il est nécessaire de disposer d'au moins 3A pour affirmer l'importance vitale du sujet dans la grande chaîne humaine territoriale, nationale et/ou universelle. Un bilan faisant apparaître majoritairement des B replace le citoyen comme un simple maillon utile sur le grand échiquier de la vie humaine et collective. Le constat d'un bilan avec au moins 3C pose la question sur l'utilité réelle, positive et contributive du citoyen(ne) dans sa communauté ou collectivité, sachant que cette dernière peut (et doit) socialement s'en passer. Enfin, la mention d'un seul D est réhibitoire sur l'intérêt existentiel du sujet qu'il convient d'oublier et ne plus jamais mentionner.

Des activités forcément utiles aux autres

Il ne suffit pas que les activités pratiquées par le citoyen(ne) soient nombreuses ou extraordinaires, mais que celles-ci soient utiles à la vie collective au sein de groupes primaires, secondaires et/ou de la collectivité en général. Par utilitarisme, il s'agit de considérer l'existence ou non d'apports concrets ayant suscités pour un certain nombre de personnes de l'intérêt réel, permis des avantages certains, provoqués des bienfaits durables et/ou ayant apportés de la satisfaction, de la réussite, de l'aide, de la protection, de bonnes émotions et sensations, de la vérité, de la connaissance, de la prise de conscience, ou rien de tout cela. La pure relation à l'argent sous l'angle contractuel, patrimonial, financier, de profitabilité, sans être couplée à un partage équitable, solidaire, altruiste avec un environnement humain exogène à sa famille, proches ou partenaires, n'entre pas en considération dans le bilan. Le statut social, les titres, la compétence acquise, le rôle dans l'exercice d'un pouvoir, ne sont pris en considération que dans les conséquences et les d'effets induits concrets sur la dynamique collective et/ou de proximité. D'une manière générale, le bilan des activités doit s'effectuer uniquement à partir de résultats durables et conséquents, ainsi qu'en prenant en compte la constance et la primauté d'attitudes et comportements impactant de manière positive, neutre ou négative telle ou telle sphère sociale, culturelle, politique, scientifique, artistique ou autre. L'approche par le sourcing causal est donc impérative en refusant le causalisme primaire, la binarité ou le manichéisme (Hastags [#11](#), [#12](#), [#28](#)). Il est nécessaire pour cela d'éviter la hiérarchisation entre les différentes activités humaines. Dans l'absolu, il n'y a pas de hiérarchie sociétale moins juste que celle qui définit une activité humaine supérieure à une autre parmi toutes celles animant la vie individuelle et collective. Chaque activité doit être considérée comme importante, mais non primo-décisive sur le plan vital ou la perpétuation de l'espèce humaine. Même si chacune d'entre elles correspond à un maillon fort de survivance, de développement et/ou d'activisme individuel et collectif, c'est leur rôle que d'éveiller, nourrir, satisfaire, l'ensemble du spectre des besoins humains et/ou des fonctions vitales. En ce domaine, la notion de dominance reste foncièrement relative et doit s'appréhender en fonction directe des forces et des contraintes multiples en présence (environnement naturel, nécessité de survie, cadre sécuritaire, social, économique, politique, institutionnel, systémique, étatique...).



20 exemples d'activités humaines constitutives du bilan de citoyenneté

Par principe, la notion d'activité regroupe toute forme de participation active dans la sphère sociétale au sens large, dès lors que celle-ci relève d'une chaîne imprédictible de conséquences et d'effets induits. Les activités humaines saillantes et/ou principalement investies, menées et/ou développées dans l'existence spécifique du citoyen doivent être ciblées, puis faire chacune l'objet d'un bilan global à partir des 5 critères universels. Il est naturellement possible de détailler dans la précision chaque activité type.

Activité type	A+	A	B	C	D
1. Activité sexuelle et affective					
2. Activité domestique et familiale					
3. Activité de reproduction et maternité					
4. Activité physique et opérationnelle					
5. Activité manuelle et artisanale					
6. Activité intellectuelle et logico-mathématique					
7. Activité relationnelle et communicationnelle					
8. Activité de production et fabrication					
9. Activité de gestion et management					
10. Activité technique et de service					
11. Activité de travail et business					
12. Activité scientifique et d'ingénierie					
13. Activité d'éducation et transmission de savoir					
14. Activité créative, inventive et artistique					
15. Activité littéraire et éditoriale					
16. Activité d'information, étude et médiatisation					
17. Activité de commandement et direction					
18. Activité de recherche et développement					
19. Activité électorale et parlementaire					
20. Activité bénévole et participative					

11 exemples de hiérarchisation artificialisée entre activités humaines

En matière d'activités humaines, la première question à se poser est de savoir si celles choisies sont déterminantes dans le périmètre social ou sociéto-existential de l'individu-citoyen considéré. La seconde question essentielle à poser est de savoir si le positif ponctuel dans la vie humaine permet d'effacer le négatif global (dès lors que celui-ci est objectivement dominant), à l'instar de la manifestation factuelle d'une vérité ou d'une lucidité, face à la récurrence de postures mensongères ou trompeuses ? Le troisième questionnement recouvre l'extrême relativité des activités du vivant sachant que ce qui est important ou nécessaire à un moment donné ne l'est plus forcément à un autre. C'est exactement la même

chose avec la dominance d'un besoin X à moment t qui peut être aisément remplacée par la dominance contraire ou différente d'un besoin Y. On peut ainsi en déduire que toute forme de hiérarchisation systémisée sur des fondements d'égalitarisme dogmatique (notation, scoring, évaluation...) est la preuve même d'un non-sens sociétal jouant contre le respect dû à l'intégrité morale, l'intelligence, l'unicité des attentes profondes du citoyen lambda.

Exemples de rapports hiérarchisés parmi les 20 types d'activités humaines :

- . Mettre 17 devant 4 (statut décisionnaire devant l'action)
- . Mettre 6 devant 5 (théorisation, abstraction devant la pratique)
- . Mettre 12 devant 15 (raisonnement logique avant conscientisation)
- . Mettre 9 devant 7 (intelligence directive devant intelligence adaptative)
- . Mettre 17 devant 11 (autorité devant discernement, pragmatisme)
- . Mettre 18 devant 8 (innovation devant ce qui est connu, expérience)
- . Mettre 9 devant 14 (analyse et résultat devant créativité, inventivité)
- . Mettre 10 devant 16 (focalisation devant globalisation)
- . Mettre 13 devant 1 (normes sociales devant pulsions naturelles)
- . Mettre 2 devant 3 (habitude de confort devant la descendance)
- . Mettre 19 devant 20 (caractère officiel, solennel devant simple anonymat)

Sous l'angle sociétal, il n'en demeure pas moins que si chacune des activités humaines est importante, celles-ci doivent être horizontalisées et non plus verticalisées les unes par rapport aux autres, ainsi que complémentarisées et non plus opposées entre elles.

Les chemins de la conscience citoyenne

On ne peut pas séparer la pratique citoyenne de la conscience sociétale, laquelle découle directement des influences culturelles, des pratiques sociales, des usages économiques, des idéologies politiques, des activités humaines, de l'influence des systèmes dominants, de l'organisation de l'État, des pouvoirs publics, des institutions et des collectivités, ainsi que des modes de vie propres à chaque pays. Tout cela forme une culture sociétale qui agit comme une matrice (culture mère) orientant la psyché humaine ainsi que les comportements individuels, citoyens et collectifs. Il résulte de ce constat que tout citoyen est forcément soumis à des déterminants culturels majeurs en devant opter entre 4 chemins conscients possibles. Selon le chemin pris, le rapport à la citoyenneté change de sens et de puissance applicative. Ce qui est sûr, c'est qu'en prenant l'un ou l'autre des 4 chemins conscients il existe un même point d'arrivée où doivent converger les mêmes vérités, sauf si entre temps l'entêtement dans le raisonnement s'égaré dans l'erreur, la croyance ou l'illusion.

Les 4 principaux chemins conscients

Chacun a la possibilité de choisir son propre chemin conscient que celui-ci soit plus court ou plus long à parcourir, plus facile ou plus difficile à entreprendre, plus ouvert et plus riche à découvrir ou, au contraire, globalement plus étriqué, fermé ou en impasse. L'accès à la conscience citoyenne (puis au comportement citoyen) s'effectue généralement par... :

1... Le **biais de modèles de pensée historique**, académique, grand public, via l'intermédiation d'entités et d'organisations officiant de manière éducative, formative, idéologique, politique, religieuse, philosophique...

2... Le **biais de connaissances et de savoirs** ésotériques, initiatiques, occultes, accessibles via une littérature spécialisée et/ou transmis par des entités ou organisations secrètes, hermétiques à vocation sectaire, philanthropique, humaniste ou élitiste.

3... **Soi-même de manière empirique** en se forgeant un sentiment, une opinion, des certitudes, à partir d'une éducation initiale (ou pas), d'un autodidactisme et apprentissage « sur le tas », de routines quotidiennes de vie dans le cadre d'un suivisme grégaire, d'un vécu expérientiel plus ou moins riche et diversifié.

4... **Un choix mental et cognitif** consistant à sortir volontairement des grands moules systémiques et des prêts-à-penser médiatisés, en faisant par soi-même la jonction entre ses propres acquis culturels 1, 2 et/ou 3 et l'ensemble des fondamentaux sociétaux issus de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM) dont ceux développés dans « L'Esprit du Societhon ».

Opter entre l'endocentration, l'exocentration, la médiancentration

Selon le chemin pris, il en résulte seulement 3 grandes possibilités pour accomplir sa vie de citoyen(ne) en orientant ainsi son bilan de citoyenneté : celle qui privilégie au sein du collectif l'individu pour lui-même avant les autres (individualisme, égocentrisme, autocentrage sur soi) ou endocentration individuelle ; celle qui favorise une relation positive, contributive, participative, utile aux autres et à son milieu de vie (allocentrisme, solidarité, entraide...) ou exocentration sociale ; celle la plus habituelle consistant à effectuer un mix personnel plus ou moins équilibré entre l'endocentration et l'exocentration (médiancentration).

. **La citoyenneté par « endocentration »** est celle prônée par la plupart des systèmes dominants, régimes politiques et autres influenceurs de la vie sociale et publique. Elle consiste à conduire les masses, les populations, par l'obéissance à l'autorité et la valorisation de l'individu sous condition. Une approche qui centre l'intérêt principal du rôle citoyen sur les particularités et les singularités individuelles de nature physique, anatomique, mentale, cognitive, intellectuelle, affective, sensorielle..., en relation étroite avec la pratique des activités humaines ayant une fonction ou une finalité économique, commerciale, productive, financière, politique, idéologique, religieuse, nationaliste. On peut ainsi dire qu'un bon citoyen endocentré est quelqu'un de conforme aux attendus sociétaux, qui est bien noté, qui paye régulièrement ses impôts, qui achète et consomme les produits locaux, qui travaille avec motivation, qui accomplit avec diligence ses devoirs civiques, familiaux et écologiques, qui respecte l'ordre public, etc. La notion d'endocentration met au centre de la vie sociale et économique l'intérêt utile du citoyen avec la mise en valeur de ses capacités, talents, compétences, comportements prévisibles. C'est d'ailleurs tout l'intérêt pour un système lambda que d'utiliser les capacités utiles des individus, leurs talents, leurs ressources disponibles, leurs compétences pratiques, afin de pouvoir aller puiser en permanence dedans, tout en valorisant leur présence et en récompensant leurs résultats. Tout l'art systémique consiste à obtenir le meilleur disponible dans l'être humain en le poussant à devenir comme souhaité par le biais de moules religieux, civiques, sociaux, moraux, académiques, culturels ou autres. Il résulte de cette exploitation humaine (et citoyenne de masse) une exhortation à la compétition

permanente entre les individus afin que chacun se démarque des autres, quitte à justifier la manière et les moyens utilisés pour parvenir à ses fins. Les conséquences de l'endocentration conduisent l'individu à manifester en toute légalité et légitimité de l'individualisme, de l'égoïsme, de l'égocentrisme, de l'imposition de soi, de l'autovalorisation en se mettant constamment en valeur face et contre les autres. Autant d'effets comportementaux et attitudeux qui conduisent à valider le rapport de force, l'esprit de concurrence et de compétition à vouloir être le meilleur(e), le plus beau (belle), le plus intelligent (intelligente), le premier (première) devant les autres, jusqu'à se nourrir régulièrement d'attitudes négatives comme l'agressivité, la manipulation, l'imposition de soi.

L'endocentration est devenue la matrice sociétale de tous les régimes et organisations non avancés utilisant pleinement à leur avantage les aptitudes humaines derrière une citoyenneté collective de façade. Le leitmotiv est de prendre aux autres (ou à la nature ou à l'environnement global), tout en se confrontant à eux, sous couvert de règles légalisées et d'obéissance civique. De ce point de vue, l'endocentration fait la part belle au négatif humain dans son animalité structurelle, ses pulsions primaires, comme si le principal de l'existence était d'être constamment gagnant (winner) pour diriger les systèmes, commander les autres, manager les entités, en produisant sans cesse des perdants, des soumis, des dominés, forcés de suivre. Gagner par la ruse, gagner par la force, gagner par l'argent, gagner par l'exercice du pouvoir, par l'autorité, la ruse ou la séduction est devenu le credo d'une citoyenneté ou l'humain « négatif » domine entièrement le citoyen dans des rapports gagnant-perdant aujourd'hui, mais assurément perdant-perdant demain. L'endocentration, c'est aussi prendre l'opposé des postures bienveillantes comme celles relevant de l'altruisme, de la bonté, de l'humanisme, de la solidarité en faveur des autres ou de causes justes. C'est enfin délaisser les valeurs conduisant à l'humilité, à l'intégrité, à des codes d'honneur, en préférant user et abuser de passivité, de facilité, de copiage, de mimétisme, de confort dans les habitudes, au lieu de chercher à se dépasser, se challenger, se donner des défis à accomplir, être positif avec les autres.

. **La citoyenneté par « exocentration sociale »** consiste à privilégier le rôle social et sociétal du citoyen (donc de l'individu) dans des contributions en faveur des autres, l'oblation aux autres, la participation avec les autres, comme fondement essentiel de la néocitoyenneté (Hastag [#21](#), [#33](#), [#34](#), [#35](#), [#36](#)). L'allocentrisme citoyen n'est pas synonyme d'angélisme, de crédulité, de comportement dépendant des autres ou consacré aux autres par obligation, métier ou nécessité. Il relève d'une maturité relationnelle et d'un adultisme fondé sur des valeurs fortes. L'objectif allocentrique est le parfait contraire de l'égoïsme, du pour « ma gueule », en étant constamment motivé à apporter son aide, sa contribution, sa participation, sa coopération, son affection, son empathie, sa bienveillance, son soutien aux autres par des apports divers et variés. L'individu transcende ainsi ses pulsions et besoins primaires pour privilégier d'autres besoins plus humanisés, plus sociabilisés, davantage porteurs de valeur ajoutée humaniste en faveur d'autrui, de la communauté, de la collectivité, de la nation, de la fédération. L'exocentration sociale sur base d'allocentrisme correspond *de facto* aux principes actifs de la néocitoyenneté. Elle relève fondamentalement du « positif humain » faisant que l'individu donne spontanément le meilleur de lui-même à ses proches, aux autres, à la collectivité, de manière directe ou indirecte. Dans cette approche, le rapport naturel à l'individualité relève de l'intime et du privé, alors que le rôle de citoyen consacre une intelligence relationnelle dans le rapport aux autres, au collectif, à la vie sociale, n'empêchant nullement la manifestation d'humeurs et d'émotions.

Avec l'exocentration sociale, la citoyenneté est considérée non pas comme un rôle standardisé ou stéréotypé au sein de la cité au sens grec ou romain, mais comme un aboutissement naturel et normal de la conscience humaine à savoir et vouloir vivre intelligemment ensemble. On passe ici à un niveau sociétal supérieur délaissant la médiocratisation politique et technocratique, ainsi que les cadres démocratiques étriqués (vote entonnoir, choix politique orienté, nationalisme étroit, débat public téléguidé, convention participative à faible prise en compte, exercice encadré des droits et devoirs civiques...). La citoyenneté découlant de l'exocentration met majoritairement l'accent sur l'humanisme et non plus le systémique et l'étatique, en prônant partout et à tout moment les valeurs évolutionnaires propres au citoyen adultisé. Il ne s'agit plus de « tirer constamment la couverture à soi » en tant qu'individu égoïste, mais d'être pleinement adulte dans une interface contributive, participative, active, affirmée, équilibrée avec les autres. Elle consacre le passage du citoyen lambda enfermé dans la religion addictive à l'argent et à une systématisation autoritariste, directive, administrative, politique et judiciaire dominante, à un niveau supérieur d'accomplissement de soi permettant de sortir définitivement des configurations sociétales infantilisées (dictature, démocratie) ou adolescentique (démocratie partielle). Un changement de paradigme républicain et monarchique qui change tout, aussi bien dans le rapport à l'existence, à celui de la vie en collectivité, qu'en faveur de l'idée même d'une néosociété humaine à réinventer. Le présent et l'avenir s'affranchissent des lourdes pesanteurs du passé dans une dynamique de gagnant-gagnant avec les autres ou, a minima, relevant d'un partenariat donnant-donnant dans un cadre d'intelligence relationnelle. Le citoyen n'est plus enfermé dans des systèmes directifs, coercitifs et interdictifs en s'extrayant par le haut du rôle réduit de citoyen individualiste, conditionné, passif, suiveur, obéissant, systémisé, bon élève aux ordres des systèmes en place et/ou s'imposant devant les autres. Il dirige sa vie sociale avec discernement, autodiscipline et esprit de responsabilité (Hastag #14), sachant que l'on est soi-même les autres et que donner intelligemment aux autres permet de recevoir intelligemment des autres. Ce qui est sûr, c'est que l'exocentration sociale influence profondément la vie en collectivité, de la source humaine à la finalité humaine en passant par toutes les étapes du sourcing causal.

. **La citoyenneté par « médiancentration »** représente la situation la plus fréquente pour le citoyen lambda (Hastags #15, #21, #22, #32, #33) avec un mélange médian entre l'endocentration et l'exocentration avant de pouvoir accéder au statut de citoyen adultisé dans un cadre démocratique avancé. On s'aperçoit avec la médiancentration qu'il existe un large nuancier de façons de vivre sa citoyenneté à partir de rôles et de postures citoyennes intermédiaires, de typologies médianes de citoyenneté, de couples et binômes insuffisamment aboutis entre l'individu et le citoyen. Principal résumé :

Hastag #21 - 4 rôles endossés par le citoyen lambda

- . **Rôle du clone** : Ressembler à ses congénères par identification, appartenance, mimétisme, adhésion, conformisme...
- . **Rôle du mouton** : Suivre le mouvement général de manière panurgique, grégaire, imitative, conservatrice, uniforme, identique...
- . **Rôle du servent** : Faire précisément ce qu'attend l'autorité, ce que dit ou impose la hiérarchie, le chef, le plus fort, se laisser conduire, dominer...
- . **Rôle du Janus** : Être en double commande au centre de son propre cerveau, avec le sentiment que l'on maîtrise parfaitement son existence selon que l'on obéit aux règles (citoyen) ou que l'on décide par soi-même (humain).

Hastag #21 - 4 postures pour le citoyen

- . **Citoyen primaire** : Celui qui agit volontairement de manière rustique, provocatrice, délinquante, violente, agressive, antisociale, perverse, casseur, n'ayant aucun respect pour les règles en place, pour les biens et/ou pour les personnes surtout étrangères.
- . **Citoyen suiveur** : Celui qui assume volontiers d'être passif, obéissant, docile, voire faux-cul quelquefois, qui suit le mouvement général sans vraiment s'opposer au système ni faire avancer les choses.
- . **Citoyen patriote** : Celui qui est fier de l'être, partisan ou agent du système, actif exemplaire dans les initiatives collectives, prêt à donner des leçons de morale, de bonne conduite et/ou de stratégie politique à tout le monde.
- . **Citoyen rebelle** : Celui qui critique avec une verve maîtrisée, qui se comporte en insoumis, qui revendique d'être un mauvais élève peu discipliné, qui s'oppose avec motivation aux injonctions directives des partis dominants et des gouvernements en place, qui manifeste souvent dans la rue et/ou utilise volontiers la joute verbale, la vérité partielle ou orientée, pour essayer de faire bouger les choses et/ou imposer son point de vue.

Hastag #15 - Hiérarchisation entre les types de citoyens

- . **Citoyen 1D** : animalité forte et non discernée dans la réalité vécue
- . **Citoyen 2D-** : vision binaire, manichéiste, de la réalité connue, vécue
- . **Citoyen 2D0** : comportement collant à la réalité des règles du système
- . **Citoyen 2D+** : pragmatisme et opportunisation du réel

Hastag #21 - 6 typologies de citoyens médians

- . **Anti-citoyen** : Indigène plus ou moins primitif, ermite, trappeur, avec des droits légitimes et des libertés d'action maximalisées, le plus souvent sans valeurs évolutionnaires fortes (principalement des valeurs guerrières, grégaires, pastorales) ni éducation poussée ou éclectisme culturel.
- . **Non-citoyen** : Esclave, prisonnier, opprimé, captif, subissant généralement une maltraitance dans la condition humaine, aussi bien dans les droits sociaux que dans la réduction drastique des libertés vitales, au sein d'environnements fortement encadrés et surveillés relevant presque tous d'une epsilon citoyenneté.
- . **Sous-citoyen** : Serviteur, domestique, SDF, vagabond, mendiant, soumis à l'acceptabilité collective ou à une forte permissivité dans l'usage de droits et libertés souvent limités et/ou relevant de strictes conditions d'application. La pratique citoyenne plafonne à un niveau civique minimalisé dépendant généralement d'une autorité de tutelle ou des autres.
- . **Citoyen systémisé** : Individu du secteur public ou privé, actif ou retraité, agent, fonctionnaire, collaborant, servant technocratisé, au service des systèmes en place et/ou largement matricé à la base par des référentiels culturels officiels, académisés et/ou sous l'emprise d'une mentalité relativement conformiste, conservatrice ou traditionaliste et/ou relevant de pratiques professionnelles, d'usages fortement réglementés.
- . **Citoyen nominal** : Individu correctement éduqué, sociable, diplômé, professionnalisé, systémisé en partie, pratiquant le politiquement correct et appliquant avec constance, conviction, sérieux, tout un ensemble de préceptes moraux, civiques, sociaux, voire idéologiques ou religieux.
- . **Citoyen du monde** : Précurseur, avant-garde du citoyen adulte ou super citoyen nominal intégrant en plus une vision élargie et bienveillante du rapport aux autres pays, races, ethnies et cultures du monde, une conscience globale de niveau ++ et +++, une ouverture tolérante dans l'usage fait des droits de l'homme et des libertés citoyennes.

Hastag #21 - 4 grandes typologies de citoyenneté dans les sociétés modernes

- . **Citoyenneté appauvrie** : Comportement sans aucune référence à des valeurs humanistes fortes, sans grande intelligence collective, en étant principalement soumis aux ordres du dominant local, à la loi du plus fort.
- . **Citoyenneté formatée** : Formatage éducatif, civique, moral et professionnel dominant, influençant une relative rigidité et stéréotypie dans le comportement (puritanisme, austérité, rigorisme, conformisme, suivisme...).
- . **Citoyenneté nantie** : Débridage du comportement par l'effet classe sociale élitiste ou nantie (bourgeoisie, riche, nomenklatura, notoriété...) bénéficiant d'une relative aisance financière, d'un niveau social apportant une relative protection contre les aléas de la vie, certains privilèges, avantages, confort matériel, passe-droits et/ou titre ou distinction statutaire.
- . **Citoyenneté affranchie** : Personnalité à tempérament, bien éduquée dans la moralité et les valeurs, bien formée dans un métier, relativement intègre, ayant un vécu diversifié, de l'expérience, un libre arbitre intellectuel, une aisance comportementale ne le classant dans aucune typologie basique.

Hastag #21 - 3 grands couples de citoyens-individus

- . **Citoyen dynamique et individu non dynamique** : C'est le comportement type du bon élève sage, obéissant, dans les clous du politiquement correct, hautement systémisé, voire technocratise, collaborant et servant, qui a choisi le camp du secteur public, ses règles, son conservatisme, son idéologie, tout en ayant un niveau d'affirmation de soi volontairement limité et contraint du fait de cette appartenance.
- . **Citoyen non dynamique et individu dynamique** : C'est le comportement du citoyen déçu, révolté, résistant, dans qui subit la situation par la force des choses, qui suit le mouvement général sans grande motivation, en recentrant généralement son énergie, son activisme, sur lui-même de manière égocentrée, autocentrée sur sa sphère privée, ou encore dans un cadre entrepreneurial indépendant avec des objectifs de vie spécifiques.
- . **Citoyen non dynamique et individu non dynamique** : C'est le pire du couple sous l'angle sociétal, national et individuel, en se comportant en mouton, en troupeau de veaux ou de bœufs, sans ligne directrice sinon celle de répéter sans cesse les mêmes habitudes dans la même passivité, voire inactivité.

Hastag #21 - 4 binômes citoyen/humain allant du pire au plus judicieux

- . **Binôme mauvais citoyen et mauvais humain** : C'est le pire binôme qui soit, prouvant que le modèle politique, économique, culturel, idéologique et/ou religieux est fondamentalement obsolète, anachronique, archaïque, barbare, inopérant.
- . **Binôme bon citoyen et mauvais humain** : Ce binôme est endémique, c'est-à-dire constant, habituel, chronique, dans la plupart des sociétés modernes. Il résulte d'un matricage fortement binarisé à partir de moules culturels, moraux et idéologiques directifs favorisant un comportement social fondé sur les apparences de la sociabilité, en faisant prévaloir l'obéissance, la discipline, la soumission, le suivisme, le conformisme, le grégarisme mimétique, la standardisation en tout.
- . **Binôme mauvais citoyen et bon humain** : C'est paradoxalement un bon binôme existentiel et sociétal dès lors que l'essentiel pour l'individu consiste à produire à la source de ses actes et comportements de la positivité, de la tolérance, de la bienveillance, de la compétence, de la productivité, de la contribution utile, de la qualité morale, de l'intégrité.

. **Binôme bon citoyen et bon humain** : C'est le meilleur binôme qui soit dès lors que les valeurs morales, mentales et comportementales de référence, ainsi que les pratiques appliquées sur le terrain du quotidien, associent la fiabilité du rôle de citoyen dans le social et le collectif et la fiabilité humaine dans le relationnel, la compétence et le jugement.

Hastag #22 - Division des populations en 3 groupes de citoyens

. **Groupe des affirmés et des courageux** (5 à 15%) qui agissent et décident par eux-mêmes, sans se laisser influencer par les autres, les autorités et/ou les directives du système dominant.

. **Groupe des suiveurs et des peureux** (15 à 35%) qui manifeste spontanément et inconditionnellement un esprit obéissant, grégaire, moutonnier, influençable, conformiste, prompt au suivisme docile, à suivre et accepter les consignes sans trop se poser de questions, sinon à se justifier facilement et argumenter des antiennes sur les bonnes raisons de le faire.

. **Groupe des pragmatiques et des obligés** (jusqu'à 60%) qui juge ne pas pouvoir faire autrement dans telle situation ou à tel moment, au risque de se mettre en danger personnellement ou leurs proches.

Hastag #33 - 3 façons de se positionner face à l'État de droit

. **Citoyen systémisé = acceptation inconditionnelle** de l'État de droit en se pliant volontairement aux règles systémiques légalement en usage. Le système est alors dominant sur le citoyen lambda qui en accepte passivement le rôle et le sort.

. **Citoyen semi-système** = faire avec l'État de droit sans être ni pour (inconditionnalité) ni contre (conditionnalité), traduisant ainsi l'attitude de la plupart des citoyens modernes prompts à s'adapter aux circonstances et/ou à composer avec les systèmes en place.

. **Néocitoyen = avoir un rapport conditionnel** et vigilant sur tout ce qui dénature la légitimité, le droit, la liberté, le naturel, aussi bien dans le fonctionnement de l'État qu'au sein de la nation. Le néocitoyen agit en résistant (et non en partisan ou opposant) en refusant l'excès de dominance et de pouvoir exercé sur son intégrité mentale, physique et/ou intellectuelle à pouvoir juger seul(e) de ce qui est bon ou mauvais pour lui ou elle.

C'est le citoyen qui détient les clés de son avenir

On s'aperçoit que presque toutes les activités humaines sont d'abord priorisées du fait de leur intérêt systémique dominant et non en faveur de ce que fait, peut ou veut le citoyen lambda. Le cynisme systémique conduit à valoriser le meilleur exploitable des individus (sélectivité, élitisme, hiérarchisation, compétition, classes sociales...), tout en délaissant ce qui ne lui paraît pas utile ou déviant dans la condition humaine et citoyenne. De son côté, le cynisme politique s'adapte à l'opinion publique (voix du citoyen), tout en le soumettant au fur et à mesure du progrès sociétal à une amplification législative et sécuritaire, à un matraquage communicationnel et médiatique. En fait, le citoyen est constamment canalisé, encadré, au rythme de son évolution individuelle et collective et cela, de manière de plus en plus subtile et indirecte. Dans cette logique de containment systémotatique (endiguement), plus le citoyen s'émancipe sociopsychologiquement et socioculturellement en disposant d'une offre sociétale de plus en plus élargie, plus la sujétion mentale couplée à un maillage législatif et normatif deviennent intrusifs, fins et étroits. Dès lors, peut-on parler d'émancipation citoyenne

moderne et de véritable démocratie appliquée lorsque ces notions sont elles-mêmes assujetties à une fuite en avant parallèle dans le progrès scientifique, technologique, d'IA, économique et social, dont les effets induits emprisonnent l'individu dans sa tête (formatage technicien, conditionnement mental, addiction aux facilités offertes, besoins économiques et d'argent récurrents...) ? Autrement dit, le mariage du containment systémo-étatique et des progrès de surface représentent-ils vraiment une évolution citoyenne en transformant de manière virtuelle le monde, comme en impliquant une nouvelle forme d'asservissement du comportement à ne plus savoir vraiment maîtriser la réalité ? Il semble que non, en constatant que certains s'en réjouissent et œuvrent dans le sens des systèmes dominants (citoyens systémisés), alors que la plupart des autres subissent dans la docilité, la patience, la révolte ou en « rongant leur frein ».

Il est clair que le principal ennemi du citoyen est le citoyen lui-même. C'est le citoyen programmé et conditionné au centre de son cerveau, ainsi que le rôle endossé par le citoyen par rapport à la communauté des autres. Ce double barrage cognitif et comportemental limite fortement le consensus absolu entre tous les citoyens, tant qu'il existe une diversité de cultures et d'histoires rivales, de formatages mentaux nationalistes, de mentalités différentes, d'idéologies opposées. Pour unifier cette diversité d'approches, de visions du monde et de représentations de la réalité, il est nécessaire de mener parallèlement différentes actions en profondeur du tissu sociétal. Il ne peut y avoir d'avancée réelle et profonde de la **condition sociétale** sans une avancée notable dans la **condition citoyenne** qui doit elle-même découler d'une qualification notable de la **condition humaine**. Sans l'application de cette triple relation fondamentale, il ne pourra se perpétuer que de nouvelles formes de suivisme participatif grégaire, de civisme formaté, de nationalisme exacerbé, le tout immergé dans les illusions marketing et technologiques, dans des modes écologiques, environnementales ou animalistes, dans des mouvements sociaux revendicatifs de rue, dans le rêve économique de l'argent facile, dans les promesses politiques fallacieuses, dans les idéaux sectaires, religieux, nationalistes, ésotériques et/ou ressortant d'idéologies fumeuses habillées à la mode du moment.

Par principe sociéto-existential, tout part de l'individu-citoyen et tout revient à l'individu-citoyen quel que soit le système en place. Il faut donc se méfier des conduites, positions, décisions, opinions et propositions provenant des influents sociétaux dans leurs rôles d'élus politisés, de dirigeants sous consignes actionnariales, de citoyens systémisés dès lors que ceux-ci agissent de manière autoritaire, autocratique, formatée, directement dépendante des systèmes en place. Il est nécessaire d'être particulièrement vigilant(e) avec tous ceux et celles placé(e)s sous la tutelle, la directivité, l'influence politique, morale ou économique d'une institution quelconque, lorsque ces derniers ont des intérêts personnels à défendre ou promouvoir pour eux-mêmes. Il est clair que le principal enjeu sociétal des temps modernes pour l'ensemble de l'élite influente est dans l'appropriation du pouvoir avec son cortège d'avantages réels ou virtuels. C'est aussi pour une majorité d'actifs et d'acteurs des classes médianes, la quête permanente du meilleur statut socioéconomique pour soi-même et les siens dans la concurrence et la compétition. Dans cette lutte de survie sociétale transverse à toutes les typologies de citoyens, il est évident qu'une bonne partie de l'existence consiste à mener des combats contre les autres citoyens plus que contre les imperfections notoires des systèmes en place. C'est l'erreur fatale de la citoyenneté à s'autoaffaiblir par défaut d'ambition et des démocraties partielles et intermédiaires à s'autolimiter par défaut d'envergure.

La bonne citoyenneté doit-elle être stéréotypée ?

Du point de vue des autorités et des systèmes en place, être conforme aux stéréotypes comportementaux, moraux, culturels et civiques de la bonne citoyenneté suppose l'acceptation non dite d'être traité constamment en élève docile et obéissant, de l'enfance à la fin de son existence. Doit-on alors considérer que le bon citoyen et la bonne citoyenne se définit nécessairement par rapport aux préceptes systémiques et étatiques obligeant l'individu à... :

- . Être conforme à 100% aux attendus précis de l'administration
- . Participer à la vie politique dans des règles unilatérales largement imposées
- . Respecter sagement les lois, codes et usages en vigueur
- . Donner une bonne partie de son temps, énergie, capacités à la nation
- . Ne commettre aucune déviance ni délinquance nuisant à l'ordre établi
- . Suivre inconditionnellement les consignes et directives données
- . Payer sans broncher les taxes, cotisations et impôts demandés
- . Protéger l'environnement comme un devoir forcé à accomplir
- . Faire preuve de civilité jusqu'à l'hypocrisie et le faux-semblant
- . Accomplir ses devoirs avant d'appliquer ses droits et libertés
- . Confondre l'esprit de responsabilité avec la docilité et l'obéissance
- . S'exprimer et agir en fonction directe de ses formatages éducatifs, sociaux
- . Informer les autorités des manquements et déviances des autres
- . Vivre une existence lissée d'avance, bornée, encadrée, routinière
- . S'activer d'abord dans les activités utiles à l'État, aux systèmes dominants
- . Défendre en premier les valeurs conservatrices de son pays, communauté
- . Obéir sans réfléchir aux ordres, aux directives des autorités en place
- . Ressembler aux autres dans les mêmes standards comportementaux
- . Rechercher la reconnaissance en étant discipliné, soumis, exemplaire
- . S'exprimer, communiquer, sous condition préalable d'autocensure

Les 12 postures citoyennes à fuir

Chaque citoyen et citoyenne adulte doit pouvoir se débarrasser à un moment de sa vie de tout ce qui va à l'encontre de l'affirmation naturelle de soi, de l'autonomisation, de la liberté de penser et de conscience, de l'authenticité spontanée. Il ou elle doit savoir se défaire des habits obsolètes d'un conservatisme dépassé trop étriqué pour être soi-même ; rompre avec les rituels sociaux, religieux, professionnels trop solennisés pour être sincères ; s'affranchir du prêt-à-penser académisé trop figé dans la bien-pensance et le politiquement correct pour être au centre du vrai ; se libérer de toute vision focale trop technicienne bloquant l'esprit de synthèse et la créativité ; sortir des certitudes et des généralisations qui limitent le discernement ; rompre avec les modèles conformistes qui réduisent le véritable libre arbitre ; fuir toute forme d'état d'esprit animé par la prudence, la peur, le fatalisme, la docilité, la soumission, qui atrophie le meilleur de l'âme humaine.

Il s'agit en d'autres termes de ne plus... :

- ... Vouloir être le premier(ère) de la classe en se montrant constamment bon élève, docile et obéissant face à la hiérarchie, le pouvoir, l'autorité.
- ... Donner une fausse image dynamique de soi dans le paraître pour mieux cacher ses complexes, ses peurs, ses faiblesses intérieures.

- ... Se montrer trop prudent(e) et timoré(e) en suivant aveuglément la règle, sans chercher à progresser ni dominer les risques maîtrisables de la vie.
- ... Rechercher d'abord et avant tout l'habitude, la facilité, le confort, en évitant l'effort, la prise de risque, l'exposition personnelle.
- ... Privilégier le verbe, le raisonnement, le virtuel, au lieu d'opter pour l'action terrain, l'engagement, le passage à l'acte, le dépassement de soi.
- ... S'imposer aux autres, se montrer autoritaire, violent ou, au contraire, sage, discipliné(e), conciliant(e), en jouant un rôle face aux autres.
- ... Faire comme les autres, imiter les mêmes comportements, suivre les leaders du moment, afin d'éviter d'être critiqué ou exclu(e) du groupe.
- ... Prendre au premier degré tout ce qui est dit, écrit, diffusé dans les médias, en se laissant influencer sans se poser vraiment de questions.
- ... Être intégriste pour une cause ou une autre, intolérant(e) pour la cause des autres, intransigeant sans aucune bienveillance pour l'erreur.
- ... Croire à la communication officielle, gober les discours politiques, être crédule sur les promesses électorales des candidats et édiles.
- ... Agir avec désinvolture et manque de savoir-vivre dans l'espace public, manifester de l'impolitesse, de la grossièreté au sein de la collectivité.
- ... Se désintéresser des grands problèmes sociétaux, éthiques, environnementaux, écologiques, consuméristes, animalistes...

Les 7 règles de l'affirmation citoyenne

La plupart des citoyens ne savent pas quoi faire devant le caractère souvent imprévu des événements ou implacable de la réalité. Pourtant des pistes existent qu'il suffit de suivre simplement à son allure, en avançant pas à pas et avec détermination en appliquant l'ensemble des valeurs évolutionnaires. Tout commence par l'adoption de 7 règles de vie au jour le jour consistant à :

1. **Appliquer** chaque jour l'une ou plusieurs des 34 valeurs évolutionnaires (Hastag [#14](#)) afin de renforcer son mental, prendre de l'assurance et de la confiance en soi, se respecter et respecter les autres :

1. Affirmation de soi
2. Autodiscipline
3. Challenge (esprit de)
4. Conscience globale
5. Contribution utile
6. Courage
7. Dignité
8. Différenciation
9. Discernement
10. Droits & Libertés
11. Effort positif
12. Engagement
13. Équité
14. Honnêteté intellectuelle
15. Intégrité
16. Légitimité
17. Libre arbitre
18. Loyauté
19. Maîtrise du risque
20. Offensivité
21. Opportunisation maximale

- 22. Ouverture d'esprit
- 23. Partage
- 24. Proactivité
- 25. Probité
- 26. Réciprocité (esprit de)
- 27. Relationnel positif
- 28. Résistance (faire acte de)
- 29. Respect de soi
- 30. Respect des autres
- 31. Responsabilité (esprit de)
- 32. Sourcing causal
- 33. Tolérance
- 34. Valeurs (sens des)

2. **Refuser** autant que faire se peut tout ce qui paraît injuste, non équitable, unilatéral, faux, trompeur, manipulateur, indigne, de mauvaise foi, désinformatif : valeurs 7, 13, 14, 15, 17, 18, 22, 28, 34.

3. **Affronter** l'adversité, en prenant le taureau par les cornes, en faisant la boule de feu, en passant le plus possible à l'acte, en disant ce que l'on fait et en faisant ce que l'on dit : valeurs 6, 12, 16, 19, 20, 21, 24, 26.

4. **Combattre** la peur, l'angoisse, la prudence timorée, par le contraire : valeurs 1, 2, 3, 5, 29.

5. **Aller** vers les autres, en faisant le premier pas, en n'attendant pas que les autres viennent à soi : valeurs 11, 23, 27, 30, 33

6. **Éviter** de se forger de fausses certitudes par la croyance ésotérique, religieuse ou idéologique, la fabulation et l'imaginaire, les mythes et légendes, les promesses non contractuelles, les raisonnements sophistiques, les affirmations péremptoires : valeurs 4, 9, 31, 32.

7. **Demander** des comptes aux élus, aux responsables, aux dirigeants, aux gouvernants, aux représentants des pouvoirs publics : valeurs 8, 10, 25.

Appliquer les 10 vigilances citoyennes

Pour devenir un citoyen vraiment adulte et respecté, il est nécessaire de sortir de la victimisation face à la violence légale, ainsi que des cycles non vertueux de la peur, de la prudence excessive, du suivisme aveugle, face à l'emprise de plus en plus intrusive des systèmes dominants. Alors que ce qui n'est pas accepté est forcément combattu, ce qui est interdit est contourné, ce qui est imposé est contredit, tout pouvoir comme tout système intelligent en profite pour adapter ses réponses de manière ciblée, legaliste, répressive, coercitive et/ou interventionniste. Il tend à devenir ainsi de plus en plus puissant, directif, autoritaire, en se nourrissant du comportement non adultisé de ses cibles ou de ses membres. Il convient donc d'être constamment vigilant en soi-même, avec les autres et face à toute entité exerçant une influence sur le corps social.

1. **Ne rien lâcher** sur les fondamentaux démocratiques, les droits humains, les libertés citoyennes, en veillant à ne rien déléguer qui puisse être ensuite trahi par les tiers mandatés, les minorités influentes, le pouvoir législatif et exécutif.

2. **Contrôler** les décisions des élu(e)s, des dirigeants, des responsables, des fonctionnaires, des technocrates, des forces de l'ordre, en contribuant ainsi à améliorer cause après cause, fait après fait, le cadre démocratique, la qualité de vie collective, le bien-être individuel, dans une logique de néocitoyenneté.

3. **Participer**, coopérer, prendre des initiatives, être proactif, dès que possible, en s'impliquant d'une manière ou d'une autre dans les applications innovantes et les projets locaux, ainsi qu'en s'intéressant aux idées de changement utiles à la collectivité et à celles en rupture positive des conservatismes ambiants.

4. **S'engager** dans tout ce qui permet de renouveler, rénover, toiletter, nettoyer, voire déconstruire intelligemment ce qui paraît obsolète, néfaste, arriéré, rétrograde, décalé des attentes du plus grand nombre, en mettant en premier l'intérêt du collectif avant son intérêt personnel.

5. **S'interposer** immédiatement face aux excès injustifiés des gouvernants, des forces de l'ordre et consorts rendant le citoyen abusivement victime, coupable ou déviant face à l'interprétation excessive de la loi, de la norme, de la règle systémisée.

6. **Exiger** d'être complètement informé sur les objectifs poursuivis par les pouvoirs publics, les organes dirigeants, sur les avantages et inconvénients des mesures prises, des technologies utilisées, des usages non visibles de l'intelligence artificielle.

7. **Prendre ses distances** avec les individus qui imposent empiriquement leurs vues, qui usent d'affirmations péremptoires, qui se réfèrent à des schémas 2D ou manichéistes, qui savent tout sur tout mais rien sur l'essentiel à venir.

8. **Refuser** d'être traité par la démagogie, la désinformation, la surcommunication, le doute, la manipulation, le populisme, la complaisance des attitudes et des mots, en provenance des médias complices, des élus, des politiques, des influents, des experts et commentateurs aux ordres.

9. **S'extraire** mentalement de tout ce qui a trait à l'infantilisation, la culpabilisation, l'intimidation, la dramatisation, l'autocensure, lorsque cela pollue la conscience de la vérité, bloque l'envie de faire, prive du droit de dire, choisir, s'exprimer.

10. **Éviter** de participer et surtout justifier les méthodes sales, injustes, violentes et/ou répressives des autorités, lorsque celles-ci sont menées contre des concitoyens en droit légitime de s'exprimer, manifester, s'opposer, critiquer, informer, alerter.

En résumé, chacun porte la coresponsabilité de ce qui se passe dans la société du moment en prolongeant les conditions d'un inaboutissement sociétal chronique pour les générations à venir ou en préparant les conditions d'un nouveau positif beaucoup plus avancé. C'est la raison pour laquelle **être un vrai bon citoyen** consiste à consolider le positif et le qualitatif de la condition citoyenne dans son propre lieu de vie (quartier, ville, territoire), voire agir en précurseur, avant que cela ne se diffuse et se généralise sur l'ensemble du pays et/ou que les autres le fassent à notre place. De la même manière, **être un citoyen adulte** c'est aussi

se méfier de tout ce qui provient des parlementaires, des élus, des politiques, des gouvernants, des grands systèmes dominants, des autorités en place, dans l'exercice de leurs pouvoirs et prérogatives. C'est aussi se défier des discours politiques lénifiants ou radicaux, de la communication institutionnelle impersonnelle et aseptisée, de l'information médiatique redondante et orientée, du politiquement correct de tous ceux et celles représentant les intérêts des systèmes en place. Il est évident que les véritables ennemis intérieurs ne sont pas ceux et celles qui œuvrent à faire respecter les droits de l'individu, mais tous ceux et celles qui bloquent l'évolution souhaitable d'une légitime citoyenneté avancée. On les retrouve parmi les citoyens systémisés, les citoyens passifs, les citoyens crédules, les citoyens conservateurs, les citoyens délinquants, les citoyens qui usent et abusent de leurs pouvoirs, les citoyens qui s'imposent égoïstement face aux autres. En fait, le citoyen titré ou avantagé dans le haut du pouvoir, de l'économie, du patrimoine, des privilèges, agit constamment contre le citoyen du bas de l'échelle sociale et inversement. Tant que ne s'applique à grande échelle une véritable intelligence relationnelle couplée à la constance de valeurs évolutionnaires, toute vie en collectivité n'est qu'un grand théâtre à ciel ouvert propice aux jeux d'ombre, aux jeux de rôle et d'influence !



Hastag #38

Encore bien loin de la citoyenneté et de la démocratie avancée

Sommaire

- . Introduction
- . Rappels sur les notions de démocratie et de non-démocratie
- . Il y a démocratie et démocratie
- . Ce que l'on doit éviter de faire en démocratie
- . Les 10 postures et attitudes démocratocides les plus courantes
- . L'Auberge espagnole de la démocratie
- . Revoir la notion d'égalitarisme dans la condition citoyenne et la démocratie
- . Démocratie, le meilleur des modèles politiques et sociaux avant tous les autres
- . Lutter contre l'ignorance, les compromis, les tromperies permanentes
- . Les grands défis de la démocratie moderne

Résumé

Cet **Hastag** confirme qu'il n'existe que deux certitudes en démocratie : la première est que celle-ci appartient d'abord à ceux qui la pratiquent avec dignité et la seconde est qu'elle rend autant qu'on lui apporte. Sans l'ombre d'un doute, la démocratie est le meilleur des régimes avant tous les autres. Elle est à la citoyenneté ce que les libertés sont aux droits de l'homme, un espace ouvert dans lequel les peuples sont libérés des chaînes de la tyrannie et de la plupart des entraves sociales, culturelles, idéologiques, religieuses. Il s'agit bien sûr de l'idéal démocratique, lequel est hélas largement abîmé, terni, dégradé, altéré, maltraité, dans la plupart des sociétés modernes par les individus eux-mêmes, la plupart des systèmes dominants et naturellement par les régimes politiques autoritaires, directifs, autocrates. Pourtant, cette matrice sociétale et civilisationnelle hautement humaniste, adaptable, résiliente, qualitative, à partir de laquelle se nourrissent et se développent la plupart des activités humaines, doit être préservée par tous, défendue bec et ongle par chacun. C'est l'honneur du présent et l'espérance des temps futurs !

Le problème de la démocratie et de l'État de droit est que le « dôme idéalisé de protection » de la démocratie est différent du « dôme concret de protection » de l'État de droit. On peut même parler d'un écart dégradé dépassant souvent 50% entre la théorie de référence, les discours et les envolées lyriques et, la pratique au quotidien dans les différents corps sociaux. Le caractère malléable de la démocratie, voire sa géométrie variable selon les régimes politiques au pouvoir et/ou les gouvernances en place, conduit à de nombreux écarts d'application et d'interprétation ne permettant pas de suivre une ligne droite intégralement suivie. Toute démocratie est porteuse de ses contraires (anocratie, autoritarisme, dirigisme, imposition, domination, rapport de force...) par les excès manichéistes des hommes, leurs dérives morales, leurs déviations comportementales. Il en ressort une image de démocratie à la fois ouverte, égalitaire et libertaire, mais aussi faussée, trouble, incertaine, versatile à qui ont ne faire confiance dans la durée, faisant que les autres régimes directifs ont beau jeu de la critiquer sur ces inconstances permanentes. Aussi les principales questions sociétales qui se posent à l'aube du XXI^e siècle et du III^e millénaire sont de savoir où se situent réellement les apports républicains et monarchiques en matière de démocratie. À l'évidence, ils ne sont ni parfaits dans l'absolu ni imparfaits dans le relatif de la réalité, ni complets dans le monde du possible ni négligeables dans l'offre disponible apportée. Ils sont quasiment tous à un niveau intermédiaire très largement perfectible sur la forme comme sur le fond.

Par principe, la démocratie ne consiste pas à agir à l'insu d'autrui, à décider dans le dos des autres. Derrière les différentes acceptions du mot démocratie (démocratie directe, représentative, libérale, participative, citoyenne, État de droit...) définissant le fonctionnement des régimes politiques (République, monarchie, oligarchie, autocratie...), il existe un référentiel qualitatif inhérent à l'usage et à la pratique concrète de la démocratie. Par principe sociétal, on peut considérer que le niveau de citoyenneté pratiqué est égal au niveau de démocratie appliqué dans la plupart des nations du monde avec la relation d'équivalence suivante :

niveau de citoyenneté <=> niveau de démocratie

De facto, lorsque la citoyenneté est placée sous contrôle et surveillance permanente, la pratique démocratique l'est aussi. Il en résulte que toutes les activités humaines et citoyennes dans les sociétés dites démocratiques relèvent au départ de la permission, de l'acceptation, de l'autorisation, de l'approbation et/ou se voient assorties de conditions préalables. En fait, la référence à la démocratie commune (État de droit, République, Monarchie, Charte universelle, libertés humaines et citoyennes...) relève d'une forme de schizophrénie permanente assortie d'injonctions paradoxales avec d'un côté, la défense acharnée des idéaux et principes fondateurs et de l'autre, des pratiques objectivement critiquables. Ce qui est sûr dans l'absolu, c'est que le modèle de démocratie dans sa plénitude (démocratie avancée) est de loin le meilleur des systèmes politiques au monde. Dommage que les partis politiques au pouvoir, l'esprit conservateur animant les centres de pouvoir, les grands intérêts culturels, économiques et financiers dominants, malmènent constamment l'esprit de démocratie par des pratiques contestables et/ou orientées.

Rappels sur les notions de démocratie et de non-démocratie

Pour juger du niveau réel de démocratie d'une société ou d'une organisation donnée ([4 Opus - Franchir les Murs de Verre](#) - Monthome 2012), il est nécessaire de mesurer le poids du conservatisme ambiant imposé dans le collectif, et/ou envers une catégorie ciblée, avec la nécessité d'ouverture et de tolérance liée aux attentes des individus et citoyens parmi les plus aboutis. Cela commence par la mesure du conformisme et des rigidités conservatrices dans la mentalité de l'élite dirigeante, des militants et influents. En effet, il ne peut y avoir de réelle évolution démocratique tant que les leaders d'opinion, décisionnaires et influents sont en retard de mentalité par rapport aux citoyens les plus aboutis ([Hastag #17](#)). Prendre pour référence les citoyens les moins évolués, ou une moyenne basse, est un véritable non-sens démocratique enfermant tout le monde dans la médiocrité. Un autre moyen d'évaluer le progrès démocratique, ou sa stagnation, est d'observer comment l'élite et les minorités au pouvoir se comportent avec leurs titres et statuts, résistent en matière de défense conservatrice des principaux symboles nationaux. C'est le cas notamment dans le conservatisme des symboles touchant le drapeau national, l'identité figurative, l'hymne national, les valeurs historiques. Sauf exception, tout symbole qui préexiste en l'état depuis plus d'un siècle n'est pas vraiment le signe d'une ouverture vers le changement évolutionnaire et la modernité !

Les 3 fondements de l'esprit de démocratie

Par principe, ne peut s'exprimer de manière crédible au nom de la démocratie que celui ou celle qui possède en lui-même l'esprit de démocratie supposant à la fois :

1. Une **affirmation positive de soi** dans un relatif aboutissement de la personnalité.
2. L'**exercice plein et entier** du libre arbitre, du discernement, de l'autodiscipline, de l'esprit de responsabilité, de la contribution utile.
3. Une **vision globale** fondée sur la compétence, la maîtrise du risque, l'efficacité dans l'engagement, capables d'apporter ensemble de l'objectivité, de la profondeur de vue, un fort sens de la relativité en tout.

De la même manière, il ne peut y avoir de véritable progrès démocratique sans volonté de pratiquer une véritable laïcité au cœur des modes de vie individuels et collectifs en l'appliquant d'abord aux plus jeunes, puis aux populations adultes. La véritable laïcité est indépendante de toute forme de culture dominante issue, de près ou de loin, de la tutelle politique, religieuse ou idéologique. Elle doit être fondée sur des valeurs fortes transverses à toute ethnie, communauté, appartenance religieuse, en n'imposant ni morale ni vision manichéiste, spirituelle ou dogmatique du monde. Elle s'oblige à respecter l'intégrité humaine en laissant libre chacun, par les voies du discernement, d'occuper son espace mental comme il le veut. Réciproquement, la foi et la croyance individuelle ne doivent pas s'opposer à la laïcité collective. Tout ce qui contraint l'individu d'un point de vue religieux, idéologique ou dogmatique, d'une manière ou d'une autre, dans sa libre affirmation et liberté de pensée, n'est pas d'essence de la vraie démocratie et pose un problème d'humanité et de citoyenneté. De ce point de vue, tout ce qui n'est pas d'essence de la démocratie s'oppose à elle et renvoie à des cultures imparfaites du point de vue de la condition humaine et citoyenne. Le véritable

espace de liberté accordé au citoyen doit se mesurer non pas en regard de ce qui est possible ou permis à un moment t mais principalement par ce qui ne l'est pas.

Les 10 grands principes fondateurs de la démocratie

Dans l'absolu de la citoyenneté, le modèle politique et comportemental de démocratie repose sur un dizaine de grands principes fondateurs avec :

- . La souveraineté du peuple par le droit de vote, la candidature aux élections, la représentation politique, la participation à la vie publique
- . Le droit à l'information, à la liberté d'expression, de pensée, de conscience
- . Le droit de propriété, de protection des œuvres littéraires et intellectuelles
- . Le respect des libertés et droits fondamentaux (vie, sexualité, mobilité, alimentation, habitation, éducation, travail, santé, réunion, mariage...)
- . Les droits économiques, sociaux, culturels, collectifs (non-discrimination, égalité homme/femme, grève, protection sociale, niveau de vie suffisant...)
- . Le droit à la sécurité, la sûreté, la protection, l'assistance
- . Le droit au respect de la dignité humaine, de la vie privée, sociale, familiale
- . La séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire
- . L'égalité des droits et l'équité dans le recours à la justice
- . Le strict respect de tous ces droits par les États et leurs représentants

Il y a démocratie et démocratie

La démocratie ne s'examine pas uniquement à l'aune de la réalité contemporaine ou de la realpolitik, mais surtout de manière historique par l'ensemble flagrant de ses manquements, imperfections et retards. En d'autres termes, n'est pas une démocratie le pays, le système, le régime ou la gouvernance qui utilise massivement la manipulation des masses, la violence, la peur, la contrainte, le rapport de force et/ou la désinformation contre le citoyen et le peuple. De la même manière, est une moitié de démocratie, tout ce qui privilégie l'institution avant le citoyen, les devoirs et obligations avant les droits et libertés, l'état régalien avant la volonté du peuple.

Par principe, la démocratie est un combat permanent contre...

- 1.** Tout système dominant verticalisé favorisant le Goliath institutionnel contre le David anonyme, en faisant prévaloir une indifférenciation non respectueuse face aux attentes du citoyen moderne.
- 2.** La séparation nette entre l'État et ses administrés avec au milieu toute une technocratie aux ordres, une cohorte de servants et collaborateurs rémunérés par les citoyens eux-mêmes (population), dont ils sont censés contrôler et surveiller le moindre écart au nom de l'administration du bien commun.
- 3.** La manipulation officielle des masses, le brouillage idéologique, médiatique, religieux et culturel, lorsque ceux-ci agissent à la source même de la conscience humaine, de l'activité psychique et cognitive des individus.
- 4.** Le détournement de la conscience individuelle par le matricage éducatif et le formatage des esprits et comportements dans une finalité de soumission, d'asservissement, de suivisme, de conditionnement, de contrôle direct ou indirect des conditions humaine et citoyenne.

Les fondamentaux de la démocratie et de la citoyenneté

Dans le prolongement de l'introduction à la démocratie des Hastags [#1](#) et [#2](#), il est utile de rappeler certains fondamentaux devant normalement s'appliquer dans toutes les démocraties modernes.

Échelle de démocratie à 10 niveaux

Sur une échelle de progrès démocratique, chaque groupe primaire et secondaire, chaque communauté, collectivité, pays ou fédération s'inscrit entre le retour au primitif sauvage (-x démocratique) et le 100% idéal démocratique incluant obligatoirement une population adultisée au sens évolutionnaire. Échelle de démocratie au sens sociétal (hors méthode d'analyse fondée sur des critères spécifiques) :

0 = Aucune vie sociale : Retour à la vie vagabonde, isolée, antisociale, asociale (sauvage, solitaire, ermite, fugitif, marginal...) avec 0% de légalité.

1 = Antidémocratie : Anarchie, démocrature, démocratrapula, ayant pour commun dénominateur le recours à la loi du plus fort, la loi de la jungle, l'exercice légitimé de la violence, de l'agressivité, du rapport de force, de la dominance. Les deux extrêmes sont possibles dans la posture anti-démocratique avec 100% de lois répressives appliqués et 0% de légitimité ou 100% d'action illégales.

2 = Démocratie zéro : Totalitarisme, despotisme avec des règles léonines, discrétionnaires, partiales, injustes, produisant une transgression permanente des droits et des libertés légitimes, le recours abusif au goulag, la prison, l'enfermement, l'esclavagisme, le servage, l'oppression, les pratiques insupportables.....

3 = Démocratie mensongère : Dictature avec 80% à 99% de légalité directive et/ou de règles léonines sous l'égide d'un conservatisme étroit, d'un traditionalisme fort et seulement 1% à 20% d'acceptation de la légitimité sous condition dans l'usage des droits et libertés.

4 = Démocratie naissante : Autoritarisme avec 66% à 80% de légalité directive (fascisme, directivisme, hiérarchisation fortement verticalisée...) et 20% à 34% d'acceptation de la légitimité sous condition dans l'usage des droits et libertés.

5 = Démocratie insatisfaisante : Autocratie avec 50% à 66% d'imposition d'un cadre légal servant d'abord les intérêts des dominants (césarisme, obéissance, discipline...) et 34% à 50% de légitimité sous condition dans l'usage des droits et libertés.

6 = Démocratie partielle : République, monarchie, oligarchie, régime parlementaire, fondé sur la représentation (intermédiaires, élus, députés, sénateurs...) avec 50% de légalité imposée (égalitarisme dogmatique, contractualisation, conformisme, délibération organisée, vote entonnoir...) et 50% de légitimité sous condition dans les droits sociaux, civiques, citoyens, économiques...

7 = Démocratie majoritaire : Citoyenneté participative bénéficiant de 50% à 66%, d'accès aux revendications et de prise en compte des attentes légitimes du citoyen (affirmation de soi, prise d'initiative, donnant-donnant participatif...) avec 34% à 50% de lois et règles d'encadrement général à suivre.

8 = Démocratie satisfaisante : Citoyenneté avancée habilitant au plus près de la vie locale la prise de décision, le contrôle des programmes et des mesures votées par les citoyens eux-mêmes, sans passage ni filtrage par des intermédiaires ou délégation institutionnelle (les élus ne font que gérer sous contrôle régulier la situation). La conduite de l'État et la gestion nationale font

l'objet de conseils de surveillance spécialisés par grands domaines d'activité, ainsi que par un conseil suprême représenté par des citoyens compétents provenant de chaque conseil de surveillance (1 homme = 1 voix). Il s'agit de prendre en compte entre 66% à 80% de légitimité dans les décisions prises et actions menées (vision globale, anticipation, partage, bienveillance, humanisme...) avec 20% à 34% de cadre judiciaire et règles d'encadrement général.

9 = Démocratie parfaite : Citoyen adultisé, autonomisé, appliquant couramment l'ensemble des valeurs évolutionnaires (aboutissement de soi, intelligence relationnelle partagée, gagnant-gagnant) en ayant la capacité légale et légitime de décider et agir seul à partir d'un multichoix, d'une offre alternative élargie, d'options diverses, avec 80% à 100% de légitimité dans l'ensemble des activités privées, sociales et publiques et 0 à 20% de lois et règles d'encadrement général à suivre dans l'esprit et non la lettre.

*Par **légalité** directive et règles d'encadrement général, il faut entendre l'imposition restrictive et obligatoire de prescriptions, mesures et lois à suivre au sein de l'espace public.*

*Par **légitimité** sous condition, il faut entendre la prise en compte des attentes, besoins et demandes des citoyens dans leurs domaines privés d'activité, de vie, d'initiative.*

Les socles formant la Vraie Démocratie

La pratique de la démocratie ne doit pas reposer sur des idéaux interprétables à souhait, mais sur des faits, des socles solides, positifs, constamment ouverts au progrès, et cela directement en faveur des citoyens. Elle ne doit pas s'interpréter et s'appliquer en fonction directe de dogmes et fondements conservateurs imposant une structuration dirigiste, voire autoritaire, favorable aux systèmes politiques, institutionnels, organiques et minorités influentes en place. Par principe sociétal évolutionnaire, tout citoyen est en droit d'exiger 10 fondements permanents, inaliénables et non négociables afin d'éviter toutes les déviations, déformations et perversions issues du mauvais usage de la démocratie.

Les 10 fondements et socles formant la Vraie Démocratie

1. Pleine et entière souveraineté du peuple face à l'exécutif, au législatif, aux pouvoirs publics, aux institutions, quel que soit le régime politique en place. Par principe l'état de démocratie repose sur une totale laïcité (liberté de conscience, égalité devant la loi, non-obligation de croyance ou d'idéologie, non-appartenance politique, religieuse ou sectaire).

2. Garantie d'application et de préservation des libertés fondamentales, publiques et individuelles notamment :

- Libertés existentielles (recherche de satisfaction des besoins dominants, euthanasie, IVG...).
- Libertés de choix (décision, prise d'initiative, entreprendre, grève, syndicalisation...).
- Libertés d'action (passage à l'acte, dépassement de soi, rencontre, échange, mobilité...).
- Libertés d'expression (parler en public, opinion, art, communication, réunion...).
- Libertés de penser (croyance, culte, athéisme, idéalisme, théorisation...).

3. Accès permanent aux droits légitimes lorsque ceux-ci sont discernés et conscientisés avec :

- Application du principe de réciprocité, choix minimum entre 2 ou plusieurs

options possibles, accès à l'information 360°, recours aux 34 valeurs évolutionnaires (Hastag [#14](#)).

- Accord amiable, négocié, médiation, valeur accordée à la parole donnée, limitant le recours à l'administration du droit (justice, opérateurs judiciaires).
- Droits légalisés protecteurs : droit à la vie, droit de vote, égalité en dignité, liberté, propriété, sûreté, protection et défense face à l'oppression...
- Contreparties justifiées et équitables : responsabilité, travail, charge ou tâche à accomplir, respect des autres, des règles et des lois, obligation morale de s'opposer à l'injustice, résister à l'iniquité, combattre la violence dominante, refuser l'exploitation des hommes et des femmes, éteindre à la source toute forme de discrimination et manipulation...

4. État de droit citoyen au service principal de l'intérêt général en favorisant toujours en premier la volonté des citoyens et non les positions régaliennes de la gouvernance, le pouvoir politique, religieux, économique et financier en place, avec limitation, voire soustraction du nombre de contraintes légales et normatives en se basant principalement sur l'autodiscipline et le discernement de chacun.

5. Primauté de la majorité absolue des inscrits ou de la majorité qualifiée des votants par un système de votation fondé sur le principe d'un homme/une voix dans le cadre du suffrage universel direct et secret par tout citoyen inscrit sur liste électorale. C'est le refus de l'application du principe de majorité relative par rapport au seul nombre de suffrages exprimés par Oui et Non (inscrits s'étant déplacés pour voter) en incluant, dans le calcul final, la proportion des votes volontairement non exprimés (abstention et vote blanc en tant que refus de l'offre proposée), afin de déterminer la véritable réalité des volontés exprimées.

6. Contrôle du pouvoir des élus par les citoyens de manière régulière, à mi-mandat ou ponctuelle, avec possibilité de « désélire », désavouer, renoncer aux mesures et programmes en cours en les jugeant insuffisants, inadaptés, trompeurs, en retard, hors volonté du peuple. Toutes les représentations et délégations de nature politique, parlementaire, présidentielle, participative, syndicale..., doivent être placées sous la tutelle citoyenne, voire régies par une constitution citoyenne universelle.

7. Contrôle des pouvoirs politiques, hiérarchiques et ceux utilisés par les délégataires (élus, dirigeants, responsables statutaires...) avec la mise en place de contre-pouvoirs d'égale importance dans la décision, la capacité d'intervention, le fait d'ester en justice...

8. Exigence d'une justice équitable garantissant l'impartialité, l'objectivité, l'humanité, la fermeté, la préservation des libertés individuelles, les droits sociaux et citoyens, des revenus égalitaires entre les sexes, les genres humains, les communautés, ainsi que la défense des plus faibles et fragiles (solidarité, partage, protection sociale...).

9. Libéralisme économique pour toutes les parties qui souhaitent échanger, commercer, négocier, faire des affaires, sous condition de réciprocité, de loyauté, d'honnêteté, de respect des règles communes, de libre concurrence, de régulation si nécessaire.

10. Devoir d'agir par tout citoyen à tout moment que ce soit dans le domaine privé, public ou professionnel sur la présence de dangers réels, sur le fait de porter secours, ainsi que **d'alerter** (hors dénonciation, délation, cafardage...) sur des accords secrets néfastes pour la collectivité, sur des pratiques toxiques, sur des mesures liberticides, sur des affaires indélicates concernant les élus, les acteurs des pouvoirs publics, les dirigeants, dès lors que cela affecte la vie des autres citoyens. C'est aussi **exiger une information** vraie, transparente, honnête, précise, anti-mensonge, anti-désinformation, anti-propagande, avec accès aux archives, documents, dossiers, contrats..., au sein de toute entité

morale et publique.

Ce que l'on doit éviter de faire en démocratie

Une société évoluée ne se conduit pas en référence au négatif ou en fonction de la déviance marginale comme c'est trop souvent le cas en matière de production législative. Pour cela, l'exercice de l'esprit de démocratie doit... :

- . Éviter de contribuer à la fausse homogénéité nationale **en privilégiant au contraire** la différenciation et l'hétérogénéité objective fondées sur de solides socles communs en matière de conditions humaine et citoyenne.
- . Éviter le bric-à-brac des corporatismes jaloux de leurs prérogatives et des cercles élitistes pensant pour autrui et influençant le collectif **en privilégiant au contraire** le plus large spectre de différences interindividuelles, communautaires et/ou organisationnelles.
- . Éviter l'empilement régulier de lois, procédures, normes et règlements **en privilégiant au contraire** une fluidité institutionnelle fondée sur l'utile, le meilleur et l'essentiel, via le toilettage et la déconstruction.
- . Éviter toute forme de restriction dans le champ du droit et des libertés **en privilégiant au contraire** l'expansion maîtrisée et discernée des potentiels naturels en les transformant en capacités efficaces et libertaires.

En démocratie, un système demeure imparfait et injuste tant que...

- ... La religion, le fanatisme, la radicalité ou l'idéologie s'impose contre ou avant l'esprit de démocratie.
- ... L'État est au centre décisionnaire de la Nation et reste intimement dépendant des rouages conservateurs du système en place.
- ... Le citoyen n'est pas placé en amont, au centre et/ou dans la finalité de la Nation.
- ... Les élus prétendent incarner la volonté du peuple dans des mandats imparfaits leur accordant plus de pouvoir qu'aux citoyens eux-mêmes.
- ... Certaines minorités influentes et agissantes imposent leurs vues à la majorité et/ou aux autres minorités, par leur capacité de mobilisation et/ou de nuisance auprès des institutions, même s'il est légitime que chaque minorité puisse défendre ses droits.
- ... La relation État/Citoyen est à sens unique de manière descendante dans la réalité quotidienne d'un rapport de force et de dominance évident.
- ... L'outrage à citoyen n'est pas inclus dans la Constitution ou dans le droit pénal, afin de pouvoir préserver le citoyen lambda des excès discrétionnaires des technocrates, fonctionnaires, collaborateurs et servants du système.
- ... Le pays est contrôlé et gouverné par un seul parti dont le pourcentage de représentation est largement inférieur à celui de la majorité du peuple.
- ... Le triptyque Équité / Légitimité / Différenciation pour le citoyen n'est pas appliqué, voire non inclus dans la Constitution du pays.
- ... Le politique au pouvoir défend d'abord son camp ou son idéologie en refusant de prendre en considération l'avis contraire ou différent du sien.
- ... Les différents cercles d'élus, d'élite et d'influents, interagissent principalement entre eux en décidant et en agissant au nom de tous.
- ... La réforme politique, législative, économique et/ou sociale s'impose à tous sans concertation préalable des individus et citoyens concernés.

... La loi imparfaite des hommes s'impose autoritairement à la place de la légitimité naturelle, évidente, discernée.

... Le conservatisme étroit dicte ses usages, pratiques et règles en bloquant ou retardant le processus évolutionnaire moteur du véritable changement.

... L'opposition comme les contre-pouvoirs ambitionnent de devenir eux-mêmes des pouvoirs dominants aux privilèges identiques.

... Les moyens et ressources de la technologie et de l'IA priment sur le discernement humain et les ressources compétentielles.

... L'égalité dogmatique s'impose à tous sans équité ni différenciation des cas, des situations et/ou des individus.

... Le culte de la personnalité sans humilité ni modestie s'impose et perdure chez le politique et dans la politique.

... La mentalité générale ne progresse pas du fait d'un ensemble de filtres, formatages et bridages placés sous contrôle direct des institutions en place.

... Le formatage moral et officiel issu de la culture nationale, de l'éducation de masse, de l'information d'État enferme, encadre, conditionne les jeunes esprits comme les esprits faibles dans des limites consciencielles fortement orientées.

... La prudence collective, le conservatisme docile, le conformisme et autres principes de précaution l'emportent sur le discernement, l'initiative individuelle, la prise de risque maîtrisée, entretenant ainsi de multiples freins et murs face aux attentes individuelles et collectives.

Les 3 niveaux d'antidémocratie

L'antidémocratie se distingue des différentes formes naissantes ou stabilisées de démocratie par des constantes relevant d'un réflexe primaire d'«animalité» humaine légitimant l'exercice de la violence, de l'agressivité, du rapport de force, de la dominance, de la loi de la jungle. Elle peut prendre 3 grandes formes selon les individus, les contextes sociaux et politiques, en reposant sur la seule volonté humaine jusqu'à l'excès et le n'importe quoi individuel :

- **Anarchie** = Désordre volontaire dans lequel les individus agissent de leur propre gré, sans chef ni autorité, sans ligne stratégique ni morale directrice ni organisation structurée ni véritable respect des valeurs évolutionnaires pour les autres, les biens, l'environnement général.
- **Démocrature** = Simulacre de comportement démocratique donnant l'apparence d'être conforme à l'État de droit et aux attentes des populations, ersatz de démocratie revendiquant la légalité des méthodes de gouvernance dans l'exercice directif d'un pouvoir placé sous l'égide de minorités dominantes, voire d'un régime présidentiel classique, sans prise en compte de la volonté du plus grand nombre ou alors en dernier lieu après la défense de ses propres intérêts.
- **Démocrapula** = Apparence d'une vie sociale correctement organisée animée par une mentalité crapuleuse exploitant toutes les faiblesses démocratiques en matière politique, judiciaire, sécuritaire, sociale, économique, financière, culturelle, à partir de règles et codes mafiosques, de corruption à grande échelle, de prédation plus ou moins sophistiquée (industrie du crime, blanchiment d'argent...).

Les principales anti-pratiques démocratiques

Dans la réalité du quotidien, on s'aperçoit que les limites à ne pas franchir par l'autoritarisme, le dirigisme, la violence, la manipulation, afin d'éviter d'affecter ou de transgresser les droits fondamentaux et les libertés humaines et citoyennes ne sont jamais appliquées entre 90% et 100% des principes initiaux, mais presque

toujours à un niveau intermédiaire qui stagne dans certains pays et/ou régimes politiques dits démocratiques autour ou en dessous des 50%. C'est ce constat implicite qui fait que la citoyenneté et la démocratie moderne sont considérées comme intermédiaires, partielles et insatisfaisantes vu du citoyen, mais considérées comme quasi normales, voire souhaitables, dans la conduite de masse de la plupart des systèmes en place. Les raisons chroniques de ces imperfections citoyennes et démocratiques sont toutes corrélatives de la manière dont sont gérés les droits et les libertés en les plaçant sous contrôle permanent de multiples devoirs, obligations et contraintes systémiques. Une somme d'impératifs qui s'imposent le plus souvent sous des prétextes relativement fallacieux de solidarité, de loyauté, d'unité nationale, d'ordre républicain et autres justifications générales, dont on ne voit souvent que la partie congrue. On observe ainsi tout un panel d'injonctions paradoxales vantant d'un côté les mérites de la démocratie, tout en obligeant à accepter et subir avec fatalisme les exigences légalisées, normatives, règlementaires, procédurales, économiques, gouvernementales, systémiques, sécuritaires, idéologiques, communautaires.

C'est le cas notamment avec :

- . L'obéissance inconditionnelle aux directives, règles et instructions provenant du pouvoir en place, des autorités, du commandement, des décisions prises par la hiérarchie.
- . L'application unilatérale et obligatoires des mesures prises et/ou votées par la représentation parlementaire nationale et fédérative.
- . Le forçage administratif permanent impliquant une totale dépendance et conformité civique envers les demandes faites par l'administration.
- . Le poids constamment haussier de la charge fiscale, financière, bancaire, des prix et tarifs, des conditions économiques.
- . Les astreintes imposées dans tous les milieux de vie et d'activité qu'elles soient de nature éducative, formative, relèvent du monde du travail, de la mobilité, de la vie en entreprise, du voisinage...
- . Les règles morales et sociales à adopter pour faire comme les autres et/ou obligeant à suivre les codes en place dans un conformisme plus ou moins hypocrite, afin de ne pas être critiqué, exclu, sanctionné.
- . L'obligation sous-jacente d'appartenance, d'identification, d'adhésion, voire de dépendance, d'allégeance au fonctionnement des systèmes publics, économiques, institutionnels et professionnels de tutelle afin de pouvoir bénéficier de certains avantages et droits.
- . Le suivisme de masse organisé sans tenir de la volonté des citoyens en matière sécuritaire, sanitaire, idéologique, religieuse, sectaire, communautaire..., en devant appliquer des codes contre-nature, non adaptés à appliquer à la lettre et/ou en devant suivre des procédures standardisées, indifférenciées, non personnalisées.
- . Le relatif fatalisme à devoir se satisfaire uniquement et passivement des conditions, des limites et spécificités inhérentes à l'offre sociétale et politique du moment.
- . Le fait de devoir supporter constamment tout un ensemble de micro-piqûres morales, éthiques, comportementales, des micro-sollicitations plus ou moins politisées, aseptisées, propres, politiquement correctes, venant de tous les côtés (médias, associations, ONG, minorités influentes, réseaux sociaux...) disant ce qu'il faut faire, ce qu'il faut penser, ce qu'il faut choisir...

Les 10 postures et attitudes démocratocides les plus courantes

Il y a **action démocratocide** lorsque l'un ou plusieurs des 10 grands socles démocratiques sont affectés entre 51% et 100% sous forme de limitation légale, imposée ou normative, sans l'accord d'une majorité absolue de citoyens. Il y a **régression manifeste** lorsque l'interdiction des pratiques passe en dessous de 80 % des pratiques démocratiques habituelles et une **inversion hautement régressive** en dessous de 50 % des acquis antérieurs. Dans la plupart des pays du monde, le passage de la « ligne jaune » est monnaie courante de la part des gouvernants et des pouvoirs publics avec les 10 principales formes d'inversion, régression, démocratocide :

1. Sélectivité entre genres humains avec :

- Exclusion, ségrégation, différence de traitement, discrimination selon la couleur de peau, le sexe, le pays de naissance, la race ou l'ethnie...
- Catégorisation des individus selon des critères systémiques unilatéraux
- Recours aux préférences entre riche ou pauvre, beau ou laid, connu ou inconnu, diplômé ou non, bien noté ou non, docile et obéissant ou indépendant et résistant.

2. Manque de discernement dans les effets induits (après les conséquences directes) des décisions prises par l'exécutif, les parlementaires, le législatif, l'institutionnel, les acteurs des pouvoirs publics, lorsque celles-ci sont soumises à :

- Une gestion court-termiste des affaires publiques et politiques
- Des enjeux de realpolitik obligeant à réagir dans l'immédiateté
- L'interférence entre les procédures officielles et les situations rencontrées
- La focalisation étroite sur la lettre du droit et non l'esprit du droit
- Au fait de devoir tenir compte de l'opinion publique et pression politique
- Des procédures figées, réglementées, sans aucune latitude d'adaptation
- Une fuite en avant permanente dans la normalisation, législation, taxation

3. Approche manipulatrice des dirigeants, élus, gouvernants, systèmes dominants en matière de :

- Discours public, débat participatif, expression médiatique visuelle ou écrite
- Communication orientée, non authentique, langue de bois, propagation délibérée d'informations partielles favorisant une libre interprétation
- Mensonge effronté et assumé en affirmant des contre-vérités, en niant les faits objectifs jusqu'à inverser en miroir la vérité (voir chez les autres ce que l'on est ou fait soi-même).
- Évitement à aborder la vérité, le cœur des problématiques, par peur des conséquences, s'exposer politiquement, ne pas assumer la responsabilité
- Défense de sa part d'autorité jusqu'à refuser ou repousser celle des autres
- Utilisation biaisée des chiffres et statistiques officielles
- Menace et injonction pour faire peur, dramatiser, faire plier
- Utilisation du couple raison-émotion pour brouiller l'esprit critique, pour embrouiller le jugement

4. Posture politique, dirigeante, institutionnelle sans hauteur de vue ou à la hauteur des véritables enjeux, au mépris des valeurs de dignité, de la parole donnée, de l'intelligence collective et individuelle, par... :

- Un manque de fermeté et de détermination dans le passage à l'acte sans recourir au pur principe de réciprocité et/ou en traitant les événements par les voies administratives, diplomatiques consensuelles, prudentielles,

manipulatrices, en encaissant plus les conséquences des faits de manière unilatérale qu'en affirmant haut et fort sa détermination et sa non-peur de l'autre ou de l'affrontement.

- Des postures trop radicales et intransigeantes lorsque l'on se sent en position de force envers les plus faibles que soi ou, à l'inverse, des postures atténuées dans le politiquement correct et l'apaisement lorsque la balance des risques n'est pas en sa faveur.
- Des raisonnements pseudo-logiques, sophistiques, réchauffés, privilégiant un report à plus tard, le « sans vagues », le consensuel prudentiel.
- Des visions directives idéologisées fondées sur des affirmations autoréalisatrices, des certitudes « incertaines », des croyances religieuses ou mystiques, une morale conservatrice figée.
- Des options politiques archiconnues, passéistes, par facilité ou populisme.
- Des attitudes fatalistes, résignées, acceptant sans discuter, sans s'opposer, sans combattre des choix contraints, sans courage de rupture avec l'existant.
- Des choix et options stéréotypées, standardisées, sans innovation ni aucune avancée, par peur d'un retour de manivelle, de sanction, de rejet.

5. Orientation légale et/ou administrative du vote citoyen en faisant prévaloir les règles historiques et/ou constitutionnelles pour justifier :

- Un choix restrictif Oui ou Non décidé à l'avance par les partis en lice
- La non-acceptation du principe 1 homme/1 voix
- La non-prise en compte de la volonté des inscrits abstentionnistes
- Le contrôle systémique et statistique du processus de vote entonnoir
- le détournement, le refus ou le déni des résultats électoraux
- Opposition radicale, voire malhonnête, après une défaite loyale

6. Recours systématique à l'égalité dogmatique comme méthode indifférenciée de gestion des rapports croisés entre l'État, les systèmes dominants, les organisations collectives et les citoyens, en vue principalement de :

- Endiguer, réduire, stopper, les velléités des individus et des citoyens dans leurs attentes légitimes d'écoute, de reconnaissance, d'autonomisation, de différenciation, sous prétexte d'unité collective, d'homogénéité nationale, d'application de la lettre de la loi, de la règle et/ou de la même procédure pour tous.
- Protéger les grands intérêts des pouvoirs et influents en place, la structure sociale fondée sur la hiérarchisation dans le rapport d'autorité et de dominance, comme digue artificielle « citoyennicide » privilégiant la raison systémique au discernement humain et citoyen.
- Imposer des lois et règles à vocation générale qui soient inviolables, incontournables, non contestables, par la force de la légalité et des risques associés pour ceux et celles qui prennent le risque de s'en détourner.
- Ne tenir aucun compte de la volonté, du bon sens, des attentes légitimes et spécifiques du corps social, en se cachant derrière le bouclier de la loi, des dogmes procéduraux, des doctrines idéologiques, de l'institution judiciaire.
- Lisser tout le monde vers le milieu de la médiocratisation, c'est-à-dire ni vers le haut incontrôlable de l'adultisation ni vers le bas primitif et/ou trop abêtissant d'une condition humaine inacceptable, en jouant sur la standardisation des procédures et processus, sur les mêmes obligations identiques pour tous et l'ensemble des autres, sans faire ainsi de jaloux, de déçus, de frustrés, en nombre trop important.

7. Excès de pouvoir, d'autorité, d'importance, accordé à certains élus, politiciens, technocrates, représentants et hauts fonctionnaires de l'État, dirigeants et managers d'entités privées qui en profitent pour... :

- S'approprier statutairement des droits discrétionnaires, des prérogatives, une audience communicationnelle dans les médias, des avantages léonins dans leurs missions, une permissivité élargie pour eux-mêmes.
- Abuser d'une position dominante en imposant une vision directive des choses, en maltraitant psychologiquement les individus, en donnant des ordres égocentrés, en humiliant autrui, en profitant financièrement de la situation, en jouant sur la faiblesse ou la dépendance des individus...
- Mener une opposition systémique des politiques en place, des décisions et mesures prises, en critiquant sans cesse ce qui est fait, en proposant le contraire ou un retour en arrière sans vraiment faire preuve d'imagination ni d'avancées évolutionnaires au profit du citoyen lui-même.

8. Traitement injuste, inhumain, indigne, insensible, méprisant, cruel, odieux, envers certains individus-citoyens (pratiques discriminatoires, enfermement, torture, sévices, élimination...) en abusant de... :

- Violence psychologique, harcèlement moral, violence physique, sexuelle.
- Cynisme via un manque de respect, mépris, abaissement, humiliation, marginalisation.
- Dénî, hypocrisie, lâcheté, manque de loyauté, défaut d'honnêteté intellectuelle, absence d'honneur et de dignité, désinformation, pratiques manipulatoires en n'assumant ni les actes ni les dires.

9. Astreinte, coercition, devoir imposé sous prétexte d'égalité, respect de l'ordre, protection des systèmes en place, en n'hésitant pas à accumuler sans cesse les interdictions, les formes de délit, les condamnations, les normes à suivre par le biais de législateurs politisés du moment (ministre, parlementaire, député, sénateur, haute technocratie...) sous forme de... :

- Nouvelles lois, règles et obligations, taxations, contributions et impôts, mesures liberticides à vocation anti-réciprocité, anti-bienveillance, anti-solidarité citoyenne, et/ou affectant directement par le bas du possible les conditions de vie des citoyens concernés.
- Distinction de sens et de destination entre les pratiques des représentants officiels et assermentés jugées normales (citoyens systémisés ou qui défendent le système) et celles pratiquées par les citoyens lambda anonymes sans autorisation ni consentement préalable.

10. Offre politique volontairement limitée ou chroniquement insatisfaisante du fait des empêchements structurels, administratifs, juridiques, des pressions exercées par les minorités conservatrices influentes, mais presque toujours fondamentalement inadaptée aux attentes du citoyen lambda dans sa Demande de changement et d'amélioration de ses conditions de vie collective, en proposant systématiquement à la place... :

- Une Offre généralement relookée sur la forme par le jeu du marketing, mais rarement sur le fond en restant indéfiniment limitée, partielle, inadaptée, inadéquate, centralisée, directive.
- Une communication de plus en plus omniprésente remplaçant les actes par la virtualité évocatrice des mots et des images, l'aseptisation du raisonnement dans la langue de bois et le politiquement correct.
- Des messages principalement non adultisés, infantilisans, culpabilisans, moralisans (type sécurité routière en France), les publicités énervantes 10 fois

par jour sur la même chaîne (type « Comme J'aime » en France), des débats soulants avec une répétition en boucle sur les chaînes d'information en continu ou JT (type Covid, sanitaire, politique, climat, écologie, conflits extérieurs...)

L'Auberge espagnole de la démocratie

La référence à la démocratie est fortement subjectivée et sujette à des interprétations multiples associant les idéaux libertaires à des pratiques légales. Sous l'égide du bouclier d'un droit « universel » chacun comprend, interprète, légitimise ce qu'il fait, ce qu'il entend, ce qu'il comprend, par rapport à la représentation faite des idéaux de la démocratie. C'est le principe de l'auberge espagnole au sens trivial qui prédomine, permettant ainsi de justifier à tout moment son propre comportement, ses propres attitudes, ainsi que ceux et celles d'autrui. Toutefois, derrière les bonnes intentions volontarisées, raisonnées, réfléchies, conscientisées, l'idéalisation du modèle démocratique se transforme presque toujours en pratiques beaucoup moins fun largement altérées, rigidifiées, restrictives, considérées comme plus pragmatiques. On en arrive ainsi à tout justifier par le verbe selon son orientation éducative, politique, syndicale, idéologique, religieuse, dirigeante..., jusqu'à présenter le contraire de la véritable démocratie en utilité nécessaire. Ce détournement de sens relève exactement du même processus mental inversif utilisé dans la plupart des croyances sectaires, religieuses et politiques systémisées et institutionnalisées (Hastag #2). On passe ainsi d'une posture et/ou d'un message initialement simple, humaniste, altruiste, bienveillant, solidaire, équitable, fraternel, à un habillage communicationnel et marketing beaucoup plus solennel et sophistiqué masquant souvent des intentions vénales, de pouvoir ou de domination. Le 180° inversif (parfait contraire des idéaux de démocratie) est atteint lorsque la pure et bonne intention de départ devient par le filtre malade ou déformé d'esprits psychorigides, intolérants, agressifs (fanatique, intégriste...), une arme de conquête intolérante et autoritaire, de soumission et d'obéissance massive, d'offre unique anticoncurrentielle.

Est-il normal d'abuser légalement de la démocratie ?

La démocratie est très sensible à la défense du droit, des valeurs morales, de la vérité, de l'objectivité des faits, de l'intégrité des individus (honnêteté, esprit de responsabilité...). Elle est de ce fait parfaitement manipulable dans tous les sens du terme (influençable, trompable, déformable à souhait), dès lors que la bêtise humaine et l'intelligence malsaine s'en mêlent. Aussi, la question se pose de savoir si l'on doit défendre coûte que coûte les torsions sémantiques appliquées à l'existant démocratique de son propre pays, parce que c'est comme ça, parce qu'il y a pire ailleurs ou que l'on estime culturellement et idéologiquement que c'est satisfaisant en soi. Doit-on dès lors accepter par nationalisme, parti pris, croyance, crédulité, que ce qui est fait et dit par les autorités de tutelle, les partis politiques, les représentants du peuple, les entités et organismes influents, est suffisant et acceptable comme seule vérité sans rien exiger de plus ?

Doit-on accepter, valider, tout ce qui ressort de la notion de démocratie... ?

La notion de démocratie est devenue un mot sanctuaire en partie vidé de son sens par tous les régimes politiques au pouvoir, mis à toutes les sauces du

moment en étant constamment détournée, violentée, trahie, abusée. La maltraitance de la démocratie est monnaie courante sous les yeux de chaque citoyen, jusqu'à devenir des points aveugles dans la conscience individuelle et collective. C'est le cas notamment avec une vingtaine de constats concernant... :

- . **Le pouvoir unilatéral et descendant** de l'élu national, faisant qu'un seul homme ou une minorité d'hommes au pouvoir décide du destin collectif, de la vie et de la mort, de la souffrance, de la frustration, de l'insatisfaction de milliers, de dizaines de milliers, de centaines de milliers, voire de millions d'hommes et femmes.
- . **La séparation permanente des pouvoirs** entre ceux qui décident bien ou mal (élus, gouvernants, dirigeants) en fonction d'un statut prédéfini s'imposant en l'état, et ceux qui agissent sur le terrain du quotidien (actifs, entrepreneurs, citoyens lambda...), comme s'il existait une frontière hiérarchique infranchissable entre les décisionnaires non actifs et les actifs non décisionnaires.
- . **La parole décisive des gouvernants** et décisionnaires lorsque celle-ci est fondée sur des vérités toutes faites, des certitudes à l'emporte-pièce, des contre-vérités, ainsi que sur les mêmes antiennes, les mêmes narratifs, les mêmes raisonnements en boucle, dans la conduite des hommes et des affaires.
- . **La realpolitik court-termiste** lorsque celle-ci entraîne tout le corps social dans la même direction à partir d'excès de pouvoir, d'abus de directivité et/ou en limitant les libertés individuelles et collectives sans contrepartie ni réciprocité. C'est aussi se cacher derrière les mots (urgence, principe de précaution, sécurité, ordre...) pour masquer un manque de volonté dans l'action ou de courage à traiter le fond des choses.
- . **Le dépassement légal des lignes rouges** lorsque cela arrange le pouvoir en place, alors qu'il punit allègrement ceux et celles qui le font sans son consentement. C'est aussi le deux poids deux mesures avec le peu d'audace dans l'engagement en faveur des autres, pour leur sort, leurs souffrances, leurs difficultés, en préférant libérer sa conscience par le verbe et la communication abondante, par des petits pas prudents ou diplomatiques, en regardant de côté ou en tournant la tête, alors que l'émotion est inversement forte et l'implication hautement prioritaire lorsque cela concerne directement les siens et ses propres intérêts, même sans commune mesure.
- . **Le constat récurrent** que la réalité vantée dans les moyens disponibles et/ou les actions menées est généralement nulle avant l'évènement (non-qualité, impréparation, non-anticipation, mauvaise décision...), moyenne pendant l'intervention (erreur, précipitation, manque de coordination...) et bonne après (explication, analyse, histoire racontée...).
- . **L'adaptation post-législation des lois** et devoirs dans leur degré d'application en fonction directe des individus concernés, en les minorant chez certains (personnes riches, d'influence, de pouvoir), en les augmentant chez d'autres (citoyen lambda, exemplarité recherchée...) et/ou par l'influence mentale exercée (ressenti, psychologie, cognition, intellectualisation, conscientisation) par les auxiliaires de justice (avocat, procureur...) selon la puissance évocatrice des mots utilisés (vocabulaire, argumentation, couple raison-émotion).
- . **Le défaut de parole d'honneur** des États, pays et dirigeants, malgré toutes les solennités officielles et engagements pris, en n'honorant pas les valeurs auxquelles ils se réfèrent en mentant ouvertement, en étant hypocrite, en se plaçant au-dessus des lois communes, en n'hésitant pas à faire marche arrière, à ne rien faire, à faire le contraire de ce qui a été dit et signé, selon le sens du vent. Dans les faits, la parole étatique comme celle des systèmes dominants est

- souvent remise en cause ultérieurement ou plus subtilement interprétée, faisant que l'on ne peut se fier durablement aux promesses politiques qui « n'engagent que ceux qui y croient ».
- . **Le vote entonnoir** devenu la pratique majeure de tous les États républicains et monarchiques en étant placée sous le contrôle amont des pouvoirs en place dans un choix souvent restrictif et orienté. La décision citoyenne relève généralement d'une offre alternative en forme de goulet à prendre ou à laisser sans véritable latitude de choix différent ou personnel. C'est l'exemple type de la démocratie systémisée, partielle, voire pseudo-démocratique.
 - . **Le sanctuaire de la laïcité** autorisant le libre exercice des cultes et de l'athéisme sous condition préalable de respecter, suivre et subir le modèle républicain ou monarchique en vigueur dans ses pratiques légales, autoritaristes, dirigistes, directives, conformistes, conservatrices. L'éclairage républicain de la laïcité n'est pas tout à fait celui de la pure démocratie qui devrait en faire un espace ouvert, équitable, tolérant, envers toutes les pratiques sociales, religieuses, culturelles, en appliquant un véritable adultisme citoyen placé sous l'égide de valeurs évolutionnaires dont celle de la réciprocité légitime.
 - . **La forte dégradation et transformation** entre l'idée initiale, la promesse, la déclaration, la proposition (100% au départ) et la réalisation finale du fait des compromis, des freins et obstacles en chemin, des pressions exercées, des lois en vigueur..., jusqu'à atteindre un niveau très bas de 10% ou 20% au final, voire souvent moins ou l'inverse, en dénaturant ainsi délibérément l'essence même de la démocratie.
 - . **Le caractère marginal de nombreux sujets médiatisés**, d'exemples valorisés et mesures prises ou à venir, avec une com' politique largement autosatisfaite d'elle-même et/ou ayant réponse à tout, faisant croire implicitement que tout va bien, que cela est un « plus », est ou sera disponible bientôt, partout ou presque, alors que ce n'est objectivement pas le cas.
 - . **Les zooms médiatiques incessants** faits autour du moindre propos du moindre leader politique national ou étranger, de ses déplacements, de ses prises de position et états d'âme, comme si la vie collective devait forcément tourner autour de la volonté des mêmes individus, que tout dépendait du bon vouloir de quelques hommes et femmes, réduisant ainsi le champ de la démocratie et de la citoyenneté dans une focale hyper étroite allant jusqu'à l'absurde démocratique.
 - . **La non-écoute et fin de non-recevoir** de la volonté des citoyens lorsque ceux-ci s'expriment publiquement (lettre ouverte, manifestation de rue, débat...) face aux décisions prises par les parlements et gouvernements en place, lesquelles ont tendance à s'imposer comme autant de dénis évidents de démocratie devenus normaux et légalisés.
 - . **L'application de la TVA** jugée à tort indolore pour l'économie, car déjà incluse dans le prix affiché, sauf que celle-ci augmente artificiellement les prix et tarifs (entre le HT et le TTC) et que quelqu'un la paye forcément au final (le consommateur particulier) en réduisant d'autant le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes et des personnes les moins riches. Seules les personnes morales (entreprises) en profitent de manière quasi indolore en la collectant pour le compte du fisc (sur les ventes), puis en la déduisant au prorata des achats pratiqués (TVA récupérable), tout en conservant financièrement une partie du fait des règles comptables appliquées. Tout ce qui dépasse la limite d'un taux raisonnable entre 10% et 15% (pour les taux les plus hauts) devient budgétairement handicapant pour le citoyen-payeur, sauf avec la mise en place de contreparties fiscales, de réduction d'impôt au prorata des dépenses utiles engagées (démocratie avancée).

- . **Le prix à payer de la connexion au monde** (globalisation, mondialisation, échanges internationaux) impliquant le recours à des pratiques administratives, commerciales, économiques, financières, à la limite de l'esprit démocratique (autorisation, interdiction, sanction, concurrence déloyale, guerre des prix, compétition douanière, taux d'intérêt, taux monétaire...). Il en résulte des rapports de force permanents entre acteurs de pays dits démocratiques jusqu'à la dictature de l'Offre sur la Demande du fait des grands groupes industriels, des multinationales, des organismes bancaires, assurantiels et financiers, des fonds d'investissement, qui ne cherchent *in fine* qu'à s'enrichir sur le dos des populations.
- . **Le jeu trouble de certains** en laissant faire sans rien dire, sans appliquer la réciprocité, la fermeté, la méthode 1.2.3 (Hastag #25), afin de rééquilibrer sainement les rapports et/ou remettre les compteurs à zéro, dès lors que cela les arrange ou crée des freins, des pièges, des problèmes, des handicaps pour les autres.
- . **Le recours à la méritocratie sélective** (Hastag #36) en adoubant et valorisant d'abord tous les servants et collaborateurs des grands systèmes en place, ceux et celles ayant rendu de grands services à l'État, même s'ils se sont comportés hors esprit de démocratie et/ou contre les intérêts du citoyen lambda.
- . **Le fait de noyer constamment le poisson** sur les grands sujets sociétaux sensibles, cruciaux, essentiels, dangereux pour le gouvernement ou les relations en géopolitique, en limitant volontairement l'accès au cœur d'information (vérité à ne pas révéler, intention cachée, entente...), tout en tournant allègrement autour en cloisonnant et saucissonnant les messages délivrés, en éclairant uniquement certains faits et pas d'autres, en survolant rapidement tout ce qui est sensible et non politiquement correct, en saturant sur ce qui est accessoire (secondaire, non impliquant, protecteur d'intérêts...), vendeur (audience, notoriété, publicité) et/ou émotionnellement porteur.
- . **La défense systématique de ses proches** dans la famille, dans l'entreprise, dans le groupe d'appartenance, voire son pays, jusqu'à pointer du doigt la responsabilité totale des autres, même sans preuve et/ou sans véritable discernement ni objectivité, alors que les décisions prises ou les actes commis par certains membres connus sont éminemment contestables.
- . **Les multiples techniques de marketing** utilisées de manière plus ou moins ingénieuse et intrusive (publicité, marketing direct, marketing vente, marketing émotionnel, marketing digital, marketing politique, marketing relationnel, marketing de contenu...), afin d'abuser de la crédulité de l'utilisateur, du consommateur, de tromper sur la réalité de l'offre, d'orienter malhonnêtement les décisions de vote ou d'achat, jusqu'à l'aberration paradoxale de faire payer cher des produits en faible quantité ou des services insuffisants (shrinkflation, shrinkfashion...).
- . **L'outrance communicationnelle et médiatique** utilisée comme arme de manipulation de masse, d'influence profonde des esprits, à chaque fois que l'offre est insuffisante, que les mesures ou réponses sont inadaptées, qu'il existe un manque patent de courage dans les décisions prises, ou encore que prédomine un mauvais rapport qualité-prix ou une faible qualité de services, en faisant le contraire de ce qui fait, dit et écrit par ailleurs, avec un abus de messages rassurants, l'illusion des images, la virtualité des raisonnements tenus, en jouant sur le large spectre d'interprétation des mots.

Lutter contre la contamination antidémocratique dès le plus jeune âge

Le cerveau humain est le principal centre d'application de la démocratie et de la

citoyenneté. Tout part du cerveau humain et tout revient au cerveau humain, faisant que fondamentalement et psychologiquement les choses n'ont d'importance que si on leur en donne, de concrétisation et de matérialisation que si la volonté s'en mêle. La manière dont on perçoit la réalité par les effets du matricage éducatif et culturel, du formatage mental et moral, du conditionnement comportemental, informationnel et idéologique quotidien (via notamment les « media mainstream »), est décisive pour accorder de l'importance ou non, de la relativité ou non, aux faits d'actualité et aux phénomènes liés à la vie sociale et collective. C'est la raison pour laquelle, l'esprit de démocratie doit éviter « l'infestation » dans le cerveau du futur citoyen lambda (donc dès le plus jeune âge) de dénis publics, de mensonges assumés, de remises en cause sans preuve, de mythes historiques relevant d'affirmations fallacieuses ou fantaisistes..., altérant à la source du cognitif la compréhension, la perception, la conscientisation par une... :

- . Différenciation sociologique par le sexe et le genre, la couleur de peau, l'origine de naissance, l'anatomie, le type d'intelligence, le lieu de vie...
- . Éducation culturelle (officielle et familiale) orientée 2D (Hashtag [#15](#)) avec une morale et une vision manichéiste, la nécessité du rapport de force et de dominance, la discrimination et la sélectivité comme moyen de s'imposer soi-même...
- . Opposition systématique, intolérance face aux autres cultures, idéaux, modes de vie, en s'appuyant uniquement sur une vision focale étroite de la réalité.
- . Adhésion monocentrée sur les principes, idéaux, dogmes, provenant de tel ou tel régime politique ou sectarisme, telle idéologie ou religion, limitant l'exercice du véritable libre arbitre.
- . Médiatisation de masse productrice de désinformation, de détournement de la réalité, de travestissement des faits, de centration anormale de la réalité du monde...
- . Soumission inconditionnelle à la hiérarchisation verticalisée, à l'autoritarisme statutaire, au dirigisme rigide par le pouvoir, aux contraintes conservatrices issues d'un passé révolu ou décalé des attentes du présent...
- . Prédestination sociale animée de fatalisme à devoir supporter la normalité de différentiels de pouvoir d'achat, de niveau de vie, de bien-être, de limitation des droits et libertés.

Revoir la notion d'égalitarisme dans la condition citoyenne et la démocratie ?

L'égalitarisme en démocratie n'est pas seulement dans le rapport à la loi, à l'autorité, au civisme, aux usages imposés, mais doit s'appliquer également dans l'ensemble du spectre des activités humaines et sociales. Le problème numéro 1 de la démocratie, et de loin, est la prise de pouvoir permanente ou directive par des minorités influentes d'acteurs (politique, religion, économie, média, sécurité, association, organisation...) imposant leurs règles et visions au plus grand nombre. Ce simple constat prouve combien l'égalité citoyenne en démocratie (et ailleurs) est une parfaite illusion, un mensonge sociétal bien plus que d'État. Bien d'autres constats le prouvent (Hashtags [#6](#), [#10](#)), faisant que tant que les modèles républicains modernes de démocratie s'en inspirent le faux côtoie constamment le mauvais. La véritable égalité en démocratie nécessite de pouvoir marcher sur les « **2 jambes à la fois** » en associant à parité gouvernance et citoyen, droits et devoirs équilibrés, bienveillance et fermeté, prévention et astreinte, solidarité et

termes de réponse proportionnée, la violence légitime l'est également sous condition de réciprocité adaptée. L'approche démocratique suppose toutefois que la violence légitime provenant de l'individu ne s'applique que dans un cadre conscientisé et prédéterminé. Un cadre qui repose au départ sur la tolérance, voire la bienveillance, mais aussi en cas de récurrence ou d'attaque frontale, le recours ferme à la méthode 1.2.3 (Hashtag #25) ou à une réponse légale selon les situations d'urgence ou non. En ce sens, la démocratie doit être autant de nature légaliste que de nature légitime, autant ferme que bienveillante, autant tolérante qu'adepte du principe de réciprocité proportionnée. Sans l'équilibrage permanent de cette balance démocratique, toute référence à la démocratie devient « démocratocide » en devenant soit autoritaire, rigide, dirigiste ou fille facile à la fois indigne, immorale, molle, versatile, inconsistante. Il est donc nécessaire de pouvoir s'appuyer en permanence sur la seconde relation suivante :

Tolérance, bienveillance initiale + méthode 1.2.3



Violence légale et/ou légitime



Réciprocité proportionnée + fermeté

Démocratie, le meilleur des modèles politiques et sociaux avant tous les autres

Bien appliquée, la démocratie est de loin la meilleure façon d'aborder la citoyenneté en mode collectif, de respecter l'intégrité physique, morale et intellectuelle de chaque individu, de faire progresser l'humanité vers le haut de ses potentiels et capacités en tant qu'espèce supérieure du vivant. C'est également le cadre idéal pour pouvoir appliquer soi-même des valeurs fortes, durables, enrichissantes, solidaires, permettant d'atteindre un relatif bien-être intime et collectif. Mal appliquée (excès de lois et de régulation normative, État de droit dirigiste et répressif, libéralisme débridé...), la démocratie devient vite la source de tous les grands maux sociétaux connus. Derrière la justification politique du traitement incessant des causes factuelles et conjoncturelles jugées déviantes ou hors normes, elle atrophie à la fois la source du comportement humain et crée les conditions du dérèglement du moteur social et économique. Elle produit sans vraiment le vouloir des effets souvent bien pires que ceux observés dans la plupart des modèles basiques fondés sur l'autocratie, le communisme, le totalitarisme, le despotisme, la royauté, le féodalisme, le tribalisme... C'est la raison pour laquelle, chaque citoyen sain de corps et d'esprit doit constamment se battre face à la détérioration des idéaux démocratiques, résister avec courage contre toute forme d'injustice, affirmer son autonomisation et libre arbitre à l'encontre des tentatives de soumission et de domination, donner de son temps et de son énergie, voire sa vie si nécessaire, pour les autres, ses proches, les générations à venir, bien plus que pour la seule défense du gouvernement ou régime politique en place (nationalisme, chauvinisme, patriotisme fasciste ou radical...). Il s'agit également d'éviter une « mauvaise » sédimentation sociale à grande échelle reposant sur le neutralisme peureux et prudentiel, sur des postures de badauds passifs et suiveurs, sur l'usage médiatique d'un verbe illusoire, idéologisé ou d'opposition destiné à vendre la virtualité d'autre chose. En un mot, la référence à la démocratie doit éviter de tomber dans le piège de l'autojustification d'elle-même, de ses moindres faits et

gestes, sous prétexte de droits et de libertés.

Le pire est atteint dans une nation dite démocratique lorsque ses principaux acteurs décisionnaires, gouvernants et cortège de serviteurs d'État deviennent objectivement malsains (affaires, mensonge, déloyauté, contre-vérité, malhonnêteté intellectuelle, focalisation mentale paranoïde, rigorisme intolérant, répression avant prévention...), non pour défendre leur propre régime ou parti politique, mais en ne se souciant nullement des effets toxiques sur leur population, l'image et l'avenir de leur pays. Ainsi, lorsque l'on assiste encore au début du XXI^e siècle au spectacle donné par plusieurs grands dirigeants de grands pays ([Poutine et son régime](#), [Trump et les trumpistes](#), [Xi Jinping](#), [Loukachenko](#), [Kim Jon-un](#), [Erdogan](#), [Bachar al-Assad](#), [Ayatollahs et Mollahs intégristes d'Iran](#), [Corée du Nord, dirigeants et dictateurs corrompus en Afrique, Eurasie Amérique Latine et du Sud...](#)) on est consterné devant la petitesse de ces hommes à la grande capacité de nuisance. Le spectacle donné par une poignée d'individus « mal œuvrant » au destin collectif et/ou privilégiant leurs propres intérêts ne doit pas s'associer aux fondamentaux sacrés de la démocratie (et de la République), même si des majorités de citoyens mal informés, conditionnés ou peu discernés, l'ont décidé ainsi par leur vote du moment. La règle à appliquer est alors simple et consiste en l'application d'une pure réciprocité différée, ou à tel moment opportun, en se défaisant de tout ce qui a été fait par le « démocratocide » en jetant son « œuvre », voire son nom, dans la grande poubelle de l'histoire. Faire payer par **l'oubli** celui ou celle qui manipule et maltraite la démocratie (et le lui rappeler régulièrement) est sans doute la sanction la plus forte qui soit, bien avant la critique, l'amende, la prison ou la mort.

En attendant, il convient d'éviter, chacun à sa manière, que la démocratie soit phagocytée de l'intérieur du fait d'ultras conservateurs, d'usages liberticides normalisés et/ou par des pratiques systémiques et étatiques détournées pourtant chargées de la défendre. La défense citoyenne parallèle à la défense civile doit veiller à ce que les acquis démocratiques ne soient pas réduits, dénaturés, malmenés, accommodés à toutes les sauces et/ou selon la volonté des influents, décisionnaires et autres acteurs malsains de terrain. Dès lors, le problème en démocratie (la vraie) n'est pas et ne sera jamais la crédibilité et la confiance en faveur de ses principes actifs et valeurs évolutionnaires, mais dans la manière dont les hommes les utilisent, gouvernent et agissent en son sein. C'est la raison pour laquelle chaque « cellule » de démocratie doit pouvoir s'exprimer à son échelle : individu et vie privée, sociale, professionnelle ; citoyen et vie civique, politique ; couple et vie en ménage ; famille et vie parentale ; groupe primaire, secondaire et vie collective ; collectivité, organisation et vie communautaire, nationale, fédérale... Il suffit que l'individu, le citoyen et la citoyenne lambda décident par eux-mêmes d'appliquer les **34 valeurs évolutionnaires** dans leur vie quotidienne (Hastag [#14](#)) pour que l'horizon s'illumine de nouveau. Si les citoyens systémisés (élus, fonctionnaires, agents des forces de l'ordre, technocrates) font de même et pratiquent les **principes actifs de l'assertivité** (Hastag [#28](#)), alors c'est tout le ciel sociétal qui peut redevenir bleu rapidement sur chaque territoire concerné.

Les 20 principaux mythes de la démocratie

L'histoire de l'humanité pullule de faits historiques qui, partant d'une bonne intention de départ (mais pas toujours), finissent par jouer contre les intérêts des peuples, des régimes et des pays concernés. Que la démocratie soit traitée de

manière dure et implacable, aveuglée par l'ordre, le pouvoir, l'idéologie, ou en se montrant plus laxiste, indulgente, faible en détournant le regard, elle alimente tout un ensemble de croyances dans l'idée de liberté, de droits et capacités d'agir, d'imposition de soi et d'égoïsme, de statut social supérieur aux autres. Autant de croyances qui sont de véritables portes d'entrée grandes ouvertes aussi bien par l'éducation, la politique, la religion, la culture, l'économie, la finance, la sécurité, les technologies, l'IA... Des failles sociétales qui favorisent un entrisme propice à toutes les formes d'extrémisme, de radicalité, d'intégration d'individus porteurs de malice aussi bien dans les pouvoirs publics, l'administration, que les entités et organisations de la société civile. Les erreurs classiques en démocratie sont légions à partir de l'interprétation faite pour chacun des 20 principaux mythes modernes conduisant au final **à croire que...** :

- . **La liberté et les droits pour tous** : ... l'on peut tout faire, que tout est permis dans la sphère privée et sociale à partir du moment où l'on devient majeur et citoyen reconnu, que l'individu depuis l'enfance bénéficie de droits identiques à tous le protégeant de l'excès des autres, de l'État, des systèmes en place.
- . **L'élu est un bon référent du peuple** : ... la parole de l'élu est forcément crédible et son jugement fiable parce que celui-ci est issu du vote entonnoir majoritaire et qu'il porte des attributs officiels et solennels.
- . **Le chef est incontournable** : ... la hiérarchie verticalisée est nécessaire et même un incontournable pour diriger, commander, prendre les décisions pour tous, assurer l'ordre tout en justifiant des différentiels de traitement, de statut et de rémunération.
- . **Être dominant comme maître du jeu** : ... l'imposition de soi par le rôle, le statut, la « gueule », l'intelligence ou la force est gage de supériorité de l'homme sur l'homme, de l'homme sur la femme, de la femme sur l'homme, de l'homme ou de la femme sur l'environnement.
- . **Irréductible accro et adepte de l'argent-roi** : ... réussir dans la vie, c'est gagner beaucoup d'argent jusqu'à vendre son âme, se comporter en prédateur ou maléfique, considérant que la fin justifie les moyens.
- . **Se comporter en client-roi** : ... l'adoption d'une posture exigeante, critique ou râleuse permet d'équilibrer et/ou de s'imposer dans la relation avec les acteurs de l'Offre en inversant le recours au 2D basique et dominant.
- . **L'Offre miroir aux alouettes** : ... les promesses politiques, annonces commerciales, offres alléchantes du marketing, améliorent la qualité de vie, relèvent d'un choix librement consenti, font avancer les choses.
- . **La connaissance rend libre** : ... la culture officielle sous contrôle des majors de l'édition, des chaînes de radio et TV, apporte une nourriture cognitive saine et favorable à l'adultisme comme à l'élévation de la conscience humaine et jamais le contraire (infantilisation, dramatisation, conditionnement, désinformation...).
- . **La liberté d'expression garantie** : ... tout peut se dire, s'écrire, se diffuser, alors que presque tout depuis la source jusqu'au message est placé sous contrôle, acceptation préalable, médiation, autocensure, censure, voire interdiction sur l'essentiel.
- . **L'information officielle contribue à la vérité** : ... les grands médias et les réseaux sociaux sont des contributeurs informationnels essentiels en matière d'objectivité et neutralité, évitant ainsi la propagation du mensonge, de la fausseté ou de la contre-culture pouvant influencer négativement le mental du citoyen lambda.
- . **La loi, sanctuaire du modèle républicain (ou monarchique)** : ... la justice est intouchable par principe et la loi règle tout, même si celles-ci sont administrées, lentes, interprétables, sensibles aux pressions d'en haut et de l'opinion publique.

- . **L'ordre est un gage de sécurité** : ... les agents, acteurs et anges-gardiens agissant dans les services publics sont tous des sauveurs et alliés du citoyen, prêts à donner leur vie pour la collectivité, avant d'être des fonctionnaires rémunérés respectant d'abord et avant tout les ordres, les règles et les procédures en place.
- . **L'État providence protecteur du citoyen** : ... l'assistance et la solidarité en matière sociale n'ont que des avantages et pas d'inconvénients si l'on excepte une forte fiscalité, la division en classes sociales, la présence de critères sélectifs, voire discriminants, ainsi que des contraintes diverses éloignées de la bienveillance...
- . **L'écologie salvatrice** : ... le « vert » sous toutes ses formes (solaire, éolien, hydrogène...) est forcément bon pour la nature, même si les puissances de l'argent, de la politique, des industries, investissent d'abord et prioritairement dans des projets et complexes obligatoirement rentables.
- . **La compétition est bonne pour la croissance** : ... la concurrence effrénée pour être le meilleur ou le premier dans les résultats financiers et économiques est la seule vraie finalité soutenable, même si cela dénature l'environnement, épuise les ressources, engendre la pauvreté ici et la richesse là.
- . **Préparer la guerre pour avoir la paix** : ... guerre et paix sont indissociables en tant que dualité fondamentalement normale entre sociétés différentes, comme si la fatalité de la confrontation était éternelle avec, d'un côté, ceux qui tirent le présent vers le bas (malheur, mort, souffrance, humiliation...) et ceux qui le tirent vers le haut (bâtitteur, entrepreneur, altruiste...) nonobstant la présence nécessaire d'autres moyens d'éviter l'ignominie de la guerre comme la dissuasion par la volonté et la fermeté du recours à la violence légitime si nécessaire, au nucléaire, à la réciprocité proportionnée immédiate, à la sanction internationale, au compromis intelligent donnant-donnant ou gagnant-gagnant...
- . **L'avenir est forcément dans l'usage de l'IA** : ... la technologie dans tous ses états est le présent prolifique et l'avenir libérateur de l'humanité, justifiant le recours massif et à grande échelle des machines, de la surveillance de masse, des chiffres, des statistiques, des algorithmes, sachant que le « bien » initial apporté par le progrès est souvent remplacé rapidement par le « mal » des pratiques toxiques, insidieuses, cyniques du pouvoir, ainsi que par le fait de la bêtise humaine, de la vénalité structurelle du business et de la finance, échappant ainsi aux objectifs positifs de leurs créateurs.
- . **Le bien-être un enjeu de santé publique** : ... la protection de la vie est un enjeu essentiellement humaniste, altruiste, généreux, avant d'être un triple enjeu politique, démographique et surtout business financier et économique à la fois industriel, consumériste, pharmaceutique.
- . **L'ascenseur social par le diplôme** : ... passer par le moule académique grandit l'homme, son image, son statut, sous condition d'adopter d'abord les normes et standards de pensée, de comportement, de décision, dans la parfaite conformité de ce qui est appris et provient des officiels du système.
- . **La notoriété comme Graal social** : ... être vu, entendu, reconnu, être sollicité, cité, interviewé dans les médias, est une fin en soi permettant de sortir du lot par la vanité, l'égoïsme, le paraître, en se croyant ainsi momentanément supérieur et/ou plus important que les autres.

Tous ces mythes alimentent une fausse idée de la démocratie et contribuent à en galvauder les idéaux et l'esprit fondateur, jusqu'à l'inversion et la régression totale.

Lutter contre l'ignorance, les compromis, les tromperies permanentes

Le problème des démocraties modernes est que la plupart d'entre elles souffrent d'atteintes cancéreuses attaquant et minant leurs piliers et bastions fondateurs de la démocratie (corruption, vénalité, désinformation, manipulation des masses...). Dans certains pays, les tumeurs bénignes et malignes sont nombreuses en se répartissant sur l'ensemble du spectre des activités sociétales. Elles affectent directement un grand nombre de citoyens qui fondent leurs prises de position, opinions, certitudes, décisions et réponses comportementales sur des vérités et des réalités alternatives. Pour eux, il n'existe plus une seule vérité, mais plusieurs selon le type de matricage culturel et/ou scientifique de base (religion, idéologie, académisme, empirisme, morale...) lequel est souvent renforcé par le formatage informationnel au quotidien (média, économie alimentaire, routines professionnelles, milieu familial, social, collectif...). Tout cela brouille l'idée même de démocratie au sein de chaque cerveau humain. Les artificialités provenant de l'Offre sociétale du moment (du pouvoir politique, économique, financier, académique, médiatique, sécuritaire, des interactions constantes du marketing, de la communication, des études, des affirmations d'experts et spécialistes, des technologies et de l'IA...) amplifient les tendances malsaines au cynisme, au mensonge, à la perversité, à la déformation constante de la réalité et de la vérité. Tout cela pour protéger et/ou servir les pouvoirs en place, les intérêts économiques, financiers et/ou idéologiques dominants, contre la transparence attendue par tous.

Lorsque certains franchissent allègrement les lignes rouges de l'honnêteté intellectuelle, de l'intégrité morale, il en résulte un noyautage permanent et vicieux de l'esprit de démocratie (idéaux, principes, valeurs...) et des vérités attenantes. Par vérité, il faut entendre l'accès au cœur de vérité (au sens de l'essence de tout), au noyau dur des faits, au point de conscience essentialisant du savoir. Par la multiplicité des intervenants aux logiques et intérêts divergents, la réalité démocratique comme l'accès à la vérité sont devenus complexes, embrouillés, freinés, empêchés, délibérément trompés et/ou aveuglés par une myriade de contre-informations, de pistes détournées à suivre, de doutes insinués, de stratagèmes perfides. Aussi, dans la lignée des 2 ouvrages monthomiens ([Carrés Monthomiens – La boussole de la pensée humaine](#) – 2014 ; [666 Lois, Pensées & Principes Monthomiens](#) – 2017), il est important d'exercer une **vigilance** constante sur ce qui est diffusé de manière médiatique, un **discernement** permanent sur tout raisonnement affirmé de manière officielle, péremptoire ou académique, une **autonomie décisionnelle** forte sur ce qui est proposé, sollicité, imposé.

L'ignorance où les chemins détournés de la vérité

Tout doit être fait pour sortir de l'altération démocratique permanente, de l'ignorance organisée, des stratégies de contournement de la vérité fondées sur la tromperie, l'illusion, la croyance, la diversion, les impostures intellectuelles, les réalités et vérités alternatives trompeuses. L'intelligence humaine est sans limites en ce domaine, surtout lorsque la perversité s'en mêle pour créer des biais cognitifs, piéger la raison, produire des rumeurs et contre-rumeurs, inséminer des arguments-virus capables de générer des dissonances cognitives. Il est assez facile de perturber le jugement en utilisant la science non pas fondamentale, mais

la science utilisée et appliquée dans l'industrie ou encore la rhétorique, l'éloquence, la philosophie, voire le bon sens populaire. Il est assez facile de remettre en cause les certitudes, créer le doute et plus subtil encore, faire croire que l'on est d'accord avec le ou les récepteurs, qu'il existe un consensus dans le principal de l'échange, dans les positions prises, en allant dans le sens de l'opinion publique, tout en introduisant de temps en temps l'air de rien, un mot, une allusion, une remarque glissée de manière anodine, dont l'objectif est d'importer un petit virus cognitif destiné à résonner ensuite dans l'esprit sous forme de questionnement, d'hésitation à choisir son camp ou condamner. C'est le cas notamment avec toutes les contre-informations détaillées, la démonstration d'aspects positifs (pas de problème en ce qui nous concerne) ou négatifs (dramatisation des conséquences, constats orientés via l'image truquée ou non). La plus perfide des méthodes en démocratie pour créer et entretenir l'ignorance concerne les études scientifiques documentées par des spécialistes réputés, afin de contredire des accusations, des faits objectifs dans les effets de tels ou tels produits jugés nocifs ou dangereux pour la santé (cigarette, alcool, médicament, amiante, phytosanitaire, vaccin, émission polluante, microplastique...). La stratégie mise en place consiste à contrer la critique en montrant d'autres avantages ou effets utiles, en déplaçant le problème ailleurs, en faisant diversion par les chiffres et les références officielles.

Il devient alors difficile dans un tel brouillard d'informations contradictoires de savoir où se situe le centre de gravité de la véritable vérité scientifique, culturelle, idéologique, religieuse, alimentaire, technologique... Il s'agit-là d'un mal démocratique endémique proportionnel aux enjeux politiques, d'image et/ou économiques sous-jacents. L'influence ou la prise de contrôle mental des populations par les relais médiatiques au sens large est devenue le grand enjeu des gouvernances modernes en s'avérant bien plus sophistiquée et subtile que le simple mensonge, le contrôle par la peur, la menace et la terreur, l'emprisonnement ou la déportation, le génocide ou l'élimination systémique, le viol systématique ou la natalité forcée à grande échelle. Il en résulte différentes formes de détournement de la réalité prenant appui sur de nouvelles croyances et lois sociologiques en substitution de celles plus classiques provenant de la religion et ses rituels, des grandes idéologies politiques partisans, des mythes traditionnels et historiques. Le contournement de la vérité comme le détournement des pratiques démocratiques concerne majoritairement... :

. **Le détournement de la rigueur structurelle de la science** par des études scientifiques contradictoires produites par des entités et/ou des « experts » liés, payés ou retournés par les grands groupes industriels ou en collaboration active avec les pouvoirs publics.

. **Le détournement de la réalité** par les partis politiques, le wokisme politisé, les théories du complot, le filtre aseptisant du politiquement correct, la propagande d'État, attisé en sous-main par des politiciens populistes, clientélistes, extrémistes ou d'opposition radicale, dans des cocktails sophistiqués mélangeant la raison objective avec des parties de vérité, des mensonges assumés, des erreurs factuelles volontaires ou non, des opinions personnelles, des émotions hyper subjectives.

. **Le détournement de l'information et de l'actualité** par des formats médiatiques (dans les grands médias presse, TV, radio) principalement associés aux volontés des fondateurs et actionnaires, à la ligne éditoriale consécutive, au taux d'audience, aux publicités, à l'autocensure collective dans les rédactions, ainsi qu'à partir d'une répétition en boucle des mêmes communiqués de presse et infos prétraitées provenant des agences de presse. Il s'ensuit généralement des

éclairages ciblés, sélectifs, en dehors de tout 360°, à partir de sujets jugés porteurs ou vendeurs sur le moment parmi 1000 autres possibles (donc en créant de formidables zones d'ombre par ailleurs).

Le compromis est souvent générateur de médiocrité

Aux détournements de la vérité et des pratiques démocratiques s'ajoutent des usages systémiques formant des lois non écrites dans la gestion des relations, dans les décisions prises et dans les actions menées collectivement. La problématique n'est pas tant au niveau individuel que collectif, même si l'intelligence collective, donc cumulative, semble plus pertinente, sans que cela soit toujours vérifié historiquement. L'histoire montre qu'un grand nombre d'avancées universelles ont été le fait, au départ, d'un seul homme ou d'une seule femme libre d'agir, penser, décider, réaliser et non d'une dynamique de groupe encadrée, soumise à des règles dirigées, à des pressions internes et externes. Dans la plupart des débats, négociations, réunions, ententes au niveau collectif (notamment entre positions différentes ou opposées), on observe la production quasi systématique d'une altération du résultat final obtenu lequel est souvent vidé de sens par rapport aux idéaux premiers et/ou la volonté initiale. La dépense d'énergie, de temps et d'argent est telle que l'on peut se demander à quoi servent de telles réunions, négociations et dialogues sociaux, lorsqu'au final on accouche de réformettes, de petits pas, de retours en arrière, de compromis déséquilibrés ou que l'on tourne carrément en rond sans vraiment avancer. C'est le cas notamment lorsque se concentrent beaucoup de personnes intelligentes et qualifiées parmi les intervenants et acteurs au sein des gouvernances, des pouvoirs publics, des entités parlementaires, des grandes organisations patronales et syndicales, des commissions dédiées, mais très peu de personnes à la hauteur des grands enjeux démocratiques. Entre les ambitieux qui font de la politique en interne pour se faire mousser ou justifier leur job, ceux qui font du lobbying et défendent des intérêts économiques et financiers, ceux qui font de la résistance politique ou idéologique de principe, ceux qui ne veulent pas avancer sur les sujets réformistes par peur de perdre un pouvoir quelconque, les freins, reculades, pas de côté, refus et concessions unilatérales sont permanents. Il en résulte alors des compromis dont tout le monde semble se satisfaire à la place de rien, des accommodements et petits arrangements dans l'Entre-soi, des arbitrages intellectuellement satisfaisants, mais dont la finalité aseptise toujours un peu plus la vitalité démocratique au profit des systèmes dominants et/ou retarde des échéances humaines et sociétales nécessaires.

La question est donc de savoir si le moteur de la démocratie doit être de déléguer aux élus et mandataires l'instauration de compromis permanents (lois, mesures, normes, procédures...) en tant qu'inhibiteurs de dynamique individuelle et collective, ou favoriser à la source du mental des citoyens adultisés une autorégulation loyale, autodisciplinée, responsable et parfaitement conscientisée de ses propres actes ? Tout ce qui est intermédiaire ressort forcément de la médiocratisation, donc de l'altération de l'idée de démocratie. C'est la raison pour laquelle le citoyen doit être informé clairement et régulièrement en toute transparence, des positions prises par ses délégués afin de pouvoir remettre en cause, y compris à mi-mandat, leurs rôles et mandats. En cas de blocage ou d'abus de position personnelle ou partisane non souhaitée, il s'agit alors de passer à un autre niveau de décision qui ne soit plus technocratique, systémique ou étatique, mais purement citoyen. La collectivité des citoyens dans sa grande répartition géographique et démographique doit alors pouvoir donner directement

son avis en passant outre les institutions en place. Finis les comités, les commissions, les conventions participatives ou non, le recours présidentiel, seul le recours collectif massif des citoyens à un vote numérique nominal doit trancher d'une manière ou d'une autre. À charge pour les élus et entités précédemment mandatés de les mettre en place. Par principe démocratique sain, il vaut mieux un Non provisoire massif qu'un compromis insatisfaisant pour tous. L'illusion d'avancer ne doit plus être la lumière artificielle qui guide le destin des peuples vers « on ne sait où », « on ne sait comment ». La clarté, l'assainissement, la transparence, doivent redevenir les fondamentaux sacrés de toute démocratie moderne avancée (néodémocratie).

10 lois sociologiques pernicieuses dans la vie démocratique moderne

La démocratie est constamment attaquée de toute part. Aussi, le devoir de vigilance en matière de démocratie moderne dans la société civile ne doit pas seulement s'appliquer au monde économique, politique et technocratique, mais à l'ensemble des comportements relevant de 10 lois sociologiques décisives sur le présent et le devenir de la démocratie :

1. **Loi du compromis** : Accepter par lassitude la position d'autrui, celle de la partie d'en face, en considérant qu'un modus vivendi vaut mieux que rien du tout, qu'« un tiens vaut mieux que deux tu l'auras » ou encore qu'il vaut mieux « ne pas trancher pour durer », amène forcément quelque part à renoncer à ses propres objectifs, à tirer un trait sur des changements nécessaires, à renier un peu ses idéaux. Le compromis, même avec des contreparties négociées, représente toujours une demi-mesure altérant l'idéal d'une situation. Aussi, lorsque la démocratie autorise et justifie toute forme d'altération de l'existant sous prétexte de garantir les droits de chacun, elle se réduit d'elle-même, se contracte un peu plus à chaque fois, macule sa pureté initiale, dès lors que l'un prend le dessus sur l'autre. Le compromis « démocratique » résulte ainsi le plus souvent d'une incapacité à s'engager sainement dans la recherche d'un accord juste et positif sous forme de négociation assertive ou partenariale d'égal à égal, de donnant-donnant adultisé, de gagnant-gagnant pour chacun et pour tous. Il en résulte que toute autre forme d'arrangement devient forcément une frustration en puissance, un échec à retardement, un acte manqué. En d'autres termes, la meilleure façon de négocier et de coopérer est de ne pas négocier du tout, en créant dès le départ chez les uns et les autres les bonnes conditions de réflexion, de prestation, de coopération, d'application.

2. **Loi de l'empêchement** : Laisser tomber les prétentions initiales, lâcher du lest dans les propositions, du fait de l'intermédiation, de l'interposition d'intervenants tiers (expert, avocat, juriste, politicien, militant, consultant...) dont la mission principale consiste à « jouer le béton », à freiner juridiquement ou financièrement le processus, à contenir les initiatives, les projets, les volontés de réglementation ou de changement, comme à démentir ou discréditer une partie de l'existant par tout stratagème, raisonnement, objection, argument, mauvaise foi, de nature à créer le doute, la critique hostile, à créer des diversions, à élaborer des pièges et/ou à produire des contre-propositions beaucoup moins favorables pour la partie d'en face... L'empêchement « démocratique » est presque toujours la preuve d'une mentalité relativement malsaine et/ou foncièrement inaboutie, qui ne voit ni le partage équitable et oblatif, ni l'avenir constructif ou positif, ni la fluidification des relations, mais un présent égoïste, refermé et focalisé sur lui-même. En ce sens, il déprime et appauvrit l'idée même

d'une pratique démocratique ouverte, tolérante et dynamique.

3. **Symptôme de la défection mentale** : Dire non par principe ou par automatisme en refusant de s'engager sur des sentiers inconnus, en ne voulant pas faire d'effort supplémentaire, en n'acceptant pas les propositions d'autrui, en ne comprenant pas la finalité du projet. Cela se traduit par le non-engagement, la non-volonté de réforme, la décision de lâcher l'affaire, dès lors que cela devient trop compliqué ou difficile en revenant sur sa position de départ, sur ses convictions initiales. La défection « démocratique » est souvent liée à la peur, au stress, à la prise de responsabilité, au risque de s'exposer plus avant. Elle se caractérise le plus souvent par une prudence excessive, un recours spontané au principe de précaution tout en se manifestant physiquement par des postures fermées et de repli sur soi, des mimiques faciales facilement interprétables, des silences pesants, beaucoup de non.

4. **Stratégie de l'ignorance** : Considérer que la permanence de l'ignorance dans le grand public, comme ailleurs, est la meilleure façon de protéger les intérêts conservateurs et/ou dominants en place. Il s'agit dès lors de ne pas diffuser ce qui est contraire ou disruptif par rapport à l'ordre établi et/ou pouvant modifier les grands équilibres et pouvoirs en place. La méthode la plus courante consiste à émettre en grand nombre de contre-mesures informationnelles via des médias complices, publier des ouvrages politiquement corrects ou sans danger pour les pouvoirs en place, transmettre des connaissances académiques bien rodées, des articles, enquêtes et études scientifiques non contagieuses ou de nature à modifier le sens de l'opinion publique. C'est aussi recourir à des narratifs de spécialistes ralliés à la cause, propager des communications relativement aseptisées par des experts reconnus, éblouir momentanément l'esprit par des chocs émotionnels ou visuels. C'est également détourner l'attention sur d'autres sujets, créer le doute sur ce qui a été dit ou écrit par d'autres, passer sous silence l'origine réelle des faits, tout cela sans vraiment mentir ni sans vraiment dire la vérité pleine et entière. La diversion, l'information tronquée, les zones d'ombre, la désinformation vidéo et numérique, la substitution de la réalité par les technologies utilisant l'IA, sont autant de moyens pour créer et entretenir un brouillard cognitif, une désorientation cognitive. Le manque de transparence sur l'essentiel associé à une fausse transparence sur le secondaire et l'accessoire sont clairement destinés à manipuler l'opinion publique, à ne pas permettre une prise de position vraiment clarifiée et objectivée. La diffusion de l'ignorance « démocratique » relève toujours d'une stratégie amont cynique consistant à ne rien contester frontalement, à tourner sans cesse autour du pot, à orienter le débat sur des faits secondaires, à désigner d'autres causes et/ou conséquences, à voir les problèmes sous certains angles plus favorables (ou défavorables), tout en laissant volontairement de nombreux points aveugles afin de freiner et retarder le niveau conscientiel des peuples.

5. **Loi de l'imposture intellectuelle** : Dans la lignée de la stratégie de l'ignorance, mais aussi à des fins de propagande, de manipulation des masses, de défense d'intérêts personnels, politiques, nationaux, économiques ou d'image, les techniques utilisées pour berner l'intelligence humaine sont très nombreuses depuis toujours. On constate même que l'homme a plus de facilité intellectuelle pour mentir, tromper, berner, ruser, pigeonner, tricher, arnaquer, embobiner, bluffer, dissimuler, copier, démolir, manipuler..., que pour dire la vérité, s'affirmer courageusement, tenir bon face à l'adversité, créer, inventer, concevoir, bâtir, produire de la valeur ajoutée... Il en ressort une nette tendance à parer et fuir

tout ce qui ne lui convient pas en utilisant les arguties du raisonnement, la puissance évocatrice des mots, le jeu des sentiments et émotions, mais aussi la dénégation virile, le fait de nier avec vigueur les évidences, la réfutation des faits réels en regardant droit dans les yeux, le mensonge ou la falsification des faits en se montrant convainquant, en inventant des scénarii inventés, en élaborant des contrevérités ayant un sens logique. L'imposture « démocratique » considère que tant que la preuve n'est pas démontrée, l'individu reste protégé par la sémantique des mots utilisés comme par le système judiciaire lui-même.

6. Postulat de l’empreinte médiatique : La dictature de l’actualité diffusée à haute dose journalière par tous les grands médias transforme l’apport nécessaire d’informations propices à une saine vie mentale et intellectuelle, en surdosage neurocognitif à tendance pathologique (stress, anxiété, doute, peur, euphorie, dépression...). Ainsi, plus on affirme haut et fort de manière redondante un fait, un avis, une opinion, une position, une certitude et plus ceux-ci prennent de l’importance, résonnent immédiatement dans l’esprit humain, voire laisse des traces dans le subconscient mémoriel. Ce phénomène est d’autant plus prégnant que l’esprit est constamment irradié d’informations multiples, faisant que le traitement par la raison devient problématique du fait de la ligne de crête ténue séparant la vérité (vraie et bonne information) de la non-vérité (erreur, désinformation, mensonge, fake news...). La libre expression « démocratique » est devenue une véritable Tour de Babel dans laquelle on ne comprend plus rien ou mal ou pas assez ou à tort, du fait d’une incessante production d’injonctions paradoxales, d’éléments contradictoires, de focus, zooms et de zones d’ombre, de pièges sémantiques et cognitifs, de références légales et légitimes en faveur de la liberté de la presse face à une libre circulation d’informations non traitées dans les règles de l’art. C’est aussi les effets désastreux d’une information totalement aseptisée, hyper traitée dans le politiquement correct, sans évoquer la production continue de fausses nouvelles. C’est encore la volonté d’accorder une importance anormale à tout ce qui est relayé, dit, écrit, montré et peu ou pas du tout à ce qui n’est ni relayé, ni dit, ni montré, ni écrit. Il devient alors difficile de faire la part exacte des choses, tant la sédimentation formée par l’accumulation d’informations utiles, non utiles, fausses, accessoires, sans réel intérêt, encrasse quotidiennement le jugement humain. La seule bonne façon de lutter contre la contamination médiatique, réseautique et informationnelle consiste à filtrer fortement soi-même l’information jugée. Il s’agit de s’imposer une prise de distance avec l’exercice quotidien du libre arbitre dans le choix des médias et programmes, un discernement dans la prise en compte des faits et affirmations, un esprit critique animé d’abord par l’analyse rationnelle puis par la synthèse finale. Il s’agit avant tout de se désinféoder de l’information quantitative en tant que mauvaise nourriture cognitive, de rompre l’addiction inconditionnelle aux médias nationaux, en se référant uniquement à des interlocuteurs ou médias tiers hautement crédibles et indépendants (sans langue de bois). Pour faire simple, la bonne réception de l’information, de la communication et du marketing présents dans l’Offre sociétale et médiatique du moment, consiste à mettre directement dans la corbeille de l’oubli 90% à 99% des infos entendues, vues, lues et réceptionnées, un peu comme les mails inutiles et spams parasites inondant les messageries électroniques. Autant dire que plus de 90% de l’information médiatique diffusée encrasse inutilement l’esprit humain. La décantation de l’information doit être le réflexe premier du récepteur, afin que peu à peu la réflexion et la conscience se fluidifient naturellement sur l’essentiel, en ne retenant que le vrai, l’important, l’utile, le positif, devant alimenter à bon escient la mémoire vive.

7. Loi de l'entrisme macroéconomique : Derrière la surface positive de l'économie de production et de marché (microéconomie) favorisant la satisfaction d'un grand nombre de besoins humains, la puissance réalisatrice de l'argent à grande échelle (macroéconomie) influence de la source à la finalité toute vie individuelle et collective au sein des sociétés démocratiques comme ailleurs. Sans l'importance cruciale des flux d'argent, l'économie micro et macro s'effondre sur elle-même. Avec les flux d'argent, elle modèle la vie des ménages, les activités collectives, l'exercice dominant des grands systèmes et des pouvoirs publics. De ce point de vue, l'argent est devenu le « sang » intoxiqué qui irrigue chaque seconde tous les systèmes sociétaux modernes, de la nanoéchelle à la macroéchelle. On peut ainsi affirmer que l'entrisme macroéconomique et microéconomique abusif en démocratie est multifactoriel :

- . Il régule le bien-être et le mal-être dans l'existence, la stabilité ou l'instabilité dans les affaires, la sérénité ou le stress dans le quotidien des individus, des ménages, des entreprises, de la fonction publique.
- . Il façonne les modes de vie faisant que personne ou presque n'échappe à la nécessité de disposer de ressources financières au stade alimentaire (vie et survie au quotidien), pour les dépenses contraintes, les investissements nécessaires, l'épargne de sécurité, les achats d'équipements et/ou comme marqueur de statut social.
- . Il aliène et rend captif le cœur battant des démocraties aux grands flux financiers, eux-mêmes largement manœuvrés par ceux qui les détiennent.
- . Il fascine l'être humain au point que toutes les démocraties modernes sont entièrement placées sous la tutelle de la religion de l'argent-roi, de ses rituels et de ses croyances.
- . Il oriente l'existence de chaque membre de la famille, des salariés, des retraités, des agents et fonctionnaires, des exploitants, des commerçants, des indépendants, qui dépendent étroitement des entités de production et de services, des donneurs d'ordre, des clients, de l'État providence, qui eux-mêmes dépendent des actionnaires, des spéculateurs, des banquiers, des contribuables et administrés, dans une boucle fermée ou en spirale autophage induisant une fuite en avant permanente.
- . Il alimente de manière hybride (réellement et artificiellement) la plupart des besoins humains et sociaux dominants en justifiant tous les comportements légaux et illégaux, sains et malsains, transparents et opaques.
- . Il prend en otage la démocratisation en déplaçant le centre de gravité du vrai pouvoir en société.
- . Il favorise le pragmatisme d'acquisition d'utilisation et de propriété, bien avant le sens moral, l'intégrité, la vérité, le partage et même l'humanisme, qui sont autant de valeurs fondamentales formant le cœur de l'idéal démocratique.
- . Il amène à ce que chacun privilégie d'abord sa propre lecture de la démocratie à partir des revenus obtenus, du niveau de rémunération, du chiffre d'affaires, du profit réalisé, du rapport direct à l'emploi, à la fonction exercée, au statut social par rapport aux autres.
- . Il participe directement à la division des classes sociales, faisant que plus celles-ci sont dites supérieures, plus elles deviennent égoïstes, bourgeoises conservatrices, en ne voulant nullement partager (ou très peu) ni changer le modèle existant.

Avec autant d'effets induits et collatéraux, on comprend pourquoi beaucoup de choses sont constamment pipées dans la société civile. On conçoit également pourquoi les postures conservatrices règnent en maître chez les dominants, les propriétaires, les nantis et les riches. À l'inverse, on constate chaque jour

« l'obsolescence programmée » de la plupart des affichages politiques, des communications lénifiantes d'hier, de la fatigue des positions raisonnées ou radicales d'experts, face à une agitation mondiale prise dans une complexité croissante. L'entrisme de l'économie surdirigée, régulée ou libérale à tous les niveaux sociétaux est directement coresponsable (avec les politiques menées) de l'élargissement des fractures sociales au sein des sociétés modernes, même si l'on observe une capacité permanente de résilience et d'agilité au sein des activités locales et des populations actives et proactives. L'entrisme macro et microéconomique est également coresponsable de l'ébranlement profond des structures trop conservatrices, verticalisées et rigides. Il s'ensuit une fragilisation pernicieuse de toutes les principales institutions reposant sur des socles passésistes en induisant... :

... des réponses linéaires et prévisibles avec le recours à l'autorité, à l'ordre, à la répression, à la force publique, aux procédures, aux lois et normalisations coercitives.

... une lourdeur et une inertie grandissante (contraire de l'agilité) dans la dynamique des grandes organisations, des États fortement administrés, technocratisés, politisés.

... une imprévisibilité sociale, mais aussi géopolitique entre États, ainsi qu'une hypersensibilité au risque, à l'inconnu, à l'imprévu, affectant toutes les catégories sociales et socioprofessionnelles.

8. Pente entropique de l'emprise marketing : Il s'agit à la base de mélanger réalité et virtualité, essentiel et accessoire, dans une représentation augmentée de l'Offre commerciale, industrielle, de services, mais aussi politique et culturelle, via les méthodes de communication d'influence afin d'inciter à l'achat, à la consommation, à l'adhésion, à la fidélisation. La problématique centrale du marketing à haute dose est que plus celui-ci devient une clé d'influence permanente glissant « mécaniquement » vers l'artificiel, le mensonger, la tromperie, l'illusion, sous prétexte de présenter le beau, le nécessaire, l'utilitaire, le fonctionnel. Si le recours au marketing « démocratique » a pour mission première d'améliorer l'image des marques, d'activer les besoins humains, d'augmenter les ventes et les flux par attraction, curiosité, attirance, intérêt, il contribue toutefois par ses excès à « nitratiser » peu à peu le terrain de l'espoir, à éroder la présomption de crédibilité, à miner la confiance, jusqu'à créer le rejet, le trop-plein. Il importe avec lui la saturation cognitive et psychologique conduisant à ne plus vouloir, à ne plus avoir envie de choisir telle marque, d'utiliser tel produit, d'accepter tel discours, de suivre tel type de projet. L'abus de marketing se heurte toujours, à un moment donné, à la prise de conscience des écarts réels, voire importants, entre ce qui est dit, valorisé, montré et l'utilisation réelle ou vécue.

9. L'instinct de malignité : Il associe une part d'animalité en l'homme et la femme avec l'utilisation concomitante de l'intelligence humaine, du raisonnement et de l'argumentation, de l'habillage politiquement correct, dans un but de manipulation afin de causer du tort à autrui et/ou travestir sciemment la vérité. Ce réflexe mental assez primaire relève d'une psychologie encore inaboutie malgré l'intelligence et la culture du sujet. Celui-ci ou celle-ci n'hésite pas à franchir les limites de l'honnêteté intellectuelle et de l'intégrité morale pour parvenir à ses fins dans ses fonctions, ses objectifs, sa volonté de nuisance. La malignité autorisée dans un cadre démocratique (hypocrisie, cynisme, perversité, fourberie, bassesse, perfidie, trahison...) justifie la fin dans l'utilisation des moyens appliqués. Elle n'hésite pas à faire mentir effrontément, à falsifier les faits, à

corrompre et être corrompu, à harceler et torturer la victime, à pratiquer l'abus de pouvoir, etc. C'est le contraire de l'incorruptibilité, de la grandeur d'âme, de l'intégrité mentale, en inversant volontairement ou par conditionnement la réalité objective des faits en utilisant la déloyauté, le simulacre, le faux-semblant, la mauvaise foi, la sournoiserie. C'est aussi justifier l'action politique ou diplomatique, l'accord consensuel et la négociation, comme moyen d'éviter l'agressivité frontale, le conflit ou la guerre, tout en instillant des rapports biaisés, faussés, préjudiciables à l'une ou l'autre des parties dans les effets à venir. C'est également un mode d'action officiel, légal, habituel entre partis opposés ou ennemis déclarés, destiné à rassurer l'opinion publique en jouant sur l'émotion, sur la dramatisation ou l'optimisme. Dès lors que les attitudes sont à la fois critiques et hostiles sur le fond, tout en s'adoucisant sur la forme avec un mea culpa sur certains points, en énonçant des vérités connues de tous ou en jouant sur la culpabilité des uns et des autres, on est alors sûr que l'instinct de malignité est à l'œuvre. C'est également le cas lorsque la duplicité (double jeu) s'applique via les médias et réseaux sociaux en créant de fausses controverses, en animant des communautés d'opinions destinées à tromper la bonne foi du plus grand nombre, comme à masquer les erreurs faites ou surexploiter les risques en pointant toujours les autres et jamais soi-même.

10. **Le syndrome de la pseudo-démocratie** : Donner l'apparence que l'on est un démocrate, que l'on fonctionne dans une démocratie normale, que l'on utilise couramment les « Best practices » de la démocratie, alors qu'il ne s'agit que d'un ersatz d'État de droit. En fait, le pouvoir est exercé sous forme de démocratie avec des méthodes autoritaires, unilatérales, dirigistes, autocratiques, népotistes, voire répressives. La fausse démocratie se manifeste généralement par des discours lénifiants s'habillant de solennité, de politiquement correct dans les mots utilisés, de postures standardisées, voire stéréotypées. La communication médiatique est davantage d'influence que de transparence, en étant non avare d'autosatisfaction sur les réalisations politiques, les positions légales et réglementaires en les justifiant toujours comme nécessaires, justes et équitables. La pseudo-démocratie s'accompagne généralement d'une forte gesticulation politique provenant des sphères du pouvoir, des élites et autres acteurs pro-système, afin de donner l'impression que la situation est sous pleinement contrôle et que le peuple doit s'en féliciter. Tout concourt à créer l'illusion permanente que tout va bien dans le meilleur des régimes en place, alors que le pouvoir au peuple est confisqué et que les dirigeants et gouvernants dictent leurs propres règles, dirigent de manière léonine ou discrétionnaire, agissent et décident contre l'avis de la grande majorité de la population. Un autre indicateur majeur concerne la pléthore de comportements illicites provenant des leaders publics et privés, d'élus et responsables de services dans le secteur public. Des individus souvent hautement systémisés s'affranchissant des règles communes et des lois en vigueur, dès lors que cela leur convient (prévarication, corruption, concussion, forfaiture, abus de biens sociaux, détournement de fonds publics, trafic d'influence...). Ce qui est sûr, c'est que la pseudo-démocratie ne souhaite rien changer de décisif dans l'ordre existant, voire même à une fâcheuse tendance à favoriser la stagnation, la régression organisée vers un passé idéalisé, tout en donnant le change avec les modes et les mœurs du moment.

Les grands défis de la démocratie moderne

Le citoyen moderne comme l'élite académique et technocratique manquent

souvent de profondeur de réflexion, de vision globale à 360°, en se focalisant principalement sur les aspects visibles de l'actualité du monde, sur les causes apparentes facilement identifiables. Quel que soit le niveau d'intelligence, l'esprit humain a tendance à s'accrocher au factuel sans se soucier de la source des causes, des effets induits après les conséquences directes et encore moins à la finalité d'ensemble. Le causalisme primaire avant le sourcing causal (Hastag #28) est ce qui demande le moins d'efforts cognitifs et intellectuels, un peu comme le taureau qui est irrésistiblement attiré par la muleta rouge du matador. Aussi, pour vraiment faire évoluer l'architecture sociétale dans les sociétés dites démocratiques, il est nécessaire de sortir des mythes démocratiques, des pratiques conservatrices de masse, ainsi que d'un rapport à l'argent masquant tout le reste et/ou favorisant un capitalisme débridé, sans pour cela revenir aux modèles féodaux et communistes. L'avenir positif de la démocratie est davantage dans la prise en compte d'autres grands challenges de nature à changer la donne citoyenne. Il ne s'agit plus de se faire constamment manipuler par le politique, les médias et les puissances de l'argent, mais de relever le gant de la dignité humaine et citoyenne largement galvaudée partout dans le monde. Il existe de grands défis sociétaux à soutenir, de nombreux chantiers néodémocratiques à mener, dont l'enjeu est bien supérieur à toute l'agitation politique et médiatique habituelle (voir [Opus 4 - Franchir les Murs de Verre](#) - Monthome 2012).

Les grands 15 défis démocratiques à relever

Rien n'est impossible dans l'absolu qui ne soit réalisable d'une manière ou d'une autre, sachant que l'utopie d'aujourd'hui est la réalité de demain. Tout peut se réaliser, se transformer, évoluer, changer positivement, dès que la volonté le décide ainsi. Il faut pour cela avoir le courage d'oser rompre avec les habitudes et les usages obsolètes, sortir de la peur du risque qui entretient le risque, ne pas se cacher derrière la virtualisation des mots, l'emphase trompeuse de la communication. En toute occasion, faire vaut mieux que ne rien faire en évitant surtout de faire petit ou sans ambition. Le citoyen commence à devenir adulte au sens sociétal, dès lors qu'il s'engage dans l'un ou l'autre des grands défis évolutifs suivants (sans forcément suivre un ordre alphabétique) :

1. **Allègement du poids systémique** par soustraction, réduction dans tous les domaines législatifs, normatifs, réglementaires, procéduraires, sélectifs, taxatifs, contributifs, sécuritaires..., afin de réduire la pression administrative, la contrainte légale, l'étouffement économique et financier, l'encadrement autoritariste et liberticide (hors champ militaire et pénitentiaire). Il s'agit de rompre définitivement avec la fuite en avant incessante d'addition et d'accumulation de lois, règles et mesures à des fins préventives, taxatives, répressives, prudentielles. C'est aussi l'engagement tarifaire en faveur d'une déflation raisonnable des prix, des prélèvements, des cotisations, des primes à régler, par une réduction notable du taux des taxes, du niveau des marges appliquées, une régulation des profits comptables (avec répartition solidaire des bénéfices sur les salariés, les clients, le collectif local, les initiatives humanistes...), afin de réduire l'importance de l'empreinte économique et financière sur le citoyen lambda.

2. « **Assertivation** » **de la société** sur la base principale des 34 valeurs évolutives (Hastag #14) afin de :

- **Adultiser** l'homme et la femme en animant en chacun d'eux la positivité, la motivation, l'esprit de responsabilité, l'autonomisation, l'honnêteté intellectuelle, l'effort contributif..., tout en évitant le retour à la méritocratie et la médiocratie

systemique (Hastags [#15](#) et [#36](#)).

. **Développer l'assertivité** (affirmation de soi) dès l'adolescence en favorisant le dépassement de soi, la capacité de self-défense, la maîtrise du risque, l'engagement, le passage à l'acte, la créativité, la prise d'initiative...

. **Encourager le partage**, la solidarité, le savoir-vivre, la bienveillance, la tolérance..., afin de réduire, voire annuler, la violence, le 2D primaire, ainsi que les grands différentiels ringards entre riches et pauvres, nantis et démunis.

. **Lutter contre le négatif instinctif et pulsionnel** dans toutes les pratiques, méthodes, relations induisant la soumission, l'esprit prudentiel, la peur, la dépendance, le stress, l'acte manqué..., en envisageant à chaque fois une porte de sortie honorable, une solution positive, une réponse différente, un effort sur soi, une aide utile, un horizon mental favorisant l'espérance...

3. **Bioéconomie** consacrée principalement à une croissance copartagée en faveur de la plus grande majorité de citoyens destinée à apporter à chacun un juste niveau de vie, un pouvoir d'achat suffisant, permettant la satisfaction du plus large spectre de besoins humains. L'objectif consiste à rendre l'homme et la femme relativement satisfaits de leur vie en éradiquant ainsi la jalousie et une grande partie de la violence humaine. Il s'agit pour cela de favoriser une équation bioéconomique prenant en considération 10 facteurs déterminants ([Opus 3 - Franchir les Murs de verre](#) - Monthome 2012) avec :

Atomisation de l'offre (nanoéconomie) + Réduction du nombre de maillons intermédiaires + Extension des chaînes économiques + Développement qualitatif des 7 typologies de besoins humains + Business équitable/BtoWin

=

Baisse tarifaire (pouvoir d'achat) + Spectre plus large de satisfaction des besoins humains + Facilité d'entrée dans l'économie locale + Equilibre plus stable entre Offre et Demande, économie et social + Meilleure répartition de l'emploi/travail

La Bioéconomie a pour vocation de favoriser le développement durable du bien-être individuel, l'affirmation de soi sereine, la réalisation optimale de soi en associant économie équitable, nanoéconomie et BtoWin. C'est aussi la voie royale pour sortir par le haut des conservatismes ambiants, des principes capitalistiques et communistes abusifs entre riches et pauvres, dominants et dominés, nantis et démunis.

4. **BtoWin** (business à double sens ou BtoW) dans le quel la réciprocité dans les rôles entre l'Offre (vendeur) et la Demande (acheteur) s'impose comme un nouveau modèle économique dans lequel ce que reçoit l'un en argent (monnaie, chiffre d'affaires) doit être compensé en partie par ce qu'il apporte, règle ou donne ensuite à l'autre en argent, chiffre d'affaires. Par exemple, le fournisseur initial (CAx de 100) devient ensuite client de son client initial avec reversement de 1 à n de son CAx (ex. reversement de 30), qui devient lui-même fournisseur de ses propres services ou produits (réception d'un Cay de 30). Ainsi, chacun par ce double rôle fait **vivre l'autre financièrement ou économiquement** en plus de produire, consommer et acheter dans une relation d'échange normal. L'objectif étant qu'une balance économique équitable, au sens de la Bioéconomie et Nanoéconomie, se mette en place entre acteurs économiques majeurs (entreprise, personne morale, apporteur de services), évitant ainsi que l'un prenne le dessus financier sur l'autre qui devra lui-même prendre le dessus financier sur un autre, etc., dans une longue chaîne de prédation des ressources produites (ou devoir lâcher prise financièrement). Avec le BtoWin chacun

s'engage à assumer 2 rôles financiers ou économiques consécutivement dans la même relation commerciale ou business, concrétisant ainsi un véritable Donnant-Donnant ou Gagnant-Gagnant ([Opus 3 – Franchir les Murs de Verre](#)). En résumé, le BtoWin c'est faire en sorte que :

- . Le client devienne à son tour fournisseur s'il en formule la demande
- . Le fournisseur devient à son tour client ou prescripteur d'une affaire
- . Le paiement dans un sens se compense en partie par un paiement dans l'autre sens (argent ou compensation)
- . En cas de non-faisabilité, renvoie obligatoire d'ascenseur au partenaire-client (celui qui paie) de manière positive et utile pour lui (en plus de la prestation en cours).

5. **Constitutionnalisation** (inclusion dans la Constitution nationale) de 10 grandes exigences modernes destinées à renforcer les droits universels du citoyen adulte au sein de toute société démocratique :

- **Valeurs évolutives** comme fondements de toute véritable démocratie
- **Transparence publique** dans l'information, le savoir, la prise de décision
- **Principe de réciprocité** légal ou légitime protégeant la dignité humaine
- **Nettoyage/toiletage** régulier des lois, droits, devoirs, contraintes obsolètes
- **Outrage à citoyen*** au même titre que l'outrage à magistrat
- **Horizontalisation** des rapports sociaux pour déconcentrer le pouvoir
- **Pandémocratie** avec adoption de codes et règles universelles
- Validation du rôle de **Citoyen du monde** avec règles juridiques universelles
- Préférence au **Transparti citoyen** unifiant le meilleur et l'utile politique
- **Programmatives décennales** comme principaux objectifs sociétaux

* [La réalité autrement](#) - Didier Reuter - 2013

6. **Dépolitisation à l'ancienne** avec refus des méthodes politiques conservatrices (promesse, mensonge, corruption, populisme, clientélisme, discours lénifiant, manœuvre dilatoire...) en prônant, à la fois, de nouveaux comportements dans l'action politique et publique (non-professionnalisation de la fonction électorale, audit et surveillance des élus, transparence maximalisée des mesures prises, suivi des programmatives décennales...), ainsi que le scoring du pouvoir en inversant la surveillance et le contrôle unilatéral des pouvoirs publics vers le citoyen, mais aussi du citoyen vers les tenants du pouvoir (élus, gouvernants, dirigeants, managers, parlementaires, acteurs des services publics).

7. **Désintermédiation maximale** entre les 2 principaux maillons économiques que sont le producteur/artisan et le client/consommateur. L'objectif consiste à réduire la présence inflationniste d'acteurs économiques tiers (y compris le fisc) absorbant l'essentiel de la valeur ajoutée du produit en créant mécaniquement une augmentation systémique du prix par 2, 3 ou x. Un prix final que seul le dernier maillon (citoyen-consommateur) doit payer plein pot. L'objectif consiste donc à baisser le niveau des prix en redonnant du pouvoir d'achat au consommateur final, tout en favorisant une symbiose équitable en Bioéconomie ([Opus 3 – Franchir les Murs de Verre](#)).

8. **Détechnocratisation** au niveau des élus, personnels et management intermédiaire de la puissance publique (agent, fonctionnaire, responsable, conseiller, assistant...) et des établissements privés, ainsi que dans les méthodes utilisées au sein de l'administration, les centres de pouvoir, les pouvoirs publics, afin de réduire le fossé entre le peuple (majorité silencieuse) et les représentants élus, les officiels, les élites, les opérateurs institutionnalisés (Hastag [#23](#)).

9. **Économie équitable** dans le BtoC (Business to Consumer) favorisant un état d'esprit sain avec des pratiques loyales associant les principes de la Bioéconomie, de la Nanoéconomie, du BtoWin, comme principaux antidotes aux lois capitalistiques dominantes. Cela suppose l'instauration d'une relation équilibrée et transparente entre les acteurs économiques professionnels et les particuliers à partir de règles du jeu claires, des valeurs fortes et respectées ([Opus 3 – Franchir les Murs de Verre](#)).

10. **Métaéconomie** permettant d'intégrer en son sein une économie de marché indispensable à la vie collective, en la rendant à la fois équitable (Bioéconomie, BtoWin), peu prédatrice de marges et profits (désintermédiation), ouverte à la Nanoéconomie inventive de proximité, aux Métaproducts et Métatechnologies, le tout dans le cadre d'une dimension citoyenne avancée (détechnocratisation, néocitoyenneté) en agissant simultanément sur 6 dimensions ([Opus 3 - Franchir les Murs de Verre](#)) :

1. Changement de comportement des entreprises (de la TPE à la multinationale) en modifiant à 180° les règles de production avec des produits hautement qualitatifs, hyperciblés et durables, apportant des fonctions enrichies (métafonctions), tout en réduisant les prélèvements de matières premières et d'énergies sur l'environnement.

2. Qualification extrême des méthodes de management et d'exploitation positive des ressources humaines en remettant le salarié au centre de l'entreprise (et non le profit), tout en favorisant de manière prioritaire le développement maximum des potentiels humains (et non uniquement financiers) dans un cadre d'épanouissement motivant et serein.

3. Réduction des taxes et charges globales en provenance de l'État, allègement ou élimination par les pouvoirs publics tous les 10 ans de la dette des ménages surendettés, défiscalisation globale ou ciblée des détenteurs de crédits et créances en échange d'une « defeasance » totale ou partielle en faveur des personnes morales et entreprises endettées.

4. Régulation volontariste du niveau des prix et des tarifs par réduction du nombre d'intermédiaires dans toutes les chaînes économiques majeures avec préservation de l'alpha (producteur) et l'oméga (consommateur), dans le but de protéger conjointement la présence d'une diversité dans l'Offre, ainsi que le pouvoir d'achat des ménages.

5. Incitations motivantes à la déconsommation volontaire en vue de favoriser progressivement une nouvelle demande citoyenne engagée et valorisée, non addictive aux produits alimentaires, industriels, pharmaceutiques et technologiques.

6. Rendre systématiquement à la nature ce qu'on lui prend, la protéger des prédatations humaines à grande échelle par appât du gain, mettre en place partout où cela est possible des cercles vertueux favorisant la bonne régulation des besoins humains (ni trop ni trop peu).

11. **Métatechnologies** dont l'objectif est de concevoir et réaliser des produits « tout en un » incluant 3, 5, 10 fonctions complémentaires, évitant ainsi de produire 3, 5 ou 10 produits différents, apportant chacun un apport ou un service spécifique dans le cadre d'une économie de moyens beaucoup moins entropique dans l'exploitation globale des ressources naturelles, productives, énergétiques et financières. En tant qu'approche anti-dispersion, anticoncurrence, anticompetition entre acteurs économiques devant mobiliser chacun des énergies, moyens et ressources énormes (principe fondamental de la Bioéconomie), l'objectif consiste à associer ensemble des fonctions, des savoir-faire, des métiers, des industries,

des moyens de production et de financement convergeant sur un même projet commun. Une convergence qui permet de réduire le coût global, le prix de revient, le prix final, ainsi que l'empreinte écologique du produit. Le seul fait de ne pas produire puis acheter x produits différents par la même cible (client ou consommateur final), mais un seul, évite de multiplier à la fois les coûts et les dépenses en évitant une « eutrophisation économique » en faveur des plus riches et dominants, l'élargissement pléthorique de l'Offre, tout en appauvrissant et réduisant le pouvoir d'achat des ménages pauvres et moyens. C'est aussi et surtout pouvoir satisfaire simultanément plusieurs besoins humains en favorisant l'accès à un meilleur bien-être individuel ([Opus 3 – Franchir les Murs de Verre](#)). Le bon usage positif de l'IA doit permettre des synthèses, des combinaisons, des associations et complémentarités très utiles et bénéfiques pour le citoyen.

12. **Multivotation** offrant un quintuple choix (oui, non, vote blanc, vote nul, abstention) et prenant en considération le poids électoral exact de chaque type de vote dans un nouveau cadre de scrutin redéfinissant les notions de majorité simple, relative, qualifiée, absolue. Il s'agit de remplacer le vote entonnoir classique et ses modalités conservatrices légales en prenant en considération les 4 principales nuances du vote entre ceux qui veulent (oui), ceux qui ne veulent pas (non), ceux qui veulent autre chose (vote blanc et abstention), ceux qui ne veulent rien (vote nul), afin d'obtenir *in fine* une représentation démocratique fidèle de la volonté citoyenne à un moment t pour un sujet λ (Hastag #39).

13. **Nanoéconomie** dont le principe actif concerne la triple application des principes fondateurs de la Bioéconomie en faveur de microprojets et micro-offres destinés à favoriser d'abord la demande locale, les petits et très petits marchés de proximité en réduisant la présence d'intermédiaires dans les chaînes économiques, ainsi qu'en pratiquant la « démacronisation économique » (réduction de l'influence « macro » des grands groupes dominants, multinationales, puissance de l'argent, forte fiscalité centralisée sur le citoyen). C'est aussi la « démégalisation » des grands projets industriels, le refus des méga complexes servant principalement les intérêts financiers de certaines minorités, en privilégiant d'abord et avant tout les initiatives et projets ciblés à taille humaine, les applications innovantes à vocation locale ([Opus 3 – Franchir les Murs de Verre](#)). La nanoéconomie c'est également :

- . La valorisation des métiers agricoles, manuels et artisanaux, donc de l'intelligence pratique et opérationnelle à partir de laquelle l'homme s'intègre en symbiose avec la nature, domine le risque, reprend vie et santé, favorise une plus grande autonomisation comportementale.

- . La concentration sur un même territoire d'une grande diversité de cultures non indigènes, de plantations exotiques et d'élevages inhabituels (et non cloisonnement géographique ou séparation historique), en adéquation avec le dérèglement climatique (changement de météo, inondation, vent, sécheresse, froid intense...) et le réchauffement climatique (augmentation globale des températures dans les hémisphères Nord et Sud).

- . Le retour à un meilleur rapport Qualité/Quantité/Prix avec le retour du quantitatif associé à la qualité et au juste prix et non l'inverse, comme dans beaucoup de produits industriels (réduction des quantités, qualité moyenne et prix chers).

- . L'élargissement du nombre de produits « bio », le développement de plateformes d'économie circulaire, l'instauration de circuits-courts, un état d'esprit favorisant la constance de pratiques équitables, partenariales, « gagnant-gagnant ».

14. **Néocitoyennité** (démocratie citoyenne avancée) permettant de passer d'une démocratie partielle fortement systémisée et/ou encore hautement conservatrice telle que celle connue et pratiquée dans presque toutes les nations du monde (sans parler des démocraties, autocraties et autres dictatures républicaines), à un modèle de démocratie avancée (re)plaçant le citoyen adulte au centre du jeu sociétal tout en s'éloignant définitivement des mentalités féodales, autoritaristes ou libertaires sans réciprocité (Hastag [#33](#)).

15. **360° informationnel** avec ou sans l'aide de l'IA citoyennisée (positive) et non systémisée (négative) permettant de faire des synthèses utiles et complètes (essentialisation et cœur de vérité) sur tous les grands sujets intéressant le citoyen que ce soit à la demande, en catalogue ou en programmation médiatique, sans la présence d'aucun filtre ni censure ni orientation politique ou partisane. C'est aussi protéger et diffuser gratuitement toutes les initiatives individuelles ou de groupe en matière d'alerte du citoyen sur tous les problèmes, affaires, faits de société en local, au national et international. C'est également la mise en place de structures de veille informationnelle destinée à contrer la désinformation provenant de tous les types de médias officiels et réseaux sociaux.

En résumé, il est impératif de se poser les bonnes questions sur le rôle du citoyen dans les sociétés dites démocratiques. À quoi sert de vivre sa vie de citoyen si celle-ci est régulièrement contrôlée, surveillée, contrainte, dès le départ et à tout moment. Le constant bridage des attentes individuelles par le biais d'une citoyenneté standardisée, voire aseptisée, est la plus grande menace des temps modernes en ne permettant pas l'adultisation nécessaire de la condition citoyenne. Il ne suffit pas d'être un bon citoyen selon les critères académiques, légaux, moraux et/ou relevant des normes sociales conservatrices (soumission, infantilisation, comportement de bon élève, suiveur, obéissant, docile, prudent, aux ordres...). Il s'agit, au contraire, d'adapter les bonnes qualités humaines au rôle adultisé du citoyen (affirmation de soi, autonomisation, esprit de responsabilité, compétence, maîtrise du risque...). C'est dans ces conditions, que l'on peut faire évoluer la citoyenneté moderne et le véritable esprit de démocratie. Aussi, avant d'être un citoyen modèle, il faut être d'abord et avant tout une bonne personne, un adulte sain, fiable, tolérant, solide mentalement, libre dans sa tête !



Hastag #39

Le vote entonnoir un véritable contresens démocratique

Sommaire

- . Introduction
- . La démocratie du vote n'est pas pleinement démocratique
- . La double problématique des non-inscrits et des non-votants inscrits
- . La binarité du vote comme modèle exclusif
- . Recourir à un seuil de tolérance dans le comptage du vote
- . L'illégitimité démocratique du vote majoritaire
- . Les côtés pile Docteur Jekyll et face Mister Hyde du vote
- . Les avancées possibles en matière de suffrage universel
- . Faut-il voter pour élire un candidat qui ment effrontément ?

Résumé

Cet **Hastag** incrimine l'un des piliers les plus sacrés de la pratique démocratique moderne, synonyme de droit du citoyen et de liberté de choix : le vote. Derrière cette opération collective destinée à exprimer librement la volonté de chacun, il existe des points aveugles, des goulets techniques, conduisant à l'aberration démocratique du vote entonnoir et à son mode de calcul. Il existe une véritable contradiction dans la méthode procédurale appliquée et le pur esprit de démocratie. En choisissant uniquement la prise en compte du vote participatif des votants inscrits, tout système électoral induit forcément des résultats fondamentalement minoritaires et/ou à majorité relative au sein de chaque nation ou population concernée. Il en découle alors « mécaniquement » des incidences ultérieures nourrissant les humeurs, les crises, les défiances et/ou les oppositions radicales d'un grand nombre de citoyens exclus du résultat final. L'élimination légale des non-votants (abstentionnistes, votes blancs, votes nuls) ainsi que de tous les réfractaires à l'offre politique du moment, représentant ensemble une partie notable des citoyens actifs avant, pendant et après les élections, conduit à dénaturer en profondeur la représentativité citoyenne moderne. Pire que cela, la « démocratie du vote » conduit à favoriser un aspect « Mister Hyde » sous forme d'un formidable filtre démocratocide au « nez et à la barbe » de tous !

On ne devrait jamais accepter les résultats d'une élection quelconque sans la prise en compte de la position nuancée de l'ensemble des citoyens et des citoyennes inscrits et/ou directement concernés. Dans l'idéal démocratique, tout citoyen(ne) comme tout individu assumant l'un ou plusieurs rôles actifs dans la société (administré, contribuable, usager, salarié, indépendant, retraité, étudiant, consommateur, militant, membre ou adhérent...) doit pouvoir exprimer sa position personnelle à partir de 5 options « démocratiques » (et non seulement 2). Malgré la sophistication moderne des modes de scrutin et des décomptes légaux, les pratiques démocratiques modernes restent relativement étroites (vote entonnoir) par le fait de plusieurs goulets structurels. Avec l'usage et l'habitude fondés sur la normalisation du vote et la légalité du scrutin, nous sommes devenus aveugles des conséquences sociétales face à un système d'expression populaire imparfait présenté comme un pilier fondamental de la démocratie moderne. Par facilité et commodité d'application, recherche du moindre effort intellectuel, non-complication dans les décisions à prendre et les choix à effectuer, l'esprit du citoyen moderne s'est autoformaté à accepter tous les ressorts de la logique officielle en matière de votation. Un système apparemment efficace, mais qui cache de nombreuses imperfections en mélangeant adroitement les notions d'inscrit et de non-inscrit sur les listes électorales, de votant et de non-votant en matière de participation active, de choix alternatifs diversifiés et contradictoires à partir d'une offre de candidatures présélectionnées à l'avance, la déclaration officielle de résultats finaux parfaitement encadrés par des règles de trois et des pourcentages hyper relatifs. À cela, s'ajoutent de multiples dispositions pratiques dans les modalités techniques des différents types de scrutins (découpage, effet de seuil, poids de représentation, systèmes de scrutin majoritaire, proportionnel ou mixte, règles micro et macro-électorales...). Autant d'éléments structurants permettant de contenter tout le monde, du citoyen lambda au spécialiste du droit constitutionnel, en passant naturellement par le politique et l'élu.

Pourtant, derrière la volonté de bien faire et la solennité de la façade officielle propre à tout État de droit, tout est légalement orienté, voire structurellement faussé, dans le cadre d'une culture historique du droit public et constitutionnel. La radicalité de la légalité et son efficacité structurelle imparfaite l'emportent, une fois de plus, sur le bien-fondé de la légitimité nuancée et son efficacité beaucoup plus aboutie. Les principales raisons du caractère imparfait et inabouti des modalités courantes du vote (votation) propre à toute forme d'élection (choix partisan, suffrage, consultation, référendum, scrutin...) s'expliquent principalement par les notions de goulet et d'entonnoir.

Goulet et entonnoir

La **notion de goulet** correspond à une contraction structurelle du processus électoral du fait du cadre imposé dans ses limites fonctionnelles, administratives, techniques, juridiques, mises en place de manière légale et officielle. Les principales étapes du goulet selon les pays concernent le recensement, le découpage électoral, le dépôt des candidatures, les règles de la campagne électorale, le déroulement électoral dans ses différentes opérations, le dépouillement du vote. La notion de goulet influence de l'amont de l'Offre électorale à la phase participative du vote l'ensemble des principes actifs du scrutin, aussi

bien dans la méthodologie utilisée, le choix des candidatures en lice ou proposées, que le principal des conséquences politiques, matérielles et sociétales découlant du vote.

La **notion d'entonnoir** définit plus précisément l'aval du processus électif dans la filtration plus ou moins prévisible des derniers candidats finalistes, ainsi que la probabilité ou la certitude des mesures et/ou des actions devant être engagées. Elle influence directement le contenu des politiques menées (souvent dans un cadre conservateur) et/ou oriente indirectement le rendu des stratégies appliquées, faisant que plus l'entonnoir est étroit, directif, imposé, et moins il devient possible d'obtenir une amplitude démocratique libertaire, plus ouverte et/ou plus avancée.

On s'aperçoit que le vote n'est pas seulement un droit démocratique à s'exprimer collectivement, mais aussi un encadrement systémique puissant permettant de contenir les attentes du citoyen moderne et la volonté du plus grand nombre.

La démocratie du vote n'est pas pleinement démocratique

Si les notions de goulet et d'entonnoir résultent directement des conséquences propres aux modalités issues d'une législation passée, voire présente, elles s'animent également constamment de l'influence directe, visible et non visible menée par des minorités politiques, sectaires, corporatistes, associatives, d'opinion, d'alliance..., se voulant toutes autoreprésentatives de la « démocratie » du moment. Le résultat final, sauf surprise ou coup de théâtre, est que presque toutes les démocraties modernes républicaines, monocratiques, autocratiques ou monarchiques, sont largement manipulées de manière soft ou hard, à la base même de leur fonctionnement électif. Il en résulte une conduite sociétale suiveuse pour les populations au profit des élites, des élus au pouvoir et des minorités influentes en place. Pour comprendre la manœuvre, il faut revenir aux 4 grands détournements légaux orientant le résultat final de la plupart des votes territoriaux, nationaux, fédéraux et internationaux.

Les 4 grands détournements du vote démocratique

Au-delà des compromis systématiques avant, pendant et après chaque vote, mobilisant beaucoup d'énergie et d'argent, la normalisation des systèmes électifs inclut également des biais systémiques et juridiques importants au sein de tout suffrage universel direct ou indirect. En complément de ce qui est écrit dans la plupart des Hastags de « l'Esprit du Societhon » en matière de critique des systèmes démocratiques modernes, il existe 4 grands types de détournements légaux. Des détournements fondamentalement non démocratiques dans l'esprit et la finalité du vote citoyen :

1^{er} détournement : La première des problématiques en pure démocratie est la non-prise en considération du nombre total d'inscrits sur les listes électorales dans la « mathématique électorale ». Il en résulte une « déproportionnalisation » dans l'absolu du décompte des voix obtenues par tel ou untel dans le résultat final du scrutin (voir exemple). Par principe, le nombre total d'inscrits correspond théoriquement à 100% de l'électorat citoyen (électeurs potentiels) faisant que normalement le critère du nombre de citoyens inscrits, donc actifs au sein de la société et identifiés comme exempts d'interdictions juridiques, doit être le primo-référentiel de la représentativité citoyenne. Aussi, sans un rapport mathématique

et/ou objectif au nombre total d'inscrits, tout résultat électoral devient foncièrement relatif (même si légal), voire fondamentalement faussé, courbé, illégitime, non-démocratique, jusqu'à remettre en cause le mandat et la représentativité des élus. Une seconde problématique démocratique connexe se pose avec la catégorie des non-inscrits actifs au sein de la société.

2^e détournement : La troisième problématique concerne uniquement la prise en compte préférentielle du nombre de votants effectifs et/ou s'étant déplacés physiquement pour déposer un bulletin dans l'urne. Il en résulte une contraction significative du nombre d'inscrits-votants (électeurs pris en compte) réduisant mécaniquement plus ou moins fortement la représentativité de l'électorat citoyen à 100-x, c'est-à-dire à une fraction des citoyens normalement inscrits (ex. 60%). *De facto*, le résultat du vote devient forcément faussé et surtout foncièrement non majoritaire en termes d'absolu démocratique. Une quatrième problématique démocratique se pose avec l'avis refusé et/ou non pris en compte des non-votants inscrits et malgré tout actifs au sein de la société.

3^e détournement : La cinquième problématique recouvre la présélection amont des candidats sous l'égide des grands partis politiques, appareils au pouvoir, syndicats, organisations dominantes, représentations officielles ayant pignon sur rue, riches décideurs finançant les campagnes, représentant tous mathématiquement des minorités influentes. C'est aussi la filtration par les services publics et autres commissions électorales des candidatures spontanées en provenance directe du peuple et/ou par des voies non-officielles au sens systémique. La conjonction et la superposition de tous ces filtres réduit fortement le choix électif possible aux toujours mêmes minorités influentes et/ou têtes d'affiche. Il en ressort que l'Offre de candidatures retenues n'est jamais (ou rarement) décidée par les citoyens eux-mêmes, mais leur est généralement imposée même dans le cas de primaires. Cette filtration hautement systémisée réduit à la source toute possibilité de grands changements d'orientation et/ou d'évolution notable dans la collectivité et/ou dans l'ordre sociétal du moment. Le citoyen et la citoyenne ne sont pas considérés comme des adultes lucides et responsables du sort collectif, mais comme des faire-valoir influençables, suiveurs, passifs et/ou fatalistes d'une pseudo-démocratie (ou partielle) entièrement placée sous contrôle des systèmes dominants.

4^e détournement : En pur droit démocratique, cette sixième problématique, sans doute la principale, interdit à chaque citoyen d'être pleinement entendu sur les nuances de ses opinions, attentes et/ou choix motivés. Le système électif ou électoral commun oblige à se contenter d'une alternative restreinte et binarisée (Pour ou Contre) dans le choix proposé, puis à en subir de manière forcée les conséquences. La privation de plusieurs options de vote conduit à une binarisation du scrutin final favorisant techniquement (effet entonnoir) à un accès aux postes de commande et/ou de pouvoir de ceux et celles disposant de 4 grands leviers d'impatriation (imposition légale) via : l'importance des budgets de communication et des financements des campagnes électorales ; la démobilisation ou démotivation d'un grand nombre d'électeurs face à l'offre proposée jugée restreinte et/ou orientée ; la participation active d'un maximum de militants et partisans profitant anormalement de la mécanique électorale en allant voter en masse organisée ; la non-prise en compte dans le résultat final de la part souvent majoritaire de citoyens inscrits mais non-votants, affirmant leur désintérêt, mécontentement ou opposition par l'abstention volontaire, le vote blanc ou le vote nul.

La double problématique des non-inscrits et des non-votants inscrits

Les **non-inscrits** regroupent tous ceux et celles qui n'ont pas l'âge légal ou le niveau mental requis (adolescent, cas psychiatrique...), qui font l'objet d'interdictions judiciaires (prévenu, condamné, interné, prisonnier...), qui ne sont pas en règle avec l'administration (non-inscription volontaire sur les listes électorales, migrant, immigré, étranger, sélection raciale ou native...). Il est à noter que parmi les non-inscrits, un grand nombre d'individus joue un rôle actif dans la société civile (étudiant, travailleur, consommateur, géniteur/génitrice...).

Les **non-votants** forment un ensemble hétérogène parmi les citoyens inscrits parmi lesquels on retrouve ceux et celles qui ne sont pas motivés par le scrutin en cours, qui ne sont pas informés ou mal informés, qui ont des obligations pratiques ou professionnelles le jour du vote, qui sont malades ou fortement handicapés... Il est également à souligner que parmi les non-votants, un grand nombre de citoyens et citoyennes joue un rôle actif et responsable dans la société civile (typologies idem aux non-inscrits, contribuable, administré, entrepreneur...).

3 questions essentielles

En additionnant le nombre de non-inscrits actifs et de non-votants inscrits, c'est toute une fraction importante de la société civile et du corps électoral qui ne s'exprime pas ou ne peut s'exprimer au moment du vote. Dès lors, la première question essentielle qui se pose dans toute véritable démocratie est celle-ci : est-il légitime que l'on scinde la population en 2 grandes catégories au moment d'un vote engageant l'avenir de toute la collectivité ou de la nation entre ceux et celles qui se plient aux règles et aux choix imposés par les systèmes en place, même en nombre minoritaire, faisant d'eux momentanément des votants « sur-citoyens » comme complices actifs des systèmes dominants, et tous les autres qui refusent et/ou ne participent pas aux règles et aux choix imposés, en les considérant alors comme des « sous-citoyens » à l'avis négligeable et/ou ne devant pas être pris en compte ? La seconde question non moins essentielle est : est-il légitime que le citoyen soit mentalement systémisé (d'une certaine manière) pour être considéré comme un citoyen type, normal ou exemplaire, en devant se plier à une normalisation de masse et aux codes imposés ou encore, qu'il passe obligatoirement dans le moule de la conformité administrative dès lors que les critères établis sont restrictifs, contrôlés, surveillés ? En d'autres termes, est-il vraiment démocratique d'oublier au moment du vote, pilier central des démocraties modernes, une grande partie du corps électoral des non-votants formée d'actifs contributifs et responsables au sein de la société civile aussi respectables, voire davantage encore, que les votants du moment ?

Quels devraient être les bons critères démocratiques pour devenir un citoyen inscrit sur les listes électorales ?

L'inscription sur liste électorale doit être un droit humain et citoyen inaliénable, dès lors que l'individu remplit un certain nombre de critères évidents (non obligatoirement cumulatifs) tels que :

- . En faire la demande administrative ou être inscrit d'office en mairie
- . Être né(e) sur le sol du pays concerné, y vivre, ou obtenir la nationalité
- . Être en âge légal ou, en étant plus jeune, prouver un discernement suffisant par le niveau culturel ou militaire

- . Participer activement et régulièrement à la vie collective par un métier, une formation générale ou qualifiante, des activités économiques ou sociales légales
- . Payer des impôts en local, territorial ou national

Ce qui ne devrait jamais être un critère de non-inscription

Sauf condamnation lourde au pénal et/ou pratiques récidivistes aux dépens du collectif, aucun individu satisfaisant aux critères ci-dessus ne doit être exclu d'une inscription sur liste électorale par :

- . Intervention léonine ou autoritaire des pouvoirs publics
- . Ostracisme policier, sécuritaire, judiciaire
- . Sélectivité par la religion, l'origine raciale ou ethnique
- . Discrimination par le sexe ou le genre
- . Refus motivé d'adhésion à des règles jugées illégales ou liberticides
- . Limitation par le niveau social ou le lieu d'habitation
- . Appartenance à une autre culture, idéologie, vision politique
- . Exclusion par le physique, le niveau intellectuel, mental, le handicap

La binarité du vote comme modèle exclusif

Derrière les sondages médiatisés et la projection statistique des grandes tendances dans les choix électifs, il est évident que le modèle du vote entonnoir conduisant à la seule binarité du choix (vote Pour ou vote Contre) par rapport à l'offre proposée, a atteint ses limites dans de nombreux cas. Dans ce cadre restrictif devenu hautement banalisé, il apparaît clairement que tout système utilisant sciemment le principe du vote entonnoir trompe le citoyen sur l'essence même du vote et sur sa finalité. Il s'agit même d'une volonté systémique justifiée par les références historiques, légales et officielles, de déflorer de l'intérieur le fleuron du droit d'expression et de liberté de choix en démocratie. En ce sens, les opérations électorales régulières de vote politique et/ou populaire ne sont pas vraiment le moyen idéal pour espérer obtenir rapidement et de manière ambitieuse un meilleur avenir évolutionnaire pour tous. Elles le font certes croire et miroiter à beaucoup d'individus en jouant sur des promesses d'amélioration rapide, tout en ne bougeant pas vraiment sur le fond, sauf réformes et mesures conjoncturelles. Il en résulte le fait que le système commun de votation n'est pas vraiment un instrument de changement sociétal ni d'amélioration démocratique en faveur des citoyens, mais davantage un moyen de pérennisation systémique dans la protection des intérêts dominants, dans la façon légale de prolonger indéfiniment les conservatismes ambiants. Les limites du vote électoral en mode binarisé (vote entonnoir) s'expliquent principalement par le fait que toute volonté politique, même sincère dans la gouvernance ou la direction des affaires, se heurte frontalement à des impossibilités techniques difficilement contournables. Des murs de pierres et de verre difficilement franchissables à cause de fortes inerties structurelles législatives, juridiques, administratives, technocratiques, sociales, financières, économiques, culturelles, géopolitiques. Sans une nette rupture d'habitudes avec l'environnement sociétal conservateur, sans une forte volonté disruptive de la part de l'ensemble des acteurs concernés capables d'accepter en adultes visionnaires, proactifs et responsables les conséquences inédites, inconnues, imprévues du changement, le vote démocratique commun n'a et n'aura qu'un effet conjoncturel réduit ou de surface dans la vie collective. Il préfigure un éternel recommencement ou renouvellement

des mêmes pratiques sous des habillages et « looks » différents, sans affecter les grandes problématiques sociétales de fond.

La faute ne résulte pas tant de la responsabilité des hommes au pouvoir, de leurs décisions et actions « petits bras » (réformettes, mesurette, court-termisme...), que d'une complexité croissante quasiment inextricable avec le recours aux standards légaux, aux logiques traditionnelles, aux moyens techniques usuels. Autant de freins et d'obstacles qui entravent les initiatives, qui ligotent les volontés, qui rendent prisonniers l'ensemble des personnels des secteurs privés et publics, face à un système global devenu incontrôlable, voire intraitable. De ce point de vue, le suffrage universel et ses modes de scrutin sont le parfait exemple des limites démocratiques dans la plupart des régimes républicains, autarciques, monarchiques. Seul, le fait de couper le nœud gordien (trancher radicalement tout ce qui entrave la respiration démocratique au sein de la complexité ambiante) peut permettre de redonner un sens plein et entier au droit de vote. Tout doit commencer par l'inclusion de 5 façons d'exprimer son avis et non pas seulement 2 (vote entonnoir).

À quoi sert le vote dans l'esprit de démocratie ?

L'utilité du vote est un élément-clé dans la vie sociétale moderne. Il caractérise parfaitement l'esprit de démocratie. C'est aussi pour cela qu'il est, a été et sera encore largement détourné, afin de protéger les systèmes et les pouvoirs en place, préserver des intérêts minoritaires, favoriser des ambitions personnelles. Toutefois dans l'esprit de démocratie et de ses fondamentaux normalement intangibles il est foncièrement conçu pour :

- . Exprimer individuellement de manière libre un droit de choisir, d'affirmer une opinion, une conviction, une position, dans un cadre procédural protégé.
- . Décider de manière collective lors d'une élection qui (candidat) ou quoi (projet) est le plus à même de représenter la volonté d'une « majorité » de citoyen(ne)s.
- . Valider légalement un résultat collectif sur la base d'une majorité de voix obtenues.
- . Donner une orientation précise aux actions politiques, un sens clarifié aux mesures collectives de nature législative, normative, organisationnelle, fonctionnelle, opérationnelle, en les entérinant par la légitimité et/ou la force de la loi.
- . Faire avancer pas à pas les conditions humaine, citoyenne et sociétale, en fonction des grands enjeux du moment, des progrès sociaux, éducatifs, économiques, technologiques, informationnels...
- . Servir et protéger les individus, les personnes morales, les biens, la société civile, les pouvoirs publics, par l'implication engagée et volontariste d'une partie conséquente des populations concernées.
- . Lutter parallèlement ou indirectement contre les excès des uns, faire barrage aux injustices, aux iniquités, aux tentatives subversives de certains.

Il existe potentiellement 5 possibilités d'exprimer son vote

L'objectif en démocratie ne devrait jamais être de décider du sort collectif à partir d'une minorité ou d'une fraction de votants, mais en fonction directe d'une majorité d'inscrits. Cette différence est fondamentale en termes de résultat de scrutin, sachant que celle-ci induit des conséquences sociétales bien différentes pouvant être opposées à 180°. En d'autres termes, selon les mécanismes

électorales utilisés, un même vote « démocratique » peut conduire à son total contraire du fait des décisions prises par des minorités élues et/ou en contradiction avec les attentes majoritaires de la population concernée.

La multivotation où les 5 grandes options de vote dans l'absolu

- . **Le vote « Pour »** : il correspond à un vote favorable et motivé (Pour, Oui) pour un candidat ou une offre donnée. C'est le vote positif, clair et net par excellence, optant pour l'un ou l'autre des bulletins officiels proposés. Il est pris mathématiquement dans le décompte du scrutin final.
- . **Le vote « Contre »** : C'est un bulletin officiel nominatif déposé dans l'urne exprimant une position individuelle de rejet du candidat A, ou de la liste proposée, en votant par défaut pour le candidat B. L'objectif consiste à contrarier, bloquer, minoriser la tendance dominante, sachant que ce vote sera pris mathématiquement en compte dans le scrutin final.
- . **Le vote nul** : Il traduit une erreur volontaire ou involontaire au moment du dépôt du bulletin de vote en sortant de normes admises (rature, inscription, plusieurs bulletins, liste ou noms différents...). C'est le vote de contestation directe (sur place en se déplaçant physiquement) qui n'est pas pris en compte dans le scrutin final.
- . **Le vote blanc** : Il ne comprend aucun bulletin dans l'enveloppe, laquelle est vide ou présente un bulletin blanc. Il traduit un vote de contestation indirecte en étant ni « Pour », ni « Contre », ni « nul », sans être généralement pris en compte dans le scrutin final.
- . **L'abstention** : elle correspond au nombre de citoyens inscrits ne s'étant pas déplacés lors d'une élection, ou mobilisés à l'occasion d'une procédure électorale, pour déposer un bulletin « Pour », « Contre », nul ou blanc. La non-prise en compte du taux d'abstention dans le résultat final est en soi un pur déni de démocratie de la part des systèmes en place notamment dans 3 cas :
 - . Lorsque le nombre d'abstentionnistes est supérieur au nombre de votants.
 - . Lorsque le nombre d'abstentionnistes s'explique par une offre inadaptée, non représentative de la volonté de la majorité silencieuse ou d'une fraction importante de la population (ex. : au-dessus de 1/4 ou de 1/3 du corps électoral).
 - . Lorsque les résultats relatifs du scrutin officiel indiquent un niveau objectif clairement minoritaire dans la représentativité des élus face à l'ensemble du corps électoral (voir exemple).

La problématique démocratique de l'abstention

La volonté de ne pas participer au vote n'est pas un refus de citoyenneté sachant que les raisons de l'abstention sont multiples chez les non-votants. Le principal commun dénominateur animant la plupart des abstentionnistes est que l'offre politique, décisionnelle, managériale, représentative..., proposée par le système dominant ou dirigeant en place n'est pas en adéquation avec les attentes des citoyens concernés. Elle n'apparaît pas assez séduisante, motivante, impliquante, se présente de manière trop sélective, réductrice, directive ou encore s'avère relativement orientée, fermée, sans intégrer clairement ou suffisamment les attentes du citoyen. Le refus de participer au processus électoral est donc un signal fort de rejet, de résistance, de désaveu, de protestation, émanant d'une partie des citoyens. *De facto*, l'abstention est une posture de contestation passive ayant un sens politique au même titre qu'un vote actif avec bulletin. Le négatif

(non-participation) ou le neutre (non-prise de position) émanant de l'abstention, vaut autant démocratiquement que le positif par le « Oui » ou le « Pour » résultant d'un acte volontarisé. En démocratie, il n'y a pas fondamentalement de différence de sens et/ou de priorité à donner entre le négatif (vote nul, blanc, abstention) et le positif (Pour et Contre). Ces postures alternatives sont des formes d'expressions citoyennes dont l'une convient rationnellement aux systèmes en place (vote direct au premier degré de la position prise) et l'autre, les dérange par l'immatérialité (vote indirect dans l'invisibilité du second degré). En considérant que le non-votant s'extrait de lui-même d'un acte citoyen, on oublie anormalement son droit humain à pouvoir se référer librement à sa conscience, à son intime conviction, à son discernement, à son libre arbitre. Aussi, au lieu d'imposer une présence physique au moment du vote, mieux vaut intégrer une formulation mathématique simple, voire des algorithmes au sein du vote électronique, pour déterminer tout résultat de scrutin intégrant les 5 façons de voter.

En quoi le vote participatif est-il plus significatif que la posture de non-participation au vote ?

Par **vote participatif** (votant inscrit) en présentiel ou distanciel, il s'agit de considérer comme exclusifs et prioritaires le vote « Pour » et le vote « Contre », dès lors que celui-ci est matérialisé par un bulletin officiel clairement identifiable, le déplacement physique ou la participation à distance du citoyen, une authentification sur site par une pièce d'identité, une signature manuelle ou électronique. Ce type de vote hautement systémisé présuppose que le citoyen, la citoyenne, soit préalablement inscrit(e) sur les listes électorales en répondant parfaitement aux normes administratives et judiciaires du moment, le ou la rendant ainsi digne d'exercer son droit de vote, donc d'exprimer une position civique. *De facto*, la question de fond en démocratie est de savoir si l'absolue conformité aux règles procédurales oblige à imposer un encadrement discriminatoire et/ou restrictif entre citoyens normalement inscrits sur les mêmes registres électoraux, en étrécissant le scrutin sous forme de goulets techniques et d'entonnoir impliquant *in fine* la détermination d'un résultat final « relatif », voire non légitime, applicable ensuite à l'ensemble de la collectivité.

Par **posture de non-participation au vote** (non-votant inscrit), il s'agit d'exprimer une position civique en tant que citoyen ou citoyenne inscrit(e) sur les listes électorales, en décidant de ne pas passer par les filtres procéduraux du vote systémisé. En associant le vote nul, le vote blanc et l'abstention, la liberté d'expression et de choix démocratique consiste à refuser l'offre présentée, donc de ne pas voter pour l'une ou l'autre des alternatives proposées. Aussi, la question de fond en démocratie est-elle de savoir en quoi un bulletin officiel + une présence physique ou active au moment du vote sont plus importants dans le résultat final du scrutin (affectant ensuite directement la vie collective de tous), qu'une non-participation ponctuelle, affirmée et/ou volontaire, dès lors que l'on est soi-même inscrit(e) sur les listes électorales, acteur ou actrice permanent(e) dans la vie collective avant, pendant et après l'élection ?

Recourir à un seuil de tolérance dans le comptage du vote

Dans le débat entre votants et non-votants inscrits, il semble judicieux d'intégrer une tierce variable destinée à légitimer le scrutin exclusivement participatif. Il

s'agit d'intégrer un seuil de tolérance permettant de rendre plus acceptable démocratiquement la représentativité des élus en prenant en compte de manière favorable (bénéfice du doute) l'incertitude née des citoyens en âge de voter, mais non-inscrits (donc non-votants). L'objectif de cette approche consiste à sortir par le haut du système procédural exclusivement participatif et ses résultats relatifs (vote entonnoir) en prenant en compte un nouveau triptyque électoral comprenant :

- . Les votants (vote participatif)
- . Les non-votants inscrits (non-participation au vote)
- . Les citoyens en âge de voter mais non-inscrits (votants potentiels)

Cette approche évolutionnaire du vote universel ouvre sur un autre mode de scrutin majoritaire bien plus démocratique, plus juste et plus complet, intégrant 2 autres dimensions essentielles dans la détermination du résultat électif final :

- . La prise en compte numérique *in fine* des non-votants inscrits (abstention, vote nul, vote blanc) en plus des votants.
- . La légitimation des primo-résultats relevant du vote participatif par intégration favorable d'un taux supplémentaire dit de « seuil de tolérance » permettant de valider ou non l'atteinte de la barre incontournable des 50% majoritaires.

Par principe, la fixation du seuil de tolérance doit être adaptée à chaque contexte national ou territorial en incluant le différentiel quantitatif entre le **nombre total de la population en âge de voter** et le **nombre total d'inscrits** sur les listes électorales. Il doit être calculé de manière simple et logique à partir d'un taux fixe exprimé en % (mais actualisable lors de chaque recensement de la population) devant s'additionner favorablement au premier résultat participatif obtenu en % par le meilleur candidat. Techniquement, il s'agit d'établir le nombre exact de citoyens non-inscrits en âge de voter par simple soustraction entre le nombre total de citoyens en âge de voter et le nombre de citoyens inscrits. Ce différentiel est ensuite rapporté au nombre total de citoyens en âge de voter. En recourant à ce seuil de tolérance, il devient possible de valider tout scrutin en fonction du résultat objectif final obtenu (primo-résultat + seuil de tolérance), dès lors que celui-ci atteint une majorité égale ou supérieure à 50%. En cas de résultat négatif (<50%) le scrutin est invalidé. En cas de résultat objectif positif final (>50%) le scrutin est définitivement validé.

Exemple d'application :

- . Nombre total de citoyens en âge de voter : 40 millions
- . Nombre de citoyens inscrits : 36 millions
- . Seuil de tolérance en % : $(40-36/40) = 10\%$
- . Nombre total de votants en mode participatif : 22 millions
- . Nombre d'inscrits non-participants au vote : 14 millions
 - dont : - 12 millions d'abstentions
 - 1,5 million de votes blancs
 - 0,5 million de votes nuls
- . Score relatif du meilleur candidat : 13 millions
- . Résultat objectif final applicable au meilleur candidat :
 $[(13/36).100] + 10\% = 46,11\% = \text{scrutin négatif} = \text{invalidé}$

Dans cet exemple, on doit considérer que seulement 13 millions de votants sur 40 millions de citoyens en âge de voter ont exprimé un vote « Pour » en faveur du candidat le mieux placé, soit l'équivalent nominal de seulement 32,5% de citoyens

« Pour » et 67,5% de citoyens qui s’y opposent. On ne peut donc légitimer une représentativité majoritaire issue de cette élection !

L’illégitimité démocratique du vote majoritaire

Lorsque le vote participatif valide un résultat nominal objectivement minoritaire comme « relativement » majoritaire à l’issue d’un scrutin, on assiste-là à une entaille profonde faite dans l’idée de démocratie, voire à un véritable déni de démocratie. Entre citoyens adultes, on ne devrait jamais accepter l’idée qu’une minorité puisse diriger et conduire contre son gré la majorité fût-elle silencieuse ou bruyante. Et pourtant, c’est le cas le plus fréquent dans la plupart des votes électoraux derrière l’agitation médiatique (sondages, débats d’opinion, avis d’experts...) qui consiste à zoomer sur les gagnants, tout en restant aveugle civiquement sur cette incongruité. Sur le fond, le différentiel de résultat final en matière de répartition majoritaire des suffrages exprimés opposant score relatif et score absolu pose un véritable problème de légitimité démocratique comme de représentativité des élus. Selon que l’on se reporte uniquement au nombre total de votes exprimés ou au nombre total d’inscrits incluant les non-votants, les résultats peuvent changer du tout au tout (hors proportionnelle). En toute véritable démocratie, l’approche « premier degré » appliquée par facilité et commodité se basant uniquement sur le seul décompte des bulletins déposés dans l’urne, ne doit pas se limiter aux primo-résultats obtenus. Il doit également intégrer mathématiquement la présence des inscrits non-votants (abstentionnistes), des non-pris en considération lors du scrutin (vote nul et blanc), ainsi que les citoyens en âge de voter non-inscrits. Sans intégrer ces 3 occurrences, c’est un peu comme si on accordait illégitimement une prime, un titre honorifique ou une médaille d’honneur au perdant magnifique, simplement parce que personne ne veut se prendre la tête et remettre en cause le processus. Cela explique aussi pourquoi les citoyens sont généralement mécontents de leurs élus, sont non fidèles aux têtes d’affiche, deviennent des opposants convaincus dès que l’occasion se présente et/ou des abstentionnistes potentiels. Toutes choses égales par ailleurs, c’est en « redémocratisant » le vote au suffrage universel que l’on peut avoir l’image la plus fidèle de ce que veut ou ne veut pas l’ensemble du corps électoral des citoyens inscrits, sachant que les votants ne sont que la partie visible de celui-ci.

Un exemple chiffré vaut mieux qu’un long discours

Pour comprendre la problématique démocratique du vote majoritaire, le mieux consiste à comparer le résultat relatif en rouge (votants uniquement) au résultat objectif en vert (ensemble corps électoral) en y intégrant un seuil de tolérance et une barre majoritaire à 50%. Sur la base de l’exemple précédent, il est possible de comprendre immédiatement les différentiels induits à partir des 10 critères actifs (et non seulement 3 en mode participatif simple avec $V_p + C_x + B_{50}$). Cet exemple s’applique hors cas de scrutin proportionnel plurinominal avec :

M = Nombre total de citoyens en âge de voter : 40 millions (100%)
I = Nombre de citoyens inscrits : 36 millions (90%)
St = Seuil de tolérance en % : $[(40-36/40).100] = 10\%$
Vp = Nombre total de votants en mode participatif : 22 millions (61,12%)
Np = Nombre d’inscrits non-participants au vote : 14 millions (38,88%)
dont :

Abs = 12 millions d'abstentions (33,33%)
Vb = 1,5 million de votes blancs (0,416%)
Vn = 0,5 million de votes nuls (0,139%)
B50 = Barre majoritaire des 50% définissant la validation ou l'invalidation
Cx = Résultat officiel du meilleur candidat : 13 millions

Soit l'obtention de 2 types de résultats différents:

Rr = Primo-résultat en mode participatif relatif $[(Cx/Vp).100] = 59,09\%$
 (pseudo majoritaire)
Ro1 = Résultat objectif final des « Pour » : $[(Cx/I).100] + St = 46,11\%$
Ro2 = Total des « Non » citoyens $(100-Ro1) = 53,89\%$
Ro3 = Validation/Invalidation : Taux invalidé car les « Non » sont $>50\%$
 avec $Ro2 > B50$ ou $53,89 > 50 (+3,89)$

L'algorithme du résultat objectif final d'un vote pleinement démocratique se décompose alors en 2 principales étapes :

Ro1 = $[(Cx/I) + (M-I/M)].100$ ou $[(13/36) + (40-36/40)].100 = 46,11\%$
Ro3 = $(100-Ro1) > B50$ ou $(100-46,11 = 53,89) > 50 =$ invalidation

On s'aperçoit dans la logique de ces 2 algorithmes que la représentation démocratique est bien représentée par l'intégration directe des 6 paramètres suivants $(M + I + St + Vp + Cx + B50)$:

M = Nombre total de citoyens en âge de voter
I = Nombre de citoyens inscrits
St = Seuil de tolérance
Vp = Nombre total de votants en mode participatif
R = Nombre de bulletins « Pour »
B50 = Barre des 50% en tant que référentiel démocratique majoritaire

C'est également l'intégration implicite de Np (nombre d'inscrits non-participants au vote) et ses 3 facteurs essentiels comprenant Abs (abstentionnistes) + Vb (vote blanc) + Vn (vote nul). En cas de résultat Ro1 n'obtenant pas de majorité objectivement démocratique, une obligation de « vote à nouveau » peut être imposée à tous les inscrits concernés jusqu'à obtention d'une majorité sous condition d'enrichir ou modifier à chaque fois l'offre existante. Jusqu'aux résultats de la prochaine votation (voire plusieurs successives si nécessaire) et tant qu'une majorité n'est pas atteinte, les sortants sont momentanément conservés ou remplacés par une gérance provisoire ou un collège de citoyens désignés selon les procédures édictées.

Pourquoi les pouvoirs publics privilégient-ils le primo-résultat du vote entonnoir (PRVE) ?

Il est difficile de sortir de la complexité procédurale en usage, ainsi que du narratif « démocratique » des experts, gouvernants et élites, sans recourir à une rupture décisive du « nœud gordien » que cela représente. L'encadrement légal et culturel du processus électoral est tel que le PRVE... :

... justifie tous les goulets amont et durant la phase de vote conduisant à favoriser d'une certaine manière les principaux candidats sélectionnés arrangeant ainsi tous les grands partis habitués au pouvoir.
 ... ressort d'une culture systémique et citoyenne fortement matricée dans les usages civiques et procéduriers desquels il est difficile de s'extraire.

- ... favorise la délégation, le mandat, la représentation nominative, en faveur des grands acteurs des systèmes en place (élus, parlementaires, sénateurs, dirigeants...)
- ... oblige les principaux acteurs impliqués, ainsi que l'ensemble de la technocratie aux leviers du pouvoir, à rester prisonniers d'un conservatisme fortement systémisé en manquant de souffle créatif, d'idées fortes en matière d'évolution, de proactivité et de motivation pour s'engager personnellement dans des ruptures décisives.
- ... est placé sous contrôle direct et pointilleux des institutions et des services publics rendant quasiment impossible un changement de méthode sans un changement profond de régime politique et gouvernemental.
- ... dépend d'élus, gouvernants et politiques contemporains issus eux-mêmes de ce processus faisant que ceux-ci n'ont aucun intérêt à vouloir en sortir, au risque de perdre leur mandat, voire leur raison d'être, en formant ainsi une inertie forte à toute forme de changement.
- ... impose un cadre juridique, légal et procédurier tellement blindé et maillé finement d'obligations contraignantes, que peu de possibilités législatives et opérationnelles sont concrètement possibles en l'état de sa complexité structurelle.
- ... repose sur une architecture procédurale devenue une telle référence sociétale partout dans le monde, malgré des adaptations spécifiques ici et là, que seuls les citoyens adultes d'aujourd'hui et demain parmi les plus engagés peuvent en modifier le sens et la finalité, sans jamais pouvoir vraiment compter sur les autres citoyens badauds et suiveurs et encore moins sur les systèmes en place.
- ... implique une telle simplicité relative dans le décompte des voix qu'il tend à privilégier par nature et par destination aussi bien l'aspect matériel des bulletins de vote, que la probation et la validation des résultats par l'intervention humaine des assesseurs et scrutateurs présents sur place, en rapport avec les listes électorales d'inscrits avec ou sans signature.
- ... comptabilise un résultat statistique relevant d'un rapport arithmétique simple et compréhensible par tous (division), entre le nombre de voix obtenues par chaque candidat et le nombre total de votants inscrits et identifiés sur liste (après signature), en multipliant le produit par 100 pour en définir le pourcentage.
- ... fige d'entrée de jeu la volonté du plus grand nombre de citoyens ayant appris à se contenter par fatalisme civique d'un processus devenu une habitude collective, en n'ayant en réalité aucune vision précise de ce qui devrait être fait pour améliorer leur propre avenir.

La plupart de ces constats sociétaux sont également valables dans bien d'autres domaines de la vie en collectivité.

Les côtés pile Docteur Jekyll et face Mister Hyde du vote

Vantée comme un véritable progrès démocratique, le suffrage universel participatif direct ou indirect, tel qu'il est pratiqué dans sa relative complexité procédurale, s'apparente techniquement à un vote entonnoir. En obligeant le citoyen à prendre position par rapport à une offre restreinte en amont, puis à accepter en aval un résultat relatif au sens démocratique, on comprend pourquoi le vote ne représente nullement un fleuron démocratique éthique, équilibré, respectueux de la position de l'ensemble des citoyens. Il apparaît même, au contraire, comme le prolongement sociétal du contrôle systémique. On peut ainsi

considérer que le vote tel qu'il est pratiqué de manière courante dans de nombreux pays, nonobstant son marketing et sa communication sophistiquée, procède de pratiques et de raisonnements relativement sophistiqués, trompeurs, voire mensongers, sur la base du 2D décisionnel. En tant qu'instrument décomplexé de contrôle des masses par les voies participatives légales, il joue clairement un double rôle positif et négatif, sorte de Janus électoral avec d'un côté le bon Docteur Jekyll et, de l'autre, le mauvais Mister Hyde. Ce mélange entre le politiquement correct et le cynisme habillé de démocratie fait qu'il est difficile de séparer l'objectivité des apports utiles du vote pour la citoyen et la collectivité (Dr Jekyll) et ses effets nocifs à terme sur la dynamique sociétale (Mr Hyde).

Le côté pile du vote Docteur Jekyll : Il apporte objectivement un certain nombre d'avantages sur le papier et en théorie, lesquels dans la pratique de terrain sont hélas rapidement atténués, voire détournés de leur objectif initial. On peut toutefois observer que lorsque le vote ou la votation sont correctement et légitimement bien menés, le citoyen en bénéficie par le fait que... :

. Le vote **représente le droit de choisir** en recourant à la liberté de pouvoir s'exprimer en faveur ou en défaveur (oui ou non, choix d'une option, d'un représentant, d'un élu, d'un projet...).

. Le vote **apporte de la légitimité** à la décision, au choix qui sont faits ou décidés, ainsi qu'une légalité définitive au scrutin, dès lors que celui-ci est effectué dans des conditions d'honnêteté, de transparence et d'équité suffisante.

. Le vote **traduit la volonté** du plus grand nombre de citoyens dans l'accomplissement de ce qui est dit, promis ou décidé, en apportant une relative visibilité au présent comme pour le futur proche.

. Le vote **responsabilise les citoyens et citoyennes** dans le secret de l'isoloir ou à main levée sur les échéances à venir, ainsi que les élus mandatés, en les amenant à prendre position d'une manière ou d'une autre, à refuser de prendre position, à traduire dans les faits du réel ce qui a été dit, promis ou décidé.

. Le vote est **normalement accessible à tous les citoyens inscrits** sur les listes électorales, donc considérés comme viables administrativement, civiquement et juridiquement.

. Le vote est **encadré techniquement** durant toutes étapes du processus électoral afin d'éviter les manipulations, adaptations, arrangements, interprétations, au profit de l'une ou l'autre des parties concernées.

. Le vote est **relativement adaptable et améliorable** en conformité avec la loi, selon les contextes et/ou les demandes explicites des votants, aussi bien dans la méthodologie du scrutin (uninominal, majoritaire à un ou deux tours...), que dans la validation du résultat (majorité relative, absolue, proportionnelle...).

Le côté face du vote Mister Hyde : Selon son usage, il secrète en lui-même la négation même de l'idéal de démocratie en produisant un ersatz de droit et de liberté en fonction directe du cynisme, de la perversité, voire de la bêtise des hommes. Selon la malignité de ceux et celles avides de pouvoir, il manipule les opinions publiques souvent hautement versatiles. Il encourage l'action politique ou directoriale à ne pas trop s'exposer au risque de critique, rejet ou conflit, en privilégiant davantage les mesures et réformettes à dose homéopathique que l'audace disruptive et courageuse. Il favorise tous les excès en « gonflette » communicationnelle qui sait tout, qui promet tout, qui affirme être conscient de tout, mais qui au final se dégonfle largement devant les obstacles de la réalité ou joue uniquement petit bras. Le négatif dans l'usage du vote, c'est principalement :

- . Le **vote entonnoir** sciemment organisé et justifié autour d'un mode de scrutin simplifié en « Pour » et « Contre », voire d'un plébiscite sans aucun intérêt ni légitimité, contribuant à produire presque toujours des majorités très relatives du point de vue démocratique et permettant de perpétuer la dominance des leaderships, des puissants au pouvoir.
- . L'**orientation légale mais délétère du vote** par l'importance des moyens mobilisés (publicité politique, propagande, importance des budgets de communication, affichage, débat orienté et reprise médiatique...), ainsi que par l'intervention plus ou moins subtile des influenceurs (spécialistes, experts, personnalités, responsables politiques, religieux ou autres...).
- . Les **ingérences étrangères** via les réseaux sociaux, l'Internet, l'IA, les nouvelles technologies sous forme de fake news et désinformation de masse dans le but d'orienter le vote de certaines cibles dans un sens ou dans un autre.
- . Un **faible turnover régénératif** au niveau des grands élus décisionnaires et des instances dirigeantes du fait de l'omniprésence alternative des mêmes grands partis et/ou idéologies au pouvoir binarisés (droite/gauche, démocrate/républicain, conservateur/travailleuse...). C'est aussi le fait de la force d'inertie sous-jacente liée au cumul des mandats, de la professionnalisation du politique qui souhaite s'inscrire dans la durée la plus longue, des compromis permanents dans l'Entre-soi politicien.
- . La **caution légale** pour maintenir et prolonger indéfiniment la dominance écrasante des postures et des fondations conservatrices partout dans l'organisation sociétale (maintien des usages, forte législation et normalisation, contrôle permanent des masses, division en classes sociales, hiérarchisation verticalisée...) au détriment des avancées possibles de nature évolutionnaires (rupture par l'audace, le courage d'oser, le changement positivement disruptif...).
- . La **structuration rigide** du processus électoral qui avantage d'abord les toujours mêmes doctrines politiques, les mêmes modèles de gouvernance qui contrôlent la loi, les mêmes types profils de personnalités connues ou premiers de la classe politique, élitiste, technocratique, militants ambitieux pour eux-mêmes, lesquels se soumettent tous d'une manière ou d'une autre aux préceptes issus de l'histoire nationale, de la culture du passé, aux grands intérêts économiques et financiers, aux influenceurs du moment.
- . Le **calcul final du résultat** amenant à donner ouvertement une prime aux votants favorisant le recours à de multiples stratagèmes pour décourager la participation au vote d'un plus grand nombre et prendre ainsi légalement l'ascendant statistique.
- . Les **magouilles politiciennes** en sous-main destinées à contrôler, inverser, décrédibiliser, ternir le résultat des scrutins, en agissant soit **en amont** (fraude sur la composition électorale, charcutage des circonscriptions, modifications des règles de participation, restriction des candidats et listes, nouvelle législation favorable aux uns défavorable aux autres, diffamation et autres coups bas, dramatisation, jouer sur les peurs, exécution de candidat...), **pendant le vote** (corruption, exclusion, pression dans l'isoloir, électoral fictif ou extérieur, fausse procuration, « carrousel » permettant de sur-voter, bourrage d'urne, fausse carte d'électeur avec vote de mineur, cadeau pour aller voter, empêchement physique d'aller voter...) et au **moment du résultat** (falsification électronique, contestation juridique, recours au complotisme...).

En résumé, le processus électoral est un moment dans la vie collective dans lequel se manifeste toute la perversité et/ou le cynisme du monde politique dans la manipulation et les stratagèmes, le 2D primaire, la domination des uns sur les autres, la non-transparence, le mensonge, le trucage et autres cache-misères,

tout en se référant publiquement aux idéaux nobles de la démocratie. D'une certaine façon, le temps du vote est une photographie générale de l'état de maturité ou non, d'adultisme ou d'infantilisme d'une population donnée, ainsi que la démonstration *in vivo* de l'état d'esprit profond de certains candidats et élus sortants.

Les avancées possibles en matière de suffrage universel

Il existe une grande paresse, voire de la peur, à changer l'ordre des choses. C'est aussi une certaine forme d'appréhension politique pour toute gouvernance en place (et de surenchère facile pour l'opposition), dès lors qu'il s'agit de modifier l'existant avec les risques attenants. Le pire en matière de vote est lorsque la légalité et le formalisme de celui-ci servent d'abord et avant tout les intérêts des partis au pouvoir, ainsi que les ambitions personnelles des candidats. Le vote devient alors un instrument officiel de manipulation des citoyens. C'est le cas notamment lorsque les leaders politiques en lice relèvent de la psychiatrie, utilisent effrontément le mensonge, n'ont aucun sens moral ni humanisme ou deviennent du fait de leur âge ou de leur inexpérience les marionnettes de leur parti. Néanmoins, toute collectivité mature a toujours la possibilité d'améliorer, à la fois, les conditions du vote et d'invalider toute mesure déjà votée et/ou jugée inadéquate. Le vote ne doit plus être considéré comme une croyance politique, un acte sacré à solenniser, une obligation morale culpabilisante, mais comme un moyen adulte, légitime et normal pour le citoyen d'exprimer directement son avis, ses attentes, son mécontentement. Il est toujours possible d'avoir les moyens de ses ambitions en mettant en place progressivement de nouvelles règles du jeu plus saines et moins doctrinales en 4 étapes. Aussi pour maximiser la votation citoyenne de manière libre et démocratique il est nécessaire que celle-ci repose sur des fondements capables de représenter 100% des citoyens adultes inscrits et en âge de voter, voire même certains « non encore inscrits » (adolescents, prisonniers sous condition, expatriés...). Une trentaine de mesures légitimes peuvent être intégrés en complément de la plupart des principes techniques et juridiques existants en matière de vote.

Étape 1 : Pour commencer, chaque vote impliquant le citoyen doit être l'occasion d'une évolution sociétale ou organisationnelle destinée à... :

. Détordre au sein des démocraties modernes certains usages devenus obsolètes et habituels altérant fortement les idéaux, les principes, le sens même du vote. Cela concerne directement la représentativité bruyante, l'imposition de soi dominante des leaders du moment, ainsi que la sur-représentativité anormale et fortement déséquilibrée de certaines minorités bruyantes privant, dans le champ médiatique et fonctionnel, bien d'autres catégories de citoyens issues de la majorité silencieuse dans la proportionnalité de réponse et/ou une réciprocité d'action et d'expression.

. Agir, proagir, réagir, dans ce qui est le fleuron de la démocratie, le cœur battant des libertés citoyennes, en sachant remettre en question tout ce qui « cloche » et rend flou le système électoral. Il convient pour tout citoyen adulte d'éviter l'autojustification de l'inaction en ce domaine par des raisons techniques, une indisponibilité et manque de temps chronique, une conjoncture inadaptée ou défavorable, une insuffisance de budget ou d'argent, poussant à accepter indéfiniment l'existant et/ou amenant « à faire avec » toujours et encore.

. Favoriser une marche en avant sociétale à partir de programmations

évolutionnaires précises, chiffrées, datées, certifiées loyales et réalisables par les élus sortants, comme par les « nouveaux entrants », en lien étroit avec un collectif de citoyens concernés. La préférence doit être donnée non pas à la régression, au retour du passé et/ou au durcissement des conditions de vie, mais à toute proposition raisonnable fondée sur des mesures et applications innovantes, adaptatives, disruptives, éthiques, d'assainissement du droit et de la loi, s'appliquant sur la plus grande diversité des domaines de la vie individuelle, privée, collective, publique.

. Préserver des conditions d'un vote libre, ouvert, transparent, intègre, honnête intellectuellement, sur la base de la plus large offre alternative de propositions, positions, professions de foi, obligeant les candidats en lice à signer sur l'honneur une charte éthique jusqu'à les condamner ultérieurement pour forfaiture.

. Éviter la manipulation du citoyen en imposant durant tout le processus électoral le respect de l'ensemble des valeurs évolutionnaires de la part des candidats en lice et des militants, en créant un observatoire des comportements, voire une juridiction spéciale destinée à traiter toutes les malversations et dénis de démocratie.

Étape 2 : Il s'agit ensuite d'améliorer les conditions démocratiques du vote, du processus de votation, par l'intégration évidente d'exigences démocratiques telles que... :

- . L'inscription du droit inaliénable lors de tout suffrage universel du principe « 1 citoyen-1 voix » au sein de chaque Constitution nationale.
- . La transformation profonde de la structuration électorale inhérente à la représentativité du citoyen en faveur des grands élus nationaux (députés, sénateurs, grands conseillers...), non sur la base dogmatique et non équitable d'une répartition territoriale égalisant mathématiquement chaque grande région, état, province..., avec le même nombre de représentants, mais uniquement sur la réalité de la densité démographique territoriale, donc du poids réel des citoyens là où ils vivent.
- . L'intégration d'une parité entre les candidats apolitiques, les citoyens indépendants volontaires sans liste ni parti, formant la majorité silencieuse non militante avec ceux relevant d'un parti politique officiel.
- . La récusation de l'hyper sélectivité des noms et/ou profils des candidats (ou des questions posées) en amont du vote dans le huis clos des compromis au sein des partis, systèmes, organisations, entités concernées, en invitant, avant tout vote définitif, à une sélection citoyenne préalable fondée sur la nature réaliste des programmes proposés, via une filtration naturelle issue d'une ou plusieurs primaires citoyennes (et non militantes).
- . La limitation du nombre de nouvelles lois additionnelles durant chaque mandat législatif et présidentiel afin d'éviter l'asphyxie procédurière, l'envahissement technocratique dans la vie citoyenne, tout en recommandant la soustraction législative et normative comme moyen d'oxygéner la dynamique sociétale.
- . L'exigence d'information complète sur les 2 aspects centraux du vote à savoir le contenu détaillé, daté, chiffré et engagé des programmes proposés par les candidats ; le cursus réel, factuel, objectif de chaque candidat en lice, ainsi que leur structuration intellectuelle en évitant tout recours aux clichés, mythes, falsifications de la réalité (savoir vraiment sur quoi et à qui l'on a affaire).
- . Le refus du vote entonnoir et de ses principes actifs, dès lors que celui-ci repose sur une offre quantitative limitée, voire unique (plébiscite), obligeant les électeurs à choisir uniquement ce qui est déjà présélectionné et téléguidé de manière pas toujours claire ni transparente.

- . La possibilité d'opter pour 5 types de votes : Pour, Contre, Abstention, Nul, Blanc, nécessitant d'effectuer une péréquation objective afin de pouvoir déterminer la véritable légitimité du résultat final.
- . Le recours à un algorithme de calcul objectif du résultat incluant l'ensemble du corps électoral inscrit et en âge de voter, en indiquant parallèlement la relativité du résultat obtenu par rapport au nombre de votants participants et de non-votants inscrits.
- . La non-prise en compte des votes adoptés en séance publique sans un quorum minimum de participants et/ou du fait d'une minorité influente composée d'élus Godillots aux ordres du pouvoir en place, alors que les autres représentations ont décidé de ne pas participer.
- . L'inscription des lois dites conjoncturelles ou gouvernementales dans une temporalité limitée (et non illimitée : ex. 10 à 15 ans renouvelable), afin de pouvoir évaluer leur réelle efficacité (ou inadéquation) au fil du temps en fonction des évolutions sociétales, des attentes des nouvelles générations.
- . Abaisser l'âge minimum du vote dans certaines circonstances, voire son extension à des minorités habituellement exclues (lycéen(ne), étudiant(e), immigré(e), sans papier, prisonnier...).

Étape 3 : Il s'agit de réduire l'ambition personnelle des futurs élu(e)s en « déprofessionnalisant » le rôle politique dans la représentation du citoyen. Le meilleur moyen consiste à dépersonnaliser les titres honorifiques et symboles attachés, à limiter les avantages et privilèges liés aux mandats électifs à ceux du middle management dans le secteur privé. L'objectif consiste à faire de l'élu un simple citoyen au service des autres citoyens et non l'inverse. Il faut pour cela :

- . Désolenniser le rôle et l'image du politique en ne le prenant pas pour un alpha-citoyen qui peut tout dire, tout faire, tout imposer, tout diriger.
- . Réduire la durée électorale globale des mandats publics (ex. 10 ans maximum) de façon à limiter fortement la rente politique et ses mauvaises habitudes, tout en ouvrant des perspectives électorales pour de nombreux citoyens volontaires.
- . Limiter le cumul des mandats au même moment (ex. 2), ainsi que le nombre de mandats successifs ou dans le temps (ex. 2 ou 3).
- . Encadrer comme dans le secteur privé le montant global des salaires, allocations et émoluments versés aux élus, afin que l'argent reçu ne devienne pas une motivation vénale dans la quête d'un mandat électif (ex. 2 SMIC + frais réels).
- . Imposer une expérience professionnelle conséquente dans le secteur privé pour tout candidat(e) destiné(e) à interagir dans le domaine public et pas seulement une référence à la fonction publique, aux titres et diplômes universitaires.
- . Éviter la concentration des mêmes professions parmi les élus (militaire, fonctionnaire, enseignant, avocat...) sans pouvoir dépasser 5% du total des personnels élus de même catégorie.
- . Contrôler l'influence directe et indirecte des élus dans la sphère publique, médiatique, administrative, judiciaire, dès lors que ceux-ci tentent d'user de leurs prérogatives ou de leur ascendant.
- . Surveiller étroitement l'influence des lobbies afin d'éviter toute forme de corruption des élus par le biais d'un renseignement ouvert et/ou par des alertes sur les pratiques menées (cadeau, invitation, emploi, argent, menace, pression...).
- . Pratiquer un audit à mi-mandat pour toute élection ressortant du suffrage universel effectué par les citoyens de la société civile ou leurs représentants mandatés, afin d'évaluer en cas de doute l'adéquation entre les engagements pris dans les programmatiques et leur réalisation effective.

- . Possibilité de réfuter les mesures prises, de désavouer à mi-mandat tout élu(e), dès lors que les actions menées (ou pas) ne correspondent pas *stricto sensu* aux engagements pris et aux promesses faites (sauf contexte objectif entre temps).
- . Exiger un serment ou un « certificat d'intégrité morale et intellectuelle » pour tous ceux et celles élus ou nommés dans les instances territoriales, nationales, fédérales et chargés des affaires publiques et du destin des peuples.
- . Exclure tous les candidats ayant un casier judiciaire récidiviste ou une instruction judiciaire en cours (jusqu'au jugement final).

Étape 4 : Il s'agit également d'impliquer directement le citoyen sur les changements nécessaires en l'incitant au moment du vote à :

- . Être toujours vigilant et se méfier de la parole politique derrière le premier degré du discours et de la solennité du rôle, car il existe toujours un second degré (compromis internes), voire un troisième niveau profond (pulsions, traumatismes, mentalisation propre à chaque élu...).
- . Se défier constamment de l'emprise du pouvoir et/ou celle exercée par les minorités agissantes dont la finalité est différente de celle du citoyen lambda en manifestant plus d'intention manipulatrice que d'altruisme.
- . Réfléchir son vote en fonction de facteurs positifs, utiles, courageux, favorables à la majorité de la population et/ou l'avenir du pays et non par rapport au négatif des discours contextuels de peur, de chaos possible, de dramatisation, de critique systématique, d'intolérance, ou encore à partir de petits calculs mesquins, d'une vision tronquée de la réalité par la désinformation et les fake news, d'une stratégie en chambre bancaire et erronée sans être vraiment bien informé sur le fond de la réalité, ou encore à partir de promesses fallacieuses, de croyances ou de rêves illusoire.
- . Ne pas succomber à l'influence du politique « prêcheur de sa propre vérité », dès lors que celui-ci s'impose tel un « harceleur de cour de récré » se sentant protégé et/ou au-dessus des autres et/ou en imposant ses vues, en se faisant craindre, en alimentant la peur et la soumission autour de lui, en étant ouvertement démagogue, menteur dans un déni permanent.
- . Proposer soi-même des pistes, des idées, des demandes, des souhaits, des réflexions en fonction de ses attentes civiques, en donnant dès que nécessaire son avis en libre expression sur des sites d'e-Tribune indépendants (anti-réseaux sociaux), en participant au vote électronique consultatif.
- . Participer sur le terrain du quotidien, en amont comme en aval du vote, à des actions bénévoles, des conventions thématiques, des chantiers de réflexion, des séminaires d'étude..., jugés utiles à la collectivité et à la société, voire en endossant au moins 1 fois dans sa vie des responsabilités collectives (juré, assesseur de bureau de vote, membre d'un conseil municipal ou d'une association...).

Faut-il voter pour élire un candidat qui ment effrontément ?

On reconnaît un candidat qui ment spontanément par son aplomb général, la relative fixité de sa posture faciale, l'usage d'un lexique de victime couplé à un narratif offensif utilisant généralement des arguments simples avec des critiques qui font mouche. Il laisse volontairement dans l'ombre le principal des faits reprochés sans répondre clairement aux questions précises, tout en amenant autrui uniquement sur son terrain d'expression, de prédilection. Ce genre de personnage est courant en politique, dans la sphère médiatique et le monde des affaires, en ne concédant jamais rien sur la révélation de la vérité des faits. Il ne

reconnaît jamais ses torts en public en optant délibérément pour le mensonge comme truisme psychologique traduisant sa vision personnelle hautement subjective des choses. Pour lui, le mensonge n'a pas plus de connotation morale que la vérité, l'important étant d'affirmer avec autorité et conviction pour que les choses soient ou le deviennent. L'individu fonctionne comme s'il était atteint d'amnésie lacunaire (mémoire partielle et orientée des faits) dans une sorte de « tout ou rien » inspiré du poker menteur. Il sait que s'il fait preuve publiquement de franchise, de simple honnêteté intellectuelle, de contrition, sa réputation sera alors définitivement faite de « menteur repentant » à qui l'on ne peut plus faire confiance. Pour éviter cette « mort sociale », il choisit la fuite en avant permanente du mensonge en construisant sa vie et ses relations sociales sur des apparences, des faux-semblants, une fausse image, un paraître, l'éloignant inévitablement de l'authenticité, de la sincérité, de l'éthique, de l'intégrité. Le mensonge appelant le mensonge, il l'utilise à tout moment en pratiquant sans état d'âme envers les autres une démagogie fondée sur la séduction, la flatterie, la fausse empathie, la fausse sincérité, la complaisance, la serviabilité, les sourires de façades, en jouant sur son charisme et/ou la sympathie qu'il inspire.

Le mensonge n'est rien sans l'intérêt d'autrui ou l'attention portée. Aussi, tout citoyen électeur qui se laisse berné et piéger à répétition par les discours trompeurs et démagogues est forcément lui-même une personne ayant de graves problèmes de personnalité (agressivité chronique, manipulateur, pervers, complexé, traumatisé...) et/ou démontrant un manque patent d'intelligence et de discernement et/ou se comportant en magnifique imbécile aveuglé par ses certitudes, a priori, émotions et/ou sentiments. Que le citoyen soit crédule, candide, naïf, godillot, aux ordres, mouton suiveur, psychorigide, revanchard ou manipulateur, il devient la proie facile des menteurs démagogues « pathologiques ». Généralement l'intelligence est sensible à l'intelligence (à la logique, au bon sens, à la cohérence d'ensemble) faisant que si l'individu menteur est plus intelligent que le moyenne des autres, il contrôle alors leur l'intelligence ou du moins l'influence. Le problème est que l'intelligence fortement subjectivée et/ou conditionnée amplifie l'erreur de jugement du fait direct du matricage culturel initial, ainsi que des formatages mentaux liés aux pratiques, usages et routines du quotidien. En d'autres termes, il est possible de dire « Dis-moi comment tu votes, je te dirai qui tu es et quel est ton niveau d'élévation conscientielle ». On peut même affirmer que toute minorité (ou majorité) influencée et/ou sous l'emprise d'un menteur démagogue met en danger l'ensemble de la société jusqu'à encourager des dérives, des retards, des erreurs sociétales majeures, que les autres et/ou les générations à venir devront un jour payer. La coresponsabilité collective est grande à voter et suivre aveuglément de manière inconditionnelle tout leader démagogue expliquant pourquoi, au fil du temps, l'idéal de démocratie se dénature, s'affaiblit, s'altère, se corrompt, s'enlaidit, s'avilit de l'intérieur. Le vote n'est pas seulement l'expression d'une opinion « pour ou contre », la manifestation d'une humeur euphorique, fataliste ou haineuse, mais d'abord et avant tout un moment décisionnel collectif qui engage, un peu plus à chaque fois, la société sur une ligne de plus grande pente de durcissement, de stagnation, d'inversion ou de régression. Si ce ne sont les contemporains qui en subissent les conséquences, ce sont alors les enfants et les générations à venir qui vont devoir payer la note (encadrement liberticide, normalisation étouffante, conflit et crise à gérer...).

Le vote, un instrument potentiel de manipulation des masses

L'acte de vote en démocratie est donc celui qui façonne de manière structurelle et conjoncturelle la société de l'intérieur. Il est donc particulièrement grave de se laisser embobiner par le mensonge, la désinformation et l'imposture utilisés à des fins d'ambition politicienne personnelle ou d'intérêts partisans. Il est également préoccupant de participer par le vote à une complicité passive en temps réel, abîmant et bafouant l'idéal de démocratie dans l'illusion de bien faire son devoir civique. Il est clair que dans ces conditions, le vote n'est nullement un levier positif de démocratie appliquée capable de faire avancer les choses de manière plus juste, plus équitable, plus dynamique, plus qualitative, plus libertaire. Il devient un formidable instrument de manipulation des masses avec la totale complicité de ses membres actifs. On ne peut donc exonérer de cette connivence suiveuse et fataliste tous ceux et celles qui votent de manière sage, conforme, politiquement correcte. Il en est de même avec tous ceux et celles qui se font bluffer par la seule émotion en participant au vote comme à un spectacle divertissant de règlement de compte entre adversaires politiques. Mieux vaut, dans ces conditions, s'abstenir avec lucidité que de voter par obligation, tant que l'offre proposée n'apparaît pas conforme aux attentes intimes ni à une orientation collective jugée positive. Le seul fait d'alimenter le mouvement perpétuel de bascule politique d'un côté (parti au pouvoir) ou de l'autre (opposition) n'est pas la fonction originelle et essentielle du vote. C'est même son plus grand défaut, dès lors que les principaux acteurs trompent ouvertement leur monde. En résumé, tant que le mensonge et l'illusion dominent dans les manœuvres politiques et la stratégie des gouvernances en place, la plupart des démocraties ne sont que des royaumes de contrefaçon, de faux-semblant, de comédie, voire de tragédie, dans lesquels le citoyen adulte n'a pas vraiment sa place !

16 questions à se poser au moment du vote

Derrière le contrat moral et social entre les citoyens, les élus et les représentants des systèmes en place, le vote est-il en réalité un piège systémique destiné à valider les actions et mesures gouvernementales, une « respiration » démocratique permettant de se défouler régulièrement, ou un véritable moyen d'action collective aux mains des citoyens justifiant le « *pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple* » ? Pour trouver soi-même la réponse, il est nécessaire de se poser quelques questions essentielles :

- . Le résultat du vote représente-t-il toujours la volonté réelle du plus grand nombre ?
- . Voter pour un candidat peut-il vraiment améliorer les conditions de vie du citoyen lambda, alors que l'élu est rarement en mesure de changer l'ordre profond des choses ou à la marge (réformette, mesurette, mousse médiatique, marketing et communication politique) ?
- . Le vote ne favorise-t-il pas d'abord les ambitions personnelles des candidats avant de satisfaire les attentes du citoyen ?
- . La démocratie du vote ne génère-t-elle pas le même type de croyance et d'espoir déçu que dans la religion ou la parole des autres ?
- . Voter peut-il réellement impulser un véritable changement d'orientation ou de régime capable de faire avancer les choses ou, au contraire, les faire reculer ou stagner, les durcir, les rendre plus difficiles encore ?
- . Le vote consiste-t-il à maintenir à l'identique le régime en place et préserver ce qui existe déjà ou rompre avec le connu dans l'espoir et l'incertain ?

- . La démocratie du vote est-elle vraiment au service de la communauté des citoyens lorsque tout repose sur les épaules d'un seul candidat ou d'un parti minoritaire dans la population ?
- . Voter est-il un droit décisif en démocratie, un instrument efficace de contre-pouvoir face aux gouvernants, ou simplement la confirmation d'une formidable conduite orientée des masses et des affaires publiques ?
- . Le vote privilégie-t-il d'abord les attentes légitimes de la majorité des citoyens ou favorise-t-il avant tout les objectifs des minorités influentes, des grands partis politiques, des systèmes dominants en place ?
- . La démocratie participative exprime-t-elle vraiment une liberté citoyenne face au droit de non-participer dans la liberté de pensée ?
- . Voter conduit-il uniquement à donner quitus au sortant ou à s'engager dans l'aventure en faisant confiance aux candidats inconnus, menteurs et/ou démagogues ?
- . Le vote « Pour » ou « Contre » sert-il vraiment à quelque chose d'utile au sens sociétal, est-il plus important que le vote nul, blanc ou l'abstention en tant que posture de refus ou de rejet de l'offre proposée ?
- . En démocratie, le vote n'est-il pas un devoir civique servant d'alibi aux gouvernants et aux pouvoirs en place, afin de leur permettre d'œuvrer légalement dans la gestion des affaires publiques et les mesures prises ?
- . Voter améliore-t-il réellement l'horizon du citoyen en accordant les pleins pouvoirs à ceux et à celles qui produisent les lois, les normes, les règles, les mesures, obligeant ensuite le citoyen à s'y soumettre ?
- . Le vote entonnoir rend-il le citoyen plus heureux, mieux écouté, davantage pris en compte, plus adulte, plus responsable ?
- . La démocratie du vote contribue-t-elle dans les faits à produire des solutions simples, rapides et positives en faveur de tous ou à complexifier et négativer encore davantage la vie en société ?

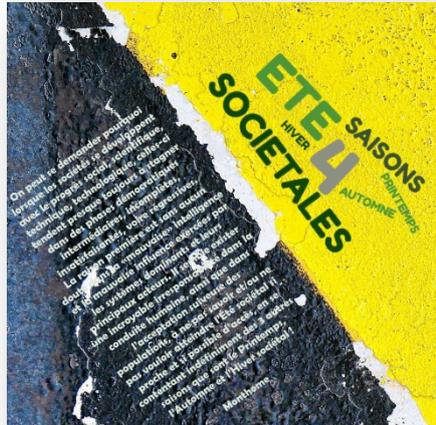
Quelques interrogations sur le vote entonnoir

Le vote entonnoir largement pratiqué dans la plupart des démocraties du monde n'est-il pas le mieux adapté à ceux et celles qui pratiquent couramment le mensonge, la désinformation, l'influence, l'autoritarisme, l'ambition personnelle, la démagogie, le populisme, le clientélisme ? En d'autres termes... :

- . Le résultat du vote doit-il justifier les moyens utilisés ?
- . A-t-on besoin de mensonge, de promesse, de rêve et d'espoir pour aller voter ?
- . Est-ce que la vocation souhaitable d'une véritable démocratie consiste à s'enchaîner par la loi à des libertés conditionnées par le vote entonnoir ?
- . Est-il normal de donner plus d'importance sur le fond aux bulletins déposés dans l'urne, alors même que le panurgisme participatif produit toutes les conditions du vote entonnoir ?
- . Est-il acceptable que la masse souvent majoritaire de ceux et celles qui ne votent pas ne soit jamais prise en compte dans les conséquences du vote ?
- . Doit-on opposer le votant volontaire au non-votant volontaire dans le résultat final impliquant les mêmes conséquences pour tous ?
- . Le non-votant doit-il être considéré comme un invisible, un empêchement de tourner en rond, un non-suiveur n'ayant pas son mot à dire, un réfractaire, un résistant, dont il faut restreindre le champ d'action, d'expression et d'engagement ?
- . Le vote participatif ne relève-t-il pas d'une hérésie démocratique en laissant dans l'ombre, comme en faisant l'impasse, sur un nombre important de citoyens actifs volontairement non-votants ?

- . Existe-t-il trois sortes de citoyens au moment du vote : celui qui vote à récompenser, celui qui ne vote pas à se désintéresser, celui privé de vote à punir ?
- . Quel est le citoyen le plus adulte, lucide et avisé au moment du processus électoral conduisant au vote entonnoir, celui qui vote ou celui qui ne vote pas ?

Ces simples questions et interrogations nécessitent d'être posées si l'on souhaite que la nation, la patrie, ne repose pas sur un pseudo-socle démocratique. La représentation de la volonté multiple des citoyens est un enjeu politique majeur que l'on ne peut pas réduire ni simplifier à la stricte application d'usages jamais remis en cause. Le vote entonnoir est le levier complice des systèmes en place, dès lors qu'il contribue à donner une fausse représentation de la réalité citoyenne à un moment *t*. Tant que l'on accepte que seulement 30% d'une population donnée ayant voté produise au final 60% ou plus de résultats majoritaires (voire un plébiscite), cela signifie clairement que la réalité démocratique est faussée, que l'esprit de démocratie est légalement trompé. Tout devient alors illégitime pour la grande majorité des autres. On assiste alors au triomphe paradoxal des minorités agissantes avec la preuve flagrante que le vote entonnoir alimente le plus parfait des contresens démocratiques !



Hastag #40

Les 4 saisons sociétales de l'Été démocratique des libertés à l'Hiver systémique des interdits

Sommaire

- . Introduction
- . Les conditions prévisibles de l'Hiver sociétal
- . Le grand désordre précurseur de l'Hiver sociétal
- . Aujourd'hui l'Automne sociétal demain l'Hiver sociétal
- . Les comparatifs entre saisons sociétales sont des raisons de craindre et espérer
- . Mantras politiques vs Mantras citoyens
- . La mauvaise influence de l'Automne sociétal
- . 40 antivaleurs non évolutionnaires
- . L'Été démocratique en société
- . La nécessité d'une défragmentation sociétale
- . 3 règles pour défragmenter le « mauvais » systémique

Résumé

Cet **Hastag** associe les « 4 saisons » de l'évolution démocratique à la réalité citoyenne vécue dans la plupart des sociétés modernes. Il ressort de ce constat que le présent est plongé dans l'Automne sociétal et que se profile l'Hiver sociétal dans de nombreuses nations occidentales et émergentes. On peut alors se demander pourquoi lorsque les sociétés se développent avec le progrès social, scientifique, technique, technologique, celles-ci tendent presque toujours à stagner dans des phases démocratiques intermédiaires, incomplètes, insatisfaisantes, voire régressives. La raison première est sans aucun doute dans la « mauvaise » intelligence et la mauvaise influence exercées par les systèmes dominants et leurs principaux acteurs. Il semble exister une incroyable irresponsabilité dans la conduite humaine, ainsi que dans l'acceptation suiveuse des populations, à ne pas savoir et/ou ne pas vouloir atteindre l'Été sociétal si proche et si possible d'accès, en se contentant indéfiniment des 3 autres saisons que sont le Printemps, l'Automne et l'Hiver sociétal !

A l'aube du III^e millénaire, l'Hiver sociétal s'annonce dans de nombreux pays occidentalisés et non occidentalisés. L'Hiver sociétal (politique et systémique) est celui que subissent la plupart des pays communistes et totalitaires via la dictature ou l'intégrisme religieux. Par Hiver sociétal, il faut comprendre l'emprise dominante et négative des systèmes (pouvoirs publics, culturels, médiatiques, bancaires, financiers, politiques, marchands, religieux, administratifs, technocratiques...) sur la vie collective et celle du citoyen lambda, c'est-à-dire sur la société en général. Il annonce un horizon sociétal assez anthracite (gris-noir), régressif, liberticide, hautement contrôlé et standardisé, bridant fortement les conditions humaines et citoyennes modernes. Son arrivée se caractérise d'abord par une augmentation simultanée des crises intérieures, des tensions économiques et financières, des conflits sociaux, des remises en cause culturelles, des revendications territoriales fortes, quels que soient les pays dans le monde, puis par une atonie généralisée des populations couplée à une propagande médiatique mensongère omniprésente. Sur le fond, l'Hiver sociétal traduit un profond malaise existentiel généralisé dans le corps social avec la manifestation de nombreux symptômes de mécontentement, d'irritation, de colère, de déception, de révolte, voire de rébellion, La « révolte des consciences » qui en découle en provenance notamment d'un grand nombre de citoyens informés, éduqués, urbanisés (et pas uniquement des territoires ruraux) s'alimente constamment de la détérioration des conditions de vie en temps réel. Elle s'entretient également par l'incurie réelle ou supposée des gouvernements, des grandes organisations mondiales (ONU, OMC, OMS, FMI, Banque mondiale...), jugés incapables de résoudre les grands problèmes sociétaux du moment.

Les 4 saisons sociétales

L'évolution sociétale des nations modernes n'est aucunement linéaire. Elle peut franchir graduellement les saisons, sauter une ou deux saisons, stagner dans l'une d'entre elles, revenir à la saison antérieure, cela en fonction directe des mentalités au pouvoir et dans les populations concernées. Il est même possible de cumuler en même temps une fraction de chaque saison en fonction des territoires concernés, des domaines d'activité, du secteur privé ou public, en mélangeant la tolérance, l'ouverture d'esprit, la positivité chez les uns, le suivisme fataliste, l'esprit technicien, le conditionnement mental chez certains, la psychorigidité, la défiance, la focalisation chez d'autres, créant un vaste melting-pot sociétal sans véritable destin affirmé ou pour le moins brouillé, parasité, inconstant, réversible. Chaque saison correspond à de grandes tendances de fond avec... :

. Le Printemps sociétal : Phase intermédiaire et incomplète en matière de démocratie naissante annonçant des ouvertures libérales, des mesures libertaires, l'apport de droits humains en faveur des populations. C'est aussi des réformes structurelles et conjoncturelles positives pour la stabilisation nationale du pays et de ses territoires historiques, tout en cumulant encore de nombreuses insuffisances, faiblesses, tensions et crises politiques. Cette saison motivante dans les pays émergents et les territoires sortant d'une histoire clanique ou tribale, de rivalités incessantes, voire d'un traditionalisme et/ou d'une dictature sans partage, se concrétise par de nouveaux espoirs, de nouvelles attentes en matière de permissivité, d'affranchissement de certaines règles antérieures, d'un plus grand pluralisme politique, d'une demande d'égalité entre les citoyens, du recours à la délégation par le vote...

. **L'Été sociétal** : Étape principale et prioritaire à atteindre dans toute société humaine moderne traduisant un état de maturité collective, d'adultisme dans la mentalité générale, d'épanouissement libertaire. Elle traduit la réalité d'un accomplissement dans la vie du citoyen par l'accès à l'autodiscipline, à l'esprit de responsabilité, à l'équité, à l'autonomisation, à l'horizontalité des rapports... Il consacre notamment l'usage de valeurs humanistes et de fondements évolutionnaires dans des pratiques démocratiques et citoyennes avancées favorisant la plénitude citoyenne, la stabilité collective. Cette saison est l'avenir normal des démocraties saines, pleines et entières en favorisant, au plus grand nombre, l'accès à une véritable qualité existentielle dans les conditions humaine, citoyenne et sociétale.

. **L'Automne sociétal** : Phase de transition médiocrisée impliquant la stagnation, voire une phase sociétale d'instabilité avec des conflits récurrents, un maillage législatif étouffant, une normalisation asphyxiante, une amplification des mesures coercitives, un durcissement des mesures gouvernementales. Il s'agit d'un net recul démocratique, un revirement, voire un retour en arrière dans les conditions humaine, citoyenne et sociétale, avec le recours constant au 2D. Le champ des libertés comme l'espérance citoyenne se transforment peu à peu en résignation, en fatalisme, face à une offre politique sans envergure ni puissance évolutionnaire, mais excessive et déraisonnable en communication médiatique. C'est la saison sociétale actuelle que traversent la plupart des démocraties occidentales dans un contexte de dramatisation, de tragédie collective. On observe un peu partout une inversion progressive des valeurs (sinon leur banalisation), ainsi que le caractère quasi inextricable des lourdeurs administratives et des mesures technocratiques à la chaîne (taxation, surveillance, contrôle, normalisation, gestion à court terme, budgétisation faisant la pluie et le beau temps...).

. **L'Hiver sociétal** : C'est l'enfer citoyen comme horizon d'entropisation générale directement lié à la fuite en avant et l'aveuglement général instaurés durant l'Automne sociétal. Il se caractérise par une dégradation sociétale majeure résultant d'une emprise systémique irresponsable échappant au contrôle de ses propres servants. La société se rigidifie sous la conduite de régimes autoritaires, totalitaires, isolationnistes, avec un délabrement des idéaux de démocratie, la privation de nombreux droits et libertés. C'est aussi des citoyens soumis, en état de régression dans la mentalité, une forte rétrogradation civique. L'Hiver sociétal caractérise le retour de la violence sociale, voire l'instauration d'un système archéosociétal fondé sur le 1D, 1.5D, 2D dans lequel le mensonge, l'inversion des faits, le déni, la mauvaise foi, sont monnaie courante. Il caractérise également la fin d'un cycle sociétal et/ou civilisationnel, un déclin en phase terminale, par la lente déliquescence des institutions, des valeurs, l'effondrement des grands référentiels culturels et sociaux.

Les conditions prévisibles de l'Hiver sociétal

L'Hiver sociétal traduit une nette courbure des postures dirigeantes à l'échelle mondiale vers l'affrontement des systèmes entre eux, la rivalité économique, la confrontation géopolitique, la coercition technocratique, la restriction consumériste et budgétaire, la répression sécuritaire, produisant mécaniquement des réactions de rejet en nombre et en intensité de la part d'une grande partie du corps social planétaire. Les épisodes de protestation, de rejet, de refus, de

mauvaise humeur, se succèdent, relayés ici par une information médiatique continue en temps réel attisant les émotions et les positions, tout en gommant, grossissant ou minimisant là, les faits d'actualité selon les impératifs, agendas politiques et audiences attendues. Tout cela a déjà commencé dans la période actuelle d'automne systémique annonçant une accélération et une fuite en avant du fait d'un contexte géopolitique hyper fragmenté sur l'essentiel. L'arrivée plus ou moins inéluctable de l'Hiver sociétal s'annonce comme une évidence tant que les gouvernants et les politiques technocratisés et/ou idéologisés n'auront pas réussi à résoudre les 4 grandes problématiques alimentant la chronicité de la déception des populations et du citoyen moderne :

1. La montée en puissance structurelle de la paupérisation croissante des classes moyennes assommées par l'importance des coûts contraints (taxes, TVA, mobilité, énergie, alimentaire, logement, crédit...) face à des niveaux de salaire souvent bas et fortement bridés.

2. L'omniprésence d'un « mauvais » triptyque systémique fondé sur une équation erronée de l'Offre sociétale, culturelle, publique et marchande, induisant globalement une **moindre qualité** avec des **prix élevés** et un **accès difficile**. Si la partie économique relève directement des stratégies menées par les multinationales, les grands groupes industriels et financiers, le secteur public n'est pas en reste avec la dégradation constante des services sociaux et d'intérêt général (du fait de l'automatisation et des nouvelles technologies), avec une augmentation subséquente des contraintes imposées dans la vie de tous les jours (normes, lois, procédures, codes...). En d'autres termes, l'emprise des systèmes dominants est devenue à la fois asphyxiante et plus du tout à la hauteur des grands enjeux modernes de démocratie et de citoyenneté. C'est le cas notamment avec une fuite en avant gestionnaire et court-termiste d'efficacité budgétaire et de rentabilité, une course au profit et à la productivité, obligeant à recourir 3 leviers « anti-citoyens » :

. La **baisse globale de qualité** des prestations, services et produits dans des processus de plus en plus standardisés, normalisés, procéduriers, réglementés, voire hautement marketisés dans le virtuel et l'excès de suggestion et de communication (soit le contraire de l'honnêteté intellectuelle, de la transparence, de la fidélisation).

. Des **prix de plus en plus élevés** favorisant l'État et les services publics par l'importance en valeur des taxes, TVA et différentes contributions sociales proportionnalisées au prix de revient final. Un prix de revient lui-même augmenté par la « prédation » économique majeure de toute la chaîne d'intermédiaires et prestataires au détriment des producteurs locaux, des fabricants initiaux et bien sûr du consommateur final (soit le contraire du prix juste et équitable).

. Des **conditions administratives, juridiques et relationnelles** imposant de véritables parcours d'obstacles relativement difficiles d'accès, voire compliqués par la présence de nombreuses obligations préalables et des délais allongés ou d'indisponibilité (soit le contraire de la simplicité, fluidité, disponibilité).

3. Le durcissement des politiques gouvernementales menées avec un certain autoritarisme et dirigisme sous l'angle sécuritaire (surveillance, flicage, espionnage, contrôle, répression, racket, traque...) couplé à la multiplication conjoncturelle de nombreuses interactions défavorables. C'est le cas notamment des contextes inflationnistes dans certains pays, des crises macro et microéconomiques à répétition dans d'autres, ou encore des effets délétères et violents d'un dérèglement climatique mal anticipé, mal géré dans certaines

régions, pour certaines populations, certaines activités économiques. À cela s'ajoutent les contextes de guerre, les tensions géopolitiques, les revendications nationalistes et territoriales. C'est aussi tout ce qui affecte directement, de près ou de loin, l'emploi, la retraite, les conditions de travail, la rémunération, les revenus et salaires, dès lors que des mesures gouvernementales impopulaires, unilatérales ou partisans catalysent la mobilisation générale, les mouvements sociaux, les manifestations de masse, les « NON » lors des élections.

4. Le caractère insidieux de la pollution, des polluants, de la baisse structurelle de l'immunité naturelle, des maladies, des virus, de l'altération des conditions sanitaires et d'assistance malgré tous les progrès effectués, mais devenus de moins accessibles techniquement et/ou financièrement pour une grande partie des populations. On peut y inclure dans certaines régions du monde la faim, le manque d'eau, les conditions hygiéniques défailtantes affectant directement la santé ou faisant vieillir prématurément le corps humain.

Le grand désordre précurseur de l'Hiver sociétal

À cause de la bêtise à ne pas voir plus loin que le bout de son nez, de l'agressivité en soi, de l'arrogance, de l'orgueil, de l'ambition du pouvoir, de la vénalité, de l'égoïsme, de la cupidité, de la jalousie, de la servilité, de la lâcheté humaine, de l'esprit de revanche, d'une insatisfaction latente..., le monde s'est fortement fragmenté au cours de l'histoire. Une fragmentation qui s'est progressivement démultipliée sur la planète en archipels idéologiques, en territoires concurrents, en blocs d'alliance conjoncturels, en divisions culturelles, sous la forme d'une immense balkanisation et dispersion sociétale. Selon la géographie et l'histoire de chaque territoire, on peut même parler d'hyper fragmentation de l'espèce humaine, non du point de vue de son ADN, mais de son adaptation anthropologique, sociologique, culturelle. L'éclatement mental, comportemental et psychologique qui en résulte explique les raisons d'un véritable 180° dans l'approche de la réalité, comme dans les lois, usages, pratiques, postures prises dans l'interprétation des faits. Cet éparpillement sur de très nombreux sujets sociétaux induit des divergences de sens, ainsi que la constance d'un « désordre » plus ou moins organisé entretenant toutes les rivalités, toutes les concurrences, toutes les compétitions, toutes les abjections connues. C'est également la consécration de l'imbécillité intelligente de l'espèce humaine, c'est-à-dire de l'importance déséquilibrée entre la production neuronale au sein du cerveau humain (linguistique, mémoriel, abstraction, conceptualisation, raisonnement, imaginaire, virtualisation, accumulation et utilisation orientée des savoirs et connaissances, traitement de l'information...) et toutes les autres fonctions essentielles de l'esprit et du corps humain issues de la biochimie du cerveau, du mental, de l'anatomie (force mentale, motivation, intuition, passage à l'acte, audace, créativité, force des émotions, humeur, intensité de l'affect, accomplissement sexuel, retour sensoriel, activité manuelle, autonomisation, résistance physique...).

Cette dysharmonie entre la limitation ou la minimisation de nombreux états d'être et potentialités du corps physique (Hastag [#8](#)) et l'amplification surdimensionnée accordée aux activités cérébrales produit un déséquilibre d'ensemble chez la plupart des hommes et des femmes éduqués. Ce déséquilibre au sein du vivant supérieur explique l'inaboutissement chronique chez de nombreux individus parmi les plus intelligents, les plus cultivés, les plus décisionnaires et influents. Un

paradoxe qui trouve son origine dans l'entêtement collectif à se copier les uns les autres, à s'identifier les uns aux autres, à faire et apprendre les mêmes choses par besoin d'appartenance. Cet entêtement à miser uniquement sur la standardisation du paraître en n'étant jamais vraiment soi-même, sur un conformisme bon chic bon genre alimentant le politiquement correct, sur un conservatisme façonnant l'esprit par le biais d'un passé révolu, faussé, imparfait, conduit à retarder le passage nécessaire de la « Porte » de l'avenir évolutionnaire.

Syndrome de l'entêtement

L'entêtement politique, stratégique, décisionnel, est le symptôme classique de l'intelligence focale (sans vision globale) souvent percluse de certitudes et/ou profondément formatée. Il se caractérise par une volonté obstinée, voire aveugle, à poursuivre ce qui est entrepris, déjà engagé, voire à l'amplifier davantage encore par orgueil, imposition de soi, haute image de soi, voire autisme social, schizoïdie. Le simple fait de ne rien vouloir entendre de différent, de ne pas envisager un autrement, de ne pas rechercher d'autres solutions, en s'accrochant uniquement à ses certitudes, à sa décision de départ, n'est pas vraiment un signe positif de sagesse, d'intelligence discernée, de véritable hauteur de vue. C'est, au contraire, la marque d'une fierté mal placée couplée à un défaut d'intelligence relationnelle et/ou relevant d'un formatage mental souvent rigide, non flexible, voire d'une rigidité mentale issue de blessures psychologiques ou de traumatismes anciens, rendant l'individu incapable d'un traitement adulte et objectif des problèmes le concernant. Au lieu de voir dans l'entêtement une détermination et ténacité devant l'adversité, mieux vaut considérer qu'il s'agit d'un signe de faiblesse psychologique que l'individu tente de compenser à sa manière. Il s'agit plus d'un trou ou d'un vide d'intelligence chez les plus cultivés et d'un manque d'intelligence chez les plus incultes, primaires, empiriques, subjectifs, imbus d'eux-mêmes.

Intelligence et inaboutissement humain

La trajectoire courbée des sociétés modernes en direction de l'hiver systémique est foncièrement due à l'inaboutissement profond de la plupart de ceux qui nous gouvernent et nous représentent par excès d'intelligence appliquée en 2D et 2.5D et insuffisance d'humanisme, valeurs évolutionnaires et conscientisation en 3D ou 4D (Hashtags [#14](#), [#15](#), [#17](#)). Un inaboutissement humain qui prend racine dans l'influence négative du mauvais usage fait de l'acquis au sens global. Ainsi, en complément de **l'excroissance de l'intelligence** sur le reste des grandes fonctions humaines, l'individu intelligent s'est **autolimité** par l'encadrement normatif et académique (standardisation, maillage législatif, normalisation à haute dose, aseptisation des contenus culturels et intellectuels...). Il s'est **autodéformé** par les artefacts économiques et sociaux (idéalisation de l'argent-roi, ambition pour le pouvoir et le statut hiérarchique, course aux titres et à la notoriété, mimétisme amplifié par les modes et les référentiels officiels, recours aux symboles ostentatoires...). Il s'est **autopersuadé** que la puissance virtuelle des mots (discours, éloquence, argumentation, raisonnement...) remplaçait avantageusement l'acte concret en le rendant ainsi supérieur aux autres, comme en apportant des réponses à tout (expression, communication, marketing, publicité...). Il s'est largement **trompé** en voulant se donner de l'importance (égocentrisme, égotisme, égoïsme, individualisme...) en misant sur le rapport de force et la dominance, sur la ritualisation à haute « valorisation ajoutée », sur la solennité du paraître, afin d'être artificiellement ce qu'il n'est pas naturellement.

Toutes ces déviances purement humaines conçues et justifiées par une intelligence inclusive (seul maître à bord) explique le caractère exponentiel de la fragmentation humaine qui conduit, au final, à dénaturer, défigurer, déformer, altérer, inverser..., tout ce qui est bon en l'homme et bien dans ses intentions de départ. Un autre commun dénominateur observable dans l'histoire de l'humanité, ainsi que parmi les contemporains, provient d'un large déficit d'Intelligence Relationnelle (rapport aux autres, estime de soi, empathie, altruisme, coopération, affection, respect d'autrui...) conduisant à déporter l'essentiel humain sur l'accessoire statuaire, l'inconstance décisionnelle, le factice des apparences, le futile de l'image donnée (Hastag #28). Il est clair que sans Intelligence Relationnelle (IR) l'homme est condamné à répéter indéfiniment les mêmes erreurs sous d'autres formes, sans toujours sans s'apercevoir, derrière la brillance trompeuse de ses propos et/ou un recours « maladif » (maladie de l'intelligence) à la seule intelligence logico-mathématique analytique et tacticienne. En se privant d'autres atouts décisifs comme l'esprit de synthèse, la créativité, la vision globale, la sensibilité, l'humanisme, l'élévation qualitative du niveau de conscientisation, l'homme intelligent sans IR (même avec IA) est condamné à périr avec ses certitudes et faire périr les autres.

Aujourd'hui l'Automne sociétal demain l'Hiver sociétal

Avec la seule intelligence inclusive (le phénomène est et sera identique avec l'inclusion technologique massive de l'Intelligence Artificielle), on observe comment, en tout lieu et en toute époque (sauf dans les peuplades primitives et traditionnelles), se produit généralement à terme un retournement de situation, un changement de cap et d'orientation, sous l'effet du 2D dominant et du causalisme primaire (Hastags #14, #15, #17). Par la brillantissime bêtise humaine gorgée de certitudes, d'ambition, d'orgueil et de vanité, on constate de manière quasi systématique une inversion, une dégradation, une transformation irréductible des grands principes et idéaux de départ, des grandes inventions initiales, des créations et engagements humanistes originels, vers une polarité contraire ou très éloignée de l'intention source. Le renversement de tendance se manifeste d'abord par la prise de distance, le non-usage, la critique, le mépris, l'opposition de principe, puis par des adaptations, des contre-utilisations, des détournements d'objectifs, des contrefaçons industrielles ou culturelles. La dénaturation la plus décisive s'effectue lorsque l'intelligence politique, technocratique, académique, scientifique, technicienne, gestionnaire, religieuse, philosophique, transforme le principe, l'idée ou l'idéal de départ, en ersatz systémique, économique, dogmatique, idéologique, sécuritaire, militaire..., n'ayant plus rien à voir avec la volonté du fondateur, la clarté de son message, l'humilité, la transparence et/ou la positivité manifestée en première intention. Le passage par les filtres systémiques contrôlant ce qui doit être, peut être ou ne pas être, altère souvent l'essentiel des principes actifs pour ne conserver que ce qui favorise les intérêts, les gains, les profits personnels à retirer. C'est aussi la manière de faire pour ne pas contrarier les habitudes et usages en vigueur ni entraver les ambitions de pouvoir de ceux déjà en place, ni déséquilibrer les rapports de force en vigueur. Le formatage mental résultant des multiples systèmes habitués à recourir à ces méthodes, couplé au matricage de l'intelligence par l'éducation officielle, tend à développer des réflexes puissants de filtration en 2D, de déconstruction systématique du changement non voulu. De ce point de vue, l'intelligence ainsi formatée n'est ni forcément discernée ni hautement conscientisée, mais davantage enchâssée dans des moules culturels

imparfaits, amputée de puissance affirmative et créative, déformée dans sa représentation de la réalité du monde. Elle est même chez certain(e)s relativement perverse et cynique dans la lecture des faits en mélangeant allègrement raison et émotion, sophisme et bon sens, mensonge et vérité, subjectivité et objectivité, a priori et prêt-à-penser, état d'âme et masque professionnel.

Les 2 moteurs de l'Automne sociétal

Sur le plan de la réalité politique, on s'aperçoit que les 2 principaux moteurs qui poussent le monde et qui guident la gouvernance étatique dans la plupart des pays sont la **financiarisation extrême** par les grands systèmes financiers et bancaires relayée par les multinationales, grands groupes et activités économiques classiques et la **vision principalement politique du pouvoir étatique bien avant l'intérêt du citoyen** dans tout un ensemble de calculs et de stratégies de présence et d'influence en matière de représentativité au sein des instances dirigeantes (présidence, gouvernement, parlement, sénat...). La conjugaison de ces 2 moteurs portée par l'inertie conservatrice est à l'origine directe de l'Automne sociétal dans de nombreux pays occidentalisés. Elle s'impose bien avant toute volonté de reconstruction des institutions et de plus grande ouverture évolutionnaire en faveur du citoyen (Été sociétal). Malgré toute l'intelligence mobilisée par la gent politique et la technocratie d'État, l'ordre sociétal contemporain est sur la pente glissante de l'Hiver sociétal. Un paradoxe d'autant plus grand que le début du III^e millénaire est à son apogée dans le progrès collectif issu de l'histoire mondiale, comme dans la revendication de fortes différences dans les modes de vie, les usages et les mentalités. Ce brillant apogée civilisationnel de surface masque toutefois un irréversible mouvement de déclin affectant les grands fondements structurels historiques tels que la morale et la religion, la notion de père omniscient de la nation, la division sociale, la verticalité dirigiste, etc. (Hastag [#29](#)). Le monde est entraîné sur une pente décliniste généralisée qui s'amplifie, décennie après décennie, par la répétition et la simultanéité de multiples crises nationalistes, religieuses, politiques, sociales, économiques, financières, sanitaires, géopolitiques. Des crises qui produisent ensemble des ondes de choc de plus en plus fortes fragilisant les structures politiques classiques, ainsi que les grandes institutions nationales, en accélérant leur perte d'influence et leur crédibilité auprès d'une grande partie des populations.

Si l'intelligence systémique, inclusive et focale n'évolue pas de manière qualitative et consistante en prenant en considération les avancées démocratiques et citoyennes nécessaires à l'oxygénation des peuples, le monde moderne va à sa perte assurée. Si les gouvernants utilisent le frein du statu quo, de la régression, de la répression, plutôt que l'accélérateur du changement dans le pari collectif d'une véritable restructuration démocratique (ni gestionnaire ni idéologique), ils prennent la responsabilité d'être honnis de l'histoire du futur en retardant des échéances attendues. Si les grands dirigeants et influents conservateurs du monde religieux, économique et financier n'engagent pas une transformation évolutionnaire de leurs habitudes, méthodes et stratégies, ceux-ci sont également voués à disparaître et/ou entraîner leurs membres et personnels dans les affres de l'hiver systémique. Dans les trois cas, l'effet boomerang est assuré pour tous les acteurs et responsables impliqués de près ou de loin dans cette complicité passive, même s'ils sont aujourd'hui au sommet de leur pouvoir et de leur art.

Les comparatifs entre saisons sociétales sont des raisons de craindre et d'espérer

Lorsque l'on atteint un point de culminance dans ses activités sans les enrichir ni les consolider positivement et qualitativement, il se produit naturellement ensuite une baisse de puissance et d'intensité. C'est le cas avec toute Offre sociétale, politique ou économique non renouvelée ni innovante, dont la tendance naturelle est à se déqualifier et perdre progressivement de l'attrait au fil du temps et des saisons systémiques. On observe alors une recherche de compensation par la sauvegarde des apparences, par les artifices du marketing, par la virtualité de la communication. Ce qui est sûr, c'est que toutes les crises modernes deviennent des symptômes pathologiques du corps social, des avertissements sociétaux annonçant l'arrivée de prochains bouleversements. Il ne s'agit plus de rejeter cette probabilité d'un mouvement d'épaule, de contenir l'opinion publique par les méthodes habituelles du discours lénifiant, du compromis, de la manipulation des masses (promesse politique, engagement participatif de façade, peur, dramatisation, sanction, menace...). L'éveil du corps social est lent, mais ensuite irréversible sans qu'aucun régime ne puisse résister indéfiniment. Même les forces d'interposition (armée, police, gendarmerie, force publique, institution judiciaire) ne peuvent contenir longtemps la colère d'un peuple éduqué, informé et déterminé, dont eux-mêmes et leurs familles font partie intégrante. Aussi, le durcissement systémique entre l'Automne et l'Hiver annonce l'évidence d'une aggravation entropique, alors que le retour à l'Été sociétal promet tout le contraire dans un nouveau salvateur. Les régimes et pays en retard de mentalité qui n'auront pas compris les ressorts de cette dynamique sociétale de fond, même si la gestion du présent et de l'actualité absorbe l'essentiel des énergies et des moyens disponibles, sont voués au géonies et à l'entropie du désordre social, politique et économique. Cette occurrence est également valable pour toutes les entités et organisations arc-boutées sur leurs fondements dirigistes, conservateurs, technocratiques et/ou à contre-courant des attentes légitimes de leurs membres. Il est à craindre alors qu'un gigantesque effet domino ne balaye tout ce qui a été fait et entrepris auparavant, faisant que l'arrogance d'aujourd'hui et l'outrecuidance des décisions et mesures prises au plus haut niveau des États ne s'effacent ensuite définitivement de la mémoire collective. En résumé, tout ce qui est dit, réalisé, légiféré, justifié aujourd'hui par les dirigeants, les élites, les experts, ne sert à rien ou presque dans le futur en perdant énormément de temps au présent !

La ligne de plus grande pente sur laquelle glissent inéluctablement les sociétés modernes figées dans un conservatisme automnal bien établi ne peut être que freinée momentanément par l'alternance politique. Un contexte qui fait que tous ceux et celles qui ne prennent pas le problème à bras le corps et/ou n'envisagent pas un véritable changement de logiciel sociétal, le paieront assurément un jour ou l'autre. C'est la raison pour laquelle, il faut sortir du champ de l'intelligence politique, technocratique, technicienne, pour lui intégrer l'intelligence citoyenne adultisée animée par bien d'autres qualités humaines essentielles (dynamisme, proactivité, courage, altruisme, oblation, humanisme, sensibilité, créativité, confiance en soi, positivité, sérénité, force mentale, autodiscipline, esprit de responsabilité...). Des fonctions naturelles qui relèvent directement, à la source même du vivant, du bon fonctionnement du plaisir et de la récompense via les principaux neurotransmetteurs (dopamine, ocytocine, sérotonine, endorphines...). Un fonctionnement naturel humain qui doit être protégé, constamment renouvelé

et généralisé par la motivation et la valorisation individuelle, et surtout pas bridé ou inhibé par la peur, l'irrespect, la discrimination, le stress collectif. Sans positivité produite naturellement, le citoyen n'est qu'un humain sans véritable perspective d'élévation dans la conscientisation et l'aboutissement de soi. Il est condamné à la médiocrité, à la violence perpétuelle, à l'insatisfaction chronique, à une corruption altérative de son existant, faisant qu'il mérite sans doute une plongée dans l'inévitable Hiver sociétal !

Comparatif entre saisons sociétales

Il serait aujourd'hui bien plus plaisant d'évoquer un âge d'or sociétal avec ses tourments passagers, mais aussi de l'ensemble de ses bons aspects. Ce n'est hélas pas le cas avec l'Automne sociétal fortement systémisé et ses multiples aspects critiques (voir presque tous les Hastags). Pour se faire une idée de l'éloignement de l'idéal (Été), des principes normalement actifs de l'existant démocratique (Printemps) et du pire potentiel (Hiver), un premier comparatif non exhaustif donne toute la mesure des différentiels de pratiques dans l'exercice des libertés, droits, citoyenneté, démocratie, gouvernance..., entre 50 types d'approches systémiques et sociétales :

	Hiver	Printemps	Été
Action de masse	Générique	Ciblage	Hyperciblage
Approche collective	Infantilisation	Adolescentie	Adultisme
Approche sécuritaire	Force pure	Dissuasion	Réciprocité responsable
Champ judiciaire	Droit local	Droit national/Féd.	Droit universel
Champ libertaire	Censure/Interdit	Permissivité	Autonomie+
Comportemental	Soumission	Individualisme ¹	Autodiscipline
Condition Humaine	Asservie/Appauvrie	Affranchie/Améliorée	Métanoïque ²
Condition Citoyenne	Anonyme/Bridée	Reconnue/Enrichie	Citoyen du Monde
Conduite du pays	Monocratie	Séparation pouvoirs	Participation+
Conscientisation	Focale	Élargie	Globale/+++
Déterminant Economie	Offre/Demande	Marché	B-Molécule
Doctrine sociétale	Division/Autorité	Egalité/Légalité	Équité/Légitimité
Droits de l'homme	Violation/Faible	Protecteur/Garanties	Citoyenneté+
Dynamique sociétale	Contraction	Expansion	Stabilisation+
Enseignement	Apprentissage	Éducation Sup.	Multispécialisation
État de droit	Inexistant	Sélectif/Organisé	Équitable/Transparent
Exercice du pouvoir	Culte personnalité	Hiérarchie statutaire	Partagé/Tournant
Fondement Economie	Chasseur/Cueilleur	Capitalisme/Libéral	Bioéconomie
Forme d'Étatisation	Nationalisme	Fédéralisme	Universalisme
Hiérarchisation	Verticale	Matricielle	Horizontale
Information médiatique	Propagande	Surinformation	360° utile
Logique utilisée	Sophisme	Causalisme	Sourcing causal
Lois dominantes	Inné (+ fort)	Acquis (Mérite)	Opportunisation max.
Management	Directif	Déléгатif	Motivationnel
Mentalité générale	Inaboutie	Médiocrisée	Éclairée/Aboutie
Niveau Démocratie	Faible/Fragile	Intermédiaire/Partiel	Avancé
Objectif de résultat	Efficacité	Performance	Efficiency
Organisation du pouvoir	Concentration	Décentralisation	Collégialité
Philosophie du vivant	Indéterminisme	Déterminisme	Biodéterminisme
Philosophie politique	Conservatisme	Progressisme	Societhonique
Principe du vote	Sans/Indirect	Entonnoir	Interactif/5 choix
Priorités publiques	Fisc/Administrat.	Gestion/Budgétisat.	Dével. évolutionnaire
Principes du droit	Discrétionnaire	Conditionnalité ³	Choix alternatif ⁴
Psychologie	Imposition soi	Affirmation soi	Aboutissement soi
Raisonnement	1D/2D/Binaire	2.5D/Nuancé	3D/4D/Vision globale
Rapport à la réalité	Croyance	Réalisme	Lucidité
Rapport à autrui	Rapport de force	Concurrence/Comp.	IR/Challenge ⁵
Référentiel cognitif	Mythe/Récit	Sciences/Technologie	Essentiel/Utile
Régime politique	Chefferie/Royauté	Présidentiel/Parlem.	Programmatique

Religion	Idolâtrie	Monothéisme	Athéisme
Rôle institutionnel	Dominance	Normativité	Métaplasticité ⁶
Savoir-faire	Autodidactisme	Académisme	Expérientiel+
Social	Riche/Pauvre	Classes moyennes	Médianisme ⁷
Sociologie	Suivisme/Réaction	Collaboratif/Action	Coopératif/Proaction
Socle du Droit	Usage/force	Légalité/Contrat	Légalité/Légitimité ⁸
Socle sociétal	Cultuel/Féodal	Laïque/Républicain	Coopératif/Démocratie+
Traitement humain	Indifférenciation	Personnalisation	Différenciation
Type de gouvernance	Autorit./Dirigisme	Libéralisme	Humanisme+
Type de Jugement	Empirisme	Pragmatisme	Discernement
Type de relation	Gagnant-Perdant	Donnant-Donnant	Gagnant-Gagnant

1. *Individualisme : égotisation à tout ramener à soi dans le jugement, l'opinion, la décision...*

2. *Métanoïsme : condition humaine avancée sur tous les plans (Hastag #28)*

3. *Conditionnalité : Droit positif (Loi/Contrat/Jurisprudence) + Devoirs + Réparation (contrepartie/compensation)*

4. *Choix alternatif ou conjoint entre la Légalité/Conditionnalité et la Légitimité ou entre champs Judiciaires disponibles*

5. *IR : Intelligence Relationnelle et valeurs évolutionnaires*

6. *Métaplasticité : plus grande adaptabilité fonctionnelle et plus grande souplesse opérationnelle des structures*

7. *Médianisme : Classes médianes*

8. *Choix alternatif ou conjoint entre Légalité (Loi/Contrat) et Légitimité (Différenciation des cas/Principe de Réciprocité)*

Généralement chaque société, chaque organisation, chaque système, chaque collectivité, chaque gouvernance, est un mélange spécifique entre les 3 saisons d'Hiver, d'Automne et Printemps et pour les plus démocratiquement avancés avec un début d'Été. On s'aperçoit ainsi que les 50 principaux fondamentaux sociétaux en « Hiver » et « Printemps » sont tous objectivement perfectibles pour atteindre l'« Été sociétal ». Un « Été » souhaité par tous les citoyens du monde, obligeant les gouvernances nationales et collectives à s'imposer un quadruple objectif à atteindre :

1. Engager un large processus de toilettage, nettoyage et déconstruction de l'existant sur tous les dogmes, usages et pratiques non adaptés aux attentes profondes du citoyen moderne (inventaire à réaliser en complément de tous les Hastags présents et à venir du livre L'Esprit du Societhon).

2. Mettre en place simultanément des mesures évolutionnaires spécifiques avec des étapes précises en faveur d'un espace élargi de libertés, de droits et d'accès à la plupart des besoins du citoyen moderne (voir B-Molécule - [Opus 3 - Franchir les Murs de Verre](#) - 2012).

3. Porter une attention toute particulière au fait que l'Automne systémique ne s'installe durablement sous forme de stagnation, voire de régression progressive vers l'Hiver sociétal (fracturation sociale, désillusion généralisée, retour de l'intolérance, durcissement sécuritaire, pression fiscale en hausse, appauvrissement des classes moyennes, dominance du rapport de force, inégalités criantes, repliement sur soi...).

4. Opter délibérément à grande échelle pour l'Été sociétal, via des programmations décennales conçues sous la forme d'objectifs collectifs à atteindre, générations après générations, afin de favoriser l'émergence d'un nouveau cycle sociétal et civilisationnel plus riche, plus fiable, plus épanoui, plus durable, que celui actuellement en fin de cycle.

Mantras politiques vs Mantras citoyens

Pour sortir de l'Automne sociétal hautement systémisé et éviter l'entrée dans l'Hiver sociétal hautement probable, il est impératif de rester étanche aux mantras politiques qui encadrent constamment la dynamique des peuples, qui emprisonnent le raisonnement par des certitudes conservatrices, qui façonnent les mentalités en orientant les modes de vie. Les exemples types de mantras politiques conservateurs consistent à envisager un tunnel d'action à l'échelle collective à partir d'antennes et de leitmotivs démagogiques, clientélistes, populistes, destinés à conforter d'abord et avant tout le pouvoir politique, financier et économique en place par la nécessité de conserver et/ou amplifier... :

- . **L'autorité** inhérente à l'État de droit et à la force publique (obligeant le citoyen à se soumettre docilement aux règles établies, à un suivisme de principe).
- . **La préférence nationale** avec sa dimension identitaire et nationaliste (impliquant une vision et une approche discriminatoire entre les différents membres d'une même population).
- . **L'ordre par le sécuritaire**, la surveillance, le contrôle, l'inspection, le flicage (supposant la docilité et l'obéissance civique inconditionnelle du citoyen).
- . **Les mesures contre l'immigration**, le fédéralisme, la mondialisation, le libre-échange (donnant une légitimité d'action politique et une raison d'être aux partis politiques nationalistes, dirigistes, autoritaires et à leurs émules).
- . **La continuité fiscale et budgétaire** en faveur des services publics par les hausses tarifaires, les cotisations, les prélèvements obligatoires (contraignant le citoyen à accepter un pouvoir d'achat limité, un niveau de vie insatisfaisant...).
- . **Le cadre salarial et l'emploi amélioré** sur tel ou tel point sensible (sous condition de conserver les règles en cours et/ou accepter des obligations à venir).
- . **La poursuite des efforts collectifs et citoyens** pour la bonne santé du pays et/ou du régime en place (souvent de manière unilatérale de la part des classes moyennes et pauvres).
- . **La taxation des superprofits**, imposer les riches, la spéculation, les actifs financiers, partager les richesses, établir ou baisser les droits de douane (afin de satisfaire la grogne de certaines corporations et/ou la jalousie de classe).
- . **La lutte contre la fraude**, l'économie souterraine, la délinquance, les usages illicites, le tabac, l'alcool, les importations massives... (avec en point de mire de nouvelles rentrées fiscales, des économies ou la réduction de certains postes budgétaires).
- . **La proposition de mesures conjoncturelles** en faveur du pouvoir d'achat, de l'épargne, de l'énergie, de l'environnement, des ménages, de l'accès au logement, des TPE, de l'agriculture, de certains grands domaines du service public (santé, éducation, culture...), dans le but principal d'orienter le vote (même si la plupart des engagements pris se transformeront en lois restrictives, mesurette et réformette vite oubliées).

Le mantra politique, une rhétorique de bon sens jouant sur le premier degré

La plupart des mantras politiques se caractérisent par leur extrême simplicité de présentation et de compréhension, ainsi que par leur charge de rêve, d'émotion et d'espoir (souvent déçue par la suite). Derrière l'illusion collective des mots, la stratégie de fond est rarement humaniste ni altruiste en faveur du citoyen lambda. Elle est presque toujours conçue en fonction directe de la personnalité, de l'image donnée, des ambitions de l'élu(e) politique concerné(e), puis adaptée

techniquement en corrélation étroite avec les limites systémiques et administratives, les contraintes économiques, budgétaires, gestionnaires et financières (rarement évoquées au départ). Chaque mantra politique porte en lui une nette dissociation entre l'interprétation mentale qui en est faite et le concret de la réalisation pratique. Le bon sens utilisé dans la formulation cache souvent une incapacité à le matérialiser de manière forte et significative. C'est le cas notamment avec le recours à des expressions toutes faites comme :

- . « Ce n'est pas le bon moment pour s'engager »
 - . « La période actuelle ne s'y prête pas »
 - . « On est au bord du gouffre »
 - . « Nous traversons un moment difficile »
 - . « Rétablir l'ordre (ou l'équilibre budgétaire) est notre priorité »
 - . « L'important est le retour à l'État de droit républicain »
 - . « Les comptes publics sont en déficit »
 - . « Tolérance zéro pour les délinquants »
 - . « Le pays d'abord »
 - . « Chacun doit participer à l'effort collectif »
- ... et bien d'autres formulations qui résonnent fort dans l'esprit des plus fragiles et influençables, des plus rigides et dogmatiques.

Toutes ces postures et justifications prises au premier degré sont fondamentalement autolimitatrices à l'échelle d'un pays. Elles conduisent au statu quo, empêchent d'avancer, brident l'audace d'oser, font faire des petits pas en avant ou de côté dans certains domaines, des marches en arrière dans d'autres. La plupart des mantras politiques consistent à se faire peur en permanence, à se focaliser sur le présent en regardant principalement les « pieds de la nation » et non en regardant droit devant soi, la tête haute et la détermination forte. Derrière la langue de bois, rares sont les mantras optimistes, avant-gardistes, audacieux, ambitieux pour la collectivité et le peuple. Aussi, à force d'être soumis à une communication politique porteuse de polarité négative (dramatisation, théâtralisation, doute, inquiétude, peur, émotion, mensonge, devoir, fatalité...), l'individu les intègre au fond de lui-même et ne progresse plus. Il se bride, s'infantilise, se culpabilise, en soumettant son esprit au pouvoir des mots et des images. Il ajoute à sa résignation mentale sa soumission citoyenne aux devoirs civiques et contractuels, son assujettissement moral et psychologique à l'autorité de tutelle, sa subordination décisionnelle aux diktats administratifs, légaux et fiscaux, sa forte dépendance économique à l'argent-roi, son asservissement comportemental aux usages et aux mesures systémiques imposées.

Favoriser les possibles provenant des mantras citoyens

Pour éviter le piétinement sociétal résultant de l'usage récurrent des mantras politique durant l'Automne systémique, chacun doit se demander avec honnêteté intellectuelle et lucidité si l'existant actuel ou celui proposé par les principaux partis en quête de pouvoir est le meilleur qui puisse être par rapport à d'autres modèles sociétaux possibles. La réponse est évidemment non ou alors l'individu qui affirme le contraire est un danger potentiel pour l'avenir de sa propre société. À tout moment, rien n'est impossible par le biais de l'adultisme (Hastag [#36](#)), mais tout le demeure ou le devient par le refus des possibles. Pour libérer l'humain de ses entraves morales, mentales, psychologiques, comportementales, pour « désinfantiliser » le citoyen et le rendre plus adulte, pour sortir de l'Automne et de l'Hiver sociétal, il est absolument nécessaire de recourir à d'autres mantras plus positifs et responsables à l'échelle sociétale. Des mantras citoyens

hautement porteurs en termes de dynamique motivationnelle, de « prise du taureau par les cornes », d'engagement par l'action de type « boule de feu » ([assertivité](#)). Des mantras disposant d'une véritable capacité à hausser le niveau collectif général en activant la motivation individuelle à agir, en incitant à expérimenter dans la prise de risque maîtrisée et réduire ainsi ses propres inhibitions.

Revendiquer clairement les 10 mantras du citoyen adulte

Pour sortir de l'emprise systémique et politique inhérente à l'Automne sociétal et envisager les perspectives de l'Été sociétal, il est nécessaire de combattre la peur, l'inhibition et la dramatisation, par l'affirmation positive de soi dans la clarté de ses propres attentes. On s'aperçoit alors que beaucoup de choses sont possibles avec audace, courage, volonté et détermination. Il suffit simplement d'oser exprimer, revendiquer, affirmer de manière claire et ferme les 10 mantras du citoyen adulte (c'est-à-dire éduqué, compétent, discerné...). Des mantras qui n'acceptent plus l'inégalité, l'injustice, la discrimination, la désinformation, la soumission inconditionnelle à l'autorité, la manipulation des masses, les tares héritées du passé, en exprimant haut et fort une Demande citoyenne recouvrant notamment :

- . **L'extension des Droits humains et des libertés citoyennes** en revendiquant un élargissement conséquent de ceux-ci, une plus grande latitude d'action et amplitude de choix dans l'Offre sociétale du moment (politique, électorale, judiciaire, éducative, professionnelle, sécuritaire, sanitaire...) tout en permettant une meilleure autonomisation de ses choix de vie et de fin de vie dans l'autodiscipline, l'esprit de responsabilité, la prise d'initiative, la maîtrise du risque, le dépassement de soi...
- . **Un revenu équitable pour les activités économiques et marchandes** qui ne soit pas amputé par des écarts anormaux à travail égal, ainsi que par des prélèvements obligatoires supérieurs à 10% du total des revenus professionnels (écart entre la partie brute et la partie nette) concernant aussi bien le statut de salarié(e) du secteur privé ou public que toutes les activités économiques non salariées en tant que commerçant, artisan, producteur, entrepreneur, auto emploi, indépendant, profession libérale...
- . **La baisse durable de la fiscalité** avec un taux global de pression fiscale confiscatoire prélevé par État et les collectivités territoriales, qui soit inférieur ou égal à 25% du revenu annuel global en y incluant l'ensemble des taxes y compris la TVA (taux maximum à 15%).
- . **Une retraite digne** jusqu'à la fin de vie pour les seniors et les anciens, quelle que soit la durée de cotisation dans le parcours professionnel actif ou non actif, à partir d'un âge pivot fixe et immuable pour tous, avec l'allocation d'une pension universelle minimum garantie égale à 75% du SMIC et un maximum porté à 2,5 SMIC avec le système de répartition, mais hors capitalisation (libre).
- . **Une aide financière pour la jeunesse** qui est et sera la relève à terme de tous les actifs en société et qui, dès l'âge légal, doit être intégrée de manière motivante, respectueuse, digne et positive, en percevant une allocation mensuelle minimum de 40% du SMIC pour tous ceux et celles qui étudient, se forment, comme pour tous ceux et celles qui sont sans emploi, inaptes ou hors circuit momentanément.
- . **La réduction drastique des contraintes** administratives, normatives et taxatives par soustraction législative (et non par addition systémique), en oxygénant ainsi la vie collective avec le pari de libérer l'esprit de responsabilité dans un cadre de plus grande légitimité et réciprocité, même s'il existera toujours

1 à 5% de purs délinquants dans tout collectif humain qu'il s'agit alors de sanctionner correctement.

. **Une plus juste répartition de la richesse** produite au sein des entreprises, entités économiques et financières (y compris en termes d'héritage) en limitant par tête l'accumulation annuelle d'argent et de patrimoine monétarisé (ex. 25 à 30 fois le revenu médian annuel des classes moyennes) en s'obligeant à faire 3 choses : investir une partie des excédents dans des projets collaboratifs et des initiatives entrepreneuriales utiles à la collectivité ; distribuer par soi-même le reste en faveur d'actions de solidarité, de contributions altruistes et humanistes, d'œuvres utiles de bienfaisance, de sauvegarde des biens culturels..., tout en bénéficiant en contrepartie d'avantages sociaux et fiscaux ; pouvoir former un patrimoine matériel ou immatériel non monétisable durant plusieurs années. L'idée étant de rompre avec le gâchis sociétal hyper inéquitable, injuste, anormal, voire ringard, entre une minorité de riches et de nantis d'un côté et une majorité de pauvres et classes moyennes appauvries de l'autre. C'est aussi stopper le 2D prévalant avec l'esprit propriétaire capitaliste fondé sur l'égoïsme appropriatif, l'affairisme nauséabond, les pratiques de pouvoir et de dominance sans dignité ni valeurs morales, un libéralisme débridé prêt à tout pour s'enrichir. C'est également rejeter le communisme idéologique confiscatoire en créant à la place une dynamique collective ouverte, saine et coopérative, autour de la production nécessaire de profit, de rentabilité, d'argent.

. **L'abaissement durable des coûts contraints** afin de contribuer directement à l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages par : la limitation des hausses tarifaires au seul niveau de l'inflation (pas de rattrapage pendant 5 ans ou +) chez les principaux fournisseurs et prestataires institutionnels (logement, électricité, eau, énergie, communication, mobilité...); une hausse régulière des salaires (inflation + 1 à 2 points suppl.); un encadrement des prix sur l'alimentaire et les produits de première nécessité (Prix de Vente final incluant un Taux de Marque limité à 50% max. avec un niveau raisonnable de marge et de provisions comptables) ; la réduction du nombre d'intermédiaires dans la chaîne économique ; la baisse notable de la TVA et des prélèvements sociaux supportés par les ménages.

. **Un juste prix pour les producteurs, artisans et fabricants initiaux** en évitant que les maillons intermédiaires situés entre eux et le consommateur final n'absorbent le principal de la valeur ajoutée globale et/ou limitent le revenu amont des premiers (prix trop bas) et en grossissent anormalement le prix à payer par le consommateur en aval (prix trop cher).

. **La fin de la traque sécuritaire** aussi bien sur route, dans la vie privée et professionnelle, qu'en matière de surveillance et de vidéo surveillance, de contrôle fiscal, d'espionnage et flicage..., en ciblant uniquement les délinquants récidivistes, les terroristes, les individus violents, mais jamais le citoyen lambda dans ses activités du quotidien, pour ses opinions, ses origines, ses positions politiques ou religieuses...

L'utopie pour demain contre la manipulation d'aujourd'hui

L'histoire nous prouve que l'utopie d'hier devient souvent la réalité d'aujourd'hui. Il en est exactement de même avec l'utopie d'aujourd'hui qui deviendra la réalité de demain. Il n'est pas plus irresponsable pour un dirigeant et un élu que de vouloir se montrer pragmatique dans la gestion des affaires courantes sans être capable de démontrer une véritable vision globale. La décision à vue, la prise de position conjoncturelle, induit généralement des erreurs assurées à terme, voire la prévisibilité d'un retournement de situation. C'est la raison pour laquelle toute

gestion technocratique et/ou seulement technicienne amplifie davantage les problèmes qu'elle ne les résout sur le fond. On voit bien là que les mantras politiques qui s'en inspirent sont erronés de la source à la finalité défendue. Ce qui est sûr et certain, c'est que tous les mantras du citoyen adulte sont possibles et souhaitables par leur capacité à s'autorenforcer dans la pratique, comme à rendre le citoyen plus fort mentalement, plus adulte, plus autonome, plus affirmé, plus responsable. Même si le coût économique et social peut être fort durant quelques années, il n'est pas insurmontable dès lors que la ligne suivie ne varie pas, ne s'affaiblit pas en cours de trajet, mais se renforce par la détermination à atteindre les objectifs poursuivis. Il suffit simplement que le citoyen s'engage à déconsommer intelligemment en donnant le meilleur de lui-même dans le respect des programmatiques votées. Parallèlement, il est obligatoire que l'État et les pouvoirs publics évoluent dans l'esprit des meilleures entreprises du secteur privé (Scop, coopérative, esprit du compagnonnage, organisation horizontale...) en conservant l'esprit du service public et non plus, comme des citadelles néoféodales dominantes imposant leurs règles à tous. La microéconomie des entreprises doit également se renouveler avec un patronat, des dirigeants et des actionnaires donnant l'exemple sur la sobriété des revenus et l'horizontalité nécessaire. Utopique ? Non, car ces modèles existent déjà, s'autodéveloppent et perdurent dans de nombreux pays.

La mauvaise influence de l'Automne sociétal

Même si les sociétés modernes sont entrées dans l'Automne sociétal (mix médiocrisé de nature systémique), l'avenir attendu par le citoyen moderne ne devrait plus être aux mains des partis, des élu(e)s politiques traditionnels, des technocrates académisés, des technicien(ne)s sans vision globale ni audace. Tant que l'autoritarisme, le népotisme, la dictature, la corruption, la démocratie enfème les populations dans la spirale négative de la tragédie permanente, de la peur, du fatalisme, du suivisme, il n'est pas envisageable un instant d'espérer atteindre l'Été systémique. Tant que l'on ne tient pas compte des attentes du citoyen moderne (ou à la marge), sans rupture radicale avec certaines pratiques conservatrices et/ou usages traditionalistes, il ne peut pas se mettre en place des programmatiques politiques ambitieuses et évolutionnaires ou alors fortement dénaturées et aseptisées par le compromis. Tant que l'on invoque l'impossibilité, la prudence face au risque, la résignation contre une complexité systémique nationale, voire fédérale jugée de plus en plus pesante et inextricable, la démocratie et la citoyenneté moderne ont très peu de chance d'évoluer, mais la certitude de reculer et régresser dans la défense des intérêts du citoyen et des populations. La cinétique sociétale qui en découle ne peut que renforcer la dominance des systèmes en place, d'autant plus que derrière le bon sens au premier degré des mantras politiques se cache souvent un puissant calcul destiné à donner le change, tout en continuant d'agir dans les traces existantes, voire même à revenir en arrière (Hastag [#2](#)). C'est en cela que le monde politique est directement responsable de la tournure contemporaine des sociétés modernes par l'instauration du vote entonnoir (Hastag [#39](#)).

Une triple punition pour le citoyen

L'Automne sociétal ne provient pas des citoyens eux-mêmes comme ce fût le cas dans l'histoire avec les clans ennemis, les gens rustres et violents, les brigands, les barbares, les envahisseurs..., mais principalement des systèmes dominants qui

gouvernement et conduisent les populations par le biais étatique, politique et technocratique, ainsi que par ceux qui produisent l'Offre sociétale globale (économie, finance, industrie, culture, éducation, religion...). Au milieu de tout cela, le citoyen éduqué et anonyme formant les classes moyennes et médianes, le plus souvent en règle avec ses obligations fiscales, civiques, professionnelles, subit constamment une triple punition dans le cadre de l'Automne sociétal :

Première punition : il perd régulièrement du pouvoir d'achat avec une baisse régulière de sa qualité de vie et des fins de mois difficiles rendant son quotidien de plus en plus compliqué avec des perspectives d'avenir relativement désenchantées (*avec des entités économiques, bancaires et financières qui se gavent sur son dos*).

Seconde punition : il subit une offre sociétale « déqualitative » avec une baisse de qualité attendue compte tenu du prix payé, un manque d'efficacité de l'Offre globale malgré sa diversité, un irrespect permanent de son intelligence avec les stratagèmes de communication et de marketing, les discours décomplexés des élites, la propagande d'État (*avec des leaders qui mentent effrontément, donnent des leçons de morale, font d'abord ce qui leur convient personnellement*).

Troisième punition : il supporte un stress permanent, voire de la démotivation, face à un contexte grandissant d'insécurité générale, sanitaire et climatique, de pression fiscale, administrative et sécuritaire asphyxiante, malgré les apports positivistes et matérialistes de la consommation, du niveau d'équipement, des progrès technologiques, des infrastructures en place (*avec le sentiment d'être prisonnier d'un système qui encadre tout, qui normalise tout, qui est toujours satisfait de lui-même*).

Alors que le citoyen lambda n'a rien demandé ni rien fait pour cela, ces trois types de punitions tendent à cristalliser sa prise de distance avec la sphère politique, systémique et médiatique. C'est d'ailleurs l'un des grands paradoxes des temps modernes que d'observer que plus le citoyen agit correctement dans les clous et de manière docile, plus le système lui « tape » dessus, exploite sa soumission, prélève une part de plus en plus importante de sa production individuelle de valeur ajoutée économique (travail, consommation, investissement, épargne...). Alors que le citoyen se sociabilise, s'humanise, se solidarise grâce à l'éducation initiale, la formation professionnelle, les loisirs, les voyages, la diversité des expériences intimes, personnelles, sociales et civiques, le monde dans lequel il vit redevient de plus en plus coercitif, se durcit, « s'autoritarise », se fragmente dans l'indifférenciation, l'intolérance, la violence, la dispersion, le désordre. La faute en revient sans aucun doute aux autorités de chaque pays, à leurs gouvernants et leaders politiques, à leurs influents économiques et financiers, voire religieux, policiers et/ou militaires. Des autorités qui usent et abusent de communication, de démagogie, de clientélisme, d'imposition de soi, ainsi que d'un cadre législatif façonné sur mesure, tout en faisant croire le contraire et porter le chapeau à certaines catégories de la population intérieure et/ou extérieure (immigrés, opposants politiques, autres ethnies, autres confessions religieuses...).

4 adversités permanentes

Dans ces conditions, il est normal et même évident que tous les peuples formés de citoyens éduqués et bien informés manifestent leurs désaccords, refus et rejets des mesures et/ou des politiques menées. Bien que tous les peuples disposent d'une incroyable résilience face aux multiples formes d'adversité frappant leur vie quotidienne, chez certain(e)s les réactions d'impatience et de défiance se transforment en actions citoyennes face à l'inertie et l'iniquité provenant des

systèmes en place. Les 4 principales adversités vécues et/ou perçues par les citoyen(ne)s modernes concernent :

- . **Les différentiels anormaux** de condition humaine nés du sexe, du genre, de la race, de la religion, de la condition sociale, rendant les uns supérieurs, dominants et nantis et les autres inférieurs, dominés, infortunés.
- . **Les différentiels hyper sélectifs** de nature culturelle, éducative et formative (diplôme, formation supérieure, cooptation...), ainsi que statutaire, hiérarchique, économique, patrimoniale, rendant la vie des uns beaucoup plus facile et aisée et la vie des autres bien plus rude, difficile, laborieuse.
- . **La perception et/ou le vécu d'une maltraitance publique** (fiscalité, système de santé, éducation, contrainte sécuritaire, dérive marketing, pollution industrielle, pression financière...) rendant le quotidien plus stressant et déprimant, plus négatif et préoccupant.
- . **Le sentiment d'être malmené(e)** en tant qu'individu, bousculé(e) dans ses droits et libertés, manipulé(e) de tout côté par les directives étatiques, harcelé(e) moralement, mentalement, psychologiquement, voire physiquement, embarqué(e) contre sa volonté par les devoirs et les contraintes imposées.

Dans ces conditions fortement insatisfaisantes (différentiels anormaux, maltraitance, malmenage), comment le citoyen peut-il envisager un instant que l'on s'intéresse réellement et efficacement à la résolution de la plupart de ces adversités dont l'omniprésence structurelle complique et pollue constamment l'idéal de bien-être, de sérénité, de qualité de vie individuelle et collective ? Comment croire un instant que la sphère politique est capable de résoudre l'ensemble de ces problématiques, alors que la plupart de ses représentant(e)s élu(e)s ne s'intéressent majoritairement qu'à leurs propres problèmes politiques de statut au sein du pouvoir (sauf au moment des élections), à leurs avantages de représentation parlementaire ou d'édile, tout en passant une grande partie de leur temps à se porter des coups bas entre eux ou à les éviter, à se critiquer constamment en pensant être les seuls à avoir raison, à discourir en public dans la langue de bois et la solennité, ou encore à prendre des décisions en matière de gestion court-termiste des affaires publiques afin de pouvoir ensuite être mieux réélu(e)s ?

40 antivaleurs non évolutionnaires

L'Automne et l'Hiver sociétal, ainsi que le Printemps sociétal en partie, sont animés par des antivaleurs non évolutionnaires en opposition complète avec les 34 valeurs évolutionnaires nécessaires pour atteindre l'Été démocratique (Hashtag [#14](#)). Des antivaleurs qui, hélas, sont le pain courant de nombreux individus et entités se référant aux valeurs républicaines en les considérant comme normales et souhaitables. Parmi les nombreuses antivaleurs existantes, on peut en citer une quarantaine particulièrement nocives et toxiques dans le relationnel public, professionnel, affectif, privé, ainsi que pour la paix, l'harmonie, le bonheur, la coopération, l'amour, l'amitié, la solidarité, la positivité entre humains :

1. Agressivité : Être violent, belliciste, méchant, critique, menaçant, pour mieux exercer un pouvoir, une domination, une emprise, une pulsion, en pratiquant volontairement le rapport de force pour faire plier et soumettre autrui. Lorsque l'agressivité devient une réponse courante par le verbe, les mimiques ou le geste, toutes les dérives psychologiques et comportementales sont envisageables.

2. Approche 2D : C'est l'histoire d'une grande partie de l'humanité limitée dans son fonctionnement cognitif à ne voir dans la réalité, l'actualité et le monde contemporain, voire dans le passé, qu'un champ de croyances, d'habitudes et d'adversités entre le gagnant et le perdant, qu'un antagonisme (être avec ou contre soi), qu'une focalisation culturelle ou idéologique nécessaire dans le raisonnement (être pour ou contre), qu'un manichéisme entre le bien et le mal, qu'une approche binaire (causalisme primaire), qu'une antinomie inévitable (opposition de principe, contradiction), que le décalage insurmontable entre le divin et l'humain... Lorsque l'individu en arrive à tout faire reposer sur une unique relation causale (cause \Leftrightarrow conséquence), sur une alternative de base comprenant seulement deux options (échec ou réussite, faire ou ne pas faire, être ou ne pas être...) sans l'inclusion de nuances, de possibilités tierces ou d'une vision plus globale, comment envisager la supériorité humaine sur toutes les autres espèces vivantes ? La matrice cognitive à produire des solutions en 2D ne peut que faire tourner en rond l'humain en élargissant simplement des cercles limités de conscience au fur et à mesure de leur gonflement par des savoirs, connaissances et informations pas toujours vrais ni efficaces.

3. Autoritarisme : Exercice d'un pouvoir d'influence par la force, la menace, la contrainte morale, légale, réglementaire, hiérarchique, à défaut de posséder soi-même une crédibilité suffisante et/ou favoriser le respect naturel et spontané de la part d'autrui. L'autoritarisme repose sur une vision directive des choses fortement normative afin de maintenir par la contrainte un ordre donné. Il s'agit psychologiquement d'une imposition de soi sans véritable considération ni estime pour autrui. Si l'autorité discernée et respectueuse est une bonne chose en soi, c'est clairement l'autoritarisme qui pollue directement la vie des gens et des peuples. La plupart des leaders politiques, des gouvernements, des régimes politiques, utilisent couramment les discours prônant l'autoritarisme ou le recours à l'autorité comme modèle principal de gouvernance, d'arme médiatique pour gérer les situations, de promesse électorale pour ramener l'ordre et l'État de droit. C'est l'approche la plus facile à mettre en œuvre et à justifier face à d'autres engagements plus contraignants. Il est assez étrange que le monde politique partout dans le monde privilégie ce leitmotiv conservateur sans véritable changement de paradigme sociétal, mais rarement le retour à l'humanisme et aux conditions d'une citoyenneté plus avancée !

4. Corporatisme : Mise en avant de sa propre importance et défense de ses propres intérêts professionnels, spécificités culturelles ou de métier avant, autant ou mieux que ceux des autres. Il traduit dans le cadre d'un groupement d'intérêts communs un fort besoin de différenciation relevant de l'esprit de corps, du clan, de la caste, de l'esprit de chapelle, n'hésitant pas à utiliser le lobbying et tous les leviers d'influence à disposition, souvent au détriment indirect des autres. Lorsque le corporatisme anime la vie collective, aucune unité ni homogénéité n'est possible au sein des populations concernées qui tendent à se fragmenter, se scinder, voire s'opposer entre elles.

5. Croyance : Représentation imaginaire, idéalisée, virtuelle, en substitution directe de la réalité. Elle se développe toujours en dehors de la vérité des faits, de l'objectivité, en privilégiant tout ce qui rassure, explique l'inconnu, éclaire artificiellement le doute par la subjectivité et l'empirisme. Généralement, la croyance relève de convictions profondes animées de certitudes autosuffisantes par ce qui est écrit, dit, affirmé, en considérant que l'important n'est pas la vérité brute ou pure en tant que telle, mais comment l'esprit se l'approprie et se la

représente à sa manière dans ce qu'elle peut lui apporter de bénéfique grâce à la biochimie du cerveau. Lorsque l'individu investit son énergie psychique dans la croyance, sa pensée devient forcément limitée, altérée, orientée, déformée, fragilisée sur le fond, aussi bien à la base du raisonnement logique que dans la hauteur de vue et la puissance de conscientisation.

6. Déloyauté : Caractérise le comportement d'une personne non intègre, capable de revenir sur les accords passés et les engagements pris, mais aussi prompt à retourner sa veste le cas échéant, à agir de manière sournoise, à frapper dans le dos, à faire preuve d'infidélité, d'hypocrisie, de fausseté. Lorsqu'un individu fait preuve de non loyauté envers ses proches ou son milieu, il est normal de le sanctionner, de l'exclure, voire d'agir en réciprocité exactement de la même manière. Lorsqu'un élu, un gouvernant, un dirigeant, ne concrétise pas ses promesses publiques ou ses engagements en actes tangibles, il faut s'en séparer et le faire savoir au plus grand nombre afin d'éviter qu'il ne réitère ailleurs ses actes déloyaux.

7. Dénier : Attitude infantile et fondamentalement irresponsable (sauf pour protéger courageusement autrui) consistant à nier une évidence, une réalité, des faits dont on est l'auteur ou le complice, par peur de la sanction, de l'opprobre, de la peine judiciaire, d'atteinte à son image publique, de conséquences désagréables pour soi. Le déni caractérise un refus d'admettre une réalité devenue négative, désagréable pour l'idée que l'on a de soi-même, en ne sachant pas assumer ce qui a été dit ou fait, en ne voulant pas admettre sa responsabilité. Le mensonge et le silence deviennent alors la principale porte de sortie mentale en temps réel, croyant ainsi sauver les apparences (souvent inutilement). Cette option hautement risquée est à 180° de l'honnêteté intellectuelle et cela, d'autant plus qu'elle induit des conséquences possibles aussi bien judiciaires et/ou relationnelles que dans le déséquilibre psychologique interne que cela produit. Lorsque l'individu entre dans le déni en refusant de voir les choses telles qu'elles sont, il régresse de l'intérieur, tout en se croyant maître de lui-même, des événements ou de son sort. Il corrompt son intelligence, altère sa capacité consciencieuse, alimente le dysfonctionnement de son esprit dans la perversité et la manipulation en prenant le chemin inverse de la transparence, de la franchise, de l'intégrité, de la loyauté, de l'affirmation saine de soi, de l'esprit de responsabilité...

8. Désengagement (ou non engagement) : Non-volonté, non-motivation au passage à l'acte, au dépassement de soi, à la prise d'initiative, à la prise de risque, en privilégiant par réflexe et habitude la prudence individuelle, le recours au principe de précaution collectif, la non-implication dans l'effort. La non-action ou l'inaction ne résulte pas d'une sagesse innée ou d'un discernement éclairé, mais de nombreux freins psychologiques, émotionnels, cognitifs, culturels, issus de 2 grandes tendances attitudinaires dominantes (la passivité et la manipulation). Lorsque cette posture devient récurrente, elle prouve un manque chronique d'affirmation de soi (confiance en soi et/ou en autrui, audace, dynamisme et force mentale...) en privilégiant nettement le connu à l'inconnu, le rassurant à l'incertitude, la facilité à l'effort. Elle définit également l'homme et la femme dans leurs limites au présent comme dans la projection du futur proche, en n'augurant rien de vraiment bon pour l'avenir individuel et collectif.

9. Désinformation : Manœuvre d'intoxication des esprits destinée à créer le doute, induire en erreur le jugement, déformer sciemment la réalité et la vérité. Il s'agit clairement d'une forme de manipulation mentale appliquée au traitement de l'information, au contenu de la communication, dans le but de perturber tout ordre établi, de contrôler l'opinion publique, en cachant, travestissant, déformant, inventant des faits ou des intentions qui n'existent pas (négationnisme, complotisme, fake news, conspirationnisme, propagande...). L'habillage officiel, médiatique ou réseautique trompeur de l'information est l'habit qui cache le diable (perversion humaine), faisant que ce qui n'est pas prouvé clairement à la source est suspect par nature (opinion toute faite, jugement de valeur, invention, interprétation, inexactitude, caricature, propagande, contresens, distorsion du réel, malhonnêteté intellectuelle, méchanceté, bêtise humaine...). Lorsqu'un individu, un homme politique, un média, une organisation, un État recourt à la désinformation, celui-ci agit toujours aux dépens de ceux qui l'écoutent. Les conséquences de la désinformation émise ou réceptionnée, dès lors que l'on intègre en soi le caractère « vraisemblable » d'un contenu falsifié (mythe, croyance, rumeur, fiction, fabulation, imposture, contrevérité...), tendent à détruire rapidement toute crédibilité personnelle ici et maintenant ou ultérieurement.

10. Docilité : Aptitude à obéir de manière inconditionnelle, à subir et accepter passivement la situation ou l'ordre imposé, en ne manifestant aucune forme tangible de résistance ni d'opposition. Lorsqu'un peuple devient docile, c'est-à-dire obéissant unilatéralement aux autorités de tutelle, il développe en lui l'acceptation de la dominance, la résignation dans le rapport de force, la soumission face à la hiérarchisation statutaire. Il perd forcément en affirmation de soi en dénaturant le sens de la plupart des valeurs évolutionnaires. Il perd également en crédibilité et hauteur de vue à vouloir se justifier ainsi. Plus l'individu devient docile par la force des choses, plus il induit en face de lui la dominance, la directivité, la supériorité, l'autoritarisme, les postures d'imposition de soi... C'est d'ailleurs l'une des pratiques majeures de contrôle des populations par l'État (exécutif, législatif, services publics) en imposant ses règles et en avançant constamment ses pions (lois, mesures, normes, procédures, incitations...) tant que les individus et les citoyens ne résistent pas et acceptent l'existant sans broncher.

11. Épiement : Recouvre les pratiques clandestines, l'ensemble des méthodes de renseignement, de surveillance, d'espionnage, de flicage, de fichage, de mouchardage, de contrôle, de pistage, de délation. Si l'épiement est compréhensible entre nation dans un cadre géopolitique de collecte et d'analyse d'informations jugées stratégiques et nécessaires pour la sécurité nationale, voire dans le cadre d'un usage commercial et économique concurrentiel, la principale problématique concerne la vie privée des citoyens et la surveillance de masse dans les activités publiques. Lorsqu'un pays fiche ses citoyens, les surveille par les moyens technologiques et l'IA, pratique le scoring ou le crédit social, pour agir à leurs dépens ou encadrer de manière directive les comportements, on peut alors qualifier la gouvernance, ses hommes de main et acteurs de l'ombre, d'ennemis du citoyen, de malfaisants méritant la condamnation de l'histoire si ce n'est une condamnation tout court.

12. Esprit concurrentiel : Rapport de force, d'intelligence, de ruse, de pouvoir, de moyens, destiné à faire mieux que les autres, à devenir le premier, à être le meilleur dans un pur esprit gagnant-perdant. Lorsque l'esprit de concurrence investit l'ambition, le rêve, l'imaginaire, comme toute forme d'appropriation

économique ou matérielle, l'individu s'éloigne de l'essentiel du vivant dans des interactions de lutte, de compétition, de rivalité, d'affrontement, d'opposition..., c'est-à-dire à tout ce qui tourne le dos au gagnant-gagnant, à la volonté de partager équitablement, à la coopération, à l'intelligence relationnelle.

13. Esprit propriétaire : Besoin puissant égocentré consistant à s'approprier, posséder, accumuler des biens matériels, des actifs, un patrimoine, de l'argent, des ressources pour un usage personnel, égoïste ou familial, limitant l'esprit de partage, la solidarité, l'altruisme, la générosité, l'oblation, sauf à la marge. Lorsque l'individu devient excessivement matérialiste, voire très pragmatique sur le sujet, il voue son esprit et son âme à la religion de l'argent (profit, rentabilité, épargne, finance, spéculation, investissement rentable...) comme moyen principal d'obtenir du pouvoir, de la notabilité sociale, de la notoriété, de l'influence sur autrui ou sur le cours des choses, soit tout le panel des vanités humaines. Il y a de la brillante médiocrité à réussir uniquement avec l'argent, même si cela suppose de l'intelligence, de la compétence et beaucoup de « mauvaises actions » dans le huis clos des affaires. Dans la plupart des cas, mieux vaut ne pas trop gratter derrière la réussite apparente des « winners » ni chercher à comprendre le pourquoi de leur ambition ni les ressorts cachés de leur personnalité.

14. Esprit prudentiel : Incapacité à sortir de la peur, de l'anxiété, de l'appréhension, de la protection, de la précaution, conduisant à privilégier les besoins de sécurité et de confort des habitudes face à tous les risques inhérents à la vie collective et à l'environnement naturel. L'attitude prudentielle traduit un manque patent d'affirmation suffisante de soi, une inaptitude à la prise de risque sur le terrain de l'opérationnalité, des blocages psychologiques en matière d'action et de réaction. Elle traduit également un manque d'audace dans le passage à l'acte, le refus de s'engager dans une situation non connue ou imprévue, en préférant généralement se cacher derrière la règle, la loi, la morale, le chef, la hiérarchie, l'autorité, le principe de précaution, la doxa du politiquement correct. Lorsque la prudence l'emporte sur la maîtrise du risque, c'est toute la société qui s'enferme dans de multiples contraintes légales (lois, codes, règlements, normes...). On peut ainsi déterminer le niveau de retard « psychosociétal » d'une nation par l'importance de son maillage législatif, sécuritaire, normatif, l'omniprésence de ses traditions, ainsi que par sa tendance naturellement conservatrice à vouloir davantage stagner, voire régresser, qu'évoluer et changer.

15. Esprit routinier : Activité mentale fortement influencée par les habitudes acquises (conformisme), par une assuétude à faire toujours les mêmes choses (ritualisation), à penser uniquement avec les mêmes référentiels (ou croyances), à adopter des comportements standardisés, prévisibles (tradition, usage, morale, dogme, académisme...) généralement dominants. Lorsque l'individu en arrive à répéter sans cesse les mêmes propos, les mêmes rituels, les mêmes gestes et postures, les mêmes discours et raisonnements, il ne peut que stagner dans l'existence et vieillir plus rapidement physiquement, mentalement et intellectuellement (le contraire de la jeunesse). Si les routines à l'échelle individuelle et collective donnent un sentiment rassurant de stabilité et de bons sens, elles privent la plupart des individus et communautés d'un plus large espace d'initiatives, d'une offensivité créative et inventive, d'une expression et conscientisation élargie. L'esprit routinier est l'antithèse du dépassement de soi, de la remise en cause salutaire, de l'autocritique constructive, bridant ainsi toute

perspective d'évolution en soi et avec les autres, d'enrichissement qualitatif de son propre univers existentiel.

16. « Filtration » : Néologisme résumant la notion de filtre et de contrôle des événements extérieurs. La protection ancestrale des murs de pierres destinée à protéger des intrusions extérieures non voulues est remplacée par l'édification non visible de murs de verre. Des filtres relationnels, contractuels, techniques, économiques, juridiques, communicationnels, informationnels, éditoriaux, dont la fonction principale n'est pas de se cacher du regard des autres, mais d'empêcher l'entrée d'« intrants » humains, systémiques, immatériels, factuels, non conformes aux profils, objectifs, ligne suivie et/ou usages internes. La prolifération des filtres dans tous les secteurs de la société (entreprise, services publics, association, organisation, entité collective...) et/ou par le biais de services dédiés (service client, accueil, RH, achats, gestion, comptabilité, marketing, production, comité, commission...) contribue à sélectionner fortement les offres, les projets et les individus selon des standards maison. Une « filtration » qui réduit *de facto* l'entrée de la novation et de la différence, l'intégration de la créativité et de l'innovation, la prise en compte d'opportunités imprévues, sauf si celles-ci sont jugées « bankable » ou conformes aux pratiques courantes. Les murs de verre et plafonds de verre dans l'espace public et collectif forment des labyrinthes invisibles à l'œil nu, alimentant une hyper fragmentation sociétale. Ils conduisent à renforcer la contraction des rapports humains comme à s'enfermer dans des procédures d'Entre-soi, des postures distancielles. Dans le quotidien du monde réel, il devient très difficile de mener une recherche d'emploi sur des cibles précises, de prendre contact ou rendez-vous pour exposer ses demandes, offres de produits et services, d'obtenir une écoute attentive sur des propositions de coopération, de partenariat, d'intégration dans un collectif établi... D'un point de vue sociétal, la « filtration » tend davantage à fermer l'esprit qu'à l'ouvrir, à le rendre routinier, voire peu entreprenant, en se motivant uniquement pour ce qui est déjà connu, pratiqué, appris, vécu, mémorisé. Elle entretient le terreau du conservatisme, du conformisme, de l'intransigeance, du sectarisme, de la psychorigidité, de l'esprit focal sans véritable vision globale ni autre perspective.

17. Focalisation mentale : Attitude mentale formatée, conditionnée, focalisée, centrée précisément et principalement sur un sujet x ou y, empêchant psychologiquement et intellectuellement toute vision globale, toute synthèse unifiante, toute objectivité d'ensemble. La focalisation est un véritable fléau sociétal moderne par son caractère endémique à n'agir que dans le sens de ses certitudes, de ses acquis, de son empirisme, sans tenir compte d'autres possibles. L'activité intellectuelle conduit davantage à se monospécialiser, à limiter ses domaines d'activité et de prédilection en devenant spécialiste et/ou en privilégiant la verticalité des savoirs et savoir-faire. C'est aussi accorder beaucoup d'importance (voire trop) à des aspects précis (technique, gestion, chiffre, statistique, procédure, méthode...), au traitement de points souvent secondaires (court terme, cible ou angle précis...) en abordant leur traitement comme prioritaire sur tous les autres. C'est l'antinomie du 360°, de la diversification, de la multispecialisation, induisant avec le temps une relative rigidité, voire de la psychorigidité, au mieux une étroitesse d'esprit. Avec l'esprit focal, il devient difficile d'envisager d'autres options plus ouvertes, de s'impliquer dans un changement d'attitude, de s'ouvrir à la nouveauté ou alors via un basculement surimpliqué, voire excessif.

18. Illégitimité : Derrière le recours aux usages, l'application de la lettre de la loi ou de la règle, se cache quelquefois la non-légitimité. Celle-ci se manifeste par l'usage abusif de la force, du pouvoir, d'une dominance quelconque. C'est aussi le cas avec l'utilisation disproportionnée de la contrainte, de la menace, de l'obligation de faire, du bizutage. La ligne rouge séparant ce qui est légitime et illégitime n'est pas de l'ordre de la légalité des hommes, mais de l'ordre moral. Il s'agit de s'extraire momentanément ou durablement de plusieurs valeurs dont notamment : la **dignité humaine** (respect de soi et des autres) ; l'**intégrité et l'honnêteté** (loyauté, objectivité et transparence, pas de mensonge, tromperie, ni manipulation) ; la **justice équitable** (réciprocité proportionnée, prise en compte du sourcing causal et non du causalisme primaire) ; le **bien-fondé** (justesse de l'action/réaction menée) et/ou la **nécessité vitale** des actes commis ou entrepris par rapport à la situation vécue (autodéfense, survie individuelle, sécurité des biens, protection et défense d'autrui). Ce qui n'est pas digne, honnête, juste, ce qui ne relève pas du bien-fondé et/ou de la nécessité vitale caractérise l'illégitimité, même si la loi l'autorise. À l'inverse, la légitimité issue d'au moins 3 de ces 5 valeurs morales exercées dans un cadre démocratique devrait toujours prédominer sur la loi des hommes. Aussi lorsque l'État, la gouvernance, l'institution ou toute forme de pouvoir hiérarchique enfreint de lui-même, ou ne respecte pas, les règles de la légitimité, la loi devient caduque sur le fond même si appliquée réglementairement sur la forme. Il est alors normal et souhaitable que se mette en place une réciprocité ultérieure, un retour de bâton d'une manière ou d'une autre, pour tous ceux et celles qui agissent dans l'illégitimité.

19. Imposition de soi : C'est la 5^e grande attitude au sens psychologique (après l'agressivité, la passivité, la manipulation, l'affirmation de soi). Elle caractérise une pulsion latente et inconsciente de rapport de force, de dominance, de rivalité potentielle, voire une triple forme sociabilisée d'agressivité, de manipulation et d'affirmation négative de soi à vouloir imposer son caractère, sa personnalité. L'individu animé d'une forte imposition de soi se reconnaît par des comportements, des postures, des gestes, des intonations, un verbe haut, qui trahissent des intentions profondes à vouloir être le premier, être devant, passer avant les autres, s'imposer comme plus important que les autres. C'est aussi manifester généralement un fort empirisme teinté de condescendance, un manque certain de respect et de savoir-vivre envers autrui, une forte vanité égotique dans le besoin de s'autovaloriser à partir de certitudes souvent hyper subjectives, même si empreintes d'un certain bon sens.

20. Indifférenciation : Forme de généralisation considérant que tout est identique, homogène, que tout se ressemble, sans véritable distinction ni nuance et/ou qu'il est nécessaire d'appliquer à tous les mêmes règles et procédures, sans adaptation ni discernement ni ciblage. L'indifférenciation est la résultante directe de l'égalité dogmatique en mettant les individus et les entités sur le même pied d'égalité, les attentes et les besoins sur le même plan. En se référant à un égalitarisme dogmatique (vision uniforme et focale des choses, pratique monolithique de la règle ou de la loi, méthode standardisée et/ou rigoriste...), l'indifférenciation façonne le rôle du citoyen soumis à l'autorité, asservi aux règles et aux usages, prisonnier consentant des systèmes en place. Elle induit de la part des dirigeants et gouvernants des réponses uniques, faciles, voire stéréotypées, donc foncièrement inadaptées face à la diversité et à la variabilité des faits, des situations, des événements du réel. En ne tenant pas compte des différences innées, de l'hétérogénéité multifactorielle de la réalité, l'indifférenciation comme

l'indifférence sont structurellement erronées dans le traitement des faits (action politique, justice de masse, commandement psychorigide...) et surtout critiquables dans l'explication donnée et le raisonnement tenu.

21. Indignité : C'est l'un des plus mauvais aspects de l'humanité moderne après la barbarie et la violence. Elle traduit le côté malsain de l'esprit humain lorsque celui-ci : se comporte de manière inacceptable et irrespectueuse (mensonge éhonté, lâcheté, laisser-aller, violence gratuite...); piétine sciemment les valeurs éthiques et morales en laissant s'accomplir des choses objectivement coupables sans intervenir par peur de représailles pour soi-même; manque à l'évidence d'intégrité, d'honnêteté, de loyauté, de probité, d'honorabilité, de droiture; n'accomplit pas ou mal ses devoirs moraux et contractuels envers d'autres personnes directement impliquées. Lorsqu'une personne franchit délibérément le « Rubicon » de l'indignité dans la négation des valeurs d'humanité et évolutionnaires, elle ne fait pas que déshonorer son nom, elle avilit aussi l'image donnée de son rôle et de son statut, elle éclabousse et pollue de sa présence son milieu familial, son cadre de vie sociale et professionnelle. En ce sens, elle perd à la fois sa crédibilité et la confiance des autres, tout en entraînant avec elle ceux et celles qui s'en accommodent par adhésion ou obligation forcée.

22. Inéquité (non-équité) : Posture, décision ou acte imparfait du point de vue de l'équité, de l'impartialité, de la justice attendue. La non-équité caractérise généralement tout ce qui relève de l'imposition de soi, de l'autoritarisme, de l'égoïsme, de l'égalité dogmatique, de l'indifférenciation, de la corruption, de la vénalité..., en ne prenant pas en compte l'équilibre nécessaire entre les individus, la différenciation naturelle des cas, les conséquences réellement vécues ou subies par les uns et les autres. En recourant systématiquement aux mêmes standards dans le traitement administratif, aux mêmes règles procéduriers, l'égalité systémique s'oppose directement à l'équité humaine. L'équité n'a rien à voir avec l'égalité faisant que cette dernière favorise naturellement l'inéquité en devenant une matrice unique, un moule commun, obligeant à un tenir un rôle appris, une conduite forcée, voire des agissements favorisant les déviances, les contournements en matière de favoritisme, d'arbitraire, de discrimination, de partialité, c'est-à-dire de tout ce qui divise les hommes, les moyens, les chances, les possibles ailleurs ou autrement....

23. Influçabilité : Incapacité à tenir une ligne de conduite droite et précise, à maintenir durablement une position mentale, intellectuelle, psychologique, fiable et claire. C'est aussi manifester une forte dépendance à la dominance, à la pression, au pouvoir d'autrui, en pratiquant davantage le suivisme collectif, le grégarisme mimétique, que l'autonomisation dans le libre arbitre. L'influçabilité démontre un manque chronique de force mentale, voire d'affirmation de soi, face à l'inconnu ou l'imprévu modifiant le rythme habituel. Elle prouve également un défaut d'anticipation, d'intuition, de clairvoyance, amenant à vouloir être guidé, orienté, commandé, ainsi que ressembler aux autres (appartenance, identification). La réponse spontanée à l'influence exogène conduit l'individu à oublier d'être vraiment lui-même, sans pour cela n'être jamais comme les autres. Toute dominance utilise l'influçabilité comme moyen d'exercer un ascendant directif, sachant que si l'un regarde l'autre faire ce qui est dit ou proposé par le dominant, il le suit alors pour en faire autant et ainsi de suite dans le groupe constitué. Même sans dominance, l'influçabilité entre individus s'exerce naturellement selon le même principe. Le mimétisme est un facteur naturel d'influence faisant que tout l'art de l'autorité, du pouvoir et de la manipulation

consiste à influencer les leaders qui ensuite influencent les autres. Les moyens d'influence sont nombreux en société à commencer par les discours populistes, l'information médiatique amplifiée sur des faits ou des sujets précis, la menace et le risque de sanction ou problème. C'est aussi la séduction, l'intérêt porté, le magnétisme, le charisme, la fascination, l'attraction pour ceux et celles qui parlent haut et fort, qui font rire, qui parlent bien, qui montrent une autorité naturelle... De ce point de vue, l'influencabilité est un moteur puissant dans la dynamique sociale lorsqu'elle est activée par la volonté politique, l'ambition de certains, voire la perversité à considérer l'individu comme un pion que l'on déplace, un quidam à qui l'on fait croire, un citoyen infantilisé et docile, un membre crédule que l'on manipule à souhait.

24. Intolérance : Refus de considérer autre chose que : ce que l'on est ou vit soi-même, ce que l'on a appris ou sait, ce que l'on pratique ou réalise soi-même. La non-tolérance consacre une étroitesse d'esprit, de l'intransigeance, du dogmatisme, du puritanisme, de la raideur d'esprit, voire du fanatisme, de l'intégrisme. L'intolérance ne grandit ni l'homme ni la cause défendue en dehors de protéger des intérêts personnels ou partisans. L'individu ne naît pas intolérant, il devient intolérant, faisant que son milieu de vie, sa communauté, son cadre éducatif, social, professionnel, en sont directement responsables. Aussi lorsque l'esprit se recroqueville sur des certitudes religieuses ou culturelles, se durcit dans la morale et les mœurs, se rétrécit dans la vision, la perception et la compréhension du monde, qu'il refuse l'étranger, on en arrive alors à tous les excès connus en matière de bellicisme, d'antagonisme, de méchanceté, de malveillance, d'autoritarisme, de psychorigidité, de sévérité, d'austérité, d'antilibéralisme, de rejet de l'autre, d'approche obtuse, bornée ou butée de la réalité. Elle est toujours à la source de l'hostilité entre les hommes, de l'opposition, de la rivalité, de la violence verbale et/ou physique.

25. Irresponsabilité : Attitude consistant à ne pas assumer ses actes, sa parole, ses opinions, à ne pas vouloir être tenu responsable face à un risque, une menace de sanction ou un problème à venir. Il s'agit également d'un grave manque de conscience, de lucidité, de discernement, de courage, en refusant d'envisager les conséquences d'une action ou d'un fait. C'est aussi se comporter de manière infantile, inconséquente, insouciante, en utilisant le déni, la malhonnêteté intellectuelle, l'absence de loyauté, comme en oubliant toutes les valeurs qui fondent normalement et positivement l'adulte. C'est enfin prendre des décisions qui n'engagent pas directement celui ou celle qui les prend aussi bien dans la gouvernance, la direction d'une entité ou d'un groupe, que dans le cadre d'une représentation électorale.

26. Lâcheté : Manque d'honneur, de courage et de volonté pour affronter l'épreuve ou les conséquences d'une situation donnée, peur de s'exposer personnellement en usant de bassesse dans la posture prise, jusqu'à la délation, le reniement ou la trahison pour sauver sa peau. Les actes de lâcheté se manifestent lorsque l'individu refuse d'endosser la responsabilité objective d'un fait dont il est l'auteur ou partie prenante, ne dit rien ou ne fait rien alors qu'il peut et doit le faire, se sauve d'abord le premier, se cache ou fuit par peur de s'engager, dénonce ou condamne autrui à sa place, trahit sciemment ceux ou celles qui lui ont fait confiance. Le monde politique, technocratique, diplomatique, sécuritaire, judiciaire, d'entreprise, économique, pénitentiaire (avec les détenus) et d'autres, sont des milieux propices à l'exercice de petites et grandes lâchetés en se cachant derrière les procédures et les lois en vigueur, en exécutant des

ordres absurdes ou indignes, en imposant des rapports de force inégaux, en utilisant des moyens de contrainte disproportionnés. Dans ce cas, le suivisme comme la manipulation sont des formes de lâcheté à ne pas être capable d'agir frontalement et/ou avec dignité, mais uniquement dans le dos, dans l'ombre, derrière la solennité du rôle. Lorsque l'individu devient lâche, il démontre toute la fragilité, la faiblesse de sa structure psychique et mentale, en la compensant souvent par le verbe, le silence ou le raisonnement sophistique. Dans tous les cas, il le paye toujours, un jour ou l'autre, par effet boomerang.

27. Malhonnêteté intellectuelle : Déformation mentale et psychologique à user du mensonge, du déni, de la mauvaise foi, d'arguties, de raison spéieuse, de procédés dilatoires, pour ne pas reconnaître l'évidence, la vérité, la réalité. Il ne s'agit pas seulement de cacher un acte négatif ou délictueux, mais de construire autour un raisonnement pseudo-logique avec des arguments destinés à tromper, à faire illusion, à créer le doute. C'est la forme d'intelligence la plus perfide qui en dit long sur la personnalité perturbée et/ou manipulateur de l'individu. Au lieu d'être franc, sincère, loyal, intègre, direct, l'individu n'hésite pas à pratiquer le cynisme, l'immoralité, voire la perversité, en se montrant non respectueux de l'intelligence d'autrui, sans véritable estime pour les autres comme pour lui-même. La malhonnêteté intellectuelle interagit fortement sur la dimension consciencielle en la déformant complètement jusqu'à créer de l'amnésie lacunaire sur ses propres actes (oubli partiel de ce qui est dit ou fait), en devenant amoral, immoral, voire sans foi ni loi, jusqu'à pouvoir changer rapidement d'avis à 180° sans l'ombre d'un remords. Il ne suffit pas d'être honnête homme (au sens du respect de la loi) pour être honnête intellectuellement. La malhonnêteté intellectuelle est omniprésente dans tous les domaines où se jouent des intérêts de pouvoir, d'image ou d'argent, aussi bien chez les élus, les gouvernants, le monde politique, professionnel, médiatique, intellectuel, marchand, financier... C'est elle qui pourrit et ronge de l'intérieur toute société humaine, en amplifiant l'importance du paraître et des apparences par rapport à la simple vérité, transparence, acceptation d'être.

28. Manipulation : Attitude structurant le comportement et la personnalité de ceux et celles qui sont en défaut ou en incapacité d'affirmation positive de soi. Cette attitude est complexe et multiforme par sa dynamique mentale à faire, à dire, à s'exprimer de manière indirecte et masquée, dans le dos des gens, sans aucune transparence. Elle se caractérise à la source par de mauvaises intentions, des calculs cyniques, l'exercice d'un pouvoir ou d'une influence jouant sur la crédulité, la confiance, la soumission des autres. C'est l'anti-adultisme par excellence, même si l'intelligence est toujours complice de la manipulation (voir [Communication d'affaires](#)). Dans de nombreux domaines, la pratique manipulateur et ses nombreux stratagèmes sont devenus un art relationnel dans une forme de normalité validant le 2D (manichéisme, binarité), le rapport de force, la concurrence, l'exercice de la dominance...

29. Manque de discernement : Incomplétude mentale, carence intellectuelle, voire manque d'intelligence, à ne pas comprendre les tenants et aboutissants d'une situation, à se laisser leurrer par un causalisme primaire dans l'analyse des faits, à prendre les choses au premier degré, à se laisser aller à son empirisme et non à la raison objective. Le discernement associe l'intelligence (filtre sélectif et qualitatif de l'information, du ressenti, des stimuli) à la hauteur de conscience (vigie éclairée à vision 360°), faisant que sans conscience il ne peut y avoir de discernement. Le mariage culturel, puis les différents formatages éducatifs,

sociaux et professionnels, ont davantage tendance à déformer le couple intelligence/conscience en faveur principale de la seule intelligence, mais au détriment de la hauteur de conscience. L'esprit technicien, la focalisation mentale, la psychorigidité psychologique, l'intégrisme religieux, l'intolérance aux différences d'autrui, les certitudes académiques, le politiquement correct, ont des effets constricteurs sur la conscience. La polarisation cognitive, intellectuelle, mentale, tend à privilégier l'objet à la chose, l'analyse causale à la synthèse inhérente au sourcing causal, la superficialité et l'accessoire à l'essentiel, la facilité immédiate au traitement de la complexité, le recours à la lettre plutôt qu'à l'esprit, la solennité des apparences, des rôles et des statuts plutôt que l'authenticité et la simplicité, la vanité du paraître plutôt que la modestie d'être. Derrière les brillantes manifestations d'intelligence, le manque de discernement est le mal chronique des sociétés modernes en se laissant prendre au piège de l'instant, de l'information, de l'actualité, de la nouveauté, sans chercher à voir plus loin ni plus profondément dans la source des causes ni la finalité d'ensemble. C'est aussi l'enfermement procédurier et technocratique pris au piège de l'immense maillage législatif, normatif, administratif, technologique, ne permettant plus d'agir dans la liberté créative ou proactive, de décider courageusement face aux adversités, de rompre avec le syndrome de Gulliver (multiples fils tenus interdisant d'agir pleinement comme cela devrait être). Lorsque les dirigeants, agents, acteurs, élus, fonctionnaires et collaborateurs en charge de la conduite des affaires et gestion des systèmes manquent de discernement, alors s'ouvre le pire dans l'injustice, l'arbitraire, la corruption, la manipulation en accélérant inévitablement la pente entropique du déclin sociétal.

30. Manque de savoir-vivre : Plaie relationnelle polluant la vie collective dès lors qu'il s'agit d'individus s'imposant sans politesse ni respect ni délicatesse, sans considération de la présence d'autrui en agissant en frustré (relou), en se comportant de manière grossière jusqu'à se montrer irrespectueux, indélicat, incorrect, inconvenant, impertinent, désinvolte, inélégant, vulgaire. Lorsque le manque de savoir-vivre devient récurrent dans un « non-art de vivre », il dénote un manque évident d'éducation, de la négligence, du laisser-aller, de l'incivisme, voire une agressivité latente. Il est la marque de tous ceux et celles qui ne font aucun effort d'intégration ni d'habileté sociale en s'imposant comme ils sont, sans nuance ni grande intelligence relationnelle, jusqu'à provoquer le ressentiment, le rejet, l'exclusion, la répulsion, de tous ceux et celles qui en subissent les conséquences.

31. Mensonge : Procédé manipulateur dont l'objectif consiste à travestir volontairement la réalité des faits dans le but de tromper autrui, faire croire en abusant de la crédulité, altérer et occulter sciemment la vérité, exercer une influence nocive sur l'esprit des cibles concernées. En orientant l'esprit du récepteur sur le chemin de l'erreur, du doute, de l'ignorance, l'émetteur (menteur) trahit sa confiance dans une relation malsaine. Le mensonge ne consiste pas seulement à cacher la vérité, mais à construire de toute pièce une fausse vérité faisant que les piliers sur lesquels reposent le raisonnement, la croyance, les rituels, les pratiques, les usages, sont amenés un jour ou l'autre à s'effondrer d'eux-mêmes. S'ils précipitent dans la nuit sociétale leurs auteurs, ils entraînent également tous ceux et celles qui y ont cru. De ce fait, le mensonge est comme le ver dans le fruit, un point d'oxydation qui détruit peu à peu la vitalité de son milieu de vie. L'institutionnalisation du mensonge en politique, dans les médias, dans les institutions et les sphères économiques, est le principal messenger de l'obsolescence et de la déliquescence programmées de la

démocratie. C'est aussi le principal moteur du déclin civilisationnel. De la même manière, lorsque les habitudes mensongères dans la population s'imposent comme un mode régulier ou normal d'échange, d'information, de relation sociale et numérique, la médiocrité atteint son paroxysme.

32. Moindre effort : Plus un système devient complexe dans sa mise en œuvre, plus il favorise ensuite la recherche du moindre effort dans son utilisation (routine, habitude, façon de faire). La complexité en amont est donc synonyme de moindre effort en aval aussi bien dans les dimensions politiques, économiques et financières, que technologiques, d'IA ou sécuritaires. Ce paradoxe sociétal incite l'individu à rechercher d'abord la facilité, le simplisme, les circuits courts, l'évitement des problèmes et des difficultés, jusqu'à opter pour le moindre risque dans une attitude foncièrement prudentielle, standardisée, normée. Les effets induits du moindre effort conduisent à renforcer les attitudes de passivité, de suivisme, de fatalisme, d'indifférence, de laisser-faire, de recentrage sur soi, ainsi qu'une tendance lourde à la moindre combativité, à la moindre offensivité, au moindre engagement, au moindre passage à l'acte et dépassement de soi. Le moins-donnant devient la règle, faisant que le niveau de vie stagne, la société prend du retard dans son développement, la mentalité générale « se médiocratise », la majorité de la population régresse lentement dans son niveau de vie, alors que les minorités les plus énergiques, dynamiques, entreprenantes, audacieuses, laborieuses, prennent sans cesse de l'avance.

33. Non-intelligence relationnelle : Tout ce qui va à l'encontre du positif et du sain dans l'échange, la relation, la communication, l'expression, les liens interindividuels et inter-organisationnels, entretient un danger dans les rapports humains. La non-intelligence relationnelle recouvre aussi bien l'agressivité, la violence, la menace, que l'insinuation, le cynisme, la bêtise, le mépris, la suffisance, l'arrogance, le dédain, l'insolence, la mauvaise foi, la morgue, la méchanceté... Autant d'attitudes et postures qui annoncent un risque de mésentente, d'éloignement, d'hostilité, de conflit, de manœuvre inamicale, en asséchant l'envie, la motivation, l'intérêt pour l'autre, ce qu'il dit, ce qu'il est et/ou ce qu'il propose. Si l'intelligence relationnelle est un point haut d'équilibre pour tous dans chaque ménage, groupe, service, organisation, communauté, collectivité, son absence ou sa déficience produit rapidement de la dissension, un basculement vers la crise ou la tension. Aussi, lorsque la relation entre individus devient mauvaise, 4 options sont possibles : partir définitivement ou s'éloigner momentanément ; pratiquer une réciprocité à l'identique (colère contre colère, ironie contre ironie, mauvaise foi contre mauvaise foi...) ; s'affronter dans une joute verbale, une confrontation des arguments et des raisonnements ; prendre de la hauteur en pratiquant l'intelligence relationnelle (Hastag [#28](#)).

34. Non-proactivité : Sans être nécessairement suiveur, passif, rentier, routinier et/ou prudent, le manque de volonté dans le passage à l'acte, le défaut d'initiative et d'engagement au-delà du périmètre des habitudes, révèle un manque certain de dynamisme à voir plus loin et plus large, ailleurs ou autrement. La proactivité est le cran au-dessus de l'action, qui est elle-même un cran au-dessus de la réaction. Lorsque l'individu prend seul et volontairement l'initiative, sans être obligé de le faire, il pratique alors la proactivité. C'est le moteur de ceux et celles qui réussissent dans la vie, qui deviennent vraiment des leaders (et non seulement manager ou gestionnaire), qui explorent le monde, qui savent découvrir d'autres horizons, qui participent activement à des aventures et à des expériences nouvelles, qui savent passer à l'acte et se dépasser, voire

changer l'ordre des choses. À l'inverse, la non-proactivité caractérise le suiveur, le badaud, le spectateur, l'observateur, le conseiller, le commentateur, qui remplissent souvent correctement leur job, mais sans plus. On n'évolue pas sans proactivité, on ne produit pas de valeur ajoutée sans être capable d'oser la créativité, l'inventivité, l'ambition, la fécondité, l'imagination, le courage d'affronter, la prise de risque... La non-proactivité ralentit l'activation mentale, sensorielle, manuelle, motrice, opérationnelle, en préférant les tâches fonctionnelles, encadrées, sous commandement. Aussi, lorsqu'un individu, un groupe, une communauté, un collectif, un pays, se repli ou se concentre sur des activités répétitives, routinières, automatiques, réflexes, il s'autolimité dans ses capacités et potentiels, développe malgré lui des freins et des inhibitions face à la réalité du présent et ses opportunités.

35. Passivité : Attitude structurelle animant une partie des comportements humains du quotidien (au même titre que l'agressivité, la manipulation...) se caractérisant par une tendance à subir la situation dans l'indifférence, à produire une non-réaction en laissant faire, à induire le non-engagement ni la prise de risque... Les compensations psychologiques les plus courantes sont alors la prudence, la demande d'autorité et de sécurité, le besoin d'assistance et de protection. La passivité dominante est un mauvais signe à l'échelle individuelle et collective, car elle induit la plupart des maux psychosomatiques et psychosociaux polluant inutilement la vie des hommes, des femmes, des entités et des organisations humaines (voir [Communication d'affaires](#)). Plus l'individu devient passif et/ou en recherche du moindre effort, plus il est manipulable et influençable en faisant alors le jeu du pouvoir, des dominants, des politiques, des influents, voire des acteurs de la communication, du marketing, de la publicité, des médias, de l'offre marchande.

36. Rente de situation : Situation agréable à vivre au premier degré, elle est aussi l'une des grandes problématiques sociétales des temps modernes. La tendance naturelle de l'individu éduqué et nanti est presque toujours à ralentir son implication, à relâcher ses efforts après une période d'engagement, de mobilisation, de participation active, notamment après de longues études, une formation spécialisée, l'obtention d'un diplôme ou dans le prolongement d'un vécu jugé intense et impliquant. Il s'agit alors de profiter d'un retour d'effort en réduisant volontairement « la voilure », comme en misant sur un statut social protégé ou valorisé, voire en profitant d'une rentabilité ou d'un gain jugé méritoire. Pour beaucoup d'individus, la rente de situation est associée à la méritocratie et vice versa en tant que récompense jugée normale pour une prise de risque ou une « usure » intellectuelle, physique, mentale (sauf en cas de fatigue, maladie, vieillesse). La grande problématique de la rente de situation est qu'elle consacre une nette rupture de dynamisme, d'activisme, de mobilisation, après avoir atteint un « sommet » dans son engagement et/ou la réalisation de ses principaux objectifs de vie. Il s'ensuit alors une phase de relâchement limitant l'audace, la proactivité, l'engagement, l'ambition, dans une conduite comportementale plus modérée dans la dépense d'énergie, plus intermédiaire dans la mobilisation. Il en résulte une tendance lourde à privilégier les routines dans l'exercice quotidien de ses capacités et compétences. L'esprit propriétaire remplace le dynamisme au travail, la motivation pour de nouveaux projets, en accordant une plus grande importance à l'argent, aux avantages matériels et d'image, au confort mental issu d'un statut social « élitiste ». Le passé, la mise en valeur de ce qui fut ou a été, alimente un conservatisme structurel, une certaine vanité humaine à vouloir paraître au-dessus du commun des autres, à se croire

supérieur aux autres. On retrouve couramment l'esprit de rente dans le monde économique, financier, professionnel, au plus niveau de la hiérarchie, notamment dans les activités fonctionnelles (actionnaire, membre décisionnaire, cadre, conseiller...), mais aussi parmi les employé(e)s, les collaborateurs(trices), le back office, les petits entrepreneurs..., dès lors que domine le sentiment d'avoir atteint son but ou son bâton de maréchal. *De facto*, l'attrance pour les postes fonctionnels, administratifs, technocratiques, de management, d'activités déliées de l'opérationnel direct (activités manuelles, artisanales, entrepreneuriales, de terrain avec prise de risque physique, pure créativité/innovation...) est un signe fort de recherche de rente de situation. Cette inclination pour le fonctionnel préfigure inévitablement le développement de procédures, normes, règles formalistes à suivre, voire de réunionites, c'est-à-dire tout un conformisme étouffant l'initiative, réduisant la proactivité, bridant l'engagement, encadrant le passage à l'acte, inhibant le besoin de changement et d'évolution. D'un certain point de vue, la tendance grandissante et majoritaire au « fonctionnel » dans les activités humaines déséquilibre le dynamisme sociétal d'un territoire ou d'un pays. Elle implique un ralentissement de l'engagement, de l'implication personnelle, de la productivité, de l'audace, de l'inventivité, avec un surdéveloppement de la seule intelligence, de l'automatisation par les biais technologiques et l'IA, une virtualisation amplifiée de la réalité monde. Pour combattre cette orientation sociétale relativement toxique à terme, il est impératif de favoriser l'attrait et l'engagement pour tous les métiers et activités relevant de l'opérationnel, du savoir-faire artisanal, de l'engagement physique et mental par le sport, les activités expérientielles de loisirs et voyages, les challenges et défis personnels à relever, l'autodidactisme menant à des projets de vie en nanoéconomie... Contrairement à la rente de situation et aux fonctions bureaucratiques, sédentaires, gestionnaires, décisionnaires, intellectualisantes, communicantes..., seule la véritable opérationnalité par soi-même rend plus sain et fort mentalement, plus aventureux et hardi face à l'inconnu, plus engagé dans l'effort et la prise de risque maîtrisée, plus résistant physiquement et psychologiquement.

37. « Salauderie » : Agissement mené par une personne mal intentionnée manifestant un état d'esprit malveillant à l'encontre de ses proches, de biens et/ou d'animaux. Le vrai salaud (ou salope) est celui ou celle qui n'hésite pas à tromper délibérément la confiance d'autrui en profitant de sa proximité ou de son ascendant en termes de lien d'argent, affectif ou sentimental. Sans aucun signe précurseur, il devient du jour au lendemain un acteur toxique d'autant plus pernicieux que l'on ne s'attend pas à ce qu'il ou elle agisse contre les intérêts de sa ou de ses victimes. En rompant brutalement la relation de confiance, d'amour ou d'amitié, il ou elle produit un choc émotionnel d'autant plus fort que la surprise et la déception sont grandes. La salauderie repose toujours sur une attitude manipulatrice dominante, bien plus que l'agressivité ou l'imposition de soi, faisant que les justifications données sont toujours à prendre avec circonspection et méfiance. Celui ou celle qui se comporte en salaud (ou salope) le refera certainement un jour ou l'autre, amenant logiquement à s'en éloigner pour éviter de subir sa capacité de nuisance et de négativité. La salauderie est omniprésente dans tous les lieux de pouvoir et de décision, beaucoup moins dans les corps sociaux et militaires animés de valeurs fortes.

38. Suivisme : Suivre docilement un mouvement, un leadership, une autorité, de manière panurgique (dans l'imitation et sans véritable discernement) avec une propension à faire la même chose que les autres, sans être en capacité de décider vraiment par soi-même. C'est le parfait contraire de l'autonomisation fondée sur

le libre arbitre, de l'indépendance portée par l'esprit de responsabilité, prouvant que l'individu est soit fondamentalement moutonnier et influençable, soit qu'il est insuffisamment affirmé pour imposer ses vues, soit qu'il participe volontairement à un mouvement dirigé vers un but commun partagé avec d'autres. Faire comme les autres est une forme de dépossession de soi (de sa volonté, de ses choix et envies) qui nourrit l'autoprivation de ses droits et libertés. Suivre ou ne pas suivre tel est l'enjeu, en étant pleinement soi-même dans l'affirmation de soi jusqu'à s'opposer à la critique des autres (ne pas suivre), ou devenir un ersatz de soi-même (un Sous-Moi) par l'appartenance et l'identification dans l'imitation des autres à faire exactement la même chose (suivre). Être suiveur est une force lorsque le collectif reste soudé et additionne intelligemment ses capacités et talents, ou devient rapidement une faiblesse lorsque l'on se retrouve seul(e) et isolé(e). C'est en tout cas une autolimitation dans sa capacité d'évolution personnelle, d'expression, d'action, de penser, ainsi que le plafonnement de sa conscientisation au niveau des limites des autres. C'est aussi accepter un certain conformisme à appliquer ce qui est dit ou imposé de faire, une forme d'obéissance à suivre sans broncher les décisions du chef, une relative soumission à accepter inconditionnellement un ordre imposé, jusqu'à devenir manipulable à souhait. Le suivisme n'est pas seulement le fait de gens incultes ou mal informés, mais aussi la conséquence directe d'une intelligence matricée par l'éducation et le moule académique, formatée par les référents et modèles de la vie sociale et professionnelle, conditionnée par les usages de son propre milieu de vie, de sa communauté. En d'autres termes, plus le milieu exogène est omniprésent et directif dans la vie des gens et plus l'individu perd le sens de ce qu'il est et de ce qu'il peut vraiment faire !

39. Victimisation : Processus psychologique chez certains individus consistant à faire d'eux des victimes innocentes à plaindre avec la volonté d'attirer sur eux la sympathie, la compassion, l'aide. Être une victime objective d'un fait n'entraîne nullement un rapport à la victimisation. On peut être victime et assumer dignement cet état sans l'aide de personne ou être victime et ne pas assumer cet état en recherchant un soutien et des compensations. Dans ce cas, au lieu de se considérer comme coresponsable de la situation au moins en partie (ne serait-ce que par les choix et les microdécisions prises en amont d'être là au mauvais moment), l'individu préfère s'apitoyer sur son sort, en faire un chemin de croix sous le regard des autres, voire rechercher des contreparties financières. La victimisation est le contraire de l'esprit de responsabilité par l'incapacité à assumer une situation difficile, défavorable, désagréable, handicapante, après le choc émotionnel ou physique que cela induit sur le moment. En prolongeant consciemment un mal-être psychique réel ou apparent sans chercher à l'éteindre, le résoudre et le surmonter par soi-même, la victimisation traduit une forme d'infantilisation à aller chercher de l'aide et du réconfort vers toute forme d'assistance extérieure (assurance, appui juridique, association, avocat, aide de l'État, appui extérieur...), voire en manifestant de la pure vénalité en requérant une réparation financière qui efface tout. À l'échelle sociétale, la victimisation révèle quel que part la fragilité de la psyché individuelle et collective jusqu'à devenir un signe fort de pathologie mentale, sociale, citoyenne, sociétale. La demande de compensation financière est le signe d'un manque chronique d'esprit de responsabilité, mais aussi de cupidité à vouloir compenser les conséquences par de l'argent reçu. Il n'y a rien de grand dans la victimisation que du médiocre et nullement le sens de l'honneur, de la grandeur d'âme, de la hauteur de vue. C'est souvent le fait de personnes passives, suiveuses, dominées, manipulatrices, vénales, imbues d'elles-mêmes, rarement d'individus disposant d'une force morale

et mentale, d'une confiance et d'une estime de soi animées par une affirmation positive de soi. Plus l'individu est incapable de se défendre par lui-même, plus il est désarmé et attend des autres ce qu'il ne sait pas faire de lui-même. De la même manière, plus l'individu émet des signes de peur, de faiblesse, de fragilité, de manque de force mentale ou physique, d'incompétence, plus il attire à lui l'erreur, l'accident, voire la violence du prédateur ou de l'individu agressif (souvent un lâche qui s'ignore). À l'inverse, celui ou celle qui n'a pas peur et sait affronter le risque et la menace en sachant réagir de front avec fermeté et détermination, éloigne le risque, l'état de victime et naturellement le recours à la victimisation.

40. Virtualisation (du monde réel) : Usage de la virtualité par les moyens technologiques et de l'IA, les composés chimiques et les drogues, les croyances et l'imaginaire, ainsi que par les stratagèmes de la communication, de l'image et du verbe, à des fins de substitution du réel (impression, rêve, perception modifiée, information augmentée, monde parallèle, traitement amélioré de la réalité, holographie...). La virtualisation progressive, totale ou partielle, de la réalité du monde et du vécu implique une substitution cognitive utilisant les mêmes fonctions neuronales et cérébrales inhérentes au corps humain. Elle produit de manière indolore et indiscernable un remplacement de sens et de signification au sein de l'activité mentale, sensorielle, physique, fonctionnelle, psychologique, émotionnelle, consciencielle. Les limites naturelles de l'inné et de l'acquis sont dépassées, outrepassées, aussi bien dans la représentation mentale que dans la dimension mémorielle, dans les perceptions sensorielles que dans les aptitudes physiques, les attitudes et les comportements. La virtualisation s'oppose à la réalité comme l'émotion à la raison, l'imagination au factuel. C'est l'un des plus grands défis à relever dans les sociétés modernes que de ne pas succomber et se laisser influencer par l'incidence des progrès scientifiques, industriels, pharmaceutiques, des hautes technologies, de l'intelligence artificielle, dès lors que ceux-ci modifient la relation à la factualité du temps présent. C'est également la nécessité de ne pas se laisser leurrer et manipuler par l'information multimédiatique sous toutes ses formes. En ce sens, l'intégration de la virtualisation dans la vie quotidienne (abstraction et projection, Internet des objets (Iot) et robotisation, chiffres et statistiques, image et imagerie, discours et narratif, aide à la décision et produits robotisés/services artificialisés, arts et contrefaçons...) est plus un danger régressif pour l'humanité qu'une évolution utile pour l'homme, en laissant les progrès tous azimuts diriger la vie de tous et de chacun. Par principe, tout ce qui favorise l'artificialité ramène à la machine et à sa servilité, éloigne de l'authenticité de la nature, pousse à la déshumanisation progressive. C'est la pire des finalités existentielles pour l'homme et de la femme moderne !

L'Été démocratique en société

L'Automne et l'Hiver systémique ne sont pas des fatalités sociétales. Ils peuvent être évités par les gouvernants et doivent être contournés par le citoyen (Hastags #1-9-13-14-17-19-21-25-26-27-28-29-33). Le temps est venu de dompter les tendances malades de l'intelligence humaine (et de l'IA) dans ses enflures politiques, systémiques, techniciennes, scientifiques, idéologiques, religieuses, technocratiques, économiques, financières (recherche de profit maximal, objectif de pouvoir, détournement de la réalité, déshumanisation, déplacement et compensation psychologique par la manipulation des faits, perversion des

rapports humains, croyances infantilissantes, dominance mémorielle et logico-mathématique sur le bon sens et la capacité de synthèse, verbalisation dialectique sur la simplicité et honnêteté intellectuelle...). Beaucoup trop de choses « clochent » dans le monde moderne pour ne pas s'y atteler de manière offensive et décisive. Il est même irresponsable à l'échelle de l'histoire et du monde que de continuer à être administré, présidé, gouverné, dirigé, par des individus prolongeant inutilement l'Automne et l'Hiver sociétal. Malgré le fait que les saisons sociétales ont généralement une durée très longue du point de vue historique, le temps de l'Été démocratique est venu dans les grandes nations du 21^e et du 22^e siècle. Il est temps de rompre avec les « clowns » qui ne font pas rire, les « caricatures » qui se prennent au sérieux, les « cas psychiques » qui dirigent le monde. L'humanité vaut mieux que la plupart des personnages squattant dans de nombreux pays le pouvoir au plus haut sommet de l'État comme dans ses institutions. Même si ce constat désolant est partagé par la grande majorité des peuples, cela ne suffit pas de le savoir, il faut agir ! Après tant de siècles relativement violents, injustes, erratiques, médiocres, il est temps que l'horizon s'illumine vers l'Été démocratique des sociétés.

Bien d'autres possibles et perspectives beaucoup plus riches, denses, motivantes et épanouissantes s'ouvrent à l'esprit humain en privilégiant la hauteur de conscience (3D, 4D) alimentée par la diversité des expériences, la synthèse unifiante, la vision globale, la maîtrise du risque, l'engagement positif dans le passage à l'acte... Il est impératif pour tout citoyen en quête d'adultisme et d'aboutissement de soi, de sortir de l'univers mental de la focalisation et du formatage académique, religieux, idéologique, conditionnement culturel, monospécialisation... Sans le déformatage des neurones (tout en conservant le meilleur et l'utile des acquis), il n'est pas possible de progresser plus avant dans l'aboutissement de soi et tendre collectivement vers l'été systémique. Le temps de la sincérité doit remplacer celui de mensonge, le temps du respect du citoyen doit prévaloir sur celui de la peur et de la dureté systémique. Il est temps de passer de l'infantilisation des masses dans les pays non démocratiques et de l'adolescentrie dans ceux s'en réclamant, à l'âge de l'adultisme chez l'individu et le citoyen moderne (éduqué, informé, compétent). Une transformation des paradigmes issus du passé s'impose avec l'objectif psychosocial de faire évoluer l'état d'esprit, la mentalité, le comportement, la conscience des peuples. Tout doit fonctionner comme en matière d'évolution naturelle de l'enfance à l'âge adulte. Il faut d'abord considérer l'évidence des forces de l'inné dans les apprentissages, les valeurs, les expériences, les conduites sociales, permettant de former la structure mentale de l'individu dans l'éveil et la satisfaction de ses besoins « inférieurs » (besoins primaires et secondaires). Puis le temps de la métamorphose progressive s'impose sur la base de cet acquis, par le sas intermédiaire de l'adolescence et de l'arrivée dans l'âge adulte. Ainsi, la soumission inconditionnelle à l'autorité (parentale ou tutélaire) doit se transmuter en affirmation positive de soi. L'obéissance doit se transformer en autodiscipline, les besoins de sécurité, d'appartenance et d'identification nécessaires à l'intégration sociale comme à l'évitement de l'exclusion doivent se transmuter en besoins « supérieurs » d'autonomisation, de discernement, de courage dans le passage à l'acte et la prise de risque maîtrisé. La peur et l'inhibition doivent disparaître au profit de l'esprit de responsabilité permettant d'assumer pleinement ses actes et ses erreurs en sachant rebondir positivement dessus, etc. Il s'agit d'effectuer à l'échelle sociétale, la même transformation que chacun vit ou doit vivre à l'échelle personnelle. Tout ce qui est intermédiaire (adolescentrie) ou figé (infantilisation) ne peut que conduire à la constance d'un mal-vécu individuel et collectif.

Les signes précurseurs de l'Été sociétal

Pour atteindre l'Été sociétal (maturité civilisationnelle), à l'instar de l'épanouissement humain (adultisme), il est IMPÉRATIF de transformer (voire éliminer) la Demande brute des besoins inférieurs en accomplissement nuancé (aboutissement) des besoins supérieurs (Hastag [#19](#)). L'évolution en spirale vers le haut (comme l'hélice de l'ADN) doit s'opposer à toute trajectoire barrée, bridée, coupée, déformée, par le matricage académique et officiel et/ou imposée de manière purement linéaire dans des usages passésistes et 2D inchangés (Hastags [#14](#), [#15](#), [#17](#)). Tout se passe donc d'abord dans la « tête » en devant renforcer la force mentale, le savoir, la conscience humaine. Sans le passage réussi de cette étape majeure, l'individu ne peut que rester inabouti, imparfait, rongé par l'insatisfaction, la honte, les freins psychologiques. Il est donc normal que la métamorphose entre l'infantile et l'adulte soit une période vitale et sociétale difficile, parsemée de crises, de doutes, de zones d'ombre. Les grandes vicissitudes de la période de transition couvrant la fin du II^e millénaire jusqu'au début du III^e millénaire sont les signes avant-coureurs d'un grand changement évolutionnaire à venir, sauf grands phénomènes naturels et/ou imbécillité humaine, vénalité et cupidité à recourir à la guerre nucléaire, technologique, bactériologique, à une oppression et répression permanente, à épuiser anormalement les ressources naturelles communes, à glisser vers une production de produits biologiquement altérés et une industrialisation à forte « chimisation » (recours à la chimie et aux molécules artificielles).

Tout ce qui se passe dans l'actuelle phase de transition sociétale (Automne sociétal, voire Hiver sociétal dans certains pays) entraîne l'humanité vers la perspective d'un renouveau obligeant toutefois à suivre ici et là encore durant quelques décennies la pente naturelle de fin de cycle du déclin civilisationnel. Par la force cinétique d'un activisme mondial animé d'une complexité croissante, le présent devient de plus en plus entropique (compliqué, chaotique, troublé, violent...) avant de renaître ici et là sur de nouvelles bases. Il n'y a rien de prophétique dans cette affirmation malgré une actualité riche en événements successifs vite oubliés. Le développement personnel à grande échelle conduit à favoriser des tropismes d'exigence de plus en plus précis faisant que les nouvelles générations d'hommes et de femmes bien formés, de citoyens soucieux de leurs droits, vont peu à peu reprendre la main sur les blocages, interdits et entraves issus de la peur et de l'inculture. L'émancipation mentale des classes moyennes et médianes conduit à s'extraire collectivement des forces rétrogrades et arriérées provenant des anciennes croyances, des idéologies politiques et religieuses fondées sur des mots et des mythes ayant perdu peu à peu leur emprise psychologique face à des faits du réel en totale contradiction. Il est évident que le compte à rebours a déjà commencé, faisant que sans la perspective d'un nouveau chemin bien éclairé et suffisamment clarifié menant à l'Été démocratique, le personnel politique n'a d'autre choix que de le proposer au risque de disparaître corps et âme. La voie à suivre est celle des programmatiques décennales dont l'objectif principal est de réformer, oxygéner, dynamiser, réduire les contraintes inutiles, dans une démarche de progrès et de qualité durable (Hastag [#36](#)). Les 50 objectifs de l'Été sociétal font partie de ces programmatiques en plus des innovations à venir et multiples applications citoyennes locales.

Les 20 principaux freins, murs, obstacles à l'Été démocratique

La démarche sociétale visant à atteindre l'Été démocratique implique une forte montée en puissance du rôle citoyen, la révision du fonctionnement institutionnel et systémique, un néomanagement motivationnel dans tous les grands domaines sociétaux. Il s'agit également de combattre au sein de tous les régimes politiques qu'ils soient de nature républicaine, monarchique, laïque, théologique, parlementaire, présidentielle..., les fondements passésistes ou fortement conservateurs, ainsi que les valeurs morales et comportementales non évolutionnaires (traditionalisme, intégrisme, autoritarisme, népotisme...). Les principales pratiques et méthodes à combattre et autres murs à abattre pour atteindre l'Été sociétal démocratique sont :

- . Les régimes politiques gouvernant sans majorité absolue en déformant l'idée de démocratie sur le partiel, le relatif, le minoritaire, le rapport de force (Hastag #39).
- . La rigidité des fonctionnements systémiques conservateurs fondés sur des usages souvent obsolètes ou décalés des attentes du citoyen moderne.
- . L'emprise de la technocratie, de l'administration, du législatif, contraignant directement la vie des gens dans le privé, le social et la vie publique.
- . La dominance culturelle et morale imposée par la religion et l'idéologie façonnant la mentalité des populations au détriment de l'affirmation de soi.
- . Le matricage académique officiel dans l'éducation, la formation supérieure et spécialisée.
- . Les mouvements de balancier réguliers entre partis politiques antagonistes, dont les effets induits consistent à diviser constamment le corps social.
- . La démagogie, le nationalisme, l'extrémisation, la radicalisation, l'intégrisme, qui n'apportent rien de bon et de durable en société.
- . Les taux anormaux de fiscalisation, imposition, taxation, cotisation, prélèvement, abonnement dans les coûts contraints.
- . Les pouvoirs et contre-pouvoirs qui usent de leur influence directive sur la conduite des peuples et de l'actualité (conseillers de l'ombre, minorités agissantes, sectes coercitives, médias aux ordres...).
- . Les méthodes sécuritaires coercitives, la peur du gendarme et de la sanction, la démarche prudentielle inhibante...
- . L'appropriation unilatérale, égoïste de nature capitaliste, financière, patrimoniale, propriétaire.
- . L'affairisme marchand, économique, financier et ses effets délétères pour le citoyen sur les prix, les produits et services rendus (shrinkflation, hausses indues des prix du marché en fonction des variations de l'Offre et de la Demande...).
- . Les ambitions de pouvoir des personnels politiques « professionnalisés » et/ou s'inscrivant dans la durée et la répétition des mandats.
- . La solennisation excessive, les ritualisations hypocrites, sous prétexte d'un devoir de mémoire à la gloire d'un passé équivoque.
- . L'usage excessif ou dominant du progrès technologique, de l'IA, de l'Internet des objets, des nouvelles technologies addictives, asservissantes.
- . Les rapports fortement hiérarchisés et verticalisés dans le travail, la dimension sociale et collective.
- . Les grands différentiels de pouvoir d'achat, de rémunération, de niveau de vie entre riches, nantis, classes moyennes et pauvres.

- . La préférence accordée au diplôme supérieur pour les activités purement fonctionnelles, managériales, gestionnaires, administratives... aux dépens de celles plus opérationnelles, manuelles, de terrain.
- . Les discriminations de genre, les rapports de force et de dominance selon les rôles et les statuts jugés élitistes ou supérieurs.
- . Les interdictions de décider par soi-même de la conduite à tenir dans sa propre existence (procréation, avortement, euthanasie...).

Mettre en place 5 volontarismes pour en sortir

La méthode pour sortir de ces tendances mortifères à l'échelle sociétale ne consiste pas à composer par le compromis (approche conservatrice par excellence) et encore moins par un autoritarisme directif et intolérant, mais en coupant sans crainte le « nœud gordien », en pratiquant des ruptures nettes et décisives dans chacun des 5 champs d'application suivants :

1^{er} volontarisme : Le système au service du citoyen et non plus le citoyen au service du système, ce qui change tout dans l'inversion du sens des efforts, des devoirs, des contributions à fournir. Au même titre que l'inversion de la preuve, l'inversion des moyens, énergies et ressources, engage chaque organisation humaine, organisme privé, entité publique, petite ou grande entreprise, s'engage à apporter aide, assistance, conseil, respect et appui au citoyen.

2^e volontarisme : L'esprit de démocratie comme référence qualitative et positive principale à utiliser, manifester, démontrer au quotidien et non plus le recours stéréotypé à des référentiels passéistes, cadrés, figés, normés, standardisés, conservateurs, s'appropriant de manière partielle, imparfaite, voire négative, la notion de démocratie au service premier des gouvernances et régimes politiques en place.

3^e volontarisme : Le déformatage mental du citoyen (conditionnement culturel, esprit prudentiel, mentalité conservatrice, académisme élitiste et sélectif, politiquement correct, idéologie partisane, appropriation et égoïsme économique, ou encore nationalisme exacerbé, intégrisme, agressivité structurelle, rapport de force, racisme...) provenant principalement des institutions et médias officiels.

4^e volontarisme : La valorisation de la proactivité individuelle et collective permettant de passer d'un suivisme de masse plus ou moins docile à un espace élargi de contributions, d'initiatives, de passages à l'acte, d'engagements dans la prise de risque, afin d'enrichir aussi bien le lien social, que le bien-être individuel, une stabilité collective non-antagoniste, anti-agressivité et anti-jalousie de classe, ainsi qu'un niveau de vie satisfaisant pour tous.

5^e volontarisme : La production et diffusion d'une information de masse, de savoirs et savoir-faire utiles, en évitant que les grands médias nationaux et éditoriaux fassent de l'actualité du monde un terrain d'influence et de contrôle mental du collectif en jouant soit les « Cassandre » par le pessimisme, la peur, l'insécurité, la dramatisation et autres infos à émotions négatives, soit les « répéteurs » (communiqués de presse officiels ou via l'interposition filtrante d'agences de presse), soit les « pompiers-incendiaires » (amplifier, grossir, réactiver, minorer, laisser dans l'ombre certains faits contre la grande majorité des autres) et/ou soit les « hérauts » de tout ce qui est d'abord « people », « bankable », générateur d'audience et/ou de profit, entretenant ainsi la médiocrité ambiante.

La nécessité d'une défragmentation sociale

Il est tout à fait possible de changer l'avenir dans la plupart des sociétés modernes, de changer de leaders et de leadership, de changer de régime et de voie sociale, malgré tous les murs systémiques, législatifs, normatifs, procéduriers, obstacles technocratiques nationaux et fédéraux. L'axe de solution ne consiste pas seulement à utiliser le vote entonnoir à l'occasion des élections ou à mobiliser les énergies populaires dans des manifestations de rue. Toutes les actions frontales avec les gouvernants et les systèmes dominants sont assurées d'échouer derrière le glaive et le bouclier déployés par les forces armées, policières, sécuritaires, administratives et judiciaires formées et payées pour cela. Il s'agit bien davantage d'utiliser l'intelligence collective en réseau en menant des opérations de « guérilla sociale » sur une longue période de manière latérale, indirecte et surtout simultanée sur différents territoires et envers différentes institutions. L'objectif consiste à élargir ici des failles techniques, erreurs, incuries, en créant là de petites « voies d'eau » (problèmes à résoudre, saturation de demandes, actions en justice...) ou encore en coupant « l'électricité » (baisse des rentrées fiscales, financières, économiques...). Si l'action isolée ou minoritaire n'a aucune chance de changer quoi que ce soit dans l'existant social du moment, l'action collective en mode diffus permet assurément de déstabiliser tout ordre établi, faire douter les personnels entre eux, inverser le sens de la peur. L'arrivée de l'Été démocratique ne peut toutefois s'envisager sans qu'une équation personnelle multipliée par le plus grand nombre de citoyens se mette en place. Elle est relativement simple, mais suppose une détermination associant 5 déterminants à polarité positive (↑) :

[Information → Savoir → Conscientisation → Compétence → Application] ↑

Du point de départ (Information) à la réalisation concrète (Application), le chemin à prendre suppose que se construise un volontarisme associé à l'utile, au constructif, au positif, impliquant l'élimination de tout ce qui fait barrage, qui pollue et parasite inutilement. L'information disponible doit être de qualité et à 360°, les savoirs acquis doivent être utiles, précis, faciles à mémoriser, la conscientisation doit relever d'une triple implication physique, sensorielle et mentale, la compétence doit être opérationnelle et maîtrisée sans crainte du risque, les applications concrètes doivent être libres, créatives, engagées, positives pour tous. C'est le rôle de la défragmentation sociale que d'éliminer tout ce qui divise et déforme l'esprit par le mauvais mariage culturel, éducatif, politique, économique. Pour avancer dans l'adversité, la complexité, l'inertie systémique, il est d'abord nécessaire d'avoir un plan clarifié avec un objectif précis à atteindre afin de sortir de la fragmentation en place. Cela suppose de faire beaucoup plus que ruser et éviter les pièges tendus. Il s'agit d'assainir fondamentalement l'existant pour éviter d'inutiles difficultés à venir, déconstruire tout ce qui empêche la volonté et la raison d'être, nettoyer tout ce qui salit l'esprit de démocratie, toiletter tout ce qui freine techniquement, tout ce qui ralentit anormalement le mouvement général. La seconde étape consiste à pratiquer la sortie de la logique dominante de fragmentation par un changement de logiciel favorisant la défragmentation en plusieurs étapes.

12 principaux aspects de la fragmentation sociétale

La fragmentation contribue à créer et entretenir des murs de pierres et de verre dans tous les secteurs d'une même société (pays), ainsi qu'entre toutes les autres sociétés du monde (autres pays). L'homogénéité dans le collectif est dès lors impossible ou alors de manière très ciblée et ponctuelle, impliquant la réalité profonde d'une grande hétérogénéité d'attentes, besoins, modes de vie, objectifs à atteindre..., directement proportionnelle à l'importance de chaque population. On retrouve les racines de la fragmentation sociétale dans une dispersion à grande échelle concernant notamment... :

- . La délimitation géographique, la balkanisation territoriale
- . L'éclatement culturel, religieux, politique, concurrentiel
- . La discrimination des genres, des âges, par l'origine, l'aspect physique
- . La ségrégation entre races, ethnies, communautés
- . La délimitation des lieux de vie, ghettoïsation
- . La division en classes sociales, scoring social
- . La catégorisation en CSP, profils, niveaux
- . La sélection et la classification par le diplôme, le titre, la notation
- . La dispersion économique, financière, patrimoniale, des richesses
- . La hiérarchisation, verticalisation, répartition des pouvoirs
- . La séparation systémique des rôles, statuts, missions, attributions
- . Le cloisonnement des savoirs, de l'information, de la vérité

12 principales étapes de la défragmentation sociétale

La défragmentation est une démarche collective, systémique, étatique, consistant à remettre en cause tout ce qui est d'essence fortement orthodoxe, conservatrice, conformiste, conduisant aux impasses démocratiques, aux limites chroniques de l'inaboutissement individuel, à la médiocratisation collective. Elle implique notamment de... :

- . Se poser des questions essentielles sur le but collectif et sociétal poursuivi
- . Éviter le retour de la dispersion et de la fragmentation sociétale
- . Assainir positivement la relation État-Système-Citoyen
- . Déconstruire tout ce qui est inutile, obsolète, archaïque au quotidien
- . Nettoyer ce qui est jugé imparfait, parasite, déficient, non efficient
- . Toiletter l'existant collectif afin d'améliorer régulièrement sa pertinence
- . Réorganiser les règles, méthodes, pratiques, au sein des entités publiques
- . Universaliser par la mère des cultures*, les mêmes valeurs évolutionnaires
- . Favoriser la transversalité des savoirs, des informations à 360°
- . Mettre en place des programmatiques décennales audacieuses
- . Partager en réseau les applications innovantes positives
- . Favoriser les mêmes chances, moyens de subsistance et accès à tous

**Nouvelle Pensée Moderne à vocation sociétale*

Les 4 hyper fondamentaux de la défragmentation sociétale

La question essentielle qui se pose au sein de chaque nation est de « savoir si la finalité actuelle de l'Automne ou de l'Hiver sociétal vaut le coup d'être vécue comme projet collectif existentiel ? ». Vers quoi nous mène le grand mouvement d'ensemble placé sous l'égide de matrices étatiques, systémiques, académiques, sécuritaires, politiques et gouvernementales objectivement imparfaites ? Les citoyens de chaque nation ont 3 options : maintenir l'hyper fragmentation actuelle génératrice de tous les maux connus ; favoriser une défragmentation

ambitieuse même si progressive ; faire un mix perclus de compromis aseptisants (comme d'habitude). Pour comprendre les grands enjeux sociétaux de demain, malgré la priorité accordée à l'actualité du quotidien, il faut se rappeler 4 hyper fondamentaux structurant tous les autres :

- . L'**Humain** qui forme une espèce unique relativement homogène du point de vue de l'ADN (répartition des sexes, anatomie, biochimie, beauté, harmonie, fonctions motrices, organiques...), ainsi que par ses capacités cognitives et consciencielles ;
- . La **Terre** qui offre une configuration remarquable (oxygène, position spatiale, gravitation, ensoleillement, climat, ressources en matières premières...) en tant que seule planète « aboutie » dans le système solaire (voire galactique proche) ;
- . La **Nature** sur Terre qui est exceptionnellement riche de diversité et d'équilibre entre espèces animales et végétales dans une formidable dynamique régénérative fondée sur des cycles périodiques ;
- . La **Mer** nourricière qui est unique à son origine sur l'ensemble du Globe avec le même point 0 (hors marées, mouvements tectoniques et géologiques) par sa présence majoritaire entourant et vitalisant tous les continents.

3 objectifs universels pour la défragmentation sociétale

Il ressort de ces 4 hyper fondamentaux une puissance, une intensité, une continuité existentielle fondamentale dans le vivant, le minéral, le liquide, créant une unité quasi parfaite, sorte de défragmentation à grande échelle devant inspirer toutes les actions humaines. Au lieu de cela, l'homme matricé par les systèmes dominants se croit plus fort et plus intelligent en n'hésitant pas à pratiquer constamment des transgressions, des déviances, des perversions, des destructions, une exploitation propriétaire, conduisant à l'hyper fragmentation dans ses constants déséquilibres et maux sociétaux. Pour l'homme et la femme adultisés, il est tout à fait possible d'associer positivement sagesse de l'esprit, satisfaction des besoins, équilibre et respect dans les rapports humains, discernement dans l'exploitation de la nature et usage raisonnable des technologies modernes. Pourquoi opposer à chaque fois le Corps à l'Esprit, l'Humain à la Nature, la Terre à la Mer ? Il est nécessaire, bien plus que possible, de fédérer les fonctionnements différents, de complémentariser les forces opposées, de satisfaire les attentes contraires, en donnant à chacun le moment pour s'appliquer, le temps de s'accomplir, l'occasion prioritaire de s'exercer, l'opportunité de rebondir, sous condition que cela puisse tendre vers un objectif commun, même en cas d'erreur ou d'échec. La clé principale est dans la volonté de réciprocité en tout, aussi bien en le faisant savoir qu'en la pratiquant en cas de récurrence (méthode 1.2.3 – Hashtag #25), tout en étant tolérant(e) la première fois comme en faisant des efforts mutuels. Aussi, pour retrouver le chemin de l'Été sociétal, toute approche collective doit s'inspirer de la complémentarité des 4 hyper fondements de la vie terrestre en les adaptant sous forme d'une trilogie existentielle à l'échelle universelle permettant... :

- . Une seule et **même humanité** dans la conduite sociétale moderne avec le respect et la positivation de l'humain adultisé où qu'il se trouve, en tant que sanctuaire du vivant supérieur à protéger de génération en génération.
- . Une seule et **même néocitoyenneté** dans les droits et libertés de tout peuple, à pouvoir décider par lui-même de son sort, à l'instar de la Nature sur Terre foncièrement productive et autonome en tant que source matricielle du vivant dans sa pérennisation humaine, animale, végétale.
- . Une seule et **même néodémocratie** dans la conduite collective afin de favoriser avant tout le bien-être humain, à l'instar de la Mer nourricière en tant que source matricielle de vie et d'eau indispensable à l'existence.

Dans ce cadre, les seules différences innées et acquises entre les hommes, les femmes, les autres genres, suffisent largement pour créer et animer toute la diversité des initiatives, motivations et projets, satisfaire la disparité des besoins humains, exprimer les importants potentiels et talents propres à chaque individu. Pour l'homme et la femme adultisés et épanouis, il n'est pas vraiment nécessaire de s'imposer contre la nature et contre les autres, encore moins d'abîmer sa vie, de perdre son temps dans l'artificiel, le virtuel, le mensonger, l'illusoire, le paraître. C'est toujours l'inaboutissement psychologique, l'insatisfaction des besoins, le manque, la frustration, la privation, la jalousie, les pulsions violentes, la non-information, la désinformation, qui poussent à une fuite en avant permanente dans le toujours « plus », le davantage encore, ainsi qu'être le premier, le meilleur, le plus beau ou la plus belle... Tout cela explique la fragmentation sociale et sociétale de grande ampleur sur la planète allant jusqu'à l'atomisation et l'éclatement, sa sophistication et sa justification dans la mentalité collective de chaque pays, ainsi que son décrochage de l'essentiel par la plupart des individus.

3 règles pour défragmenter le « mauvais » systémique

La meilleure façon de revenir à une approche individuelle et collective hautement responsable et centripète sur l'essentiel vital, sur le bien-être, l'aboutissement, l'équilibre harmonieux, l'osmose sociale, consiste à opter délibérément pour l'État sociétal. Il s'agit pour cela d'appliquer simultanément 3 règles fondamentales favorisant une évolution naturellement positive, débridée, propice à l'épanouissement de l'être humain et du citoyen dans leur environnement naturel et sociétal :

1^{re} règle : Éviter la conduite prudentielle en réduisant fortement les freins et les obstacles institutionnels et publics (maillage législatif et normatif, censure, interdit, procédure...), éliminer le bridage public, social et médiatique dans l'expression, l'initiative, le passage à l'acte (Hastag #38). C'est également refuser toute forme d'enfermement culturel, idéologique, intégriste, partisan, tout conservatisme rigide, toute morale culpabilisante et/ou infantilisante, tout conditionnement mental, tout formatage éducatif et académique dominant. La démarche la plus efficiente consiste à développer son discernement par l'élévation de son propre niveau de conscientisation lui-même renforcé par une diversité d'expériences, de découvertes, de voyages, ainsi que par une exposition personnelle (opérationnelle, terrain) dans des prises de risque maîtrisées, le dépassement de soi, l'action offensive et/ou créative. À l'échelle collective, la **première étape** de la démarche consiste à identifier le meilleur et l'utile disponibles partout sur la planète, aussi bien dans chaque pays et culture du monde que dans l'histoire des peuples (afin d'éviter de réinventer l'eau chaude). La **seconde étape** implique de passer à la phase d'application par l'incitation motivante, un volontarisme déterminé, en réduisant parallèlement les contraintes légales. La **troisième étape** concerne tout le reste des habitudes dans les usages, des routines dans les pratiques, en les actualisant en fonction directe des attentes et des enjeux modernes (toiletage, nettoyage, déconstruction si nécessaire).

2^e règle : Vivre, informer, se comporter positivement en intégrant les 50 objectifs de l'Été démocratique dans la condition humaine et citoyenne. Il s'agit de privilégier d'abord et avant tout la plus grande affirmation de soi, réalisation de soi, épanouissement de soi pour l'individu-citoyen. La démarche consiste à privilégier clairement la motivation, la récompense, la valorisation en lieu et place de la frustration, de la peur, du bâton, de la critique. Ainsi, au lieu de procéder habituellement par le bas des valeurs capitalistes, communistes, intégristes, de la dominance et du rapport de force institutionnalisé, tout converge vers l'application au quotidien des 34 valeurs évolutionnaires (Hastag [#14](#)). Les méthodes recourant majoritairement au bâton et à la carotte, ainsi que les conduites humaines réflexes utilisant le bas de la sanction, de la punition, de la répression, de la contrainte en cas de non-respect de la loi ou de la règle imposée, sont considérées comme obsolètes, d'une autre époque, en privilégiant la référence au 2D (Hastags [#15](#), [#17](#)). À l'inverse, la démarche positive doit intégrer le respect de chacun dans la fermeté en cas de déviance, la récompense et la valorisation dans le discernement des efforts menés, l'intelligence relationnelle comme moteur principal d'interactions entre les individus comme au sein du collectif (Hastag [#28](#)).

3^e règle : Tendre vers le haut des libertés légitimes par la satisfaction des besoins humains, à la fois, de manière qualitative (accomplissement dans le 100% d'autodiscipline) et quantitative (accomplissement dans l'ensemble des besoins dominants). La démarche fondamentale consiste à remettre au centre des systèmes et de l'État (et non l'inverse), tout citoyen en phase d'adultisation en évitant de brider et d'encadrer ses attentes. Il s'agit, au contraire, de favoriser l'autonomisation et l'émancipation individuelle en sanctuarisant la légitimité d'accomplissement des besoins humains à fondement énergétique positif, c'est-à-dire ceux produisant du dynamisme, de la vitalité, du bien-être intérieur. Il est nécessaire pour cela de contrôler tous les besoins à polarité négative ou toxique pour l'individu lui-même, même si favorables à la continuité conservatrice des systèmes en place. Aussi le cercle élargit des libertés doit reposer fondamentalement sur l'ensemble des 7 typologies de besoins humains, dès lors que ceux-ci sont jugés séparément nécessaires pour atteindre l'équilibre en soi et avec les autres, à savoir : Physiobesoins ; Psychobesoins ; Besoins motivationnels ; Technobesoins ; Sociobesoins ; Ecobesoins ; Anti-besoins dominants (Hastag [#19](#)).

Libérer les libertés

L'Été démocratique implique une réingénierie systémique et politique en associant de manière simultanée la réduction des freins en société, les apports positifs pour l'individu-citoyen, l'accroissement significatif des libertés. C'est dans ces conditions sociétales que s'élargit tout naturellement le périmètre qualitatif des conditions humaine et citoyenne. Dans l'ordre des règles à appliquer il est possible d'agir prioritairement sur la 3^e règle afin que puisse s'appliquer mécaniquement en partie la 1^{re} règle puis émerger progressivement la 2^e règle. Il est également possible d'agir directement et fortement sur la 2^e règle en la complétant par un train de mesures favorisant la 1^{re} règle, sachant que la 3^e règle se déploiera ensuite naturellement. Toutefois, vouloir privilégier d'abord la 2^e règle sans appliquer la 1^{re} règle, c'est anéantir la 3^e règle, donc toute forme d'évolution qualitative durable. En « libérant » les libertés avec moins de contraintes, plus de qualitatif et d'autonomisation, l'individu est naturellement tiré vers le haut et fortement motivé à poursuivre sur cette ligne ascendante menant

à l'épanouissement de soi. Tout ce qui permet de sortir gagnant des carcans sociaux, des freins sociétaux, des bridages intérieurs, des interdictions de faire ou de choisir par soi-même, élève automatiquement la conscience humaine jusqu'à former des crans cognitifs exigeants rendant très difficile tout retour en arrière. Toute avancée décisive en la matière contribue à rééquilibrer l'ordre des choses, à renforcer la dynamique collective, à accroître la détermination à agir vite, bien, profondément, qualitativement. C'est aussi le meilleur moyen de sortir rapidement de la période « automnale » dans la transition sociétale actuelle, ainsi que des zones de turbulence en série provenant d'une actualité nationale et internationale rendant prolixe et bavard au présent, mais muet, aveugle et sourd sur l'avenir.

Toutefois, que l'on se rassure, la nature humaine dispose d'une capacité instinctive à rectifier rapidement ses manques, erreurs et faiblesses, dès lors qu'une réponse plus adéquate, qu'une voie plus favorable, qu'une solution plus avantageuse se présente. L'ordre systémique exogène imposé à tous de manière autoritaire, coercitive, directive, doit être remplacé par l'ordre humain endogène fondé sur l'équilibre en soi et l'harmonie intérieure dont les effets au quotidien sont bien plus forts, plus productifs, plus efficaces. Lorsque la capacité d'autonomisation est démultipliée à la puissance d'un collectif adultisé, c'est-à-dire avec des individus correctement affirmés, compétents, motivés, hautement conscientisés, alors l'autorité de l'État, la référence à Dieu, les rituels religieux, la division en classes sociales, l'argent-roi, n'ont plus de raison d'être.

En résumé, l'objectif de l'Été sociétal consiste à faire exactement le contraire de toutes les politiques et méthodes de gouvernance préconisant l'autoritarisme, la coercition, la répression, la sanction, la peur, la soumission. Ce qui est sûr et certain, c'est que la réduction drastique des freins, des apports négatifs et des contraintes liberticides composant l'Automne et l'Hiver sociétal favorise mécaniquement l'accroissement des potentiels innés et des énergies vitales. L'Été sociétal, donc systémique au sens large, ne peut que propulser vers l'avant le citoyen dans son évolution personnelle. C'est aussi des améliorations notables dans la conduite collective dans le sens du contentement (sérénité, intelligence relationnelle, bien-être, bonheur, plénitude...) en tournant le dos à la déception (stress, mal-être, résignation, insatisfaction...). Le choix sociétal qui se pose dans de nombreux pays du monde est relativement simple : se complaire indéfiniment dans l'inaboutissement chronique des individus et des sociétés en prolongeant l'Automne sociétal ou, de manière plus audacieuse, s'engager dans la voie d'un Nouveau Temps Sociétal permettant d'accéder plus sereinement à l'aboutissement naturel et légitime de soi, des autres, de sa citoyenneté, de la véritable démocratie !

Hub Societhon

Vous avez 4 possibilités pour participer à l'Esprit du Societhon

1. Diffusion du Hastag : N'hésitez pas à diffuser cet Hastag auprès de vos proches et d'en discuter ensemble.

2. Devenir co-auteur(e) : Vous avez déjà publié, écrit, communiqué sur un sujet s'appliquant au fonctionnement sociétal, citoyen et/ou démocratique et vous souhaitez apporter gratuitement votre contribution à cet Hastag. Rien de plus simple, après réception et bonne conformité de votre texte avec l'Esprit du Societhon, nous l'incluons gratuitement sous forme de fichier PDF ou à partir d'un lien permettant l'accès à votre site ou blog. Le transfert s'effectuera directement à partir d'un mot choisi par vous-même au sein de cet Hastag sur lequel il suffira de cliquer. Nous le soulignerons et le signalerons au lecteur afin qu'il puisse ainsi consulter votre contribution à tout moment.

3. Apporter des solutions : Vous avez déjà testé des applications de démocratie ou de citoyenneté avancée ou vous souhaitez proposer des solutions ou réponses concrètes dans l'esprit du Societhon. Nous établirons gratuitement dans cet Hastag et sur notre site un lien direct avec vous, votre association ou votre groupement de citoyens.

4. Traduire et diffuser les contenus à l'international ou dans un pays précis en devenant partenaire, coéditeur, diffuseur. Que vous soyez étudiant(e) dans une langue étrangère, traducteur indépendant, éditeur, galerie d'art, fondation, association ou société intéressée par la diffusion du livre « l'Esprit du Societhon », les autres livres et contenus monthomiens ou encore par les œuvres authoristes, les tableaux, les microtoiles réalisées pour chaque Hastag, n'hésitez pas à prendre contact avec nous de manière confidentielle.

Toutes les informations utiles sont disponibles sur le site : www.societhon.com
Courriel direct avec l'auteur : monthome@bookiner.com